

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 111-112

Juin-Juillet 1994

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- **Turquie : La dissolution du Parti de la Démocratie (DEP) et la déchéance de 13 de ses 17 députés de leur mandat parlementaire**
- **Paris : Les Kurdes irakiens parviennent à un accord**
- **La guerre au Kurdistan de Turquie suscite de nombreuses réactions internationales**
- **Washington: Le Sénat met des conditions à l'aide à la Turquie**
- **Vienne: La CSCE demande l'envoi des observateurs en Turquie**
- **La visite du Premier ministre turc en France**
- **Ankara: Démission du ministre des Droits de l'Homme**
- **Ainsi que...**
- **Publications récentes**
- **Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie**
- **En bref, la revue de presse**

Le 16 juin la Cour Constitutionnelle turque a décidé d'interdire le Parti de la Démocratie (DEP) et de déchoir 13 des 17 députés de ce parti qui s'employait à exprimer par des moyens pacifiques et légaux les aspirations de la population kurde de Turquie. La décision d'interdiction est motivée par des propos tenus par le président général de ce parti le 29 mai 1993 à Bonn, en Allemagne Fédérale, et le 15 août 1993 à Erbil, au Kurdistan irakien, ainsi que par un communiqué intitulé «*Appel à la paix du parti de la Démocratie*» émanant du comité exécutif de ce parti et demandant qu'un terme soit mis à la guerre

qui déchire depuis des années les provinces kurdes du pays.

13 députés kurdes sont donc déchus de leur mandat parlementaire pour des propos et écrits du président et d'un organe de leur parti, au nom de la «*responsabilité collective*». Pour des raisons purement politiques quatre députés sont arbitrairement exemptés de cette «*responsabilité*» afin d'éviter que le nombre de sièges vacants n'atteigne le chiffre fatidique de 23

(5% des effectifs du Parlement) qui nécessiterait l'organisation d'élections partielles non souhaitées par un pouvoir en crise.

Cinq de ces députés «*déchus*», Mme. Leyla Zana, MM. Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sirri Sakik et Ahmet Türk sont, ainsi que le député indépendant Mahmut Alinak, derrière les barreaux depuis le 2 mars. Deux autres députés du DEP, MM. Selim Sadak et Sedat Yurttas, se sont

Turquie :

La dissolution du Parti de la Démocratie (DEP) et la déchéance de 13 de ses 17 députés de leur mandat parlementaire

rendus à la justice le 1er juillet. Le 12 juillet, après 12 jours de garde à vue, la Cour de sûreté de l'État d'Ankara a ordonné leur incarcération pour «séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'État». Ils sont passibles de la peine capitale d'après l'article 125 du Code pénal turc. Six autres députés «déchus» ont préféré se réfugier en Europe.

La tentative courageuse de bâtir un pont entre Kurdes et Turcs, de chercher par le dialogue, le débat et les moyens démocratiques une solution au problème des 15 millions de Kurdes en Turquie finit donc sous le couperet des juges d'une Cour Constitutionnelle nommés par les auteurs du Coup d'État militaire de septembre 1980, appliquant imperturbablement les lois et la Constitution imposées par les militaires, contrairement aux normes universelles de la démocratie et des droits de l'homme.

Voici le texte de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle turque portant dissolution du DEP :

Le Procureur Général de la Cour de Cassation, par le réquisitoire n° SP.52.HZ. 1993/55, daté du 2.12.1993, a demandé la dissolution du Parti de la Démocratie en vertu de l'article 101 de la loi n°2820 relative aux partis politiques. Après délibérations, la Cour Constitutionnelle réunie le 16.6.1994 a décidé ce qui suit:

1 - Vu que les propos tenus par son président général, Yasar Kaya, le 29.5.1993 à Bonn en Allemagne Fédérale et le 15 août 1993 à Erbil en Irak et le communiqué de son Comité exécutif central intitulé «Appel à la paix du Parti de la Démocratie» contreviennent à la Constitution et aux alinéas (a) et (b) des articles 78 et 81 de la Loi relative aux partis politiques, le Parti de la Démocratie est DISSOUS en vertu de l'alinéa (b) de l'article 101 de ladite loi; Yilmaz Aliefendioglu (NdT. membre de la Cour Constitutionnelle) a exprimé l'avis que «le communiqué du Comité central exécutif ne peut être un motif pour la dissolution» et la décision sur le fond a été votée à l'UNANIMITÉ;

2- En vertu de l'alinéa dernier de l'article 84 de la Constitution les députés Ahmet Türk, Ali Yigit, Sirri Sakik, Leyla Zana, Hatip Dicle, Sedat Yurttas, Selim Sadak, Orhan Dogan, Zubeyir Aydar, Naif Günes, Mahmut Kilinc, Remzi Kartal et Nizamettin Toguç qui étaient le 2 décembre 1993, date de l'ouverture du procès visant à la dissolution du Parti de la Démocratie, membres de ce parti, seront déchus de leur mandat de député le jour de la notification du présent arrêt à la présidence de la Grande Assemblée Nationale de Turquie; vu que Hasim Kiliç (NdT. membre de la Cour

Constitutionnelle) a fait valoir «qu'à la date du procès en dissolution les députés Mahmut Alinak, Muzaffer Demir, Mahmut Uyanik et Mehmet Emin Sever étaient également des membres de ce parti et qu'ils devraient de ce fait être déchus de leur mandat»; Yilmaz Aliefendioglu est d'avis que «cette partie de l'alinéa relève de l'exécution et qu'il n'y a pas lieu d'en décider», la décision a été prise à LA MAJORITÉ DES VOIX;

3- Il a été décidé à l'UNANIMITÉ que tous les biens du Parti incriminé seront dévolus au Trésor public en vertu de l'article 107 de la loi n°2820.

Paris :

Les Kurdes irakiens parviennent à un accord



PRÈS plusieurs semaines d'affrontements fratricides, les deux formations kurdes irakiennes, le PDK de M. Massoud Barzani et l'UPK de M. Jalal Talabani, sont parvenues à un accord à Paris le 23 juillet 1994. Des diplomates et des hommes politiques français ainsi que des universitaires occidentaux ont participé aux rencontres entre les deux délégations de haut niveau des deux partis qui se sont étalées sur une semaine.

L'accord qui doit être ratifié par les deux dirigeants pour devenir définitif prévoit la fin de toute hostilité, organisation des élections générales en 1995 et la réorganisation de l'administration et des forces armées kurdes.

En voici les principaux points tels qu'ils ont été formulés dans le communiqué publié à l'issue de ces rencontres :

«Deux délégations de haut niveau de Kurdes irakiens, du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union Patriotique Kurdistan (UPK), ont tenu des discussions durant une semaine dans un banlieue de Paris.

Les pourparlers qui ont commencé le 16 juillet et qui sont terminés, le 22 juillet, avaient pour but de résoudre le

conflit récent au Kurdistan irakien entre les deux parties.

Les discussions étaient sérieuses, franches et solides. Ils se déroulèrent dans un atmosphère positive et amicale. Les deux parties sont arrivées à un accord global, qui n'attend que les signatures formelles de MM. Jalal Talabani et Massoud Barzani. Les causes fondamentales du conflit kurde étaient examinées et les deux parties se sont mises d'accord que tous les problèmes encore en suspens seront réglés par des moyens paisibles et démocratiques.

On s'est mis d'accord pour des élections générales en mai 1995 quand le mandat du Parlement kurde actuel se terminera.

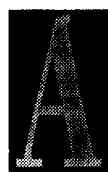
Les deux parties sont aussi d'accord pour des mesures visant à accroître l'autorité du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien et à éliminer les ingérences des partis dans les affaires du gouvernement. Elles se sont aussi convenues de réformes très étendues pour l'administration et la gestion financière de la région. De plus, une série de mesures de réorganisation et de restructuration des forces armées dans la région ont été mises au point. Les deux parties se sont mises d'accord sur la poursuite d'une politique extérieure commune.

Ces rencontres se sont terminées avec deux Appels adressés à la communauté internationale pour l'assouplissement du blocus imposé à la région du Kurdistan d'Irak et à poursuivre l'opération *Provide Comfort* jusqu'à ce qu'une solution démocratique au problème kurde en Irak soit trouvée.

Les discussions étaient principalement centrées sur la réconciliation kurde et la situation interne au Kurdistan irakien.

Les deux parties ont exprimé leur reconnaissance et leur gratitude aux autorités françaises pour avoir facilité la tenue de la réunion».

La guerre au Kurdistan de Turquie suscite de nombreuses réactions internationales



LORS que les opérations de rattachage des campagnes s'intensifient, les assassinats des intellectuels connus pour leur attachement à lutte pacifique pour les Droits de l'Homme continuent, et les affrontements entre l'armée turque et les militants du PKK font rage au Kurdistan (Mme. Çiller s'enorgueillit du fait que «107 terroristes ont été tués en une semaine, cf. notre Bulletin, p. 39 ainsi que les dépêches de l'AFP), la répression anti-kurde d'Ankara prend une nouvelle tournure et s'étend progressivement à l'ensemble de la Turquie. Le gouvernement turc qui vient de prolonger l'État d'urgence dans la région kurde, vise désormais clairement à réduire au silence toute voix, kurde ou turque, qui ose remettre en cause la politique de «solution tout militaire» que l'armée lui a imposé. L'arrestation de Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir et sa condamnation à 4 ans de prisons le 17 mai 1994, pour son témoignage devant le Parlement européen, donnait le signe avant-coureur d'une campagne sans précédente depuis le coup d'État de 1980 contre les intellectuels «contestataires».

Parmi les intellectuels arrêtés comme «terroristes» ou «séparatistes» figurent Münir Ceylan, un ancien président du syndicat des ouvriers du pétrole, Petrol-İs, le sociologue turc Dr. Ismail Besikçi qui ne compte plus les verdicts le condamnant à des centaines d'années de prison et à des milliards de livres turques en amendes, le

Prof. Fikret Baskaya, auteur du célèbre ouvrage «*la Faillite du paradigme*», Hüsnü Ödül, dirigeant de l'Association turque des Droits de l'Homme, le Prof. Haluk Gerger, l'éditeur M. Selim Okçouglu, 13 journalistes du quotidien *Özgür Gündem* etc... Cette liste contient encore plus de 70 autres intellectuels emprisonnés Le *Turkish Daily News* note que la Cour de sûreté d'Ankara veut conclure la plus grande partie des dossiers contre ces «intellectuels terroristes» avant la fin du premier semestre de l'année judiciaire (*Turkish Daily News*, reproduit dans notre Bulletin, p. 109), sans doute pour s'occuper d'autres besognes dès la rentrée prévue en septembre.

La répression a pris également une nouvelle tournure avec l'interdiction du DEP (Parti de la Démocratie), la principale force politique des régions kurdes. Nicole Pope, correspondant du *Monde* en Turquie observe à ce propos que : «*les Kurdes nationalistes ont perdu leur seule voix d'expression légale*». La non-conformité au «nationalisme atatürkiste», doctrine officielle de l'État, la reconnaissance du fait kurde et la volonté d'y trouver une solution pacifique figurent parmi les principaux «crimes» que la Cour Constitutionnelle avance pour justifier sa décision. A vrai dire, ce verdict ne constitue pas une surprise. Au contraire, elle était attendue depuis longtemps : le HEP, ancêtre du DEP, était interdit en 1993. Les 2-3 mars 1994, l'Assemblée nationale, sous la pression de

l'armée et du redoutable procureur de la Cour de sûreté d'État, Nusret Demiral, avait décidé la levée de l'immunité de certains de ses parlementaires. Les escadrons de la mort se sont déployés jusqu'à la dernière minute pour éliminer physiquement ses dirigeants et ses membres : le 3 juin, par exemple, la presse informait, dans des termes anodins d'ailleurs, l'assassinat de l'ancien président de sa section d'Urfa : M. Muhsin Çelik. Mais même amputé de ses principaux dirigeants, le DEP restait une tribune capable de «troubler» la «conscience» de la Grande Assemblée Nationale de Turquie et une instance susceptible d'attirer et rassembler les opposants pacifiques kurdes.

Cette répression, sans doute la plus sanglante de l'histoire récente du Kurdistan de Turquie, suscite des réactions dans la communauté internationale qui n'est pas dupe de la «démocratie transparente et parfaite d'Ankara».

A l'appel de Max Simeoni, député européen, une dizaine de personnalités dont Mmes. Danielle Mitterrand, Ségolène Royal et M. Guy Bedos ont lancé une campagne intitulée «*France-Turquie : Ne soyons plus complices*». M. Simeoni était particulièrement peiné par le fait que Mehdi Zana, invité par lui à parler de la question kurde devant le Parlement européen, a été condamné à 4 de prison ferme pour le discours qu'il y a prononcé. M. Zana n'a d'ailleurs pas été condamné pour une soi-disant activité terroriste, mais pour la simple raison qu'il parlait de l'existence des Kurdes, de la langue kurde et du Kurdistan. Cette condamnation d'un discours pacifiste, rejetant toute option radicale, montrait en effet la limite de «tolérance» des milieux judiciaires turcs.

De même, une vingtaine d'organisations des droits de l'homme, parmi lesquelles la FIDH, la Fondation France-Libertés, le SOS-Racisme, la LICRA, le MRAP, la Terre des Hommes, ainsi que la Maison du Monde, ont dénoncé, dans un appel publié simultanément par les quotidiens le

Monde et *International Herald Tribune*, la «terreur d'État dans le Kurdistan turc». En même temps, Le Bureau de l'Assemblée du Conseil de l'Europe a mis sur son agenda la demande de la suspension de la Turquie, formulée essentiellement par M. Roland Dumas et Mme Ségolène Royal, tous deux anciens ministres et avocats des députés du DEP. Une telle mesure n'avait jamais été appliquée contre la Turquie depuis 1984. M. Jacques Delors, président de l'Union européenne, a également exprimé son inquiétude à M. Karayalçın, vice premier ministre turc, dirigeant du Parti populiste social-démocrate, en visite à Bruxelles. Selon le quotidien turc *Turkish Daily News*, les deux-tiers de leur entretien ont été consacrés au sort des Kurdes et aux droits de l'homme (cf. notre Bulletin, p. 116).

A Washington, le sénateur Dennis DeConcini n'a pas hésité, lors d'un discours prononcé le 23 juin devant le Congrès, à qualifier la politique turque de pas supplémentaire vers l'abîme. Il décrit la «criminalisation de l'expression libre» comme le fait le «plus alarmant en ce qui concerne la détérioration des droits» en Turquie et invite le gouvernement turc à accepter une solution politique, à permettre la participation de tous les partis non-violents dans la vie politique, à abolir les restrictions concernant le droit d'expression, à abroger l'état d'exception au Kurdistan, à démanteler le système de «protectorat de village», à enlever toute restriction concernant les droits linguistiques et culturels, à permettre la diffusion et l'enseignement du kurde, et *last but not least*, de réunir une conférence pour analyser tous les aspects des relations turco-kurdes.

Le *Washington Post*, quotidien influent de la capitale américaine, définit à son tour le régime de Mme Çiller comme «brutal». Le célèbre quotidien continue sur un ton ironique : «Il paraît qu'Amnesty International, Helsinki Watch, Human Rights Watch, Association turque des Droits de l'Homme dont les membres ont été assassi-

nés, torturés et emprisonnés, ont tous tort. Le gouvernement turc est vraiment un champion de la paix et de la justice. Mais si vous êtes Kurde et opposant, alors regardez derrière vous (en marchant). Si vous êtes un Américain à Diyarbakir, éteignez le ventilateur qui est sur la douche». (cf. notre Bulletin, 9 juin 1994)

L'Amnesty International précisément, dans un rapport rendu publique en juin, affirme que la situation «*empire d'heure en heure*» et appelle les pays européens à envoyer d'urgence au Kurdistan une mission d'experts : «*A moins d'une action décisive immédiate, le recours aux disparitions, aux exécutions extrajudiciaires et à la torture sera bientôt considéré en Turquie comme un outil routinier d'intimidation et d'élimination*», avertit l'organisation humanitaire.

Le gouvernement turc a réagi avec véhémence à ce rapport et a accusé cette organisation internationale de vouloir «*donner une image du pays qui est contraire à la réalité*». Selon le porte-parole du ministère des Affaires Etrangères la Turquie est «*une démocratie transparente*» ne pouvant donc devenir le théâtre des exactions mentionnées par cette organisation. Le diplomate turc invite l'Amnesty «*à enfin connaître le vrai visage du PKK*».

Cette invitation semble particulièrement malvenue car l'Amnesty avait, précisément, critiqué aussi sans ambages ce parti kurde dans le même rapport. L'organisation humanitaire a, des preuves à l'appui, réitéré ses affirmations. Dans une réponse ferme, invitant Ankara à démentir ses informations plutôt que de l'accuser, elle précise : «*Nous réaffirmons le contenu de notre rapport publié hier à propos de la recrudescence tragique des violations des droits de l'Homme en Turquie*». Elle rappelle également son principe fondateur «*L'organisation n'a pas pour préoccupation de donner une image particulière des gouvernements ou des groupes d'opposition. Elle oeuvre en vue de mettre un terme aux violations des droits fondamentaux*».

Mais ces dénégations turques se font de plus en plus violentes, pour la simple raison qu'Ankara, sur la défensive par rapport à «l'opinion publique mondiale, sombre dans une paranoïa xénophobe tous azimuts. Ainsi, M. Nahit Mentese, ministre de l'Intérieur a accusé les «*pouvoirs étrangers*» d'être à la source du problème kurde. Mais plus ennuyeux pour le pouvoir, les «*pouvoirs étrangers*» ne sont pas les seuls à crier tout haut ce qui n'est désormais un secret pour personne : les dénonciations d'Ankara par les Turcs eux-mêmes se multiplient. Ainsi, Yavuz Önen, président de la Fondation turque des Droits de l'Homme a dénoncé les violations des droits de l'homme devant *The International Human Rights Law Group* aux États-Unis. De même, I. G. Imset, éditorialiste de *Turkish Daily News*, en visite à Washington, n'a pas hésité à dresser un bilan alarmant de la situation au Kurdistan de Turquie.

Venant peu de temps après une conférence scientifique sur la Turquie, à laquelle ont participé de nombreux universitaires américains et européens, traçant un bilan particulièrement sombre dans les domaines aussi bien interne qu'externe, l'intervention de M. Ismet G. Imset devant *Human Rights Watch* a particulièrement irrité les milieux diplomatiques turcs aux États-Unis. Or, M. Imset, l'un des meilleurs spécialistes de la question kurde en Turquie, correspondant de *Turkish Daily News* et d'*Al-Hayat* (quotidien arabe), est connu pour ses critiques aussi bien contre la Turquie que contre le PKK. Sa prestation devant un organisme privé a créé un véritable scandale diplomatique, l'ambassadeur de Turquie tenant, au mépris de la loi américaine, à y participer. M. Imset s'est trouvé alors en butte aux attaques en Turquie auxquelles il a dignement répondu (cf. son article : «*Conspiration de Washington*», p. 61-62 de notre Bulletin)

Le coup de grâce au mythe de la «*transparence de la démocratie turque*» a été cependant porté par un ministre turc, Meh-

met Kahraman. L'affaire Kahraman a été présentée comme un désaccord «banal» par la presse turque. Or, promu à grandes pompes «ministre des Droits de l'Homme» en 1991 dans le gouvernement de Demirel qui s'était proposé de mettre en place «des commissariats de police en verre trans-

parent», le ministre social-démocrate avait tout simplement mis trois ans pour comprendre la fonction décorative de son ministère. Il a démissionné en juin en précisant que «dans ces conditions, je ne pourrais pas poursuivre mes fonctions de ministre d'État».

reproduit dans notre dossier de presse), alors que le *New York Times*, publiait un éditorial intitulé «*Kurdish Killing Fields*» (allusion faite au titre anglais du film «*Déchirure du Cambodge*»). Le journal qui dénonça également les pratiques du PKK conclut : «*mais le PKK n'est pas armé par les États-Unis, la Turquie l'est*». De même, M. John Shattuck, secrétaire d'État adjoint américain aux Droits de l'Homme s'est rendu en Turquie pour une visite officielle de deux jours, durant laquelle il a expliqué que «*la lutte contre le terrorisme ne peut être admise comme une raison suffisante pour suspendre les droits de l'homme*». Warren Christopher, secrétaire d'État a également dénoncé, dans un discours prononcé au Capitole, les violations des droits de l'homme en Turquie : «*Je n'ai jamais pensé que la solution des problèmes de sécurité interne puisse s'accélérer par la violation des droits de l'homme*», a-t-il déclaré avant de demander à Ankara d'«*inclure les Kurdes dans le processus gouvernemental*».

Washington:

Le Sénat met des conditions à l'aide à la Turquie

LE Sénat américain a voté le 30 juin une aide militaire de \$ 364,5 millions à la Turquie. Cette aide, critiquée par de nombreux sénateurs choqués par les massives violations des droits de l'homme en Turquie, est désormais soumise à des conditions. Selon un amendement proposé par Patrick Leahy (Vermont), la Turquie doit s'engager à ne pas utiliser l'aide militaire américaine «en violation du droit international». La mention de «pour des raisons de la sécurité interne» qui figurait dans le projet initial a été enlevée, pour des considérations «diplomatiques» afin de ne pas trop braquer Ankara.

Mais, dans le même temps, l'Europe comme les États-Unis se montrent de plus en plus préoccupés par le sort du peuple kurde en Turquie. Ainsi, l'Assemblée du Conseil de l'Europe a donné un avertissement à Ankara après l'incarcération et la mise en accusation des six députés kurdes. Prenant acte des arguments turcs, l'Assemblée est néanmoins arrivée à la conclusion que les témoignages concernant les violations des Droits de l'Homme étaient à la fois trop concordants et trop accablants. Sollicité par le collectif d'avocats dirigé par M. Roland Dumas, qui défend les parlementaires kurdes emprisonnées et qui s'est rendu le 22 juin à Strasbourg pour y rencontrer les responsables du Conseil de l'Europe, a décidé d'envoyer une mission d'enquête en Turquie et a exigé d'Ankara d'accepter la visite des re-

présentants de la CSCE, ce que la Turquie a toujours considéré comme une ingérence dans ses affaires internes.

Du côté américain, la pression monte également. Le sénateur Claiborne Pell, président de la Commission des Affaires Étrangères du Sénat a comparé la situation en Turquie à celle du Rwanda et de l'Indonésie (cf. *Turkish Daily News*, 4 juillet 1994,

Vienne:

La CSCE demande l'envoi des observateurs en Turquie

L'ASSEMBLÉE de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunie à Vienne, pour la première fois de son existence, a décidé, le 8 juillet, l'envoi de deux délégations en Turquie afin d'étudier l'affaire des députés kurdes jetés en prison après la levée de leur immunité parlementaire et pour observer la situation des droits de l'homme dans les provinces kurdes.

L'envoi effectif des délégations dépendra de l'aval des autorités turques car les décisions de la CSCE ne sont que des recommandations sans valeur contraignante. La délégation turque à cette assemblée réunissant des parlementaires des 52 pays membres de la CSCE a immédiatement réagi en déclarant que les raisons pour

lesquelles la CSCE avait décidé d'envoyer ces délégations «*ne reflétaient pas la vérité*» et que la Turquie refuserait d'autoriser la visite de ces délégations de la CSCE. Affirmant que le processus démocratique en Turquie était «*comparable à celui des démocraties les plus avancées de l'Ouest*», la délégation turque conclut : «*Essayer d'exposer la Turquie dans une telle déclaration est un effort ridicule*».

La Turquie qui, dans la pratique, interdit également à la presse internationale, en particulier aux télévisions, de se rendre dans le Kurdistan, pour que sa «guerre secrète» contre les Kurdes ne soit pas connue de l'opinion publique internationale, opposera, selon toute vraisemblance, une fin de non recevoir aux demandes de la CSCE.

La visite du Premier ministre turc en France

LE premier ministre turc, Mme. Çiller, s'est rendu à Paris pour une visite officielle le 21 juillet. Selon la presse, cette visite avait deux objectifs : d'une part améliorer l'image de marque de la Turquie en Europe, notamment à la suite de l'arrestation des députés kurdes et l'avertissement de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et convaincre les autorités françaises d'aider le programme de redressement économique mis en oeuvre en Turquie. Ankara demande également au premier investisseur étranger en Turquie qu'est devenue la France, de le soutenir dans les négociations sur la signature d'un traité d'union douanière avec l'Union européenne. Lors de son séjour en France, le Premier ministre turc, qui a rencontré MM. Balladur et Juppé, n'a pas hésité à brandir la me-

nace islamique qui pèserait selon elle sur la Turquie dans le cas où sa politique ne serait pas soutenue (cf. ses entretiens à la presse française, reproduite dans notre Bulletin).

Interrogée par le *Figaro* sur les violations des droits de l'homme et sa politique kurde, Mme. Çiller a parlé de « désinformation » et accusé les Kurdes d'avoir « lavé le cerveau du Conseil de l'Europe et du gouvernement des États-Unis » ! (cf. p.66).

Cette visite n'a pas été appréciée par des défenseurs des droits de l'homme. 11 organisations humanitaires, dont *France-Libertés*, la *Cimade* et *Médecins du Monde* ont, dans une lettre ouverte à Mme. Çiller, exprimé leur « indignation devant l'extrême-gravité de la situation des droits de l'homme en Turquie ».

port officiel ne fait pas état du nombre de militaires, policiers et protecteurs de village tués dans la guerre.

Il est extrêmement difficile de vérifier les chiffres donnés par le ministre turc. Il est fort probable que le nombre des militants tués soit exagéré pour les besoins de la guerre psychologique intense menée de concert avec les opérations militaires. Ces chiffres traduisent en tout cas une nette aggravation de la guerre du Kurdistan où les militaires, s'accrochant à l'illusion du « dernier quart-d'heure », annoncent sans cesse pour la saison suivante la fin d'un conflit que le cycle de répression-révolte ne fait qu'étendre.

LE PROCÈS DES TUEURS DE SERIF AVSAR EST OUVERT A DIYARBAKIR.

Le procès de l'assassinat de Serif Avsar, frère de Behset Avsar, représentant du quotidien *Özgür Gündem* en Allemagne, s'est ouvert à Diyarbakir au début du mois de juillet. Les avocats de la famille d'Avsar ont fait état des pressions exercées sur les témoins, notamment des parents de la victime. La défense de l'assassin Ömer Güngör et de ses quatre complices, reste cependant accablante pour l'État turc : non seulement ils admettent avoir commis des « actes » similaires par le passé, mais encore, ils affirment avoir agi sur l'ordre d'Ertan Altinoluk, un commandant local de la gendarmerie. Ömer Güngör, protecteur de village, a expliqué les détails de l'enlèvement en plein jour de Serif Avsar de son magasin de Diyarbakir et de son assassinat. Il a précisé que l'ordre lui avait été transmis par l'intermédiaire d'un ancien militant du PKK, le repenté Mesud Memedoglu, devenu collaborateur des forces turques. Il a ajouté : « J'ai eu peur. Donc j'ai exécuté l'ordre et j'ai tiré deux balles dans la tête d'Avsar ». L'un de ses complices, Fevzi Gökçen s'est caché, derrière le « secret d'État » : « Nous ne pouvons pas

Ankara:

Démission du ministre des Droits de l'Homme

MEHMET Kahraman, ministre d'Etat turc chargé des Droits de l'Homme, a démissionné le 25 juin de son poste en accusant le Premier ministre d'« entraver le programme de démocratisation » promis par la coalition gouvernementale. Il a également abandonné ses fonctions de secrétaire général adjoint du SHP. Ne disposant ni d'administration ni d'un minimum de moyens d'investiga-

tion, ce ministère gadget destiné à donner le change sur les soucis de la Turquie en matière des droits de l'homme apparaissait de plus en plus « saugrenu » dans ce pays où ceux-ci sont si massivement violés. Très critiqué par ses électeurs kurdes, accusé d'aveuglement et de complicité, M. Kahraman a finalement décidé de démissionner pour ne pas cautionner davantage la politique anti-kurde du gouvernement.

Ainsi que...

SELON UN BILAN OFFICIEL «2090 REBELLES KURDES» ONT ÉTÉ TUES EN SIX MOIS. Selon Nihat Mentese, ministre de l'Intérieur, les six premiers mois

de la guerre au Kurdistan se sont soldés par la mort de 2090 combattants du PKK. 7195 d'entre eux ont été arrêtés ; 226 se sont rendus aux autorités turques. Le rap-

en dire plus. L'État nous charge d'arrêter telle ou telle personne. Nous nous trouvons ensuite coupables. Nous aurions été suspendus si nous n'avions pas exécuté les ordres».

UN NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES EN TURQUIE.

Un changement soudain, qui s'est rapidement transformé en un «fiasco» pour reprendre l'expression du quotidien turc *Turkish Daily News*, a eu lieu à la tête de la diplomatie turque. Le ministre Hikmet Çetin, d'origine kurde, servant d'alibi pour évoquer à l'étranger l'«égalité des Kurdes et des Turcs», a été remplacé par Mümtaz Soysal, également membre du SHP (Parti populiste Social-démocrate). M. Çetin, qui a appris la nouvelle par la presse, a d'abord refusé de présenter sa démission comme le veut l'usage, demandant que le Premier ministre assume sa décision en le révoquant. Le président Demirel a laissé traîner quelques jours la signature du décret officialisant le changement. Finalement ce nouvel épisode tragi-comique de la vie politique turque s'est soldé par une victoire à la Pyrrhus de Mme. Çiller qui a fini par obtenir le départ de H. Çetin, tombé en disgrâce pour avoir refusé la nomination d'un conseiller spécial du Premier ministre au poste de Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères. Le nouveau ministre turc, le professeur Soysal, longtemps conseiller de la «République turque de Chypre du Nord» (reconnu uniquement par Ankara) est une figure largement contestée en Turquie. Son nationalisme à outrance est doublé d'un anti-occidentalisme radical. Il est également connu par son opposition aux initiatives des organisations internationales des droits de l'homme qu'il considère comme autant d'«ingérences dans les affaires internes de la Turquie». Commentant cette nomination, l'éditorialiste du quotidien *Sabah* Sedat Sertoglu, cité par Nicole Pope (*Le Monde* du 25 juillet 1994) écrit : «Si nous voulons couper les liens entre la Turquie et l'Occident pour poursuivre une politique à l'irakienne, le professeur Mümtaz Soysal est la personne idéale au poste de

ministre des affaires étrangères». M. Soysal est précisément un partisan de la normalisation avec Saddam Hussein. Il s'était fait

remarquer également par son soutien aux auteurs de Coup d'État contre M. Gorbatchev.

Publications récentes



U cours des deux dernières années, la «bibliothèque kurde» s'est enrichie de nouveaux ouvrages, en langues occidentales et en turc, ainsi que de quelques mémoires universitaires. Une grande partie de ces travaux est consultable dans la bibliothèque de l'Institut kurde de Paris. Nous présentons ici les travaux en langues occidentales et les mémoires universitaires. Nous publierons dans l'un des nos prochains numéros les ouvrages publiés en langue turque.

AVSAR, M. *L'Emprise de l'idéologie kémaliste sur la vie politique turque à travers l'armée*, Mémoire de DEA de l'Institut National des Langues et Civilisation Orientales sous la direction de M. Bozdemir, Novembre 1994.

BABAKHAN, A., *Les Kurdes d'Irak, leur histoire et leur déportation par le régime de Saddam Hussein*, Beyrouth, s.n., 1994.

BEHRENDT, G., *Nationalismus in Kurdistan*, Hambourg, Deutschen Orient-Instituts, 1993

BERGER, H. (sous la direction de), *Freiheit für das Kurdische Volk. Internationale Konferenz 2. und 3. Oktober 1992 in Wien*, Vienne, Karl Renner, 1993.

ÇEÇEN, F., *Le Kurdistan d'Irak et l'intervention de l'ONU après la guerre du Golfe*, mémoire du DEA de l'Université de Paris II préparé sous la direction de J. Chevalier, 1994.

ENTASSAR, N., *Kurdish ethnonationalism*. Boulder et Londres, Lynne Rienner, 1992.

IMSET, I.G., *The PKK. A report on Separatist Violence in Turkey (1973-1992)*, Ankara, Turkish Daily News Publications, 1992

INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR HUMAN RIGHTS IN KURDISTAN, *Annual Report 1993. «On the Situation of Human Rights in Northern Kurdistan and the Kurds in Turkey»*, Bremen, IAHRK, 1993.

IRAQI NATIONAL CONGRESS, *Crimes Against Humanity and the Transition From Dictatorship to Democracy*, Salahaddin, Londres, INC, 25 mai 1993.

JMOR, S.A.A. *L'affaire du Kurdistan dans les relations internationales, 1914-1925*, thèse soutenue à l'Université de Genève, 1992.

HUSSEIN, F., M. LEEZENBERG, P. MÜLLER, *The Reconstruction and Economic Development of Iraqi Kurdistan. Challenges & Perspectives*, Amsterdam, Netherlands Kurdistan Society, 1993.

KEEN, D., *The Kurds in Iraq: How Safe is their Haven now ?*, Londres, Save the Children, 1993.

KIESER, H.L., *Les Kurdes alévis face au nationalisme turc kémaliste. L'alévitisme du Dersim et son rôle dans le premier soulèvement kurde contre Mustafa Kemal (Kocgiri, 1919-1921)*, Amsterdam, MERA, 1993.

MAHMOUD, A., *Le mandat français et la politique des minorités en Syrie. Le cas kurde (1918-1940)*, mémoire de diplôme de l'EHESS, préparé sous la direction de R. Paris, 1993.

MIDDLE EAST WATCH, PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS, *The Anfal Campaign in Iraqi Kurdistan*, New York, Washington, Londres, 1993.

MIDDLE EAST WATCH, *Genocide in Iraq. The Anfal Campaign Against the Kurds*, New York, Washington, Londres, 1993.

MUSTAFA, J. T., *Kurdi. Il dramma di un popolo e la comunita internazionale*, Pise, BFS Edizioni, 1994.

NAGOUM, K.A.R., *I Kurdi. Da tribalismo a nazionalismo*, Prato, Camponalla Editore.

SENOL, S., *Kurden in Deutschland. Fremde unter Fremde*, Frankfurt, Haag & Herche, 1992.

STOEREIK, R., M. TOPBIC, Y. YESILGÖZ, L. ZWAAK, *Turkije & Koerdistan/ Koerdistan/Turkije*, Amsterdam, MERA, SIM, 1993.

TERRE DES HOMMES, Schiting Oecumenische Hjilp, Mensen in Nood, Caritas Neerlandica, *A Report on the Relief Operation in Iraqi Kurdistan*, April 1991, April 1993, s.l., 1993.

TURAN, O., *De la (dé)négarion à la retrouvaille de l'identité ethnique (le cas de quelques Kurdes de Turquie)*, mémoire de DEA de l'Université Louis Pasteur sous la direction de F. Hurstel et A. Tabouret-Heller, Strasbourg.

ZAZA, N. *Ma vie de Kurde*, Genève, réédition, Labor & Fides, 1993.

- les tribunaux ont prononcé des peines de 44 ans et de 4 milliards 238 millions de LT.

- 2 juin : Nail Talan a été abattu et l'enseignant Nuri Demiralp a été blessé à Diyarbakir par des tueurs non-identifiés. Bayram Kanat et Fehmi Altun ont été trouvés morts sur les rives du Tigre. Le même jour, Muhsin Melik, responsable d'HADEP, et son chauffeur, Mehmet Ayyildiz ont été tués par des tueurs non identifiés à Urfa.

- 3 juin : l'enseignant Kemal Göçer a été abattu à Diyarbakir. Ahmet Meraloglu a été blessé lors du même attentat. Les fermiers Mehmet Öncel et Sirin Özkul sont tués à Kiziltepe par des auteurs non-identifiés.

- 5 juin, le corps de l'homme d'affaire kurde, Savas Buldan, et ceux de ses deux amis, Adnan Yildirim et Haci Koray, ont été retrouvés à Bolu. Le frère de Buldan accuse les services secrets de l'État. Le même jour, l'enseignant Nuri Demiralp, blessé le 2 juin, est décédé dans un hôpital de Diyarbakir.

L'attaque de l'armée contre le village Yukari Karatas se solde par la mort d'une fillette de 7 ans, Didar Elmas. Trois autres personnes sont blessées lors de cette opération qui aboutit à la destruction de plusieurs maisons.

- 7 juin, le Berger Yusuf Elik est tué par des protecteurs de village dans la sous-préfecture d'Eruh.

- 15 juin, Ali Baki, un paysan kurde du village de Kislacik à Siirt, est retrouvé mort après sa détention.

- 17 juin, un ancien maire, Sükrü Tutas a été abattu dans la ville d'Idil (préfecture de Sirnak) par des tueurs non identifiés. Veysi Benlice et Ziver Özdemir sont assassinés, respectivement à Diyarbakir et à Batman par des escadrons de la mort. Le

Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie

Le bilan des violations des Droits de l'Homme au cours des mois de juin et de juillet, tel qu'il est établi par l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD) est extrêmement lourd

EN JUIN

- 27 personnes sont mortes suite aux tortures et aux exécutions extrajudiciaires.
- 26 personnes sont blessées à la suite des attentats perpétrés par des tueurs non-identifiés.
- 431 personnes ont trouvé la mort lors des affrontements entre les guérilleros du PKK et l'armée.
- 98 villages et hameaux ont été évacués
- En total, 664 personnes ont été arrêtées, dont 63 par ordre des tribunaux.
- Le nombre de personnes arrêtées pour délit de conscience s'élève à 103.
- Les tribunaux ont prononcé des peines dont la somme est 112 ans et 22 milliards de LT. d'amende

EN JUILLET

- 56 personnes sont mortes suite aux tortures.
- 43 personnes, arrêtées par la police, sont portées disparues
- 16 personnes ont été tuées par des tueurs non-identifiés ; 29 autres ont perdu la vie suite à des attaques contre les civils
- 97 villages et hameaux ont été évacués ou brûlés
- 524 personnes ont trouvé la mort lors des affrontements entre les guérilleros du PKK et l'armée
- 1315 personnes ont été arrêtées, dont 53 par ordre des tribunaux.
- 30 publications ont été confisquées, 31 personnes, travaillant dans les médias ont été arrêtées.

même jour Musa Gûnes a trouvé la mort lors d'une explosion dans une mosquée à Diyarbakir. Deux autres personnes sont blessées.

- 18 juin Ahmet Arik est tué par des tueurs non-identifiés dans la ville de Batman.

- 20 juin, Sehabettin Elçioğlu, chef du village de Kalaz a été tué par des inconnus.

- 21 juin, Sehmuz Öncel, blessé une semaine auparavant au cours d'une attaque armée à Diyarbakir, est décédé dans un hôpital à Ankara.

- 22 juin, le chauffeur d'un minibus, Ali Özdemir, est abattu par des tueurs non-identifiés à Nusaybin. Deux autres personnes sont blessées dans cet attentat.

- 26 juin, Kamil Hulak et Abdullah Sayin sont retrouvés morts dans le village de Dalda à Bitlis.

- 30 juin, Mehmet Ali Kiliç, imam du village de Doganli, est assassiné au cours d'une attaque armée.

- 1er juillet, une série d'attaques armées provoquent la mort d'Hamdin Kaya, Zafer Yildirim, Abdülmeçit Kaya, Yusuf Yazig et Sabri Arar.

- 2 juillet, Ahmet Özcan est abattu par des tueurs non-identifiés à Mus. Le même jour, Bayram Tekin, neveu de Salih Tekin, représentant du journal pro-kurde Özgür Ülke, est abattu dans le village d'Aktepe lors d'une attaque des protecteurs de village.

- 4 juillet, Hasan Topbik et Ihsan Karabulut sont abattus à Batman par des tueurs non-identifiés.

- 5 juillet, Recep Yasar, Behset Yasar et Fikret Kaya sont retrouvés morts sur l'autoroute Yüksekova-Semdinli.

- 6 juillet, Cemil Boga est tué à Kiziltepe

par des tueurs non-identifiés. Vedat Boga est blessé.

- 8 juillet, Abdülkadir Yücel est tué par des tueurs non-identifiés à Diyarbakir.

- 9 juillet, Halil Basma, enlevé par des inconnus, est retrouvé mort sous un pont à Batman. Semsettin Kaplan est tué lors d'une attaque de l'armée dans une maison de Nusaybin.

- 11 juillet, les tueurs non-identifiés abattent Mehmet Emin Algin à Nusaybin et détruisent sa maison.

- 13 juillet, l'armée incendie deux maisons dans le village de Veskan à Yüksekova et tue Faysal Aslan.

- 14 juillet, le journal Özgür Ülke rapporte que les forces de l'ordre ont dépeuplé 24 villages dans le district de Çukurca (province de Hakkari) et contraint les 12.000 villageois à s'exiler dans le nord de l'Irak.

- 15 juillet, l'imam Süleyman Turgut, enlevé par des inconnus à Cizre le 13, est retrouvé mort.

- 16 juillet, Ibrahim Çekin a été tué par des inconnus à Nusaybin.

- 18 juillet, l'armée lance une opération dans un district de Diyarbakir, brûlant et détruisant 100 maisons et magasins. Haci Tahir Kozat (70) est mort par asphyxie, deux jeunes trouvent également la mort lors de cette opération.

- 19 juillet, Muzaffer Yildirim, blessé à Nusaybin le 29 juin, est décédé à hôpital.

- 22 juillet, Süleyman Yaman est tué à Nusaybin par des tueurs non-identifiés.

- 23 juillet, trois fermiers, Fadil Topan, Abdurrahman Arikan et Muhittin Tekin sont retrouvés assassinés dans la sous-préfecture de Besiri. Le même jour, Perihan Soylu est tué par les forces de sécurité dans la sous-préfecture de Yüksekova.

- 24 juillet, le corps de Kerim Tek, membre du DEP, enlevé le 22 juillet, a été retrouvé à Yüksekova.

- 28 juillet, les tueurs non-identifiés attaquent une maison dans le village d'Aralik à Bitlis et tuent un garçon de 11 ans.

- 30 juillet, Ali Vural, Celal Budak et Tahir Güven sont assassinés par des tueurs non-identifiés respectivement à Diyarbakir, à Nusaybin et à Silvan.

Revue de Presse

LES CHOIX DE L'OCCIDENT. par Kendal Nezan. — LA DIVERSITÉ DES COULEURS ET DES PARFUMS» par O. Dogan, député kurde de Sirnak — GUERRE AU KURDISTAN, POUSSÉE ISLAMISTE ET CRISE ÉCONOMIQUE : dangereuses dérives en Turquie, par M. Verrier. (*Le Monde diplomatique*, juin 1994), pp. 1-6.

TURQUIE : JUSTE LA PORTE DE LA FORTERESSE EUROPÉENNE, UNE CENTAINE DE RÉFUGIES D'ORIGINE AFRICAINE ONT ÉTÉ ARRÊTÉS ET INSTALLÉS DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS. (*Exile out of Sight*, n° 78, juin 1994), p. 7.

56 REBELLES KURDES ET 6 MILITAIRES TUÉS DEPUIS MARDI. (A.F.P., 1^{er} juin 1994), p. 7.

ERBIL, «CAPITALE» DU KURDISTAN, DIVISÉE PAR LES AFFRONTLEMENTS INTER-KURDES. (AFP, 1^{er} juin 1994), p. 8.

LES RÉSEAUX KURDES REFONT SURFACE OUTRE-RHIN ; Après les manifestations et les attentats de 1993, les organisations proches du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été interdites. Mais six mois de mise au ban n'ont pas

empêché les militants de renouer les contacts. (*Libération*, 2 juin 1994), p. 9.

L'ETAT TURC « PRIS DE PANIQUE » FACE À LA RÉBELLION KURDE, SELON LE LEADER DU PKK. (*Gamk*, 1^{er} juin 1994), p. 10.

TALABANI : NE CRAIGNEZ PAS LA CONNEXION PKK. Les chefs du PDK et d'UPK expriment leurs espoirs après les rencontres de Silopi. — LE SYNDICALISTE M. CEYLAN, ACCUSÉ DE « TERRORISME » IRA EN PRISON AUJOURD'HUI. — Le SHP (Parti social démocrate) arrive à un croisement de chemin. 30 députés qui s'opposent à l'« abandon des principes » publient une charte. (*Turkish Daily News*, 1^{er} juin 1994), pp. 10-12.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES. CONTRE LE « CENTRALISME JACOBIN »... un Kurde parmi les candidats de la liste Régions et peuples solidaires. (*Le Monde*, 2 juin 1994), p. 13.

LA GUERRE CONTRE LES KURDES - Ankara sous la pression. — Le cessez-le-feu fragile au Kurdistan d'Irak. (*Basel Zeitung*, 2 juin 1994), p. 14-15.

26 REBELLES KURDES ET CINQ MILITAIRES TUÉS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (AFP, 2 juin 1994), p. 15.

IRAK: AMNESTY INTERNATIONAL APPELLE LES DIRIGEANTS KURDES À METTRE un terme aux exactions». (*Amnesty International*, 1^{er} juin 1994), p. 16-18.

YÉMEN: BAGDAD FUSTIGE LA « TRAITRESSE » SAOUDIENNE» (AFP, 2 juin 1994), p. 18.

LE CONGRÈS AMÉRICAIN AVERTIT LE PENTAGONE QUE LA TURQUIE POURRAIT REFUSER DE SOUTENIR L'OPÉRATION « PROVIDE COMFORT ». — Les Nations-Unies se proposent d'installer un nouveau monitoring d'export-import

pour l'Irak. — Ankara continuera ses efforts pour appliquer les décisions du sommet entre Talabani et Barzani. — LES DIRIGEANTS KURDES SALUENT L'ACCORD DU CESSEZ-LE-FEU SIGNÉ À SILOPI. — 56 MILITANTS ONT ÉTÉ TUÉS. (*Turkish Daily News*, 2 juin 1994), pp. 19-21.

32 PERSONNES, DONT 25 REBELLES KURDES, TUÉES DANS LE SUD-EST. (AFP, 3 juin 1994), p. 21.

MAX SIMEONI : FRANCE-TURQUIE. NE SOYONS PLUS COMPLICES. (*Le Monde*, 3 juin 1994), p. 22.

ANKARA A ANNONCÉ QUE SES TROUPES AVAIENT PERDU 5 HOMMES ET TUÉ 26 COMBATTANTS DU PKK. (*L'Humanité*, 3 juin, *Les Echos*, 3 juin 1994), p. 22.

TURQUIE UN : RESPONSABLE DU DEP ASSASSINÉ. — États d'urgence prolongé. (*Le Soir de Bruxelles*, 3 juin 1994), p. 22.

LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON DISCUTE DU RÔLE DE LA TURQUIE AU MOYEN-ORIENT. Les conférenciers soulignent l'importance de l'eau et du problème kurde comme les deux domaines risqués» — « Talabani, dirigeant d'UPK a regagné l'Irak du Nord via la Turquie. Il est arrivé à Erbil à bord d'un hélicoptère turc » — L'INTERPOL ACCEPTE QUE LE PKK EST UNE ORGANISATION TERRORISTE ET ILLÉGALE — L'ex président provincial du DEP, M. Melik a été tué à Urfa. (*Turkish Daily News*, 3 juin 1994), pp. 23-25.

L'ETAT A-T-IL LE DROIT DE CONTRÔLER LA VIRGINITÉ D'UNE FEMME. — L'Organisation *Human Rights Watch* exige des USA d'arrêter tout entérinement des policiers turcs tant que le contrôle de la virginité est maintenu. (*Turkish Daily News*, 4 juin 1994), p. 25.

KURDISTAN : LES TRADITIONS ENTRE ETAT KÉMALISTE ET FAMILLE. Ecole

officielle et identité culturelle. (*Le Courrier*, 4-5 juin 1994), pp. 26-28.

ETATS-UNIS : LES CONFÉRENCIERS ÉLABORENT UN PORTRAIT PAUVRE DES OPTIONS DE LA TURQUIE AU MOYEN-ORIENT. Robin. : « Même si la Turquie voulait, elle ne pourrait tourner son dos au Moyen-Orient, Abramowitz : Essayer de vivre avec Saddam compliquera les relations turco-américaines ». (*Turkish Daily News*, 4 juin 1994), pp. 29-30.

ANKARA OBTIENT UNE RÉACTION POSITIVE DES ETATS-UNIS SUR LE VIDANGE DE L'OLEDUC IRAKIEN. (*Turkish Daily News*, 5 juin 1994), p. 30.

LES PESHMERGAS SE SONT DÉCHIRÉS PENDANT CINQ SEMAINES. Retour au calme au Kurdistan irakien. (*Le Soir de Bruxelles*, 7 juin 1994), p. 31.

ANKARA : CRI D'ALARME POUR L'OLÉODUC IRAKO-TURC MENACÉ DE CORROSION. (AFP, 7 juin 1994), p. 32.

IRAK : LE DIRIGEANT KURDE MASSOUD BARZANI A PROPOSÉ HIER D'INSTAURER UN PROTECTORAT DE L'ONU AU KURDISTAN D'IRAK. (*Libération*, 7 juin 1994), p. 32.

91 TERRORISTES AURAIENT ÉTÉ TUÉS DANS LES AFFRONTLEMENTS AU SUD-EST. — Mentese, ministre turc de l'Intérieur turc : « Le problème kurde a été créé par les puissances extérieures ». — Talabani et Barzani se rencontrent à Erbil. — Le Mouvement islamiste du Kurdistan participera aux prochaines rencontres. (*Turkish Daily News*, 7 juin 1994), pp. 33-34.

MASSOUD BARZANI, DIRIGEANT DE L'UN DES DEUX PARTIS QUI S'ENTRE-DÉCHIRENT AU KURDISTAN AVOUE SON DÉSESPoir — Une blessure suffisamment triste pour que l'ONU intervient. (*The Guardian*, 7 juin 1994), p. 34.

LE PDK ET LA LIK ONT PRIS À L'UPK DEUX NOUVELLES LOCALITÉS DU

NORD-EST DE L'IRAK, SELON L'IRNA. — Un bateau transportant 48 Kurdes et Bengalis intercepté au large de la Suède. (AFP, 8 juin 1994), p. 35.

TERREUR D'ETAT DANS LE KURDISTAN TURC... PREMIÈRE LISTE DES VILLAGES DÉTRUITES PAR L'ARMÉE TURQUE. (*Le Monde*, 8 juin 1994), pp. 36-37.

TERREUR D'ETAT AU KURDISTAN DE TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 9 juin 1994), p. 38.

LES RÉGIONS ET LES PEUPLES MANIFESTENT DEVANT LE QUAI D'ORSAY. (*Gamk*, 8 juin 1994), p. 39.

LA GRÈCE REJETTE LES ACCUSATIONS D'ENTRAÎNER LES MILITANTS DU PKK. — ÇILLER : 107 TERRORISTES ONT ÉTÉ TUÉS EN UNE SEMAINE. — Yavuz Önen, président de la Fondation turque des Droits de l'Homme parle à Washington des violations des droits de l'Homme en Turquie. Il rencontrera le Républicain Porter, l'Amnesty International et l'Ambassadeur Abramowitz. — Selon le Premier ministre Çiller «les avantages de Provide Comfort sont plus importants que ses inconvénients». — Demiral : «l'acte d'accusation contre les députés du DEP sera complété vers la mi-juin». (*Turkish Daily News*, 8 juin 1994), pp. 39-41.

TURQUIE : LA MORT SUSPECTE DE TROIS KURDES. TROIS HOMMES D'AFFAIRES ONT ÉTÉ RETROUVÉS ASSASSINÉS. (*La Croix*, 9 juin 1994), p. 42.

WASHINGTON POST : LE RÉGIME DE ÇILLER EST BRUTAL. — İnönü participera à la séance de la CSCE sur les droits de l'Homme en Turquie. — Yilmaz, dirigeant d'ANAP, demande un rendez-vous avec Al Gore. — L'IRAK A CRITIQUÉ LA TURQUIE DE PROLONGER LE MANDAT DES FORCES ALLIÉES. — Débat houleux sur la question kurde à l'Assemblée : le pays qui aura une approche hu-

maine et moderne à la question kurde et au peuple kurde au Moyen-Orient gagnera les Kurdes. — PRISONS REMPLIES D'AUTEURS ET DE JOURNALISTES. — Nouveaux combats entre les Kurdes irakiens. L'Iran est accusé. (*Turkish Daily News*, 9 juin 1994), pp. 43-45.

DES ASSASSINATS MYSTÉRIEUX SUIVENT LA MENACE D'ERNK (branche militaire du PKK). (*Turkish Probe*, 10 juin 1994), p. 46-47.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 10 juin 1994), p. 48.

LE DERNIER RAPPORT DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME ACCUSE LA TURQUIE. — Le plan turc de l'oléoduc est bloqué par des détails techniques. (*Turkish Daily News*, 11-12 juin 1994), p. 49.

AFFRONTLEMENTS À LA FRONTIÈRE IRANIENNE. LE CESSEZ-LE-FEU VIOLÉ AU NORD DE L'IRAK. (*Neue Zürcher Zeitung*, 11-12 juin 1994), pp. 50-51.

48 MAQUISARDS DU PKK TUÉS PENDANT LE WEEK-END DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (AFP, 12 juin 1994), p. 52.

SEPT TUÉS ET 47 BLESSÉS LORS DES FUNÉRAILLES D'UN RESPONSABLE KURDE. (AFP, 13 juin 1994), p. 52.

TURQUIE : LE RÉDACTEUR EN CHEF DU QUOTIDIEN ÖZGÜR GÜNDEM DEVANT LA JUSTICE. (*Basler Zeitung*, 13 juin 1994), p. 53.

51 TUÉS LORS DES FUNÉRAILLES D'UN RESPONSABLE KURDE, SELON LE PDK. (AFP, 14 juin 1994), p. 53.

IRAK : LES COMBATS ENTRE LES KURDES RISQUENT DE REMETTRE EN QUESTION L'AIDE INTERNATIONALE. (*Le Monde*, 14 juin 1994), p. 54.

LE MANDAT DE LA FORCE MULTINATIONALE SERA PROLONGÉ PAR L'ASSEMBLÉE. — Barzani et Talabani se sont rencontrés à Silopi. (*Turkish Daily News*, 14 juin 1994), p. 55.

IRAK-KURDES : SEPT PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES ET 47 BLESSÉES. (*Libération*, 14 juin 1994), p. 56.

L'OFFENSIVE TURQUE CONTRE LES KURDES. (*Dagbladet*, 15 juin 1994), p. 56.

KURDISTAN : MASSACRES À SULEYMANIYEH. (*InfoMatin*, 15 juin 1994), p. 56.

TUERIE LORS DES FUNÉRAILLES D'UN RESPONSABLE KURDE. (*Les Echos*, 15 juin 1994), p. 56.

TURQUIE : ANKARA RECONDUIT LE MANDAT DE LA FORCE MULTINATIONALE POUR LE KURDISTAN IRAKIEN (*Le Monde*, 16 juin 1994), p. 56.

SELON LES KURDES D'IRAK DU NORD 51 PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES LORS D'UNE ATTAQUE. SELON LES SOURCES DE L'ONU LE NOMBRE DES MORTS S'ÉLÈVE À 14. La région de Suleymaniyeh serait calme. — Nouveaux développements dans l'affaire de Serif Avsar. — Le mandat de *Provide Comfort* a été prolongé. — LES IRANIENS DONNENT DES ASSURANCES À LA TURQUIE DANS L'AFFAIRE DE TERRORISME. — L'écrivain Besikçi a été de nouveau condamné. (*Turkish Daily News*, 15 juin 1994), pp. 57-59.

LE PROCÈS CONTRE ÖZGÜR GÜNDEM, LE JOURNAL PRO-KURDE DEVANT LE TRIBUNAL D'ISTANBUL. (*Neue Zürcher Zeitung*, 16 juin 1994), p. 59-60.

ANKARA JUGE TREIZE JOURNALISTES ACCUSÉS D'ACTIVITÉS SÉPARATISTES. — Ankara reconduit le mandat de la force multinationale pour le Kurdistan irakien.

(*Libération*; *Le Monde*, 16 juin 1994). p. 60.

LA CONSPIRATION À WASHINGTON. Ismet Imset qui a témoigné devant la *Commission de Helsinki Watch* à Washington a été accusé par l'Ambassade de Turquie et par un quotidien turc pour des propos qu'il n'a jamais tenus. (*Turkish Daily News*, 16 juin 1994), p. 61-62.

AU NORD DE L'IRAK LES KURDES SONT DÉSORMAIS EN GUERRE ENTRE EUX. (*Le Nouveau Quotidien*, 16 juin 1994), pp. 63-64.

TURQUIE : GUERRE AUX KURDES. LES MILITAIRES D'ANKARA ONT MOBILISÉ PLUS DU TIERS DE LEURS TROUPES POUR EN FINIR AVEC LES REBELLES DU PKK. Un pari risqué qu'ils sont loin d'avoir gagné. (*L'Express*, 16 juin 1994), p. 64.

LA TURQUIE MISE EN ACCUSATION. ACTION À STRASBOURG EN FAVEUR DES DÉPUTÉS KURDES APRÈS UN RAPPORT D'AMNESTY. (*Le Nouveau Quotidien*, 23 juin 1994), p. 65.

LA PRODUCTION DE LA COMPAGNIE TURQUE DU PÉTROLE EN DIMINUTION À LA SUITE DE LA RÉVOLTE KURDE. — Les partis politiques échouent de nouveau dans leur tentative de changer la Constitution. — Le tribunal turc ouvre le procès contre les écrivains et les rédacteurs en chef. — Le portait rose des relations turco-iraniennes. La Turquie s'oppose au renouvellement des élections au nord de l'Irak. — LES DÉPUTÉS DU DEP DÉMISSIONNENT DE LEUR PARTI POUR ÉVITER LA PERTE DE LEUR STATUT. (*Turkish Daily News*, 16 juin 1994), p. 65-67.

POUR ANKARA LA LOGIQUE MILITAIRE RESTE LA SEULE RÉPONSE AU PROBLÈME KURDE. (*Le Monde*, 17 juin 1994), p. 68.

LE KURDISTAN POURRAIT DEVENIR

UN BON VOISIN. (*The European*, 17 juin 1994), p. 68.

LE SÉNAT AMÉRICAIN AVANCE VERS UNE RESTRICTION DE L'USAGE DES ARMES AMÉRICAINES VENDUES À LA TURQUIE. — L'alliance sacrée est de nouveau active. Plus de 70 députés de différents partis agissent comme un seul homme sur les questions religieuses. — L'Irak accuse la Turquie d'ingérence dans ses affaires intérieures. (*Turkish Daily News*, 17 juin 1994), p. 69-70.

LA FRANCE ENCOURAGE LES RESPONSABLES DES MOUVEMENTS KURDES QUI SE LIVRENT UNE GUERRE FRATRICIDE À NÉGOCIER AVEC BAGDAD. (*Le Point*, 18 juin 1994), p. 70.

TURQUIE : LES KURDES NATIONALISTES ONT PERDU LEUR SEULE VOIX D'EXPRESSION LÉGALE. (*Le Monde*, 18 juin 1994).

UN PARTI KURDE INTERDIT. (*La Croix*, 19-20 juin 1994), p. 71.

SIX DÉPUTÉS DU DEP ONT DÉCIDÉ DE RESTER À BRUXELLES, où ils étaient en visite. Le parti kurde de Turquie dissous. (*Le Soir de Bruxelles*, 19 juin 1994), p. 71.

LES ECOUTES TÉLÉPHONIQUES FONT PATIE DE LA MANIÈRE DE VIVRE EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 18 juin 1994), p. 72.

CINQ PERSONNES BLESSÉES DANS UNE EXPLOSION À ISTANBUL. (AFP, 19 juin 1994), p. 72.

IRAK : LA TURQUIE SERA PERDANTE SI ELLE FIGURE DANS UNE COALITION CONTRE BAGDAD. (*Turkish Daily News*, 19 juin 1994), p. 73.

MANIFESTATIONS. JOURNÉE DES RÉFUGIÉS EN SUISSE. LES KURDES DÉFILENT À BERNE. (*Le Journal de Genève*, 20 juin 1994), p. 73.

DEUX DÉPUTÉS KURDES SE RETRANCHENT AU PARLEMENT POUR NE PAS ÊTRE ARRÊTÉS. (AFP, 20 juin 1994), p. 74.

LES RÉFUGIÉS KURDES SE BATTENT POUR LA SURVIE AU NORD DE L'IRAK. — Le Président de l'Assemblée Cindoruk s'oppose à Demiral, procureur d'État, sur l'affaire du DEP. RAPPORT SPÉCIAL DE *TURKISH DAILY NEWS* : Les entreprises turques de lobbying à Washington. (*Turkish Daily News*, 20 juin 1994), pp. 75-76.

VAGUE D'ATTENTATS À ISTANBUL. (*Gamk*, 20-21 juin 1994), p. 77-78.

TURQUIE : AMNESTY DRESSE UN TABLEAU APOCALYPTIQUE DES DROITS DE L'HOMME. La situation des droits de l'homme empire d'heure en heure. — Cri d'alarme. (*La Tribune*; *InfoMatin*; *Libération*, 22 juin 1994), p. 78.

TURQUIE : DÉPUTÉS KURDES RETRANCHÉS AU PARLEMENT. — Sortie de deux députés kurdes qui s'étaient retranchés au parlement. — TURQUIE : DEUX DÉPUTÉS PROKURDES RETRANCHÉS DANS LE PARLEMENT. — Les avocats du DEP à Paris, mercredi (*Libération*; *Le Soir de Bruxelles*; AFP, 21 juin 1994), p. 79, 80.

AKIN BIRDAL, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME : «LA PAIX EST LA SEULE SOLUTION». (*Turkish Daily News*), 21 juin 1994), p. 80.

AMNESTY INTERNATIONAL DRESSE UN TABLEAU APOCALYPTIQUE DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (AFP, 21 juin 1994), p. 81.

KURDES : TANSU ÇILLER VEUT EN FINIR. (*Jeune Afrique*, 23 juin 1993, p. 81.

PAYSAGES D'UNE RÉGION EN FLAMME. — Les réfugiés kurdes conti-

nient leur grève de la faim; — L'exode vers l'Irak du Nord continue. (*Turkish Daily News*, 21 juin 1994), p. 82-83.

DEUIL NATIONAL APRÈS L'ATTENTAT MEURTRIER DE MECHHED : Offensive de Téhéran contre la guérilla kurde. (*Le Figaro*, 22 juin 1994), p. 84.

LE PREMIER QUI DIT LA VÉRITÉ (VERSION TURQUE)...». (*Révolution*, 23-30 juin 1994), p. 85.

LA DÉMOCRATIE TURQUE : UN PAS DE PLUS VERS L'ABÎME, discours du sénateur Dennis DeConcini (*Congressional Record, Proceedings and Debates of the 103d Congress, Second Session*, 23 juin 1994), pp. 86-87.

IRAK : LE PDK DÉMENT UNE INGÉRENCE DES PASDARANS AU KURDISTAN. (*Le Monde*, 23 juin 1994), p. 87.

DEUX ATTENTATS À LA BOMBE EN TURQUIE. (*Le Soir de Bruxelles*, 23 juin 1994), p. 87.

DÉRIVE TURQUE, PAR MARC KRAVETZ. (*Libération*, 23 juin 1994), p. 88.

L'AMNESTY INTERNATIONAL ESTIME QUE LA SITUATION « S'AGGRAVE D'HEURE EN HEURE » DANS LE SUD-EST ANATOLIEN ». (*Le Monde*, 23 juin 1994), p. 88.

L'EMBARGO N'EMPÊCHE PAS LES CONTACTS COMMERCIAUX. LES ENTREPRISES FRANÇAISES POINTENT LE NEZ À BAGDAD. Une délégation du CNPF se rend aujourd'hui en Irak pour renouer des contacts commerciaux tombés au plus bas. Le problème de l'embargo et du gel des avoirs financiers reste un handicap incontournable. (*La Tribune Desfossés*, 23 juin 1994), p. 89.

TURQUIE : 45 REBELLES KURDES ET 6 SOLDATS TURCS TUÉS DANS DES COMBATS. (AFP, 23 juin 1994), p. 90.

MANIFESTATION KURDE SAMEDI À FRANCFORT : CONTRÔLES RENFORCÉS AUX FRONTIÈRES. (AFP, 23 juin 1994), p. 90.

LE PKK REPREND SES ATTAQUES CONTRE LE TOURISME TURC. (AFP, 23 juin 1994), p. 91.

LE TOURISME TURC SOUMIS À DE NOUVELLES ATTAQUES TERRORISTES. (AFP, 23 juin 1994), p. 92.

LES DÉNÉGATIONS DU GOUVERNEMENT TURC À PROPOS DES VIOLATIONS DE DROITS DE L'HOMME perpétrées dans le pays ne correspondent pas à la réalité. (*Amnesty International. Externe. Informations hebdomadaires*, 23 juin 1994), pp. 93-94.

LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE DU KURDISTAN (ERNK) A APPELÉ LES DOUZE À DÉCRÉTER LA CESSATION DES VENTES D'ARMES À LA TURQUIE. (*Le Soir de Bruxelles*, 24 juin 1994), p. 94.

LA TURQUIE DEMANDE À L'AMNESTY INTERNATIONAL DE VOIR LE « VRAI VISAGE DU PKK ». — 14 JURISTES FRANÇAIS, DONT DEUX ANCIENS MINISTRES, DEMANDENT AU CONSEIL DE L'EUROPE DE SUSPENDRE L'ADHÉSION DE LA TURQUIE. — Les avocats du DEP déposent une plainte contre Demiral, procureur de la république. (*Turkish Daily News*, 23 juin 1994), p. 95.

LES TENDANCES TOTALITAIRES EN TURQUIE DEVIENNENT DE PLUS EN PLUS INQUIÉTANTES. (*Aftenposten*, 24 juin 1994), p. 97.

DEMIREL : « LE RÉGIME TURC DEMEURERA LAÏQUE ». Le président turc explique aux journalistes bulgares qu'il y a 10 millions de citoyens d'origine kurde en Turquie. — En 12 ans l'agence américaine du commerce et du développement a fourni une aide de 12 millions de dollars. — Özden, président de la Cour

Constitutionnelle, met en garde contre la modification de l'article 84 de la Constitution mettant fin au mandat des députés dont le parti est dissous. (*Turkish Daily News*, 24 juin 1994), p. 98-99.

MANIFESTATION DE 15.000 KURDES À FRANCFORT CONTRE LA POLITIQUE DE LA TURQUIE. (AFP, 24 juin 1994), p. 99.

UNE NATION SANS ETAT. LES KURDES À QUI ON A NIÉ LE DROIT D'AVOIR UN PAYS, SONT OPPRIMÉS EN IRAK ET EN IRAN. Ils doivent avoir au moins les droits civiques en Turquie. (*The Economist*, 25 juin 1994), p. 100.

ANKARA REJETTE LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL. (*Gamk*, 24 juin 1994), p. 101.

ALLEMAGNE : PLUS DE 50.000 KURDES MANIFESTENT CONTRE LA TURQUIE À FRANCFORT. (AFP, 25 juin 1994), p. 102.

MILLE KURDES BLOQUÉS À LA FRONTIÈRE SARROISE. Les Kurdes de Paris voulaient se rendre à Francfort pour une manifestation contre la politique turque. Ils ont été bloqués à la frontière sarroise par les policiers allemands. (*L'Est Républicain*, 26 juin 1994), p. 103.

TURQUIE : HUIT MEMBRES DES FORCES DE L'ORDRE ONT ÉTÉ TUÉS PAR ERREUR. (*Libération*, 26 juin 1994), p. 103.

DANEMARK : UN RÉFUGIÉ KURDE IRANIEN, OSMAN MOHAMMAD AMINI, 32 ANS, A ÉTÉ ASSASSINÉ. (*Libération*, 28 juin 1994), p. 103.

TURQUIE : VIOLENTS COMBATS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*Le Journal de Genève*, 27 juin 1994), p. 103.

LE MINISTRE DES DROITS DE L'HOMME DÉMISSIONNE : « dans les conditions actuelles, ma fonctionne n'a aucune

utilité». — Le PKK attaque Idil avant la visite du Président Demirel. (*Turkish Daily News*, 26 juin 1994), p. 104.

VISITE D'UN ÉMISSAIRE DE M. BARZANI À TÉHÉRAN. (AFP, 28 juin 1994), p. 104.

LA TURQUIE DANS LE COLLIMATEUR DU CONSEIL DE L'EUROPE. (*Gamk*, 29 juin 1994), p. 105-106.

IRAN : UN DIRIGEANT KURDE DEMANDE QUE LE RÉGIME DE TÉHÉRAN SOIT MIS EN QUARANTAINE. (*Le Monde*, 29 juin 1994), p. 106.

APPEL À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CONTRE LA DISSOLUTION DU PARTI DEP. (AFP, 28 juin 1994), p. 106.

LA RÉPRESSION ANTI-KURDE DE LA TURQUIE FAIT DES VAGUES : Droits de l'Homme. Ankara sur la sellette. — La population kurde terrorisée. (*Ouest-France*, 27 juin 1994), p. 107.

ANKARA ET BAGDAD D'ACCORD SUR LA VIDANGE DE L'OLÉODUC. (AFP, 27 juin 1994), p. 108.

DEMIREL : «LES MESURES D'ÉPARGNE NE DOIVENT PAS ÊTRE APPLIQUÉES DANS LE SUD-EST». La Cour de la Sûreté prononce de nombreux verdicts sévères. Le département d'État a refusé de condamner en bloc les groupes de terreur en Turquie. — Le congrès de HADEP s'est tenu sous les slogans pro-PKK. — Un député du DEP, exilé en Europe a avoué qu'il avait approuvé une attaque à la bombe. — La Turquie sous la pression du Conseil de l'Europe. — Les Kurdes manifestent en Allemagne et demandent une solution politique. (*Turkish Daily News*, 27 juin 1994), p. 109-112.

LE GOUVERNEMENT TURC COMBAT JUSQU'À L'IDENTITÉ MÊME DES KURDES ! — De retour du Kurdistan turc, un médecin suisse a pu y constater le «dén

total» de l'identité kurde. Pour Jean Ziegler, la Suisse aurait son mot à dire vu la situation diplomatique. (*Le Courrier*, 28 juin 1994), p. 113-114.

TURQUIE : DÉMISSION DU MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES DROITS DE L'HOMME. (*Le Monde*, 29 juin 1994), p. 114.

M. JEAN ZIEGLER, DÉPUTÉ SOCIALISTE GENEVOIS : LA NORMALISATION DES RELATIONS AVEC LA TURQUIE SEMBLE INÉVITABLE. (*Le Courrier*, 28 juin 1994), p. 115.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT FRANÇAIS, BERNARD DUFOURCQ : «La France aidera la Turquie à cultiver des relations avec l'Union européenne, mais Chypre comme la Turquie a le droit de demander son adhésion». — «L'Union européenne exprime son inquiétude dans l'affaire du DEP. — AYDAR NIE LA DÉCLARATION SUR L'AFFAIRE D'ATTAQUE À LA BOMBE : «Je n'ai jamais approuvé des attaques à la bombe. — Les bombes ne doivent pas exploser en Turquie : les gens ne doivent pas mourir». — LES MEMBRES DU HEZBOLLAH DEVANT LA JUSTICE. Ils sont accusés du meurtre de 25 personnes. (*Turkish Daily News*, 29 juin 1994), p. 116-118.

LA RÉPRESSION CONTRE LES KURDES CRÉE UNE SITUATION D'INSÉCURITÉ POUR LES TURCS. (*Basler Zeitung*, 30 juin 1994), p. 118.

LA BELLE BRUNETTE EST LA FEMME MALADE DU BOSPHORE. Madame Çiller opprime les Kurdes et perd les élections. Le poids des fondamentalistes s'accroît notablement. (*Die Weltwoche*, 30 juin 1994), p. 119-121.

ANKARA ACCUSE LE CONSEIL DE L'EUROPE DE FALSIFIER LES RÉALITÉS. — Le sénateur américain Dennis DeConcini demande aux Turcs d'organiser une conférence turco-kurde. — L'ex-président du DEP a été condamné à 4 ans de prison. — Les migrants kurdes vivent

dans la misère près d'Ankara. (*Turkish Daily News*, 30 juin 1994), p. 121-124.

UN CAMP POUR LES KURDES ADE TURQUIE. — LES EFFORTS DE NORMALISATION CONTINUENT AU KURDISTAN DE TURQUIE. — Un rapport d'AFP sur les combats entre les forces de Barzani et Talabani : LES COMBATS ONT DIVISÉ LE KURDISTAN EN DEUX ZONES. (*Al-Hayat*, 13 mai 1994), p. 122.

BARZANI APPELLE POUR UN Cessez-le-feu ET AU DIALOGUE APRÈS LA REPRISE DES COMBATS AU NORD DE L'IRAK. (*Al-Hayat*, 21 mai 1994), p. 126.

TALABANI À AL-HAYAT : «LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION SOUTIENNENT LES FORCES DE BARZANI ET LE HEZBOLLAH. (*Al-Hayat*, 27 mai 1994), p. 126.

COMBATS À ERBIL ET RÉUNION SANS RÉSULTAT ENTRE LES PARTIS DE TALABANI ET DE BARZANI. (*Al-Hayat*, 21 mai 1994), p. 127.

BARZANI : «NOUS VOULONS ORGANISER DES ÉLECTIONS ET ABANDONNER LA POLITIQUE DU PARTAGE DU POUVOIR». (*Al-Hayat*, 5 juin 1994), p. 128.

RENCONTRES À ERBIL. LE MOUVEMENT ISLAMISTE NIE SA PARTICIPATION DANS LES COMBATS. (*Al-Hayat*, le 2 juin 1994), p. 129.

WASHINGTON INVITE LA TURQUIE À TROUVER UNE SOLUTION PACIFIQUE AU PROBLÈME KURDE. (*Al-Hayat*, 10 mars 1994), p. 129.

UN MINISTRE TURC PROTESTE CONTRE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ET DÉMISSIONNE. — Manifestants kurdes en Allemagne demandent une solution pacifique à la question kurde. 5 soldats ont trouvé la mort dans une embuscade tendue par les combattants kurdes. (*Al-Hayat*, 26.6.1994), p. 130.

MESSOUD BARZANI : « *Talabani a recours aux armes lorsque sa popularité diminue* ». — Le retour aux méthodes légitimes reste la seule issue. (*Al Sharq al Awsat*, 1er juin 1994), p. 131

RÉUNION EN TURQUIE ENTRE TALABANI ET BARZANI. (*Al-Hayat*, 14 juin 1994), p. 132.

L'ONU MENACE DE SE RETIRER DU NORD DE L'IRAK ET MET EN GARDE CONTRE UNE SITUATION EXPLOSIVE. (*Al-Hayat*, 25 juin 1994), p. 132.

ANKARA MET LES KURDES IRAKIENS EN GARDE DE COLLABORER AVEC LE PKK ET AVEC LES ISLAMISTES. (*Al-Hayat*, 15 juin 1994), p. 133.

LA FORMATION DE BARZANI DÉMENT D'ENGAGER DES NÉGOCIATIONS AVEC BAGDAD. (*Al-Hayat*, 23 juin 1994), p. 133.

LES KURDES ET LEURS AMIS ÉTRANGERS EXPRIMENT LEUR MÉCONTENTEMENT À L'ÉGARD DES DEUX GRANDES FORMATIONS. BARZANI ET TALABANI PROMETTENT LA PROCHAINE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE. (*Al-Hayat*, 29 juin 1994), p. 134.

PREMIÈRES RENCONTRES ENTRE BARZANI ET TALABANI DEPUIS LES AFFRONTEMENTS. ILS DÉCIDENT LA RÉCONCILIATION. (*Al-Hayat*, 6 juin 1994), p. 135.

DE VIOLENTS COMBATS AU NORD DE L'IRAK MENACENT LA POLITIQUE DE RÉCONCILIATION. — ANKARA : LE CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE DEMANDE LA PROLONGATION DU MANDAT DES FORCES ALLIÉES. (*Al-Hayat*, 8 juin 1994), p. 136.

BARZANI ET TALABANI INSISTENT SUR LA NÉCESSITÉ D'UNE SOLUTION PACIFIQUE DANS LE CADRE D'UN IRAK UNI ET DÉMOCRATIQUE. (*Al-Hayat*, 10 juin 1994), p. 137.

SIX DÉPUTÉS KURDES SE RÉFUGIENT EN EUROPE APRÈS LA DISSOLUTION DE LEUR PARTI. (*Al-Hayat*, 16 juin 1994), p. 138.

LE PROCÈS DE 13 JOURNALISTES ACCUSÉS DE SYMPATHISER AVEC LE MOUVEMENT SÉPARATISTE KURDE. LA TURQUIE ET L'IRAN INTERDISENT DES ACTIVITÉS HOSTILES VISANT L'UNE DES PARTIES. (*Al-Hayat*, 16 juin 1994), p. 138.

JUILLET

L'EXODE DES KURDES DE TURQUIE VERS LE KURDISTAN IRAKIEN, (*Gamk*, 1er juillet 1994), p. 1.

ALLEMAGNE : UN JEUNE KURDE DE 15 ANS TUÉ PAR UN POLICIER ALORS QU'IL COLLAIT DES AFFICHES. (AFP, 1er juillet 1994), p. 2.

LES SERVICES SECRETS TURCS FONT PEAU NEUVE AVEC L'AIDE DU MOSSAD. (*Gamk*, 1er juillet 1994), p. 3.

LE SÉNAT AMÉRICAIN ADOUCIT LE PROJET DE LOI SUR L'AIDE À LA TURQUIE. La nouvelle formulation de l'amendement Leahy prévoit que les armes américaines ne pourraient être utilisées « en violation de la loi internationale », (*Turkish Daily News*, 1er juillet 1994), p. 4.

ÇILLER SATISFAITE DE LA DÉCISION DU SÉNAT AMÉRICAIN — LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT ALOURDIT LA PEINE D'ISMAIL BESIKÇI — LA RÉOLUTION DU CONSEIL DE L'EUROPE NE PRÉVOIT PAS DE SANCTIONS CONTRE LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 1er juillet 1994), p. 5.

L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL DE L'EUROPE EXAMINE DES SANCTIONS CONTRE ANKARA. UN AVERTISSEMENT A LA TURQUIE POUR SA POLITIQUE VIS-À-VIS DES KURDES. (*Le Monde*, 2 juillet 1994), p. 6.

LE PANEL DU CENTRE POUR DES ÉTUDES STRATÉGIQUES ET INTERNATIONALES DISCUTE DE L'OPÉRATION PROVIDE COMFORT. Le journaliste Cengiz Çandar : En Turquie les civils manquent de politique sécuritaire, c'est la raison pour laquelle ils suivent la ligne des militaires. — Kathrine Wilkens (Comité des Affaires Étrangères du Congrès) : le Congrès américain est de plus en plus sceptique concernant la justification de la Turquie sur la lutte contre le terrorisme. — H. CINDORUK (président de l'Assemblée turque) critique la décision du Conseil de l'Europe. — LES DÉPUTÉS DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE SE LIVRENT A LA POLICE. Sadak et Yurttas ont été accompagnés par leurs avocats. (*Turkish Daily News*, 2 juillet 1994), p. 7-8.

2.090 REBELLES KURDES TUES EN SIX MOIS, SELON UN HAUT RESPONSABLE TURC, (AFP, 3 juillet 1994), p. 8.

EN IRAK, L'OPPOSITION ÉCHOUE DANS SES TENTATIVES DE RENVERSER LE POUVOIR. (*International Herald Tribune*, 4 juillet 1994), p. 10.

EN REPRÉSAILLES À LA MORT D'UN MILITANT, LES KURDES ATTAQUENT LES COMMISSARIATS DE POLICE EN ALLEMAGNE. — SELON LE RAPPORT DU MINISTRE TURC DE L'INTÉRIEUR, 2090 REBELLES ONT ÉTÉ TUES. — LES FIRMES OCCIDENTALES PRESSÉES POUR FAIRE DES AFFAIRES AVEC BAGDAD. — LE SÉNATEUR PELL DÉNONCE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA PRESSE TURQUE. Il compare la Turquie au Rwanda et à l'Indonésie et suggère l'arrêt des crédits de la Banque mondiale. (*Turkish Daily News*, 4 juillet 1994), p. 11.

MOYEN-ORIENT : UN PEUPLE KURDE ÉCARTELÉ ENTRE QUATRE PAYS. — LA SITUATION DES POPULATIONS KURDES EMPIRE, (*Le Journal de Genève*, 4 juillet 1994), p. 13.

ATTENTATS KURDES EN ALLEMAGNE. (*Le Nouveau Quotidien*, 4 juillet 1994), p. 14.

2090 REBELLES KURDES TUES DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE EN TURQUIE, ALLEMAGNE : DES VÉHICULES ET DES FENÊTRES DE COMMISSARIATS ONT ÉTÉ BRISES. (*Libération*, 4 juillet 1994), p. 14.

SELON LES TURCS, 2090 REBELLES ONT ÉTÉ TUES EN 1994. (*International Herald Tribune*, 4 juillet 1994), p. 14.

ALLEMAGNE : GROSSE COLÈRE KURDE. ATTAQUES DE COMMISSARIATS APRÈS LA MORT D'UN JEUNE MILITANT. (*Basler Zeitung*, 4 juillet 1994), p. 14.

REUTERS : LA TURQUIE PREND L'INITIATIVE DANS LA GUERRE CONTRE LES KURDES. (*Turkish Daily News*, 5 juillet 1994), p. 15.

LA SALE GUERRE EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 5 juillet 1994), p. 16.

2090 REBELLES KURDES ONT ÉTÉ TUES EN SIX MOIS SELON UN BILAN OFFICIEL. (*Le Monde*, 5 juillet 1994), p. 16.

TURQUIE : LA SALE GUERRE D'ANKARA CONTRE LES KURDES. L'interdiction du seul parti kurde et la guerre totale contre le PKK dans le Sud-Est anatolien n'ont pas réussi à venir à bout du problème kurde. En dix ans, l'option militaire a mené à l'impasse, mais elle reste le seul choix d'Ankara. (*Libération*, 5 juillet 1994), p. 17.

L'ARMÉE TURQUE A LA RECONQUÊTE DU SUD-EST ANATOLIEN. Les militaires sont parvenus à contenir la guérilla des séparatistes kurdes. Mais s'il n'est pas prolongé par des ouvertures politiques, ce succès sera de courte durée. (*Le Monde*, 6 juillet 1994), p. 18.

LE NEW YORK TIMES DÉNONCE LES « CHAMPS D'ASSASSINATS DES KURDES » EN TURQUIE. — LE PROCÈS DE L'ASSASSINAT DE SERIF AVSAR A DÉBUTE A DIYARBAKIR. — L'ALLEMAGNE EMPRISONNE LES KURDES QUI AVAIENT OCCUPE LE CONSULAT TURC. (*Turkish Daily News*, 7 juillet 1994), p. 19-20.

LE RAPPORT D'AMNESTY EST DUR POUR L'EUROPE, Le Vieux-Continent se laisse fâcheusement aller. (*24 Heures*, 7 juillet 1994), p. 20.

RÉPRESSION ANTI-KURDE : Une dizaine de Kurdes ont été amenés, dans la plus grande discrétion, par la police, le mercredi 29 juin à Toulouse, (*Rouge*, 7 juillet 1994), p. 21.

LE PREMIER MINISTRE ÇILLER : ÉCOLES ET TÉLÉVISION EN KURDES SONT POSSIBLES — LE PROCÈS DE L'ASSASSINAT D'AVSAR SOULÈVE DES QUESTIONS EMBARRASSANTES. (*Turkish Daily News*, 8 juillet 1994), p. 22-23.

TURQUIE : 58 MORTS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN EN 48 HEURES. (AFP, 9 juillet 1994), p. 23.

LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE LA TURQUIE. Le résumé du rapport de 1993 insiste sur la torture et les exécutions extra-judiciaires ; DEMIREL RENCONTRE LES EX-DÉPUTÉS DU DEP. — L'IRAK INTERDIT LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET LA DANSE EN PUBLIQUE. (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1994), p. 24.

IRAN : UN « IMPORTANT » RESPONSABLE DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN A ÉTÉ TUE par les forces iraniennes dans la région de Marivan. (*Libération*, 8 juillet 1994), p. 25.

LES EX-DÉPUTÉS SADAK ET YURTTAS SERONT JUGES LE 16 JUILLET. (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1994), p. 26.

L'EXODE DES KURDES DE TURQUIE VERS L'IRAK DU NORD. (*Neue Zürcher Zeitung*, 9-10 juillet 1994), p. 27-28.

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE. (*El Financiero*, 9 juillet 1994), p. 28.

LA CSCE DEMANDE L'ENVOI DES MONITEURS EN TURQUIE. — LA DÉCISION A ÉTÉ VIOLEMMENT CONTESTÉE PAR LES DÉPUTÉS TURCS. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1994), p. 29.

TURQUIE-KURDES : 15 REBELLES KURDES TUES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (AFP, 10 juillet 1994), p. 29.

LE CHEF DU PKK ÖCALAN : « LA RAISON VOUDRAIT UNE SOLUTION POLITIQUE. — LE GOUVERNEMENT SERA AMENÉ A Y RÉFLÉCHIR. (*Woz*, 10 juillet 1994), p. 30-33.

LA PRESSION DES INSTANCES INTERNATIONALES S'ACCENTUE. — Hikmet Çetin, ministre des Affaires Étrangères qualifie la décision de la CSCE d'« injuste et erronée » ; LE G-7 S'OPPOSE A LA LÈVEE DES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. — İlknur ÇEVİK : « COMMENT NOUS NOUS SABOTONS... CE SONT NOS PROPRES ACTIONS QUI ON INVITÉ LE MONITORING DE LA CSCE... (*Turkish Daily News*, 11 juillet 1994), p. 34.

TURQUIE : 21 REBELLES KURDES TUES LUNDI DANS LE SUD-EST ANATOLIEN (A.F.P. 11 juillet 1994), p. 34.

ANKARA ÉVALUE LA PRESSION MONTANTE DE L'OCCIDENT. (*Turkish Daily News*, 12 juillet 1994), p. 36.

TURQUIE : 73 MORTS DANS DE NOUVEAUX ACCROCHAGES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*Le Monde*, 12 juillet 1994), p. 37.

TURQUIE : FORCING CONTRE LES KURDES. (*Le Nouveau Quotidien*, 12 juillet 1994), p. 37.

TURQUIE : INCARCÉRATION DE DEUX DÉPUTÉS D'ORIGINE KURDE POUR «SÉPARATISME». — KURDES - FRANCE : MM. BARZANI ET TALABANI A PARIS POUR UNE NOUVELLE RÉUNION DE RÉCONCILIATION. (AFP, 12 juillet 1994), p. 37-38.

LES ETATS-UNIS DEMANDENT À LA TURQUIE DE METTRE FIN AUX VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DES KURDES. — Ilknur ÇEVİK : «ALORS QUE NOUS EN TERMINONS AVEC DES EXPLICATIONS» — SELON LES RESPONSABLES OCCIDENTAUX, LA TURQUIE RISQUE D'ÊTRE DAVANTAGE ISOLÉE — LE TRIBUNAL DÉCIDE L'ARRESTATION DES DEUX DÉPUTÉS KURDES. (*Turkish Daily News*, 13 juillet 1994), p. 39-41.

TURQUIE : COMBATS EN ANATOLIE. (*La Croix*, 13 juillet 1994), p. 41.

TURQUIE : LA COUR DE SÛRETÉ A ORDONNÉ L'INCARCÉRATION DE DEUX EX-DÉPUTÉS KURDES. (*Libération*, 13 juillet 1994), p. 41.

LA FORTUNE DES ÇILLER S'ÉLÈVE À 60 MILLIONS DE DOLLARS... Selon Le Britannica Yearbook, ils l'ont acquise par des spéculations immobilières. (*Turkish Daily News*, 14 juillet 1994), p. 42.

L'AMBASSADE TURQUE PROTÉGÉE PAR DES GARDES-FORTIFICATIONS. Ces militaires feront de piquets durant l'été pour décharger la police municipale bernoise. (*24 Heures*, 15 juillet 1994), p. 43.

TURQUIE : UN ANCIEN DIRIGEANT D'UN PARTI PRO-KURDE DISSOUS TUE PAR DES SOLDATS. (AFP, 16 juillet 1994), p. 44.

PAS DE RÉPIT POUR SADDAM HUSSEIN. (*International Herald Tribune*, 18 juillet 1994), p. 44.

KURDES : EMBARQUEMENT POUR LA

TORTURE ? Deux Kurdes de Turquie ont refusé d'embarquer pour Ankara. Résultat : ils sont déferés ce matin devant le juge délégué. Si le préfet les expulse, c'est une quasi condamnation à mort. (*La Marseillaise*, 17 juillet 1994), p. 45.

LE SÉNAT ADOPTE LE PROJET DE LOI SUR L'AIDE EXTÉRIEURE. La Turquie recevra une aide de 364.5 millions de dollars. (*Turkish Daily News*, 18 juillet 1994), p. 46.

TURQUIE : 65 MORTS EN DEUX JOURS. — ACCROCHAGES SANGLANTS. (*Le Figaro* ; *France Soir* ; *L'Humanité*, 16 juillet 1994), p. 46.

SUISSE : LA POLICE TURQUE EMPÊCHE UNE TÉLÉVISION SUISSE D'ENQUÊTER SUR LE TERRORISME ANTI-TOURISME. (AFP, 18 juillet 1994), p. 47.

INTERDICTION POUR UN CORRESPONDANT SUISSE EN TURQUIE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 18 juillet 1994), p. 47.

LES KURDES IRAKIENS SONT DE PLUS EN PLUS NOMBREUX À VOULOIR S'EXILER EN EUROPE. — TURQUIE : 37 REBELLES KURDES ET 7 SOLDATS TURCS TUES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. — MANIFESTATION JEUDI À PARIS CONTRE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE TURC. (AFP, 19 juillet 1994), p. 48-49.

ANKARA, LES KURDES ET L'EUROPE. (*La Croix*, 19 juillet 1994), p. 50.

SUISSES INTERPELLES EN TURQUIE. (*Le Nouveau Quotidien*, 19 juillet 1994), p. 50.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ÇETIN TENDE D'AMÉLIORER L'IMAGE DE LA TURQUIE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME ; LE LEADER IRAKIEN SADDAM FAIT DE GESTES DE PAIX DESTINÉS À SES ENNEMIS ARABES ; Ilknur ÇEVİK : « DÉFENDRE LA VIOLATION DE DROITS

DE L'HOMME » *Turkish Daily News*, 19 juillet 1994), p. 50-52.

VIVES PROTESTATIONS APRÈS L'ARRESTATION DE JOURNALISTES SUISSES EN TURQUIE. (*24 Heures*, 20 juillet 1994), p. 53.

FRANCE : LES KURDES IRAKIENS PARVIENNENT À UN «LARGE ACCORD» À PARIS. (AFP, 23 juillet 1994), p. 54.

LES KURDES D'IRAK S'ENTENDENT. Diplomatie secrète près de Paris. — ACCORD À PARIS. (*Le Nouveau Quotidien* ; *Le Figaro*, 25 juillet 1994), p. 55.

LE CHEF DU PKK ÖCALAN APPELE À LA CRÉATION, AU NOM DE L'ISLAM, D'UN FRONT CONTRE LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 20 juillet 1994), p. 55.

MME TANSU ÇILLER DEMANDE À L'UNION EUROPÉENNE DE RESPECTER L'ACCORD D'UNION DOUANIÈRE. (AFP, 21 juillet 1994), p. 57.

TANSU ÇILLER VIENT DE CHERCHER LE SOUTIEN DE LA FRANCE. (*La Tribune*, 21 juillet 1994), p. 57.

LE TOURISME TURC, UN SUJET TRÈS SENSIBLE POUR LA PRESSE ÉTRANGÈRE. (*Gamk*, 21 juillet 1994), p. 58.

LE PREMIER MINISTRE ÇILLER SE REND EN FRANCE POUR DONNER UNE NOUVELLE IMAGE DE MARQUE. LES TURCS SEMBLENT SATISFAITS Alors que l'état juridique se resserre autour du DEP mis hors la loi. (*Turkish Daily News*, 21 juillet 1994), p. 58-59.

LES ORGANISATIONS FRANÇAISES DES DROITS DE L'HOMME SONT MOBILISÉES CONTRE LA VISITE DE ÇILLER. — L'IRAN EXPULSE DEUX DIPLOMATES IRAKIENS ; ENTRETIEN AVEC RAFSANJANI. — L'IRAN IRA AUSSI LOIN DANS LA COOPÉRATION SECURITAIRE QUE LA TURQUIE SERA

PRÊTE A ACCEPTER. (*Turkish Daily News*, 22 juillet 1994), p. 60-62.

FRANCE : M. JUPPÉ : PAS DE SOLUTION «UNIQUEMENT SECURITAIRE» A PROPOS DU PROBLÈME DE LA GUÉ-RILLA KURDE EN TURQUIE. — KURDES : TYPHOÏDE ET DIARRHÉE CHEZ LES ENFANTS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. (AFP, 22 juillet 1994), p. 63-64.

LE PREMIER MINISTRE TURC AU FIGARO : «ISOLER ANKARA C'EST FAIRE LE LIT DES ISLAMISTES». (*Le Figaro*, 22 juillet 1994), p. 65-66.

BIOGRAPHIE : TANSU ÇILLER, PREMIER MINISTRE TURC : «LE REJET DES DOUZE ACCROÏT L'INTÉGRISME EN TURQUIE». (*Le Nouvel Économiste*, 22 juillet 1994), p. 67-68.

ÇILLER DEMANDE DE L'AIDE FRANÇAISE POUR L'ÉCONOMIE. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN A LA DÉFENSE QUITTE LA TURQUIE. L'OCCIDENT S'INQUIÈTE DES RAPPORTS SUR LES CAMPS D'INTERNEMENT DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 23 juillet 1994), p. 69-70

KURDES ÉCRASES. IMPLACABLE, LE POUVOIR TURC PIÉTINE SON KURDISTAN A MORT. (*La Liberté*, 23 juillet 1994), p. 71.

DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES FRANÇAISES DÉNONCENT LA RÉPRESSION CONTRE LES KURDES. (*Le Monde*, 23/07.1994), p. 71.

TURQUIE : CINQUANTE REBELLES KURDES TUES. (*Le Figaro*, 23 juillet 1994), p. 71.

UN COLLECTIF DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE KURDE. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 23 juillet 1994), p. 72.

KURDISTAN : TYPHOÏDE ET AFFRON-

TEMENTS. (*L'Est Républicain ; La Libre Belgique*, 23 juillet 1994), p. 72.

TANSU ÇILLER : LA «DAME DE FER» N'A PLUS LA COTE. (*Libération*, 23 juillet 1994), p. 73-74.

TANSU ÇILLER EN VISITE OFFICIELLE A PARIS. COOPÉRATION TURCO-EUROPENNE A L'ORDRE DU JOUR. (*Le Figaro*, 23 juillet 1994), p. 74.

LE PREMIER MINISTRE TURC A PARIS, Mme ÇILLER CHERCHE L'APPUI DE LA FRANCE A SA POLITIQUE ÉCONOMIQUE. (*Le Monde*, 23 juillet 1994), p. 75.

LES ISLAMISTES COMME FACTEUR DE POUVOIR DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Neue Zürcher Zeitung*, 23-24 juillet 1994), p. 76-77.

SELON UN ANCIEN DIPLOMATE SAUDIEN RIYAD A AIDE LE PROGRAMME NUCLÉAIRE IRAKIEN. (*International Herald Tribune*, 25 juillet 1994), p. 77.

20 PERSONNES TUÉES DANS DES COMBATS INTER-KURDES DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. (AFP, 25 juillet 1994), p. 77.

UN PAYS DES ASSASSINATS MYSTÉRIEUX. SANBERK RETOURNE EN IRAK POUR UNE MISSION DIFFICILE. (*Turkish Probe*, 24 juillet 1994), p. 78-79.

KARTAL ET YIGIT, DÉPUTÉS DU DEP : LA TURQUIE UTILISE LES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES. (*Turkish Daily News*, 25 juillet 1994), p. 80.

UNE NATION SANS ÉTAT. (*The Economist*, 25 juillet 1994), p. 81.

TURQUIE : 51 REBELLES KURDES ET 11 SOLDATS TUES EN 48 HEURES. (AFP, 26 juillet 1994), p. 81.

ÇILLER EN FRANCE : SUCCÈS A L'ÉTRANGER, CHAOS A L'INTÉRIEUR. — VISITE DE DEMIREL EN TURQUIE. LES IRANIENS SONT MÉCONTENTES DE LA VOLONTÉ D'ANKARA DE LIMITER LA COOPÉRATION AU DOMAINE DE LA SÉCURITÉ. — UNE HISTOIRE DE DEUX HOMMES : MÜMTAZ SOYSAL VERSUS HIKMET ÇETIN. — LES KURDES IRAKIENS RIVAUX SIGNENT UN ACCORD A PARIS. (*Turkish Daily News*, 25 juillet 1994), p. 82-86.

LES SANCTIONS ONU SIENNES POUSSENT L'IRAK VERS L'ABÎME. (*International Herald Tribune*, 25 juillet 1994), p. 86.

LE RAPPORT SUR L'ENVIRONNEMENT SOCIAL TURC A PARU. — AMNETSY DÉNONCE LA TURQUIE POUR AVOIR INSTAURÉ DES «ZONES D'INTERNEMENT» POUR LES KURDES. (*Turkish Daily News*, 26 juillet 1994), p. 85-87.

IRAK : ACCORD ENTRE LES DEUX PRINCIPALES FORMATIONS KURDES. — TURQUIE : LA PROPOSITION DE NOMMER MÜMTAZ SOYSAL MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SUSCITE UN TOLLÉ. (*Le Monde*, 25 juillet 1994), p. 88.

TURQUIE : «RÉALISME» FRANÇAIS. (*La Croix*, 26 juillet 1994), p. 89.

AUCUNE DIVERGENCE ENTRE PARIS ET ANKARA SUR LA QUESTION KURDE. (*Le Monde*, 26 juillet 1994), p. 89.

OPÉRATION DE L'AVIATION TURQUE CONTRE LE PKK EN IRAK DU NORD. (AFP, 27 juillet 1994), p. 89.

PAUL LEWIS : LE MONITORING DE L'ONU ARRÊTE LES ARMES ATOMIQUES IRAKIENNES, MAIS SADDAM SURVIT. (*International Herald Tribune*, 27 juillet 1994), p. 90.

UN NOUVEAU MINISTRE TURC DES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES EST NOMMÉ. — UN NATIONALISTE DE TENDANCE ANTI-OCCIDENTALE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 26 juillet 1994), p. 91.

CAMPS D'INTERNEMENT DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE ? (*Basler Zeitung*, 26 juillet 1994), p. 92.

TURQUIE - KURDES. 51 MAQUISARDS KURDES ET 11 SOLDATS TURCS ONT ÉTÉ TUÉS. (*Libération* ; *La Tribune*, 27 juillet 1994), p. 92.

TERREUR DANS LES CAMPS D'INTERNEMENT EN TURQUIE. RÉCIT DE MAUVAIS TRAITEMENTS ET DE TORTURE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 27 juillet 1994), p. 93.

LE FIASCO DE CHANGEMENTS MINISTÉRIELS SE TERMINE PAR LA DÉMIS-
SION DE HIKMET ÇETIN ET DE SEYFI OKTAY. — L'AVIATION FRAPPE LE PKK DANS LE NORD DE L'IRAK ; SELON L'AMNESTY, LES VILLAGEOIS ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS D'UN CAMP D'INTERNEMENT DE HAKKARI A UN AUTRE. — ISMET G. IMSET : INTERNEMENT A LA

TURCA, POUR COMBIEN DE TEMPS, ET POURQUOI ? (*Turkish Daily News*, 28 juillet 1994), p. 93-98.

TOLLE EN ALLEMAGNE AUTOUR D'UN AVIS D'EXPULSION CONTRE UN BÉBÉ. (*Libération*, 28 juillet 1994), p. 98.

L'IRAN ET LA TURQUIE S'ENTRAIDENT POUR MATER LEURS OPPOSANTS (24 Heures, 28 juillet 1994), p. 99.

TURQUIE : LA COALITION GOUVERNEMENTALE EST MENACÉE D'ÉCLATEMENT. (*Le Monde*, 28 juillet 1994), p. 99.

LA RÉVOCATION DE ÇETIN : LA TURQUIE S'ÉLOIGNE D'AVANTAGE DE L'OUEST. (*Basler Zeitung*, 28 juillet 1994), p. 100.

KURDES : LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG ANNULE UNE MESURE DE RECONDUCTION A LA FRONTIÈRE D'UNE FAMILLE KURDE. (AFP, 29 juillet 1994), p. 101.

RAISON D'ÉTAT CONTRE LA REPRÉ-

SENTATION POPULAIRE ÉLUE. (*Basler Zeitung*, 30 juillet 1994), p. 102.

NOUVEAU RAID AÉRIEN TURC DANS LE KURDISTAN IRAKIEN, *Gamk*, 29.09.1994), p. 103.

BARRE A GAUCHE A ANKARA, *La Libre Belgique*, 29 juillet 1994), p. 103.

IRAK - CHRÉTIENS, DES CHRÉTIENS DU NORD DE L'IRAK ACCUSENT LES KURDES D'OCCUPER LEURS VILLAGES. (AFP, 30 juillet 1994), p. 104.

LA RÉUNION DU DEP DEMANDE L'EMBARGO SUR LES ARMES CONTRE LA TURQUIE. — Lord Avebury dit que le PKK a raison de prendre des armes contre un État oppressif. — LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CHERCHE DES INFORMATIONS SUR LES DÉPUTÉS PRO-KURDES. — LA LUTTE DE ÇILLER POUR LA LIBÉRALISATION S'AVÈRE SANS SUCCÈS. — CRISTOPHER SE PLAINT DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 30 juillet 1994), p. 105-107.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUIN 1994 -

Les choix de l'Occident

Par
KENDAL
NEZAN *

DÉPLOIEMENT sans précédent de troupes, consensus des principaux partis autour de l'armée, contrôle de l'information et des médias, neutralisation des voix contestataires, tous les facteurs internes du lancement de l'offensive finale turque contre les Kurdes sont réunis. Le coup d'envoi pourrait être donné à tout moment, vraisemblablement après la constitution d'un nouveau gouvernement de coalition associant le Parti de la juste voie (DYP) de M^{me} Ciller et le Parti de la mère patrie (ANAP) de M. Mesut Yilmaz. En cas de dérapage, on parle de plus en plus fréquemment de l'éventualité d'un coup d'État militaire pour donner à l'armée tous les moyens d'écraser dans le silence « la vingt-neuvième insurrection kurde ».

Reste à savoir si les alliés traditionnels de la Turquie, en particulier les Etats-Unis et l'Allemagne, qui ont apporté un soutien multiforme à Ankara dans sa guerre contre le « terrorisme » avaliseraient une telle action un moment où une fraction importante de leur opinion s'émeut du sort de la population kurde. Jusqu'à présent le gouvernement turc était convaincu que, en raison de la guerre de Bosnie, des conflits du Caucase, de leur opposition à l'Iran et à l'Irak, les Occidentaux avaient un besoin tellement pressant de l'alliance avec la Turquie qu'ils devraient fermer les yeux sur la guerre du Kurdistan. Mais la Turquie a, elle, un besoin vital de ses relations avec l'Occident, qui lui prouve, souvent à titre de dons, armes et fournitures, crédits bancaires avantageux, des marchés préférentiels pour ses exportations et d'importantes ressources touristiques en devises fortes.

L'économie est assurément le talon d'Achille. La guerre coûte cher à ce pays en voie de développement ayant, avec 67 milliards de dollars, l'une des dettes extérieures les plus élevées du monde. L'inflation à trois chiffres, une livre dépréciée de semaine en semaine, un industrie touristique fortement dépendante des aléas de la guerre et des risques d'extension de celle-ci aux villes côtières, les voyants rouges ne cessent de s'allumer sur le tableau de bord de l'économie, poussent certains milieux d'affaires à lancer des appels en faveur de la paix et d'une solution négociée du problème kurde.

L'heure de vérité approche pour la Turquie. Tirailée entre le poids du passé et des traditions militaires-nationalistes incarnées par l'armée et les exigences de la nécessaire adaptation au monde d'aujourd'hui, elle doit rapidement faire son choix. L'ancien président, le moderniste Turgut Özal, avait fait faire quelques pas en avant. Depuis un an, Ankara semble retourner à ses vieux démons nationalistes, s'embarquant dans une aventure militaire dont l'issue ne peut être que la destruction d'une grande partie du pays, le gaspillage de ses ressources et surtout le creusement d'un abîme entre les deux communautés constitutives du pays.

Le temps est peut-être venu pour les alliés occidentaux de la Turquie d'assumer leurs responsabi-

lités pour empêcher le conflit de dégénérer en une confrontation générale qui serait une catastrophe humaine et morale pour les Kurdes, pour les Turcs, et pour la paix régionale. Sachant que les dirigeants turcs considèrent le silence de leurs alliés comme un soutien, leurs critiques comme de l'hostilité, ils doivent agir de concert pour faire comprendre que la politique aventuriste actuelle dessert les intérêts bien compris des peuples kurde et turc et de leurs alliés, qu'il n'y a pas de solution militaire à une question politique comme la question kurde, que la seule voie réaliste est celle du dialogue et d'une solution politique négociée.

Il ne s'agit pas d'ailleurs de pures considérations humanitaires. Les postulats de base de la politique occidentale dans la région sont de plus en plus fragiles. L'illusion d'une Turquie modèle d'un « monde turcophone allant de l'Adriatique à la muraille de Chine » s'est fanée en moins de deux ans pour avoir péché par ignorance de l'Histoire et des réalités culturelles. Les populations parlant des langues de la famille « turkique », vivant depuis mille ans une histoire différente ne sont pas plus proches des Turcs d'Anatolie que les Roumains des Français. De même, le véritable rempart éventuel à l'intégrisme chiite iranien ne pourrait être constitué par les Turcs, mais par les Kurdes qui peuplent les zones jouxtant les frontières de l'Iran et de l'Irak, entre les mondes chiite perso-azéri et l'Anatolie turque à majorité sunnite. Si, par désespoir, le Kurdistan bascule dans l'intégrisme, toute la Turquie finira par basculer aussi.

Conscient de cette réalité géo-stratégique, le vieil Empire ottoman avait jugé sage d'octroyer aux Kurdes une très large autonomie pour s'assurer leur alliance face à la pression chiite et perse. Seul pays de la région à disposer à la fois de ressources hydrauliques et de gisements pétrolifères considérables, le Kurdistan sera le facteur essentiel de la paix et de la stabilité. Si les Occidentaux ne prennent pas enfin toute la mesure de ce problème hautement politique et stratégique, s'ils continuent par leur silence et leur soutien multiforme à Ankara à cautionner la persécution des Kurdes en Turquie, s'ils laissent à son sort la jeune démocratie kurde en Irak, les 30 millions de Kurdes de la région pourraient bien se laisser entraîner par d'autres sirènes et basculer dans le camp des extrémistes.

Si ses alliés occidentaux avaient su empêcher le chah d'Iran d'éliminer brutalement son opposition démocratique, on n'aurait sans doute pas vu s'installer le régime des ayatollahs. Si en 1975 l'Ouest avait soutenu la résistance démocratique kurde du général Barzani, le président Saddam Hussein ne serait pas devenu ce qu'il est et l'on aurait sans doute évité au monde le très meurtrier conflit irak-iranien, la guerre du Golfe et le martyre des Kurdes irakiens. Il n'est pas encore trop tard pour qu'une intervention ferme de ses alliés pousse Ankara à trouver rapidement une solution négociée respectueuse des frontières mais faisant également droit aux revendications légitimes du peuple kurde.

* Président de l'Institut kurde de Paris.

LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUIN 1994 - 11

« La diversité des couleurs et des parfums »

Le 2 mars 1994, la Grande Assemblée nationale turque tenait une session, avec à son ordre du jour, la levée de l'immunité parlementaire de plusieurs députés du Parti démocratique (DEP) accusés de soutenir les « sécessionnistes » kurdes. Au cours de la session, M. Orhan Dogan, député de Sîrnak, a réfuté ces accusations, sans succès. A l'issue de la réunion, avec plusieurs de ses collègues, il a été arrêté et molesté par la police, avant même la publication au Journal officiel de la décision de la levée de son immunité parlementaire. Voici quelques extraits de l'intervention qu'il avait prononcée quelques heures avant d'être conduit en prison :

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Je n'ai pas peur que l'on lève mon immunité et que l'on me juge, car je ne suis pas coupable de corruption, je ne suis pas coupable de trucage d'appel d'offres. Je n'ai pas abusé des biens des orphelins. Je ne me suis pas livré à l'évasion fiscale. Je n'ai pas trahi mon peuple. Je n'ai pas dilapidé l'argent public dans des hôtels cinq étoiles. Je n'ai pas pratiqué d'exportations fictives. Voilà pourquoi je n'ai pas peur (...).

Mes opinions, ma conception du monde, ma pensée peuvent bien être très contraignantes, extrêmes, voire insupportables ; cependant, ce n'est pas en leur passant des menottes, mais en discutant ici, que l'on pourrait comprendre leur justesse ou leur caractère erroné. Je ne suis pas obligé de penser comme vous, tout comme vous n'êtes pas non plus obligés de penser comme moi. Je n'ai pas le droit de vous obliger à penser comme moi. Par conséquent, vous ne devriez pas vous juger en droit de m'obliger à penser comme vous. Telle doit être la maturité que ce Parlement devrait atteindre.

C'est avec une telle mentalité que depuis des années on a essayé de résoudre le problème kurde par des méthodes monotones habituelles qui ont toujours pour résultat du sang et des larmes. C'est parce que nos opinions concernant la solution du problème kurde sont différentes que nous sommes sur le point d'être mis sur la sellette. Au lieu de chercher des solutions à nos problèmes devant l'opinion publique et avec la contribution de celle-ci, insister sur le recours aux menottes procède d'une logique impossible à comprendre. De même qu'il ne peut y avoir un jardin avec une seule fleur ou un orchestre avec un seul instrument, on ne doit pas s'attendre que tous les citoyens de Turquie réfléchissent de la même manière. De même que, dans un jardin, des fleurs ayant des couleurs différentes peuvent, sous la surveillance d'un jardinier expérimenté, vivre dans la diversité des couleurs et des parfums, les peuples turc et kurde ont des chances de cohabiter dans le respect de leur identité et de leur culture respectives. De même que, dans un orchestre, des dizaines de voix et d'instruments peuvent, sous la direction d'un chef compétent, s'associer, les peuples turc et kurde ont le droit de mener une existence multicolore et polyphonique. Si les gens souhaitent l'usage de leur langue maternelle dans les écoles et les télévisions, il ne faudrait pas en avoir peur, il faut considérer qu'il s'agit là des droits les plus naturels des citoyens de cet État.

Si des citoyens veulent s'organiser pour exprimer leurs opinions, il ne faudrait pas non plus avoir peur de leur organisation. Certains ne cessent de ressasser l'« unité indivisible » [du pays], nous y sommes au moins aussi attachés qu'eux. Ce n'est pas nous qui sommes les véritables séparatistes ; les véritables séparatistes, ce sont ceux qui proclament traîtres des élus du peuple avant même toute décision de justice. (...) Les véritables séparatistes sont ceux qui soumettent une région de la Turquie à une administration différente de celle des autres régions du pays (...).

Dangereuses dérives en Turquie

MINÉE par la guerre au Kurdistan et par la crise économique, la Turquie, pays dont la laïcité semble menacée par une nouvelle poussée électorale islamiste, traverse une phase très délicate. D'autant que le volcan régional n'est pas près de s'éteindre : l'Iran aide certains courants kurdes dans le nord de l'Irak, où Washington continue de protéger un mini-Etat des attaques de Bagdad. Dans ces conditions, une fois encore, se pose la question de la survie du régime civil d'Ankara.

Par notre envoyé spécial MICHEL VERRIER *

« Istanbul est la capitale du monde et Ankara la capitale de la République turque : notre succès dans les deux villes couronne notre victoire dans tout le pays. » M. Necmettin Erbakan, dirigeant du Parti du bien-être (Refah Partisi, islamiste), formulait, au lendemain des élections municipales du 27 mars 1994, ce percutant raccourci. Le drapeau du parti islamiste, croissant de lune et épi de blé blanc sur fond rouge, flotte sur la capitale de l'ancien Empire ottoman et sur les gratte-ciel d'Ankara, la ville du plateau anatolien que Mustafa Kemal avait choisie pour symboliser la République laïque; il a même conquis les remparts noirs de Diyarbakir, la capitale kurde.

M. Erbakan n'est pas un nouveau venu dans le panorama politique turc et il a déjà participé à plusieurs expériences gouvernementales aux côtés du Parti républicain populaire (PRP) de M. Bulent Ecevit ou avec le Parti de la juste voie (DYP) de M. Suleyman Demirel durant les années 70. Il semblait à l'époque plus conservateur qu'islamiste.

Fondé en juillet 1983, le Parti du bien-être est lié aux Frères musulmans. Les ouvrages de Sayid Qutb, le « guide » de l'organisation, pendu par Nasser en 1966, traduits en turc – dont *Signes de pistes*, son œuvre maîtresse – figurent parmi les livres de chevet des militants. L'historien Faruk Bilici, professeur à l'université de Marmara (Istanbul) note que les Frères musulmans ont été représentés à tous les congrès du parti de M. Erbakan par M. Sayf Allah El-Banna – le fils de Hassan El-Banna, le père fondateur et martyr – qui déclarait en octobre 1991 : « Les frères égyptiens n'oublient pas les services rendus à l'islam par la Turquie au cours de son histoire, quand elle a empêché les croisés occidentaux d'envahir les pays musulmans. Vous remplissez une mission historique et votre travail doit constituer un exemple pour le monde musulman de l'est à l'ouest (1). »

M. Melih Gökcek, le nouveau maire d'Ankara, se veut rassurant : « Toute panique à la suite de notre succès est déplacée. Nous ne forçons jamais aucune femme à porter le voile. La Turquie n'est pas l'Algérie. Nous devons reconnaître la démocratie et respecter les opinions de la population. » Même ton à l'autre bout du pays, dans la région kurde. M. Kamil Atak le nouveau maire de

Cizre, ancien bastion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), « pacifié » cette année, assure qu'il ne voit pas de contradiction entre la victoire de son parti, d'un côté, et, de l'autre, la Constitution laïque, l'esprit kémaliste et l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Mais l'islamisme turc a aussi ses extrémistes. Certains invectivent le « traître Erbakan », d'autres vivent en bonne entente avec lui (2). A Sivas, l'an dernier, trente-sept personnes périrent brûlées dans leur hôtel. L'incendie avait été allumé par des islamistes manifestant contre un rassemblement culturel tenu à l'initiative de l'écrivain Aziz Nesin, qui avait notamment rendu hommage aux *Versets sataniques* de Salman Rushdie. Nombre des nouveaux administrés redoutent une offensive de l'ordre moral. A l'université, les jeunes filles en jeans et aux cheveux flottant librement sur les épaules craignent la menace du voile et la fermeture progressive des portes du monde du travail.

Istanbul est aussi capitale touristique. Dans le quartier de Taksim, les bars et restaurants du Cicek Pasaji, le passage où les noctambules, stambouliotes et touristes, viennent vider en cœur verres de raki et pintes de bière, avaient déjà perdu un cinquième de leur valeur marchande au lendemain des élections. Les commerçants de l'Istiklal Cadesi, dont les boutiques chics bordent l'artère silennée par un tramway antique, redoutent de voir leurs affaires périliter tandis que, sur la grande place, débutera la construction de la mosquée que le nouveau maire M. Erdogan a promise à ses électeurs. Son collègue, M. Nusret Bayraklar, maire de l'arrondissement de Beyoglu, dont dépend le quartier de Taksim, affirme vouloir respecter la vocation touristique du site et laisser travailler les bars en paix (3). Les tenants ont déjà averti qu'ils défendraient leurs licences en faisant appel, si besoin est, au ministre du tourisme.

A quelques pas des rues fréquentées par les visiteurs étrangers, dans les ruelles aux façades ébréchées, loin des néons, la misère éclate. C'est ici que vit l'électorat du Refah, sensible à la présence, au dévouement de ses militants et indifférent aux malheurs des commerçants de Taksim, qui rejoignent le soir leurs appartements dans les quartiers résidentiels.

* Journaliste.

Aux dépens de la gauche

L'ESSOR du parti islamiste s'est fait aux dépens de la gauche. Le Parti social-démocrate (SHP) a connu une véritable débâcle, passant de 20 % à 13 % des suffrages et perdant ses places fortes – Istanbul, Ankara, Izmir et Adana –, et 22 postes de maire sur les 30 qu'il détenait. A l'automne 1991, dirigé alors par M. Erdal Inoñu, il s'était engagé dans une alliance avec le Parti de la juste voie, une formation de droite conduite par M. Demirel, pour effacer l'héritage du régime militaire issu du coup d'Etat, le 11 septembre 1980, du général Evren. Mais le bilan de cette expérience est largement négatif : la situation économique et sociale n'a cessé de se détériorer et, après quelques ouvertures sans lendemain, la guerre s'est intensifiée au Kurdistan (4). Sous le gouvernement de M^{me} Tansu Ciller, le SHP est devenu l'ombre du DYP. « Notre chute est due à notre alliance avec le parti de M^{me} Ciller », entendait-on dans les couloirs de la mairie d'Istanbul au lendemain de la défaite du maire social-démocrate, M. Nurettin Sözen. « M^{me} Ciller nous a imposé une politique que ne pouvait comprendre notre électorat. Il faut retourner dans l'opposition », affirme un conseiller de l'ancien maire. « Il faudrait résoudre le problème kurde. La guerre n'est pas une solution, c'est vrai. Mais il faut tout de même écraser le PKK, une organisation terroriste, dont beaucoup de dirigeants sont arméniens (sic) ou arabes (re-sic). »

La tentative de Mustafa Kemal, en 1923, de constituer la Turquie en nation homogène est mise à mal. Soixante-dix ans plus tard, la revendication kurde n'a probablement jamais été aussi organisée, aussi radicale. La Turquie – gauche officielle en tête – est en guerre contre une partie de sa propre population, avec plus de la moitié de son armée, un budget militaire dévorant, et une tendance croissante à la désertion des jeunes recrues – on estime à 250 000 le nombre des insoumis (5).

Les dénis de démocratie sont permanents. Le 23 mars, le Parlement a levé l'immunité des principaux députés du Parti démocratique prokurde, élus en octobre 1991 (lire encadré, page 11). Depuis, ils moisissent en prison et risquent la peine de mort pour séparatisme. Ces mesures s'appuient sur les différents articles des lois antiterroristes – qui sont censées permettre au gouvernement de lutter efficacement contre les « séparatistes du PKK » – et sur la Constitution d'inspiration kémaliste. « En Turquie, tout citoyen est turc, il n'y a donc pas de races différentes, pas d'ethnies différentes, pas de croyances différentes », résumait M. Coskun Cirka au nom des membres de la commission chargée de rapporter devant l'Assemblée nationale lors du jugement des députés prokurdes. Toute référence à la question kurde devient de la propagande séparatiste et mène le député comme le simple citoyen à la prison.

Pourtant, c'est au Parlement et non dans la rue ou dans la clandestinité que les Kurdes doivent pouvoir dire s'ils

sont ou non pour la séparation de leur pays, affirme Inur Cevik, éditorialiste du quotidien *Turkish Daily News*, ancien conseiller de M. Suleyman Demirel. S'il critique « le manque de maturité des députés du DEP [Parti démocratique], qui s'évertuent à provoquer leurs collègues au Parlement en parlant kurde ou en refusant de se référer à la Constitution parce qu'elle nie l'existence de leur peuple », il n'en affirme pas moins : « Leur arrestation prouve bien que nous ne sommes pas une démocratie. »

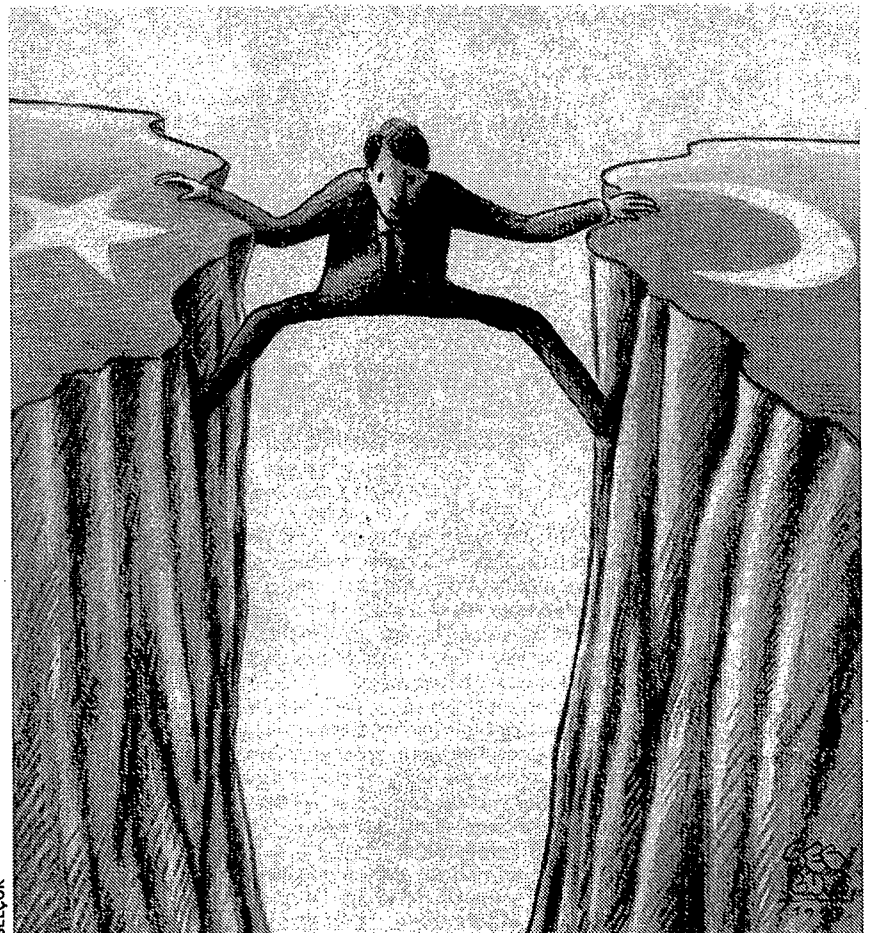
La mise en cause de la liberté de penser, d'écrire, de publier est quotidienne. Plus de 80 intellectuels sont en prison pour délit d'opinion. Le quotidien prokurde *Ozgur Gundem* a été interdit après deux ans d'existence (6). Neuf de ses correspondants au Kurdistan – et sept de ses vendeurs – ont été tués, sa rédaction entière – 50 personnes – a été arrêtée et interrogée. Plusieurs de ses rédacteurs ont été torturés avant d'être relâchés. Son directeur, M. Yasar Kaya, condamné à une centaine d'années de prison, a finalement dû s'exiler.

M^{me} Aycşe Zarakolu, éditrice à Istanbul, qui a publié 200 ouvrages ces quinze dernières années, est menacée de plusieurs années de prison à la sortie de la publication, en décembre, de la traduction du livre du chercheur français Yves Ternon sur le génocide arménien. « A cette époque, la situation politique semblait moins tendue, note M. Ragıp Zarakolu, et nous avons cru pouvoir

enfin aborder ce tabou, puis le vent a tourné. » M^{me} Aycşe Zarakolu est inculpée d'« incitation à la haine entre les peuples, de propagande raciste et séparatiste ». Elle est déjà condamnée à cinq mois de prison pour la publication du dernier livre du sociologue turc Ismail Besikci, spécialiste de la Question kurde, le *Parti républicain et la question kurde en 1931*. L'auteur, quant à lui, est en prison pour deux ans, à la suite de son soixante-dix-septième procès.

Il n'est donc pas étonnant que M. Necmettin Erbakan prophétise que, après avoir doublé ses voix – de 9 % des suffrages exprimés en 1991 à 18 % en 1994 –, il en fera autant lors des prochaines législatives qui se dérouleront au plus tard en 1996, pour atteindre les 40 %. Mais ce serait là un changement d'échelle qui mettrait en cause les fondements de l'Etat turc. Pour l'instant, la conquête des municipalités par le Refah, le 27 mars 1994, reste encore le produit d'un système électoral aux effets pervers. Le scrutin uninominal à un tour a permis aux candidats islamistes de s'emparer des mairies avec 30 % des suffrages. Mais les candidats des partis laïques totalisent près de 80 % des voix dans l'ensemble du pays. On risque, d'ailleurs, d'assister à de sérieuses empoignades entre des maires islamistes et des assemblées municipales élues par listes, à la proportionnelle, dont la majorité est hostile au Refah.

Le Parti du bien-être a également profité de la division de la droite. Le parti de M^{me} Tansu Ciller, le DYP, est allié avec le SHP de M. Murat Karayalcin, formation de gauche, tandis que l'oppo-



SELÇUK

sition au gouvernement est conduite par le Parti de la Mère patrie (ANAP) de M. Mesut Yilmaz qui a repris le flambeau du défunt président Turgut Ozal, sans en avoir le charisme. L'opposition entre le DYP, que l'on peut schématiquement présenter comme le parti des campagnes, et l'ANAP qui se définit comme le représentant des villes, relève plus de contradictions entre cliques de notables que d'incompatibilité de programmes politiques. Dès la proclamation des résultats des municipales, le premier ministre concluait que la droite devait s'unir. Une alliance entre l'ANAP et le DYP, qui totalisent plus de 40 % des voix, aurait inversé les résultats. Mais n'est-il pas déjà trop tard ?

Car les incertitudes économiques sont nombreuses et il n'est pas sûr que les mesures prises le 5 avril, après les élections, parviendront à juguler la crise monétaire, la dégradation des finances publiques et le ralentissement de la croissance. La livre turque a perdu la moitié de sa valeur en un an. Face à cette inflation croissante (70 % en 1993, 100 % probablement en 1994), la banque centrale ne cesse de faire fonctionner la planche à billets : elle a imprimé certains jours de mars pour une valeur quotidienne de 85 milliards de livres – environ 4 millions de dollars. Les taux bancaires au jour le jour atteignent des pourcentages astronomiques, de 500 % à 1 000 %. Des entreprises ferment ou mettent leurs salariés en chômage technique. La livre, dévaluée une première fois de 13,6 % par rapport au dollar en janvier, l'a été de nouveau de 28 % en avril, le cours officiel s'alignant ainsi sur celui du marché. Dans le même temps, les prix des biens de consommation s'envolent. Les produits pétroliers ont augmenté de 45 % à 90 %, le tabac et les spiritueux de 77 % à 100 %, le sucre, le thé, de 50 % à 100 %, réduisant le niveau de vie des ménages populaires – qui devront tout de même acquitter, cette année, un impôt supplémentaire pour combler le déficit public.

La guerre au Kurdistan mine l'économie et, tant qu'elle se prolonge, toute stabilisation de la monnaie est illusoire. Selon le ministre de l'intérieur, M. Nahit Mentese, les opérations contre le PKK ont coûté, en dix ans, 25 milliards de dollars, soit l'équivalent de deux années d'exportations. Cette année, la facture s'élèvera à 6 milliards de dollars.

Dans le même temps, les attentats du PKK – ou ses menaces – dans les principaux sites touristiques turcs affectent sérieusement l'une des principales sources de devises : 4 milliards de dollars en 1993. La courbe des visiteurs de la Turquie en été connaît ainsi un retournement spectaculaire : 2,6 millions de touristes en 1985, 5,6 millions en 1991, 7,5 millions en 1992, puis une chute d'un peu plus de 1 million en 1993, de 3 millions à 4 millions sans doute cette année.

La crise est d'autant plus mal acceptée par les managers turcs qu'elle frappe une économie aux potentialités fortes :

le PNB s'est accru de 7,3 % en 1993 (dont plus de 20 % dans la construction mécanique, 11 % dans l'industrie métallurgique et l'énergie) et de 6,4 % en 1992. Mais la plupart des experts doutent que l'on atteigne 4,5 % en 1994.

Le monde des affaires a bien saisi les racines de cette situation et ses dirigeants sont de plus en plus nombreux – c'est là un véritable tournant – à mettre en cause la politique de l'état-major militaire et du gouvernement au Kurdistan. Le président de la TUSIAD, la Fédération des industriels et des entrepreneurs, affirme qu'« une économie forte ne peut prospérer que sur un terrain démocratique ». La Turquie devrait consacrer ses ressources à construire son leadership économique et industriel dans la région plutôt qu'à entretenir une guerre civile coûteuse, estime pour sa part M. Cem Boyner, ancien responsable de la TUSIAD, qui vient de fonder un Mouvement pour une nouvelle démocratie.

L'économie turque souffre encore des conséquences de la guerre du Golfe. Ses relations commerciales avec l'Irak, son premier partenaire dans la région, sont gelées depuis l'embargo imposé par l'ONU. Le long de la route qui conduit de Diyarbakir à la frontière irakienne, les citeries des camions qui faisaient quotidiennement le commerce du pétrole avec Kirkouk gisent démontées sur le bord de la route depuis quatre ans. Ankara vient de signer un contrat avec Bagdad, afin d'échanger le pétrole stocké dans l'oléoduc reliant l'Irak à la Turquie contre des produits de première nécessité, entamant ainsi un bras de fer avec Washington, qui parle de rupture de l'embargo (7). La Turquie tolère de moins en moins la politique américaine à l'égard de l'Irak, la protection de la zone kurde au nord qui légitime une sorte de mini-Etat à ses frontières. Selon une source diplomatique à Ankara, la Turquie soumet les Etats-Unis à un chantage : soit vous renversez le président Saddam Hussein et vous constituez un gouvernement irakien qui assure l'intégrité territoriale de ce pays, soit vous n'en avez pas les moyens, et alors il faut traiter avec Bagdad.

L'état-major, qui a pris l'engagement d'écraser la rébellion, s'estime bridé tant que les Kurdes d'Irak, bon gré mal gré, accueillent les combattants du PKK qui se réfugient dans leurs montagnes. Et il est impossible de construire, dans ces reliefs tourmentés, un mur de barbelés identique à celui qui longe la frontière syrienne et qui fut longtemps censé interdire le passage des rebelles repliés en Syrie ou dans leur camp d'entraînement de la plaine de la Bekaa au Liban, fermé aujourd'hui.

Selon l'état-major, le PKK a perdu un millier de combattants au cours de ces derniers mois ; des cadres aussi, tels Muslim Dursun ou le docteur Baran, chef de la guérilla dans la région de Tunceli, et un proche de M. Abdullah Oçalan, le dirigeant du PKK. Mais,

selon M. Cemil Bayik, chef de l'ERNK, bras militaire de l'organisation rebelle, l'armée a subi de lourdes pertes en pourchassant les guérilleros à l'intérieur du territoire irakien. Six cent trente soldats auraient été tués, dont un grand nombre de commandos hélicoptérés qui cherchaient à réduire des groupes mobiles rebelles parfaits connaisseurs de leurs montagnes. Il faut évidemment toujours prendre garde aux bilans des camps qui s'opposent dans une guerre. Mais, selon Ismet G. Imset, journaliste et l'un des meilleurs spécialistes du mouvement kurde : « A l'inverse de ce que disent les militaires, les rangs du PKK se sont considérablement renforcés ces derniers mois. Il compterait environ 30 000 combattants actuellement. »

A mesure que les années de guerre passent, le paysage kurde se délabre. Les ruines des villages détruits s'accumulent le long de la route. Le voyage est de moins en moins sûr. A 18 heures, le bus qui va de Diyarbakir à Cizre s'arrête à Nuzabain, pour passer une nuit en sécurité. Le voyageur pressé doit poursuivre sa route en taxi. De nuit, il se heurte aux contrôles militaires, hommes en armes en position derrière les sacs de sable, ou bien à ceux de la guérilla. Les jeunes soldats turcs qui retournent sans armes dans leur caserne y laissent souvent leur peau.

Cizre a perdu les trois quarts de ses habitants. Soupçonnés de soutenir les rebelles, ils ont été déplacés. Bâtiments aux multiples traces d'impacts, vitrines des magasins scotchées, hôtels dont les étoiles se défraîchissent chaque année un peu plus, à mesure que le trafic, les échanges et le commerce avec le Kurdistan d'Irak se raréfient : théoriquement pacifiée, la ville paraît toujours en guerre. Les blindés parcourent la nuit les rues désertes. Dans la journée, les soldats ont l'arme pointée vers les passants. Ce sont pourtant des tribus kurdes alliées à Ankara qui dominent aujourd'hui la ville. Les « gardiens de village », l'arme à la bretelle, déambulent en ville. Dépendant de l'armée, ils sont des ennemis jurés du PKK.

(1) Les uns et les autres font l'éloge du dernier sultan ottoman, Abdul Hamid II, défenseur du monde musulman contre l'Occident avant la « trahison » d'Atatürk et la suppression du califat. Voir Faruk Belici, « Islamistes de Turquie et d'Egypte », in *la Nouvelle Dynamique au Moyen-Orient*, L'Harmattan, Paris.

(2) C'est le cas du Hezbollah, qui sévit dans la région kurde ; il a exécuté des dizaines de responsables du mouvement national, en bonne entente avec les forces spéciales d'Ankara.

(3) Le nouveau maire de Sivas, islamiste, a fait de même.

(4) Lire Michel Verrier, « Carte blanche » à l'armée turque au Kurdistan », *le Monde diplomatique*, octobre 1993.

(5) Selon les porte-parole de l'Union des adversaires de la guerre (fondée en décembre 1992 à Izmir), réfugiés à Brême (Allemagne), et interdite en novembre 1993.

(6) Un nouveau quotidien prokurde, *Ozgür Yülke*, paraît depuis le début du mois de mai, mais son rédacteur en chef a été rapidement arrêté.

(7) *International Herald Tribune*, 30 avril 1994.



Ed. ALBIN MICHEL

LORENZÒ MATTOTI
(Dessin paru dans l'album d'Amnesty International, *Au secours !*)

Attentats et exécutions sommaires

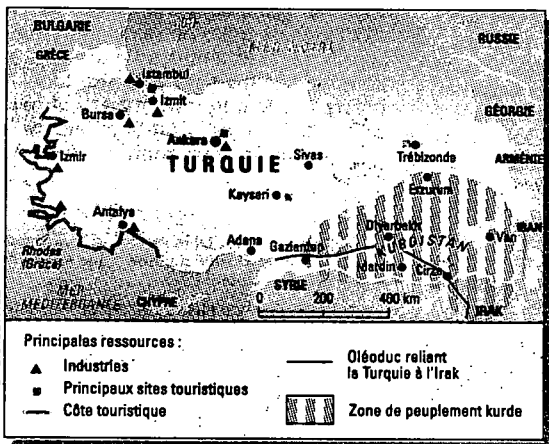
M. KAMIL ATAK, le nouveau maire islamiste, siège au milieu des notables de sa tribu qui, tous, parlent kurde. Mais il évite d'évoquer la question kurde : le sujet reste explosif, même lorsque l'on a fait allégeance aux autorités d'Ankara, et l'armée déteste autant le Refah que le PKK. En l'absence de candidats présentés par le mouvement kurde, le succès islamiste dans la région n'est en rien un signe d'apaisement. L'arrestation des députés du Parti démocratique (DEP), les attentats contre les locaux de ce parti et

les exécutions sommaires de nombre de ses responsables ont dissuadé le DEP de participer aux élections, contribuant au découragement de ceux qui espèrent encore une solution pacifique et incitant certains électeurs à soutenir le Refah. En votant ainsi, un Kurde vote aussi contre Ankara. La religion musulmane est un lien fédérateur qu'il peut reconnaître, à l'inverse de la citoyenneté turque, qui nie sa propre identité. La promesse du Refah de résoudre pacifiquement la question kurde a aussi attiré ceux qui rejettent les méthodes violentes du PKK.

Les consignes d'abstention et de boycottage des élections du parti de M. Abdullah Oçalan et du DEP ont été diversement suivies. Plus de 50 % à Batman, 35 % à Diyarbakir, 30 % environ à Sîrnak, Siirt, Hakkari, 20 % à Mardin, Mus, mais seulement 18 % à Bingol et 12 % à Mamatya. Ces chiffres permettent de mesurer l'audience des « séparatistes » (8). *A fortiori* lorsque l'on sait qu'en Turquie le vote est obligatoire et que les militaires avaient prévenu : l'abstention et le bulletin blanc seraient deux raisons suffisantes pour raser le village coupable.

Incapable d'établir une réelle démocratie et de résoudre pacifiquement la question kurde, l'establishment politique d'Ankara renforce la vague du refus islamiste et les ravages de la guerre à l'est du pays. Il risque aussi de s'abandonner une nouvelle fois à la dérive militaire. La Turquie perdrait ainsi toute valeur d'exemple pour les pays voisins et légitimerait au contraire les pesanteurs militaires et autoritaires qui minent le Proche-Orient.

MICHEL VERRIER.



Un pays riche, menacé d'implosion.

(8) Dans une récente déclaration M. Abdullah Oçalan, tout en proposant un nouveau cessez-le-feu, s'affirme qu'il est favorable à une fédération avec Ankara, et non à une séparation.

exile

newsletter of the refugee council

june '94 no.78

OUT OF SIGHT

In Turkey, just outside the gates of Fortress Europe, more than 100 people of African origin have been picked up and removed to a remote refugee camp.

the Africans are being detained in Haj Camp in Silopi, in south eastern Turkey, in the middle of an area of full-scale fighting between government forces and the Kurdish separatist group, the PKK. They have been rounded up as illegal immigrants on the streets of Turkey's big cities, most of them in October/November 1993. Detained at first in police cells in allegedly very bad conditions, about 150 were then transferred to Silopi. Some have escaped, while more detainees were transferred in early 1994 after further arrests in Turkish cities. The camp is now said to hold 111 Africans.

Amnesty International points out that none have been charged with any criminal offence, nor have they been given any access to legal representation. It adds: 'It appears that the principal constant factor in these people's detention was the colour of their skin'.

The camp had previously been occupied entirely by Iraqi Kurds; most of them have either returned to Iraqi Kurdistan or are being resettled in third countries, but 2,000 remain.

Severe disruption of life in eastern

Turkey caused by the war, and widespread human rights abuses have meant the Haj camp has received little attention.

The Turkish government wants to deport the detainees but is not prepared to pay to send them to their country of origin. It claims that all the detainees are reluctant to reveal their nationalities. It appears that none so far have managed to arrange their own returns. It is by no means certain that all the detainees are in Turkey illegally. Although not classified as asylum seekers, some apparently come from conflict-torn countries such as Sudan and Somalia and might be eligible to apply for asylum.

Two attempts have been made to 'deport' the Africans. First, a group of 20 were taken to the border with Iraqi Kurdistan, but Iraqi Kurdish officials refused to accept them. They spent almost a month camped on the border in winter weather, being helped and fed on a voluntary basis by international agencies.

While there, the rest of the Africans were brought up, and a second attempt was made to 'deport' them, which was again thwarted by Iraqi Kurdish officials. All finally returned to the Haj camp in January.

Four Sri Lankans were reportedly subjected to the same thwarted 'deportation' in March, ending up in the Silopi camp. Two of them are said to be refugees registered with UNHCR.

The African detainees are stranded with no idea what the future may bring.

Conditions are harsh and dangerous at the camp, with sporadic outbreaks of fighting. Rations provided by the Turkish authorities are meagre and the detainees need to make extra purchases. They are not entitled to the more substantial rations which UNHCR provides for the Iraqi refugees in the camp. Some of the Africans had money when they arrived in the camp, but are rapidly using it up. Though some have said they would be glad to work to earn some money, no work is available.

Basic health care is provided in the camp, but there have been difficulties about keeping one seriously injured African in hospital long enough to convalesce, apparently because of the Turkish authorities' reluctance to pay for his care. He was crushed and seriously injured by an armoured vehicle during a clash between the detainees and Turkish police after the Africans were returned to Silopi from the Iraqi border.

As far as international agencies in Turkey are concerned, the Africans do not fall into any clear category. UNHCR and UNDP assistance has been ad hoc only. The International Organisation for Migration is in discussion with the Turkish government on the matter, but it has no mandate to assist states to deport illegal immigrants. It would however assist any of the group who opted for voluntary repatriation.

A number of organisations have now voiced their concerns, and the UN has agreed to conduct a case-by-case survey of the Africans, as they have requested.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0274 4 I 0117 TUR /AFP-EX44

Turquie-Kurdes

56 rebelles et 6 militaires tués depuis mardi

ANKARA, 1er juin (AFP) - 56 rebelles kurdes de Turquie et 6 membres des forces de l'ordre turques ont été tués depuis mardi lors d'opérations et combats dans différentes zones du sud-est anatolien à majorité kurde, a-t-on annoncé mercredi de source officielle.

Les opérations et accrochages se sont déroulés dans les régions de Hakkari, à la frontière avec l'Iran et l'Irak, et de Siirt et Sirnak, à la frontière avec la Syrie et l'Irak, indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, chargée de la coordination de la lutte contre la rébellion armée du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

CE/hc/jmc

AFP /JO0245/011326

JUN 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0137 4 I 0543 /AFP-DK64

Irak-Kurdistan

Erbil, "capitale" du Kurdistan, divisée par les affrontements interkurdes
par Tollé ARAM

ERBIL (Irak), 1er juin (AFP) - Les affrontements qui ont éclaté début mai entre mouvements kurdes rivaux ont fait d'Erbil, la "capitale" du Kurdistan irakien, une ville divisée et ont paralysé les institutions autonomes kurdes.

Erbil est le principal foyer de tension depuis le début des combats entre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, qui se partagent le Kurdistan d'Irak, autonome de fait depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Ces combats ont fait plus de 100 morts, selon les responsables des deux partis.

"Certains quartiers d'Erbil sont sous le contrôle de l'UPK, d'autres sont tenus par le PDK", affirme Fella Mohammed, un habitant. "Dans certains cas, la division n'est pas nette, il y a des secteurs mixtes", ajoute-t-il.

Les habitants vivent dans la psychose que les affrontements, jusqu'à présent limités et qui ont cessé ces derniers jours, ne s'étendent à toute la ville. Peu de gens s'aventurent hors des quartiers où ils habitent.

Les combattants armés de l'UPK se sont postés sur les toits des maisons inhabitées et des immeubles dès le début des combats, et les deux parties ont renforcé leur arsenal dans leurs permanences.

"Quand les combats éclatent, je ferme la boutique", dit Mahmoud Buhari, un vendeur de chaussures. Selon lui, un grand nombre de magasins gardent leur rideau de fer baissé, leurs propriétaires ayant emporté chez eux leur marchandise.

Pourtant, les deux partis rivaux ont mis sur pied un comité spécial à Erbil pour tenter de résoudre la tension. "Quand des affrontements éclatent, des voitures sont volées, des gens sont intimidés. Nous nous rendons sur place pour résoudre les problèmes", dit Arif Taifour, représentant du PDK au comité.

Les voisins d'Adnan Hamid, un conducteur de bus membre du PDK, sont tous membres du parti rival, même l'épicier du coin. "Mais je continue à m'approvisionner chez lui", dit Adnan. "J'ai toujours des amis à l'UPK".

Le bâtiment du "parlement" kurde, non reconnu internationalement, et le vieux château, perchés sur une colline du centre-ville, ont été occupés par des combattants de l'UPK depuis début mai. Le siège du parlement a été pillé par les combattants, comme l'attestent des photos. Depuis, les 105 députés kurdes ne se réunissent plus.

Cependant, certaines administrations continuent à tourner au ralenti. "La plupart des +ministères+ fonctionnent sur le plan opérationnel, mais la prise de décisions est suspendue", affirme Stafford Clarry, coordinateur de la sécurité pour l'ONU dans la région.

Le "ministre" de l'Education, Nasih Ghafour, membre du PDK, se rend toujours à son bureau proche du parlement, et également encerclé par l'UPK.

Comme les autres ministres, M. Ghafour a toujours accès aux fonds de son ministère dans la "banque gouvernementale", et arrive à verser leurs salaires aux enseignants et aux fonctionnaires.

Mais les exemples de coopération entre les deux partis qui se partagent la plupart des sièges du parlement et du gouvernement du Kurdistan deviennent plus rares de jour en jour.

ta/at/jmc

AFP /JO0245/010911

JUN 94

Libération - 2 JUIN 1991

ALLEMAGNE

Les réseaux kurdes refont surface outre-Rhin

Après les manifestations et les attentats de 1993, les organisations proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été interdites. Mais six mois de mise au ban n'ont pas empêché les militants de renouer les contacts.

Cologne, envoyée spéciale

« **O**n viendra vous chercher. » Où et quand le rendez-vous promis avec un dirigeant du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Allemagne aura-t-il lieu ? Ce journaliste kurde, débordé de coups de téléphone, ne « peut » le dire. Depuis novembre dernier, le PKK et 34 organisations soupçonnées de lui servir de couverture sont interdits en Allemagne. Ses 45 000 sympathisants (chiffre fourni par les services allemands de renseignement) sont toujours là, parmi les quelque 450 000 immigrants (et demandeurs d'asile) kurdes en Allemagne, mais doivent envelopper leurs activités d'un voile de secret plus épais encore que d'ordinaire. Après deux bonnes heures de suspense, un « chauffeur » apparaît pour aller, toujours sans une explication, vers une banlieue HLM de Cologne. Dans un petit appartement, un grand-père, une jeune femme et son garçonnet en pyjama finissent de dîner en regardant le journal de la télévision turque. « *Quelqu'un doit venir* », lance la mère, éludant toute autre question par un vague : « *On a l'habitude de ne pas savoir qui nous rend visite.* »

Vers 22 heures survient enfin l'invité mystère : Mustafa Karasu, 42 ans, ancien leader du PKK dans le chef-lieu kurde de Diyarbakir, emprisonné en Turquie de 1979 à 1992 et réfugié en Allemagne depuis 1993. L'entretien se déroule dans la chambre du petit, porte fermée, sur un ton particulièrement modéré. « *L'Allemagne n'est pas notre ennemie* », déclare d'emblée Mustafa Karasu. Après le déchaînement de violences de l'automne, les blocus d'autoroutes, les bagarres rangées contre la police et les sacrifices de militants s'immolant par le feu, la précision n'est pas inutile. A la violence kurde, le gouvernement allemand a répondu par de nouvelles interdictions de manifester, des menaces d'expulsion des fauteurs de troubles et un discours va-t-en guerre du héros de « la loi et l'ordre », le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther : « *La démocratie est capable de se défendre, elle ne permettra pas que l'Allemagne devienne le théâtre de batailles de rue d'extrémistes étrangers.* » « *La violence vient de l'interdit* », répond calmement le dirigeant du PKK qui peut, à juste titre, rappeler que « *jamais auparavant les manifestations kurdes en Allemagne n'avaient été si violentes* », les attentats du PKK en Europe s'étant il concentrés jusque-là contre les intérêts turcs.

Par sa présence dans cette chambre



Hambourg, le 21 mars. Des sympathisants du PKK défilent contre la répression en Turquie.

d'enfant, Mustafa Karasu démontre la fière riposte du PKK à son interdiction : « *Le gouvernement allemand peut toujours nous bannir et fermer nos centres de réunion. Pour le PKK, chaque appartement kurde est désormais une association et un centre de réunion.* » Si l'entretien doit se dérouler de façon si « conspirative » et si Mustafa Karasu dit ne jamais passer deux nuits de suite dans le même appartement, c'est moins par crainte de la police allemande que des commandos punitifs de l'Etat turc, précise-t-il toutefois. Après les perquisitions de novembre, la police allemande a arrêté peu de militants, et le bannissement « *n'est pas si sévère* », reconnaît-il.

Parmi les satellites du PKK interdits en novembre, la plupart ont aujourd'hui ressuscité, sous d'autres appellations et souvent grâce à des prête-noms allemands. Au numéro 66 de l'Hansaring à Cologne, ancien siège du Comité Kurdistan, le bureau de propagande du PKK, de minuscules initiales sur la sonnette désignent son successeur : KIB (Bureau d'information du Kurdistan). Tout nus, les murs portent encore les traces des razzias policières, mais déjà une télévision sur son socle en carton,

les téléphones et un fax flambant neufs ont repris leur place.

Officiellement, le KIB n'entretient « aucune relation » avec le PKK. Sa mission, « *informer la presse et l'opinion allemandes sur le combat kurde* », est la réplique pourtant exacte de l'ancien Comité Kurdistan. Et son porte-parole, Adem Uzun, un ancien du Comité Kurdistan, s'enflamme pour le « *combat de libération* » du PKK. En mettant le PKK hors la loi, s'époumonne-t-il, l'Allemagne « *légitimise la répression en Turquie* » et « *terrorise* » les Kurdes vivant en Allemagne.

« *L'Allemagne fait de nous des criminels* » : le même reproche s'entend parmi les organisations kurdes dites modérées. A quelques mètres du KIB, Hansaring n° 28, le siège du Komkar (Fédération des associations du Kurdistan) a échappé aux descentes de police : proche du Parti socialiste du Kurdistan, il passe pour « critique » du PKK. « *La violence nuit plus qu'elle ne sert la cause kurde*, raisonne son secrétaire général, Mustafa Kisabacak. *Les scènes de casse de ces derniers mois entretiennent en Allemagne les préjugés contre les étrangers, ressentis comme menaçants. Nous-mêmes, qui n'avons*

rien à voir avec ces violences, avons désormais le plus grand mal à alerter l'opinion allemande sur les exactions dont les Kurdes sont victimes en Turquie. Rien que louer une salle de réunion est devenu une gageure depuis que tous les Kurdes passent pour des vandales, si ce n'est des terroristes. » Fins connaisseurs des « méthodes » du PKK en Allemagne, les dirigeants du Komkar évoquent aussi l'hypothèse que ses dirigeants auraient délibérément provoqué son interdiction (par ses attentats du printemps et de l'automne 1993) pour se poser en martyrs et représentants exclusifs du peuple kurde.

Pour les Staatschützer, agents de l'Office de protection de la Constitution chargés d'« observer », entre autres, le PKK, le bilan de six mois de mise au ban est très mitigé. L'interdit a brisé la loi du silence et encouragé certains commerçants kurdes rackettés par le PKK à porter plainte. Enfoncé dans la clandestinité, le PKK s'est radicalisé et est devenu « *encore plus difficile à contrôler* », objectent d'autres. Tous, du réfugié au Staatschützer, se réconcilient sur un constat d'impuissance : la clé du problème ne réside pas en Allemagne mais en Turquie.

Lorraine MILLOT

L'État turc "pris de panique" face à la rébellion kurde, selon le leader du PKK

Le leader du PKK, Abdullah Ocalan, dit "Apo", n'est pas d'accord avec les récents communiqués de personnalités militaires et politiques turques pronostiquant la fin imminente de son organisation. Et inutile de dire que son analyse est diamétralement opposée: l'État turc a été "pris de panique" dans sa lutte contre le PKK, aurait-il ainsi déclaré dernièrement, selon le journal pro-kurde "Ozgur Ulke" qui le citait dans son édition de lundi.

"L'État turc est paniqué face au PKK. Les dernières opérations de l'armée en sont des signes" aurait-il affirmé dans sa déclaration à l'agence de presse kurde KURD-HA, basée en Allemagne. "Nous allons intensifier nos activités sur le plan militaire, politique et diplomatique", ajoute le leader du PKK, qui entend ainsi apporter un démenti aux communiqués triomphalistes de l'armée turque, selon laquelle le PKK ne serait plus en mesure de s'opposer aux opérations des forces armées turques et se verrait contraint de renoncer à la lutte armée au profit de l'action diplomatique.

L'état de "panique" prêté à l'armée turque se traduit en tout cas depuis mars par un renforcement de ses opérations militaires dans le sud-est anatolien, frontalier avec la Syrie, l'Irak, et l'Iran, tuant selon les autorités, plus de 1 500 maquisards kurdes depuis le début de l'année. Dans le même temps, le PKK a ralenti le rythme de ses attaques.

Mais pour "Apo", les déclarations du chef d'état major général de l'armée turque Dogan Gures, ne sont que fanfaronnades et trahissent le malaise de l'armée: elles constituent une "grande menace" et "montrent également que l'État turc est coincé" dans une mauvaise situation, a poursuivi le leader du PKK. A la mi-mai, le général Gures avait lancé un "dernier avertissement" aux rebelles du PKK pour qu'ils "se rendent à la justice". Il avait affirmé que l'État n'avait pas utilisé toutes ses capacités" et, si nécessaire, qu'il les "mobiliserait". "Vous serez anéantis au bout de trois ou quatre mois, venez vous rendre, sinon se sera dommage pour vous", avait conclu le chef d'état-major, dont il faut signaler que le départ à la retraite coïncide avec ces "trois ou quatre mois" de survie qu'il accorde au PKK.

Ce genre de propos ont été repris par de nombreuses personnalités turques qui affirment depuis la mi-mai être sur le point d'en finir sur le terrain avec la rébellion kurde et de permettre ainsi au Premier ministre, Mme Tansu Ciller, de respecter son engagement d'"éradiquer le PKK".

turkish daily news

Wednesday, June 1, 1994 /

Talabani: 'Don't fear PKK link'

KDP and PUK express hope after Silopi talks

TDN with wire dispatches

ANKARA- Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the key Kurdish groups in Northern Iraq, has extended an "olive branch" to Turkey by complementing Ankara on its efforts to end the current fighting between his group and the rival Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani.

Talking to Reuters in Damascus, where he has been since the fighting in Northern Iraq began on May 1, and clearly wishing

to curry favour with the Syrian leadership as well, Talabani said both Syria and Turkey "were good mediators who wanted to put an end to the fighting."

He said he understood Turkish sensitivities about Kurdish relations with the Kurdistan Workers' Party (PKK), which is fighting a deadly war for a separate state in eastern Turkey, but said Ankara should not fear these ties.

Officials in Turkey have often felt that Talabani's position on the PKK, which in Turkey is considered a terrorist organization and is outlawed, has been ambivalent and that there was some evidence to suggest that the PUK and the PKK could easily shift to a "cooperation mode" given the right circumstances.

The fear in Ankara has been that the clashes between the KDP, which has little love for the PKK, and the PUK may provide just the necessary circumstances for such cooperation.

"It is natural that our Turkish friends are sensitive about any relationship between the PKK and any Iraqi movement. We understand this but since the PKK is not interfering in the internal affairs there should be no Turkish fear," Talabani said in a clear attempt to allay Turkish doubts.

But Talabani went on to accuse Iran of "interfering to support the revolutionary Hezbollah party and the Islamic movement in Iraqi Kurdistan".

The PUK and the "Kurdish Hezbollah" were involved in fierce clashes earlier in the year with some accounts putting the death toll as high as several thousand.

The Islamic groups were subsequently defeated and had to withdraw to bordering Iran from where they have been trying to continue resisting the PUK.

Referring to an agreement reached on Tuesday in Turkey between PUK and KDP representatives, Talabani said this accord aimed "not only to put an end to fighting but to return things to normal."

"The meeting was very successful. We reached agreement for a permanent cease-fire and agreed to solve all problems in a peaceful way and through negotiations" Talabani told Reuters after the Monday talks.

Talabani said that talks were held between PUK representative Kamal Fou'ad and Nechirwan Barzani, nephew of the KDP leader, in the Turkish border town of Silopi.

He said that all those who took part

in the meeting went to Salaheddine in Northern Iraq, where they were "warmly welcomed by the KDP leader Mr. Massoud Barzani."

"I am planning to return to Iraqi Kurdistan within the next few days and I will certainly meet Mr. Massoud Barzani there. Efforts are being made to hold a meeting in Turkey and I am ready for this," he said.

A spokesman for Barzani's KDP, meanwhile, was quoted by Reuters as saying the agreement signed by PUK and KDP leaders in Silopi was holding. "We hope that all differences will be solved through dialogue," he said.

Several previous cease-fire agreements have failed to halt fighting which has claimed several hundred lives in parts of Northern Iraq.

A U.N. official in Baghdad said on Monday that fighting had spread to Irbil, the regional capital and the seat of the Kurdish Parliament, for the first time since the clashes began on May 1.

Talabani said he was returning to Northern Iraq through Turkey within the next two days and that he would meet with Barzani "to reinforce the agreement".

The PUK leader told Reuters he had been unable to go back to Northern Iraq earlier because security was not guaranteed. "The situation now is different," he added. Talabani said the Kurdish regional government should remain in power but hinted some ministers should be changed and portfolios given to Arabs.

"A serious reconsideration of the whole working programme in the area should be conducted by the PUK, the KDP and the Iraqi National Congress in order to adopt a new policy that would reinforce stability and democracy," he added.

Talabani said there was no need to rush for new elections as polls would be held in July, 1995. The coming months will be "a test for all to see how they are reacting to the new situation," he said.

'Terrorist' union leader to go to jail today

By Sinan Yilmaz
Turkish Daily News

ANKARA- The decision by the U.S. House of Representatives to link one-fourth of Turkey's foreign aid to human rights and the Cyprus issue is currently one of the most widely debated topics in the country.

"Turkey does not have a human rights problem; what it does have is a serious terrorism problem," has been the official reply to these claims from several political parties as well as the government. In reality, the issue of human rights has never been absent from Turkey's political agenda and it appears as though it will remain a salient domestic concern for some time. The most recent incident to affect Turkey's human rights record will take place today with the imprisonment of Münir Ceylan, former chairman of the Petroleum Workers Union (Petrol-İş), in the Saray prison located in Tekirdağ where he will serve out his 20-month sentence.

Ceylan has been tried under Article 312 of the Turkish Penal Code following the publication of a controversial article he wrote for the *Yeni Ülke* newspaper during his tenure as Petrol-İş chairman.

The former chairman was accused of fueling separatism in his article, although his link to a terror organization was never proven by the court. Ceylan is not the first example of a human rights violation in Turkey and certainly will not be the last... İsmail Beşikçi, known for his numerous books on the Kurdish problem, has spent a total of 13 years in jail and is waiting for the day he will be released.

However, new cases regarding his writings are still being processed by the National Security Court (NSC) making an early release appear unlikely since he is expected to receive an additional 70 years or so.

The author is also one of the few — if not the only — prisoners of conscience to have been sentenced twice for the same book. Assistant Professor Fikret Başkaya also belongs to the newly formed group of prisoners of conscience branded as "terrorist professor assistants" by the government who have been tried at the NSC and sentenced to prison under that title. Başkaya, who used to lecture at the Abant İzzet Baysal University, was sentenced to 20 months in prison and was fined TL 41 million after publishing his book entitled

"The Failure of the Paradigm." The assistant professor continues to serve his sentence at the Haymana Prison.

The above listed individuals are those who are publicly known, but there are also the unknown names of people who have been tried and sentenced, along with the 75 journalists and writers still serving in various state prisons.

All these victims were convicted under the anti-terrorism law. These days, Assistant Professor Haluk Gerger and Human Rights Association (HRA) Secretary-General Hüsnü

Öndül, both convicted because of their political views, are preparing to serve their sentences.

Professor Gerger was sentenced to 20 months in prison due to a message he had sent to a meeting held in commemoration of Deniz Gezmiş, who was hanged for his alleged involvement in terrorism in the 1970s.

Hüsnü Öndül was sentenced to a 6-month jail term after İsmail Beşikçi's article was published in the HRA bulletin, of which Öndül was the editor.

Besides infringing upon the freedom of expression, the state is also committing other human rights violations, such as torture, extrajudicial executions and even murder.

Most of the time, serious investigations and trials are not conducted since the government security forces involved in such incidents are protected by the law. In cases where these incidents are pursued, the consent of the Provincial Administration Board must first be obtained in order to try government security forces according to the law governing the prosecution of civil servants. In most cases, the administrative board denies the requests to prosecute. And even if the cases do make it to court and the defendants are found guilty, the punishments tend to be ineffective.

For example, the punishment for a death resulting from torture is a 5-year prison term, which is usually reduced so that the prisoner rarely has to serve out his entire term.

Even if the government claims that the country has a "terrorism problem and not a human rights problem," it has yet to convince the public of that.

Human rights violations are now openly committed and cannot be pushed under the carpet anymore by groups who prefer to deny the existence of such incidents.

One question must be asked: "Do all these journalists, writers, union members and others who have been accused of separatism and terrorism by the government even know how to fire a gun?"

The government's "democratization package" has been announced but an effective proposal designed to rectify human rights abuses has not been included in the proposal.

The Social Democrat People's Party's (SHP) lack of response to the omission of the "crimes of conscience" clause from the democratization package has been criticized harshly although the party has repeatedly stated its position in favor of the clause.

Unfortunately these critics have not mentioned the SHP's efforts to transfer prisoners of conscience convicted under the anti-terrorism law from "E-type" prisons — maximum security prisons designed for the detention of terrorists — to normal prisons, with the help of the SHP justice minister. In the light of these facts, it is clear that Turkey must continue to work on its human rights problem.

SHP arrives at the political crossroads

Thirty SHP deputies who oppose 'abandonment of principles' move to chart their own course

By Kemal Balci
Turkish Daily News

ANKARA- The Social Democrat People's Party (SHP), the junior partner in the ruling coalition partner, has arrived at a crossroads as the first anniversary of Murat Karayalçın's leadership passes.

Around 30 deputies, who oppose not only Karayalçın's leadership but also the maintenance of the coalition and the fact that the SHP appears to have abandoned all its principles, have made a move to chart their own course.

SHP Parliamentary Group Chairman Aydın Güven Gürkan's resignation from his post has put Karayalçın in a difficult position, since Gürkan is set on the leadership of the dissidents.

Since Karayalçın is not in Parliament, his influence on the SHP parliamentary group has been limited since the outset. He failed to make a timely ministerial reshuffle to avoid problems from within the party and has been unable to persuade Gürkan to reconsider his resignation. Now he faces the possibility of his opponents becoming a majority in the SHP group.

The group consists of 55 deputies. Nearly half of these deputies have executive positions in the government or in the party. But the fact that no changes have been made among the SHP ministers for two and a half years, ever since the SHP became coalition partner, has caused the unrest within the party to reach a peak.

Under the current circumstances, it does not seem possible for the dissidents to reconcile their differences with the party administration, even if some of them are given posts in the Cabinet.



Aydın Güven Gürkan

The crisis in the SHP has come about for the following reasons:

■ No definite schedule has been set for the democratization package.

■ It has been the DYP (the True Path Party) that has scored the political points at every critical juncture. Karayalçın's silence in the face of this has caused a great deal of tension in his party. For example:

Karayalçın did not act when Ankara's Security Director kept his job even after the beating of SHP's Salman Kaya by police. Next: the True path collaborated with the opposition to eliminate the provisions regarding religious education from the Authorization Law. Karayalçın only registered a weak protest and accepted Çiller's apology. SHP deputies can feel no confidence in their chairman in such circumstances.

■ The SHP has started to act as if it is no longer a social democrat

party. The fact that legal issues such as the granting of union rights to civil servants or removing undemocratic articles from the Constitution have not been given a firm time schedule have led to the belief that the democratization package will not in fact become law.

What will happen from now on?

At this point, with the party at a crossroads, the alternatives for the near future are as follows:

■ A widespread change in the party administration either in September or through an emergency convention in November at the latest. However, there are serious difficulties involved in getting the agreement of provincial and district organizations;

■ Concentrating on SHP's unification with the Republican People's Party (CHP) or the Democratic Left Party (DSP) by taking the necessary initiatives for the SHP's withdrawal from the government.

However this does not seem possible due to the attitude of DSP Chairman Bülent Ecevit and CHP Leader Deniz Baykal;

■ The last alternative is that SHP dissidents should leave the SHP and attach themselves to another party, possibly the CHP.

turkish daily news

Wednesday, June 1, 1994

10 Le Monde • Jeudi 2 juin 1994 •

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES



Contre le « centralisme jacobin »

Les candidats de la liste Régions et peuples solidaires

La liste Régions et peuples solidaires est conduite par l'autonome Max Simeoni, député européen sortant, élu en 1989 sur le contingent des Verts. Se définissant comme « régionaliste » et « fédéraliste », cette liste entend lutter contre le « centralisme jacobin ». Les étiquettes correspondant aux douze mouvements régionalistes (Alsace, Pays basque, Bretagne, Catalogne, Corse, Flandres, Lorraine, Occitanie et Savoie) auxquels sont affiliés les candidats; certains de ceux-ci, toutefois, peuvent figurer sur les contingents réservés aux différents mouvements sans en être officiellement membres. L'écrivain Gilles Perrault, les chanteurs Jacques Higelin et Renaud sont pré-

sents aux dernières places de la liste.

1. Max Simeoni, d. e. s. (UPC); Gustave Allrol, m. Saint-Hostien (PO); Henri Gourmelen (UDB); André Ohresser (UPA); Jordi Vera (ERC); Akil Mahmoud; Michel Duret (MRS); Pierre Charriton (EA); Jean-Marc Toranian; 10. François Alfonsi, c. terr. Corse (UPC); Jakes Abeberry, adj. m. Biarritz (EB); Jean Guegueniat, adj. m. Brest (FB); Pierre Zouloumian; Josiane Marty-Daunis, adj. m. Puy-laurens (PO); Alain Fenet; Etienne Foes (SDL); Jacques Fermat (PFF); Thérèse Bouvier (MRS); Bernard Wittmann (UPA); 20. David Bertrana (ERC); Parfait Jans (MRS); Gérard Romiti (UPC); Hervé Guerrero (PO); Françoise Le Scour (UDB); Marcel Schmitt

(UPA); Filtz Desde; Maria Hébrard-Epalza (EA); Pierre Boissière, m. Lacaussade (PO); Françoise Micheli (UPC); 30. Joël Guégan (UDB); Jean Gauby (ERC); Bernard Vatou (PO); Claude Dufour (MRS); Evelyne Millour (UDB); François Grimaldi (UPC); Claude Molinier (PO); Martin Heil (UPA); Pierre Verdager (ERC); Patrick Pellen (UDB); 40. Yves Lavalade (PO); Marie-Andrée Arbelvide (EB); Jean Mannarini (UPC); Eric Magloire (PFF); Jean Vilote (PO); Annaig Le Gars; Marcel Chamberod (MRS); Antoine Wessbecher, m. Witzenbach (UPA); François Pontalier (PO); Antoine Casalta (UPC); 50. Yannick Hemeury (UDB); Louis Libouty (ERC); Gérard Leynaud (PO); Dominique Peillen (EA); Alain Favre (MRS); Lena Louarn; Jean-François Stéfani, c. terr. Corse (UPC); Jean Souchon (PO); René Trunk (UPA); Yves Rauzier (PO); 60. Michel Mayol (ERC); Jean-Flore Chiarasini, m. Tavera (UPC); Edouard Pascal Mousselard (MRS); Mireille Bras (PO); Yves Rémond, m. Saint-Hernin (UDB); Ptatxi Noblia (EB); Pierre Loubère (EP); Jean Franceschetti (UPC); Nicole Desury (UDB); François Waag (UPA); 70. Jean-Pierre Giraud (PO); Marceline Pagola (EA); Pierre-Yves Le Floch (UDB); Michel Angeli (UPC); Georges Escartin (PO); Catherine Jotz (UPA); Jean-Paul Martin (PO); Jean-Yves Drillet (UDB); Robert Arrambide (EB); Marie-Thérèse Hermann (MRS); 80. Jean-François Blanco; Benoît Muracciole; Christian Laborde; Père Jean Cardonnel; Gilles Perrault; Jacques Higelin; Renaud Séchan (dit Renaud); Guy Cambot.

Abréviations : m. : maire; adj. m. : adjoint au maire; c. terr. : conseiller territorial; d. e. s. : député européen sortant.

UPC : Union du peuple corse; UPA : Union du peuple alsacien; UDB : Union démocratique bretonne; FB : Frankiz Breizh; PFF : Parti fédéraliste flamand; PO : Parti occitan; EP : Entau País; ERC : Esquerra republicana de Catalunya; EA : Eusko Alkartasuna [Pays basque]; EB : Euskal Batasuna [Pays basque]; MRS : Mouvement région Savoie; SDL : Social-démocratie de Lorraine.

Le prince Charles Napoléon s'engage aux côtés des régionalistes

Dans son combat contre le « jacobinisme », la liste régionaliste conduite par Max Simeoni vient de recevoir un soutien inattendu en la personne... du prince Charles Napoléon, héritier de la lignée fondée par le frère de l'Empereur, Jérôme Bonaparte, qui fut roi de Westphalie. Economiste trentenaire à l'allure de cadre supérieur, l'homme est plutôt discret et s'il « assume » son impériale ascendance, il « ne la revendique pas ». Observateur passionné des « sociétés complexes » - il a travaillé sur le « développement social des quartiers » et effectué des missions dans le tiers-monde - il n'en est que plus sensible à la thématique de l'« enracinement » qu'il veut coupler avec la quête de la modernité. Certes, il ne réside pas sur l'île de Beauté et n'en parle pas la langue mais ses racines corses, dit-il, « résonnent » en lui.

Son engagement aux côtés de M. Simeoni n'implique pas, insiste-t-il, une adhésion inconditionnelle aux thèses du dirigeant de l'Union du peuple corse (UPC), encore moins à « ses alliances » insulaires. Certains membres de son entourage n'en ont pas été moins troublés par son entrée en lice aux côtés de ces Corses, Bretons, Alsaciens et Basques qui n'ont jamais spécialement chéri l'héritage impérial français.

Lui refuse pourtant de voir une contradiction entre ses nouvelles amitiés et la tradition familiale. S'il s'est résolu à franchir le pas, c'est parce que l'Etat jacobin, selon lui, « a commis l'erreur de ne pas se renouveler ». Il l'a expliqué, la semaine dernière, à la mission bretonne de Paris, aux côtés du chanteur rock Jacques Higelin, autre rallié à M. Simeoni.

F. B.

Der Krieg gegen die Kurden – Ankara unter Druck

Westliche Länder, allen voran die Vereinigten Staaten, fordern nach einem «Teilsieg» der türkischen Armee gegen die kurdischen Separatisten von Ankara ein klares Bekenntnis, das Minderheitenproblem im Südosten Anatoliens nun politisch zu lösen. Die türkische Ministerpräsidentin Tansu Ciller reagierte auf diese Forderungen trotzig. Sie erklärte, sie wolle auf US-Hilfe verzichten.



Verhält sich in der jüngsten Zeit defensiv: Abdullah Öcalan (rechts), zusammen mit dem irakischen Kurdenführer Jalal Talabani (links).

Foto Reuter

Was in den US-Medien als Randnotiz erschien, lieferte in der Türkei selbst während der Feiertage des islamischen Opferfestes dicke Schlagzeilen: «Die amerikanischen Abgeordneten wollen die Militärhilfe für Ankara wegen der andauernden Menschenrechtsverletzungen gegenüber seinen Minderheiten um ein Viertel kürzen.»

Von Martin Peter, Istanbul

Nicht bloss die Presse- und TV-Kolumnisten ereiferten sich über den schulmeisterlichen Ton aus der Neuen Welt. Der türkische Staatspräsident Süleyman Demirel sprach von «ungerechtfertigten Anschuldigungen an die Adresse eines Staates, der selbst Opfer terroristischer Attacken» sei. Trotz

gar reagierte Regierungschefin Tansu Ciller auf die Rückstufung der moralischen Glaubwürdigkeit der Türkei. Sie drohte dem amerikanischen Präsidenten Bill Clinton, auf seine Hilfe ganz zu verzichten.

Ohne Hilfe verloren

Das harsche Auftreten der Premierministerin erstaunte, zumindest zu Hause, niemanden; «Diplomatie war nie Frau Cillers Stärke», kommentierten die Medien. Die liberale «Daily News» stellte schlicht fest: «Ohne amerikanische und deutsche Waffen sind wir der Kurden-Guerilla hilflos ausgeliefert.» Dass Washingtons militärische Kredite in der Höhe von rund 350 Millionen Dollar für 1995 im Kampf der türkischen Armee gegen die aufständischen

Kurden dringendst benötigt werden, war aus dem verstohlenen Unbehagen des Generalstabs über Cillers «provokatives» Verhalten gegenüber Bill Clinton unschwer herauszuhören. Selbst wenn abgestritten wird, dass deutsche Panzer oder amerikanische Artilleriewaffen gegen die Guerilleros in den Bergen des türkischen Südostens eingesetzt werden, ist die militärische «Befriedung» der Kurdenregion, wie es Experten vor Ort nennen, nicht ohne ausländische Finanzspritze zu bewerkstelligen.

Rund tausend Dörfer zerstört

Über 200 000 Eliteeinheiten und Bodentruppen führen östlich der Linie Trabzon am Schwarzen Meer und der Mittelmeerstadt Adana Krieg gegen Zehntausende kurdischer «Terro-

risten». Seit 1992 haben die Militärs an die tausend Dörfer und Kleinstädte auf der Suche nach Guerilla-Verstecken ganz oder teilweise dem Erdboden gleichgemacht. Die Bewohner, die nicht gewillt waren, als bewaffnete «Dorfwächter» Antiterror-Einsätze zu leisten, mussten fliehen – während der Wintermonate in die naheliegenden Grossstädte Diyarbakir, Mersin und Adana, weiter in die Westtürkei nach Istanbul oder schliesslich über die Grenze nach Europa. Nachdem aber seit Ende April die südlichen Gebirgspfade wieder schneefrei sind, flüchten Tausende von kurdischen Zivilisten in den Nordirak, wo ihre benachbarten Stammesbrüder nach dem Golfkrieg einen autonomen Staat errichtet haben. Diese Migrationswelle aus dem türkischen Südosten hat in den vergangenen Wochen tatsächlich zu einer Beruhigung im Siedlungsgebiet von ursprünglich rund 15 Millionen Kurden geführt. Reporter der rechtskonservativen türkischen Tageszeitung «Sabah» fühlten sich dank der Armeepräsenz auch in den entlegensten Weilern «in Sicherheit». Ohne das Wort explizit zu verwenden, kommen aber auch sie nicht darum herum, von einer Grabesruhe zu sprechen. Journalisten der liberalen «Daily News» hingegen liegen Informationen vor, wonach angesichts des Übergewichts der Armee nebst den Kampftruppen der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) auch deren politischer Flügel, die 300 000 Aktivisten der Nationalen Befreiungsfront (ERNK), mit Waffen eingedeckt werden soll.

PKK «bewusst defensiv»

Noch bevor dieses Gleichgewicht der Stärke im Krieg um ein autonomes

Kurdistan erreicht ist, wird der in- und ausländische Druck auf die Regierung in Ankara, der Minderheitenbevölkerung im Südosten soziale, wirtschaftliche und kulturelle Zugeständnisse zu machen, immer deutlicher spürbar. Die militärische Option zur «Lösung der Kurden-Frage» kostet den türkischen Staat jährlich acht Milliarden Dollar und treibt ihn zusehends in den Ruin. Weder die einheimische Wirtschaft noch fremde Geldgeber sind länger bereit, diese Last mitzutragen. Die Suche nach einer Alternativ-Lösung dürfte in der zweiten Juni-Woche

auf dem Nato-Aussenministertreffen in Istanbul im Zentrum der Diskussion stehen.

Innenpolitisch aber bietet die bevorstehende Pensionierung des türkischen Generalstabschefs Dogan Güres, als politischer Falke berühmt-berüchtigt, Ankara eine Chance, mit den abtrünnigen Kurden in einen Dialog zu treten. Kreise, die der PKK nahe stehen wollen, wissen, dass sich Guerilla-Chef Abdullah Öcalan derzeit bewusst defensiv verhält, um den türkischen Staat, ohne dass dieser sein Image verliert, zu Konzessionen zu bewegen.

Brüchige Waffenruhe im irakischen Kurdistan

Istanbul. M.P. Die Flucht Tausender, wenn nicht Zehntausender türkischer Kurden in den irakischen Norden beunruhigt die türkischen Behörden zunehmend. Die wachsende Konzentration ihrer Minderheitenbevölkerung im südlichen Kurdistan, wie die Kurden-Autonomisten den Nordirak nennen, gibt der autonomen Region, von westlichen Alliierten vor Saddam Hussein geschützt, täglich mehr politisches Gewicht. Doch der kurdische Teilstaat bleibt ein Trugbild. Zur wirtschaftlichen Isolation kommt ein immerwährender Streit zwischen den beiden politischen Führern Jalal Talabani und Masud Barzani. Streitobjekt der beiden Koalitionspartner im nordirakischen Parlament ist die Beziehung zu Bagdad. Talabani Patriotische Union (PUK) befürwortet eine hausgemachte Autonomie. Barzanis Demokraten (KDP) setzen auf eine

Föderation mit dem «Mutterstaat» Irak. Anfang Mai begannen in Irakisch-Kurdistan nach einem Disput um ein unbedeutendes Stück Land einmal mehr blutige Flügelkämpfe. Ein Waffenstillstandsabkommen Mitte Mai blieb erfolglos. Zu Beginn der Woche sollen sich laut in Istanbul vorliegenden Berichten Stammesälteste der beiden Rivalen bei einem Treffen in der türkischen Grenzstadt Silopi auf eine neuerliche Waffenruhe geeinigt haben. Ob sie zum Tragen kommt und den drei Millionen Bewohnern der östlichen Nordregion des Euphrat (vorübergehend) Ruhe beschert, dürften wohl erst die Ergebnisse einer persönlichen Aussprache zwischen dem ehrgeizigen Talabani und seinem gemässigten Gegenpart Barzani zeigen. Sie bestimmen massgeblich über Frieden oder Krieg im Kurdengebiet des Nordirak.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0229 4 I 0172 TUR /AFP-LJ37

Turquie-Kurdes

26 rebelles kurdes et cinq militaires tués dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 2 juin (AFP) - 26 rebelles kurdes de Turquie et cinq membres des forces de sécurité turques ont été tués jeudi lors de combats dans le sud-est anatolien, portant à 82 le nombre de maquisards kurdes et à 11 les membres des forces de l'ordre tués depuis mardi, a-t-on appris officiellement à Ankara.

Ces combats se sont déroulés lors d'opérations militaires habituelles contre les militants armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion contre Ankara.

Ils ont eu lieu dans les régions de Hakkari, à la frontière avec l'Iran et l'Irak, de Siirt, de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est à majorité kurde, et de Sirnak, à la frontière avec la Syrie et l'Irak, indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir.

Le communiqué indique par ailleurs que les corps de six autres rebelles du PKK, tués dans de précédents combats, ont été retrouvés dans la région de Kulp (Diyarbakir).

CE/HC/mo/jmc

AFP /JO0245/021305

JUN 94

AMNESTY INTERNATIONAL
4, rue de la Pierre Levée
75011 Paris

NEWS 11/116/94
MDE 14/WU 01/94
1er juin 1994

SF 94.M.159

EXTERNE
Informations hebdomadaires

IRAK
**Amnesty International appelle les dirigeants kurdes à mettre
un terme aux exactions**

Amnesty International appelle aujourd'hui (mercredi 1^{er} juin) les dirigeants de partis politiques kurdes de la région à mettre un terme aux homicides délibérés et aux mutilations de prisonniers ainsi qu'aux enlèvements, aux homicides et aux tortures infligées aux civils en raison de leur affiliation politique.

L'Organisation déclare : « Il est scandaleux que les Kurdes qui ont pendant si longtemps été victimes de violations flagrantes de leurs droits perpétrées par les forces gouvernementales irakiennes, aient à nouveau à subir de telles exactions infligées par leurs propres dirigeants politiques ».

Depuis le 1^{er} mai, date à laquelle des combats ont éclaté à cause d'un litige foncier à Qala Diza (province de Sulaymaniyah), Amnesty International a reçu des dizaines de plaintes à propos d'exactions imputables essentiellement à des membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Bien qu'il soit actuellement difficile de vérifier de manière indépendante bon nombre de ces informations, l'Organisation affirme que des faits de même nature se sont déjà produits dans la région depuis que celle-ci est passée sous contrôle kurde il y a près de trois ans.

Amnesty International poursuit : « Les exactions signalées sont similaires à celles perpétrées en décembre 1993 lorsque des combats acharnés avaient opposé les forces de l'UPK et celles du Mouvement islamique du Kurdistan irakien (MIKI) ».

Le mois dernier, plusieurs centaines de combattants et de cadres des partis impliqués dans le conflit ont été capturés par les deux camps. Un très grand nombre d'entre eux ont été libérés à la faveur d'échanges de prisonniers mais le PDK et l'UPK auraient délibérément tué des personnes qu'ils détenaient. L'Organisation a reçu une liste de noms et des informations à propos de 51 membres du PDK qui auraient été exécutés par l'UPK après leur arrestation survenue entre le 2 et le 23 mai à Qala Diza, Rania, Kifri, Halabja, Koi Sanjaq, Sulaymaniyah, Derbendikhan et Chwarquma.

Amnesty International a également recueilli les noms de 49 membres de l'UPK qui auraient été exécutés par le PDK après leur arrestation entre le 4 et le 28 mai à Khormal, Salahuddin, Aqra, Haj Omran et dans la région de Bardarash. Certains des homicides signalés à Khormal auraient été perpétrés par des membres du MIKI agissant de concert avec les forces du PDK.

Le PDK et l'UPK ont nié avoir tué des prisonniers en affirmant que ceux-ci avaient trouvé la mort dans les combats. Certaines des victimes auraient été torturées avant d'être exécutées ou bien leurs corps auraient été mutilés. Amnesty International enquête sur les circonstances de l'arrestation des victimes ainsi que sur les homicides et les tortures qui leur auraient été infligées en raison de leur affiliation politique.

Le litige qui dure depuis un mois a rapidement dégénéré en affrontements militaires de grande ampleur entre les deux partis dans les provinces de Sulaymaniyah, de Kirkouk, d'Arbil et de Dahuk. Selon l'UPK, les forces du MIKI et du Hezbollah révolutionnaire kurde, un mouvement moins important, ainsi que des Gardiens de la révolution iraniens combattaient aux côtés du PDK. Ces assertions ont été réfutées par le PDK et par le MIKI.

Ces derniers jours, les combats au cours desquels l'artillerie lourde et des lance-roquettes sont utilisés, se sont étendus à la ville d'Arbil, centre administratif de la région considérée jusqu'à présent comme un « territoire neutre ».

L'administration kurde est paralysée par le conflit de même que l'Assemblée nationale du Kurdistan (Parlement) depuis l'occupation des locaux de celle-ci par les forces de l'UPK le 3 mai. D'autres bâtiments publics d'Arbil ont également été investis, entre autres l'hôpital Rizgari où des forces du PDK sont déployées. La médiation du Congrès national irakien a débouché sur la signature d'au moins deux accords entre le PDK et l'UPK mais ils n'ont pas été respectés. Les dirigeants kurdes n'ont pas tenu compte des manifestations de civils réclamant un arrêt des combats.

Après les élections législatives de mai 1992 et la désignation d'un conseil des ministres du Kurdistan, un certain nombre d'initiatives avaient été prises en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme. L'aggravation de la crise politique au Kurdistan irakien résultant en grande partie de désaccords entre le PDK et l'UPK à propos du partage du pouvoir, a entraîné une dégradation progressive de la situation des droits de l'homme. Les homicides à motivation politique imputables aux partis politiques kurdes et notamment au PDK, à l'UPK et au MIKI, sont devenus plus fréquents. La recrudescence a été particulièrement marquée en 1993 dans la région de Bahdinan où des membres du PDK ont tué des militants politiques appartenant à de petits groupes marxistes.

À l'issue d'une mission d'enquête au Kurdistan irakien en février 1994, Amnesty International a conclu que les forces du PDK et du MIKI avaient délibérément tué des prisonniers en décembre 1993. Des photographies et des éléments médicaux ont également démontré que les deux camps avaient torturé des prisonniers et mutilé certains de ceux qu'ils avaient tués. Les responsables des deux partis se rejettent mutuellement la responsabilité de ces agissements. À la connaissance de l'Organisation, aucun des partis n'a mené d'enquête sur les accusations formulées contre ses membres et les coupables n'ont pas été traduits en justice à ce jour.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0143 4 I 0290 CHY /AFP-KG46

Yémen-ONU-Irak

Yémen : Bagdad fustige la "traîtrise" saoudienne

NICOSIE, 2 juin (AFP) - La presse irakienne officielle a violemment attaqué jeudi les dirigeants saoudiens dont elle a fustigé "le rôle traître" dans l'adoption d'une résolution sur le Yémen par le Conseil de sécurité de l'ONU, selon l'agence irakienne officielle INA reçue à Nicosie.

Le Conseil de sécurité, saisi d'un projet d'inspiration saoudienne, a demandé mercredi un "cessez-le-feu immédiat" au Yémen, la reprise du dialogue entre nordistes et sudistes, l'arrêt immédiat de fourniture d'armes et l'envoi d'une mission d'enquête dans la région.

Pour al-Qadissiyah, organe du ministère irakien de la Défense, "l'attitude traîtresse" de la famille royale saoudienne fait suite à son "rôle suspect semant la perversion et la division". Ryad "s'évertue à combattre l'unité du Yémen, comme il le fait pour le maintien de l'embargo international contre l'Irak", poursuit le journal selon lequel le régime saoudien "est versé dans le complot visant à démembrer les Etats arabes en entités fragiles et rivales, selon les intérêts américains et sionistes".

Al-Saoura, organe du parti Baas au pouvoir, critique le rôle joué par l'ambassadeur saoudien à Washington qui a, selon lui, mené "une nouvelle conspiration contre l'unité du Yémen, en justifiant l'ingérence de l'ONU dans les affaires" de ce pays, favorisant ainsi "la bande sécessionniste" du sud.

Enfin, le quotidien kurde loyaliste al-Irak estime que Ryad qui est "hostile à tout projet unioniste", a ajouté "une nouvelle trahison des intérêts arabes à son registre, en attirant des troupes étrangères au Yémen, comme il l'a fait en Arabie" après l'invasion irakienne du Koweït en 1990.

ea/jhd/jmc

AFP /JO0245/021007

JUN 94

Thursday, June 2, 1994

turkish daily news

Congress warns Pentagon about Turkey's possible refusal on Provide Comfort

GAO voices doubts on Provide Comfort and Pentagon's expertise

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The General Accounting Office (GAO), a U.S. government agency, has raised serious questions on the nature and feasibility of Operation Provide Comfort in a review it submitted to the U.S. Congress.

GAO has pointed out the following problem areas regarding the operation:

1) The open-ended commitment and the high cost of the operations, which is being borne by the United States.

2) The changing nature of the humanitarian aid element of the operation — from "emergency relief" to a "development assistance program."

3) The Defense Department's lack of expertise in administering a humanitarian assistance program.

4) The use of U.S. funds to purchase fuel, which is then supplied to the Kurds in northern Iraq, from Iraqi refineries.

5) Uncertainties as to whether the Turkish government will continue to support the use of the Incirlik Air base to carry out to the operation.

Call for sharing costs

GAO's review was discussed this month at the House Armed Services Committee and incorporated into the National Defense Authorization Act (H.R. 4301) for Fiscal Year 1995. The Pentagon has so far spent a total of \$2.1 billion on the operation. In its report, the committee expressed the belief that "the secretary of defense should work with the secretary of state to acquire additional international pledges to the Defense Cooperation Account for use in supporting U.S. efforts in northern Iraq."

In the press briefing he held today in Washington with foreign journalists, Assistant Secretary of State Stephen Oxman (head of the bureau of European and Canadian Affairs) said that Operation Provide Comfort was "very important" for the United States. Sources predict that the operation will be one of the topics that Oxman and Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk will discuss during the latter's visit to Washington this week.

Tool of 'nation building'

The House Armed Services committee registered its discomfort with the fact that Operation Provide Comfort had become a tool of "nation building" in northern Iraq. "The committee directs the secretary of defense, in consultation with the secretary of state and the director of the Agency for International Development (AID)," the report stated, "to reassess the program in northern Iraq with a view to providing basic relief assistance without fostering 'nation building.'"

The committee further directs the secretary to change the department's procedures for purchasing fuel to ensure that the revenue from the sale does not go to the Iraqi government."

Incirlik and the need for a contingency plan

The House Armed Services Committee warned the government about the repercussions of Turkey's denial to extend the operation and asked for contingency plans to be developed. "The Incirlik Air Base is vital to the continuation of Operation Provide Comfort."

The United States and its coalition partners, however, have no contingency plans for continuing the operation if access is denied.

While it is in the best interests of Turkey, the United States and the coalition partners to continue Operation Provide Comfort from Incirlik, it is prudent to have a contingency plan in the event that the base is closed to U.S. forces.

Therefore, the committee directs the secretary of defense to begin developing such plans."

Iraqi affairs

United Nations plans to set up new export-import monitoring for Iraq

Reuters

UNITED NATIONS- U.N. disarmament officials said they were setting up a complicated export-import plan to make sure Iraq does not rebuild its war machine once trade sanctions are lifted.

Rolf Ekeus, director of the U.N. Special Commission in charge of dismantling Iraq's weapons of mass destruction, told reporters that the scheme would eventually require all U.N. members to list items bought or sold to Iraq that could be used to rebuild its military industry.

Because some of the tools, chemicals or other devices can be used for industrial purposes also,

Ekeus said his commission would want a list of anything sold to Iraq so inspectors could monitor them.

Although Iraq has been under sanctions since August 1990, Ekeus has been setting up long-term monitoring plans in the event sanctions are eventually lifted. Without the plans, the Security Council will not consider easing the embargo. The plan was the main topic of discussion last weekend between Ekeus and Iraqi officials who met in the Jordanian capital of Amman.

Ekeus told Reuters that the commission would also seek the ability to monitor goods at borders, such as the one between Iraq and

Jordan, or airports if there was a special reason to do so.

"But I don't expect that we will be systematically sitting at border or entry posts," he said.

Iraq's reaction was cool, diplomats said. Ekeus said Baghdad "had a number of concerns but understands what and why we are doing it." Under a 1991 Gulf War cease-fire resolution, exports from Iraq, such as oil, can be lifted once Ekeus is satisfied weapons have been destroyed and the long-term monitoring program is put in place.

The monitoring plan is the last major disarmament project before the Security Council can consider lifting oil sanctions against Iraq.

Ankara to continue efforts for summit between Talabani and Barzani in Turkey

Kurdish leaders welcome cease-fire agreement made in Silopi

TDN with Wire Dispatches

ANKARA- As Iraqi Kurdish leaders on Tuesday welcomed an agreement they say will end a bloody confrontation between rival Kurds in northern Iraq, Ankara declared that it was going to continue efforts for a new summit.

"A meeting between northern Iraqi Kurdish leaders Jalal Talabani and Massoud Barzani can be realized in Turkey if both sides agree," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said. He added that Ankara was in favor of such a summit and advised both sides to come together for the talks, although no date has yet been set for the meeting.

Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), described the agreement reached in Turkey on Monday as one "not only to put an end to fighting but to return things to normal."

Talabani said he was returning to northern Iraq within the next two days through Turkey and that he would meet with Barzani "to reinforce the agreement."

Talabani, who has been in Syria since the latest flare up, told Reuters he had been unable to go back earlier as his security was not guaranteed. "The situation now is different," he said. Ataman confirmed that efforts were continuing to enable Talabani to reach Irbil through Turkey. "We have agreed to his request in principle," he

said, and confirmed that the Kurdish leader would fly to Irbil in a Turkish helicopter when the date was set.

A spokesman for the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, said the agreement signed by PUK and KDP leaders in the Turkish border town of Silopi was holding. "We hope that all differences will be solved through dialogue," he added.

Previous truce agreements have failed to halt fighting which has claimed several hundred lives in parts of northern Iraq. A U.N. official in Baghdad said on Monday that fighting had spread to Irbil, the regional capital and seat of the Kurdish Parliament, for the first time since the clashes began on May 1. Northern Iraq has been under the protection of Western allies since the Gulf War and the PUK and KDP have shared control of the area since Iraq's defeat in 1991. Turkish-based planes of the U.S.-led coalition patrol northern Iraq to deter attacks by the Baghdad government.

Talabani's PUK accused neighboring Iran of fuelling the conflict by providing weapons and support to rival factions and urged the international

community to pressure it to stop. The PUK leader said the Kurdish regional government should remain in power but hinted that some ministers should be changed and portfolios given to Arabs.

"A serious reconsideration of the whole working program in the area should be conducted by the PUK, the KDP and the Iraqi National Congress to adopt a new policy that would reinforce stability and democracy." Talabani said there was no need to push for new elections as polls would be held in July, 1995.

He praised Syria and Turkey and said they "were good mediators who wanted to put an end to fighting" but he accused Iran of "interfering to support the revolutionary Hizbollah party and the Islamic movement in Iraqi Kurdistan."

A PUK statement later said that Iran also helped the KDP. "Iran provided backup troops and artillery observers, artillery shellings, rocket launchers, light weapons, ammunition, military experts and food supplies," it added.

It urged the international community "to put pressure on the Islamic Republic of Iran to stop interfering in the domestic affairs of Iraqi Kurdistan."

He said he understood Turkish sensitivities toward Kurdish relations with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

"It is natural that our Turkish friends are sensitive about any relationship between the PKK and any Iraqi movement," he said. "We understand this but since the PKK is not interfering in the internal affairs there should be no Turkish fear." "We told the Kurdish leaders in Silopi that the instability in the region will only benefit the PKK," Ataman said at his weekly press conference. "We want a stop to the fratricidal bloodshed in the region. We are not siding with any of the parties, but are urging an end to the fighting which seems to benefit the PKK."

He added that Turkey's role was not in "mediation" but in advising each side to end the bloodshed and in facilitating the dialogue between the two groups.

Ataman also denied any knowledge of Iran sending troops to Halabja. "We have no information to confirm that. Our contacts in the region do not confirm this," he said.

In a related development, some 4,000 people have been reportedly killed in a month of clashes between Kurdish factions in northern Iraq, Iran's official Islamic Republic News Agency (IRNA) said Tuesday.

IRNA quoted the leader of the Kurdistan Hezbollah group, a Tehran-backed Muslim fundamentalist faction, as saying that the rival PUK was committing atrocities in northern Iraq. Adham Barzani said "a mass grave of at least 200 women and children" had been discovered 22 miles (35 kilometers) southeast of Irbil, the capital of the enclave that has been seen as the nucleus of an independent Kurdish state.

The claims could not be independently confirmed.

PUK spokesman Barham Saleh denied the reputed death toll as "wildly exaggerated" and said the massacre report was a "complete fabrication."

(Reuters, Anatolia)

56 PKK militants killed

Turkish Daily News

ANKARA- A total of 56 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have been killed during operations carried out by security forces in the southeast provinces of Hakkari, Siirt and Sirnak, an announcement from the office of the emergency rule governor said on Wednesday.

It reported that six security troops had been killed in the clashes. Of the militants, 38 were said to have been killed in the locality of Alanduzu in Hakkari, 12 in the town of Baykan in Siirt and 16 in the border region of Ovaköy in the town of Silopi in Sirnak. It said arms, rocket launchers and hand grenades had also been seized by the security forces during the operations.

Meanwhile, Emergency Rule Governor Ünal Erkan said 1,168 terrorists had been killed within the past two months and that 172 of them had turned themselves in to the security forces.

He also added that security forces had uncovered covert information concerning the separatist PKK and fundamentalist Hezbollah organizations.

Erkan claimed that the PKK had caused the recent migration of Turkish citizens to northern Iraq so as to place Turkey in a difficult position vis-a-vis the foreign community.

Noting that most of those who migrated had relatives in northern Iraq, Erkan said that the PKK had led 8,000 citizens over the border and provided each family with \$1,500 as an incentive. He said that the PKK hoped to achieve three goals with these migrations: spreading anti-Turkish propaganda abroad; securing political authority in northern Iraq and hindering the security forces' cross-border operations.

Also in the Southeast, security forces discovered the bodies of 20 of the 25 PKK militants who had been killed in a clash with security forces on Tuesday after having blocked the Erzurum-Erzincan highway and raided villages nearby.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0272 4 I 0192 TUR /AFP-SA17

Turquie-Kurdes

32 personnes, dont 25 rebelles kurdes, tuées dans le sud-est

ANKARA, 3 juin (AFP) - 32 personnes, dont 25 maquisards kurdes, ont été tuées au cours des dernières 24 heures dans des opérations et combats dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a-t-on appris vendredi à Ankara.

21 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et 3 soldats turcs ont été tués lors de combats ou opérations militaires dans les régions de Hakkari et de Sirnak, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, et de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien, indique vendredi un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir.

Par ailleurs, 4 maquisards kurdes et 4 civils ont été tués lors d'une attaque rebelle nocturne contre le village de Gurece, dans la région de Bitlis, a rapporté l'agence turque Anatolie.

Un groupe de militants armés du PKK a attaqué le village jeudi soir tuant quatre des villageois et blessant huit autres. Quatre rebelles ont été tués lorsque des habitants du village ont riposté, selon la même source.

Les forces de l'ordre turques ont lancé une opération dans la région.

ce/hc/mfm

AFP /J00245/031340

JUN 94

FRANCE - TURQUIE

NE SOYONS PLUS COMPLICES

Pour avoir plaidé pacifiquement en faveur de la démocratie et du respect des droits du peuple kurde en Turquie, notamment lors de deux auditions publiques devant le Parlement européen en octobre et décembre 1992, Mehdi Zana, dirigeant du mouvement démocratique kurde, a été condamné à 4 ans de prison par les tribunaux d'exception de Turquie. Cette condamnation fait suite à l'emprisonnement de six députés kurdes, dont l'épouse de Mehdi Zana, Leyla.

Je me sens responsable de ce qui arrive à Mehdi Zana car je l'ai personnellement encouragé à s'exprimer en toute liberté devant mes collègues parlementaires européens. Cette affaire est une atteinte grave à notre démocratie européenne puisqu'elle met en cause la liberté d'expression au sein même d'une Assemblée européenne à laquelle la Turquie entend accéder. A ce titre je me suis adressé à M. Alain Juppé, ministre des Affaires Etrangères, dans une lettre datée du 19 mai, pour lui demander d'exprimer, au nom du gouvernement français, sa totale condamnation du gouvernement turc. Ma démarche est restée sans réponse à ce jour.

Faut-il s'en étonner ? Lors d'un récent voyage officiel à Ankara, M. Juppé a déclaré que la France et la Turquie avaient la même conception de la démocratie...

Je n'accepte pas la complicité qui lie les autorités françaises au régime turc. Ce régime qui ne reconnaît toujours pas le génocide d'un million et demi d'Arméniens en 1915-1916 et impose un blocus total, depuis cinq ans, à la petite Arménie. Ce régime qui occupe Chypre depuis vingt ans.

Pour briser le tabou des relations franco-turques et obtenir la libération des prisonniers d'opinion en Turquie, les personnalités dont le nom suit et moi-même appelons tous les démocrates de France à joindre nos efforts pour mettre fin à une complicité qui nous déshonore.

Max SIMEONI

Soutiennent cette démarche: Guy BEDOS, BEN, Jacques BURKO, RP Jean CARDONNEL, Yann CHOUQU, Per DENEZ, Henri KORN, Jacques HIGELIN, Christian LABORDE, Richard MARIENSTRAS, Jean-Pierre MIGNARD, Danielle MITTERRAND, Gilles PERRAULT, RENAUD, Ségolène ROYAL, Alfred SPIRA.

«France-Turquie : Ne soyons plus complices». Tél.: (1) 42 24 42 11 - Fax: 42 24 17 32

Le Monde

• Vendredi 3 juin 1994 •

LE SOIR DE BRUXELLES - 3 juin 1994

TURQUIE

Responsable du DEP assassiné

Deux personnes, dont le président local du Parti pro-kurde de la démocratie (DEP), Muhsin Melik, ont été tués jeudi dans un attentat à Sanliurfa, ville du sud-est de la Turquie proche de la frontière avec la Syrie, selon l'agence turque Anatolie. Le DEP est poursuivi par la Cour constitutionnelle pour séparatisme, accusé par l'armée et les milieux conservateurs d'être le porte-parole au parlement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée depuis 1984 contre Ankara dans le Sud-Est anatolien. (AFP.)

État d'urgence prolongé

Le gouvernement turc a décidé hier de demander au parlement la prolongation pour quatre mois supplémentaires, à partir du 19 juillet, de l'état d'urgence dans les dix provinces du Sud-Est anatolien à majorité kurde. Cette mesure d'exception avait été mise en vigueur en juillet 1987 dans treize provinces de la région pour lutter contre la rébellion armée du PKK. Le porte-parole du gouvernement turc a justifié cette demande par la détermination du gouvernement à casser les reins du PKK en 1994. Selon le gouvernement, 1.734 rebelles kurdes ont été tués depuis le début de l'année. (AFP.)

L'Humanité - 3 juin 1994

KURDISTAN TURC.

Ankara a annoncé hier que ses troupes avaient perdu 5 hommes et tué

26 combattants du PKK lors d'affrontements qui se sont déroulés notamment autour de Diyarbakir. Des escadrons de la mort turcs ont assassiné, hier matin, le président du Parti de la démocratie, dans le sud-est du Kurdistan.

Les Echos - 3 juin 1994

TURQUIE : Kurdes

Vingt-six rebelles kurdes de Turquie et 5 membres des Forces de sécurité turques ont été tués, hier, lors de combats dans le Sud-Est anatolien, portant à 82 le nombre de maquisards kurdes et à 11 les membres des forces de l'ordre tués depuis mardi, selon Ankara.

Friday, June 3, 1994

turkish daily news

Washington conference discusses Turkey's role in Mideast

Panelists single out water and Kurdish issues as the two top risk areas for Turkey

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- American, Turkish, Israeli, Egyptian, Iranian and Kurdish scholars and journalists focused on Turkey's role in the Middle East at a two-day conference that started today. The conference, "A Reluctant Neighbor: Analyzing Turkey's Role in the Middle East," attended by an audience of over 350 registered guests, is organized by the United States Institute of Peace. TDN editor İsmet İmset was among the panelists that discussed the Kurdish issue.

If there was a single overall result that most of the speakers and commentators agreed on, it was the fact that none of the competing and contending nation states in the Middle East, Turkey included, had anything to gain from a change of the borders of its neighbors. A second and related consensus evolved around the thesis that Turkey and its neighbors had more reasons and issues to cooperate for in the future than to fight for. Despite the serious risks such explosive issues as water and the Kurdish problem posed for all the countries involved, the panelists agreed that forces of regional cooperation had a good chance of winning out in the end.

In the first panel, "The History and Geopolitics of the Region," Selim Deringil of Boğaziçi University and Henri Barkey of Lehigh University portrayed the general historical framework within which Turkey's role has changed in the region. Paul Wolfowitz, dean of the Paul H. Nitze School of Advanced International Studies of Johns Hopkins University (and a former undersecretary of defence), in his opening remarks listed the new arguments for increased strategic importance of Turkey as follows: 1) The volatile Balkans 2) New conflicts along the Black Sea and Ukraine. "Some say Crimea is the location of the next world war. I hope that's not a good prediction," he added. 3) Its role as bridge to Central Asia. 4) New strategic relations developed in the Middle East. Wolfowitz pointed out that Turkey had changed quite a bit from the days of the inner-oriented policies of Atatürk, who "refused to take Salonika back, although he could have, because he said it was not a Turkish city."

The moderator Alvin Rubenstein of the University of Pennsylvania highlighted Americans' ignorance of Turkey despite its growing importance in the region. "Due to the American national Alzheimer's, interest in Turkey declined," he lamented. He emphasized that, surrounded by seven neighbors none of whom was friendly to Turkey, security remained a real and top agenda item for Turkey. Selim Deringil pointed out that history and the legacy of the Ottoman Empire was still alive for Turks and continued to shape the nature of many arguments on Turkey's emerging role in the Middle East. He recalled President Demirel's recent comment that "history is tugging at our sleeves" as an apt characterization. Referring to Eric Hobsbawm's concept of the "twilight zone of historical consciousness" that shaped the era that came after it, Deringil defined the period between 1880 and the 1900s as the "twilight zone" of the present day Middle East. He went on to comment that the Palestinian as well as the Kurdish issues were still conditioned in some ways by Abdülhamid II's policies. The parallels he drew between Abdülhamid's Hamidiye regiments and the present day village guards in the Southeast drew energized questions from the audience. The shadow of the Ottoman regime continues today through the Welfare Party's referral to an "Ottoman style" municipal system as well as Cengiz Çandar's referrals to the Ottoman times in his comments on the possible deployment of Turkish troops to Bosnia. Even Jhirinovski and government

spokesman Yıldırım Aktuna use Ottoman imagery to analyze situations. Aktuna explained the malaise of the Turkish civil society by claiming that the Kemalist regime dismantled the Empire so fast that "the people did not have the proper time to mourn the passing of the Empire. Thus certain circles in Turkey are still nostalgic for the Ottoman Empire." Henri Barkey reviewed Turkey's new regional role in relation to four dynamics: 1) The Kurdish rebellion, 2) Water problems with Iraq and Syria, 3) The new geopolitical balance that emerged after the Israeli-Arab peace agreement, and 4) Some Gulf War countries' belief in Turkey as a new force of stability in the region to balance Iran and Iraq.

Barkey saw the Kurdish and water issues as the major sources of risk for Turkey in the region. After the signing of the Sept. 13, 1993 peace accord between Israel and the Palestinians, Syria might withdraw its 11 divisions from the Israeli border and redeploy them in the north, giving Damascus a stronger leverage vis-a-vis Turkey on the water issue. Barkey said that although from an economic point of view, Turkey's main commitment is to Europe, the Kurdish and water issues will continue to pull Turkey back into the Middle East and occupy its resources in the foreseeable future.

Commentator Heath Lowry of Princeton University said that "Turkey has lost the ability to see itself with the eyes of her neighbors." He said miscommunication, as well as lack of communication, was the source of common misconceptions between Turks and Arabs. "For example," he said, "although they have shared a common history of 400 years, Arabs focus on the Young Turk period and their linguistic Turkification project that lasted only five years. On the basis of that short period Arabs claim that Turks tried to destroy their language. Turks, in turn, believe that Arabs stabbed them in the back during World War I when they needed the Arabs most against colonial powers." Another commentator, Ahmed Abdel Halim of the National Center for Middle East Studies of Cairo, Egypt, emphasized that Egypt was willing to cooperate with Turkey for increased stability in the region. Halim, in contrast to Barkey, proposed that a new alliance for regional peace in the Middle East should include, not only such major players as Turkey, Israel, and Egypt, but Iran, Iraq, Saudi Arabia, and Syria as well for lasting peace and stability. He added that Turkey can play an important role in arms control issues and help establish a nuclear-free zone in the Middle East.

In the afternoon session on the Kurdish issue, TDN's İsmet İmset said that although Turkish authorities did not accept the existence of a "Kurdish problem," Kurds in Turkey have now started to say that they are living a "Turkish problem" in Turkey. Giving a nutshell history of the PKK, İmset said that the reason the PKK grew from 3,000 fighters in 1990 to a force of 10,000 men in 1992 was the decision of Turkey to solve the problem through force. Referring to an imagery used by President Demirel, he said: "The boot is now stepping on the serpent. But how long will it be able to press it down? It is costing Turkey \$7 billion a year."

After citing the number of politicians and writers who went to jail for voicing pro-Kurdish opinions, İmset said, "The main reason for the fighting and bloodshed is not the PKK but Ankara's indexing of everything to the PKK," which he characterized as a ruthless terror organization like Sendero Luminoso of Peru. "The hard-liners in Turkey use the PKK as an excuse to legitimize the blocking of all moves that lead to further democratization," he said.

PUK leader Talabani travels to Northern Iraq over Turkey

Patriotic Union of Kurdistan leader provided with Turkish helicopter to travel to Irbil

TDN with Wire Dispatches

ANKARA- Jalal Talabani, the leader of one of the main Iraqi Kurdish groups, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), who has been in Syria since rival Kurdish groups engaged in fighting in his homeland at the beginning of May, arrived in northern Iraq on Thursday.

Talabani entered Nusaybin, a Turkish town on the Syrian border, from Syria and a Turkish helicopter flew him into Irbil in northern Iraq.

He was scheduled to meet with Massoud Barzani, the leader of the rival group, the Kurdish Democratic Party (KDP), later in the day. Shazad Saib, the PUK representative in Ankara was quoted by the Associated Press as saying. Turkey arranged for Talabani's return to his homeland after the PUK requested help. He has been away from northern Iraq since April 10. Fighting broke out between the PUK and forces of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in early May.

Turkey is concerned over the political uncertainty in northern Iraq.

The Turkish government says it is only to the benefit of Turkey's Kurdish guerrillas, which hold bases in northern Iraq, as part of their fight for autonomy in southeastern Turkey. Iraqi Kurds have had a de facto state

in northern Iraq since the end of the Gulf War.

Saib said Talabani accepted a Turkish offer to hold a joint meeting with Barzani and Turkish authorities in Ankara next week. The KDP's response was not immediately known. A similar meeting, without Talabani and Barzani, took place in another Turkish border town, Silopi, on Monday.

The Turkish authorities have been pushing the PUK and the KDP to reach a lasting political solution. A cease-fire has been holding in the area in northern Iraq since Monday, Saib said. "I hope there will be no more skirmishes with the return of Mr. Talabani," he said.

Meanwhile officials have reported that the fighting between Kurdish groups eased on Wednesday as a cease-fire took hold after Monday's meeting in Silopi.

"It's quiet everywhere today," PUK spokesman Barham Saleh was quoted by the Associated Press as saying on Wednesday. A spokesman for the rival KDP, Ahmed Aziz, for his part was quoted as saying: "disengagement of forces is also taking place."

Both Washington-based officials were contacted by telephone. Heavy fighting had threatened to destroy the quasi-independent Kurdish enclave where the Iraqi National

Council, a coalition of movements seeking to topple Saddam Hussein, is headquartered.

The PUK and representatives of western aid organizations in the region reported that Iranian Revolutionary Guards, along with two Tehran-backed Islamic Kurdish groups, fought on the side of the KDP, led by Massoud Barzani.

The KDP denied any Iranian involvement. The enclave was set up by the U.S.-led allies after the 1991 Gulf War to protect the Kurds from Baghdad's wrath following an ill-fated uprising. It is protected by U.S., British and French warplanes based in Turkey.

There have been no accurate casualty reports since the fighting started May 1 over a land dispute. Saleh and other Kurdish officials last week estimated there were between 100 and 250 dead. But Iran's official Islamic Republic News Agency said Tuesday that some 4,000 people had been killed and hundreds more wounded. The PUK and the KDP, which can each muster about 10,000 hard-core guerrillas, are traditional rivals who have clashed repeatedly in the past. They buried their differences and agreed to share power after emerging roughly equal in parliamentary elections held in the enclave last year.

Interpol accepts PKK as illegal terrorist organization

Turkish Daily News

ANTALYA- The two-day meeting of an Interpol working group on "terrorism in Europe and drugs" ended in Antalya on Thursday. At a press conference, Turkish Police Director Mehmet Agar said that the 19 participating member countries had reached a consensus on the "PKK being an international terrorist organization involved in the killings of innocent people, raising money illegally for the organization, blackmailing and illegal drug trafficking."

Agar also referred to Turkey's experience in the field of terrorism, since the latter has been on the country's agenda since the 1970s. "The Turkish Police Department has established an effective team to deal with these groups and is technically very experienced," he said.

The working group agreed to establish new bureaus in 10 European countries to deal more effectively with the terrorist organization. Furthermore, it was decided to set up a new working group to stop terrorist activities by the PKK in touristic regions.

Representatives from: Germany, Belgium, Austria, Bosnia, Italy, Denmark, France, Holland, England, Azerbaijan, Switzerland, Spain, Sweden, Macedonia, Norway, Portugal, Slovenia, Ukraine and 63 different delegations from Turkey along with representatives from the Foreign Ministry and the anti-terrorism squad agreed on harsher measures to tackle international drug trafficking.

Former DEP provincial chairman slain in Urfa

Turkish Daily News

ANKARA- Muhsin Çelik, former Urfa provincial chairman of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and one of the founding members of the People's Democracy Party (HADEP), and his driver died after an armed attack in Urfa on Thursday.

DEP Deputy Chairman Kemal Bilget claimed that before Melik was operated on in hospital, he told his brothers that he had been shot by plainclothes policemen. Bilget said that the killing of Melik was another example of the unsolved murders in the region. Tight security measures were taken in the city following the incident. Urfa Governor Ziaeddin Bulut said bullets which were fired from two pistols were found at scene of the crime. He added that since the gunmen were masked, they could not be identified. Before Sept. 12, 1980, Melik served as provincial chairman for the Republican People's Party (CHP). After 1980, he served as provincial chairman for the Social Democrat People's Party (SHP), the People's Labor Party (HEP) and the DEP.

Meanwhile, Mehmet Nuri Demiralp, one of the teachers at Diyarbakır's Atatürk High School, was seriously wounded in an armed attack carried out by unidentified people.

Does the state have the right to control a woman's virginity? turkish daily

NEWS

June 4, 1994

Human Rights Watch urges US to cease all training of Turkish police until forced virginity tests are abolished

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish diplomats boast that it was through their efforts that the action program of the International Conference of Population and Development urged governments to prohibit involuntary virginity controls. However, the findings of a U.S.-based human rights group indicate that Turkey was not "urged strongly enough."

Human Rights Watch (HRW) has recently published a report on virginity controls in Turkey which it calls "a matter of power." The report claims that the social and legal framework in Turkey makes a woman's honor — and consequently her virginity — a social matter rather than her own personal matter.

The report focuses on the role of the Turkish government in committing or tolerating forcible virginity control examinations. It attempts to document the direct imposition of such examinations by police on women in their custody and by government employees on women in state institutions. "At the root of the pervasive imposition of virginity control exams in Turkey, whether at the hands of the state or private individuals, is the assumption that female virginity is a legitimate interest of the family, the community and ultimately, the state. As a result, forcible exams to verify female virginity are not only deemed justifiable, but also are seen as legitimately overriding the individual rights of women to bodily integrity, privacy and equality before the law," the report says.

It concludes that the state's "use of force" in conducting such examinations is unjustified, that the emphasis on virginity is itself inherently discriminatory and that, in any case, virginity is irrelevant as evidence of sexual abuse. The report calls on the Turkish government to carry out the necessary legal reform which will amend articles of the criminal code referring to virginity. The reference there is to the classification that refers to rape — or sexual abuse or abduction of a woman — as a felony against public decency and family order, rather than as a felony against the individual. It calls on the Turkish legislator to examine the content and application of criminal, prostitution and police duty laws and institute reforms to ensure that women are protected against both arbitrary violations of their physical integrity and discriminatory treatment.

The report recommends that the Turkish government denounce the forced imposition of virginity examinations under any circumstances as a grave and intolerable human rights abuse and as a violation of domestic and international law. The government should direct all-state employed doctors not to perform examinations on adult women or minor girls for the purpose of determining their virginity, it says.

Recalling that Turkey is one of the largest recipients of American aid, the human rights group recommends to the

U.S. government "to cease training programs for the Turkish police as long as evidence establishes the involvement of Turkish police in torture and cruel and inhuman treatment, including virginity control exams."

"The Clinton administration is supportive of Turkey's first female Prime Minister Tansu Çiller but should examine her stated support for women's human rights for evidence of steps to abolish forced virginity control exams," it says.

Under what conditions are virginity tests conducted?

The report cites the conditions under which virginity tests are conducted. Virginity tests are held if a woman files a criminal complaint alleging a sexual crime. But the instruction for this should come from a court or a prosecutor, rather than from the police.

Secondly, women detainees are forced to undergo virginity tests, sometimes twice. The police admit that they do this. The report has quoted Mete Altan, the head of the security department in Adana, as defending the practice of testing female political detainees, saying that the police were just "protecting themselves" against possible future accusations of police abuse during interrogation.

The HRW report points out that the recently adopted legal reform, known as CMUK, requires physical examinations of detainees prior to and following interrogation so that doctors may examine detainees and report signs of torture. The police are quick to note that women checked for their virginity will be protected against sexual assault in the same way they are protected against other forms of torture or cruel treatment by a general physical examination.

The report says this reasoning is unacceptable. Not only do the police act from the wrong assumption that "no abuse can be proved if the woman is not a virgin," but they overstep their authority by instructing doctors to perform such an examination. Thirdly, virginity tests are initiated by family or "guardians." This issue caught the attention of the public when two female high school students killed themselves after school authorities ordered them to undergo virginity control examinations.

There are still other virginity examinations where the role of the state is greater. According to unconfirmed press reports, women who applied for a job with the State Cartography Department, a division of Defense Ministry, were required to undergo a virginity examination.

Although Türkan Akyol, the state minister responsible for women's affairs, denounced virginity control and promised punishment of officials responsible for such abuse, the only

action taken was the temporary suspension of a school director. He was returned to his post after three months.

The tragedy lies in the fact that many officials believe that there is an argument for the vaginal controls, says the report. Mehmet Kahraman, the minister for human rights, first denied the incidents to the HRW team, but later argued that "in certain cases, virginity exams might serve a protective function and thus would be legitimate."

"The government's denial of reports of non-consensual virginity control is inconsistent with the testimonies of the abused," the report says.

The HRW mission's interviews with doctors are more grave. Many doctors, both state and private, do not know that they can themselves refuse to perform virginity examinations or that they must obtain a woman's consent before performing such a test. "I practiced as a doctor for many years without knowing that women have a right to say no to virginity control. Some doctors tell women that they have a right to say no, and some do not," an unnamed doctor told HRW.

But would a woman say no to the examination? A 15-year-old girl may think refusing the test is an admission that she is not a virgin. A political detainee may also consent, to be able to use the result as evidence should police abuse occur. But, the important thing is, the choice is often not given.

The dilemma

Talking to Turkish authorities about the report, one can easily see their dilemma. After all, Turkish diplomats have worked fervently on putting in a clause condemning "involuntary virginity tests" in an action program of the International Conference on Population and Development.

"What can I say? I am shocked and sad to see that the report blames Turkey for "involuntary virginity tests" whereas our team campaigned energetically for a clause that says 'governments are urged to prohibit involuntary virginity control,'" says a Turkish female diplomat. In the report, the Turkish delegation lobbied to include "involuntary virginity controls" along with other inhuman practices, such as female genital mutilation and the abhorrent abortion of female fetuses following sex-determination tests.

Participants at the conference said the Turkish delegation, dominated by women, came up with the "very wise and progressive proposals" particularly for women.

But the frustration of female diplomats reflects the dilemma facing Turkish diplomatic circles: It is easier to bring suggestions on human rights to a conference of sophisticated diplomats abroad than to ask for respect of human and women's rights from police officials or others at home.

Kurdistan: les traditions entre Etat kemaliste et Ecole officielle et iden

Face aux pressions qu'ils subissent, notamment quant à l'affirmation de leur identité culturelle, les Kurdes ne réagissent pas tous de la même manière. Jacqueline Sammali examine ici les diverses réponses, au sein de la communauté familiale par exemple, adoptées par la population kurde face à ces pressions. M^{me} Sammali est éditrice responsable de «L'Appel du Kurdistan», le bulletin de l'Association Suisse-Kurdistan, qui se veut indépendant de tout groupement politique et religieux. (Réd)

L'identité menacée et dévalorisée provoque une souffrance immédiate et incite à des stratégies qui permettent de l'éviter ou de la diminuer. C'est ce qu'affirme Malewska-Peyre¹ qui avec d'autres chercheurs a étudié les conduites de groupes d'immigrés qui subissent une discrimination.

Les Kurdes, dont l'identité est dévalorisée jusqu'à la négation, adoptent des conduites du même type pour éviter ou atténuer la souffrance psychologique qui en résulte.

Certains refoulent les expériences douloureuses, ils suppriment inconsciemment l'objet de l'angoisse. Durant les années de scolarité, l'enfant kurde n'entend que des propos méprisants sur son identité et s'entend répéter qu'il doit être fier d'être turc. Tout cela peut amener à un refoulement profond de l'identité honteuse. Ma-

lewska-Peyre, dans ses recherches, a constaté que de jeunes Arabes disent, face à des expériences racistes: «J'en parle pas à la maison». De même, certains enfants kurdes éliminent l'expérience angoissante et les propos humiliants et eux non plus «n'en parlent pas à la maison». Le refoulement du souvenir des violences subies, verbales ou physiques, a probablement aidé beaucoup d'entre eux à se protéger de l'angoisse.

STRATÉGIE

Sans en arriver au refoulement, beaucoup ont intériorisé les attributs dévalorisants qu'on leur a imposés. Cette stratégie se met en place surtout à l'école: tout signe distinctif caractérisant l'identité kurde est dévalorisé. Les enfants kurdes en arrivent à avoir honte de leur mère vêtue à la mode kurde.

«Moi, vers l'âge de 11 ans environ, j'accompagnais ma mère et ma sœur au marché. Mais je détestais le faire: elles avaient leur habit kurde, comme toutes les femmes et j'avais peur que mes camarades me voient avec elles. (...)»

Des Kurdes, surtout dans la région mixte où Turcs et Kurdes se côtoient, dans les métropoles, dévalorisent leur langue, qu'ils considèrent comme «primitive» ainsi qu'on le leur a enseigné.

«Quand ils discutent entre eux, beaucoup de Kurdes pensent que c'est mieux de parler turc, ou bien ils le font automatiquement, tellement ils ont vécu l'interdit. Ils se sentent comme obligés. Parfois, quand un Kurde ne sait pas le turc, c'est un peu comme s'il était inférieur. C'est comme automatique, cela vient de la Turquie...»

L'Appel a déjà publié les propos du sociologue Besikçi qui a décrit ce long processus tendant à faire intérioriser aux Kurdes le fait qu'ils sont des gens sans droits, que le pouvoir turc peut traiter comme bon lui semble.

Cette conduite est proche de celle des peuples colonisés. Albert Memmi³ écrit, dans son «Portrait du colonisé» (1957): «Confronté en constance avec cette image de lui-même, proposée, imposée dans les institutions, comme

dar tout contact humain, comment n'y réagirait-il? (...) souhaité, répandu par le colonisateur, ce portrait mythique et dégradant finit, dans une certaine mesure, par être accepté et vécu par le colonisé». (p. 108)

CULTURE DÉVALORISÉE

Mais c'est aussi tout le bagage culturel qui est dévalorisé. On n'a plus conscience de sa valeur. Un Kurde, Serdar, nous disait au sujet de ses sentiments durant ses études:

«Mon frère, c'est quelqu'un qui raconte des épopées, il chantait des chansons kurdes... une accumulation de culture familiale était là, les épopées kurdes... mais moi, je n'avais pas conscience que ce sont les épopées kurdes, comme je le pense aujourd'hui, que cela fait notre richesse...»

Parfois, la répression, le regard dévalorisant porté sur eux sont tels que certains Kurdes en viennent à cacher leur identité. C'est la stratégie du déni, autre action mise en place pour éviter la souffrance, pour fuir la répression: l'individu refuse l'identité qui le fait souffrir. Il sait bien, au fond de lui, qu'il est kurde, mais il le nie et s'affirme turc. Cette stratégie se rencontre surtout dans les régions mixtes du Kurdistan, dans les métropoles. Ce sont aussi ces parents qui se taisent sur leur origine pour éviter des souffrances à leurs enfants à l'école. Alors que j'étais en visite chez une famille kurde récemment arrivée en Suisse, au cours de la discussion une des filles a dit tout à coup:

«Moi, des fois je me dis: nous sommes kurdes, mais en fait, je ne sais pas ce que cela veut dire.»

Et sa mère d'expliquer:

«Quand les enfants vont à l'école, s'ils parlent en kurde à la maison, ils risquent d'avoir un accent. Alors on les méprise et ils ont honte. Nous ne leur avons rien dit sur la vie des Kurdes. C'était mieux qu'ils ne sachent rien, il fallait cacher qu'on est kurdes, parce que, sinon, on a tellement de problèmes. Mais on ne se demandait pas vraiment pourquoi ils nous traitaient de cette manière. C'était comme ça.»

LE COURRIER • SAMEDI 4/DIMANCHE 5 JUIN 1994

famille. tité culturelle

CONFUSION

Quand les milieux officiels turcs affirment que «tous ont les mêmes droits», et que des Kurdes occupent des postes importants dans l'administration, il s'agit de personnes qui ont opté pour le déni, qui n'affirment plus leur identité ou que les parents ont élevés dans cette ignorance. «La condition première pour réussir socialement en Turquie en tant que Kurde», nous a dit Besiki, «c'est de renier ses racines ethniques». En Europe, il arrive qu'on rencontre des Kurdes



avec lesquels a lieu un dialogue de ce type:

- es kurde?
- «Non, je suis turc».
- Mais on m'a dit que vous êtes kurdes, ta famille...
- «Oui, mes parents parlaient en kurde, mais pas nous. On est turcs. Et tu sais, kurde, turc, c'est la même chose».

On voit qu'il y a confusion entre parler kurde et être kurde.

ASSIMILATION

En lien avec les précédentes, la stratégie de l'assimilation est bien connue non seulement des peuples colonisés, mais des milieux immigrés: les personnes concernées tentent de ressembler le plus possible aux nationaux, aux Turcs pour ce qui nous concerne ici. On change la façon de se vêtir, on tente de parler le turc sans accent. On cherche à pénétrer «dans le groupe dominant», c'est à dire dans les milieux turcs. Mais il ne faut pas oublier que la Turquie a pour but l'assimilation systématique des Kurdes et le fait de renoncer aux signes extérieurs de l'identité kurde (le vêtement par exemple) n'est pas toujours signe d'assimilation. On ne peut guère parler de choix de la part des individus, dans la mesure où une répression est exercée systématiquement sur ceux qui refusent l'assimilation. Beaucoup de parents nous ont dit avoir enseigné le turc et même avoir caché à leurs enfants leur identité, pour leur éviter le mépris à l'école, comme la mère de la fillette citée ci-dessus.

IMAGE DE SOI POSITIVE

La frontière est floue entre ces différentes stratégies qui souvent se recourent. Elles correspondent à une dévalorisation de l'identité culturelle et ethnique, à une image de soi négative. Si elles sont une réalité, surtout dans la région du Kurdistan où Kurdes et Turcs se côtoient, et dans les métropoles de l'ouest, il serait faux de croire qu'il s'agit d'un comportement général chez les Kurdes. Beaucoup ont une réaction différente, qui correspond à une image de soi positive. De façon générale, les Kurdes valorisent leur identité culturelle. On en a maints exemples lorsqu'on séjourne dans des hameaux et villages du Kurdistan. Beaucoup de voyageurs ont relevé cette fierté naturelle des Kurdes qui ont préservé leur culture, constituée

des légendes, des contes et des proverbes, mais aussi de pratiques, telles la façon de se comporter avec l'étranger, le sens de l'honneur, le respect de la nature, la façon de se marier, de vivre et de mourir et bien d'autres choses encore.

RETOURNEMENT SÉMANTIQUE

Quand les attributs, les traits culturels dévalorisés par le groupe dominant deviennent objet de valorisation, on est face à une stratégie où les traits stigmatisés font l'objet d'un retournement sémantique qui transforme la négativité en positivité. C'est le vêtement, le patrimoine culturel, la langue qui sont valorisés à chaque occasion. C'est Berivan qui, à Cizre, nous disait:

«Partout dans le monde, on aimerait pouvoir parler en kurde (...) J'ai toujours envie de parler kurde, même si je vais en Europe, c'est notre héritage...»

Et au sujet de l'identité kurde, une autre ajoutait:

«Je suis fière d'être kurde, je n'ai pas honte d'être kurde. Je veux être kurde jusqu'à ma mort.»

Le pays des Kurdes, décrit à l'école comme arriéré, non civilisé, devient aussi objet de valorisation, comme le montrent ces propos d'un adolescent dans la région de Mardin:

«Ici, tu comprends, c'est à nous, c'est notre terre (...) Tu as vu hier soir, nous sommes bien entre nous (c'était une réunion avec des chants et des rires). C'est beau ici, la nature... on se sent libre. Rien n'est turc, ici, c'est notre pays. On ne leur demande rien.»

PRISE DE CONSCIENCE

Selon Taboada-Leonetti² ce processus de retournement des valeurs apparaît souvent comme le premier signe de prise de conscience du fait que la dévalorisation de l'identité individuelle - et collective - est la conséquence d'une situation sociale de discrimination et de domination. (p.69)

Elle débouche alors, nous dit cette auteur, sur l'action collective. Cette «action collective» s'est développée surtout ces dix dernières années au Kurdistan et s'est exprimée, d'une part à travers la revalorisation de l'identité, et d'autre part au travers du soutien à la lutte de libération. Ce phénomène, encore une fois, ne concerne

pas que les Kurdes; il est propre aux peuples colonisés.

«Le PKK, c'est ce qui est né de nous souffrances» disait un étudiant de la région de Hakkari, en 1987.

«Maintenant, on sait qu'on existe, on est autre chose que des humiliés», disent des Kurdes, lorsqu'on leur demande leur avis à ce sujet. Dans le contexte historique et social du Kurdistan, il apparaît donc clairement que la lutte armée représente autre chose que la violence gratuite et a un rôle évident de revalorisation collective. Il y a ce sentiment de compter enfin dans l'histoire de l'humanité.

PRÉSERVATION

Une stratégie très claire du peuple kurde a donc été d'affirmer, de différentes façons, son existence à travers la préservation de sa culture. La femme joue à ce titre un rôle essentiel et nous avons déjà développé ce thème ici. Depuis des temps très anciens, elle a toujours eu «son mot à dire» et souvent des femmes étaient cheffes de tribus.

De nombreux auteurs kurdes montrent que malgré les effets négatifs d'une scolarisation de type colonial, malgré les humiliations, la stratégie d'intériorisation d'une image de soi dévalorisée a fait place à un mouvement de revalorisation qui se manifeste aussi par l'attachement à la langue, à la culture, dont la pratique est revendiquée publiquement dans les villes kurdes. Les Kurdes puisent essentiellement leur force dans une identité issue de pratiques ancestrales: concrétisée dans un système de valeurs où la fierté, l'honneur, l'hospitalité, le respect des anciens, ont une place privilégiée. Et l'administration turque n'a pas pris sur ces valeurs transmises au sein des communautés familiales. C'est d'ailleurs aussi dans le but de détruire ce tissu social, en plus de l'extermination physique, que des populations entières sont actuellement déportées de force de leurs régions vers les métropoles.

JACQUELINE SAMMALI

Paru dans *l'Appel du Kurdistan* d'avril 1994.

¹ et ² H. Malewska-Peyre et I. Taboada-Leonetti, *Stratégies identitaires*, ouvrage collectif. Paris, PUF, 1990

³ Albert Memmi, *Portrait du Colonisé*, Paris, 1957, 1985.

Le titre et les intertitres sont de la rédaction.

US panelists portray a modest picture of Turkish options in Middle East

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- In a second day of presentations and discussions, panelists who gathered in Washington for "Turkey: A Reluctant Neighbor" seminar organized by the United States Institute of Peace portrayed a much more modest and limited picture of Turkey's options and capabilities in the Middle East.

In his seminal and well organized presentation, Philip Robins of the Royal Institute for International Affairs of London, specified five areas that hinder Turkey's ability to become more active in the Middle East:

1) The existence of different political cultures in Turkey and the Middle East. "In Turkey there are formal politics. You can, for example, learn what the official policy is on a certain issue. Whereas in the Middle East that's not always possible. Again, political life is subject to rules and traditions in Turkey but not necessarily so in the Arab countries."

2) Turkey has been marginalized in the region. Just a few years ago Turkey saw itself as direct agent to do business in a region extending from the Near East to Central Asia. From high hopes, Turkey drifted to marginalization. For example, she now has to go through other countries to reach the Turkic republics of Central Asia.

3) Bosnia emerged as a very important competitive agenda that pulled Turkey's attention away from the Middle East.

4) Policy contradictions limit deep involvement in the Middle East. "For example, Turkey helped to sustain the Kurdish safe havens in northern Iraq only to find that the same safe havens helped Kurdish insurgency get out of hand. Or again, Turkey favored closer ties with Saudi Arabia only to find that

Saudi Arabia was actually sending money to Islamic groups within Turkey."

5) Russian unpredictability was another factor limiting Turkey's initiatives in the Middle East. Caucasus and the Armenian-Azeri war over Nagorno-Karabakh emerged as a crucial issue. The introduction of Russian troops in Serbia and Bosnia also irked the Turks. And the straits issue was also revived due to Russian pressure to pass oil through the straits. According to Robins, despite such limiting factors, Turkey can not afford to

Robins: Turkey cannot turn its back on the Middle East even if it wanted to

Abramowitz: Trying to live with Saddam will complicate US-Turkey relations

ignore the Middle East for the following reasons:

1) She has to counter the ideological challenge of Iran and Saudi Arabia.

2) Kurdish insurgency, arising ultimately from domestic causes, inevitably pulls Turkey to the Middle East.

3) Turkey still has a vital economic link to Middle East through oil imports.

4) Rapid armament in the region represents

a serious security threat for Turkey. In an era when Iraq's Abbas missile can hit every single city within Turkey, Turkey can not turn its back on the Middle East anymore.

5) Lastly, even if Turkey wanted to do so, Middle Eastern countries themselves — e.g. Gulf states— will not let Turkey neglect the Middle East since it forms a credible alternative to such countries as Iran and Iraq.

Robins drew the following policy implications from the above factors:

1) There is a need to develop indigenous expertise on the region.

2) It is in Turkey's interest to develop relations with all the powers in the region but to insist on some sort of formal "regional alliance" with countries like Iran, Iraq and Syria might not yield any useful results. There are a lot of Turks who still think of Arabs as those "who stabbed the Turks in the back," and a lot of Arabs who believe that Turkey is the "agent of America" in the region. Age old mutual suspicions are hard to erase.

3) However, Turkey has an important role to play in multi-track peace process in terms of emerging as an authority on arms control, monitoring missile proliferation and regional economic development. Increasing economic interdependency between the Middle East countries will only benefit Turkey. Lastly, Robins outlines the domestic reasons why Turkey should pay more attention to the Middle East:

1) Turkey must get tough with those in the Middle East who are trying to meddle with Turkey's internal affairs, like Iran's and Saudi Arabia's financing of Islamic opposition groups in Turkey. Turkey can not afford them to allow them to continue to interfere in domestic issues.

2) The power vacuum in Northern Iraq must be eliminated.

3) Turkey has direct borders with Syria, Iran and Iraq and has major problems with each of them.

Ambassador Morton Abramowitz, presi-

dent of Carnegie Endowment for International Peace and a U.S. Ambassador to Turkey, commented on Robins' points and said that what is really important concerning Turkey's policy vis-a-vis Middle East is what's happening internally. "The internal developments in Turkey will always define and limit the

extent and type of Turkey's involvement in the Middle East," he said. According to Abramowitz, although the Middle East consists of many countries, Turkey's realistic involvement boils down to her relations with three countries: Iran, Iraq and Syria. "Turkey's focus will be on these three because such problems like the Kurdish issue, water, missiles, etc.,

are likely to exist for some time come," he said.

Touching on a sensitive issue, Abramowitz said that there does exist a divergence between the way Turkey sees Saddam and the way the United States sees the situation in Iraq. He stated that the enforcement of the sanctions was still a high priority with the United States "Trying to live with Saddam will complicate U.S.-Turkey relations," he concluded. Graham Fuller of the Rand corporation portrayed four hypothetical scenarios concerning Turkey's involvement in the Middle East:

1) Straight line projection, i.e. more of the same, and continuation of today's role as "bridge between West and East."

2) The nationalistic course with emphasis on Pan-Turkism. The rise of MHP and Alparslan Türkeş can be explained with this scenario. Turks might shift to such a Pan-Turkic mentality without necessarily any territorial expansion taking place.

3) The development of Islamic identity and reemergence of the Neo-Ottomanist spirit. Reformulation of secularism as an organic outgrowth of the indigenous Ottoman tradition, instead of being a direct import from the west.

4) A Greater Middle Eastern Democratic Federation that incorporates Egypt, Iran and Iraq into a new regional structure. Iran moves to the center and a moderate regional struc-

ture is developed in contrast to undemocratic Arabic social formations.

Memet Ali Birand of the Turkish daily Sabah was also available as a panelist to comment on the points raised above. Birand said that only Fuller's first scenario seemed realistic. He outlined the water issue and the Kurdish issues as the most crucial challenges awaiting Turkey in the Middle East today. In relation to the Kurdish issue, Birand said that this problem can not be solved by military policies alone. "Something must be done as soon as possible to win back the hearts in the southeast," he said. "Social, economic, educational and other measures must be adopted very rapidly". Answering a question on the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party), Birand also emphasized that the organization's bloody terror tactics makes it very hard for liberal Turkish journalists like himself to advocate a "political solution" and oppose military escalation. "The tremendous pressure of public opinion to crush the PKK makes it hard to adopt any political alternatives," he said. Birand also emphasized the central role of secularism in Turkey. "Turkey's role as the flagship of secularism is probably the most important role Turkey will play in the region," he said and concluded that the victory of Shariat in Turkey would be the end of the struggle for a new role for Turkey in the region.

LE FIGARO
4-5 JUIN 1994

TURQUIE
Zone militaire
au Kurdistan

□ Le gouvernement turc s'apprête à déclarer « zone militaire interdite » les monts Ararat et Tendürek, dans l'Est du pays, a annoncé hier le ministre de la Défense, Mehmet Golhan. Cette mesure, qui vise à arrêter l'infiltration des militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), sera effective à l'automne prochain.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0177 4 I 0243 TUR /AFP-DG55

Turquie-Kurdes

40 rebelles kurdes et 9 militaires turcs tués durant le week-end

ANKARA, 5 juin (AFP) - Quarante rebelles kurdes de Turquie et 9 militaires turcs ont été tués durant le week-end lors d'opérations militaires et de combats dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a annoncé dimanche la super-préfecture de Diyarbakir.

Ces opérations et combats se sont déroulés dans les provinces de Mardin, Batman, Siirt, Sirnak, Bitlis et Hakkari, situées dans le sud-est anatolien frontalier de la Syrie, l'Irak et l'Iran, indique un communiqué de cette super-préfecture.

Celle-ci est chargée de la coordination de la lutte militaire contre la rébellion déclenchée en août 1984 par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) contre le pouvoir central d'Ankara.

Ce bilan porte à au moins 81 -65 maquisards kurdes, 12 membres des forces de sécurité et 4 civils- le nombre de tués dans la région depuis vendredi.

Les opérations de l'armée contre les maquisards kurdes ont été renforcées, notamment depuis la mi-mars, pour "en finir avec le terrorisme du PKK" qui, selon les autorités, est entré dans un processus de "dissolution" sur le terrain.

Au total, 1.917 rebelles du PKK ont été abattus par l'armée depuis le début de l'année, selon une compilation de l'AFP effectuée à partir de bilan fournis par les autorités. La rébellion et les opérations de représailles de l'armée ont fait plus de 12.800 morts en dix ans.

CE/php/mfo

AFP /JO0245/051445

JUN 94

Ankara gets positive reaction from the United States on Iraq pipeline flushing

The Associated Press

WASHINGTON- The United States has given a positive response to Turkey's request that it be allowed to flush oil from an Iraqi pipeline and use the oil for its own purposes, a Turkish official said.

Ozdem Sanberk, undersecretary of the Turkish Foreign Ministry, said he would spend two more days next week trying to work out the project with the U. N. Security Council which is enforcing sanctions including an oil embargo against Iraq.

The pipeline which carried oil from Iraqi deposits across Turkey to the Mediterranean, was closed by the embargo. But it contains about 12 million barrels of oil.

Turkey has been trying to gain an exemption from the embargo to flush the oil out of the pipeline and refill it twice in what Sanberk called a "rescue operation" to keep the line in operating condition.

Turks also argue that the move would give them some deserved financial relief from the oil transit revenues lost as a result of the embargo.

"Turkey should not be penalized as a result of the embargo," Sanberk said. "The embargo is on Iraq, not Turkey."

The United States, while praising Turkey's cooperation with the Gulf War allies and acknowledging its economic sacrifice, has been resisting releasing oil from the

pipeline on the grounds that it would weaken the embargo. Sanberk was asked whether he got a positive reaction in two days of talks with U.S. officials on the pipeline request. "Yes, definitely," he said.

U.S. State Department officials, asked about the talks, did not return a phone call.

Sanberk said complicated problems remain to be worked out with the Security Council including the question of payment for the 24 million barrels of oil which would be worth about \$400 million on the open market. More than two-thirds of the oil belongs to Iraq, the rest to Turkey.

Sanberk said that the oil would not be sold on the international market but would be used by Turkey. He said that after the pipeline was flushed and refilled twice it would be closed again. Sanberk said the Turkish government does not link the oil release with Turkey's permission for the allies to use Turkish facilities to maintain a protective air umbrella over Kurds exercising autonomy from Saddam Hussein in Northern Iraq in Operation Provide Comfort.

But he said there are members of the Turkish parliament, which must approve extensions of the permission, who make the link. "We think we are entitled to request it," he said. "We have committed ourselves to protecting the Iraqi Kurds. But this should not mean damage to our own country. We have made great sacrifices."

turkish daily news

Sunday, June 5, 1994

Les peshmergas se sont déchirés pendant cinq semaines Retour au calme au Kurdistan irakien

Après un bon mois de combats fratricides entre factions kurdes irakiennes, un énième cessez-le-feu semble à présent respecté, depuis que les chefs des deux camps en présence se sont rencontrés dimanche à Erbil, « capitale » du Kurdistan. Massoud Barzani, du PDK, et Jalal Talabani, de l'UPK, se sont donc enfin parlé — au cours d'une réunion décrite par l'envoyé du britannique « Independent » comme tendue à souhait —, alors qu'au moins quelque quatre cents Peshmergas (combattants kurdes) auraient déjà été tués dans des combats qui ont divisé en deux cette partie de l'Irak échappant au contrôle de Saddam Hussein depuis 1991 et l'instauration d'une zone de protection aérienne assurée par les avions alliés stationnés en Turquie. En outre, les protagonistes s'accusent mutuellement d'avoir procédé à des exécutions sommaires de prisonniers.

L'origine des heurts serait une banale querelle de nature fon-

cière entre propriétaires des clans rivaux. Mais la rapidité avec laquelle les combats se sont étendus dans le Kurdistan irakien, et la férocité de ceux-ci en disent long sur l'ampleur des destructibles ressentiments ancestraux d'ordre tribal, surtout quand ceux-ci nourrissent d'inavouables rêves de domination politique.

Les pays occidentaux, les Nations unies et les organisations non gouvernementales ne cachent pas leur stupéfaction et leur exaspération devant ces développements de la part de Kurdes irakiens entrés dans un processus d'autodestruction d'autant plus inattendu que ces Kurdes avaient tout fait pour sortir de l'emprise de Saddam Hussein. Tout, y compris, en automne 92, s'allier avec les Turcs contre leurs frères kurdes turcs du PKK pourchassés dans les montagnes irakiennes.

Un responsable de l'ONU sur place avait prévenu les parties dès le 17 mai à Salaheddine de la possibilité de voir l'aide internationale s'interrompre tandis

que sa mise en œuvre était déjà sévèrement affectée par les combats.

A Bagdad, où la proclamation d'une autorité kurde autonome en 91 n'a évidemment jamais été reconnue, on doit se réjouir de la tournure prise par les événements. Mais on y aura sans doute noté avec méfiance le regain de prestige du Congrès national irakien (CNI), le principal mouvement d'opposition à Saddam Hussein, qui regroupe, outre les factions kurdes, des groupes chiites et sunnites irakiens. Car le chef effectif du CNI, Ahmed Chalabani, est celui qui a réussi à réunir Barzani et Talabani ce dimanche à Erbil. Une rencontre dont beaucoup de chancelleries étudieront les fruits avec soin.

Hier, en tout cas, le chef du PDK a reconnu l'échec de l'expérience kurde de partage du pouvoir entre les deux factions. Désabusé, Barzani a prôné l'établissement d'un « protectorat démilitarisé de l'ONU ».

B. L.

LE SOIR DE BRUXELLES — 7 JUIN 1994

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

ECF0220 4 F 0413 /AFP-MY44

Eco.-energie-equip..

Ankara: cri d'alarme pour l'oléoduc irako-turc menacé de corrosion

ANKARA, 7 juin (AFP) - Un haut responsable turc a poussé mercredi un cri d'alarme pour l'avenir de l'oléoduc irako-turc fermé depuis 1990 et menacé de corrosion, et appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre une décision "le plus tôt possible" pour la vidange de cet ouvrage.

"La corrosion a atteint un niveau dangereux. Nous demandons que le Conseil de Sécurité de l'ONU prenne une décision le plus tôt possible", a déclaré M. Hayrettin Uzun, directeur général de la firme publique BOTAS (Transports du pétrole et du gaz par oléoducs et gazoducs), lors d'une conférence de presse.

La vidange est une "opération technique" destinée à "la sauvegarde de l'oléoduc" et "elle n'a rien à voir avec l'embargo" imposé par l'ONU à l'Irak, a réaffirmé M. Uzun. Elle "ne contribuera pas à l'économie irakienne", a-t-il ajouté.

La perte subie par BOTAS concernant l'oléoduc en raison de l'embargo se chiffre actuellement à près de 1,5 milliard de dollars, selon lui.

Le double oléoduc, de 986 et 890 km de longueur, relie les champs pétrolifères de Kirkouk (Irak) au terminal pétrolier turc de Ceyhan-Yumurtalik sur la Méditerranée. Il est fermé depuis le 7 août 1990 en application de l'embargo.

L'opération de nettoyage consiste à la récupération du brut bloqué à l'époque dans l'oléoduc --plus de 12 millions de barils, dont 3,8 millions de barils appartiennent à la Turquie-- et au pompage de la même quantité de pétrole du côté irakien dans les conduites pour les empêcher de se détériorer. Ankara souhaite effectuer cette opération au moins à deux reprises pour maintenir l'ouvrage en état opérationnel et Bagdad a promis sa coopération, selon M. Uzun.

BOTAS a déjà commencé la réparation en territoire turc de l'oléoduc --saboté à plusieurs reprises par la rébellion kurde de Turquie-- et assumé la réparation du côté irakien, a-t-il indiqué.

Cet ouvrage, un investissement de 2,2 milliards de dollars, a été mis en service en 1977, et dispose d'une capacité de 70 millions de tonnes par an.

Le numéro deux de la diplomatie turque, M. Ozdem Sanberk, actuellement à New York, avait fait état samedi d'une "réponse positive" de Washington à la demande d'Ankara de vidanger l'oléoduc. L'administration américaine oeuvrera pour une décision "d'exemption technique" du Conseil de Sécurité de l'ONU, avait indiqué M. Sanberk, cité par la presse turque.

CE/pj

AFP /J00245/071202

JUN 94

Libération — 7 juin 1994

IRAK. Le dirigeant kurde Mas-soud Barzani a proposé hier d'instaurer un protectorat de l'ONU au Kurdistan d'Irak, reconnaissant que l'expérience d'autonomie dans cette région était un «échec». Pour le chef du Parti démocratique du Kurdistan, les combats fratricides inter-kurdes depuis un mois nécessitent d'inventer de «nouvelles solutions».

91 terrorists reported killed in clashes in the Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- A total of 91 Kurdistan Worker's Party (PKK) terrorists have been killed over the past six days during the operations conducted in the Emergency Rule areas, according to an announcement from the office of the Emergency Rule governor on Monday.

Six terrorists were killed in an attempted raid of Hakkari's Umurlu and Yolgeldi settlements in the Derecik district, carried out by a 30-man separatist group.

More than 20 terrorists were killed during the raid, according to the Anatolia news agency. Twelve teams of the Hakkari Mountain Commando Brigade were sent to the area after the attack was reported to the security forces. During the clash, one special team member and three temporary village guards were shot dead.

Operations in the area continue, and Cobra helicopters and Turkish Air Force jets are also being used.

On the other hand, the operations conducted by the Turkish Armed Forces (TAF) in the Alanduzu

region came to a successful end when 73 terrorists were killed.

The Alanduzu operation started on May 30, after intelligence sources informed the security forces that a group of 100-150 terrorists had prepared an attack on the Semdinli and Yuksekova regions.

More terrorists in the Emergency Rule areas were killed and four separatists surrendered to the security forces. During the clashes, a total of 19 separatists were killed, five in Şırnak's Fındık region,

four in Hakkari's Alanduzu region, four in Tunceli's Ovacik district, four in Elazığ's Karakoçan and Diyarbakır's Kulp district, and two in Bitlis and Şırnak's Balveren area. Three security officials were also killed during these operations.

Four collaborators of the terrorist PKK organization were also captured in Elazığ, and legal procedures have been initiated.

In the meantime, the operations of the Anti-Terrorism team in İstanbul continued on Monday, resulting in the arrest of the leader and three

members of the outlawed radical leftist groups THKP-C/MLSPB.

The suspects, involved in numerous bombings armed assaults and illegal fundraising were arrested as a result of the information received by the special forces.

The militaristic flank of the organization THKP-C, which is Marxist-Leninist character, had been in the process of rebuilding. Members of the illegal organization, which had been active before the military intervention of September 12, 1980, including their leader Hasan Sensoy (code-name Ramazan Kılıç), Necî Kulu Alpacaç, Nevzat Sayır and Erol Çelikten were taken into custody.

In the searches conducted by the security members four semi-automatic and automatic guns of various calibers, ammunition and two silencers, as well as propaganda material, were confiscated.

The suspects have been accused of several bombings in various banks in İstanbul in 1990-94. During 1993-94 they were involved in the training of new members.

Menteşe: 'Kurdish problem' created by foreign centers of power

Turkish Daily News

ANKARA- In the opening speech of the Emergency State Coordination Council meeting held in Ankara at the Gendarmerie's social complex on Monday, Interior Minister Nahit Menteşe said, "Turkey is being manipulated by foreign centers of power." Menteşe stressed that all ethnic groups living in Turkey have equal rights. "People who talk of a Kurdish entity or equal political rights are playing with words. Whose identity or political rights are we talking about?"

Criticizing the outlawed Kurdistan Workers' Organization (PKK), he said, "The PKK terror organization has diverted the issue and has been operating behind a false claim, mainly that the fighting is being conducted for the sake of the Kurdish identity and the freedom of the Kurdish people."

The interior minister blamed the creation of a "Kurdish problem" on certain centers of power, which he said have intentionally projected this image to the public based on unfounded and groundless claims.

Menteşe emphasized the tolerant atmosphere in the country by claiming that "there is no differentiation between Kurdish, Turkish, Circassian, Bosnian, and Albanian citizens of Turkey. Everybody is free to choose his or her profession freely and the same is true for our Kurdish citizens." He concluded that, "Therefore, these accusations result from games played by foreign centers of power."

During the speech, Menteşe also said that people who murder babies, women, children and the elderly without any hesitation, hiding behind the cover of "fighting for the salvation of the Kurdish people," cannot be tolerated and accepted.

Referring to the harsh living conditions in the Southeast, Menteşe said: "The current situation in the Southeast cannot be interpreted as a 'Kurdish problem.' The problem is the geographic nature and position of the region. Due to this, neither the government nor the private sector has been able to make investments to reverse the existing economic conditions or to assist in the creation of jobs in the region. Necessary measures will be

taken to upgrade the living standards in the region."

The interior minister assured the audience that necessary socioeconomic measures have already been taken to encourage the development of the region and attract investors.

As the purpose of the gathering was to seek ways of establishing an environment of peace and security in the Southeast, many government officials from a variety of ministries attended the meeting. Attendees included the undersecretaries from the ministries of Foreign Affairs, National Security, Justice, Finance, Education, Agriculture, Forestry, Public Works and Housing, Labor and Social Security and Transportation. The undersecretary of the National Intelligence Organization (MIT) also participated in the event as did the Higher Education Council (YÖK) president, the general director of the Youth and Sports Ministry, the undersecretary of the Emergency State Coordination Council and a representative from the general staff of the Turkish Armed Forces.

Talabani, Barzani meet in Erbil

Islamic Movement of Kurdistan to participate in new round of talks

Turkish Daily News

ANKARA- The leaders of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdistan Democratic Party (KDP) came together over the weekend to "strengthen" the one-week old cease fire between the rival Kurdish groups.

The "summit" between PUK's Jalal Talabani and KDP's Massoud Barzani took place in Erbil, despite earlier plans to hold it in Turkey.

It follows a meeting in Silopi last week between delegates of the two rival groups.

The two leaders, who held a private

meeting after the inter-delegation talks which included representatives from the Kurdistan front and Iraqi National Congress, have agreed to form a special Operational Room for the border areas of Suleymaniya province, a release from KDP liaison office in London said.

The release also said that the Operational Room would "include representatives of the Iraqi National Congress, Kurdish Front and Islamic Movement of Kurdistan."

The Operation Room was formed on May 21 to supervise the cease-fire and the disengagement of forces and

normalize the situation.

The meeting follows a call by Talabani to put an end to all smear campaigns against other Kurdish groups.

He said over the weekend that PUK will unconditionally and unilaterally cease hostilities and implement all cease-fire agreements. It will disengage all its forces from the city of Erbil and reassign them to their normal duties.

It will withdraw all its forces that have been brought from the Suleymaniya province, returning them to their prior locations.

THE GUARDIAN

Tuesday June 7 1994

Massoud Barzani, leader of one of two factions tearing Kurdistan apart, confesses his despair to **Jonathan Rugman** in Salahuddin, north Iraq

Sad plea for UN to step in

ONE of northern Iraq's main Kurdish leaders proposed yesterday that the United Nations should turn Iraqi Kurdistan into a protectorate staffed by international peacekeepers, in the wake of fighting between rival Kurdish parties in the area.

"When someone has failed, he should dare to confess it," said a gloomy Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP).

For the past month the Kurdish leader has been too embarrassed to talk to Western journalists about what he calls the "catastrophe".

But yesterday he spoke for the first time of the depression Kurdistan's collapse has caused him, after 32 years spent fighting in the mountains for Kurdish self-determination.

Up to 600 people have been killed in factional fighting, shattering the attempts of more than 3 million Kurds at democratic self-rule, and dismayed the Western alliance protecting the region against the ravages of Saddam Hussein.

Mr Barzani said that Iraq's Kurds had high hopes after the "holy experience" of historic elections two years ago. But, he said, it was obvious that Kurdistan was comparable to Somalia and Afghanistan, and its society "still needed time to become civilian".

He said a UN peacekeeping force should stay until Iraq's problems were solved.

The KDP leader called for local elections next May to end the paralysis created by rivalry between the KDP and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Mr Barzani believes that Mr Talabani started last month's fighting to stave off elections which the PUK leader feared he would lose.

The situation now appears calm after mediation by the anti-Saddam coalition, the Iraqi National Congress (INC). INC soldiers are planning to supervise the separation of forces near the Iranian border, where PUK fighters have been pitched against pro-Iranian Islamic guerrillas in alliance with the KDP.

But until strong central authority can be made to work, Iraqi Kurdistan is in danger of breaking down into a collection of emirates, with the KDP strong in the west, the PUK in the east, and some sort of compromise in the central province of Irbil.

Mr Barzani is clearly shat-

tered by the experience, conscious of the propaganda victory it has given Saddam Hussein, and desperate enough to suggest that international intervention will have the best chance of keeping Kurdistan together.

The Kurdish leader stressed that his own military commanders had frequently been angry with him for refusing to give the order to attack. "I didn't want my name to be involved in fratricide and suicide," Mr Barzani said.

Western governments have made clear their displeasure at recent events.

The United States state department said that the violence had "weakened the democratic opposition to the Baghdad regime" and jeopardised international relief efforts in the Kurdish north.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0115 4 I 0219 IRA /AFP-SI65

Iran-Irak-kurdes

Le PDK et la LIK ont pris à l'UPK deux nouvelles localités du nord-est de l'Irak, selon IRNA

TEHERAN, 8 juin (AFP) - Les deux localités de Panjwin et Qalaat Diza, dans le nord-est de l'Irak sous contrôle kurde, sont tombées mardi aux mains des forces du parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de la Ligue islamique du Kurdistan (LIK), a annoncé l'agence officielle iranienne IRNA.

Citant un responsable de la LIK, IRNA a ajouté qu'un "grand nombre de combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)" qui défendaient ces deux villes proches de la frontière iranienne "ont été tués ou blessés durant les combats".

IRNA a encore affirmé que les dirigeants du PDK, de la LIK et de l'UPK devaient se rencontrer mercredi Erbil, la "capitale" du Kurdistan irakien sous contrôle kurde, pour tenter de mettre fin aux combats.

Les chefs de l'UPK Jalal Talabani et du PDK Massoud Barzani se sont déjà rencontrés dimanche pour tenter de mettre en oeuvre un cessez-le-feu, apparemment sans résultat.

Les combats qui opposent depuis plus d'un mois les forces de l'UPK à celles du PDK appuyées par la LIK ont fait plus de 600 morts selon le Congrès national irakien, coalition d'opposition au régime du président Saddam Hussein qui rassemble notamment tous les partis kurdes.

lma/jhd/jmc

AFP /JO0245/080839

JUN 94

FRA0164 4 I 0201 SUE /AFP-SW73

Suède-réfugiés

Un bateau transportant 48 Kurdes et Bengalis intercepté au large de la Suède

STOCKHOLM, 8 juin (AFP) - Des gardes-côtes suédois ont intercepté dans la nuit de mardi à mercredi en mer Baltique un bateau de pêche transportant 48 réfugiés kurdes et bengalis, a-t-on annoncé de source officielle.

Le chalutier letton, naviguant sous pavillon estonien, a été arraisonné au large de l'île de Faeroe, puis a été escorté jusqu'à Faeroesund, sur l'île de Gotland, a ajouté la police suédoise.

Trois des passagers ont été conduits à l'hôpital de Visby, principale ville de Gotland, a ajouté la police sans donner de précisions sur leur état de santé. Les autres passagers clandestins, dont une vingtaine d'enfants, ont été conduits sur l'île voisine de Faeroe pour y être hébergés provisoirement.

Les membres d'équipage du bateau de pêche ont été arrêtés pour infraction à la loi sur l'immigration. Leur nombre et leur nationalité n'ont pas été précisées.

L'un des réfugiés, un instituteur kurde irakien fuyant le régime de Saddam Hussein, a indiqué à Radio-Gotland que le voyage depuis l'Irak lui avait coûté au total 8.500 dollars pour lui, sa femme et ses deux enfants.

ajb/bm/jmc

AFP /JO0245/081031

JUN 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

TERREUR D'ÉTAT DANS

Au moment où nous célébrons le 50^{ème} anniversaire du débarquement et honorons les victimes des barbares passées, tout près de nous, dans un pays allié, armé et financé par nos démocraties, une population déjà si malmenée par l'histoire subit, dans l'indifférence générale, la destruction systématique de ses villages, le dépeuplement forcé de ses villes et la décimation de ses élites politiques et intellectuelles.

Chaque mois une trentaine de villages kurdes sont rayés de la carte, des forêts sont brûlées, plusieurs Oradour sont perpétrés sous le couvert de la «lutte contre le terrorisme», dans le silence de la communauté internationale.

Face à l'intense campagne de désinformation d'Ankara, tendant à réduire le problème des aspirations légitimes et démocratiques des 15 millions de Kurdes de Turquie à celui du «terrorisme du PKK», les organisations non gouvernementales soussignées, solidaires du peuple kurde et opposées à toute forme de violence, tiennent à porter à la connaissance de l'opinion publique les faits suivants:

PREMIÈRE LISTE DES VILLAGES KURDES DÉTRUITS PAR L'ARMÉE TURQUE:

District de Batman: Sebane; **Beytüşşebab:** Bersikera, Bilbesi, Birman, Bordikel, Çemê Pirê, Dara Hinê, Gebe, Gelikan, Girê Gabelya, Givijokê, Govek, Govike, Gundikê Siparkiyân, Gurgavik, Hacelya, Henke, Hevsebe, Hewsa Berê, Hmoloris, Holukar, Hoz, Kacete, Kelehok, Kevzanke, Komir, Kutnis, Mehri, Melixa, Mirkitke, Newalê Genima, Pertavine, Pirdoda, Pirrana, Selbeke, Setkar, Sexbubukir, Sirke, Surge, Suxurpasa, Torane, Xenzonik, Xintorek, Xira Beldas, Xuzirut, Zoravan; **Bingöl:** Riz, Vartük, Yazkonak, Yolaçu; **Bismil:** Kazancı, Kürthacı; **Bitlis:** Gömsek, Herde, Heveke, Hevene, Holekan, Ingol, Miryanes, Otlu Mezrası, Peremate, Sinabedo, Suwe, Westin; **Çatak:** Bezanis, Cenefe, Cican, Destan, Enines, Ezdinan, Ferxines, Govax Hedlan, Haceros, Hacibey, Kelehe, Kete, Kömür, Konarga, Koranan, Kürk, Martenis, Mela Keles, Orık, Salat, Sul, Turanis, Turbeset, Xumar, Xwarg, Zeferan; **Cizre:** Sax (Çağlayan), Xisar; **Dargeçit:** Çelika Aliyê Remo (Çelik), Zevika (Çavuslu); **Dêrik:** Demurlu, Erbelus, Girik, Girxank, Kubuk, Masmask (Incesu), Melevi, Sisan, Meskina (Bozok), Mixat (Kayacık), Sadan (Cat), Serê Mergê (Bozok), Sêva Jorin, Sevteğ (Gülçiçek), Sexamed, Sicana (Karabayır), Usubê Pirê (Yusuf Pire), Xirbê Aryê, Xirbê Azin; **Dicle:** Alebengi, Bawodin, Degirmenci, Denik, Gelincik, Gendale Hole, Gozel (Bogazköy), Gündikê Hacı İbrahim, Heliye, Karamus, Kelkom (Kelekçi), Kırçaçtepe (Mezirke), Pileka, Pirhasan (Özbek), Pirijina (Kursunlu), Xacek (Tasagi); **Diyarbakır:** Mezrik, Xacek, Zingir; **Elazığ:** Okçular (Alan); **Elbistan:** Çelikli, Serbet; **Ergani:** Cumat, Hindis, Kavurma Kupu; **Eruh:** Eykent; **Genç:** Argat, Botiyan, Kancuvare, Kansan, Merg, Nezra Maho, Vertug, Zellek; **Gercüs:** Acibe, Bakoline, Beheve, Çalan, Derete, Gündikê Kolan, Malmihe, Xina, Zivirga Abirbinya, Ziviyâ Sor; **Güçlükonak:** Kerxwar (Demirbogaz), Zivanga Sikaka; **Hakkari:** Bağlica, Benekli, Berus Kilisesi, Beyurd, Binevsiyân, Çanaku, Çeltepe, Çelük, Cemtog, Çiçekli, Çimeli, Comme, Degirmen, Dergezil, Doganlı, Geçimli, Gelezo, Gelinli, Geliyê Suxê, Genis Dere, Giri Dina, Göksu, Güllüce, Güümüslü, Hari, Herge, İgdeli, Kandil, Karasu, Kınık, Kitina, Korta Xanê, Kost, Küçük Köy, Lata, Manefan, Melota, Merkez, Nergiz, Nivaner, Ördekli, Orta Derecik, Pinarlı, Rezok, Sarp, Selmana, Sergeli, Serriya, Su, Sulak, Sumanan, Suvar, Suwarê Xelo, Tahı, Tasbası, Taşlık, Türbeli, Ünlüce, Yayla Deresi, Yüce, Yukan Piriçeken, Zereklı; **Hani:** Bateyt (Çağlı), Combalaj, Commanas, Derkan, Goma Bekira, Huri, Kaledibi Köyü, Koçeran, Kuyular (Nerib), Seklat, Serde, Zara; **Hazro:** Beskel, Cumat, Geman (Çökeski), Halhal, Hendez, Kani, Licoke, Mermani, Sageldi, Selima, Sinsin, Xodik, Xondol, Zenge; **Hizan:** Aviyan, Axkis, Cinda, Giradifin, Giyazirayet, Hacıan, Os, Pista Resan, Simban, Sirek, Tasu, Us; **Kars:** Sorgulu, Seban (Bostankale); **Kasuri:** Betkar, Sifrezan, Zavite; **Kızılagaç:** Geliyê Aliyan, Kurt Meydan, Laçika, Senköy, Sexela, Welı, Zengök; **Kocaköy:** Tepecik, Saklat; **Kozluk:** Maniskot, Permas, Sengalik, Tanze, Timo, Xani, Xargidik, Xerbeluk; **Kulp:** Adrok, Gomak, Araska (Uçköy), Asagielma, Badika Hawrê (Yayık), Bavecanka (Savas), Bayır (Mala Dinare), Belin, Besist, Çağlayan (Zirakti), Çiçek, Dehlezeze, Delit, Dilet Köyleri, Dimilya (Baloglu), Dinli, Duderya, Eskere (Yayla), Gawgas (Akduruk), Geliya Pirişê, Geliyê Amanka, Geliyê Gomak, Geliyê Hunê, Geliyê Mussur, Gerendes, Godemê, Gömleki, Hedaknê, Hêlina, Herta, Hinzi, Hiskabut, Kamika (Akbulak), Kevrixan, Kocka, Köprübası, Kupuka, Kuye (İslamköy), Mala Calê, Medera (Alaca), Medlat, Miriska, Nedera (Alaca), Nedera (Hiskubut), Nercik (Girindes), Nevre, Norsin, Ojike, Panax, Qayser (Aygün), Qeytera, Resika (Basköy), Safurmuta Hizne, Safurmuta Merga Bota, Safurmuta Ömer, Safurmuta Tiraka, Saltan, Serefka, Sinsor Elmali (Deyaz), Sirtas (Güngöçti), Taxoke, Tiyaxs (Narlica), Üçkuyu, Xacuga, Xwıart, Yacuga, Yakut, Yukan Polatlı, Yukanelma, Zavnor, Zikte; **Kurtalan:** Beyül, Cemkürık, Comaniye (Atabag), Favlike, Gozik, Hüseyini, Kasırke, Kendala, Lefe; **Lice:** Agdivan, Akron, Bamitnê, Baras, Bawerda (Üçdamar), Besist, Celik, Cemar, Ceme Alike, Darakol, Darlı, Dêrxust, Dibek (Dêrxus), Durak, Gavnor, Gözerik, Henvit, Henyak, Herak, Hesedere, Hesrit, Hevre, Hirboc, Hüzeynik, Kafırunkalesi, Kayacık (Hezan), Kele, Licok, Mala Mihê Biro, Malagir, Neban, Pecar (Güldiken), Pirik, Pirinsk, Piroz, Resan, Resane, Savat, Serdeni, Seren, Sexmus, Sise, Xiraba, Xosor, Xurmek, Zenegasor, Zenge, Zengile, Zikte; **Mardin:** Ahmetli (Kaynak), Kaniyesex, Ahmetli, Xirbê Res (Karaburun), Yardere; **Mazıdag:** Duraklı, Geryayi, Golagule (Arisu), Golika Geryayi (Yalınagaç), Hesena (Ulutas, centre), Hesena, Kebabçı, Lolan (Cayonu), Lolan Bira, Lolan Xirbe Azim, Melebi (Meseli), Mendep (İksu), Orunlu (Korca), Sebajor (Kaniyê Alyê), Sebajor, Semika (Karatas), Sulot, Tavusı (Derecik), Xarok (Atalar); **Midyat:** Kohere, Meina, Nuwele, Semte; **Mukus:** Giyanis, Gundê Zilan, Kanixumar, Malesuwar, Memode, Perz, Telefan, Zoravan; **Muş:** Kıraklı (Göğüglü); **Norduz:** Bergane, Difne, Gerêgir, Lafena; **Ömerli:** Duygulu, Fistuklu, Hamankaya, Kayabali, Kayagözü, Kayagözü, Kocakuyu, Kömürlü, Ovabası, Sivritepe, Sulakdere, Tasgedik, Tasrica; **Pervari:** Axer, Axıyan, Bağlica, Besa, Beta, Ceman, Hestan, Hoje, Hol, Hot, İnceler, Kal, Keleh, Kesrik, Kevzin, Kocins, Kundes, Medrese, Meseh, Mexes, Nejec, Omyanus, San yaprak, Xirbikê Bestan, Xware Sero, Zoravan; **Sason:** Caxese, Çay, Gerok, Hardaye (Günesli), Helis, Herende, Heribe, Mala Demira, Mala Heciya, Mala Mele, Malamer, Pemisa, Sebane (Karamese), Sexhamza, Sexika, Tenze, Teras (Ömürlü); **Siirt:** Bana, Biloris, Bingof, Bingöl, Bizenka, Çemê Gevir (Narlıdere, Bicinli), Ceme, Daran, Dergalip, Dodays, Elaziz, Emte, Fındıklı, Gansan, Gebir, Geli, Geliyê Osman, Geravis, Gere, Gevat, Girdava, Göründoruk, Habrant, Heraresk (Özbenoglu), Kalender, Kaniya Bxiye, Mehina (Kayıklı), Mehke, Milan, Miwele (Keleki), Nenguv, Newiyan, Nivla (Çizmeli), Qesra Cello, Qesrik, Sehveli (Erenkaya), Semse (Günesli), Serkari, Sexturk, Sikefta, Sisil, Tarham, Tatlık, Yanılmaz, Yusufhan, Zeve; **Silopi:** Besere, Beseri (Koyunören), Bespin (Görümlü), Bezgin, Dene Sor, Deredevs, Dêresor (Derecik), Dradev (Selçuk), Girabiya, Gite (Çalışkan), Hesena (Kösralı, village

LE KURDISTAN TURC

Assyrien, Selçuk, Silp (Damlica); Silvan : Ferhend (Kayadere), Kurbeyt; Şırnak: Amuryan, Atlabil, Avha, Aviyan (Dereler), Avka Meziya (Toptepe), Ax, Bacrit, Bakartalı, Bane Mihenda (Koçbeyi), Bani Cindiya, Baska, Basrete (Inceler), Basrit, Bejen, Bekirine, Benabya, Bere Mired (Gülerli), Berezan, Berkesir, Besuke, Bezoké (Kocagili), Bicizi, Bina Butiyan (Güneyce), Binderuk, Biryen, Biyasan (Gümeç), Biyava, Buluze Caniver, Cala, Çemé Mezin, Cinete (Balpınar), Dastel, Dehrebun, Dêrik, Destik, Dihde, Dira, Diryan, Divin, Dostdelala (Kurkkuyu), Dumilya, Firisan (Atbast), Gardila, Geliya Kazri, Gerne, Gezerok, Gilindor (Kemerli), Giré Colya, Gire, Girispi, Gohina, Grok, Gundik (Balveren), Gundiké Osu, Gundiké Remo (Anulmıs), Gündikemitrip (Tekçınar), Güneyçam, Guvere (Kuskonak), Hema, Kani Ferske, Karni (Gönedönümüs), Kendali (Çadırlı), Kerxor, Kikor, Kola, Kopanlı, Kurta Xané, Kurum (Araköy), Labmeydin, Mafiyan (Güneyçam), Masya, Mavyan, Mehujki, Mendik, Mendikeyan (Basagaç), Mergeh, Mindikera, Mistaxé, Nanif, Nerex, Nerey (Dagkonak), Nevav (Kırazlı), Ramuran, Rerenis, Ripin (Yesilyuva), Robozik, Rusur, Sara, Sarbiteme, Sehraon, Semka, Serefi, Serefi (Karabuyun), Sikeftiya, Siliyan (Çakırsöğüt), Sorgoza, Spindarok (Boyunkara), Spiyyan (Karageçit), Talika, Tengi, Türkiz, Üstüveskur (Sandallı), Xaribizu, Xribalisa, Xudan, Zeviya Kera, Zeytunik, Zifka, Zihe, Ziruin, Zivigök, Ziyaret; **Tatvan**: Axkus, Corcin, Çorsen (Düzcealan), Engesor Inzan, Ergasor, Hirekevır, Histüs, Inzan, Kınzorik, Kırvan, (Çavuslar), Kutinstus, Oranis, Pertevküt, Pihde, Pihok, Sancak, Seras, Telever; **Uludere**: Bileh, Delokan (Kalemlı), Hilal, Kadun (Baglica), Kalis, Mijin (Akdaman), Nerweh (Asdelen), Seran, Siris (Sapaca), Siwet, Uludere (centre), Zeviyen (Tarlabası), Ziravik (Inceler).

Les villes kurdes de Şırnak, Kulp, Lice, Çukurca, en grande partie détruites, sont devenues des cités fantômes. D'autres villes comme Cizre, Silvan, Idil, Midyat, Nusaybin ont perdu plus de la moitié de leurs habitants à la suite de la politique de terreur et d'assassinat menée par les forces spéciales turques. Celles-ci ont en 2 ans assassiné 1638 intellectuels, hommes politiques, syndicalistes, enseignants démocrates kurdes dont le poète kurde Musa Anter, 74 ans, le député de Mardin Mehmet Sincar, et 72 autres dirigeants de son parti, 34 journalistes et distributeurs de journaux. Plusieurs milliers de militants kurdes sont en prison pour délit d'opinion. Parmi eux: les députés Leyla Zana, Mahmut Alınak, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sırrı Sakık et Ahmei Türk, en détention préventive depuis le 4 mars et menacés de la peine de mort pour leurs opinions; Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir qui a déjà passé 15 ans en prison pour délit d'opinion condamné à 4 ans de prison pour son témoignage devant le Parlement européen; le sociologue turc I. Besikçi, qui a déjà passé 13 ans en prison pour ses écrits sur les Kurdes, condamné à 5 ans pour deux de ses livres; 64 journalistes, de nombreux universitaires et avocats. Depuis janvier 1994, déjà au moins 5899 personnes ont été gardés à vue et torturés, 164 d'entre elles sont décédées ou «disparues» pendant cette garde à vue de 15 jours, reconductibles. A la suite de ce terrorisme d'Etat mené depuis 1980 dans les provinces kurdes, celles-ci ont perdu la moitié de leur population. Il apparaît clairement que l'objectif des autorités turques est de dépeupler le Kurdistan, de déterritorialiser la question kurde et d'éparpiller le peuple kurde afin de mieux «l'assimiler» dans le cadre du traditionnel projet turc de «recomposition ethnique du pays» qui a commencée par le génocide des Arméniens, poursuivi par l'expulsion d'Anatolie de 1.200.000 Grecs dans les années 1920 et qui doit s'achever par l'éparpillement des Kurdes, dernière communauté indigène non turque du pays.

Ces faits sont pour l'essentiel connus de nos gouvernements qui savent aussi que la guerre du Kurdistan a déjà fait plus de 15.000 morts et coûté 25 milliards de dollars au budget turc. Nous sommes d'autant plus indignés par leur inaction que la Turquie est un pays que nous continuons d'accueillir dans nos institutions occidentales comme le Conseil de l'Europe et l'OTAN, en lui donnant ainsi indûment un certificat de bonne conduite.

Les organisations soussignées considèrent que dans la situation actuelle tout Etat vendant des armes à la Turquie ou lui fournissant une aide économique, qui sera déviée vers la guerre, se rend complice de l'actuelle campagne turque de destruction et de dépeuplement du Kurdistan de Turquie.

Elles demandent aux démocraties occidentales d'agir avec diligence, soit pour amener leur allié turc à mettre un terme à la persécution du peuple kurde en engageant un processus de recherche d'une solution politique à la question kurde sous l'égide de la CSCE, de l'Union européenne ou de l'ONU, soit, si Ankara persiste dans sa politique actuelle, lui retirer tout soutien politique, financier et militaire et l'exclure de nos institutions occidentales où sa présence ne pourrait que nous discréditer et nous déshonorer.

Agir ensemble pour les droits de l'homme, Agir ici, CGT, CIMADE, Comité national de solidarité au peuple kurde, CRIDEV, Fédération Internationale des Liges des Droits de l'Homme, Fédération Internationale des SOS-Racisme, Fondation France-Libertés, FSU, LICRA, Maison du Monde, Médecins du Monde, MRAP, Nouveaux Droits de l'Homme, Peuples Solidaires, SNES, SNESup, SOS-Racisme, Terre des Hommes-France, Comité de Défense des Libertés et des Droits de l'Homme.

La présente campagne d'information et de solidarité est financée par les organisations signataires.

Vos contributions permettraient de la poursuivre et de la développer.

Adresser vos chèques, avec mention «Kurdes» à AGIR ICI, 14, passage Dubail, 75010 PARIS

State terror in Turkish Kurdistan

At the same time as we are celebrating the 50th anniversary of the Normandy landings and honouring the victims of past barbarities, close at hand, in an allied country armed and financed by our democratic regimes, in an atmosphere of general indifference, a people long ill-treated by history is suffering systematic destruction of its villages, the forced depopulation by its towns and the decimation of its intelligensia.

Every month about thirty Kurdish villages are wiped off the map, forests are burned, several Oradours* are perpetrated under cover of «the fight against terrorism». Public opinion and the international community remain silent.

In the face of an intense disinformation campaign from Ankara, which tends to reduce the problems and aspirations of the 15 million Kurds in Turkey to «PKK terrorism», the undersigned non-governmental organisations, which support the Kurdish civilian population but oppose all forms of violence, wish to bring the following facts to the attention of the public :

PROVISIONAL LIST OF KURDISH VILLAGES DESTROYED BY THE TURKISH ARMY :

Batman District : Sebane; **Beytüşşebab:** Bersikera, Bilbesi, Birman, Bordikel, Çemê Pirê, Dara Hinê, Gebe, Gelikan, Girê Gabelya, Givjokê, Govek, Govike, Gundikê Siparkiyân, Gurgavik, Haculya, Henke, Hevsêbe, Hewsa Berê, Hmoloris, Holukar, Hoz, Kacete, Kelehoç, Kevzanke, Komir, Kuntis, Mehri, Melixa, Mirkike, Newalê Genima, Pertavine, Pirdoda, Pirrana, Selbeke, Setkar, Sexhubukir, Sirke, Surge, Suxurpasa, Torane, Xenzorik, Xintorek, Xira Beldas, Xuzirut, Zoravan; **Bingöl:** Rîz, Vartûk, Yazkonak, Yolaçur; **Bismil:** Kazano, Kûrtbaş; **Bilis:** Gömsek, Herde, Heveke, Hevenc, Holcan, Ingol, Miryanes, Otu Mezrası, Peremate, Sinabedo, Suwe, Westin; **Çatak :** Bezanis, Cencle, Cican, Destan, Enines, Ezdînan, Ferxines, Govax Hedlan, Haceros, Hacibey, Kelehe, Kete, Kômür, Konğara, Koranan, Kûrk, Martenis, Mela Keles, Onk, Salat, Sul, Turanis, Turbeset, Xumar, Xwarg, Zefêran; **Kirmanç:** Sax (Çağlayan), Xisar; **Dargeçit:** Çelika Aliyê Remo (Çelik), Zevika (Çavuşlu); **Dêrik:** Demurlu, Erbelus, Girik, Girxank, Kubuk, Masmask (Incesu), Melevi, Sisan, Meskina (Bozok), Mixat (Kayacık), Sadan (Cat), Serê Mergê (Bozok), Sêva Jorin, Sevteğ (Gülççek), Sexamed, Sicana (Karabayır), Usubê Pirê (Yusuf Pîre), Xirbê Aryê, Xirbê Azin; **Dicle:** Alebengi, Bawodin, Degirmenci, Derik, Gelincik, Gendale Hole, Gozel (Bogazköy), Gündikê Hacı İbrahim, Heliliye, Karamus, Kelkom (Keleççi), Kiraçtepe (Mezirke), Pileka, Pîrhasan (Özbek), Pîrjîna (Kursunlu), Xacek (Tasag); **Diyarbakır:** Mezrik, Xacek, Zingir; **Elazığ:** Okçular (Alan); **Erzîngan:** Çelikli, Serbet, Ergani: Cumat, Hindis, Kavurma Kupu; **Eruh:** Eykent; **Genç:** Argat, Botian, Kancuware, Kansan, Merg, Nezra Maho, Vertug, Zellek; **Gercüş :** Aciç, Bakoline, Beheve, Çalan, Derete, Gündikê Kolan, Malmihe, Xina, Zivirga Abiribiya, Zivirga Sor ; **Güclükonak:** Kerxwar (Demirbogat), Zivirga Sîkaka; **Hakkari:** Baglica, Becneli, Berus Kilisesi, Beyurd, Binevsiyan, Çanaklı, Çeltepe, Çeltik, Cemtoğ, Çiçekli, Çimeli, Coimne, Degimên, Dergezil, Doganlı, Geçimli, Gelezo, Gelinli, Geliyê Suxê, Genis Dere, Gir Dîna, Gökusu, Güllice, Gümişli, Hani, Herge, Igdeli, Kandil, Karasu, Krnk, Kitina, Korta Xanê, Kost, Küçük Köy, Lata, Mancelan, Melota, Merkez, Nergiz, Nivaner, Ördekli, Öta Derecik, Pinarli, Rezoç, Sarp, Selmana, Sergeli, Serriya, Su, Sulak, Sumanan, Suvar, Suwarê Xelo, Tahî, Tasbasî, Tashîk, Tûrbelî, Ülñlice, Yayla Deresi, Yüce, Yukan Pîrîngekan, Zereki; **Hani:** Batçay (Çagil), Combalaj, Commanas, Derkan, Goma Bekira, Huri, Kaledîbi Köyü, Koçeran, Kuyular (Nerb), Seklat, Serdê, Zare; **Hazro:** Beskel, Cumat, Geman (Çökeski), Halhal, Hendez, Kani, Licoke, Mermari, Sagelli, Selima, Simsin, Xoddi, Xondol, Zenge; **Hizan:** Avıyan, Akhis, Cinda, Giradîfin, Giyazirayê, Hacıan, Os, Pista Resan, Simban, Sirek, Tasu, Us; **Kars:** Sorgulu, Seban (Bostankale); **Kasur:** Betkar, Silrezan, Zavic; **Kizilgaga:** Geliyê Ajiyan, Kurt Meydan, Laçika, Senköy, Sexela, Welî, Zengök; **Kocaköy:** Tepeçik, Saklî; **Kozluk:** Maniskot, Permas, Sengalik, Tanze, Timo, Xani, Xargidik, Xerbeluk; **Kulp:** Adrok, Gomak, Araska (Uçköy), Asagelma, Badika Hawrê (Yayik), Bavcanka (Savas), Bayr (Mala Dinarê), Belin, Besist, Çağlayan (Zirakti), Çiçek, Dehlezere, Delin, Dilet Köyleri, Dimiliya (Baloglu), Dinli, Duderya), Eskere (Yayla), Gawgas (Akduruk), Geliya Pîrişê, Geliyê Amanka, Geliyê Gomak, Geliyê Hunê, Geliyê Mussur, Gerendes, Godemê, Gömlücke, Hedaknê, Hêlina, Herta, Hinzî, Hiskabut, Kamika (Akbulak), Kevrixan, Kocka, Köprübasî, Kupuka), Kuyê (İslamköy), Mala Calê, Medera (Alaca), Meclat, Miriska, Nedera (Alaca), Nedera (Hiskubut), Nerçik (Gündes), Nevre, Norsin, Ojiçke, Panax, Qaysar (Ayğın), Qeytera, Resika (Basköy), Safurmuta Hizne, Safurmuta Merga Boia, Safurmuta Ömer, Safurmuta Tiraka, Salten, Serelka, Simsor Elmah (Deyaz), Simas (Güngeçli), Taxoke, Tiyaxs (Narlica), Uçkuyu, Xacuga, Xwari, Yacuga, Yakut, Yukan Polatî, Yukanelma, Zavnor, Zikte; **Kurtalan:** Beytil, Cemiñkür, Comaniye (Atabag), Favliçke, Gozik, Hüseyini, Kasirke, kendala, Lefe; **Lice:** Agdivan, Akron, Barmitinê, Baras, Bawerda (Uçdamar), Besist, Celik, Cemar, Ceme Alike, Darakol, Dari, Derxust, Dibek (Derxus), Durak, Gavnor, Gözerik, Henvit, Henyak, Herak, Hersedere, Hesrit, Hevre, Hirboç, Hüzeynik, Kafirunkalesi, Kayacik (Hezan), Kele, Licok, Mala Mihê Biro, Malagir, Neban, Pecar (Güldiken), Pîrik, Pîrinşik, Piroz, Resan, Resane, Savat, Serdeni, Seren, Sexmus, Sise, Xiraba, Xosor, Xurmek, Zenegason, Zenge, Zengile, Zikte; **Mardin:** Ahmetli (Kaynak), Kaniyexex, Ahmetli, Xirbê Res (Karaburun), Yardere; **Mazidag:** Durakli, Geryayi, Golağule (Arisu), Golika Geryayi (Yalnagaç), Hesena (Ulutas, centre), Hesena, Keçabçi, Lolan (Cayonu); Lolan Bira, Lolan Xirbe Azim, Melebi (Meseli), Mendep (Iksu), Orunlu (Korca), Sebajor (Kaniyê Aliyê), Sebajor, Semika (Karatas), Sulot, Tavusi (Dereçik), Xarok (Atalar); **Midyat:** Kohere, Meina, Nuwele, Semte; **Mukus :** Giyanis, Gundê Zilan, Kanixumar, Malcsuwar, Memode, Perz, Telefan, Zoravan; **Mus:** Kirakli (Göğaçli); **Norduz :** Bergane, Dilne, Geregir, Lafena; **Ömerli:** Duyugulu, Fistikli, Harmançaya, Kayabalı, Kayagözli, Kayagözü, Kocakuyu, Kömürlü, Ovacasi, Sivriçete, Sulakdere, Tasgedik, Tascica; **Pervari :** Axer, Axian, Baglica, Besa, Beta, Ceman, Hestan, Hoje, Hol, Hot, Inceler, Kal, Keleh, Kesnik, Kevzin, Koxiyân, Kundes, Madrese, Meseh, Mexes, Nejeç, Omyanus, Xar yaprak, Xirbikê Bestan, Xware Sero, Zoravan ; **Sason:** Cacece, Çay, Gerok, Hardaye (Günesli), Helis, Herendç, Heribe, Mala Demira, Mala Heciya, Mala Mele, Malamer, Pemisa, Sebana (Karamese), Sexhamza, Sexika, Tenze, Teras (Ömürlü); **Siirt :** Bana, Bîloris, Bingof, Bingöl, Bizenka, Çemê Gevir (Narlidere, Bincin), Ceme, Daran, Dergalip, Dodays, Elaziz, Emte, Fındikli, Garisan, Gebir, Geli, Geliyê Osman, Geravis, Gere, Gevat, Girdava, Göründoruk, Habrant, Herareşik (Özbenoglu), Kalender, Kaniya Bixiye, Mehina (Kaykik), Mehke, Milan, Miwele (Keleki), Menguv, Neviyan, Niliva (Çizmeli), Qesra Cello, Qesriç, Schelvi (Erenkay), Semse (Günesli), Serkarî, Sexturk, Sikefa, Sisis, Tarham, Tatlik, Yanilmaz, Yusufhan, Zeve ; **Silopi:** Besere, Beseri (Koyunören), Bespîn (Görmülü), Bezgin, Dene Sor, Deredevs, Dêçur (Dereçik), Dradev (Selçuk), Girabiya, Gite (Çalskan), Hesena (Köşralı, village Assyrien), Selçuk, Silp

* A village, in France, wiped out by the SS in 1944.

(Damla): Silvan : Ferhend (Kaydere), Kurbeyt; **Sîrnak:** Amuryan, Atlabil, Avha, Avıyan (Dereler), Avka Meziya (Toptepe), Ax, Bacrit, Bakarah, Bane Mihenda (Koçbeyi), Bani Cindiya, Baska, Basrete (Inceler), Basrit, Bejen, Bekirine, Benabya, Bere Mired (Gülerli), Berezan, Berkesir, Besuke, Bezokê (Kocagili), Biczi, Bina Butıyan (Güneyce), Binderuk, Bıyan, Biyasân (Gümeç), Biyava, Buluze Caniver, Cala, Çemê Mezin, Cinete (Balpanar), Dastel, Dehrebus, Dêrik, Deste, Dihe, Dira, Diıyan, Gıdivin, Dosidela (Kirkkuyu), Dumliya, Firisan (Atbas), Gardila, Geliya Kazî, Ceme, Gezerok, Gilidor (Kemerli), Girê Colya, Gire, Girispi, Gohina, Grok, Gundik (Balveren), Gundikê Osu, Gundikê Remo (Anilms), Gündikemirin (Tekınar), Güneyçam, Guvere (Kuskonak), Hema, Kani Ferske, Kami (Gönedönmsü), Kendali (Çadırh), Kerxor, Kikor, Kola, Kopanlı, Kurta Xanê, Kurum (Araköy), Labmeycin, Mafıyan (Güneyçam), Masya, Mavıyan, Mehujki, Mendik, Mendikıyan (Basagaç), Mergêh, Mindikera, Mistaxê, Nanif, Nerex, Nerery (Dagkonak), Nevav (Kirazlı), Ramuran, Rerenis, Ripin (Yesilyuva), Robozik, Rusur, Sara, Sarbiteme, Schraon, Semka, Serefi, Serefi (Karabuyun), Sikefiya, Siliyan (Çakursögüt), Sorgoza, Spindarok (Boyunkara), Spiviyan (Karageçit), Talika, Tengi, Türkiz, Üstüveskur (Sandallı), Xarbizu, Xirbalisa, Xudan, Zeviya Kera, Zeytunik, Zilka, Zihe, Ziruvin, Zivigök, Ziyaret; **Tatvan:** Aklus, Corcin, Çorşen (Düzcealan), Engesor İnzan, Ergasor, Hireçevir, Histüs, İnzan, Kınzorik, Kirvan, (Çavuslar), Kutinstus, Oranis, Pentevküt, Pihde, Pihok, Sancak, Seras, Telever; **Uludere:** Bileh, Delokan (Kalemlî), Hihal, Kadun (Baglica), Kalis, Mijın (Akdaman), Nerweh (Asdelen), Sexan, Siris (Sapaca), Siwet, Uludere (centre), Zeviyen (Tarlabas), Ziravik (Inceler).

The Kurdish towns of Sîrnak, Kulp, Lice and Çukurca, have been physically destroyed to a great extent and become ghost towns. Half the population of others, like Cizre, Silvan, Idil, Midyat and Nusaybin have fled as a result of a policy of terror and assassination carried out by Turkish security forces. In the last two years they have assassinated 1638 Kurdish intellectuals, political personalities, Trade Unionists and teachers, including the Kurdish poet Musa Anter, 74 years of age, Member of Parliament Mardin Mehmet Sincar and 72 other cadres of his Democracy Party and 34 journalists and newsgagents.

Many thousands of Kurdish political activists are in prison, solely because of their opinions. Amongst these are M.Ps Leyla Zana, Mahmut Alınak, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sirri Sakik and Ahmet Turk, who have been in preventive detention since March 4th and risk death sentences for their opinions; Mehdi Zana, former Mayor of Diyarbakir, who had already spent 15 years in prison and is now serving a 4 years sentence for his testimony before the European Parliament; Turkish sociologist, Ismail Besikçi, who has already spent 12 years in jail for his writings on the Kurdish question and is back in prison for another 5 years; 64 journalists and many university lecturers and lawyers.

Since January 1,1994, 5899 people have been taken into custody and tortured; 164 have died or «disappeared» while held incommunicado (officially 15 days, renewable). As a result of this systematic policy of State Terrorism since 1980 half the population of the Kurdish provinces has been driven out. It is clearly the Turkish authorities' aim to depopulate Kurdistan, destroy the territorial basis of the Kurdish question and scatter the Kurdish people so as to insure assimilation. This is in the spirit of the traditional Turkish policy of «ethnic recomposition of the country». This began with the genocide of the Armenians was followed by the expulsion of 1,200,000 Greeks from Anatolia in the 1920s and now is to be completed by the scattering of the Kurds, the last indigenous non-Turkish community in the country.

All these facts are well known to our governments who also know that the war in Kurdistan has already caused more than 15,000 deaths and cost the Turkish Government over \$ 25 billion.

We are thus all the more indignant at their refusal to punish Turkey, which they continue to accept in our Western institutions, such as the Council of Europe and NATO, thus giving it a completely undeserved certificate of good conduct.

The undersigned organisations consider that, in the present situation, any state selling arms to Turkey or providing it with economic aid, which is being diverted for this war, is an accomplice of Turkey's campaign of destruction and depopulation in Turkish Kurdistan.

They urge Western Democracies to act decisively to persuade their Turkish ally to stop persecuting the Kurdish people and to initiate a political solution for the Kurdish question under the aegis of the CSCE, the European Union or UN. If Ankara persists in its present policy, they should withdraw all political, economic, financial or military support and exclude Turkey from Western institutions where its presence can only discredit and dishonour the West.

Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, Agir ici, CGT, CIMADE, Comité national de solidarité au peuple kurde, CRIDEV, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Fédération Internationale des SOS-Racisme, Fondation France-Libertés, FSU, LICRA, Maison du Monde, Médecins du Monde, MRAP, Nouveaux Droits de l'Homme, Peuples Solidaires, SNES, SNESup, SOS-Racisme, Terre des Hommes-France, Comité de Défense des Libertés et des Droits de l'Homme.

This campaign is funded by the signatories. If you want to support it, please send your cheques marked "for the Kurds" to :

AGIR ICI, 14, passage Dubail, 75010 PARIS

INTERNATIONAL Tribune

INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, JUNE 9, 1994

MERCREDI,

8 JUIN 1994

gamk

Les Régions et les peuples manifestent devant le Quai d'Orsay

La liste "Régions et Peuples" qui se présente sous les couleurs du régionalisme et de la défense des minorités aux élections européennes du 12

juin est aussi atypique que celui qui la conduit, Max Siméoni, compagnon de route de la cause corse. Alors que les électeurs sont appelés à déléguer leurs représentants dans cette Europe de Maastricht, celle de l'intégration, Max Siméoni rappelle le droit à la différence et se situe au-delà (ou en-deçà) du débat pour ou contre Maastricht. On retrouve pêle-mêle dans sa liste les chantres régionaux d'une identité française pluri-culturelle, mais aussi des représentants de communautés qui auront quelque difficulté à se retrouver sur la carte des régions françaises, n'était l'attachement et la sympathie de Max Siméoni pour certaines causes, com-

me la cause arménienne et la cause kurde. C'est ainsi que des Kurdes et deux Arméniens (Ara Toranian et M.Zouloumian) figurent entre autres "peuples" sur la liste "Régions et Peuples".

Et pour bien affirmer sa différence et faire entendre une voix trop faible pour être répercutée par les médias, la liste de M.Siméoni, après une annonce dans le "Monde" (qui mentionnait notamment la reconnaissance du Génocide de 1915), appelle les "peuples" à manifester aujourd'hui devant le ministère des Affaires étrangères (Quai d'Orsay) à 16 heures...

turkish daily news

Wednesday, June 8, 1994

Greece denies charges of training PKK

'Greece condemns all forms of terrorism and violence and we refuse to become a victim of propaganda spread by some Turkish officials trying to export their domestic problems'

The Associated Press

ATHENS- Greece on Tuesday described as "ridiculous" the Turkish charges that terrorists from the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK) were being trained here.

"I think all of these (charges) are ridiculous," Foreign Minister Carolos Papoulias told reporters.

His statement came a few days after Turkish President Suleyman Demirel sent a letter with regard to the PKK to Greek President Constantine Karamanlis.

Although the contents of the letter have not been made public, government sources say it includes previous Turkish charges that the PKK was operating an office and training its members

on Greek soil, in order to carry out attacks in neighboring Turkey. "Greece condemns all forms of terrorism and violence and we refuse to become a victim of propaganda spread by some Turkish officials trying to export their domestic problems," government spokesman Evangelos Venizelos told reporters.

Greek officials have accused Turkey of trying to create a climate of tension between the two NATO allies in an attempt to distract Turkish public opinion from the country's economic problems and its ongoing war with Kurdish separatists. Venizelos called on Turkey to stop making what he called "slandorous and unsubstantiated charges."

He denied that the PKK had offices in Greece,

adding that there was no way of hiding a Kurdish training base on Greek territory "as it is completely open to inspection." Demirel's letter and the Greek response were the most recent developments in a round of accusations by Turkey that Greece is aiding the PKK.

Turkey has apparently based some of the charges on the alleged confessions of PKK guerillas who said they were trained in Greece.

Venizelos said Monday that the PKK confessions were apparently the result of coercion by Turkish security forces. He went on to say, "One of these Kurds, in a written and signed statement, describes the violent treatment he received, saying that he was forced to make this supposed confession in front of television cameras."

Çiller says '107 terrorists killed in one week'

Turkish Daily News

ANKARA- At the weekly meeting of her parliamentary group on Tuesday, Prime Minister Çiller, who is also the chairperson of the ruling True Path Party (DYP), said that the government's anti-terrorism policy is being pursued with great determination.

Concerning the battle against the outlawed

Kurdistan Workers' Party in the Southeast, Çiller said, "107 members of the PKK have been killed and 165 have been arrested." She added that emergency rule in the region had to be extended an additional four months.

Çiller also mentioned that the number of terrorists caught in the past five months was equivalent to 43 percent of those captured during the

last 10 years.

"The latest events demonstrate our determination on the issue," she stated.

The prime minister assured the DYP parliamentary group that necessary measures for the protection of the citizens in the Southeast were also being taken and that the people in the region were demonstrating their opposition to the PKK.

Önen in Washington decries Turkish human rights violations

Turkish human rights chief to meet with Rep. Porter, Amnesty International and Amb. Abramowitz

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Yavuz Önen, president of the Turkish Human Rights Foundation (HRF), has presented a bleak picture of Turkish human rights violations to a group of lawyers and journalists on his visit to Washington.

Talking at a briefing sponsored by the International Human Rights Law Group (IHLRG), Önen presented a fact-filled presentation on the violations. He also broke the bad news that three Kurdish businessmen were found murdered yesterday — a confirmation, he implied, of his contention that extrajudicial murders are still continuing in Turkey. Turkish Daily News editor İsmet G. İmset was also present at the meeting, translating Önen's comments into English for the American journalists and human rights advocates.

Önen's Washington program is being cosponsored by IHLRG and the Center for Victims of Torture, a human rights advocacy organization with headquarters in Minneapolis, Minnesota. When a group of IHLRG-member lawyers visited Turkey last month, Önen's HRF hosted them and facilitated their contacts in Turkey. Önen shared with the participants how he and his associates started the Human Rights Association (of Turkey) back in 1986 with 93 founding members. "In 1989 we formed the HRF to rehabilitate the torture victims. Since we brought up the topic of torture, our establishment was delayed by Turkish officials for one year," Önen said. "In 1990 we were allowed to establish the HRF after we took out the word 'torture' from our bylaws." The foundation is involved in two main types of work: documentation and reporting of human rights violations; and the rehabilitation of torture victims. For the former purpose the HRF publishes a daily bulletin and an annual report, both in English and Turkish. In addition, the organization also releases interim reports evaluating the government's performance. As for helping the torture victims, Önen said that 923 people had been treated so far. The organization has an annual budget that allows for the rehabilitation of 488 torture victims in centers located in Istanbul, Ankara and Izmir. In the Southeast, the HRF developed a "five city project" around Diyarbakır to provide similar services to those who need it. However, Önen said that Diyarbakır proved to be too dangerous a location to establish a service center directly.

Önen summarized the recent history of Turkey since 1980 by underlining the importance of two main events: the 1980 coup;

and the 1992 victory of True Path Party (DYP) and Social Democrat People's Party (SHP) coalition under the leadership of then prime minister (and now president) Süleyman Demirel. Önen said the 1980 coup had led to a ban on the activities of all trade unions and democratic organizations and constituted a serious setback for the democratization process in Turkey. This era also witnessed the escalation of human rights violations. In 1992, two parties — the DYP and SHP — who opposed the 1980 regime came to power with promises of a transparent government and rapid democratization. They pledged to remove anti-democratic laws and even included such promises in their coalition program. "That's why people voted for them. Yet, once in power, they could not get any support from the Turkish Parliament and the democratization program was continuously postponed."

A big reason for such delays, Önen suggested, is the Kurdish problem. Armed clashes and violence escalated despite a unilateral cease-fire announced in 1993, he said. "The Kurdish media indexed all democratization requests to the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) and criticized any such attempts. The Turkish National Security Council similarly looked at democratic reform attempts with suspicion. Demirel gave lip service to the 'Kurdish reality' but could never explain what it was." Prime Minister Tansu Çiller, previously a state minister within the coalition government when it was headed by Demirel, even mentioned the Spanish "Basque Model" as an option to solve the Kurdish problem. She talked about giving the Kurds their cultural and linguistic rights including the right to establish Kurdish TV stations. But the chief of staff and the National Security Council reacted negatively and warned her about the repercussions of her approach. So nothing came out of Çiller's original suggestions, Önen said.

Önen mentioned that the "barracks regime" of 1980 is still in effect in Turkey. "Kurds had to evacuate over 800 Kurdish villages and hamlets according to official figures. There's an outmigration to the West. Lately, they started to flee to northern Iraq as well."

The HRF president specifically focused on the negative effects of Articles 8 and 6 of the anti-terrorism law, which "in addition to the arrest of six DEP (pro-Kurdish Democracy Party) deputies, also sent many writers, academicians and intellectuals into jail for raising the Kurdish issue." He added that the pro-Kurdish daily *Özgür Gündem* had over 100 court cases filed against it.

Forty percent of the 2,530 court cases filed against the media in Istanbul involved the mention of the "Kurdish issue," he said.

Önen, giving an example of the difficult conditions under which his organization was operating, mentioned the fact that six executives of the Turkish Human Rights Association (HRA) had been killed. In addition, HRA offices had been ransacked, and 14 HRA branch bureaus in the emergency region had been closed down. HRA Secretary-General İsmail Beşikçi was sentenced to two years in prison and was fined TL 100 million. Another HRA official, Hüsnü Öndül, was also sentenced to six months in jail and was fined TL 50 million for defending Kurdish rights.

"We are not holding only Turkey responsible for lack of democratic rights in the country. Europe and the United States are equally responsible as well," Önen said.

Answering questions from the TDN on the U.S. Congress' recent proposal to cut 25 percent of Turkey's military aid if human rights violations continue, Önen said the cut was "too little too late."

Labeling Turkey, Israel and Egypt as the "three oppressive regimes of the region," Önen said that in his talks with officials in Washington he would advocate defending human rights in the Middle East by ending assistance to the aggressive regimes (i.e. Turkey, Israel and Egypt) in the region. "Turkey is not an aircraft carrier. The U.S. should cease to think of Turkey as though it was nothing but a big carrier," he said.

Returning to a theme raised by many in Washington these days, Önen reiterated the need for a "political solution" and the futility of pursuing a "military solution." When asked to elaborate, Önen said that the following measures should be adopted as soon as possible by way of a "political solution": 1) The state of emergency should be lifted in southeastern Turkey. "The region looks like a war zone. We must put an end to outmigration," he said. 2) The use of village guards must be abolished. "They are using Kurds to massacre Kurds (Kürdü kürde kıldırıyorlar)." 3) Local administrations must be given more authority in their regions. Önen will spend two more days in Washington. Amnesty International's Washington representative Mariam Elahi, Rep. John Porter, and President of the Carnegie Endowment Ambassador Morton Abramowitz are among the people he will be meeting with in the days ahead. Önen will leave Washington for New York on Thursday after attending the International Human Rights Law Group's annual dinner on Wednesday evening.

PM Tansu Çiller says Provide Comfort's advantages outweigh its disadvantages

KDP leader Barzani says experiment in autonomy for Kurds a 'failure' and calls for UN supervision for region

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller has said that the operation known as "Provide Comfort," which is deployed in southeast Turkey to protect the Kurds and other minorities in northern Iraq against the wrath of the Iraqi army, is of more use than harm as far as Turkish interests are concerned. "It has been seen that the harm which will accrue from ending this operation will be much greater," Çiller said when addressing the parliamentary group of her True Path Party (DYP) on Tuesday.

Meanwhile, the leader of one of the main Kurdish factions in northern Iraq, Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP), has said that the Kurdish experiment in autonomy has been a failure and has called on the United Nations to supervise the region.

Çiller was speaking a day after the National Security Council met on Monday in an extraordinary session to debate whether the mandate of Provide Comfort, due to expire at the end of June, should be extended. The mandate is usually extended for six months.

It was decided at the end of the meeting, chaired by President Süleyman Demirel and attended by Prime Minister Çiller, the Chief of the General Staff Gen. Doğan Güreş, and other Cabinet ministers, high-ranking military and civilian officials, to advise the government to extend the mandate.

"The council decided that there had been no developments concerning the general situation in northern Iraq to warrant ending the Provide Comfort operation," a statement issued after the meeting said.



Prime Minister Tansu Çiller

The ultimate decision on whether to permit the 75 U.S., British and French aircraft to remain at a Turkish base will be made by Parliament before the end of this month.

Çiller told the DYP deputies on Tuesday that the establishment of peace and stability in northern Iraq was of the utmost importance for Turkey.

She added, however, that it was important to preserve Iraq's territorial integrity in doing this.

Indicating that Turkey had always been prepared to shoulder its international obligations, Çiller added that diplomatic contacts were continuing with regional countries to find a solution to the problem of Iraq by means of dialogue. After citing these factors and indicating that Turkish military

personnel were engaged in every aspect of Provide Comfort, Çiller said her government, acting on the recommendation of the National Security Council, would hold a Cabinet meeting on the subject.

The prime minister added that she expected the Cabinet would vote in favor of recommending an extension of Provide Comfort's mandate by Parliament. Çiller also referred to the clashes between the two major Kurdish groups in northern Iraq, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani.

She said that these clashes had been halted due to the intervention of Turkey, which had brought the sides together in the town of Silopi in south-eastern Anatolia.

Çiller indicated that the clashes between these groups had resulted from a power struggle and had led to an authority vacuum in the region which served the interests of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is fighting a separatist war in southeast Anatolia.

Meanwhile, KDP leader Massoud Barzani has called on the international community to place northern Iraq under U.N. supervision, saying he did not want observers but soldiers for the region.

In an interview with Agence France Presse on Monday, Barzani said this was his own personal proposal and added that he was not speaking for his party. Declaring the experiment in autonomy in northern Iraq by the Kurds in the region as "unsuccessful," Barzani said that the power sharing that this autonomy entailed did not satisfy either his KDP or the PUK. Accusing the PUK of having started the clashes, Barzani claimed that Talabani's organization had realized that it would lose the next elections. Barzani also said that the partition of northern Iraq among rival factions was completely unacceptable and added: "Northern Iraq belongs to us all."

Demiral: Indictment of DEP MPs will be completed by mid June

Turkish Daily News

ANKARA- Nusret Demiral, the chief prosecutor of the Ankara State Security Court, said Tuesday that the indictment which his office had prepared against the six arrested deputies, five of whom are from the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), would be completed by June 15 at the latest.

In a statement to the Anatolia news agency, Demiral said

that research concerning the indictment of the deputies, whose legislative immunities had been removed earlier by Parliament, was continuing.

In an earlier statement, Demiral said that the indictment that was being prepared was a document worthy of a place in world literature.

The office of the prosecutor is demanding capital punishment for the deputies detained in Ankara prison.

They are Democracy Party Chairman and Diyarbakır Deputy Hatip Dicle, Diyarbakır deputies Leyla Zana and Ahmet Türk, Muş Deputy Sırrı Sakık, Şırnak Deputy Orhan Doğan and Mahmut Alınak, an independent deputy from Şırnak.

Turquie

La mort suspecte de trois Kurdes

Trois hommes d'affaires ont été retrouvés assassinés

ISTANBUL
DE NOTRE CORRESPONDANT

Macabre découverte le dimanche 5 juin au matin, à 300 km d'Istanbul. Les corps de Savaş Buldan, Adnan Yıldırım et Hacı Karay, trois hommes d'affaires d'origine kurde, ont été retrouvés portant des traces de tortures et

atteints de plusieurs balles dans la tête.

Ce triple assassinat ne doit sans doute rien au hasard. Savaş Buldan était connu pour ses affinités avec les milieux indépendantistes kurdes et son clan, les Oramar, est ouvertement opposé aux forces armées qui ratisent le sud-est turc contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il était en outre un proche de Leyla Zana, l'une des députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP) actuellement en prison. Son corps, ainsi que

ceux des deux autres victimes, fut ramené à Istanbul par un cortège de cinquante véhicules. Des slogans pro-kurdes furent lancés pendant les funérailles.

Selon certaines reconstitutions, les trois hommes avaient été interceptés samedi matin à la sortie d'un hôtel par un groupe de personnes armées se prétendant de la police. Les forces de sécurité confirmèrent l'arrestation dans un premier temps avant de la démentir.

Ces trois nouveaux assassinats portent à huit le nombre d'hommes d'affaires kurdes récemment tués à l'ouest de la Turquie - soit à plusieurs centaines de kilomètres des lieux de confrontation entre l'armée et la guérilla - dans des conditions similaires : enlèvements, tortures puis assassinats sans prendre de précaution pour cacher les corps.

L'aide au PKK

La première victime fut Behcet Cantürk, retrouvé mort dans sa voiture blindée ainsi que son chauffeur, en janvier de cette année. Il était présenté, tout comme Savaş Buldan, comme financeur du PKK et était fortement soupçonné de



Tandis qu'on assassine à Istanbul, la guerre continue entre les Turcs et les Kurdes dans l'est du pays. (Photo AFP.)

prendre une part active au trafic de drogue finançant les rebelles.

Remzi Kartal, vice-président du DEP, a appelé l'Etat, lors d'une conférence de presse tenue lundi, à faire cesser les assassinats visant hommes d'affaires et politiciens. Mais un haut responsable turc, parlant sous le couvert de l'anonymat, a affirmé qu'il s'agissait vraisemblablement d'un règlement de compte entre trafiquants et financiers du PKK. Il a en outre dé-

claré, de façon inquiétante, que la série n'en resterait certainement pas là. Le 4 novembre dernier, le premier ministre, Tansu Çiller, avait annoncé qu'une liste d'hommes d'affaires aidant le PKK lui avait été remise et que ces crimes ne resteraient pas impunis.

Chef du clan Oramar, Necdet Buldan niant les liens de son frère avec la mafia ou le PKK, a déclaré que celui-ci a été tué par l'Etat, « tout simplement parce qu'il était kurde ».

Claude ORTACQ

Oléoduc : accord turco-ukrainien

● Ankara et Kiev sont tombés d'accord pour la construction en Turquie d'un oléoduc qui acheminerait vers l'Ukraine du pétrole du Proche-Orient, notamment irakien. L'accord a été signé lors de la visite du chef de l'Etat turc Suleyman Demirel, du 30 mai au 1^{er} juin, en Ukraine. L'oléoduc, d'une longueur de 750 km, devrait relier le terminal pétrolier de Ceyhan-Yumurtalik sur la Méditerranée au port de Samsun sur la mer Noire, d'où le brut sera transporté par navires à Odessa pour le raffinage, selon Ankara. L'Ukraine se serait engagée à financer entièrement le projet.

Washington Post: Çiller's regime is brutal

Turkish Daily News

WASHINGTON- The Washington Post, one of America's most influential newspapers, today ran an editorial column by Colman McCarthy that delivered heavy blows on Turkey's human rights record in the Southeast. The column, "Monitoring the Monitors in Turkey," recapped the experiences that Kathym Porter — wife of Rep. John Porter — shared two weeks ago at a Congressional meeting of International Human Rights Law Group [Porter visited Turkey in May to talk to the arrested DEP deputies and she also paid a visit to Diyarbakır.] But the tone of the article went beyond Mrs. Porter's scary encounters and ridiculed the Turkish embassy's and government's attitude that all reports were lies and

that Mrs. Porter is "fabricating these stories." McCarthy's essay made references to the "governmental ruthlessness in Southeastern Turkey" and said: "The brutal regime of Prime Minister Tansu Çiller received more than \$400 million in military aid in 1993, the same year the State Department reported that 'torture and excessive use of force by security personnel persisted' and 'violence in Southeast Turkey... reached unprecedented levels.'"

The Washington Post piece concluded with biting sarcasm: "So, it seems, are Amnesty International, Helsinki Watch, Human Rights Watch and members of the Human Rights Association of Turkey, whose members have been assassinated, tortured and jailed. Everyone has it wrong: Turkey's government is

really a champion of peace and justice. But if you are a Kurd and disagree, watch your back. If you are an American in Diyarbakır, cover the ventilator above the shower." Mrs. Porter reported at the mentioned Congressional meeting that somebody watched her through a ventilation slit while she was taking a shower in her hotel room in Diyarbakır.

The Turkish embassy in Washington claims Mrs. Porter is making up these stories because she has an obsession against Turkey and together with her husband, Rep. Porter they have dedicated themselves to tarnish Turkey's image in the West. Mrs. Porter is well-known for her previous participation in Greek-Cypriot protest marches against the Turkish army's presence in Cyprus.

İnönü to attend CSCE hearing on human rights in Turkey

Motherland Party leader Yılmaz asks to meet with US Vice President Al Gore

Turkish Daily News

WASHINGTON- According to a reliable source, Erdal İnönü, former chairman of the Socialist Democrat People's Party (SHP), will visit the U.S. Senate in Washington on June 15 to attend a meeting on the human rights situation in Turkey organized by the Commission on Security and Cooperation in Europe (CSCE). İnönü will be accompanied by Turkish parliamentarians Cemil Erhan of Agri (the True Path Party), Edip

Faydalı of Bitlis (the Motherland Party), and Kandemir Genc of Tunceli (SHP). CSCE Co-Chairman Sen. DeConcini and Rep. Hoyer are expected to be present at the meeting. Among the participants will be Ambassador Morton Abramowitz of the Carnegie Endowment for International Peace, Professor Henri Barkey of Lehigh University, TDN Editor İsmet G. İmset, Dr. Najmaddin Karim of the Kurdish Congress of North America, and Kendal Nizan of the Kurdish

Institute of Paris.

ANAP and main opposition leader Mesut Yılmaz is also expected to arrive in the United States on June 13 to attend the meetings of a think-tank in Colorado. TDN sources could not verify if Yılmaz was invited to the CSCE hearing on June 15, but TDN did learn that Yılmaz asked for a meeting with U.S. Vice President Al Gore. At the time of this report it could not be verified if Al Gore agreed to meet with Yılmaz.

Iraq slams Turkey for renewing allied mandate

Reuters

BAGHDAD- Iraq denounced on Wednesday a recommendation by Turkey's national security council to renew permission for allied planes to use Turkish bases to patrol northern Iraq. "Unfortunately (this) means that the foreign will in Turkey is stronger than the Turkish national will," a spokesman said. British, French and U.S. planes based in southern Turkey have been enforcing a no-fly zone over northern Iraq since 1991, shielding the Kurdish-controlled region from attack by the forces of President Saddam Hussein.

The Iraqi spokesman, who declined to be identified, told Reuters, "The Turkish government recognizes fairly well

that the presence of allied forces in Turkey created a state of instability, threatening Iraq's and Turkey's national security." Rival Kurdish groups in northern Iraq have been battling each other for more than a month.

The spokesman said Turkish statements of a rapprochement with Iraq despite the U.N. sanctions will now have no meaning. "Recent Turkish statements ... on (Ankara's) keenness to lift the sanctions on Iraq and (preserve) the unity of its territory ... no longer have meaning or credibility, both in terms of politics and economy," the spokesman said.

Turkey's National Security Council on Monday advised the government to renew permission for allied planes to use Turkish bases to patrol northern Iraq. The current term expires on June 30 and the mandate is usually extended for six months.

The council, whose recommendations are normally adopted by the government, is headed by President Süleyman Demirel and is composed of senior Cabinet ministers and military commanders.

Heated parliamentary debate on Kurdish question

'Whichever country approaches the Kurdish question and the Kurdish people in the Middle East humanely and in a contemporary way will win the Kurds.'

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Adiyaman Deputy Mahmut Kılınc surprised his colleagues by making interesting allegations during Tuesday's session of Parliament, when the state of emergency was extended for the 21st time for another four months in 10 provinces in Turkey's Eastern and Southeastern regions.

All efforts to stop Kılınc's speech were fruitless. He claimed that 28 people who had been killed in Adiyaman had been dragged by their feet and put in garbage trucks and buried in a mass grave and that no religious ceremony had been performed. Kılınc said: "At this time, the village of Levrek in Beytülşebab town in Hakkari and two hamlets are being burned. If you do not believe it, telephone now." He gave the phone number of that village.

Significant parts of the discussion of the "Kurdish issue" which is registered in the parliamentary minutes follow: Mahmut Kılınc (DEP-Adiyaman): How will you describe the situation in Iraq or Iran if this is not a Kurdish question? What will you say of the disturbance in Syria? If the situation in Turkey is not a Kurdish question, if you do not accept the situation in Iraq as a Kurdish matter and see it as matter of terrorism, then why do you establish contact between Barzani and Talabani?

Whichever country approaches the Kurdish question and the Kurdish people in the Middle East humanely and in a contemporary way will win the Kurds. You are wrong if you think killing 5 or 10 thousand PKK (out-lawed Kurdistan Workers' Party) militants will solve this issue. Suppose you have eliminated the PKK, how will you prevent another PKK from coming on the scene? Ülkü Güney (Motherland Party [ANAP]-Bayburt): We will clim-

inate that as well.

Mahmut Kılınc: Life itself is a science. If you do not act in accordance with life, life will reject you.

Mehmet Budak (ANAP-Ankara): Big fish swallow small fish. Mahmut Kılınc: You have to decide whether to act in opposition or in line with life. You are obliged to do that. If you think that you have finished this matter by killing people in the mountains, you are mistaken. Here is the defeat which our political parties have suffered in the region.

Right now I am going to say something interesting which may be a subject of interest for the honorable ministers and deputies. Mr. Selim Sadak (DEP-Şırnak) came a little while ago and told me that the village of Levrek in Beytülşebab and two hamlets are being burned right now. The relatives of the villagers are waiting in a house in Beytülşebab. The telephone number is 311 22 61. The area code is 488. Mr. Cevheri (state minister) is the minister of the region. He can verify this on the phone... First of all, the political parties must decide whether these people are guilty citizens or whether they are enemies? Make that decision here.

Cengiz Bulut (ANAP-Izmir): The PKK is an enemy.

Mahmut Kılınc: Enemy? Mr. deputy says "enemy."

Cengiz Bulut: No, the PKK is an enemy.

Mahmut Kılınc: One minute, even if it is the PKK, Mr. President says, "They are also the children of this country."

Kadir Güçlü (True Path Party [DYP]-Bursa) They should surrender.

Mahmut Kılınc: One moment. I will investigate that as well. I will give an example. Go and do some research.

They will surrender. I am the Adiyaman deputy. Twenty-eight people

were killed in Adiyaman. Between Adiyaman and Malatya lies Mount Bezar, which is also close to my village. The mountain is bare; there is no tree, stone or cave there. Twenty-eight people gather in the mountain. They are kept there because of the previous day's clash. Cobras (helicopters) are called in. These people are killed with bombs which create a lot of flame and smoke. Nine of them surrender. I am a forestry engineer. A citizen using a theodolite witnessed the nine persons who surrendered being executed. Is this compassion?

Mehmet Cemal Öztaylan (DYP-Balıkesir): You are lying.

Mahmut Kılınc: No, I am telling the truth. One who lies is dishonorable. Now we are ready to prove it. Nineteen of the 28 people died of asphyxiation in the fire. Nine of them were executed. Belts were used to drag the bodies of those people by the feet down the side of the mountain all the way to the road. They were put into a garbage truck supplied by the Adiyaman municipality and dumped into the stream near the commando battalion. Well, we understand they had been killed, but what about the religious obligations?

Ismail Köse (DYP-Erzurum): They have no religion.

Mahmut Kılınc: They have no religion? Is it only you who have religion? I doubt that a person who says that has any religion. Those people were true Muslims. Their names were Mohammed, Ahmet, Mustafa. No one can claim that they had no religion. You go to Adiyaman and investigate.

Ayvaz Gökdemir (DYP-Gaziantep): They are traitors... Mahmut Kılınc: Being a traitor is a separate issue. A corpse cannot be labeled as being a traitor or being good. A corpse is a corpse. A Muslim has to fulfil the religious requirements for a corpse. When

faults become apparent, he is called a traitor. Then we kidnap a traitor, take him to Istanbul and execute him and thus finish the matter. Look at what the prime minister said during the press conference on Nov. 4, 1993 at the Istanbul Holiday Inn hotel, 'We know the names of the businessmen and artists from whom the PKK exacts money and we will ask for an accounting.' Look at what happened later. Behçet Cantürk was abducted on Jan. 15, 1994 and killed. Fevzi Aslan and his nephew Salih Aslan were kidnapped and killed on March 28, 1994. Halil Alpsoy was taken into custody in Istanbul on May 17. He was found dead on May 24 near Kırkkale. Behçet Cantürk's attorney, Yusuf Ziya Akıncı, was killed. Savaş Buldan, Hacı Karay and Adnan Yıldırım were killed.

Do the policemen, do those who have radios and weapons in their hands have the right to take those people and kill them? If a prime minister says, 'There are 1250 names,' then she can disclose them and the police force and prosecutor can take the necessary action. A prime minister cannot ask for an accounting, but the prosecutor does. It is the judiciary who asks for an accounting. Either the judiciary asks for an accounting or the prime minister sits in her place and asks the jurists to solve the matter.

Muhtar Mahramlı (DYP-Tekirdağ): You utter everything that comes to your mind.

Mahmut Kılınc: If you have a problem, let's talk about it outside together.

Interior Minister Nahit Menteşe took the rostrum and accused Kılınc of speaking as if he were a PKK representative. During the voting after the discussions, the parliamentary general assembly extended the state of emergency for another four months as of July 19, 1994.

Prisons full of writers and publishers

Okçuoğlu, sentenced to five months and fined TL 43 million, had postponed his sentence to June 7 by paying TL 11 million bail

Turkish Daily News

ANKARA- Apart from writers, more and more publishers are now being sent to prison. The writer Fikret Başkaya is currently in prison for his book entitled "The Collapse of the Paradigm." Başkaya's publisher has now suffered the same fate. The owner of the Doz publishing company that brought out Baskaya's book, lawyer M. Selim Okçuoğlu, is now serving a five-month sentence in Gemlik Prison.

Okçuoğlu, sentenced to five months and fined TL 43 million, had postponed his sentence to June 7 by paying TL 11 million bail. He will serve his sentence at the same prison as his brother, Ahmet Zeki Okçuoğlu, who has been imprisoned for one of his

articles.

Ismail Beşikçi is currently serving a sentence in Ankara Central Prison. The case against him was heard at the Istanbul Second State Security Court (SSC).

Charged under the Anti-Terrorism Law, Beşikçi was found guilty of preaching separatism and was sentenced to two years in prison and a fine of TL 250 million for one of his articles in the monthly magazine *Yeni İnsan*, entitled "Turkey is not independent anyway." The owner and editor of the magazine was also sentenced to six months and fined TL 50 million.

There are other cases of punishments being imposed on socialist newspapers and magazines. Murat

Yeşilirmak, the owner and editor of the newspaper *Media Güneşi*, was arrested by the Istanbul SSC and accused of preaching separatism in certain articles which appeared in the May 16-31 edition of his newspaper.

The 118th edition of another socialist newspaper, *Emeğin Bayrağı*, was seized because of two of its articles, entitled "Emergency Rule that has come to be a habit" and "Foul scenes of war," which were claimed to have preached separatism. The owner of the Belge publishing company, Ayşenur Zarakolu, the owner of the *Zagros* publishing house, Nabi Barut and the owner of the *Sorun* publishing house, Zeki Okçuoğlu had previously been imprisoned.

Thursday, June 9, 1994

turkish daily news

Fighting flares anew among Iraqi Kurds, Iran accused

Associated Press

NICOSIA- Fighting between the two main Kurdish factions in Iraq flared again Tuesday in northern Iraq, and neighboring Iran was accused of stepping up its involvement in the conflict. The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) blamed each other for starting the fighting which shattered a weekend cease-fire agreement.

Spokesmen for the groups said the clashes centered around Qala Diza, 60 miles (100 kilometers) east of Irbil, seat of the government of the quasi-independent enclave established by the U.S.-led alliance after the 1991 Gulf War.

PUK officials accused the Iranian Revolutionary Guards of supporting the KDP and two pro-Iranian Islamic Kurdish groups allied with it. The KDP denies this, although the PUK allegation is supported by Western relief agencies in the region. Mohammed Tofiq, humanitarian aid minister in the enclave's government, appealed to the United Nations and international relief agencies to help nearly 30,000 Kurds displaced by the fighting.

Tofiq, a PUK member, also called for international pressure on Iran to with-

draw from the area. He said Iranian Revolutionary Guards had crossed the border and seized four villages in the Penjwin region, 30 miles (50 kilometers) east of Suleimaniah, the enclave's main city.

He said that the efforts by the two Kurdish groups to end the bloodshed would be speeded up if "outside interference ceased." The enclave was set up to protect Kurds from attack by Saddam Hussein after an ill-fated uprising at the end of the Gulf war. The enclave is protected by U.S., British and French warplanes based in neighboring Turkey.

The fighting threatens to wreck the attempt by Iraq's 3.5 million Kurds to establish the autonomous homeland they have struggled to set up for decades.

The PUK and KDP, which can each muster 10,000 hard-core guerrillas, are traditional rivals who have clashed repeatedly in the past. They agreed to share power in the enclave after emerging roughly equal in parliamentary elections last year. But in recent months they have split over power-sharing and on how to deal with Baghdad, as well as Iran and Turkey, which are grappling with their own separatist Kurdish minorities.

Turkish Probe June 10, 1994

15

Mystery Murders Prompt ERNK Warning

Sinan Yilmaz

ERNK, the European based political wing of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), openly announced on June 6 that parliamentarians, businessmen, police force members, military personnel and their relatives would be targeted by ERNK special assassination squads.

"Until now the PKK has not made use of assassination squads although we had all the necessary means. But now we are forced to take action since we cannot bear to witness the killings of innocent Kurdish partisans. The government is involved in systematic killings, therefore we will retaliate in the same way in the big metropolitan cities," the ERNK announcement declared. The ERNK announcement followed a series of mystery murders in the past week which prompted allegations that some State forces in Turkey are linked to a systematic campaign to intimidate pro-Kurdish businessmen and politicians.

On June 4 a group of fishermen discovered the bodies of pro-Kurdish businessman Savas Buldan and two of his colleagues, Hacı Karay and Adnan Yıldırım near the Melen river in the Yiğilca township of Bolu province. The three had been shot in the back of the head. Police sources said the three had also been tortured and were without identification papers when found.

Buldan was a wealthy Istanbul businessman who is in the hotel and restaurant business. He comes from the township of Yüksekova in the southeastern province of Hakkari. His colleagues Karay was also from Yüksekova while Yıldırım came from the township of Lice in Diyarbakir province.

Buldan's elder brother Necdet Buldan is the former mayor of Yüksekova and belongs to the pro-Kurdish Democracy Party (DEP).

The murders follow the killing of Muhsin Melik and his driver in the southeastern provincial center of Urfa by four or five unidentified persons. Melik is the founder of the People's Democrat Party (HADEP), a new pro-Kurdish party set up to eventually replace DEP. Melik was the former provincial chairman of DEP.

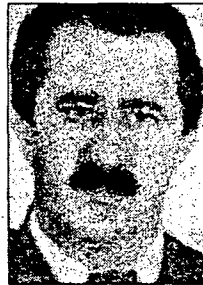
Before his death Melik reportedly told his brother that he had been shot by plainclothes policemen just outside his office. Melik allegedly shot and wounded one of his assailants. The governor of Urfa said two persons were in custody related to the murder.

Buldan and his two companions were allegedly

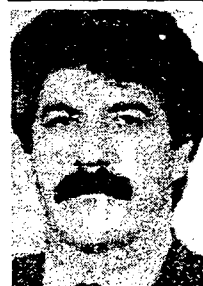
taken into custody by a group of policemen outside Istanbul's Çınar Hotel.

The persons who apprehended them reportedly showed their police identification cards and then took them away in unmarked cars, according to the personnel of the Çınar Hotel who witnessed the incident.

The death of Buldan was the latest in a chain of murders committed against persons who allegedly have links with Kurdish separatist militants.



Hacı Karay



Adnan Yıldırım



Namik Erdoğan

The mystery murders started with the kidnapping of Mecit Baskın, responsible for citizens' affairs in Ankara's Altındağ township.

The second case concerned pro-Kurdish underground figure Behçet Cantürk and his driver Recep Kuzucu who were found murdered near the Sapanca section of the Istanbul-Ankara highway. Cantürk was also from Lice township.

Later the body of Cantürk's lawyer Yusuf Ziya Ekinçi was found near Ankara's Gölbaşı district in February. He had been killed by seven bullets.

In March another prominent figure from Lice, contractor Fevzi Arslan, and his brother Şahin were kidnapped at gun point in their Aksaray office in Istanbul and their bodies were later found on the Istanbul-Ankara highway.

In May, Namik Erdoğan, then deputy chairman of the investigation committee at the Health Ministry, was similarly kidnapped and murdered by unknown killers. Namik Erdoğan was originally from Hakkari.

Buldan was previously taken into custody in 1992 when police raided his house in Istanbul and discovered he was hosting DEP Diyarbakir Deputy Leyla Zana, her husband Megdi Zana and seven other people who were allegedly linked to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). There were claims that Buldan had provided PKK with guns and financial aid. He was later released. Conservative Turkish

papers claimed Buldan may have been killed by the mafia because of drug trafficking.

Pro-Kurdish daily Özgür Ülke, however, pointed the finger at Prime Minister Tansu Çiller and said the prime minister had warned on November 4, 1993 that the government has information about businessmen and other personalities who give extortion money to the PKK and had threatened to "make them pay." The paper claimed Çiller was now making the businessmen "pay." Özgür Ülke quoted

former National Intelligence Organization (MIT) member Professor Mahir Kaynak as saying "the murders were planned by those who had provided the list of pro-Kurdish businessmen to the prime minister." Kaynak also said the murders were being planned and carried out by those in the State cadres who do not want a political solution to the Kurdish problem. The Turkish Probe was informed that at first police had confirmed Buldan and his friends had been taken into custody but later denied this. The Buldan family members reportedly had some sources inside the police and they alleged that they were told "do not follow up your complaints."

Necdet Buldan told the Turkish Probe: "I know the murderers of my brother very well. The people doing this get great pleasure out of it and I openly declare that these murders are not mystery murders but that the suspects are known." He added, "Certain powers have tried to make it look like an act of vengeance carried out by the mafia."

The elder Buldan also claimed that Deputy Prime Minister Murat Karayalçın had identified his brother as a "very dangerous person" and had said that the murder was a mafia execution.

Karayalçın's statement could be aimed at diverting the public's attention away from the government. Buldan continued, "Karayalçın should appear on a program with me and answer my questions for 15 minutes."

The former mayor also claimed that his brother had escaped a previous murder attempt on his life when he was at his house in Istanbul together with Deputy Leyla Zana, whose parliamentary immunity has now been lifted, and her husband.

In response to a question on whether the "government had a role in the recent executions, which have been interpreted as a mafia vendetta," Buldan's answer was striking: "The cover for the state committed crimes is set up beforehand and is therefore very sophisticated. Most of the time, incidents are portrayed as a power struggle within the mafia."

Meanwhile, in Ankara DEP officials charged also that Muhsin Melik was killed by police in Urfa. DEP Acting Chairman Remzi Kartal said the police were at the scene of the incident only two minutes after Melik was shot. Melik was then wounded and refused to get into the police car saying "you are the people who shot me."

Kartal claimed "those who oppose state policies are either silenced or eliminated."

There are claims that the mystery killings are being carried out by a shadow organization. Some sources identify the group as a professional contra-



Savaş Buldan

guerrilla force and some say that the force has links with a highly professional fighting group. The existence of a shadow organization with a professional structure is clear despite its good disguise.

In the Buldan case, the police announcement stated that the victims had been arrested by the "narcotics department" but then this was changed to "police anti-terrorist teams" and later both these facts were denied. According to the newspapers "a red Mercedes, which had been sighted by the police and had false license plates, had been followed by highway patrols but had later managed to pass through police barricades."

The truth is still unknown and no concrete evidence exists of government involvement in the mystery murders. However, the government is under suspicion of playing an indirect part. Just as in every other incident, the high-level government officials are determined not to intervene. While trying to finish off the PKK, it is obvious the government has not drawn a line between the terrorists and other Kurds who may be activists with no terrorist links.

Officials with political responsibility, such as the prime minister and the interior minister, are not particularly helpful. This automatically brings one question to people's minds: "Do the politicians consider these deaths normal or were they informed beforehand of the deaths and the identity of the murderers?" ■

Human Rights Diary

Turkey jails five intellectuals for Kurd writings- A Turkish court has sentenced five intellectuals to two years in prison and fined them TL 100 million (\$2,940) for articles they wrote about the Kurdish minority, a human rights campaigner reported on June 3. The Istanbul state security court ruled on June 2 that the five, whose articles were published two years ago, were guilty of propaganda aimed at destroying the unity of the Turkish republic, Mahmut Öngören, Secretary General of the Human Rights Foundation of Turkey, told Reuters. The military is locked in an intense conflict with Kurdish separatist guerrillas in the southeast. The charge of "separatist propaganda," as it is called, is often applied to journalists and others who raise questions about government policies towards the Kurds. In 1993, 49 writers were charged in connection with their writings and an estimated 75 are now serving prison sentences, Öngören said. Most of the cases involved the propaganda charge. "Based on figures we have compiled for 1994, it looks like the situation has not improved this year," Öngören said.

"Crimes of expression are still being punished in Turkey and this, of course, is a very anti-democratic procedure. No matter how distasteful a government finds an idea it should allow free discussion," Öngören said. Among those in prison are Münir Ceylan, the former chairman of the Petroleum Workers Union, who this week started serving a 20-month jail term for an article he published on the Kurds in 1991. Others recently found guilty of separatist propaganda stemming from articles published include former academic İsmail Beşikçi, Secretary General of the Human Rights Association of Turkey Hüsnü Öndül, and academic Haluk Gerger. (Reuters, June 3)

Greece to give ethnic Turks' land to Pontic Greeks- Greece has announced that three thousand acres of farming land in western Thrace, inhabited by ethnic Turks, would be given to the Pontic Greeks who came to Greece from the former Soviet Union. A statement by Greece's Reconstruction Agency said that land near the villages of İlhanlı, Beyköy, and Bekova will be allocated to the new immigrants.

According to the announcement, 30 to 50 acres of land will be issued to each Pontic Greek family and a housing compound with 80 new buildings will be constructed. The immigrant families will be temporarily accommodated in hotels and rented houses in the İskece area.

The Turkish community in the area are upset since they claim that the three thousand acres were given to them at the time of the Ottoman Empire. The Greek Government had declared the İlhanlı, Beyköy and Bekova land to be "pasture" areas in 1982 and had ordered its expropriation. This process was stopped after the Turks filed a court case. (Turkish Daily News, June 5)

The Government denounced for virginity tests- An international human rights organization condemned the Turkish government for ignoring the common but illegal practice of virginity tests for unmarried women in police custody, applying for government jobs and other situations.

Virginity tests are most commonly conducted on women in police custody, the New York-based Human Rights Watch said in a report released June 4. Such exams have also been forced on hospital patients, students living in dormitories and applicants for government jobs, the report said. The report noted that female virginity is identified in Turkey with family or male honor, and that a woman's right of control over her own body is secondary. Human

Rights Watch urged Turkish medical workers to help stop virginity testing, and called on the Turkish government to denounce the practice. Two high school students committed suicide in 1992 after school authorities ordered them to submit to virginity control exams, the report

said. If a female student is found to be no longer a virgin, she is expelled from school. The report also said women in police custody have been raped, stripped and otherwise sexually abused. It said police arbitrarily harass unmarried women, accusing them of prostitution, and raid hotel rooms where unmarried couples are registered.

(The Associated Press, June 4)

Saturday, June 11, 1994

Latest human rights report looks no better for Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- According to the latest monthly Human Rights report prepared by the human rights association IHD, Turkey again had nothing to boast about in terms of its human rights' record. A total of 643 people were reported to have lost their lives as a result of clashes between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants and the government security forces. In a press conference to announce the May report, the chairman of the IHD, Akın Birdal, said: "Turkey is condemned to live with the malfunction of its legal system. The ignorance in Turkey of extra-judicial executions, tortures, crimes of conscience and the ban on a free press and publications presents a very thought-provoking picture that gets a lot of attention in Western countries." He went on to say that political parties now look favorably on constitutional change but added that all changes must comply with international law.

Birdal said that the attempt to democratize the Constitution of 1982 was a test of the Turkish Parliament's commitment to human rights, in particular as regards the 152 articles that currently restrict freedom of expression in the country. Stressing that all views have to be represented freely, he went on to say:

"Therefore article 8 of the anti-terror law has to be lifted immediately and urgently. If all parties are encouraged to participate in the democratization process, then this article has to be eliminated." He pointed to the 98 journalists, writers and publishers presently in jail for the violation of the "crimes of conscience" article and explained the heavy fines they were forced to pay as follows: "Obviously the govern-

ment wants to pay its domestic and foreign debts from the fines exacted from journalists and writers."

According to the IHD report, Turkey's human rights abuses for the month of May included:

- Disappeared while in custody: 28
- Died as a result of torture while in custody or summarily executed: 31
- Unsolved murders: 19
- Journalists, writers, publishers, union members, scientists, and deputies currently in jail: 98 (with total possible sentences of 348 years)
- Banned publications: 50. Seven publications and democratic organizations were raided by the police.
- Villages and settlements evacuated and burned: 74.
- Claims of torture: 13.

A delegation of the IHD to North Iraq

On the initiative of the IHD, trips by various organizations to examine the situation of the Kurds in Northern Iraq are being planned. The purpose of the trip planned for June 13-16 is to investigate the people who have emigrated there from Turkey. The IHD chairman said: "Whatever the causes of the migration might be, the effects of such a displacement of population are well-known from its precedents." He said that health, education, food, and shelter were all problems for people forced to migrate, and all of them needed to be examined on the spot so that the necessary reports could be made.

Apart from the IHD delegation, members of many Turkish human rights organizations, judicial associations and political parties will take part in the proposed visit.

turkish daily news

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JUNE 11-12, 1994

Turks' Plan For Iraqi Oil Hinges On Details

Reuters

ISTANBUL — Secretary of State Warren M. Christopher said Friday that Washington backed Turkey's plan to cleanse an Iraqi oil export pipeline running across its territory, but technical details were still being worked out.

"We have of course agreed in

principle that the pipeline should be flushed," he said in Istanbul.

Talks on technical details of the operation were proceeding with Turkey and at the United Nations.

"The problem has not been completely resolved," Mr. Christopher added.

Turkey wants the UN Security Council to approve a technical resolution to let it empty, flush and refill the 985 kilometer (610 mile) pipeline, disused since Ankara closed it in response to Iraq's invasion of Kuwait in August 1990.

There are about 12 million barrels of crude oil in the pipeline, which runs from Iraq's Kirkuk oil fields to a Turkish Mediterranean terminal. Of this, Turkey says it owns 3.8 million barrels.

Mr. Christopher said the Turkish

prime minister, Tansu Ciller, had stressed the importance of flushing the pipeline when they met on Thursday on the sidelines of a NATO foreign ministers' meeting.

Ankara says its proposals do not violate UN trade sanctions against Baghdad because oil from the pipeline would be refined and sold in Turkey, rather than sold on the world market, and no money would go to Iraq.

Most of the proceeds would go to buying humanitarian goods for the Iraqi people as approved by the United Nations. Some would flow to a UN compensation fund for victims of the Gulf War.

"The proceeds of the flushing would be handled in a way consistent with the UN resolution," Mr. Christopher said.

Umkämpfte Grenzregion zu Iran**Zerbrechlicher Waffenstillstand im Nordirak**

Während eines Monats bekämpften sich die Kurden des Nordiraks erbittert. Anfang Juni haben ihre Führer einen sofortigen Waffenstillstand vereinbart. Die bewaffneten Peshmerga wurden in ihre Kasernen zurückbeordert. Trotz diesem Abkommen bestehen aber wenig Chancen auf Ruhe in der Region. Der ungeklärte Status der Kurden im Nordirak könnte leicht zum nächsten grösseren Waffengang im Nahen Osten führen.

ii. Erbil, Anfang Juni

Das jüngste Friedensabkommen der irakischen Kurden ist am 5. Juni im Hotel Shirin-Palace in Erbil von den zwei wichtigsten Kurdenführern des Nordiraks besiegelt worden. Dieses bescheidene Hotel im Zentrum der wichtigsten kurdischen Stadt im Nordirak war schon Stunden vor dem Treffen von bewaffneten Männern umstellt, was davon zeugte, dass die Kurden erneut am Rande des Bürgerkriegs standen. Am Treffpunkt erschien als erster *Jalal Talabani*, der Vorsitzende der sozialdemokratischen Patriotischen Union Kurdistans (PUK). Nach einem unkontrollierten Schuss in die Luft drohte das Treffen zwischen Talabani und seinem Rivalen, dem Führer der konservativen Demokratischen Partei Kurdistans (KDP), *Masud Barzani*, zu platzen. Wenig später gaben sich die Kurdenführer im niedrigen Hotelssaal, wenn auch widerstrebend, Bruderküsse und sprachen von Frieden.

Abzug der Bewaffneten

Dieses Friedensabkommen, das siebte seit Beginn der Kämpfe Anfang Mai, ist in drei Phasen unterteilt. In einem ersten Schritt sollten die Gefechte in allen Fronten im Nordirak sofort eingestellt und die bewaffneten Kämpfer, die Peshmerga, aus Erbil sowie aus dem belagerten Städtchen Shaklawa zurückgezogen werden. Die zweite Stufe sieht vor, dass künftig in allen Friedensverhandlungen die Führer der Islamischen Bewegung Irakisch-Kurdistans einbezogen werden müssen. Der dritte Teil des Abkommens betrifft die Checkpoints auf den Hauptverkehrsachsen, deren Kontrolle von den neutralen Truppen des Irakischen Nationalkongresses (INC) übernommen werden sollen. Der INC, ein Sammelbecken irakischer Oppositioneller, hat im Mai zwischen den verfeindeten kurdischen Gruppen vermittelt. Er wurde in dieser Aufgabe vom amerikanischen Aussenministerium unterstützt. Dabei dürfte es wohl dem Vorsitzenden des INC, einem cleveren Geschäftsmann namens *Jebebi*, zu verdanken sein, dass Erbil nicht zu einem blutigen Kriegsschauplatz wurde. Am 8. Juni waren tatsächlich die Truppen aus Erbil und Shaklawa zurückgezogen und die Wege für die Bevölkerung und den Warentransport wieder freigegeben worden. Von Suleimaniye im Süden bis Dohuk im Norden wehte bei den Checkpoints nur noch die weisse Fahne mit den drei schwarzen Kreisen des INC. Damit kehrte vorerst im grössten Teil des Nordiraks Ruhe ein.

Jede politische Veränderung im Kurdengebiet löst bei den Nachbarländern zumindest Unbehagen aus. Der «kurdische Teilstaat in der Föderation Irak», so die offizielle Sprachregelung in Erbil, bildet die gemeinsame Grenzregion von Arabern, Türken und Iranern. Hier tragen sie traditionell ihre Interessenkonflikte aus. Teheran betrachtet das Uno-Mandat *Provide Comfort*, welches seit 1991 den Schutz der Kurden vor irakischen Angriffen garantieren soll, als eine Gefahr für seine eigenen Interessen. Offensichtlich aus diesem Grund beschossen seit über einem Jahr

iranische Truppen regelmässig das Gebiet entlang der gemeinsamen Grenze und machen kein Hehl daraus, dass sie die islamistischen Kräfte unter den Kurden logistisch unterstützen. Seit Beginn des jüngsten Waffengangs im Nordirak ging Teheran auch politisch in die Offensive. Der iranische Aussenminister hat während des Gipfeltreffens der Blockfreien Anfang Juni erklärt, er werde im Juli Bagdad besuchen. Zuvor wolle er aber in Damaskus mit seinem syrischen Amtskollegen die Frage des Nordiraks abklären.

Auch die Türkei hat Angst vor den Entwicklungen im Nordirak. Ankara ist seit zehn Jahren in einen blutigen, kostspieligen und aussichtslosen Krieg gegen die Kurdische Arbeiterpartei (PKK) verstrickt und befürchtet, dass sich jede Destabilisierung im Nordirak lediglich zugunsten der Kurden auswirken könnte. Ende Mai hat die türkische Regierung Delegationen der zwei nordirakischen Kurdenparteien in das südosttürkische Grenzstädtchen *Silopi* zitiert. Dort machte sie den Kurden des Nordiraks klar, dass sie ihre Konflikte bis spätestens zum 10. Juni beizulegen hätten. Sonst werde die türkische Armee im Nordirak einmarschieren. Danach hat ein türkischer Militärhubschrauber den Kurdenführer Talabani in seine Residenz in Erbil geflogen.

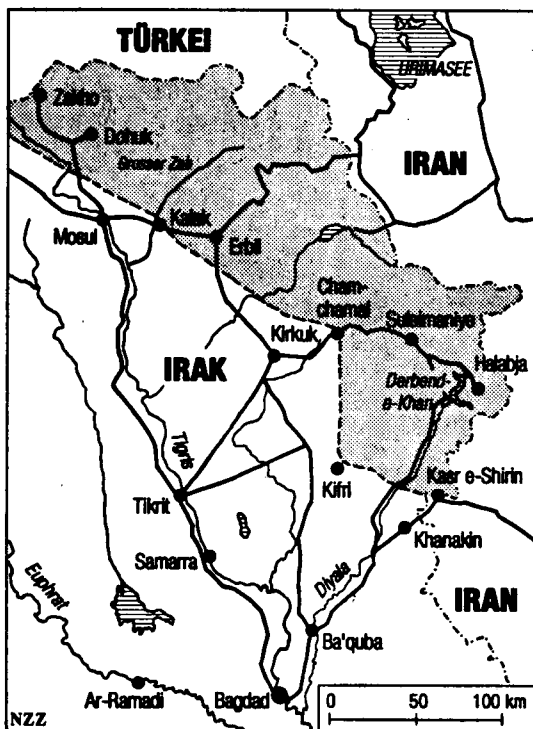
Grossgrundbesitzer gegen Kleinbauern

Von seinem vollzähligen Politbüro und den wichtigsten Peshmerga-Kommandanten umgeben, wirkte Talabani im blauen Saal seiner Residenz besorgt. Den ganzen Monat Mai weilte er in Damaskus; laut seinen Angaben, weil seine Rückkehr auf dem Landweg mit grössten Sicherheitsrisiken verbunden war und weil weder die Alliierten noch die türkische Armee ihn früher nach Erbil fliegen wollten. Das Ausmass des Krieges habe ihn überrascht, sagte er traurig. Entgegen seinen Gewohnheiten bemühte sich dieser wortgewandte Kurdenführer nicht, die Probleme seines Volkes leichtfertig unter den Teppich zu wischen.

Der Krieg hatte am 2. Mai im Grenzgebiet in der Gegend des Orts *Kala Dize* angeblich wegen eines Streits um ein Grundstück begonnen. Heftige Konflikte um Landbesitz erschüttern seit drei Jahren den ganzen Nordirak und sind meist auf die Reformen Saddams zurückzuführen. Im Rahmen der sozialistischen Reformen und um die Macht der kurdischen Stammesführer zu brechen, hatte Saddam 1975 den Besitz der Grossgrundbesitzer auf ein Viertel reduziert. Den Rest verteilte er unter den Kleinbauern des Nordiraks. Nach der Bildung der kurdischen Regierung in Erbil 1991 erhoben immer mehr Grossgrundbesitzer oder ihre Nachfolger Anspruch auf den ehemaligen Besitz. Die Kleinbauern wehren sich dagegen, oft mit ihren Waffen. Der Konflikt um die ungeklärten Besitzverhältnisse trifft jährlich mehrere hundert kurdische Familien. Dass in Kala Dize der Grossgrundbesitzer ein höheres KDP-Mitglied war und die Kleinbauern der PUK

angehörten, verlieh dem konkreten Fall einen politischen Charakter. Der Krieg griff wie ein Flächenbrand vom nordöstlichen Kala Dize auf Suleimaniye, Erbil und Dohuk über.

Es heisst oft, dass die kurdische Gesellschaft unfähig ist, ihre Konflikte anders als mit Waffengewalt zu lösen. Tatsache ist, dass die kurdische Verwaltung im Nordirak die akuten Probleme dieses faktisch autonomen Gebildes nicht einmal annähernd zu lösen imstande ist. Die beiden grossen Parteien sind im Parlament und im Kabinett je hälftig vertreten. Da weder Barzani noch Talabani bereit waren, die Überlegenheit oder auch einen Vorschlag des anderen zu akzeptieren, lähmten sie die Regierung. In Salaheddin, der Hochburg der KDP, glaubte ein hoher Parteifunktionär, dass der Krieg seit langem vorauszu-sehen war. Neben der unfähigen Regierung und der ständigen Ungewissheit über die Zukunft dieses Staatsgebildes, das vor bald drei Jahren ent-



stand, von keinem Land aber anerkannt wurde, musste die Tatsache, dass der Grossteil der männlichen Bevölkerung bewaffnet ist, unausweichlich zu bewaffneten Auseinandersetzungen führen. Der einmonatige Krieg hat laut Angaben ausländischer Organisationen bis zu 800 Personen das Leben gekostet und weitere 25 000 aus ihren Häusern vertrieben. Die meisten der Vertriebenen stammen aus Panjwin, einem östlich von Suleimaniye gelegenen Grenzort.

Wirtschaftlicher Niedergang

Panjwin ist eine hässliche, lediglich aus niedrigen Lehmhäusern bestehende Kleinstadt. In den letzten drei Jahren wurde der Markt des Ortes im ganzen Nordirak berühmt. Den Reichtum verdankte die Stadt einem engen Pfad, der direkt nach Iran führt und der bis Anfang Mai die Hauptroute der Schmuggler war. Mit ihren Mauleseeln brachten sie bis zum Kriegsausbruch Nahrungsmittel, Medizin, Baumaterial sowie Autoersatzteile in den Nordirak.

Schmuggel bildet heute für den kurdischen Nordirak die wichtigste Einkommensquelle. Das Uno-Embargo gilt hier genauso wie für die übrigen irakischen Regionen. Hinzu kommt ein weiteres – durch Saddam verhängtes – gegen die Kurden gerichtetes Handelsverbot. Die einzige Verbindung Erbils zu den westlichen, befreundeten Ländern läuft über die Türkei und ist vom Wohlwollen der türkischen Regierung gegenüber den Kurden abhängig. Wegen dieser geographischen Isolation des Nordiraks verarmten dessen Bewohner während der letzten drei Jahre zusehends. Bis zu 85 Prozent der Bevölkerung sind arbeitslos. Der durchschnittliche Monatslohn für Angestellte im öffentlichen Dienst liegt umgerechnet bei 5 US-Dollar. Die katastrophale wirtschaftliche Lage könnte einen Teil der Bevölkerung zu Verzweiflungstaten treiben, warnte schon vor einem Jahr der Chef der kurdischen Sicherheitsdienste. Es erstaunte ihn nicht, sollten die Kurden im Nordirak wegen materieller Not sich auf den Schmuggel von Waffen und Drogen konzentrieren. Seit Anfang Mai liefern sich nun die PUK und die vereinten Kräfte der KDP und der Islamischen Bewegung erbitterte Kämpfe um die Kontrolle der Schmuggelrouten nach Iran. Bis anhin hatte die PUK diese Route kontrolliert. Am 8. Juni brachen in der Umgebung von Kala Dize und Panjwin erneut heftige Gefechte aus. Immer deutlicher zeigt sich, dass die Kontrolle über den Nordirak vom Beherrschen der Schmuggelrouten abhängig ist.

Hoffnungsschimmer

In den Hauptquartieren der KDP und der PUK besteht unter den Funktionären der beiden Parteien noch die Hoffnung, dass es für den demokratischen kurdischen Teilstaat im Irak noch nicht zu spät sei. Sie glauben, Neuwahlen könnten die Bildung einer kompetenten Einparteiengovernment erlauben und eine Lösung der Probleme herbeiführen. Auch der Grossteil der Bevölkerung will nicht akzeptieren, dass der Traum von einem unabhängigen Kurdistan ausgeträumt ist. Rund zweihundert Frauen hatten tagelang das Parlamentsgebäude in Erbil besetzt und gefordert, dass die kurdische Regierung endlich wieder tage. Das Gespenst eines weiteren Bruderkrieges scheint aber allgegenwärtig zu sein. Masud Barzani hat vor wenigen Tagen den Uno-Generalsekretär schriftlich dazu aufgefordert, den kurdischen Nordirak zu einem Uno-Protectorat zu machen und die Tausende von Peshmerga zu entwaffnen.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0186 4 I 0207 TUR /AFP-RN29

Turquie-Kurdes

48 maquisards du PKK tués pendant le week-end dans le sud-est anatolien

ANKARA, 12 juin (AFP) - Quarante-huit maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués pendant le week-end lors d'opérations militaires dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a-t-on appris de sources officielles.

Vingt-deux des 48 maquisards ont été abattus lors d'une opération de l'armée turque sur le mont Eylul, dans la région de Diyarbakir, selon un communiqué de la préfecture de Diyarbakir qui coordonne la lutte de l'Etat turc contre la rébellion armée du PKK.

Les autres rebelles ont été tués lors d'opérations menées dans les régions de Mardin, Hakkari, Siirt, Sirnak, Batman et de Bingol, a-t-on ajouté. Neuf autres maquisards se sont rendus avec leurs armes aux forces de l'ordre dans ces régions, selon les autorités.

Ce bilan porte à au moins 291 --258 maquisards du PKK, 29 membres des forces de l'ordre et 4 civils-- le nombre de morts depuis début juin dans la région du sud-est anatolien à majorité kurde, principal théâtre de l'insurrection du PKK. Cette insurrection déclenchée en 1984 a fait au moins 12.950 morts selon une compilation de l'AFP à partir de chiffres officiels.

KG/jlb/sp

AFP /JO0245/121402

JUN 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0842 4 I 0246 IRK /AFP-BS37

Irak-Kurdes

Sept tués et 47 blessés lors des funérailles d'un responsable kurde

ERBIL (Irak), 13 juin (AFP) - Sept personnes ont été tuées et 47 blessées lundi par de tirs dirigés contre des milliers de manifestants qui participaient aux funérailles d'un responsable kurde à Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien, a-t-on appris auprès de l'ONU.

Les victimes ont été "atteintes par des tirs dirigés contre des milliers de manifestants rassemblés pour l'enterrement d'Osman Qadir Mounaouar", un des dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), a déclaré, sous le couvert de l'anonymat, un responsable de l'ONU à Erbil, principale ville du Kurdistan.

Mounaouar a été tué il y a quelques jours près de la localité de Penjwin, sur la frontière avec l'Iran, dans les combats qui opposent depuis début mai les deux principales formations kurdes, le PDK de M. Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de M. Jalal Talabani).

Des témoins ont accusé l'UPK d'avoir tiré sur les manifestants.

L'UPK avait pris le contrôle de Souleimanieh et occupé les bureaux du PDK.

Un membre du bureau politique de l'UPK, M. Maassoum Fouad, a affirmé à l'AFP que des coups de feu avaient été tirés après qu'"une personne eût lancé une grenade à main contre l'ancien quartier général du PDK, où s'est installé l'UPK et qui est gardé par des combattants". "Quinze personnes ont trouvé la mort et 27 autres ont été blessées", selon lui.

ta-ag/tp/mfo

AFP /JO0245/131845

JUN 94

Montag, 13. Juni 1994
Nr. 135

Basler Zeitung

Türkei: Chefredaktorin vor Gericht

Wer sich in der Türkei zugunsten einer regionalen Autonomie der Kurdenbevölkerung im Südosten des Landes ausspricht, muss mit einem Verfahren wegen «separatistischer Propaganda» rechnen.

Istanbul. Morgen Dienstag findet im Istanbuler Staatssicherheitsgericht die erste Hauptverhandlung gegen Gurbetelli Ersöz, die frühere Chefredaktorin der prokurdischen türkischen Tageszeitung «Özgür Gündem», statt. Sie ist seit dreiviertel Jahren in Haft und eines der vielen Opfer der systematischen Kampagne der türkischen Behörden gegen die Anliegen der 15 Millionen Kurden im Südosten Anatoliens. Mit Gurbetelli Ersöz sitzen gegenwärtig rund hundert Journalisten und Schriftsteller wegen «staatsfeindlicher Propaganda» in türkischen Gefängnissen.

Schon unter Gurbetelli Ersöz war «Özgür Gündem» die einzige Tageszeitung, die über den Krieg zwischen der türkischen Armee und den kurdischen Separatisten der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) detailliert berichtete. Die übrigen nationalen Medien lassen es bei den offiziellen Verlautbarungen aus Ankara bewenden. Dies erklärt auch, weshalb «Özgür Gündem», was so viel heisst wie «freie Diskussion», dem türkischen Regime seit jeher ein Dorn im Auge war. Die Zei-

tung wurde fast täglich auf Anordnung des Istanbuler Staatsanwalts beschlagnahmt, im kurdischen Südosten des Landes schon frümorgens ohne behördliche Verfügung. Die «Gündem»-Journalisten waren dauernden polizeilichen Schikanen ausgesetzt, ihre Arbeitsräume wurden durchsucht, viele von ihnen haben Gefängniserfahrung. 15 kurdische Redaktoren und Mitarbeiter der Zeitung verschwanden, einige wurden später ermordet aufgefunden.

Mitte April nun ist das prokurdische Blatt vom türkischen Gerichtshof für Staatssicherheit in Istanbul ganz verboten worden, nachdem es unter anderem ein Interview mit dem PKK-Führer Abdullah Öcalan publiziert hatte. Öcalan hatte in dem Gespräch seine Autonomieforderungen für die kurdische Bevölkerung wiederholt, ohne jedoch von einem unabhängigen Kurdistan zu sprechen. Bereits vor dem Schliessungsbefehl gegen «Özgür Gündem» liefen Hunderte von Strafverfahren gegen die Zeitung, zudem wurden Bussen bis zu einer Million Franken ausgesprochen.

Doch kaum war die Zeitung ge-

schlossen, erschien auch schon in denselben Redaktionsräumen und mit denselben Journalisten die Nachfolgezeitung «Özgür Üke», «Freier Staat», mit einer Auflage von derzeit 15 000 Exemplaren. Auch ihr erster Dienstchef sitzt inzwischen in Haft – auch er wegen «separatistischer Propaganda». Dennoch gelingt es der Zeitung weiterhin, mit Hilfe ihrer Informanten im türkischen Südosten über das Geschehen vor Ort zu berichten und auch die Armeoperationen zu verfolgen. In den Redaktionsbüros der neuen Zeitung in der Istanbuler Altstadt herrscht Zuversicht, dass das Blatt weiterhin jene Nachrichten drucken kann, «die von der Regierung unterdrückt werden». Der Ausgang des Verfahrens gegen die frühere Chefredaktorin Gurbetelli Ersöz dürfte einen Hinweis darauf geben, ob die türkische Regierung die totale Zensur über das Kriegsgeschehen in der Kurdenregion durchsetzen will, oder, im Fall einer Freilassung der Journalistin, einen politischen Dialog zur Lösung der Kurdenfrage signalisiert. *Martin Peter*

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0253 4 I 0233 DAN /AFP-FM39

Irak-Kurdes

51 tués lors des funérailles d'un responsable kurde, selon le PDK

ANKARA, 14 juin (AFP) - 51 personnes ont été tuées et plus de 40 autres blessées lundi par des tirs dirigés contre les participants aux funérailles d'un responsable kurde à Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien, a affirmé le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak.

Dans un communiqué reçu mardi à Ankara, le PDK, dirigé par M. Massoud Barzani, a tenu responsables de cette attaque les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui ont tiré, selon le document, sur les manifestants "sans aucun avertissement".

Un premier bilan publié lundi avait fait état de 7 morts et de 47 blessés.

Des femmes et des enfants figurent parmi les victimes et l'UPK a arrêté des centaines de personnes dont le sort reste inconnu, selon le PDK.

Plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées pour l'enterrement d'Osman Qadir Mounaouar, l'un des dirigeants du PDK, tué il y a quelques jours près de la localité de Penjwin, sur la frontière avec l'Irak, dans les combats qui opposent depuis début mai le PDK et l'UPK.

L'incident s'est produit le jour où MM. Barzani et Talabani se rencontraient à Silopi (Turquie, à la frontière avec l'Irak) pour discuter des moyens de mettre fin aux hostilités et d'élections que les Kurdes d'Irak comptent organiser cet été.

CE/hc/PT/br

AFP /JO0245/141301

JUN 94

LE MONDE — 14 JUIN 1994

PROCHE-ORIENT

IRAK

Les combats entre Kurdes risquent de remettre en question l'aide internationale

Commencés au début du mois de mai, des combats entre les deux principales formations politiques du Kurdistan irakien ont fait plusieurs centaines de morts. S'ils se poursuivent, ils risquent d'affecter gravement l'aide internationale dans cette région qui échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991.

« Si encore il y avait un pouvoir réel à partager ! Le Kurdistan n'est pas indépendant et notre gouvernement local ne peut tenir que si nous sommes unis. » Mohamad Ismaïl, représentant en France du « gouvernement » du Kurdistan d'Irak, est affligé de voir les Kurdes s'entretuer, à la grande satisfaction, admet-il, des régimes irakien et iranien. Lui-même membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Ismaïl affirme que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié à la Ligue islamique (LIK), bénéficie de l'appui des Iraniens.

Les combats ont paralysé le « gouvernement » kurde, issu des premières élections libres de mai 1992, et provoqué un nouvel exode des populations. Pis : s'il dure, ce conflit meurtrier, qui entrave déjà sérieusement l'action des organisations non gouvernementales, risque de paralyser l'aide aux habitants. Selon un rapport du groupe de coordination des Nations unies pour le

nord de l'Irak (dont le sigle anglais est UNGCI), certains incidents armés ont déjà « directement affecté » les organisations humanitaires.

Deux véhicules appartenant à des organisations non gouvernementales ont ainsi été saisis par des membres du PDK, qui ont refusé de les restituer même après l'intervention de hauts responsables de leur parti. Des tirs ont été dirigés contre une patrouille du UNGCI qui revenait à Souleimaniyé, dans la région du lac Dokan. Certains membres du personnel international ont été pris sous le feu croisé des belligérants alors qu'ils circulaient dans la région.

Les personnels de l'ONU et des ONG - qui en ont vu d'autres, notamment les multiples attentats dont ils ont été la cible directe - ne parlent pas, à ce stade, d'un retrait. Mais il n'est pas exclu que leur évacuation, au moins partielle, soit envisagée si les combats se poursuivent, mettant en péril leurs vies. Le principal problème, en ce qui les concerne, est que, opérant dans certaines régions désormais contrôlées par l'une ou l'autre formation kurde, ils pourraient être considérés comme travaillant pour le compte de « l'adversaire ».

Le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani se renvoient la responsabilité de l'aggravation de la situation, déclenchée à propos d'un conflit domanial dans la ville de Qalaat-Diza, dans le nord-est de l'Irak,

près de la frontière iranienne. Les choses se sont compliquées avec l'entrée en jeu, aux côtés du PDK, de la LIK pro-iranienne. Des querelles armées avaient déjà opposé les islamistes à plusieurs reprises à des combattants de l'UPK, selon laquelle des pasdars (gardiens de la révolution iraniens) se battent aujourd'hui aux côtés du PDK.

Le rôle de la Turquie

Des sources diplomatiques occidentales confirment que les Iraniens ont donné un coup de pouce aux islamistes et au PDK, mais seulement, selon elles, au début des hostilités. Ce qui est sûr, toutefois, c'est que la LIK bénéficie du soutien financier, matériel et militaire de Téhéran. En décembre dernier, à la suite d'accrochages entre l'UPK et la LIK, des responsables kurdes avaient affirmé que quelque 400 combattants islamistes étaient passés en Iran par divers points de la frontière dans la région de Rania et Halabja - ces deux localités faisant partie du théâtre des affrontements qui ont lieu actuellement au Kurdistan.

Le régime irakien assiste, en spectateur sans doute ravi, à ces déchirements internes, même s'il accuse l'Iran de « s'immiscer » dans les affaires kurdes. La Turquie voisine a tenté de contribuer à l'apaisement, après que plusieurs accords de cessez-le-feu, obtenus grâce notamment aux bons offices du Congrès national irakien - groupant plusieurs for-

mations de l'opposition -, eurent été violés.

A l'heure actuelle, le mandat de la force multinationale basée à Incirlik (Turquie) - pour faire respecter par Bagdad la zone d'exclusion aérienne imposée au nord du 36° parallèle - n'est pas remis en question. Malgré la tension, le Conseil national de sécurité turc a recommandé au gouvernement de reconduire ce mandat qui vient à expiration le 30 juin. Mais au lieu de six mois, le Conseil a recommandé un renouvellement pour quatre mois. Le Parlement turc, qui doit donner son aval, a toujours été divisé sur le sujet. Les querelles intestines kurdes pourraient apporter de l'eau au moulin des opposants.

La coalition alliée, emmenée par les Etats-Unis, bénéficie toutefois d'un moyen de pression sur Ankara : celle-ci demande en effet depuis avril dernier l'autorisation de purger l'oléoduc Turquie-Irak, fermé depuis août 1990, en y faisant passer du pétrole irakien. Des négociations ont encore eu lieu entre les Etats-Unis et la Turquie à ce sujet à la fin de la semaine dernière. Jusqu'à présent, Washington se dit opposé à toute mesure qui pourrait enfreindre l'embargo pétrolier imposé par l'ONU à Bagdad. Toutefois, même si le mandat de la force multinationale était reconduit, le « parapluie » allié ne protégerait pas les Kurdes contre eux-mêmes.

MOUNA NAÏM

Tough vote anticipated for Provide Comfort

Turkish Daily News

ANKARA- The Parliamentary vote on the mandate of the allied operation called Provide Comfort, which is designed to protect the Kurds and other minorities in Northern Iraq against the wrath of Baghdad, may not be a "fore-gone conclusion" this time, political analysts are indicating.

The voting, which is expected to take place this week, with strong indications that it may be held as early as today, is now expected to include stiff opposition to extending the mandate of Provide Comfort.

The operation has become increasingly controversial in Turkey, where some politicians charge that it is violating Turkish sovereignty, and others argue that its main aim is to "incubate" an independent Kurdistan in Northern Iraq.

It is also highly unpopular on the grounds that it is perpetuating the authority vacuum in Northern Iraq to the advantage of the Kurdistan Workers' Party (PKK) which is outlawed in Turkey for its waging of a bloody separatist war. Meeting to discuss the issue, the National Security Council, which convenes regularly to advise the government on matters of national security, decided last week to recommend an extension of the mandate of this operation.

The recommendation was based on the view that the situation in Northern Iraq had not changed sufficiently to warrant the termination of this allied initiative.

The mandate of the operation has been extended by Parliament at intervals of six months to date despite the widespread displeasure felt over it.

While not happy themselves with a foreign military presence on Turkish soil, the Turkish armed forces have supported the operation on the grounds that Turkey does not have the means to discharge the duties of Provide Comfort.

The pro-Islamic welfare party has consistently voted against the extension of the mandate.

Deputies from the main opposition Motherland Party (ANAP), on the other hand, have, on the whole, supported the extension of the mandate despite grumbling that a six month extension is too long and ought to be only two months.

While deputies from the True Path Party (DYP) and Social Democrat People's Party (SHP), the coalition partners, have inevitably voted for the extension, there have been maverick elements who have opposed the whole operation from the beginning in both parties.

The outcome of the voting this time will depend on how ANAP votes and on whether the number of DYP and SHP mavericks will increase sufficiently to tip the balance.

In the previous two votes on Provide Comfort, ANAP requested that the mandate be extended by only two months and, when this was rejected, deputies from the party either cast negative votes or abstained.

DYP deputy for Afyon Ethem Kelekçi told the Turkish Daily News on Monday that if there was not a DYP parliamentary group decision on the subject a group of deputies from the party would be voting "no", together with ANAP deputies.

Kelekçi said they believed that this operation eroded Turkey's independence; and put the number of DYP deputies opposing it today at 17.

He added that they were still discussing the matter with ANAP to arrive at a final decision on the subject, adding that if they arrive at a consensus then they would absent themselves from Parliament when the voting takes place.

Alongside these DYP deputies, around 20 deputies from the SHP are also expected to be absent during the voting, thus reducing the number of affirmative votes.

The yeses need to win only by a single vote in order for the mandate of Provide Comfort to be extended.

Barzani, Talabani meet in Silopi

Turkish Daily News

ANKARA- Northern Iraqi Kurdish leaders held a meeting in Silopi, a township in the southeastern district of Şırnak, on Monday. Foreign ministry spokesman Ferhat Ataman announced that Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader, Jalal Talabani and Kurdistan Democracy Party (KDP) leader, Mesut Barzani met at Turkey's initiative.

Ataman said that stopping the fighting in northern Iraq, which has been going for the past one-and-a-half months, and the elections planned for July would be on the agenda. Turkish foreign ministry and military officials were also present at the meeting.

Barzani and Talabani disagree on the election date, with Barzani favoring July and Talabani holding out for a postponement.

Turkey wants the fighting to end but is not acting as a mediator at the meeting, although it is being held at Turkey's initiative, said Ataman.

In other developments in the region, the planned visit of foreign mission chiefs to southeastern Anatolia, organized by the emergency rule regional government and the foreign ministry, is expected to begin tomorrow. During a three day tour the diplomats will be brought up-to-date on the local situation.

Tyrkisk offensiv mot kurderne

De tyrkiske myndighetenes offensiv mot kurdernes ledere og organisasjoner i landet nærmer seg et høydepunkt. Grunnlovsdomstolen

skal avgjøre om Det demokratiske partiet (DEP) må forbys. Samtidig skal tretten medlemmer av redaksjonen i avisa Ösgür Gündem stilles for retten, tiltalt for å støtte «separatisme». Seks

kurdiske parlamentarikere venter også tiltale for en statlig sikkerhetsdomstol. Alt dette foregår med en massiv militær offensiv i de kurdiske områdene i Sørøst-Tyrkia som bakteppe. De

militære er satt inn mot geriljaen til Kurdistans arbeiderparti (PKK). DEP deres seks parlamentarikere og journalistene i Ösgür Gündem anklages alle for å støtte PKK. (Dagbladet)

InfoMatin—15 juin 1994



KURDISTAN

Massacre à Souleimanieh

Cinquante et une personnes ont été tuées par des tirs dirigés contre les participants aux funérailles d'un responsable kurde à Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien, selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Les Echos—15 juin 1994

Tuerie lors des funérailles d'un responsable kurde

Lundi, lors des funérailles d'un responsable kurde à Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien, 51 personnes ont été tuées et plus de 40 autres blessées, selon le PDK de Massoud Barzani (Parti démocratique du Kurdistan). Celui-ci a accusé les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani de ce massacre. Les combattants de l'UPK ont ouvert le feu « sans aucun avertissement ». Le même jour, MM. Barzani et Talabani se rencontraient à la frontière turco-irakienne pour discuter des moyens de mettre fin aux hostilités et préparer des élections.

Libération—14 juin 1994

IRAK-KURDES. Sept personnes ont été tuées et 47 blessées lundi par des tirs dirigés contre des milliers de manifestants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) qui participaient aux funérailles d'un de leurs responsables à Souleimanieh, en Irak. Des témoins ont accusé le parti kurde rival de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) d'avoir tiré sur les manifestants.

Le Monde • Jeudi 16 juin 1994

TURQUIE

Ankara reconduit le mandat de la force multinationale pour le Kurdistan irakien

A la demande du gouvernement, le Parlement turc a décidé, mardi 14 juin, de reconduire pour six mois l'autorisation donnée à la présence en Turquie de la force multinationale pour la protection des Kurdes d'Irak. Basée à Incirlik, cette force, dont le mandat vient à expiration le 30 juin, a notamment pour mission de faire respecter par Bag-

dad la zone d'exclusion aérienne qui lui a été imposée au nord du 36^e parallèle.

Cela n'a pas empêché les deux principales formations kurdes de continuer à s'affronter. Ainsi, des tirs, dirigés lundi contre les participants aux funérailles d'un responsable kurde à Souleimanieh, ont tué 51 personnes et blessé 40 autres, a affirmé le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Le PDK a rejeté sur l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) la responsabilité de ces tirs. Des combats qui opposent les deux formations depuis le début du mois de mai ont fait plusieurs centaines de morts (le Monde du 14 juin). — (AFP.)

Northern Iraqi Kurds say 51 killed in attack

UN sources put the death toll at just 14 and say Suleimaniyah region quiet on Tuesday

By Alistair Lyon

Reuter

ANKARA- An Iraqi Kurdish faction said on Tuesday that gunmen from a rival group killed 51 people in an attack on a funeral procession in northern Iraq as leaders from the two groups held peace talks in Turkey.

But U.N. sources in Suleimaniyah, where the shooting took place on Monday, put the death toll at just 14 and said the town was quiet on Tuesday.

A statement from the Kurdistan Democratic Party (KDP) said fighters of the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) had fired from rooftops at mourners in the centre of Suleimaniyah. "As a result, 51 persons were instantly killed and over 40 were injured," the statement, issued in Washington, said. "The victims included many women and youngsters."

A London-based representative of the PUK, Latif Rashid, described the KDP account as a "complete fabrication" and accused KDP fighters of killing 12 people and wounding 46. KDP fighters escorting the procession had fired on PUK offices in Suleimaniyah without provocation, causing the casualties, he said, adding PUK guerrillas had not fired back. "I hope this was an isolated incident, not premeditated. If it was planned, the consequences would be very bad," he added. A spokesman for the U.N. guards' contingent, in Suleimaniyah said: "Only 14 were killed but around 42 were injured." He had no clear details on precisely what happened but, speaking by telephone from Suleimaniyah, he told Reuters the town was "back to normal" on Tuesday.

The KDP statement said the attack occurred during the funeral for a KDP commander, Osman Kader Munawwer, killed in clashes with the PUK in the Penjwin area a few days ago. "The KDP and all those who

have been trying to conclude a settlement and reconciliation are shocked at this appalling massacre of innocent civilian mourners by the PUK," it said. PUK leader Jalal Talabani and KDP leader Massoud Barzani held peace talks in the Turkish border town of Silopi on Monday to try to end a feud between their guerrilla forces which has killed several hundred people since it erupted on May 1. Rashid said that before the shooting a joint operations team grouping the PUK, KDP and the opposition Iraqi National Council (INC) had been trying to return Suleimaniyah to

normal. The KDP had been permitted to hold the funeral as part of agreements which also called for the release of all KDP prisoners and a halt to hostile media campaigns.

"Things had been going smoothly in Suleimaniyah," Rashid said. "Suleimaniyah is a PUK stronghold, so the last thing the PUK wanted was disturbances in the city."

Stafford Clary, U.N. relief chief in Irbil, said aid work had not been interrupted by fighting. "The fighting was localized," he said.

The U.N. has 60 guards in Suleimaniyah to protect its operations and about 70 international aid workers there.

New developments in the Şerif Avşar case

Turkish Daily News

ANKARA- Court cases have been filed against the alleged kidnapper/murderers of Şerif Avşar who was abducted from his Diyarbakır workplace on April 22 and found dead on May 7.

The supposed kidnappers include five village guards, one government informer and a seventh person whose identity has been kept secret.

A lawsuit has been opened against the five village guards and the informer on charges of kidnapping and killing Şerif Avşar.

The relatives of Avşar claim that seven people were involved in the incident and the identity of the seventh person -claimed to be a government official- is known but is being kept secret. Family members have demanded that the seventh kidnapper should also be brought to trial.

Attorney General Mustafa Atagün has requested that Diyarbakır Criminal Court impose the death sentence on Ömer Güngör, one of the five village guards, and twenty year jail sentences for the other defendants. In his prosecution statement Attorney Atagün said "The suspects entered Mehmet Şerif Avşar's shop, claimed they were government security officials and said that they had come to take Şerif Avşar to Gendarmerie headquarters." He continued

"Fevzi Gökçen went outside and told Mesut Mahmetoğlu that M.S. Avşar had asked for official identification.

Although Avşar resisted, after Mahmetoğlu went inside and presented himself as a government official they took him at gunpoint...the suspects stopped at a half demolished building close to Lice.

There Şerif Avşar was shot by Ömer Gungör after an argument between them..."

Despite the attorney general's statement Şerif Avşar's family claim that they followed the kidnappers and saw the two vehicles enter the Gendarmerie headquarters.

They added that they had been denied entrance and were advised to go to the attorney general's office.

Ali Avşar, brother of the murdered man, said, "In their first statements, the six accused said that there had been a seventh man but later denied this" ... and added "according to us the seventh person is very important and we believe that this person is a government official."

However, the existence of the seventh man in this affair has not been admitted in the attorney general's allegations. It is reported that the trial of the village guards will begin in the coming days.

Wednesday, June 15, 1994

turkish daily news

Provide Comfort mandate renewed

Turkish Daily News

ANKARA- The mandate for the allied operation known as Operation Provide Comfort, which is based in Turkey in order to protect the Kurds and other minorities in Northern Iraq, was extended by another six months by the Turkish Parliament on Tuesday. While 193 deputies voted for the extension of the mandate 147 voted against with two votes being discounted.

Analysts say that contrary to expectation the mandate was renewed with less difficulty than was originally thought given the controversy surrounding the whole operation.

The new mandate will come into force as of June 30. The operation has been continuing since the end of the Gulf War. Defending the government's position, Foreign Minister Hikmet Çetin told Parliament before the vote that terrorism by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) would flourish in northern Iraq if the allied forces in this operation left the region.

He added that there was no concrete evidence to support the allegations that "Poised Hammer," the unofficial popular name for Operation Provide Comfort, was aiding the PKK.

"The presence of the force facilitates Turkey's anti-terror operations in northern Iraq and provides information for Turkish officials. The problems in the Southeast are not due to PC-II; they would stay as long as the embargo is maintained," Çetin said in defense of the force.

He stressed that Iraqi territorial integrity was important for Turkey and the whole region as this country's disintegration would bring instability to the whole Middle East.

"All countries that participate in the allied force have made statements supporting Iraqi territorial integrity," Çetin explained. "It would be more problematic if they chose another country to host the force."

Speaking for the main opposition Motherland Party (ANAP), Engin Güner said they opposed Operation Provide Comfort today although this force had been invited to Turkey when they were in power.

Iranian official assures Turkey on terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- Iranian Interior Minister Ali Mohammad Beshareti assured Ankara that his government did not condone anti-Turkish activities.

The Iranian official, who was received by President Suleyman Demirel and Prime Minister Tansu Çiller, met with Foreign Minister Hikmet Çetin on Monday.

During this meeting, Beshareti stressed that Iran and Turkey were enjoying good relations, and that there were no disputes between the two countries. "No other country is closer to Iran than Turkey," Beshareti concluded.

Beshareti stressed that his country regarded Turkey's enemies as its own enemies. "We are aware of the fact that Turkey has some problems, but so does every country. These visits will contribute to the efforts aimed at solving these problems," he said.

He said that in the meeting of Syria, Iran and Turkey — to be held in July in Damascus — regional and international issues would be discussed.

He also characterized Demirel's visit to Tehran, to be held on July 15, as an important step in bilateral relations.

Meanwhile, Beshareti disclosed that in his meeting with Çiller, they discussed issues related to politics, economics, security and the borders of Iran and Turkey.

They voiced the importance of preserving Iraq's territorial integrity,

stressing that the disintegration of Iraq would pose a threat to the entire region, Beshareti said.

Meanwhile, the prime minister's chief advisor, Volkan Vural, said that a joint operation against the Kurdistan Workers' Party (PKK) was not discussed during Çiller's meeting with the Iranian official. The issue of handing over terrorists also went unmentioned, Vural noted.

Furthermore, Interior Minister Nahit Menteşe said that Turkey would not tolerate opponents of the regime in Iran. "The issues that made Iran uneasy also caused uneasiness for Turkey. Our systems are different but we have respect for each other," Menteşe concluded.

Sixteen members of the Iraq-backed outlawed People's Mujaheddin Organization, an opponent of the Iranian regime, were recently arrested by Turkish security officials. It is expected that these people will soon be expelled.

Tuesday's talks between Iranian and Turkish officials focussed on the activities of the PKK. Turkish officials gave detailed information to their Iranian counterparts on the PKK's movements along the Turco-Iranian border, reliable sources said. The Iranian delegation assured Turkish security officials that Iran would implement stricter controls on the border, according to the Interior Ministry.

Arguing that the situation is different today than what it was at the time, Güner denied the assertion that this operation was under Turkey's control.

Güner said that the humanitarian aspect of Provide Comfort had ended just as the U.N. operation in Somalia had ended and argued that the allied force deployed in Turkey for this purpose must therefore go.

Oğuzhan Asiltürk, who was speaking for the Pro-Islamic Welfare Party (RP) said that it would not be possible to get rid of Provide Comfort without getting rid of the current government. Recalling that both President Demirel, as head of the True Path Party (DYP), and Izmir Deputy Erdal İnönü, as head of the Social Democratic People's Party (SHP) had opposed this operation, Asiltürk said that Provide Comfort endangered Turkey's independence.

He also claimed that this operation provided assistance to the PKK which is waging a separatist war in southeast Anatolia. Asiltürk ended his

speech by calling for the mandate of Operation Provide comfort not to be extended.

Speaking for the SHP, Erdal İnönü said they had opposed the Gulf War but added that the situation had taken a different course after the war.

İnönü indicated that there was the need for implementing international regulations and said that although retaining their rights of sovereignty, nations could not act against the United Nations.

Recommending a conference on northern Iraq which will handle the rights of the Kurds and the Turcomans in the region, İnönü called on support for the government of Prime Minister Tansu Çiller in order for Operation Provide Comfort to reach its aim and for a peace process to be initiated with Iraq.

Writer Beşikçi sentenced again

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish sociologist-writer İsmail Beşikçi, who has spent years in prison for his books, was sentenced to a further two-years in prison on Tuesday.

Beşikçi was on trial for "disseminating propaganda against the indivisibility of the state and nation," a common charge heard against Turkish writers and journalists over the past two years.

The Ankara State Security Court chief judge, Muammer Ünsoy, passed the sentence on Tuesday, along with a 250 million lira fine because of the second volume of Beşikçi's book, which discussed the autonomy of universities and the principles of a democratic society. The prosecution had initially demanded a four- to 10-year jail term for the book.

At least 10 writers, journalists and publishers have been imprisoned in Turkey over the past two months because of the opinions they expressed in writing.

Turkey's special anti-terrorism law, number 3713, regulates crimes of expression

and foresees heavy prison terms and fines for the written or spoken expression of opinions against the indivisibility of the state, which, human rights activists argue, is a vague concept violating principle rights.

Beşikçi is a Turkish scholar who devoted his life to writing about the Kurdish issue.

The previous month, a Turkish economist was jailed for writing an economic analysis related to southeastern Turkey, and academician-lecturer Professor Haluk Gerger is currently serving a prison sentence for writing on the Kurdish issue. Last month, a two-year prison sentence was given to Diyarbakir's former mayor, Mehdi Zana, because of a speech he made at the European Parliament in 1992.

The Turkish judicial system is painfully slow and trials could last for two to eight years.

The six members of Turkish Parliament who were arrested in March after their immunity was lifted are still waiting in an Ankara prison to be indicted.

Prozess gegen «Özgür Gündem»

Prokurdische Zeitung vor Gericht in Istanbul

Am Dienstag hat im Istanbuler Staatssicherheitsgericht der Prozess gegen 13 Journalisten und Angestellte der prokurdischen Tageszeitung «Özgür Gündem» begonnen. Weit herum wird angenommen, dass mit diesem Verfahren der Beginn einer ganzen Serie von Prozessen gegen politisch missliebige kurdische Intellektuelle und Politiker markiert worden ist.

it. Istanbul, 15. Juni

Am Dienstag hat in einem vollbesetzten Saal des Gerichtshofs Sultan Ahmet Adliye in Istanbul der Prozess gegen die prokurdische Tageszeitung «Özgür Gündem» (Freie Tagesordnung) begonnen. Von den insgesamt 13 Angeklagten erschienen nur 10 vor Gericht. Unter ihnen befanden sich die ehemalige Chefredaktorin, *Gurbetelli Ersöz*, der Verwaltungsdirektor *Ali Rıza Halis*, sieben Journalisten und der 17-jährige Zeitungsverkäufer *Mehmet Balayı*. Sie werden alle der Mitgliedschaft beziehungsweise des Beistandes einer bewaffneten separatistischen Organisation beschuldigt, was bedeutet, gegen die Artikel 168/2 oder 169 des türkischen Strafgesetzbuches verstossen zu haben. Verstösse gegen Artikel 168 können mit einer Strafe von bis zu 15 Jahren Freiheitsentzug geahndet werden. Auf der Basis des neuen Antiterrorgesetzes 3713/5 kann eine Gefängnisstrafe neuerdings gar bis auf 22,5 Jahre erhöht werden.

Vorwürfe an die Untersuchungsbehörden

Die Angeklagten haben wie erwartet die Beschuldigungen der Staatsanwaltschaft zurückgewiesen. «Özgür Gündem» habe versucht, in der leidigen Kurdenfrage alle Beteiligten zu Wort kommen zu lassen, und habe deshalb sowohl die Erklärungen der türkischen Armee wie die Stellungnahme der illegalen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) veröffentlicht, sagte die ehemalige Chefredaktorin Ersöz. Das Verfahren gegen ihre Zeitung betrachte sie daher als einen politischen

Prozess. Der Verwaltungsdirektor Halis widerrief seine in der Untersuchungshaft abgelegte Aussage, die dem Gericht als Beweismaterial gilt. Nach einer 14-tägigen Periode der Folter in der Untersuchungshaft sei ihm ein Papier zum Unterzeichnen gegeben worden. Er habe unterschrieben, obwohl seine Augen verbunden gewesen seien.

«Özgür Gündem» erschien am 30. Mai 1992 zum erstenmal. Die Redaktion hatte den Anspruch, über die Lage im kurdischen Südostanatolien möglichst objektiv zu berichten. Tatsächlich berichtete sie in den ersten Monaten im Vergleich zu der türkischen Presse recht präzise über bewaffnete Operationen und insbesondere über massive Verletzungen der Menschenrechte im umkämpften Gebiet. Die Polarisierung in der türkischen Kurdenfrage spiegelte sich allerdings rasch auch in der Presse wider. Während sich die türkischen Zeitungen allmählich darauf beschränkten, über Greuelthaten der «Terroristen» zu berichten, beklagte «Özgür Gündem» lediglich den «Staatsterror», beschrieb lobend die Operationen der «Guerrilla» und des «Widerstandes» und veröffentlichte regelmässig die Namen der umgekommenen «Märtyrer». In Regierungs- und Armeekreisen wurde «Gündem» immer öfters und immer offener als Sprachrohr der PKK beschimpft.

Das Ende der umstrittenen Tageszeitung wurde am 10. Dezember 1993 eingeläutet, ausgerechnet am Jahrestag der Menschenrechte. Damals stürm-

Donnerstag, 16. Juni 1994 - Nr. 138

Neue Zürcher Zeitung

te die Polizei die Hauptbüros der Tageszeitung in Istanbul, verhaftete sämtliche der 110 Anwesenden von der Putzfrau bis zum Verwaltungsdirektor und beschlagnahmte das gesamte Archiv der Zeitung als Beweismaterial für die angeblich betriebene separatistische Propaganda. In den folgenden zwei Tagen führte die Polizei vergleichbare Aktionen gegen alle andern Büros der Zeitung in den der Türkei durch. Die Zahl der Inhaftierten stieg auf 147. Am 13. April 1994 wurde die Zeitung behördlich geschlossen. Nur wenig Tage später erschien bereits eine neue prokurdische Tageszeitung namens «Özgür Ülke» (Freies Land). In den neunziger Jahren ist wohl keine andere Zeitung vom Staat derart hart angegangen worden. In der nur zweijährigen Dauer ihrer Existenz wurden gegen «Özgür Gündem» 486 Prozesse eröffnet und Bussen im Gesamtwert von umgerechnet 800 000 Franken verhängt. Insgesamt 16 Journalisten der Zeitung wurden ermordet und 2 weitere gelten seit ihrer Entführung als vermisst. Über ein Dutzend «Gündem»-Reporter befinden sich noch immer in Haft.

Eine Serie politischer Prozesse?

Das Staatssicherheitsgericht in Istanbul beschloss am Dienstag, die seit dem 10. Dezember inhaftierte Chefredaktorin Ersöz und den Verwaltungsdirektor Halis bis zur nächsten Gerichtsverhandlung am 1. September wieder auf freien Fuß zu setzen. Von einer Euphorie war im Gerichtssaal dennoch nichts zu spüren. Die anwesenden Anwälte zeigten sich davon überzeugt, dass das Verfahren gegen «Gündem» den Start einer ganzen Serie von politischen Prozessen gegen kurdische Intellektuelle und Politiker markierte. Bereits am Dienstag hat das Staatssicherheitsgericht in Ankara den Soziologiedozenten *Ismail Besikci* wegen «Propaganda gegen die Unteilbarkeit des Staates und der Nation» zu einer zweijährigen Gefängnisstrafe verurteilt. Der türkische Wissenschaftler beschäftigt sich seit Beginn der siebziger Jahre konsequent mit der Kurdenfrage in der Türkei.

Vor einem Monat war ein anderer Intellektueller, *Haluk Gerger*, zu einer Gefängnisstrafe verurteilt worden, weil er eine wirtschaftliche Analyse zum Konflikt im Südosten veröffentlicht hatte. Für nächste Woche ist der Prozess gegen die einzige legale prokurdische Bewegung, die Demokratie-Partei (DEP), geplant. Laut dem jüngsten Bericht des türkischen Menschenrechtsvereins werden in der Türkei täglich fünf Personen wegen staatsfeindlicher Gesinnung inhaftiert. Wie die englischsprachige Tageszeitung «Daily News» kommentierte, sei die Türkei auf dem besten Weg sich zu einem Polizeistaat nach dem Beispiel der ehemaligen osteuropäischen Länder zu entwickeln.

Ankara juge treize journalistes accusés d'activités séparatistes

La justice turque les accuse d'«activités séparatistes» et de complicité avec le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan qui mène la guérilla depuis dix ans contre Ankara. Eux clament n'avoir fait que leur travail «alors que les autres journaux ne font que référer le point de vue de l'Etat turc». Le procès contre treize journalistes et le responsable de publication du quotidien kurde *Ozgur Gundem* s'est ouvert hier à Istanbul. Ils sont en prison depuis décembre après que la police eut fait irruption dans les locaux du quotidien, arrêtant une centaine de personnes. Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat demande la condamnation à vingt-deux ans de prison pour cinq des inculpés, accusés d'être membres du PKK, et quatre ans de prison «pour complicité avec la guérilla» pour les autres. Dès l'ouverture de l'audience, tous les accusés sont revenus sur leurs dépositions, affirmant que celles-ci leur avaient été extorquées par des pressions et des mauvais traitements. Selon eux, il s'agit d'un procès politique, parce que ce journal, dont le précédent éditeur était aussi un des dirigeants du DEP (Parti prokurde dont six députés sont sous enquête pour «séparatisme»), publiait de nombreux témoignages sur les atteintes aux droits de l'homme et les déplacements forcés de populations dans les treize départements du sud-est de la Turquie peuplés en majorité de Kurdes et placés sous le régime de l'état d'urgence depuis huit ans.

S. Etr.

Libération — 16 juin 1994

TURQUIE

Ankara reconduit le mandat de la force multinationale pour le Kurdistan irakien

A la demande du gouvernement, le Parlement turc a décidé, mardi 14 juin, de reconduire pour six mois l'autorisation donnée à la présence en Turquie de la force multinationale pour la protection des Kurdes d'Irak. Basée à Incirlik, cette force, dont le mandat vient à expiration le 30 juin, a notamment pour mission de faire respecter par Bagdad la zone d'exclusion aérienne qui lui a été imposée au nord du 36° parallèle.

Cela n'a pas empêché les deux principales formations kurdes de continuer à s'affronter. Ainsi, des tirs, dirigés lundi contre les participants aux funérailles d'un responsable kurde à Souleimaniyé, ont tué 51 personnes et blessé 40 autres, a affirmé le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Le PDK a rejeté sur l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) la responsabilité de ces tirs. Des combats qui opposent les deux formations depuis le début du mois de mai ont fait plusieurs centaines de morts (le Monde du 14 juin). — (AFP.)

Le Monde — 16 juin 1994

İSMET G. İMSET / BEING VOCAL

*Strike One:***The Washington Conspiracy**

Editor's Note: Imset, who appeared before the Helsinki Commission in Washington on May 4, was falsely accused by the Turkish Embassy there and a Turkish newspaper for statements which he had never made.

There are many ways of harassment but perhaps the worst is the harassment by the state of its citizens. A fact I painfully found out while in the United States. A fact that was put to me by a lawyer friend in Washington, astonished at the way I was being treated. A fact which, being a Turk, I had never quite seen until then.

Taking for granted the threats, warning and "advice" we often hear from one Turkish official or the other, we clearly lose contact with the more developed world of democracy and our natural — in fact constitutional — rights.

We accept abuse as part of our lives, and start to act as if it is normal to be abused — as long as our abusers represent one or other state agency.

Part of this is clearly owing to the way we are taught and the way we grow up. Partly it is due to the system.

Is not institutionalized and systematic torture an "agreeable" part of our social lives now, especially where political suspects are concerned? Don't we secretly "agree" with the undignified way we are treated on a daily basis? Did anyone, one single person, care to stand up and ask why the Turkish police department recently removed all name-badges and serial numbers from police uniforms? Do we care about the sudden upsurge in extrajudicial killings, kidnappings and murder by torture?

Unfortunately not. The system is by now established and something which no one dares — or even thinks to — openly question or challenge.

Abuse of authority and the abuse of individuals is but an integral part of this system.

And, it is all too sickening.

★★★

Those who, after the downfall of the Soviet "empire", suspected writers like John le Carre or Robert Ludlum would go bankrupt, were indeed wrong. Another fact which I have been witness to in the past six weeks.

Frequently in those books of fiction, we read of the odd TASS reporter working for the vicious KGB, breathing down the neck of Soviet nationals travelling abroad.

How many times have you watched those cloak-and-dagger movies filled with hatred on the Soviet part? That sinister Soviet KGB operative in a trench coat tailing a citizen of his own country... That ballet dancer who tries to defect... That TASS reporter spying on his friends and colleagues, filing

back reports to his KGB operative at the local embassy... And so on.

But no, that era has not ended. Some of us are doing everything to make sure of that. Especially with some of the people we have abroad, we are sure to survive this one tradition for many years to come.

I still fail to see why everyone I met complains of the incompetence of, for instance, the Turkish embassy in Washington.

I cannot understand, for instance, why Armenian and Greek lobbyists in Washington have that happy —and sinister— smile on their face whenever one of our senior embassy officials there speaks up supposedly defending Turkish policy. I fail to see the joke when Turkey's main opponents say they need not do anything against Turkey, for "the Turks," in their Washington representation, are basically doing everything to themselves.

And I tried to explain. To Fred Haynes, President of the American Turkish Friendship Council, I was to say, "We love to shoot ourselves in the foot. The only good thing is that the Kurds these days are shooting themselves in the head, so we always end up on the top."

But this time, during my visit to Washington, some of the Turkish embassy personnel — and their devoted "source" in Congress, a staff member of an influential Democrat congressman, blew it!

This time, they've not only shot themselves in the foot but created havoc, misguiding their own country on important issues, deliberately endangering the life and safety of an individual, and misinforming Ankara on a major meeting that could — for Turkey — have been a breakthrough.

If I were part of the Armenian or Greek lobby in Washington, the first thing I would do is to reward some of those people at the embassy. My, they've done so much to bring Turkey into disrepute that none of our opponents could have done better in many years. They have been extraordinarily successful.

I still ask why, among so many professional, cultivated and esteemed staff, the Turkish Foreign Ministry which is doing a great job at home and abroad, has ended up with such people as those in Washington.

★★★

"What have you to hide from the Turkish nation?" asked one of my colleagues in a shrill tone early last month at the door of a Helsinki Commission briefing room. I felt like asking whether he had previously worked for TASS.

"We have to enter that meeting and hear what Imset says," one Turkish embassy official demanded to Congress earlier. I felt like asking whether he intended to send me later to Siberia.

"Since you had a closed meeting, you must have sold out Turkey," was the comment of an associate.

Gentlemen, whether you like it or not, I know my individual rights and can meet with whomever I wish to and say whatever I want.

Why don't you all move to, let's say Iraq — or Albania — where you would feel more at home with the laws. God, had that Wall not collapsed, you could have been so powerful and happy up in Derzinsky Square!

No, you did not hear what I said and you had to make up a story, something so powerful that you seriously believed this was my "end." You had to spread unconfirmed reports from your untrustworthy sources and you had to call your devoted "allies" in the press, one by one, telling them what to write.

Absent-mindedly though, you also sent an "open cable" back home, identifying your "source," in Congress. Identifying your "Turkish embassy source" in "the Congress of the United States."

I know him by name and withhold that information. But was it not clumsy to say in that cable that he was "a congressional staffer of Turkish origin" only months after a Turkish paper there boasted that there was only one "congressional staffer of Turkish origin?" And, someone who is said to be working mainly against Armenian interests.

How could you do this, I still don't understand. And, when you were filing those three "secret" reports on me, you sent this one as an open cable?

And what about that parting comment saying that your "same source" was not able to obtain further information on my whereabouts or plans in the United States?

Is there any intelligence in even implying on the record that a member of the congressional staff, working for a constituency with Armenian influence, could actually be involved "in activities beyond his official capacity."

Just think of what trouble you have now created. Think of this Democrat congressman working towards the November elections against his Republican opponent. How could he explain it? And, think of those Democrats who are now going to so much trouble to cover up for this blunder — yours to be precise.

What good have you done to this "source?"

In fact, I don't think even his own Congressman would ever believe him again if he knew also how his own staffer was "making up" information regarding an off-the-record meeting.

We love shooting ourselves in the foot, don't we?

★★★

There are some creepy people around who are missing those "good-old Cold War days." But there's no lack of the same methods.

And what about those allies you have used within the press?

If only we still had that Cold War, and if only you were in Moscow, so much fiction could have been written.

Just look at them! One spends most of his time bragging of how his father used to be doing intelligence work, how he himself went through counter-guerrilla training and how he has made sure that I will be "dealt with" back in Turkey. A man with many dark connections. Had he not been a citizen of US-ally, NATO-member Turkey, he would have been someone to be placed on the first flight out for "activities beyond his journalistic capacity."

What about the other one? A dedicated anti-semitic, a Turk who has such strong racist views that he advises his own people not to let "those Jews" inside embassy compounds. The very Jews, an integral part of Ottoman history, who are working so hard on behalf of the Turkish lobby.

Just two telephone calls and they were moving as fast as the wind. Like

my Alsatian friend "Jessy" moves when I whistle for her.

And look at those reports. Although only Congressman Ben Gilman was present at the closed briefing, I ended up being accused of meeting with a bunch of "Greek and Armenian Congressmen." What is this hatred

anyway?

At least they are living in the 1990s and not in 1915!

And, only a day after I tell the Commission that it would be suicidal for Turco-American relations to cut military aid to Turkey, I'm being blamed for saying just the opposite!

Come on, if this is the best information you can send back to Ankara out of Washington, God knows what you've been sending back in the past, and may God help us in any policy decision based on what we receive from you...

★★★

It was not me, incidentally, who said Turkish troops had evacuated 900 villages and hamlets, burning many of them down. I was just quoting Deputy Prime Minister Murat Karayalçın who gave that figure on television. I only added that we had given a senior Turkish official a list of 845 villages — by name — which we had identified as "destroyed." A list which we published in the TDN months ago.

Neither was it me who raised the issue of the Sikorsky and Cobra helicopters but through the reports which you put into the press, you did much to highlight the issue and probably many human rights associations around the world appreciate that effort.

★★★

I am only glad to be back, but feel I too have the right to publicly reply to all of those claims. A right which I will use in a balanced way with minimum damage.

I am truly happy that those who have created so many problems for me, though, are only a minority in the whole of the system and an "isolated case" within our selected diplomatic corps abroad.

All that I am sorry for, as a Türk, is that these people are a laughing stock where they are, subject to constant complaints. They seem to be doing more damage to Turkey than anything else.

For some of those who want to know what I will be doing about all this, just two words: Nothing more. At least nothing on this case.

A full account of my briefing to the U.S. CSCE commission will be published in Turkish Probe this Thursday just to clear up the confusion on all sides and to clarify how dangerous the distortion emerging from Washington — and influencing Turkish policy — could be.

And, er, perhaps I'll start writing on something else. For instance, how about a detailed insider account on the Helsinki Commission briefing on May 15 which Turkey cancelled? How about, for instance, an account which not only shows the amount of disinformation reaching Ankara from Washington determining Turkish policy but also raises questions on what we are really doing to ourselves in the United States?

I'll think about it.

Meanwhile, please no threats. I just can't stomach these most popular "Eastern bloc methods." No, I surely can't.

PS: The fact is, in Turkey we're all born guilty and spend our whole lives trying to prove our innocence — as in this incident.

Au nord de l'Irak, les Kurdes sont désormais en guerre entre eux

Les deux principaux partis kurdes, qui ont noué de périlleuses alliances, s'affrontent dans les vallées. Et du côté turc, l'armée d'Ankara poursuit sa terrible offensive contre le PKK. Témoignage d'un médecin vaudois qui vient de passer un mois sur la frontière irako-turque.

ALAIN CAMPIOTTI

Les Kurdes ont beaucoup d'ennemis. Mais en ont-ils de pire qu'eux-mêmes? La partie nord de l'Irak, qui vit depuis la fin de la guerre du Golfe dans une irréaliste autonomie, hors du contrôle de Bagdad, a basculé dans une sorte de guerre civile entre Kurdes. Les peshmergas du PDK «traditionaliste» de Massoud Barzani et ceux de l'UPK «progressiste» de Jalal Talabani, qui vivaient en plus ou moins bonne entente depuis le terrible exode de 1991 devant les troupes de Saddam Hussein, s'affrontent à nouveau, depuis six semaines, dans les vallées.

A Sulaimaniya, lundi, alors que le PDK faisait des funérailles en ville à l'un de ses chefs tombé dans de récents combats sur la frontière iranienne, une fusillade a tué plus de cinquante personnes, affirment les hommes de Barzani. Chacun des deux partis armés rejette sur l'autre la responsabilité de cette tuerie, la plus grave depuis que les accrochages ont commencé au début du mois de mai.

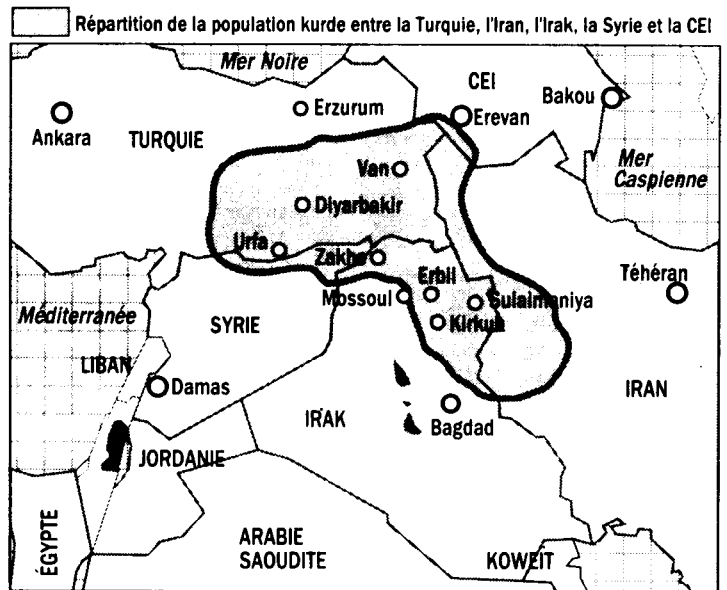
Le PDK a prêté main-forte, militairement, depuis plus d'un an, à l'armée turque dans ses opérations contre les bases du PKK

Au même moment exactement, dans la ville fron-

alière de Silopi, Massoud Barzani et Jalal Talabani tentaient de régler par la négociation leur différend, en présence de délégués d'Ankara. Ils ont même envisagé d'organiser de nouvelles élections, deux ans après celles qui avaient désigné, au printemps de 1992, un parlement dont était sorti une sorte de gouvernement kurde autonome, coalition du PDK et de l'UPK. Mais les Turcs déconseillent fermement la tenue de cette nouvelle consultation; ils prônent plutôt une tentative de rapprochement avec le régime de Bagdad.

Mais pourquoi ces affrontements fratricides entre Kurdes? La raison apparente du déclenchement des hostilités, cette fois, est une querelle sur la terre. Des propriétaires terriens (dont l'influence est prépondérante dans le PDK) voulaient rentrer en possession de leur bien occupé, à la faveur des grands troubles de 1991, par des hommes proches de l'UPK. Mais plus profondément, ces déchirements sont le fruit de la situation d'extrême précarité dans laquelle les Kurdes vivent en permanence, et qui les pousse à nouer, pour survivre, de très périlleuses alliances.

Ainsi le PDK et l'UPK, dans une moindre mesure, pactisent avec la Turquie, qui n'est pourtant pas particulièrement tendre à l'égard de ses propres Kurdes, soulevés depuis dix ans sous la direction du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan. Ils le font parce que la frontière et le territoire turcs sont pour les Kurdes d'Irak, soumis au blocus de Bagdad, l'unique porte vers le monde extérieur et la source de leur ravitaillement.



Les Kurdes, une nation déchirée entre cinq Etats.

Le PDK, dans sa collaboration avec Ankara, est allé jusqu'à prêter main-forte, militairement, depuis plus d'un an, à l'armée turque dans ses opérations contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak.

L'UPK de Talabani, par contre, accorde une certaine protection au PKK, et il a permis à ses combattants, pourchassés par les troupes turques, de se replier dans la base de Zele, près de Sulaimaniya. Un médecin vaudois, le Dr Daniel Robert, de Sainte-Croix, qui — parlant le kurde — vient de passer un mois sur la frontière irako-turque et à Zele, témoigne que cette coopération entre le PKK et l'UPK est même devenue très étroite. Le parti d'Öcalan se bat pour la création d'un Kurdistan indépendant sur toutes les terres occupées par les Kurdes. L'UPK de Talabani, moins radical, a un projet voisin, même s'il ne le proclame pas.

Le PDK de Barzani, par contre, vise une autonomie dans les frontières de l'Irak. Son projet rejoint le désir de tous les voisins (Turquie, Iran, Syrie) et des Occidentaux de maintenir l'intégrité du territoire irakien. Les peshmergas de Massoud Barzani, par conséquent, bénéficient de l'appui d'Ankara et de Téhéran, et leurs adversaires de l'UPK ont dû affronter également, au début de cette année, les combattants d'un mouvement islamiste soutenu par les Iraniens.

Guerre civile au sud de la frontière turque, terreur au nord

Cette foire d'empoigne fratricide se déroule pour le moment sous la protection des avions de

l'OTAN qui, depuis 1991, interdisent à Bagdad de rétablir son contrôle sur le pays kurde. Mais cette couverture aérienne ne sera pas éternelle, et le Dr Robert a compris sur place que les divisions des Kurdes (malgré leur optimisme d'éternels résistants) annoncent des catastrophes.

Guerre civile au sud de la frontière turque, terreur au nord. Depuis le début de l'année, l'armée d'Ankara a lancé

une offensive dans le Sud-Est anatolien dont l'objectif est d'anéantir le PKK « avant la fin de l'année ». Daniel Robert a pu constater dans cette partie du pays kurde, où il s'est arrêté aussi, les effets de ces opérations militaires.

Cizre, près de la frontière, qui était un haut lieu de la résistance kurde, est aujourd'hui une ville morte qui vit dans la peur: fusillades nocturnes, pra-

tiquées par l'armée, de pure intimidation, échoppes détruites ou désertées. Dans l'arrière-pays, le médecin vaudois a pu entrer dans des villages entièrement calcinés. Furtivement, un vieillard l'a interpellé: « Sa-vent-ils, en Europe, ce qui se passe ici? » □

► Le Dr Daniel Robert participe ce soir à une conférence-débat à GENÈVE, Forum II, Ste-Clotilde.

L'EXPRESS - 16 JUIN 1994

ANALYSES

TURQUIE

Guerre aux Kurdes

Les militaires d'Ankara ont mobilisé plus du tiers de leurs troupes pour en finir avec les rebelles du PKK. Un pari risqué qu'ils sont loin d'avoir gagné.

Après la main tendue, le poing brandi. Résolu à « éradiquer » la rébellion séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'Etat turc dérive vers la guerre totale. Balayé, le dialogue ébauché sous le défunt président Turgut Özal. Oubliés, les propos conciliants hasardés en début de mandat par le Premier ministre, Tansu Ciller. Emmenés par le général Dogan Güres, chef d'état-major, les « faucons » galonnés ont désormais la bride sur le cou. Depuis la mi-mars, l'armée intensifie son offensive. Combinant ratissages terrestres et raids aériens sur les sanctuaires du PKK à l'extérieur des frontières, elle a déployé dans le Sud-Est anatolien plus du tiers de ses effectifs, épaulés par les milices locales. Au total, 300 000 hommes environ. On dénombre, depuis 1984, date du déclenchement de la guérilla, 12 500 morts. Bilan pour la première quinzaine de mai : 285 tués, dont 261 séparatistes. Et 48 maquisards tués durant le seul week-end dernier.

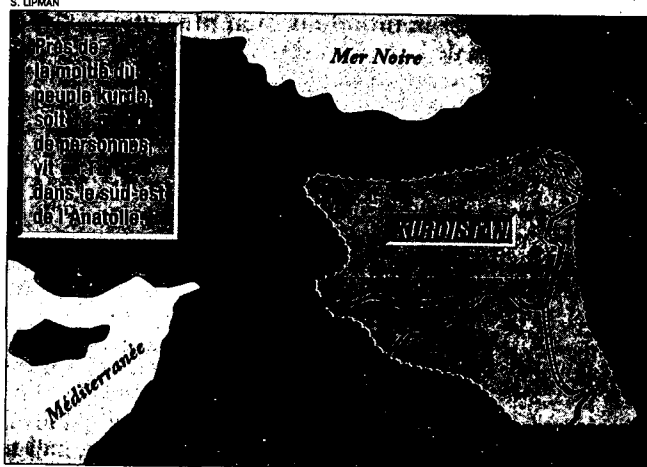
Tactique efficace, en apparence : maîtres des villes et

des plaines, les militaires contraignent le PKK à se replier sur ses fiefs en montagne. Pour autant, ce dernier ne manque ni d'armement ni de fonds - via le racket ou le trafic d'opium - ni de chair à canon. On enrôle au besoin garçons et filles dès 15 ans. Recrutement stimulé, il est vrai, par la brutalité de la répression. Même si l'idéologie du PKK, gardien du dogme stalinien, et ses méthodes, d'une violence extrême, n'ont rien d'attrayant. Le vivier ? 20 000 maquisards. Les cadres ? A l'abri à l'étranger. A commencer par le chef

suprême, Abdullah Ocalan - dit « Apo » - établi à Damas. Là se trouve le défaut de la cuirasse : Ankara ne parvient pas à verrouiller ses frontières. Celle du Kurdistan irakien échappe à son contrôle. Bien sûr, la Turquie frappe bases arrière et camps d'entraînement en Syrie, en Iran ou dans le nord de l'Irak. Bien sûr, elle sollicite la coopération des pays de la région. Mais sans grand succès.

Au-delà de l'anéantissement de la guérilla, la stratégie turque vise à éliminer l'aile politique de la révolte. Inculpés de « séparatisme et [d']atteinte à l'intégrité de l'Etat », six députés du Parti de la démocratie (DEP), formation promise à l'interdiction, attendent leur procès. Le mari de l'un d'eux, Mehdi Zana, ex-maire de Diyarbakir, a été condamné le 17 mai à quatre ans de prison. Ankara brûle ainsi ses vaisseaux. Que faire si la manière forte échoue ? Obsédé par le spectre de la sécession, le régime bannit toute concession, fût-elle culturelle. Coupable aveuglement. D'autant que la plupart des 12 millions de Kurdes du pays n'ont d'autre vœu que de s'intégrer dans une Turquie respectueuse de leur identité. Et que les divergences apparues entre l'élite du DEP et les ultras du PKK laissent entrevoir une voie différente. « En septembre, nous en aurons fini ! » clame le général Güres. En septembre, soit, mais de quelle année ?

Vincent Huguex ■



LE NOUVEAU QUOTIDIEN - 23 juin 1994

La Turquie mise en accusation

Action à Strasbourg en faveur des députés kurdes après un rapport d'Amnesty.

Qatorze avocats européens, dont les anciens ministres socialistes français Ségolène Royal et Roland Dumas, ont déposé à Strasbourg une requête devant la Commission des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe

en faveur de six députés kurdes de Turquie. Ils ont par ailleurs demandé au Conseil de suspendre la Turquie en tant qu'un de ses 32 membres, considérant que sa politique vis-à-vis de la communauté kurde contrevient aux principes fondamentaux de

la démocratie.

En mars dernier, l'Assemblée nationale turque avait levé l'immunité de six députés d'origine kurde, décision confirmée ultérieurement par la Cour constitutionnelle.

Les six, dont cinq membres du DEP (accusé par le gouvernement d'être un paravent du PKK) et un non-inscrit, sont détenus depuis lors et encourent la peine de mort.

Mais Ankara ne se laisse pas impressionner et a rejeté hier un rapport d'Amnesty International l'accusant de graves violations des droits de l'homme, notamment dans le sud-est anatolien à

majorité kurde. Dans son rapport publié mercredi à Londres, Amnesty affirmait notamment que la situation des droits de l'homme en Turquie «empirait d'heure en heure» et appelait les pays européens à envoyer d'urgence sur place une mission d'experts.

Deux bombes ont explosé hier à Marmaris, station balnéaire turque sur la mer Egée, faisant cinq blessés, dont trois touristes étrangers. L'un des étrangers blessés est dans un état sérieux. Mardi soir, dix personnes, dont six touristes étrangers, avaient été blessées par l'explosion de deux bombes à Fethiye, une autre station balnéaire située dans la même région.

AFP/REUTER

Thursday, June 16, 1994

Turkey state oil output affected by Kurdish revolt

By Suna Erdem

Reuters

ANKARA- Turkey's state-run oil company expects crude output to show no increase in 1994, mainly due to a Kurdish revolt in the southeast, the main oil-producing area.

"We expect production in 1994 to be about the same as last year at just under three million tones — no fall but unfortunately no rise," Sitki Sancar, general manager of Türk Petrolleri Anonim Ortaklığı Şirketi (TPAO), told Reuters. Most of Turkey's oil wells are in the southeast, where Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas have been fighting for an independent state for the past 10 years.

"It would be wrong to say it is entirely due to the PKK," Sancar said of TPAO's difficulty in raising production. "But they are certainly a factor... There have been a couple of sabotage actions against our facilities, but no direct attacks on staff. Now the security forces have more control of the area, conditions have returned to normal."

U.S. Mobil Corp suspended operations in the southeast in September, citing PKK attacks and extortion.

Sancar said TPAO planned extensive exploration in the southeast, where it now produces about 54,000 barrels per day (bpd), and hoped to boost output in the second half of 1994. Total output, including that of foreign firms, was about 4.2 million tones, meeting less than 20 percent of domestic needs. "Imports are about 20 million tones per year," Sancar said. "Thanks to increased consumption this rises annually — it is a huge drain on the country's currency reserves."

Sancar said the treasury would make limited savings if Turkey were allowed to pump trapped oil out of a disused Iraqi

export pipeline and flush it to prevent possible corrosion. The plan, yet to receive U.N. approval, would provide Turkey with up to 36 million barrels of oil for its own use. Ankara would recompense Iraq with humanitarian aid allowed under the U.N. embargo imposed after Baghdad's 1990 invasion of Kuwait. "In the long term it would not make a noteworthy difference, but the oil gained would obviously lighten the load on the currency reserves on a one-off basis," Sancar said.

He said TPAO was engaged in several exploration and production projects in Central Asia and Egypt.

TPAO signed a big oil contract with Kazakhstan on May 31, extending a 1992 research agreement to include production and marketing of oil by Turk-Kazakh Munay Ltd, a joint company set up in 1992 to explore and produce crude in seven blocks scattered over a wide area in Kazakhstan. Turkey hopes to earn more than \$49 billion during the project's 36-year span. In Egypt, Sancar said production would begin by October at the first of three fields for which TPAO has a licence and 50 percent production rights. The field, known as West Karun, is expected to produce about 400,000 bpd. TPAO holds a 2.5 percent share in a consortium led by British Petroleum Co in partnership with Norway's Statoil and five other firms, which has been negotiating for a contract with Azerbaijan to develop two Caspian Sea oil fields.

Sancar said talks were continuing but progress was slow. "A meeting of representatives, about the fourth, I think, began in Istanbul today," he said. "There seems to be a consensus on the economic terms of the project, but it is not ready to be signed yet." He gave no details.

turkish daily news

TURQUIE

Pour Ankara la logique militaire reste la seule réponse au problème kurde

Les combats d'Anatolie ont amené plus de 4 000 villageois kurdes à fuir vers l'Irak ces derniers mois, et la répression touche aussi, de plus en plus, les intellectuels pro-kurdes du pays.

ISTANBUL

de notre correspondante

Le procès de treize journalistes et rédacteurs du quotidien pro-kurde *Ozgür Gundem* s'est ouvert à Istanbul mardi 14 juin, jour qui marquait la première année de M^{me} Tansu Ciller à la tête du gouvernement. Deux des inculpés, Gurbetelli Ersoz et Ali Riza Halis, détenus depuis décembre, ont été relâchés à l'issue de la première session du tribunal, mais les charges qui pèsent sur eux, passibles de peines allant jusqu'à plus de vingt ans de prison, ont été maintenues. Ainsi, la lutte contre les militants du PKK ne se limite pas aux combats armés et, récemment, plusieurs autres intellectuels ont été condamnés pour des écrits jugés « séparatistes ».

Les troubles économiques ont temporairement détourné l'attention du public de la question kurde, problème prioritaire de la Turquie, mais dans le Sud-Est anatolien, les forces de sécurité poursuivent sans relâche leur offensive contre les combattants du PKK. Les communiqués laconiques publiés quotidiennement par la préfecture de la région, soumise à l'état d'urgence, ne donnent

qu'une image tronquée des combats meurtriers qui s'y déroulent, mais sont néanmoins éloquentes : selon le premier ministre, 107 combattants du PKK ont récemment été tués en l'espace d'une semaine. Le quotidien pro-kurde *Ozgür Ulke*, qui a pris la relève d'*Ozgür Gundem* aujourd'hui fermé, donne sa propre version, affirmant que 14 villages ont été brûlés par les forces de sécurité en trois jours.

Des marques de torture

Le coût humain de cette guerre est plus élevé que jamais. Les villageois kurdes sont, comme d'habitude, pris entre deux feux, alors que la pression contre le PKK monte. Plus de 4 000 d'entre eux ont, au cours des derniers mois, suivant l'exemple de leurs cousins kurdes d'Irak en 1991, emprunté, en sens inverse, les sentiers montagneux pour se réfugier en Irak du Nord. Selon certaines organisations humanitaires, une vingtaine de familles arrivent quotidiennement en Irak du Nord, affirmant avoir été délogées par les forces de sécurité ou par les bombardements de l'aviation turque. Le long de la route principale qui mène de la frontière irakienne à Diyarbakir, des villages vides témoignent d'une politique d'évacuation forcée.

Les autorités turques réfutent ces allégations, affirmant que l'exode de ces paysans a été délibérément organisé par le PKK. Mais

ces explications, qui contredisent leurs propres déclarations selon lesquelles l'influence du PKK aurait été brisée par le succès des récentes offensives gouvernementales, ne sont pas convaincantes.

Les meurtres « mystérieux », qui ont fait des centaines de victimes au cours des deux dernières années, se poursuivent. Le 2 juin, Muhsin Melik, ancien responsable local du Parti de la démocratie (DEP), a été abattu à Urfa. Avant de décéder de ses blessures, il aurait accusé la police d'avoir tiré sur lui. Deux jours plus tard, les cadavres de trois hommes d'affaires kurdes, proches des milieux sympathisants du PKK, étaient retrouvés portant des marques de torture, un jour après leur enlèvement à Istanbul. Le gouvernement turc affirme qu'il s'agit de règlements de comptes au sein de la mafia kurde, mais le doute subsiste, d'autant plus que le premier ministre avait annoncé, il y a quelques mois, détenir une liste des hommes d'affaires qui soutiennent le PKK.

L'étendue des succès militaires effectivement remportés par les autorités turques est difficile à

mesurer, mais il est probable que le PKK a subi des pertes considérables ces derniers mois, et la présence massive de troupes a forcé la population kurde au silence. Le nationalisme kurde n'a pas disparu pour autant, et cette logique militaire risque d'être difficile à maintenir, ne serait-ce qu'en raison des difficultés économiques que traverse le pays.

L'idée d'une solution politique, jusqu'à ces derniers mois débattue régulièrement, n'est plus mentionnée dans les cercles gouvernementaux, qui ont laissé la gestion du problème à l'armée. Les pays occidentaux - y compris les Etats-Unis, où la Chambre des représentants a proposé récemment de retenir 25 % de l'aide militaire à la Turquie jusqu'à l'obtention de preuves de progrès dans le domaine des droits de l'homme - demeurent persuadés que seules des réformes politiques, satisfaisant les revendications de la minorité kurde, pourraient assurer une stabilité durable en Turquie.

NICOLE POPE

The European — June 17, 1994

Kurdistan would be a good neighbour

I TOURED eastern Turkey in June 1990 and saw for myself the plight of the Kurdish minority. It is unacceptable that a nation of more than 25 million people is kept divided and scattered throughout five different countries (Turkey, Iran, Iraq, Syria and Russia). The Kurds are entitled to have their own nation state. Establishing an independent Kurdistan could provide western Europe with a friendly, non-Muslim neighbour.

Giovanna Bellasio
Milan, Italy

Friday, June 17, 1994

Senate moves to restrict use of US weapons sold to Turkey

Foreign Operations Subcommittee debates language of first draft and suggests banning use of weapons for internal security

Turkish Daily News

WASHINGTON/ANKARA- The United States senate has moved to restrict the use of American weapons to be supplied to Turkey in 1995, owing to the alleged deterioration in the human rights situation in this NATO-member country.

Diplomatic sources said on Thursday that the Senate Foreign Operations Subcommittee was working on a strongly-worded draft criticising alleged Turkish human rights abuses and asking US officials to outline whether American weapons were being used against Kurdish civilians in the Southeast.

The move comes after the House of Representatives reduced military aid to Turkey requested by the administration, cutting down 25 percent of the amount of authorized aid contingent on progress on Cyprus and improvement in human rights with special emphasis on the Kurdish issue.

Diplomatic sources said, however, that the language of the draft would possibly be changed and that its tone could also be softened.

The draft, which recognizes the role Turkey plays as a member of NATO and ally of the United States "in a dangerous region of the world," also stresses Washington's appreciation of "Turkey's ongoing support for the humanitarian relief effort to aid the Iraqi Kurds."

"For this reason, the (Appropriations) Committee recommends substantial military and economic assistance to Turkey," it says.

But the draft also notes that in past years the Committee "has reiterated its concerns about persistent reports of serious human rights problems in Turkey, particularly torture by Turkish security forces and attacks against Kurdish civilians." It says the State Department and human rights organizations describe a deteriorating human rights situation in Turkey and recalls claims that U.S. military equipment, including helicopters, has been used in attacks against civilians in southeastern Turkey. The draft also points out that "abuses against Kurdish civilians by Turkish

Armed Forces" are graphically described in the State Department's human rights report.

If this draft is approved without amendments, the Appropriations Committee may be recommending "substantial military assistance to Turkey for strategic reasons," but with an appeal not to ignore "the situation of Kurdish civilians in Turkey."

Therefore, the Committee could include a requirement in the bill that any agreement for the sale or provision of United States military equipment to Turkey during fiscal year 1995 shall expressly state that it will not be used for internal security or police purposes.

The Committee may also request the Secretary of State, in consultation with the Secretary of Defense, to report on allegations that American-supplied equipment and material to Turkey, either grant, sale, or defense draw down, has been used in "counterinsurgency operations against civilians."

turkish daily news

The 'holy alliance' is active again

More than 70 deputies from different parties act as one on Islamic issues

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Over 70 deputies who are members of various parties act as one with the pro-Islamic Welfare Party (RP) regarding Islamic issues, giving the impression that a "holy alliance" has been set up in Parliament.

The 39 RP deputies along with 39 deputies from the ruling coalition partner True Path Party (DYP), 20 deputies from the main opposition Motherland Party (ANAP), 13 deputies from the Nationalist Movement Party (MHP) and 10 deputies from the other small parties and independents constitute the biggest obstacle to amending the Constitution by behaving like a "holy alliance."

Some activities of the 'holy alliance'

■ Twenty deputies from the DYP, ANAP and the RP submitted a draft of a proposed law which would ban Constitutional Court judges from making public

statements. This was done in reaction to Constitutional Court Chief Judge Yekta Güngör Özden's pro-secularism statements and speeches.

■ Thirty-nine DYP deputies who favor Shariah issued a joint declaration stating that "Shariah aims to exalt human beings." The declaration also condemns Özden for his criticism of Shariah.

■ Deputies from the DYP, ANAP and the RP eliminated the provision regulating the basic education system from the text of the authorization law. Thus preventing the Education Ministry's closing down the junior high school section of the Imam-Hatip lycees by raising compulsory basic education from five to eight years.

■ Members of the "holy alliance" tried to prevent Education Minister Nevzat Ayaz from dismissing high-level "pro-Shariah-sectarian" bureaucrats from his ministry. Despite intensive pressure, particularly by the "holy alliance" deputies within the DYP led by Kocaeli Deputy İsmail Amasyalı, Ayaz has not changed his mind.

■ DYP Isparta Deputy Ertekin Durutürk with support from "holy alliance" deputies is leading a drive to convert Hagia Sophia Museum into a mosque. The necessary majority was obtained to include debate on the draft of the relevant law which has been sitting in the parliamentary commission for one year on the parliamentary agenda.

■ DYP Çanakkale Deputy Süleyman Ayhan is leading the attempts to prepare joint motion regarding the launching of a probe into the activities of the Fener Greek Orthodox Patriarchate.

Members of the 'holy alliance'

From time to time the number of deputies from different parties who act like a separate party within

Parliament and whose joint message is to defend Islam increases to around 200. This solidarity in Islamic issues puts the parties and their leaders into a difficult position.

The party executives, however, remain passive, giving "political interest" first priority. These parties which are backed by the rightist electorate remain silent in the face of the deputies who violate party discipline in order to avoid giving the impression that they have taken a position against Islamic issues. The deputies who are members of the "holy alliance" benefit from this silence and thus gain power and step up their political activity.

■ The RP within the DYP: Although the DYP usually defends liberal philosophy, it houses pro-Islamic deputies who are strong enough to establish at least another RP. The names of the DYP deputies who act like pro-RP members are:

Etem Kelekçi, Baki Durmaz, Hayri Doğan, Cemal Öztayian, Ömer Lütfi Çoşkun, Haydar Baylaz, Necmi Hoşver, Süleyman Ayhan, Nabi Sabuncu, İsmail Köse, Mehmet Özkaya, Handan Özüberk, Nurettin Tokdemir, Ertekin Durutürk, Abdülkerim Doğru, İsmail Amasyalı, Yahya Uslu, Abdurrezzak Yavuz, Fevzi Şihanlioğlu, Alaattin Kurt, Selahattin Karademir, Selim Ensarioğlu, Mehmet Özkan, Hasan Kılıç, Ali Uzun, Edip Bucak, İrfettin Akar, Rıza Akçalı, Cavit Erdemir, Sadık Avundukluoğlu, Ayyaz Gökdemir, Mahmut Öztürk, Turgut Tekin, Nevzat Yazıcı, İsmail Karakuyu, Haluk Müftüler, Köksal Toptaş, Ali Yalçın Öğütcan, Sami Sözat and Abdurrahman Ünlü.

■ The RP within ANAP: There are nearly 20 pro-"holy alliance" deputies in this party. The names of those who have been identified are:

Vehbi Dinçerler, Oltan Sungurlu, Mehmet Keçeciler, Mehmet Sağdıç, Hasan Çakır, Süleyman Hatinoğlu, Edip Safer Gaydalı, Ali Er, Halit Dumankaya, Alaattin Elmas, Nabi Poyraz, Şükrü Yürür, Ersin Taranoglu, Adem Yıldız, Cenap Gürpınar, Lütfullah Kayalar and Mahmut Orhon.

The members of the Peace Unity Party and the Nation Party as well as independent Deputies Hasan Mezarıcı and Abdülmelik Fırat act together on Islamic issues within the "holy alliance."

Today, the pro-"holy alliance" deputies constitute the biggest obstacle before the democratization process.

The ANAP members of the interparty commission which has been set up for making changes in the Constitution back the RP's condition that constitutional Article 24, which stipulates that a state based on religious principles cannot be advocated, should be changed before changes can be made in other articles. ANAP also says that it will not support any change without an amendment being made in that arti-

Iraq accuses Turkey of meddling in its domestic affairs

'We always point out the necessity of dialogue between the Kurds in Northern Iraq and the Baghdad government'

Reuters

BAGHDAD - Iraq rejected on Thursday Turkey's suggestion that rebel Kurds in northern Iraq resume dialogue with Baghdad, saying Ankara was meddling in Iraq's domestic affairs. It also denounced the Turkish parliament's decision to renew the mandate of allied planes to use Turkish bases to shield Kurdish rebel territory in northern Iraq from attacks by Iraqi armed forces.

"...such talk is unwanted interference in Iraq's internal affairs," the official newspaper al-Qadissiyah said in a front-page editorial on recent Turkish remarks that Iraqi Kurds make peace with Baghdad.

Turkey's Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said on Wednesday that Ankara had made clear to Kurdish rebel leaders that normalization of the situation in northern Iraq would only take place within Iraq. "We always point out the necessity of dialogue between the Kurds in Northern Iraq and the Baghdad government," Ataman added.

Turkey hosted peace talks between Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Massoud Barzani who heads the Kurdistan Democratic Party (KDP) on Monday. PUK and KDP have been fighting for more than a month. Hundreds have died.

Qadissiyah also blasted Turkey for allowing U.S., British and French planes to use its bases to enforce a safe-haven and a no-fly zone for rebel Kurds in northern Iraq.

"For long, the so-called secure region has been insecure," said the paper.

It said the instability in the region was helping Iran to establish a foot in Iraqi Kurdistan by providing support and training to Islamic movements there.

LE POINT — 18 JUIN 1994

■ **La France encourage** les responsables des mouvements kurdes, qui se livrent une guerre fratricide, à négocier avec Bagdad. Paris est convaincu que la protection internationale dont bénéficie le Kurdistan irakien (mais pas le Kurdistan turc, soumis à la répression d'Ankara) ne pourra se prolonger indéfiniment.

LE MONDE — 18 JUIN 1994

LA CROIX événement - 19-20 JUIN 1994

TURQUIE

Les Kurdes nationalistes
ont perdu leur seule voix
d'expression légale

ISTANBUL

de notre correspondante

La Cour constitutionnelle turque a ordonné, jeudi 16 juin, la dissolution du Parti de la démocratie (DEP), une formation pro-kurde, en raison de la « propagande séparatiste » de ses dirigeants. Le parti était représenté par treize députés. Cinq d'entre eux, arrêtés immédiatement après la levée de leur immunité parlementaire en mars, sont toujours détenus.

Six des huit élus restants se trouvent actuellement hors du pays. Ne demeurent en Turquie que Sélîm Sadak et Sedat Yurt-das, qui risquent d'être arrêtés après la publication officielle de la décision de la cour.

Parti
banni

Les députés kurdes avaient démissionné du DEP à la veille de la décision du tribunal, dans l'espoir de ne pas tomber sous le coup d'articles de la Constitution qui limitent l'activité politique future des membres d'un parti banni.

Cette dissolution, qui prive les nationalistes kurdes de leur seule voix d'expression politique légale, s'inscrit dans le cadre de la campagne gouvernementale contre les militants séparatistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Afin d'éviter des élections partielles, intermédiaires si le nombre des sièges à pourvoir au Parlement atteint vingt-trois, la Cour constitutionnelle a décidé de maintenir le statut parlementaire des quatre autres députés kurdes, anciens membres du DEP, aujourd'hui indépendants, mais qui sont cependant accusés des mêmes délits que leurs collègues. Parmi eux figure Mahmut Alinak, emprisonné depuis mars avec ses anciens camarades du DEP. Des élections partielles risqueraient de profiter aux islamistes du Parti de la prospérité (RP), populaire dans le Sud-Est anatolien.

NICOLE POPE

PERSPECTIVES

Un parti kurde interdit

■ La Cour constitutionnelle turque a frappé : elle a décidé jeudi soir, après huit heures de délibération, d'interdire le Parti de la démocratie (DEP), formation pro-kurde qui comptait dix-sept députés au Parlement d'Ankara. La dissolution prive chacun d'eux de leur mandat de parlementaire qui les mettait relativement à l'abri de poursuites. Cinq d'entre eux sont déjà en prison depuis trois mois, leur immunité ayant été levée à l'époque par l'Assemblée nationale turque. Ils attendent d'être jugés par la cour de sécurité de l'État pour séparatisme et atteinte à l'intégrité territoriale.

Le principal reproche fait par les autorités turques aux parlementaires du DEP est leur revendication permanente pour la prise en compte de l'identité kurde en Turquie. Le mouvement n'est certes pas toujours parvenu à se défaire de l'influence du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement de guérilla sécessionniste très actif dans le sud-est du pays et qui semble avoir décidé d'accroître ses attentats à la bombe dans les grandes villes de l'ouest de la Turquie, no-

tamment Istanbul. Mais aucun acte de terrorisme n'est imputable aux parlementaires du DEP et le parti a toujours placé son combat sur le terrain politique et démocratique.

Une polémique opposait encore vendredi la Cour constitutionnelle au DEP, sur la possibilité d'organiser des élections partielles afin de remplacer les députés privés de leur mandat et dont les circonscriptions se trouvent dans le sud-est du pays. La Constitution prévoit que lorsque 5 % (soit 23) des sièges de l'assemblée sont vacants, des élections partielles doivent avoir lieu. Or quatre députés du DEP ayant démissionné de leur parti quelques jours avant la décision de la cour constitutionnelle de l'interdire, afin de sauvegarder leurs sièges, le nombre des sièges vacants n'est aujourd'hui que de 21. Le DEP semble faire pression pour que ces quatre députés, qui ont créé une nouvelle formation, le Hadep, soient toujours considérés comme appartenant à ses rangs.

Jean-Christophe PLOQUIN
(Avec Claude ORTACQ
à Istanbul)

LE SOIR DE BRUXELLES — 19 juin 1994

Six députés du DEP ont décidé de rester à Bruxelles, où ils étaient en visite

Le parti kurde de Turquie dissous

La Turquie a une fois de plus enfourché son cheval de bataille de la « propagande séparatiste ». Et elle a frappé fort : la Cour constitutionnelle a purement et simplement interdit hier le Parti de la démocratie (DEP), une formation essentiellement kurde qu'Ankara accuse d'être liée au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, un mouvement terroriste et séparatiste — lien qui n'a jamais été prouvé, loin s'en faut.

En principe, cette décision de la Cour entraîne, pour les 13 députés du DEP, la déchéance de leur qualité de parlementaires

— pour autant que cette déchéance soit approuvée par la présidence du Parlement. Six de ces députés, dont l'immunité a été levée en mars, sont déjà en prison et attendent leur procès pour « séparatisme » et « atteinte à la sécurité de l'État » — une situation jugée tellement aberrante que des avocats d'un peu partout en Europe, dont l'ancien ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas, se sont mobilisés pour défendre les six parlementaires.

Les sept autres députés du DEP, sentant venir la dissolution de leur parti et leur déchéance

parlementaire, avaient tenté d'en éviter les conséquences — l'interdiction de fonder tout autre parti pendant 10 ans — en créant, dès le mois de mai, une autre formation, le Parti de la démocratie du peuple (Hadep), et en démissionnant du DEP mercredi. Mais, entendant le procureur de la Cour de sûreté de l'État les traiter de « terroristes », on peut douter de l'efficacité de leur tactique...

Sans le savoir, six de ces sept députés encore en liberté ont toutefois réussi à se mettre à l'abri : ils se trouvent en effet à Bruxelles, où ils doivent donner

des conférences, ainsi qu'à Strasbourg. Et ils ont annoncé dès hier qu'ils avaient l'intention de rester dans notre pays, la république turque ayant montré une nouvelle fois au monde qu'elle n'est pas un pays démocratique. L'avocat du DEP a aussi déclaré qu'il allait déposer un recours auprès d'instances internationales.

Dans l'histoire de la république turque, le DEP est le quatorzième parti à être dissous pour délit d'opinion, en l'occurrence pour la simple affirmation d'une identité autre que turque.

A. 3m

Phonetaps are a way of life in Turkey

Saturday, June 18, 1994

turkish daily news



İlnur Çevik

EDITORIAL

In neighboring Greece the Parliament has sent a second prime minister to be tried on wiretapping charges in five years. Former Prime Minister Constantine Mitsotakis will now face charges for allowing illegal phonetaps on his political rivals. This leaves us green with envy, because despite the fact that phonetaps are illegal in Turkey we are aware that wiretapping is used extensively to monitor the activities of politicians, activists, journalists and even businessman.

We do not want to point a finger at anyone but we are well aware that all the phones of the Turkish Daily News are being tapped. On Thursday the interference was so bad that we could not communicate with the outside world properly. At first there were strange sounds over our telephone lines because whoever was tapping our calls was using very crude methods. Then in the afternoon we started hearing music over the lines. It was interesting to learn that whoever is tapping our phones listens to TRT-FM radio.

We are aware that there are numerous gadgets and methods we can use to prevent phonetapping, but we do not

want to give the impression that we are trying to hide anything from anyone. We have nothing to hide or to be ashamed of.

Yet we feel those who bug our lines have much to be ashamed of. They do not realize that such actions contribute to Turkey's reputation as a semi-authoritarian state. They do not realize that what they are doing is morally wrong.

In free societies such things would be regarded impermissible and those who attempted to wiretap would be prosecuted. Yet, in semi-democracies such things just become the part of the system and people even take it for granted that they are being bugged. That is why when a newspaper managed to publish the transcripts of a secret telephone conversation between the prime minister and two of her cabinet colleagues recently, no one really objected to the fact that someone was violating the individual's right of free communication. So those who bugged the prime minister then leaked the transcripts to the press.

So if you can wiretap the conversations of the prime minister, you are welcome to listen to everything that we have to discuss with people on the Turkish Daily News phones. All we say is: for God's sake please use some modern methods and do not obstruct our conversations...

One day when we reach the level of Greek democracy we may also object to being bugged.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0244 4 I 0202 TUR /AFP-KZ08

Turquie-attentat

Cinq personnes blessées dans une explosion à Istanbul

ANKARA, 19 juin (AFP) - Cinq personnes ont été légèrement blessées, dimanche à Istanbul, dans l'explosion d'une bombe peu avant une réunion en plein air de l'ancien Premier ministre turc Bulent Ecevit, a rapporté la première chaîne de la télévision publique TRT1.

Une bombe placée devant une boulangerie sur la place de Karagumruk, dans la partie européenne de la ville, a explosé vers 17h00 locales (16h00 à Paris). M. Ecevit, chef du Parti de la Gauche Démocratique (DSP), devait y faire une intervention publique, selon la même source.

M. Ecevit n'était pas encore sur la place au moment de l'explosion. L'attentat n'a pas pour le moment été revendiqué.

Les jours des blessés ne sont pas en danger, a pour sa part indiqué l'agence Anatolie.

Samedi à Istanbul, une bombe avait explosé dans un bureau de liaison d'une compagnie de transport routier sans faire de victime.

Les autorités attribuent généralement ce genre d'attentats à la bombe dans des lieux publics au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Iraq: Turkey loser in anti-Baghdad stance

By Leon Barkho

Reuter

BAGHDAD- Iraq said on Saturday Turkey would lose out financially if it adhered to United Nations trade sanctions on Baghdad.

The official al-Qadissiyah newspaper said Turkey's compliance with Western allies in keeping the embargo on Iraq unchanged would backfire, threatening Ankara's national security.

"Turkey lost...and will continue losing a great deal," the paper said in a front-page editorial.

But it said the gravest danger to Turkey came from the presence of allied forces on its territory.

"What cannot be compensated or valued with dollars...is the serious threats posed by America to Turkey's national security and territorial integrity," Qadissiyah said.

Iraq is keen to resume some form of trade with Turkey but is not hiding its anger at the presence of U.S., British and French planes on Turkish territory to enforce a safe haven and no-fly zone to protect Kurdish rebels in northern Iraq.

Qadissiyah said Iraq's stand towards its ethnic Kurdish minority was clear. It said it reached agreement with rebel leaders in 1992 offering a greater degree of

autonomy, but the Kurds, under pressure from Washington, refused to sign. On Wednesday, Turkey urged rival Kurdish leaders to resume dialogue with Baghdad on the future of the Kurdish controlled enclave in northern Iraq.

The newspaper dismissed the statement as "rejected interference in Iraq's domestic affairs".

Qadissiyah said Turkey's failure to talk peace with its Kurdish minority was one of the problems besetting the Kurdish region.

It said the Kurdistan Workers Party (PKK), fighting Ankara for an independent Kurdish state, still had bases in northern Iraq despite repeated Turkish air raids.

It said security of both Iraq and Turkey was stable prior to the 1991 Gulf War because the two sides coordinated efforts on "joint border issues."

MANIFESTATIONS Journée des réfugiés en Suisse

Les Kurdes défilent à Berne

Fêtes et manifestations ont ponctué la Journée des réfugiés samedi.

Dans l'ensemble de la Suisse, samedi a été placé sous le signe de la Journée des réfugiés. A Bâle, coups de feu et bagarre ont terni la fête. Mais musique, mets et boissons exotiques ont surtout contribué à rapprocher les Suisses et leurs hôtes.

A Bâle, un couple de Turcs qui tenaient un stand ont été attaqués et roués de coups par des compatriotes. Les auteurs présumés des coups, deux Turcs de 26 ans, ont été arrêtés.

Peu auparavant, vers 9 h. 30, des coups de feu avaient été échangés entre deux groupes rivaux à Bâle. Selon des témoins, les protagonistes qui ont pris la fuite pourraient être originaires de Turquie ou des Balkans. La police ignore s'il y avait un lien avec la Journée des réfugiés.

Manifestation à Berne

A Berne, habitants de la ville et réfugiés se sont retrouvés sur la place Fédérale autour de spécialités gastronomiques agrémentées par de la musique et des danses. Plus de mille Kurdes et sympathisants ont par ailleurs défilé dans la ville fédérale jusqu'à l'ambas-

sade de Turquie, où un jeune manifestant kurde de 19 ans avait été abattu le 24 juin 1993. Les coups de feu étaient venus de l'ambassade. La manifestation de samedi s'est déroulée sans incidents, sinon des perturbations du trafic.

En Argovie, les réfugiés étaient à l'honneur depuis mercredi déjà, avec plus de vingt manifestations décentralisées ont eu lieu, sur le thème «Les réfugiés et nous - Ensemble et sans violence». Un festival «Rock contre la haine» a remporté un franc succès à Lengnau (AG). La vieille ville de Saint-Gall a également vibré aux accords de musiques.

Appel d'Arnold Koller

La Suisse doit rester un pays d'accueil, a plaidé le conseiller fédéral Arnold Koller. Ceux qui sont persécutés doivent à l'avenir aussi pouvoir survivre chez nous en paix et en sécurité. Suisses et Suissesses doivent en ce jour non seulement penser aux réfugiés et aux gens menacés dans le monde, mais les aider activement, et confirmer la tradition humanitaire que la Suisse cultive depuis longtemps, a-t-il dit. (ATS)

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0372 4 I 0141 TUR /AFP-QA14

Turquie-Kurdes

Deux députés kurdes se retranchent au parlement pour ne pas être arrêtés

ANKARA, 20 juin (AFP) - Deux députés du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissous) ont décidé lundi de se retrancher au parlement, après que le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara, Nusret Demiral, eut ordonné leur mise en garde à vue.

Cet ordre de mise en garde à vue est contesté sur le plan légal.

"Nous ne quitterons par le Parlement et nous ne faciliterons pas les opérations de mise en garde à vue", ont déclaré MM. Sedat Yurttas et Selim Sadak. "Nous serons là (au Parlement) pour sauvegarder l'honneur du Parlement", ont-ils ajouté.

La Cour constitutionnelle turque avait dissous jeudi dernier le DEP pour "activités séparatistes" et décidé de mettre fin aux mandats de député de ses 13 parlementaires.

CE-HC/mfo

AFP /JO0245/201643 JUN 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0419 4 I 0370 TUR /AFP-QP28

Turquie-Kurdes lead

Deux députés kurdes se retranchent au Parlement pour ne pas être arrêtés

ANKARA, 20 juin (AFP) - Deux députés du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissous) ont décidé lundi de se retrancher au Parlement, après que le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, Nusret Demiral, eut ordonné leur mise en garde à vue.

Cet ordre est contesté sur le plan légal. La Cour constitutionnelle turque avait dissous jeudi le DEP pour "activités séparatistes" et décidé de mettre fin au mandat parlementaire de ses treize députés.

Selon une partie du Parlement, dont son président Husamettin Cindoruk, les deux hommes, MM. Sedat Yurttas et Selim Sadak, sont toujours députés et bénéficient de leur immunité parlementaire tant que la décision de la Cour dissolvant le DEP n'a pas été publiée au Journal officiel.

Pour M. Demiral en revanche, un simple compte-rendu de la décision de la Cour suffit pour annuler les mandats et placer en garde à vue les deux hommes.

M. Kamer Genc, vice-président du Parlement qui assure l'intérim de M. Cindoruk actuellement en Roumanie, a déclaré qu'il ne permettrait pas à la police d'entrer au Parlement pour arrêter les députés du DEP. Il a accusé le procureur général "d'agir de façon arbitraire".

Aucun dispositif de sécurité particulier n'était déployé autour du Parlement lundi en fin d'après-midi.

Parmi les treize députés du DEP, figurent cinq personnes dont l'immunité parlementaire a été levée en mars et qui sont détenues et en instance de jugement pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat".

Les six autres se trouvaient lundi à Bruxelles où ils s'étaient rendus jeudi, avant la dissolution de leur parti.

Tous les députés du DEP avaient démissionné la semaine dernière de leur formation pour pouvoir fonder un autre parti, la Constitution interdisant de le faire pendant dix ans à tout député dont le parti est dissous.

Les députés du DEP, tous élus du sud-est anatolien à majorité kurde, sont accusés par l'armée et les milieux conservateurs d'être les porte-parole au Parlement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée contre le pouvoir central depuis 1984.

CE/hc/ms

AFP /JO0245/201748 JUN 94

Kurdish refugees fight for survival in Northern Iraq

turkish daily news

Monday, June 20, 1994

At least 12,000 have fled Turkey and exodus continues

By Galip Ridvanoglu
Turkish Daily News

HIZAWA, Northern Iraq- Sabri Çetin, 54, is a Turkish Kurd from the district of Uludere close to the Iraqi border. He is now in Hizawa, one of the makeshift camps currently holding thousands of Turkish Kurdish refugees in northern Iraq. He is seeking asylum.

Only three years ago, hundreds of thousands of Iraqi Kurds had fled to the Turkish and Iranian borders, fleeing the advancing troops of Saddam Hussein. They were bombed and their villages were destroyed. The whole world, including Turkey, had embraced their cause.

Today, Turkish Kurds in increasing numbers are seeking asylum in Kurdish-controlled Iraq. U.N. officials say that at least 12,000 people have already fled from Turkey, and that dozens of families are still crossing the border every day.

"We were under immense pressure to join the (paramilitary) village guards in Turkey," Çetin explains painfully, his eyes shifting tensely to one of his eight children who have accompanied him. "They torched the houses of those who refused to join and gradually started to kill the people as well." Çetin's village was allegedly besieged by Turkish troops for over eight months. The villagers were not allowed to buy in anything from outside during their long wait for starvation. "The soldiers stopped me once with two kilos of sugar. They accused me of taking sugar to the PKK and then threw the bags to the ground," he explains.

The Kurdistan Workers' Party (PKK) has been waging a fierce war on Turkey over the past ten years and at least 11,000 people, including soldiers, civilians and PKK militants, have so far been killed.

"Our village was bombed and I have lost two daughters," says 32-year-old Halit Bilen, from the province of Şırnak. "Planes bombed us even

after we crossed the border" he adds. Bilen and 15 other families reached Hizawa after a four day walk.

Turkey's military forces recently launched a major offensive against the PKK, promising to destroy the separatist organization by the end of this year. Resulting from this campaign, there has been a rapid increase in claims of human rights abuses in the region.

"Troops destroyed our village with rockets and bombs," explains Suzan, too fearful to give her surname. At the age of 16, she has aged in the struggle for survival. "We were scared and our family escaped."

The 56-year-old Hatice Baran is not so much frightened as angry. "The soldiers came and burned down our village," she says, recounting what recently happened in Işıkveren. "They then killed my two cows. I was exhausted by the long walk here. Now I am hungry."

The Turkish government initially accused the PKK of forcing or encouraging the flight of refugees to win international sympathy. These days, the official version is that the Kurds were caught in the middle of fighting and fled. After this, argue Ankara's officials, the PKK infiltrated them.

Osman, 36, denies this. "The soldiers beat me. Wherever we went, they insulted us. Finally, a month ago they bombed our village. They wanted us to go so we went," he claims, noting that he trekked through the rugged mountains during the night and slept in the daytime on his journey to reach northern Iraq. Ahmed Dal, 53, cares less for his village and house but still weeps for his lost children. His three children, aged 18 months, 5 and 15, were

lost when they ran from the village. He has not heard of them since.

The tragedy in northern Iraq is but a reflection of the "bitter medicine" Turkey has introduced to solve the problem in the Southeast. A problem which Ankara still refuses to recognize as "a Kurdish problem."

Officials say no villages have been destroyed intentionally and, in a recent bid to prove this, invited a group of foreign envoys — including ambassadors — to the region. They were taken only to the villages which the PKK had raided and torched in the past and to villages controlled by village guards.

As for the evacuations, deputy Prime Minister Murat Karayalçın recently agreed that some 900 villages were evacuated. "Why should we pay the PKK any money?" a senior security official in Ankara said this week when asked whether the villagers, as required by Turkish law, were being compensated after evacuation.

Turkey has come under fire from international human rights groups over the past three years for failing to discriminate between the PKK and ordinary civilians. Claims of human rights abuses have been heard more and more from the Southeast region. Before the "campaign" was launched, a complete ban was imposed on the domestic press through a controversial anti-terrorism decree and reports of village torchings are scarce. The Turkish Daily News had established by name earlier this year that at least 845 of the villages evacuated were also set on fire by troops.

Human Rights Association officials say that the number of Turkish-Kurdish refugees in northern Iraq now exceeds 12,000 and that the figure is still rising.

But Ankara is fighting the United Nations not to recognize these people as refugees. Officials privately argue they will return and publicly appeal for them to come back without facing any punishment.

Cindoruk vs Demiral on DEP closure

Parliament Speaker: I have problems in explaining what is going on

Turkish Daily News

ANKARA- Parliament speaker Hüsametdin Cindoruk has become involved in a war of words and ethics with Ankara's State Security Court. (DGM) prosecutor Nusret Demiral with regard to the treatment of members of parliament from the Kurdish-based Democracy Party (DEP).

Following last Thursday's Constitutional Court verdict closing down the DEP and the decision to evict 13 deputies from Parliament, Demiral went on record charging at least six of the DEP deputies of being "terrorists."

He said that the six deputies who fled to Europe last week and who announced they would not return to Turkey were terrorists and had to be extradited to this country.

Newspapers implied over the weekend that the prosecutor had further breached his authority by sending orders to Turkish border posts, banning the entrance and exit of all DEP deputies. Since the court's detailed verdict has not yet been published in the Official Gazette or relayed to the Parliament Speaker as required by law, all of the

13 deputies still retain their parliamentary status.

Cindoruk, in response to Demiral's behaviour, was quick to stress this point last week but had little influence over the policemen who have placed two remaining parliamentarians under constant surveillance.

According to newspaper reports, the prosecutor is also planning to issue an Interpol "Red Bulletin" for the MPs abroad, demanding that they be arrested and returned to Turkey for crimes of terrorism.

Legal sources argued during the weekend that if such a move was made, this would cast doubts on the validity of all previous wanted lists given by Turkey to Interpol as well, since neither of the

MPs have been charged with a concrete crime. The prosecution of the DEP and the closure of the party were not the result of crimes accepted by Western democracies but crimes of opinion, in the shape of two speeches made by a former chairman and a statement issued by the party last year. On Saturday, newspapers reported the beginning of tension between Cindoruk and Demiral with the former saying the deputies could not be touched until the detailed verdict came out, and the latter challenging him by saying: "That is his personal opinion."

The same day, Cindoruk appeared on television and publicly warned Demiral that if he failed to respect the Parliament speaker and the country's elected body of representatives, he would take steps for legal action against the prosecutor. On Sunday, Cindoruk went even further and, in a statement to the mass circulation

daily *Hürriyet*, complained that Turkey was always the object of criticism because of remarks made by Demiral.

"It is always Demiral's remarks which are put before us," Cindoruk said. "In the talks we have and in bilateral talks... these remarks are always being quoted. In his indictments, he demands the death sentence... There are claims that he is prejudiced. We talk about the independence of the judiciary but we have problems in explaining all this."

Cindoruk also noted that because of Demiral's behaviour, he receives letters from all over the world, to which he had to reply. "But when we come face to face, I have problems in explaining," he said.

Demiral is the chief republican prosecutor of the Ankara State Security Court (DGM) and has a record of filing cases against journal-

ists, writers and publishers — always demanding the maximum punishment.

Last year, in one speech he made, the prosecutor implied he possessed information relating to top Turkish officials, and referred to "all of those files in my hands." He has been the DGM prosecutor since the courts were first established to look into "crimes committed against the state."

There is general belief in Turkey and among civil rights groups monitoring the deteriorating human rights situation in this country that Demiral enjoys the support of the military and that this is the reason why it he cannot be transferred from his current post.

Most of the cases launched by Demiral over the past two years have led to international criticism and appear to have harmed Turkey's overall long-term interests and credibility abroad.

TDN Special: Turkey's lobbying firms in Washington

After her trip to Washington last year, Prime Minister Tansu Çiller decided to scrap all Turkey's existing public relations accounts in Washington and start anew. Out went the old boys. In came the new boys.

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- When Prime Minister Tansu Çiller visited Washington last year she blew into town like a celebrity. After all, she was the first female prime minister Turkey ever had. She was young, beautiful, had fluent English and could communicate Turkey's stand with an ease and flair that won over audiences wherever she went.

But when she left the United States Çiller was not in good mood. It wasn't the Washington weather. It wasn't her talks with Washington's high and mighty. It was the fact that she received zero coverage from the U.S. media. Even wining and dining the heavyweights of U.S. press and TV at the prestigious Blair House apparently did not help an iota. Reliable sources claim that was the day when Çiller decided to scrap Turkey's all existing public relations account in Washington and start anew. Out went the old boys. In came the new boys. Fleishman and Hillard is one of them.

Fleishman and Hillard (FH)'s Washington office is one of 14 in North America. It is housed in a decidedly inconspicuous, but centrally located, eight-floor building in downtown Washington, perfectly reflecting the company's low-profile but focused approach to the business at hand.

Tom Buckmaster, the affable senior vice president — and partner — of the corporation, heads the public affairs department which is responsible for the Turkish account. A world-travelled man and an archeology buff who says he fell head over heels for Istanbul, Buckmaster comes across as a seasoned professional who would rather steer away from the treacherous rapids of short-term tactics and sail for the sound waters of general strategy.

His enthusiasm and belief in his long-term strategic vision comes across loud and strong. "Turkey is a critical pillar of democracy and economic development in the region in this new multipolar world," he says. "Turkey's crucial role as a dependable partner of the U.S. and a secular democracy must be recognized by all Americans most of whom know very little about Turkey," he continues. "Turkey's sacrifices after the Gulf War in such a tough neighborhood still continue."

But in way everybody pays lip service these days to "Turkish democracy," "Turkey's crucial role in the region" etc. Those generalities in themselves do not of course explain why Turkey has chosen FH over other competitors to handle its media relations. When I ask Buckmaster the reason why they've won the account, he flashes his warm smile and pauses for a beat before answering. He boils it down to four factors:

"I think we won the Turkish account because of

- 1) Our energy
- 2) Our intellectual engagement,
- 3) Our commitment to maintaining focus on advocacy, and
- 4) Our very strong emphasis on client service."

Having the wide breadth of talent profile that the 50 year old company can tap into from among its 800 employees of course does not hurt either.

"We have human rights specialists, former State Department experts, writers, data base specialists; New York media specialists, financial experts... you name it, working for us. Currently we have 10 staff members working exclusively on the Turkish account here in Washington and in New York," Buckmaster says.

At \$525,000 a quarter — all fees and expenses including — Turkey seems to have chosen the right top-rated agency for image building and spin control.

That kind of concentration on client service and aggressive advocacy has apparently served FH's Washington office well when they started out in 1985 with a staff of 4 and ballooned in nine years to its present size of 105 staff and annual billing of over \$11 million.

The industry magazine *Inside PR*, describes the Washington office as "the office other PR firms do not want to compete with the most."

Currently, the St. Louis, Missouri headquartered company is the largest nonpublic company of its kind in the world, consistently earning highest ranking from its peers (see the sidebar). Anheuser Busch, Mastercard, Caterpillar, Honda, Novell and American Plastics Council are among the other clients represented by FH. Past governmental accounts include Spain, Puerto Rico, China and Mexico. Turkey is the

only government represented by FH's Washington office.

An independent source shared with TDN the way FH showed up before the Turkish interagency commission when the five finalist companies were called to Ankara this past March for the final pitches. Some companies sent two representatives. Some sent four. FH flew to Ankara with *eight* reps, armed with presentation packages, and slide shows. They created a favorable first impression that lasted.

Buckmaster makes it clear that, despite the media vacuum that Turkey found itself in the past, "measuring success by news coverage in Washington is not a healthy way to measure success." Press coverage is only a part of an ongoing long-term educational effort, he explains.

There won't be any quick overnight solution on the press coverage front, he implies. When asked to name any specific programs planned to counteract the media silence of the past years, Buckmaster sufficed to say that they work closely with the Turkish embassy and will continue to work tirelessly on the media. On the recent Colman McCarthy article in the Washington Post, for example, which depicted the Ciller government as a "brutal regime" on the basis of the testimony of Kathryn Porter, he said an immediate response was prepared noting the many errors that the article contained.

I know that the office of the Turkish press attache also fired off a response to the Post, as well as the American Turkish Council. None of their responses were published. A letter from the Greek press attache was published though, decrying Macedonian intransigence. That is, I could not get a clear sense of how such media barriers would be tackled but I felt that the approach would be to educate the American public patiently and win the media over by persuasion. I can't help but pray that such a rational approach would indeed work in this town where the dominant liberal press usually don't take any Turkish prisoners.

Working closely with Buckmaster on the Turkish account is FH Vice President Selim Bingöl, a Turkish American PR professional born to a Turkish father and American mother. Having lived both in Turkey

and the U.S. during his youth has given Mr. Bingöl the multicultural perspective necessary to address the Turkish media needs.

FH seems flexible enough to provide a spectrum of related services when called upon by the Turkish Embassy. Most recently, they co-hosted a portion of the U.S. visit of the Turkish Undersecretary of Energy and Natural resources. Again, during Prime Minister Çiller's private visit to U.S. last month, FH arranged her appearance on CNN in Boston.

"We are committed to two things," Buckmaster emphasizes: "To provide real advocacy to the Turkish Embassy on a daily basis. And to keep in mind the long view, to make sure that Turkey is afforded the respect it deserves from much of the world community."

SIDEBAR

Fleishman-Hillard (FH) received the highest ranking in recent years from a respected industry source, *Inside PR*, "the magazine of reputation management." *Inside PR*'s 1993 agency report card listed FH's Washington office as the top agency in the whole nation. FH's St. Louis headquarters was also among the top five agencies.

FH was the only agency to be ranked first or second worldwide in five consecutive *Inside PR* surveys conducted between 1989 and 1993. For comparison, Hill & Knowlton (HK), for example, who held the Turkish account for a number of years, ranked seventh in 1989 and was not even ranked by the *Inside PR* magazine in the top ten since then. The magazine's fax poll conducted in 1993 among 1,000 senior PR and marketing executives, plus 20 personal interviews with clients of each agency, produced the following result in different areas:

In terms of Strategic Thinking, FH ranked first among the PR agencies. (HK ranked fourth.) In Creativity, FH slipped back to fourth but still did much better than HK's 14th. In terms of Talent (i.e. reputation for quality personnel), FK was rated first. (HK was not among the top sixteen.) FK's Work Environment was again ranked first (HK was ranked sixteenth).

Gamk — 20-21 juin 1994

TURQUIE-KURDES

Vague d'attentats à Istanbul

A lors que les autorités militaires turques annoncent avec une assurance croissante la fin prochaine du PKK, Istanbul connaît depuis une semaine une vague d'attentats à la bombe non revendiqués mais attribués par la police au PKK. Un regain d'activité terroriste qui ne devrait pour autant pas inquiéter outre mesure les militaires turcs, qui n'ont eu de cesse d'attribuer les opérations urbaines des rebelles à une érosion de leurs forces dans leur terrain d'action traditionnel, le sud-est anatolien. Pour le PKK au contraire, dont le leader avait promis l'an dernier une série d'actions armées dans les villes, visant essentiellement les cibles touristique, il s'agit d'un change-

ment de stratégie, qui ne signifie d'ailleurs aucunement l'abandon de la guérilla au Kurdistan turc.

Pourtant, les attentats sont dirigés cette fois contre des lieux publics et non des sites touristiques, ce qui, à l'approche de l'été, n'est d'ailleurs pas vraiment contradictoire. Alors que la saison touristique commence, ou devrait commencer, ces attentats risquent d'avoir des incidences tout aussi dissuasives sur les touristes et tout autant porter préjudice à l'industrie touristique turque déjà en difficultés en raison des menaces proférées par le PKK.

Cinq attentats, dont deux ont

pu être évités de justesse, ont été ainsi enregistrés à Istanbul depuis une dizaine de jours. Six personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe ce jour-là sur un bateau assurant la liaison entre les rives asiatiques et européennes de la ville. Mardi dernier, le chauffeur d'un autobus, alerté par des passagers, a pu jeter dehors un paquet suspect avant l'explosion de la bombe qui se trouvait de dans. Même scénario jeudi dernier, quand les responsables d'une compagnie de bus ont refusé de charger sur un autocar une valise abandonnée par deux passagers. Ils ont été bien avisés: l'engin qu'elle contenait a explosé dans le dépôt de la compagnie sans faire de victimes. Samedi, c'est encore les

transports qui étaient visés; une bombe avait explosé dans un bureau de liaison d'une compagnie de transport routier d'Istanbul sans faire de victimes. Enfin, dimanche dernier, cinq personnes ont été légèrement blessées dimanche à Istanbul dans l'explosion d'une bombe peu avant une réunion en plein air de l'ancien Premier ministre turc Bülent Ecevit et chef du Parti de la Gauche Démocratique. M.Ecevit n'était pas encore sur place au moment de l'explosion.

Une série d'attentats à la bombe, également attribués au PKK par la police bien qu'ils n'aient pas été revendiqués eux non plus, avait été commis en mars-avril à Istanbul contre des lieux touristiques comme le Grand-Bazar et le musée Sainte-Sophie, qui avaient fait 2 morts et une vingtaine de blessés parmi les touristes. Depuis, on n'avait pas enregistré d'attentats contre le tourisme mais contre des lieux publics. Début mai, un homme, poseur de bombe présumé, a été tué et trois autres blessés par deux explosions dans un centre administratif des PTT et dans une gare.

Moins optimiste que l'armée, la police d'Istanbul rappelle que le chef du PKK, Abdullah Ocalan, dit Apo, avait promis d'étendre la guérilla aux métropoles turques, notamment Istanbul, si l'armée poursuivait sa campagne contre ses hommes sur le terrain.

L'intensification des opérations militaires contre les Kurdes dans le sud-est anatolien justifiait à cet égard une mise à exécution des menaces du leader du PKK. Depuis le début du printemps, l'armée multiplie ses opérations pour tenter d'"éradiquer le PKK" du sol turc avant l'arrivée de l'hiver, comme s'y est engagée le Premier ministre turc Mme Tansu Ciller. Près de 2000 maquisards auraient été tués depuis le début de l'année selon

les données officielles. "Quand ils sont coincés dans le sud-est, ils attaquent dans les grandes villes", a commenté le vice-préfet d'Istanbul, Nihat Kemal Eren, en commentant ces derniers attentats. Selon M.Eren, des avertissements écrits auraient été envoyés aux responsables des lieux publics, comme les bateaux, cinémas, banques, bureaux de poste, pour accroître la vigilance. Le nombre de poubelles dans lesquelles sont souvent déposées les bombes a été considérablement réduit et les toilettes dans les bateaux assurant la liaison urbaine ont été fermées. La police entamera par ailleurs prochainement des cours spéciaux destinés à informer les chauffeurs d'autobus sur la conduite à suivre en cas de découverte de paquets suspects.

Nouvelle offensive contre les milieux politiques kurdes

Cette nouvelle vague d'attentats intervient alors que les autorités turques poursuivent leur offensive contre les milieux politiques kurdes. En vertu d'une ordonnance du 16 juin de la Cour Constitutionnelle turque, le parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde) a été déclaré hors-la-loi et dissous, en raison de la "propagande séparatiste" de ses dirigeants. Les effectifs au Parlement de ce parti, qui compte 13 députés, s'étaient réduits comme peau de chagrin; cinq d'entre eux ayant vu leur immunité parlementaire levée en mars, sont toujours détenus et risquent la peine capitale, six des huit autres restant se sont réfugiés à l'étranger. Seuls Sélim Sadak et Sedat Yurtas représentés désormais cette formation, et ils risquent à tout moment de rejoindre leurs collègues en prison. Le gouvernement turc, qui a déclaré la guer-

re au PKK, a étendu les hostilités aux représentants politiques de la minorité kurde, partisans d'une voie négociée vers l'autonomie. En bannissant le seul interlocuteur politique dans la question kurde, les autorités turques ont manifestement choisi la surenchère pour régler un problème dont elles nient d'ailleurs l'existence, la réduisant à une question de terrorisme. Elles se privent ainsi de la perspective d'un dialogue, dont tout, dans leur attitude, montre qu'elles n'en veulent pas. C'est par la force que le gouvernement de Mme Ciller veut régler la question kurde, et les députés du DEP, d'ailleurs désignés sans autre forme de procès comme des "avocats" des "terroristes" du PKK, étaient des gêneurs dans la guerre totale déclenchée par Ankara. Tout porte à croire que le gouvernement turc a délégué ses responsabilités à l'armée, partenaire pourtant dangereux, les quarante dernières années, ponctuées par 3 coups d'État, l'ont prouvé, pour un face à face avec le PKK, que les autorités ont donc ainsi promu paradoxalement au rang de porte-parole unique du peuple kurde; la confrontation finale devrait avoir lieu dans le réduit du Kurdistan turc, où les forces rebelles ont essuyé ces derniers temps de graves revers face à une armée turque qui a déployé un impressionnant dispositif en hommes et en matériel et qui compte lui régler son compte avant la fin de l'année.

Dans ce sens, les opérations prêtées au PKK dans les villes seraient bien le chant du cygne d'une organisation que le gouvernement aura, comme il le souhaitait, finalement poussé de la guérilla et de la lutte de libération nationale, avec les sympathies que la cause kurde peut susciter dans l'opinion internationale, vers le terrorisme.

G.

La Tribune — 22 juin 1994

TURQUIE. La situation des droits de l'homme « empire d'heure en heure », notamment dans le sud-est à population kurde, affirme Amnesty International en appelant les pays européens à envoyer d'urgence sur place une mission d'experts. Depuis le début de l'année, selon Amnesty, au moins vingt-quatre opposants ont disparu sans laisser de traces, alors que les cadavres de « nombreux autres » ont été retrouvés après leur enlèvement.

InfoMatin - 22 juin 1994

TURQUIE Cri d'alarme

Amnesty International lance un cri d'alarme à propos de « l'escalade spectaculaire des violations des droits de l'homme » en Turquie. L'organisation dénonce les « disparitions », les exécutions extra-judiciaires et la torture dont sont victimes ceux qui sont accusés de « propagande séparatiste » pro-kurde.

Libération — 22 juin 1994

TURQUIE. Amnesty dresse un tableau apocalyptique des droits de l'homme dans le pays. La situation « empire d'heure en heure », notamment dans le Sud-Est à population kurde, affirme Amnesty International dans son rapport qui sort aujourd'hui. L'organisation appelle les Européens à envoyer d'urgence sur place une mission d'experts.

Libération — 21 juin 1994

Turquie: deux députés prokurdes retranchés dans le Parlement

Leur parti ayant été dissous jeudi « pour activités séparatistes » après une ordonnance de la Cour constitutionnelle, deux députés du Parti prokurde de la démocratie (DEP) ont décidé hier de se retrancher dans le Parlement. Le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a ordonné la mise en garde à vue des deux hommes, Sedat Yurttas et Selim Sadak, arguant que la dissolution du parti signifie automatiquement la fin du mandat parlementaire, et donc de l'immunité de ses treize députés. Le président du Parlement et une grande partie de l'Assemblée contestent ce point de vue, estimant que ces députés bénéficient de leur immunité parlementaire tant que la décision de la Cour dissolvant le DEP n'a pas été publiée au *Journal officiel*. Kamer Genc, vice-président du Parlement, a déclaré qu'il ne permettrait pas à la police de pénétrer dans les locaux. Cinq députés du DEP, dont son président, sont détenus depuis mars dernier, en instance de jugement pour « séparatisme » et « atteinte à l'intégrité de l'Etat ». Six autres parlementaires du parti se sont réfugiés à Bruxelles à la veille de la mesure de dissolution. Le DEP et ses députés, tous élus de circonscriptions du sud-est anatolien à majorité kurde, sont accusés d'être les porte-parole au Parlement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte contre Ankara depuis 1984.

S. Etr. d'après AFP, Reuter

Le Soir du Bruxelles - 21 juin 1994

TURQUIE

Députés kurdes retranchés au Parlement

Deux députés du parti prokurde de la Démocratie (DEP, dissous la semaine dernière pour « activités séparatistes ») ont décidé lundi de se retrancher au parlement, après que le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a ordonné leur mise en garde à vue — un ordre contesté sur le plan légal. *Nous ne quitterons pas le Parlement et nous ne faciliterons pas les opérations de mise en garde à vue*, ont déclaré Sedat Yurttas et Selim Sadak. (AFP.)

a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. —

FRA0361 4 I 0322 TUR /AFP-WM26

Turquie-Kurdes

Sortie de deux députés kurdes qui s'étaient retranchés au parlement

ANKARA, 21 juin (AFP) - Deux députés kurdes du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, dissous), qui s'étaient retranchés lundi au parlement turc pour ne pas être arrêtés, en sont sortis mardi pour rendre visite à six de leurs collègues du DEP détenus depuis mars à la prison d'Ankara.

Les deux hommes, MM. Sedat Yurttas et Selim Sadak, ont quitté l'enceinte du parlement dans l'après-midi en compagnie de leur avocat, a indiqué l'agence Anatolie.

Acune intervention policière n'a été constatée à leur départ du parlement et il n'y a pas eu de mise en garde à vue "pour le moment", a-t-on indiqué de source informée. Les députés sont ensuite rentrés chez eux, a-t-on ajouté de même source.

Le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara, M. Nusret Demiral, avait ordonné lundi leur mise en garde à vue. Cette décision était consécutive à celle de la Cour constitutionnelle qui avait dissous jeudi dernier le DEP pour "activités séparatistes" et décidé de mettre fin aux mandats de député de ses 13 parlementaires, sans cependant publier le verdict au Journal officiel.

Selon une partie du parlement dont son président, M. Husamettin Cindoruk, MM. Yurttas et Sadak sont toujours députés et bénéficient de leur immunité parlementaire tant que la décision de la Cour dissolvant le DEP n'a pas été publiée au Journal officiel.

M. Demiral affirme qu'un simple compte-rendu de la décision de la Cour suffit pour l'annulation des mandats et pour placer en garde à vue les deux hommes.

Cinq des 13 députés du DEP, dont l'immunité parlementaire a été levée en mars, sont détenus et en instance de jugement pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat".

Les six autres se trouvent à Bruxelles où ils s'étaient rendus avant la dissolution de leur parti. Ils ont exprimé leur désir de rester en Belgique.

CE/HC/mfo

AFP /JO0245/211637

JUN 94

a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. — a.f.p. —

FRA0528 4 I 0333 TUR /AFP-XX85

Turquie-Kurdes

Les avocats du DEP à Paris mercredi

ANKARA, 21 juin (AFP) - Deux avocats du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissout) devaient se rendre mercredi à Paris pour rencontrer les autres membres d'une commission internationale chargée d'assurer la défense des députés emprisonnés du DEP, a indiqué mardi l'un d'eux, M. Feridun Yazar.

M. Yazar et M. Hasip Kaplan, l'autre avocat du DEP, font partie de cette commission qui comprend au total 14 avocats, syndicalistes et défenseurs des Droits de l'Homme de six pays, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, a précisé M. Yazar à l'AFP.

Cette commission est chargée d'assurer la défense auprès des instances internationales de cinq députés du DEP, dont l'immunité parlementaire a été levée en mars. Ils sont détenus depuis et en instance de jugement pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat".

Me Roland Dumas était venu en mars en Turquie annoncer qu'il défendrait les députés emprisonnés du DEP et introduirait un recours devant la Commission des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Les membres du groupe présenteront au secrétaire général de la Commission des Droits de l'Homme une pétition demandant l'ouverture d'un procès contre la république de Turquie, selon la même source.

Ils demanderont également un débat sur la suspension du statut de membre du Conseil de l'Europe de la Turquie, dont la Constitution et les lois "violent clairement et gravement" la Convention européenne des Droits de l'Homme, a ajouté M. Yazar.

La Cour constitutionnelle turque avait dissous jeudi dernier le DEP pour "activités séparatistes" et décidé de mettre fin au mandat de député de ses treize parlementaires. L'armée et les milieux conservateurs turcs accusaient le DEP d'être le porte-parole au parlement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui mène une lutte armée contre Ankara depuis 10 ans dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

CE/hc/mfo

AFP /JO0245/211929

JUN 94

turkish daily news

Tuesday, June 21, 1994

Akin Birdal: Peace is the solution

Turkish Daily News

ANKARA- The chairman of the Human Rights Association (IHD), Akin Birdal, speaking after a visit to the camps which are home to the Turkish Kurds who have migrated to Iraq, stated that the wretched war raging in the Southeast was to blame for the migration which was taking place.

"The Southeast is the region of Turkey where most human rights violations occur. Hundreds of mystery murders have been committed in this region and their number is continuing to grow. We receive reports of incidents of torture every day. IHD officials who have been conducting activities in the region are no longer able to do so because of the pressure they face. We no longer have the opportunity to investigate incidents where they occur. According to our findings, migration has taken place because of state oppression and the burning down of villages by the state. Our assessments indicate that 1,150 villages have been either burnt down or abandoned. The inhabitants of these villages have either emigrated to interior regions or to northern Iraq. Another cause of the migration is the state's approach to these people. People are given three choices: to become village guards, to take to the mountains, or to emigrate. People

have chosen the third alternative. Approximately two million people have emigrated to the interior regions of Turkey. Sparks of hatred are carried with each wave of migrants, not the desire for peace.

These sparks might start off a fire. This would be a disaster for Turkey. I believe the solution lies in democracy and brotherhood. I observed during my visit that everybody wished to live as equals in brotherhood and peace," Birdal told the TDN, commenting on the current violence in the Southeast.

Birdal later commented on the official claims that PKK (Kurdistan Workers' Party) oppression had led to migration, saying: "You cannot base policies on lies. There is a great discrepancy between official claims and what the hundreds of people that we have talked to have said. They are the witnesses. We called on deputies to put together a delegation to inspect the region. No one answered our call. The state has to protect its citizens even if the PKK has forced them to migrate. We will oppose all anti-democratic policies. We do not want any tears or any blood shed. These incidents have to end. We have to give our children a democratic world in which they can live like humans."

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0480 4 I 0341 GRB /AFP-XP50

Amnesty-Turquie-Kurdes

ATTENTION PUBLIABLE MERCREDI 02H01

Amnesty dresse un tableau apocalyptique des droits de l'Homme en Turquie

LONDRES, 22 juin (AFP) - La situation des droits de l'Homme en Turquie "empire d'heure en heure", notamment dans le sud-est à population kurde, affirme Amnesty International en appelant les pays européens à envoyer d'urgence sur place une mission d'experts.

Dans un rapport publié mercredi à Londres, qui dresse un tableau apocalyptique de la situation, l'organisation internationale demande à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de dépêcher une équipe en Turquie pour enquêter sur "les atteintes à la liberté d'expression et le recours systématique à la torture".

"La situation empire d'heure en heure. Il y a chaque semaine plus de personnes envoyées en prison sous l'accusation de +propagande séparatiste+ pro-kurde; des assassinats s'apparentant à l'action d'escadrons de la mort sont signalés presque chaque jour; et le nombre de +disparitions+ augmente de manière alarmante", écrit Amnesty.

"A moins d'une action décisive immédiate, le recours aux +disparitions+, aux exécutions extra-judiciaires et à la torture sera bientôt bientôt considéré en Turquie comme un outil routinier d'intimidation et d'élimination", poursuit le rapport.

Il indique que, depuis le début de l'année 1994, au moins 24 opposants ont disparu sans laisser de traces, alors que les cadavres de "nombreux autres" ont été retrouvés après leur enlèvement.

La situation est particulièrement alarmante dans le Kurdistan turc où, selon Amnesty, 871 villages ont été évacués de force ou incendiés par les forces gouvernementales. Depuis mars, plus de 8.000 personnes auraient été ainsi contraintes de se réfugier au Kurdistan irakien.

Le rapport condamne également les violations des droits de l'Homme de la part des séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), y compris des meurtres de civils, de journalistes et de responsables politiques locaux.

ATTENTION EMBARGO

phv/ms

AFP /JO0245/211841

JUN 94

JEUNE AFRIQUE - 23 juin 1994

Kurdes : Tansu Ciller veut en finir

■ Le Premier ministre turc, Tansu Ciller, s'est fixé pour objectif d'écraser la rébellion kurde avant la fin de l'année. Un énorme budget a été alloué à cette opération qui mobilise 150 000 soldats : 6 milliards de dollars. Carte blanche a été donnée aux chefs militaires pour « nettoyer », voire même brûler les villages censés abriter les militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Plus de soixante-dix villages dans le Sud-Est ont été vidés de leurs populations depuis l'arrivée au pouvoir de Tansu Ciller, à la fin de mars. Des milliers de Kurdes fuient vers les pays voisins, Irak et Iran

notamment. Mais les rebelles trouvent un meilleur accueil dans les pays les plus hostiles à la Turquie : Arménie et Grèce.

turkish daily news

Tuesday, June 21, 1994 / Page B1

The view from a region in flames

By Galip Ridvanoglu

Turkish Daily News

DIYARBAKIR- The two, khaki colored, convertible Land Rovers sped past our bus heading towards Mardin. Four villagers were seated on top of one of the vehicles among heavily armed gendarmerie soldiers. As we watched them go by we noticed their hands were tied behind their backs. But they could not see us, for their eyes were covered with rags. Blindfolded, they were clearly being taken for interrogation.

Heading towards one of the seven makeshift refugee camps set up in northern Iraq to accommodate some 12,000 refugees, our group which was escorting a delegation from the Turkish Human Rights Association was constantly accompanied by the sound of blasts coming down from the mountains.

Explosions could be heard from miles away, signalling a new operation. Perhaps there will be a new communique from the Governor's office on yet another victory against militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The explosions, however, are also being attributed to other things. At the Association branch office in Diyarbakir, a wall gazette is full of pictures. Pictures of burned down and destroyed houses. Pictures of civilians with bodies covered with bruises and burn marks.

Asking the local activists on what they are, we get a blunt reply, "the houses are those which have been destroyed by security forces. The people are those who have been tortured." About 12,000 people living along the border have already fled into northern Iraq where they are scattered in seven separate camps. Everyone is scared.

Among the scared are human rights activists. Association chairman Akin Birdal suggests we move together and eat in the same place. "To avoid mystery killings," he explains.

On the first day of the fact-finding mission, a decision is taken to keep the group together and "avoid complications." Numbering around 30 people and made up of human rights activists and journalists, our group headed for the border some 300 kilometers away. Stopped ten times at security check points along the road, we are constantly surrounded by the remains of petroleum tankers.

Following the Gulf War, the road has been empty. There is hardly any traffic now and the sanctions on Iraq have hurt the local economy most.

A police officer explains, "this situation has helped the PKK. Most of the unemployed youngsters are now heading for the mountains." Custom officials tell us that two to three thousand trucks were crossing the border before the sanctions. Now, even the customs crossing point is empty. "If

things go on this way, the whole region will be empty," one customs official interjects.

Immediately on the other side of the border we are greeted by a Kurdish border policeman. "Welcome to Kurdistan," he says, standing before a signpost saying the same thing.

Close to the border post is the vast mountain of Cudi which ranges from Turkey into Iraq and has been used over the years as a crossing point by PKK militants. Mount Cudi is smoking. "Turkish planes hit it again this morning" one Peshmerge explains.

In Zakho about 200 Turkish Kurds are on hunger strike. "They are bombing our villages," a middle aged villager says. "We want to live like human beings," he adds.

The delegation then moves on to a camp where about 2,000 refugees who have fled Turkey are housed. Despite previous statements by Turkey that the migration is only a PKK ploy, the first thing which attracts our attention is the crowded number of women and children.

The situation in the Sheranish and Beheri camps just on the slopes of the Zerkan mountains astonishes members of the delegation. Suddenly there are too many people. More than 10,000 villagers are now there and about half of them are children. Complaints are similar. Stories are almost identical. Some complain of being forced to join the village guards and losing their villages when they refused. Others say their settlements were bombed. The most common complaints are related to health and nutrition problems. There is a demand for more assistance from the United Nations.

"We were forced to move here because of the security operations," explains an elderly man. "They bombed and destroyed our villages."

Following the visit to three separate camps, a Turkish officer at the Habur border gate tells us there are 4,000 PKK terrorists on Mount Cudi. "We are conducting operations on the mountain every day," he says. "We have no day or night. It is very difficult."

In the evening, we hear cannons pounding the mountain once again. Members of the delegation go silent as they listen. The roads at night are still dangerous. Nothing goes by but for military vehicles. Most officers insist we do not continue. "It is too dangerous," one of them says. It is in contrast to official statements made back in Ankara that Turkey has full control throughout the region.

At one military post, where we are hosted while waiting for a fully equipped escort convoy, we chat with officers. They believe the problem in the Southeast can only be solved through peaceful methods.

One officer says they have identified 2,500 PKK militants in Mardin by name. "But in the past two years, we could only get some of them. People forced to migrate are joining the organization."

Another officer interjects, "peaceful methods are a must." Two of the four villagers on the Landrover are elderly and in no way do they resemble terrorists. Members of the delegation are in pain, knowing they cannot do anything. Two women on the bus wipe away their tears. If the villagers are crying as well, there is no way to know. Their eyes are blindfolded. They cannot even see that someone cares.

These days, the scene everywhere in the Southeast is similar. There is only military traffic on the roads at night. During the day, one can easily hear the blades of helicopters chopping through the air. Echoes of far-away explosions can be heard. And now, becoming a part of the natural scene, is the smoke. The mountains of the Southeast are smoking...

Kurdish refugees still on hunger strike

Turkish Daily News

ANKARA- The Kurds who have crossed into northern Iraq to seek refuge from the alleged torching and bombing of their villages in Turkey, are carrying on their hunger strike that began almost two weeks ago in the Zaho region.

Two hundred male and female Kurdish refugees initiated their protest action on June 10 to draw Turkish and international attention to their plight. According to the hunger strikers, they are frustrated that the world has turned a blind eye to what they claim are pressure and torture policies of the Turkish government.

The aim of the hunger strike, which gains more participants every day, is to appeal to the world's democratic nations to take responsibility for the thousands of Kurds who have escaped to Iraq.

The group of strikers was initially reluctant to talk to representatives of the privately-run Turkish Human Rights Association (HRA) and the members of the press who visited the region to investigate the problems and conditions of the original 200 strikers. However, the protesters eventually conceded to holding a meeting with HRA Chairman Akin Birdal, who promised them that the HRA would "convey the details of their rightful action and express their requests to the international community."

Hüseyin, the spokesman for the hunger strikers who chose to remain anonymous for security reasons, said that the migration from Uludere in Turkey to their camp in Zaho was caused by the oppressive policies of the Turkish government. He claimed that the government has been applying systematic pressure on the villagers for years and has recently been targeting their villages in land and air bombings by security forces. Making victory signs and waving "living is resistance" slogans, the strikers saw the HRA delegation off. The group, wrapped up in white garments resembling shrouds, stressed that their protest action would continue until their problems were resolved.

The group stated their problems and requests in a communique that was sent to various Turkish and international institutions promoting democracy. The bulletin criticized the United Nations and other institutions for their lack of concern for the Kurds in Turkey and also described the conditions under which the villagers were living before they fled to northern Iraq. "Despite the destruction and genocide committed by the Turkish government, tens of thousands of villagers continued to live in the region. However, with the latest massacres by government forces, our villages were turned into ghost towns and every day hundreds of our people were eliminated by mystery murders," it claimed.

According to the communique, "the inhabitants of these villages are being killed by hundreds of thousands of Turkish soldiers who have for years been invading Kurdistan through the use of systematic destruction and a policy of genocide." The bulletin — which was published on June 10, the same day that the hunger strike began — also included various requests from the refugees. These included:

"Granting political refugee status to current refugees and to newcomers; pressuring the Turkish government to end its use of war planes in the occupied region; providing medical, financial and logistical assistance to the refugees, who were forced to leave all their possessions behind; providing shelter against harsh weather conditions; sending a U.N. delegation to the region to investigate conditions there; securing a cease-fire between the PKK and the Turkish government; and pressuring other nations to end their political, military and economic assistance to the Turkish government."

The protesters have said that they will continue their hunger strike until their demands listed in the communique are met.

turkish daily news

Tuesday, June 21, 1994

Migration continues to N. Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- Southeastern Turkey is once again facing turbulent times as migration from the region to neighboring north Iraq continues.

Twelve thousand people have fled from villages in Şırnak and Hakkari in the past two months, causing the Iraqis to take tight security measures at the border with Turkey.

The refugees, who first started to move into Iraq in February, claim that their villages were burned down by Government security forces and that they had been put under intense pressure to leave.

Observers from various organizations formed a delegation, under the auspices of the privately run Turkish Human Rights Association, to visit and talk with the refugees who are in seven different camps, 15 kilometers inside the Iraqi border. The observer's report will be sent to the United Nations Commission of Human Rights, the Red Cross and other international groups.

After examining the camps, delegation chairman Akin Birdal said "the picture I saw hurt my conscience" and added that six more villages had been evacuated and burned by Government security forces.

He also told reporters that the villagers who wanted to leave the Turkish side were hindered by the security forces.

Chairman Birdal called for help with the refugee problem which he also discussed with the U.N. Zaho representative Ayman Garibeh and the governor of Duhok, Abdulaziz Tayib. "The condition of the refugees is not very good, our medical teams visit the camps twice a week and we give them food provided by the World Food Fund.

We have solved the refugees' water and sanitation problems. During our health inspections we found 20 cases of malaria and treated them," declared U.N. Zaho representative Ayman Garibeh in a statement.

Ayman answered a question regarding the granting of political status to the refugees and said

"We are only concerned with providing humanitarian aid, our centers in Ankara and Geneva are currently busy with this issue and they will decide on this but anyone who crosses the border is considered a refugee and they are not forced to return," and added that the U.N. is trying to solve this problem.

The governor of Duhok said that the refugees fleeing from the Turkish side are causing them problems since the United Nations had demanded that the camps should be established on government land and that refugees should be provided with pasture areas for their animals.

He continued, "the refugees have put us in a difficult situation. The migration started one year ago with a trickle of people and it was very easy for us to find them a place to settle but lately the numbers have increased dramatically and with our limited resources we are not able provide adequate help.

"Housing in the cities is a big problem since four thousand villages were destroyed in the Gulf War and we settled them into cities." He also said that they were sharing the food aid they received with the refugees.

The Human Rights delegation reported that 12 thousand refugees lived in Hizava, Tilkabar, Dorka, Forqa, Zakho, Buhery and Sharanish camps.

According to the report living conditions in the camps are not good.

After the three day visit to the camps, Akin Birdal gave a statement to the Human Rights Association in Diyarbakır and said "The aid given to the refugees is not adequate and every one of us is responsible. We call on everyone to help. These people cannot survive the winter and most of them want to return to their home country but democratic regulations are necessary."

LE FIGARO — 22 juin 1994

Deuil national après l'attentat meurtrier de Meched

Offensive de Téhéran contre la guérilla kurde

Pour Mustapha Hedjiri, secrétaire général du PDKI d'Iran, le gouvernement iranien a embauché des Kurdes d'Irak pour éliminer ses militants.

L'Iran est sous le choc après l'attentat meurtrier au mausolée de l'imam Reza, à Meched, qui a ramené le pays aux heures sombres du terrorisme aveuglé des premières années de la révolution islamique. Alors que tout le pays observait hier une journée de deuil national, la police a annoncé une mobilisation sans précédent pour tenter d'arrêter les auteurs de l'attentat, le plus meurtrier depuis dix ans, dont le bilan officiel est de 25 morts et 70 blessés. Les dirigeants iraniens ont immédiatement accusé les moudjahidin (opposition réfugiée en Irak) d'être les auteurs du carnage provoqué par l'explosion d'une bombe de cinq kilos. A l'appui de ses accusations, le gouver-

nement de Téhéran fait état de tracts retrouvés sur les lieux de l'explosion et d'une revendication auprès de l'agence officielle Irna. Le quotidien radical Salam relève cependant que « bien que tout désigne les moudjahidin, il y a également d'autres éventualités pouvant impliquer des groupes religieux déviants et extrémistes ». La formulation semble désigner certaines sectes sunnites actives dans l'est de l'Iran. Le carnage de Meched, qui intervient à la suite d'une recrudescence d'attentats depuis le début de l'année dans tout le pays, pourrait servir de justification à une action militante iranienne contre les bases des moudjahidin en Irak. (AFP)

Pour Mustapha Hedjiri, chef du principal mouvement kurde d'Iran, le conflit qui oppose Massoud Barzani et Jalal Talabani, les deux chefs des Kurdes d'Irak, « sert les intérêts de tous nos ennemis et uniquement aux Kurdes d'Irak ».

Le leader du PDKI-Iran (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) déclare au Figaro que « les fautes commises par les organisations kurdes d'Irak menacent davantage l'entente combinée des pays limitrophes, Turquie, Irak et Iran ». Car il ne fait guère de doute à

ternationale. Il a été reconstruit dans le village de Koya (entre Suleymaniyé et Irbil, la capitale administrative du Kurdistan irakien).

Des milliers de réfugiés

Selon M. Hedjiri, Téhéran a embauché pour lutter contre le PDKI des tribus kurdes irakiennes qui collaboraient précédemment avec Bagdad ! Leur terrain d'action, c'est le terrorisme. Quant aux bombardements, ils se poursuivent encore. Ceux des derniers mois ont « abimé les récoltes et forcé des milliers de Kurdes à fuir vers l'intérieur de la zone autonome ».

Le secrétaire général du PDKI-Iran croit que cette double offensive vise moins son mouvement, qui « n'attaque pas les objectifs iraniens à partir du Kurdistan d'Irak », que la zone autonome proprement dite. « Téhéran veut détruire tout ce qui se construit au Kurdistan d'Irak », accuse M. Hedjiri.

Le secrétaire général du

PDKI, dont les deux précédents seurs à la tête du PDKI-Iran ont été assassinés par des agents de Téhéran, s'estime lui aussi menacé. « Tous les dirigeants de notre parti, rapelle-t-il, ont été condamnés à mort par l'Iran ». Les agents iraniens ont, depuis le début de l'année, abattu une vingtaine de militants du PDKI en Irak du Nord, et trois autres qui s'étaient réfugiés en Turquie. Les effectifs de l'armée iranienne au Kurdistan irakien ont certes diminué : 150 000 hommes contre 200 000 il y a deux ans. « La situation militaire de la guérilla kurde est meilleure », admet Mustapha Hedjiri, mais les destructions de villages suspects de sympathies pour le PDKI se poursuivent. « 300 villages ont été détruits depuis la création de la République islamique d'Iran », dénonce le secrétaire général du PDKI en montrant un ordre de destruction de trois hameaux signé tout récemment par le préfet de la ville de Sardaght.

Propos recueillis par **Claude LORIEUX**

23-30 juin 1994

Révolution

- Nous vivons le temps des révolutions -

Le premier qui dit la vérité (version turque)...

Pour avoir témoigné lors d'auditions publiques devant le Parlement européen en octobre et décembre 1992, Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, considéré comme la capitale du sud-est anatolien à majorité kurde, a été condamné à quatre ans de prison par la Cour de sécurité de l'Etat d'Ankara. Comme de nombreuses associations et personnalités françaises et européennes, j'avais eu l'occasion, au nom du Comité de défense des libertés des droits de l'Homme, de soutenir son action et sa démarche à Bruxelles où il plaida en faveur de la démocratie et du respect des droits du peuple kurde. Mehdi Zana, dont l'épouse députée de Diyarbakir est détenue depuis mars avec cinq autres députés du Parti de la démocratie (DEP), est une figure respectée du mouvement démocratique non violent kurde. Après des années de lutte et d'emprisonnement, il est élu au suffrage universel en 1977 et devient le premier maire ouvrier, proche des communistes, d'une grande ville dans l'histoire de la République turque. Destitué, écroué à la suite d'un coup d'Etat

militaire en septembre 1980, c'est un total de quinze ans qu'il a déjà passés dans les prisons de Turquie, au cours desquels les sévices de toutes sortes et tortures n'ont pas manqué.

Sa condamnation, outre qu'elle a pour conséquence d'étouffer la moindre tentative de témoignages du véritable martyr subi par les habitants du Kurdistan, peut conduire à occulter toute perspective de solution pacifique et démocratique et, par conséquent, d'alimenter l'affrontement armé (1) au détriment des populations civiles déjà lourdement éprouvées. Un récent communiqué émanant d'un grand nombre d'ONG dresse le bilan effroyable de cette répression : des centaines de villages rayés de la carte, des villes entières en grande partie détruites, des milliers de morts, des démocrates, des journalistes emprisonnés ou disparus...

Tout se passe comme si « l'objectif des autorités turques était de dépeupler le Kurdistan, de déterritorialiser la question kurde et d'éparpiller le peuple kurde afin de mieux "l'assimiler" dans le cadre du traditionnel projet turc de "recomposition ethnique du pays" qui avait commencé par le génocide

des Arméniens, poursuivi par l'expulsion d'Anatolie de 1 200 000 Grecs dans les années 1920 et qui doit s'achever par l'éparpillement des Kurdes, dernière communauté indigène non turque du pays » (2). Face à cette situation, il est inadmissible que le gouvernement français ne remette pas en cause le contrat signé en mars par François Léotard sur la vente de vingt hélicoptères Cougar, ni sur ceux portant sur l'ensemble des ventes d'armes à ce pays qui servent la répression. De même, nous demandons avec un grand nombre d'associations que les pays occidentaux agissent avec diligence, soit pour amener leur allié turc à mettre un terme à la persécution du peuple kurde en engageant un processus de recherche d'une solution politique à la question kurde sous l'égide de la CSCE, de l'Union européenne ou de l'ONU, soit, si Ankara persiste dans sa politique actuelle, lui retirer tout soutien politique, financier et militaire et l'exclure de nos institutions occidentales où sa présence ne pourrait que nous discréditer et nous déshonorer. ■

1. Voir à ce sujet l'interview d'Eric Rouleau, spécialiste du Proche-Orient, *Humanité* du 1^{er} décembre 1993.

2. *Le Monde* du 8 juin, le *Herald Tribune* du 9 juin 1994.



Roland Wlos,
secrétaire du
Comité de défense
des droits de
l'Homme et des
libertés

Congressional Record

PROCEEDINGS AND DEBATES OF THE 103^d CONGRESS, SECOND SESSION

TURKISH DEMOCRACY: ONE MORE STEP TOWARDS THE ABYSS

Statement by Senator Dennis DeConcini
Chairman, Commission on Security and Cooperation in Europe

Mr. President, I am compelled once again to voice my grave concerns over the state of affairs in Turkey. Were I not convinced that Turkey is one of our nation's most important allies, I would not express such frustration when the government contravenes its own constitution and international human rights commitments. Last Thursday, June 16, when Turkey's highest court banned the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), and kicked 13 DEP members out of parliament because of statements they made, my concern and frustration reached new heights.

The 13 duly elected members of Turkey's legislature have been removed from Parliament because of a party communique issued last year appealing for a peaceful solution to the Kurdish problem. Five deputies, who have been jailed since early March without being indicted, face the death penalty for speaking out for the rights of Turkey's Kurdish citizens. Six others have fled Turkey and, I am informed, will seek political asylum in Belgium. Two others face imminent arrest in Turkey. Mr. President, I have met with some of these individuals and others now in Turkish jails for simply expressing their views, and I am appalled. Mr. President, what kind of democracy finds its own legislators either in prison or fleeing arrest to seek political asylum?

A perhaps unintended consequence of the court decision relates to constitutional requirements that by-elections be held when 24 vacancies occur in the 450-seat Parliament. If the four Kurdish deputies who resigned from DEP before legal action was taken should leave parliament, it would appear that elections would have to be held within three months. Mr. President, I want to make it clear from the outset, that should such elections take place, and it seems likely, our government and the many non-governmental election monitors, should be prepared to send observers to ensure that international standards are met. Furthermore, in light of recent developments, the Helsinki Commission, of which I am Chairman, will, in upcoming meetings of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), press for official CSCE missions to be sent to Turkey to monitor the deteriorating rights situation.

Mr. President, what is most alarming about the deteriorating rights situation in Turkey is this increasingly frequent trend to criminalize free speech. Words and ideas, regardless of their content, are tolerated in democratic systems. As signatory to the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), the United Nation's Universal Declaration on Human Rights and the International Covenant on Political and Civil Liberties, Turkey has obligated itself to protect all forms of non-violent expression. The decision to remove 13 duly elected parliamentarians because of speeches they made or documents they sign is an affront to all democratic legislatures.

Mr. President, obviously no country, including our own, is immune from situations where human rights are jeopardized. Turkey's Kurdish issue has a long and complex history, which has unfortunately become

increasingly clouded by violence. In the midst of a severe economic crisis, Turkey's government and military are spending over 7 billion dollars a year to fight the PKK -- yet the PKK continues to operate and draw followers. Regrettably the heavy-handed tactics of security forces, who have destroyed over 1000 Kurdish villages in the past eighteen months, alienate local Kurds and fuel sympathy and support for the radicals. Additionally, by criminalizing even moderate expressions of Kurdish discontent, the government stifles legitimate discourse within a democratic framework and denies its citizenry an outlet through which to legally articulate their frustration. And while no one denies Turkey's sovereign right to protect its citizenry from terrorism, this must not be pursued at the expense of other fundamental human rights.

Mr. President, in the interests of peace and regional stability, I appeal to Turkey's civilian and military leaders to reconsider increasingly intolerant and unproductive policies towards Turkey's Kurdish citizenry. There can be no hope of peace if voices on all sides are silenced and forced into more radical positions. Such policies raise serious questions about the ability of Turkish democracy to meet the pressing needs of a modern multi-ethnic society. Furthermore, Mr. President, despite a confluence of foreign policy interests with our government on numerous issues, Turkey's deteriorating human rights situation makes it increasingly difficult to support a leading role for Turkey in regional political undertakings.

In conclusion, Mr. President, I would urge Turkey's government to pursue political solutions to the Kurdish situation. So as not to be criticized for simply pointing out the problem without offering my own thoughts on a solution, I will share some thoughts on defusing the mounting crisis. I believe a key element of any political approach must be official willingness to distinguish between PKK terrorism and non-violent expression promoting rights for Turkey's Kurdish citizens. Similarly, the PKK must abandon the use of violence for political objectives and renounce aspirations for outright independence. A bi-lateral ceasefire could be a first step towards establishing a political dialogue, not with the PKK, but with moderate Kurdish elements. In such a climate, I would urge the Turkish government to take the following steps:

First, allow all non-violent political parties to participate in political life.

Second, abolish restrictions on free expression including those within the Anti-terror law.

Third, repeal the State of Emergency.

Fourth, dismantle the village guard system.

Fifth, remove all restrictions on Kurdish linguistic and cultural expression.

Sixth, lift constraints on dissemination of Kurdish language television and radio broadcasts, print, music and other mediums.

Seventh, develop a government sponsored Institute of Kurdish Studies and allow schools to offer instruction in Kurdish, and

Eighth, convene an official, high-profile, conference examining all aspects of Turkish-Kurdish relations.

Mr. President, I believe such actions would bolster Turkey's civilian democracy, stem violence, marginalize the PKK by providing moderate alternatives, lift an oppressive climate which has stifled political and economic life throughout Turkey, and begin to reverse the destructive polarization of Turks and Kurds. I sincerely hope Turkey's government will seek to protect free speech and pursue non-military approaches to the Kurdish dilemma to avoid plunging the nation into further turmoil.

Le Monde - 23 juin 1994

IRAK : le PDK dément une ingérence des pasdarans au Kurdistan. - Le représentant à Paris du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) irakien a formellement démenti une participation des pasdarans (gardiens de la révolution iraniens) dans les combats qui opposent sa formation à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) (*le Monde* du 14 juin). Jaafar Guly, délégué du PDK et co-représentant à Paris du « gouvernement » kurde, a rejeté la responsabilité de la poursuite des accrochages sur l'UPK, qui, selon lui, viole tous les accords de cessez-le-feu.

Le Soir de Bruxelles - 23 juin 1994

Deux attentats à la bombe

Trois Allemands, deux Britanniques, un Autrichien et quatre Turcs ont été blessés, mardi soir, par l'explosion de deux bombes dans une cafétéria à Fethiye. Mercredi, deux autres bombes ont explosé dans la station balnéaire de Marmaris, faisant huit blessés dont quatre touristes. Ces derniers mois, une dizaine d'attentats à la bombe ont eu lieu dans les centres touristiques. Le Parti des travailleurs du Kurdistan séparatiste avait menacé au printemps de s'en prendre à des cibles économiques et touristiques. (AFP.)

LIBÉRATION — 23 JUIN 1994

MARC KRAVETZ

Dérive turque

En Turquie, l'histoire ne se répète pas, elle s'enlise. D'année en année, de mois en mois, la situation des droits de l'homme s'aggrave, la violence s'exacerbe, le sort de la population kurde se dégrade et ce, qui reste de démocratie en Turquie devient à chaque étape un peu plus fragile. Les chiffres fournis par l'Association des droits de l'homme en Turquie sont accablants.

Au bilan de 1993 figurent ainsi, 874 villages kurdes détruits, 135 exécutions sans jugement, 25 morts sous la torture, 510 assassinats par des tueurs non identifiés. La même année, 57 journalistes étaient emprisonnés, 231 années de prison étaient infligées à des intellectuels (journalistes ou écrivains) pour divers délits d'opinion et les autorités procédaient à 260 saisies de journaux et magazines. 169 villages de plus ont été détruits dans les cinq premiers mois de cette année, il y a plus de morts sous la torture pour le seul mois de mai 1994 (31) que durant toute l'année précédente et presque deux fois plus de journalistes et d'écrivains en prison. Ce ne sont là que quelques exemples.

Dans un rapport rendu public hier, Amnesty International note que «chaque semaine, de nouvelles personnes sont jetées derrière les barreaux parce qu'on les accuse de propagande pro-kurde. Des meurtres ressemblant à ceux commis par des escadrons de la mort sont signalés presque quotidiennement, et l'on a constaté un accroissement inquiétant des "disparitions"..."».

La semaine dernière, la Cour constitutionnelle turque prononçait la dissolution du Parti de la démocratie (DEP), la dernière formation légale pro-kurde en Turquie, entraînant ainsi la déchéance immédiate de leur mandat pour 13 parlementaires de ce parti. La mesure n'affectera pas outre-me-

sure le sort de six d'entre eux qui sont emprisonnés depuis le mois de mars et menacés de la peine de mort pour avoir tenu des propos jugés «séparatistes». Elle n'en prive pas moins la population kurde de Turquie de toute expression démocratique.

Tout se passe comme si le gouvernement de Mme Tansu Ciller, qui célébrait il y a peu sa première année d'existence, n'imaginait plus d'autre politique que celle du pire pour résoudre la question kurde. Les autorités turques nient jusqu'à l'existence du problème dans lequel elles ne veulent voir que la manifestation des «terroristes» du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit). Que celui-ci utilise la violence pour parvenir à ses fins est non seulement indéniable mais revendiqué, que cette violence n'épargne pas les populations civiles et ne refuse pas les moyens du terrorisme ne fait guère plus de doute. Dans le rapport cité plus haut, Amnesty condamne au même titre les «meurtres de journalistes et d'hommes politiques locaux» commis par le PKK — une cinquantaine selon les estimations de l'organisation internationale de défense des droits de l'homme — et réclame la libération des prisonniers détenus par ce mouvement dont Bketas Avci, un enseignant enlevé en octobre 1993.

Mais le gouvernement turc ne peut pour autant justifier la vague d'arrestations ou de procès par la seule violence séparatiste. L'universitaire — non-kurde — Ismaïl Besikçi, contre lequel sont instruits 66 procès pour ses écrits divers sur la question kurde et qui risque quelque 120 années de prison (après en avoir déjà effectuées 14 dans les 25 dernières années), est difficilement assimilable à un militant, voire un sympathisant du PKK.

Il est vrai aussi que la loi 3 713 antiterroriste du 12 avril 1991, qui permet de pour-

suivre intellectuels, écrivains, journalistes ou politiciens, n'a pas besoin de telles «preuves» pour emprisonner les personnes ou interdire les publications ou les partis. Elle se contente d'interdire toute «propagande orale ou écrite, (toutes) réunions, assemblées, et manifestations ayant pour but de porter atteinte à l'unité indivisible de la République de Turquie, à la nation et à ses territoires, sans considération de la méthode, de l'intention et des idées concernées».

C'est également en vertu de cet arsenal juridique que les députés du DEP ont été arrêtés et emprisonnés, et que le parti

a finalement été dissous. Amnesty International demande à la CSCE d'envoyer de toute urgence une commission d'experts en Turquie. L'organisation ajoute dans un communiqué que «si aucune action décisive n'est entreprise tout de suite, la pratique des "disparitions", comme celle des exécutions extra-judiciaires et de la torture, deviendra un fait établi en Turquie». Il n'y a rien à ajouter sauf à rappeler que ceci se passe en Europe, dans un pays ami et cajolé par la France, récemment visité par MM. Léotard et Juppé, et que la France se tait.

LE MONDE - 23 juin 1994

TURQUIE

Amnesty international estime que la situation «s'aggrave d'heure en heure» dans le Sud-Est anatolien

Dans un rapport publié mercredi 22 juin, Amnesty international affirme notamment que «les attaques du gouvernement turc contre la liberté d'expression ont mené à une escalade spectaculaire des violations graves des droits de l'homme», dont la situation «s'aggrave d'heure en heure», notamment dans le Sud-Est anatolien du pays à majorité kurde.

Exécutions extrajudiciaires

L'organisation internationale ajoute : «Si aucune action décisive n'est entreprise tout de suite, la pratique des «disparitions», comme celle des exécutions extrajudiciaires et de la torture, deviendra un fait établi

(...), un mode habituel d'intimidation et d'élimination».

L'organisation de défense des droits de l'homme condamne également «les atteintes aux droits de l'homme commises par le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan], notamment les meurtres d'hommes politiques locaux et de journalistes».

Amnesty international souligne dans le même temps que le gouvernement ne doit pas utiliser le conflit armé en cours dans le sud-est anatolien «pour justifier les violations commises par les forces de sécurité à l'encontre des citoyens turcs».

L'embargo n'empêche pas les contacts commerciaux

■ L'ONU examine tous les deux mois le respect par Bagdad des conditions posées par les vainqueurs de la guerre du Golfe ■ Paris estime que des « progrès » ont été réalisés sur l'élimination de l'arsenal irakien.

RIEN, dans les résolutions des Nations unies, n'empêche de simples contacts commerciaux avec l'Irak. Questionné sur la visite du CNPF à Bagdad, le Quai d'Orsay se limite à ce commentaire, tout en rappelant que, depuis août 1990, toutes les transactions avec l'Irak sont frappées par l'embargo de l'ONU, à l'exception de celles concernant les produits de première nécessité. Des sanctions qui touchent également les avoirs financiers irakiens à l'étranger et, surtout, sa production de pétrole (10 % des réserves mondiales).

Le maintien de l'embargo est réexaminé tous les soixante-jours par le Conseil de sécurité de l'ONU qui vérifie la bonne volonté de Bagdad quant aux conditions imposées par les vainqueurs de la guerre du Golfe : d'une part, la reconnaissance de la souveraineté et des frontières du Koweït ; d'autre part, le sort des prisonniers et autres « disparus » koweïtiens, ainsi que celui des populations civiles du Kurdistan ou de la région des marais soumises à des pressions militaires ; enfin, l'élimination des armes de destruction massive (missiles balistiques, armes chimiques ou bactériologiques, voire nucléaires) contrôlée sur le long terme.

L'heure n'est pas à la levée des sanctions

C'est sur ce dernier chapitre que Paris, selon le Quai d'Orsay, reconnaît des « progrès » de la part de Bagdad. De source diplomatique française, on fait valoir que l'Irak a accepté de coopérer avec la commission spéciale de contrôle de l'ONU et accepté la résolution 715 qui fixe précisément les conditions de ce contrôle. L'heure n'est pas pour autant à la levée des sanctions : « Il reste à tester leur bonne volonté de manière durable », précise-t-on au Quai d'Orsay qui précise qu'une période probatoire de six mois est prévue à cet effet. La fixation du début de cette période probatoire, préalable à une levée de l'embargo pétrolier, ne devrait pourtant pas être réalisée lors de la prochaine réunion du Conseil de sécurité, le 18 juillet. A cause notamment de

l'intransigeance de Washington qui préfère satisfaire ses alliés koweïtien et saoudien. Début mai, la dernière tournée dans le Golfe de Robert Pelletreau, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, a été à cet égard révélatrice, le responsable américain ayant réaffirmé que Bagdad constituait toujours un danger pour la région et que les sanc-

tions devaient être maintenues.

Sur le plan bilatéral, Paris n'entretient plus de relations diplomatiques avec Bagdad depuis la guerre du Golfe. Ce qui n'empêche pas certains hauts responsables irakiens, à l'instar de Tarek Aziz en décembre dernier, de venir plus ou moins officiellement en France, ou de rencontrer à Genève ou à New York des di-

La Tribune

DESFOSSÉS

23. JUIN 1994

plomates français. Mais le Quai d'Orsay souligne qu'il n'est « pas envisagé » pour l'instant d'ouvrir une représentation à Bagdad, alors que Paris vient d'accepter, il y a peu, l'installation sous le couvert du pavillon marocain d'une « section d'intérêts » irakienne dans la capitale.

A. B.

IRAK

Les entreprises françaises pointent le nez à Bagdad

■ Une délégation du CNPF se rend aujourd'hui en Irak pour renouer des contacts commerciaux tombés au plus bas ■ Le problème de l'embargo et du gel des avoirs financiers reste un handicap incontournable.

IL EST BIEN LOIN le temps où un quotidien de province pouvait écrire : « Chirac revient d'Irak les poches qui craquent ! » C'était bien sûr entre 1974 et 1976... Depuis, après de nombreuses années de relations politiques et commerciales fructueuses, l'électro-encéphalogramme est aujourd'hui quasi plat - du moins officiellement - entre Paris et Bagdad.

La visite en catimini d'une délégation du CNPF en Irak, à l'occasion d'un déplacement officiel en Jordanie, est encore significative du climat de gêne qui entoure les relations bilatérales entre les deux capitales. Au siège de l'organisation patronale, à Paris, on préfère ne pas apporter de commentaires sur cette visite qu'on aurait préféré tenir secrète, la discrétion dans les affaires étant considérée comme un gage de succès.

Sur le seul plan commercial, il est vrai que le temps semble plus propice aujourd'hui à une reprise des affaires. Pour ne pas laisser la place à d'autres, ainsi que le soulignait récemment Roselyne Bachelot, présidente de l'association parlementaire France-Irak : « Les Américains ont été les derniers à quitter Bagdad, ils ont été les premiers à y revenir », s'exclame la bouillante député RPR

de Maine-et-Loire qui estime que l'embargo frappant l'Irak « ne sera pas levé tant que les Etats-Unis n'auront pas eu tous les contrats... »

Les derniers chiffres des échanges commerciaux franco-irakiens sont, en tout état de cause, éloquentes (notre tableau) : de plus de 3 milliards de francs en 1989, les exportations sont tombées à 8 millions de francs l'an dernier, constituées pour la moitié par « des viandes, de la volaille et du gibier », précise la Direction des relations économiques extérieures de Bercy, tandis que les importations sont au point mort depuis la guerre du Golfe, conséquence directe de l'embargo international (lire ci-dessous).

La visite patronale française

Les échanges franco-irakiens (en millions de francs)

	Importations (en provenance de Bagdad)	Exportations (vers Bagdad)	Solde
1989	5.436	3.052	-2.384
1990	2.240	2.942	702
1991	0	127	127
1992	0	112	112
1993	0	8	8

entend surtout prendre date, même si certaines des entreprises membres de la délégation (Renault, Citroën, Schneider, Alcatel, EDF...), à l'instar de quelques autres qui les ont précédées individuellement, peuvent espérer signer des précontrats « subject to embargo », clause pourtant interdite par les résolutions des Nations unies et qui prévoit que le contrat signé prendra effet à l'instant même de la levée de l'embargo.

Il reste toutefois, pour que les entreprises françaises reviennent en cour à Bagdad, qu'un geste de Paris serait le bienvenu concernant les avoirs financiers irakiens gelés dans l'Hexagone et estimés entre 400 et 500 millions de francs.

Les supporters de la cause irakienne en France font valoir que Paris n'a rien à gagner à « être plus royaliste que le roi » sur ce terrain et que plusieurs pays occidentaux ont déjà dégelé ces avoirs : c'est ainsi le cas de la Grande-Bretagne et de la Suisse (pour 120 millions de dollars chacune), de l'Italie (pour environ 16 millions de dollars) ou bien encore, dès 1991, de l'Espagne, du Canada ou des pays scandinaves.

ALAIN BARON

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0340 4 I 0271 GRE /AFP-LO87

Turquie-Kurdes-UE

45 rebelles kurdes et 6 soldats turcs tués dans des combats

ANKARA, 23 juin (AFP) - Quarante-cinq rebelles kurdes et six membres des forces de l'ordre turques ont été tués depuis mardi dans des combats dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a-t-on appris jeudi de source officielle à Diyarbakir (sud-est).

Vingt-sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués mardi et mercredi dans la région de Sirnak, à la frontière avec l'Irak, lors d'opérations aéro-terrestres contre une groupe de militants armés kurdes qui avaient auparavant tué 5 gendarmes turcs dans la région, selon un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir.

Dix-huit autres rebelles kurdes et un soldat turc ont trouvé la mort lors de combats et opérations militaires dans d'autres zones du sud-est anatolien, selon la même source.

Ce bilan porte à au moins 410 le nombre de personnes tuées lors d'opérations et combats, dont 376 rebelles du PKK, depuis début juin, selon un bilan fait par l'AFP à partir des informations fournies par les autorités.

(A Athènes, lors d'une conférence de presse, le Front de Libération Nationale du Kurdistan (ERNK), branche politique du parti kurde séparatiste PKK, a appelé jeudi les Douze à décréter la cessation des ventes d'armes à la Turquie lors du sommet de Corfou, qui s'ouvre vendredi).

M. Tas Sabri, le représentant de la section "balkanique" de l'ERNK, siégeant à Athènes, a affirmé que "tant que les attaques turques continueront", les actions terroristes kurdes se poursuivront dans les régions touristiques de Turquie.

CE/hc/bm

AFP /JO0245/231435

JUN 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0288 4 I 0143 RFA /AFP-LB54

Allemagne-Kurdes

Manifestation kurde samedi à Francfort: contrôles renforcés aux frontières

BONN, 23 juin (AFP) - Des contrôles renforcés aux frontières allemandes seront effectués à l'occasion d'une manifestation samedi à Francfort (ouest) où sont attendus quelque 50.000 Kurdes d'Allemagne et d'Europe, a annoncé jeudi le ministère fédéral de l'Intérieur.

Quelque 800 membres de la police de l'air et des frontières seront affectés à des contrôles d'identité renforcés aux frontières occidentales de l'Allemagne, a indiqué le ministère, en précisant que les personnes ne disposant pas de papiers en règle nécessaires seront refoulées.

Le ministre de l'Intérieur mettra en outre 700 policiers et six hélicoptères de transport à la disposition de l'Etat fédéré de Hesse, où se trouve Francfort, chargé de la sécurité sur son territoire.

mlm/mfm

AFP /JO0245/231307

JUN 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

ECF0383 4 F 0521 TUR /AFP-MA84
eco.-Tourisme

Le PKK reprend ses attaques contre le tourisme turc

ANKARA, 23 juin (AFP) - Les rebelles kurdes de Turquie ont repris, selon les autorités d'Ankara, leur offensive contre les intérêts touristiques turcs, avec deux attentats dans des stations balnéaires qui rappellent leur campagne de terrorisme de l'an dernier, marquée d'attaques à la bombe et d'enlèvements.

Le ministre du Tourisme, Abdulkadir Ates, a appelé jeudi la communauté internationale à une coopération contre le terrorisme. "Le terrorisme n'est pas seulement le problème de la Turquie mais un problème qui concerne le monde entier", a-t-il dit.

Les deux derniers attentats, qui ont fait 21 blessés, selon un dernier bilan donné jeudi par M. Ates, surviennent après une période de calme relatif d'un mois et demi.

Ces attentats n'ont pas été revendiqués mais les autorités en accusent le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée depuis 10 ans contre le gouvernement d'Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Mardi, le représentant du PKK pour l'Europe, Kani Yilmaz, avait déclaré à Madrid que le mouvement considérait la Turquie comme "zone de guerre". Il demandait aux touristes d'éviter de s'y rendre et y dépenser de l'argent "qui sert à payer des balles utilisées ensuite contre les Kurdes".

Cette nouvelle menace s'est immédiatement concrétisée à Fethiye et à Marmaris, deux stations balnéaires très fréquentées de la mer Egée (sud-ouest).

Vingt-et-une personnes, dont 11 étrangers parmi lesquels des Britanniques, des Allemands et un Autrichien, ont été blessées dans deux attentats mardi soir dans une cafétéria à Fethiye et mercredi près d'une plage et dans un parc à Marmaris.

De mars à mai, les poseurs de bombes avaient visé à Istanbul le jardin de Sainte-Sophie, le Grand Bazar, la place Sultanahmet et un parking proche du palais de Dolmabahce, tuant une Tunisienne et un Espagnol et blessant sept Turcs, quatre Espagnols, deux Français, deux Libanais, un Tunisien, un Allemand et un Néerlandais.

Les derniers attentats pourraient avoir un effet dévastateur sur le tourisme, déjà affecté par une vague d'annulations après les premières bombes à Istanbul, estime-t-on dans les milieux spécialisés, sans cependant chiffrer le manque à gagner. Selon ces milieux, les ventes en Allemagne sont déjà en baisse de 25% et aux Pays-Bas de 45% par rapport à 1993.

Le ministère du Tourisme se veut malgré tout optimiste et espère atteindre l'objectif de 4,5 milliards de dollars de revenus du tourisme en 1994, avec 7,5 millions de visiteurs.

Mais les journaux publient depuis plusieurs jours des photos des plages de la région d'Antalya quasi-désertes. Le ministère et les agences de voyage ont lancé une campagne de promotion et une centaine de journalistes de la presse spécialisée étrangère sont actuellement en Turquie.

La Turquie a été le quatrième pays méditerranéen pour le nombre de touristes en 1992 et 1993 après la France, l'Espagne et l'Italie et devant la Grèce. Le tourisme représente le quart de ses rentrées de devises étrangères.

CE/hc/ag

AFP /J00245/231542

JUN 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0327 4 IF 0441 TUR /AFP-LJ90

Turquie-Terrorisme

Le tourisme turc soumis à de nouvelles attaques terroristes

ANKARA, 23 juin (AFP) - Les rebelles kurdes de Turquie ont repris, selon les autorités d'Ankara, leur offensive contre les intérêts touristiques turcs, avec deux attentats dans des stations balnéaires qui rappellent leur campagne de terrorisme de l'an dernier.

Le ministre du Tourisme, Abdulkadir Ates, a appelé jeudi la communauté internationale à une coopération contre le terrorisme. "Le terrorisme n'est pas seulement le problème de la Turquie mais un problème qui concerne le monde entier", a-t-il dit.

Les deux derniers attentats, qui ont fait 21 blessés, selon un dernier bilan donné jeudi par M. Ates, surviennent après une période de calme relatif d'un mois et demi. de fin mars à début mai, une série d'attaques avait été commise à Istanbul, tuant deux touristes étrangers.

Ces attentats n'ont pas été revendiqués mais les autorités accusent le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée depuis 10 ans contre le gouvernement d'Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Mardi, le représentant du PKK pour l'Europe, Kani Yilmaz, avait déclaré à Madrid que le mouvement considérait la Turquie comme "zone de guerre". Il demandait aux touristes d'éviter de s'y rendre et y dépenser de l'argent "qui sert à payer des balles utilisées ensuite contre les Kurdes".

Cette nouvelle menace s'est immédiatement concrétisée à Fethiye et à Marmaris, deux stations balnéaires sur la mer Egée très fréquentées, tant par les Turcs que par les étrangers.

Vingt-et-une personnes, dont 11 étrangers, ont été blessées dans deux attentats mardi soir dans une cafétéria à Fethiye et mercredi près d'une plage et dans un parc à Marmaris.

De mars à mai, les poseurs de bombes avaient visé à Istanbul le jardin de Sainte-Sophie, le Grand Bazar, la place Sultanahmet et un parking proche du palais de Dolmabahce, tuant une Tunisienne et un Espagnol et blessant sept Turcs, quatre Espagnols, deux Français, deux Libanais, un Tunisien, un Allemand et un Néerlandais.

Fethiye et Marmaris sont sur le même littoral qu'Antalya, où se trouvent les plages à la mode et les installations les plus modernes du pays.

Le ministère et les agences de voyage ont lancé une campagne de promotion et une centaine de journalistes de la presse spécialisée étrangère sont actuellement en Turquie.

La Turquie a été le quatrième pays méditerranéen pour le nombre de touristes en 1992 et 1993, après la France, l'Espagne et l'Italie, devant la Grèce. Le tourisme représente le quart de ses rentrées de devises étrangères.

CE/hc/mfm

AFP /J00245/231358

JUN 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

SAMNESTY INTERNATIONAL

4, rue de la Pierre Levée
75011 Paris

NEWS 11/133/94
EUR 44/WU 15/94
23 juin 1994

SF 94.M.185

EXTERNE
Informations hebdomadaires

TURQUIE

Les dénégations du gouvernement turc à propos des violations des droits de l'homme perpétrées dans le pays ne correspondent pas à la réalité

Après que le gouvernement turc eut nié que la situation des droits de l'homme dans le pays soit alarmante, Amnesty International a déclaré ce jour (jeudi 23 juin) : « *Nous réaffirmons le contenu de notre rapport publié hier à propos de la recrudescence tragique des violations des droits de l'homme en Turquie.* »

« *Nous confirmons également l'appel lancé à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) afin que celle-ci envoie sans délai une mission chargée d'enquêter sur la situation des droits de l'homme en Turquie.* »

Un porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères aurait déclaré hier : « *Amnesty International s'est une fois de plus trompée à propos de la situation des droits de l'homme en Turquie [...] elle veut donner une image du pays qui est contraire à la réalité.* »

L'Organisation n'a pas pour préoccupation de donner une image particulière des gouvernements ou des groupes d'opposition. Elle œuvre en vue de mettre un terme aux violations des droits fondamentaux.

Le gouvernement turc nie en bloc la recrudescence des "disparitions", des assassinats politiques et de la torture ainsi que l'augmentation du nombre de prisonniers d'opinion. Il ne répond toutefois pas aux nombreux appels lancés par Amnesty International à propos de cas individuels de violations des droits fondamentaux.

L'Organisation demande aux autorités turques si elles nient qu'Ahmet Zeki Okcuoglu, avocat et éditeur, ait été incarcéré par la cour de sûreté de l'État d'Istanbul pour avoir exprimé ses opinions non violentes. Le gouvernement turc nie-t-il également que Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir purge une peine de quatre ans d'emprisonnement pour avoir témoigné devant la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen ?

Amnesty International poursuit : « Si nos assertions à propos de 24 "disparitions" signalées cette année sont erronées, le gouvernement turc peut-il nous fournir des informations sur le sort de Kasim Alpsoy arrêté le 15 mai à Istanbul par les forces de sécurité ou sur celui d'Ismail Agaya, interpellé à Batman le 28 mai ?

« Quelles investigations ont été menées sur le sort des 11 villageois d'Alaca (province de Diyarbakir) retenus menottés pendant dix jours par des gendarmes dans leur village, en octobre 1993, et dont on est sans nouvelles depuis ? »

Les gouvernements turcs qui se sont succédé ont constamment nié les accusations de torture formulées depuis de nombreuses années par Amnesty International. Le recours à la torture a pourtant été confirmé par le Comité des Nations unies contre la torture et par le Comité européen pour la prévention de la torture, organismes institués en vertu de traités auxquels la Turquie est partie.

L'Organisation exhorte le gouvernement turc à instaurer des garanties contre la torture et les "disparitions" et à promulguer les amendements au Code pénal qui ont été proposés de façon à empêcher à l'avenir l'incarcération de prisonniers d'opinion.

Amnesty International appelle par ailleurs le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement d'opposition, à mettre un terme aux attaques contre des civils et à ne plus tuer les prisonniers. Dans son rapport publié cette semaine, l'Organisation réclame expressément la libération de Bektaş Avci, un directeur d'école détenu par le PKK depuis octobre 1993.

LE SOIR DE BRUXELLES — 24 juin 1994

Appel kurde

Le Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), branche politique du parti kurde séparatiste PKK, a appelé jeudi les Douze à décréter la cessation des ventes d'armes à la Turquie lors du sommet de Corfou. Le représentant de la section « balkanique » de l'ERNK a demandé que les chefs d'Etat et de gouvernement suivent ainsi une résolution adoptée par le Parlement européen en avril. Accusant l'Europe et surtout l'Allemagne d'être responsables du génocide kurde, il les a appelés à élaborer une solution politique pendant le sommet. Il a aussi demandé l'installation d'une base permanente de la CSCE dans les zones kurdes, ainsi que l'envoi d'aide humanitaire aux populations réfugiées au nord de l'Irak. (AFP.)

Turkey urges Amnesty International to 'see true face of PKK'

Thursday, June 23, 1994

Turkish Daily News

ANKARA- Angered by an Amnesty International report that urges Washington to "rethink" aid to Turkey, Ankara called on the organization "to see the true face of the (outlawed) Kurdistan Workers' Party's (PKK) terrorism."

In an unusually severe statement, Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said on Wednesday that "he was unable to understand Amnesty International's attitude" which "wanted to create a completely false image of Turkey."

Ankara's unease is understood to be due to the timing of the report which came out while the U.S. Congress debates military assistance to Ankara with a pronounced tendency in both houses to link the aid to human rights and the Cyprus question. Last week, the Senate's Appropriations Committee recommended continuation of aid to Turkey, on the "assumption that it was not used for domestic security."

Unlike the Congress, the committee did not link one quarter of the aid to the "human rights and Cyprus issues."

The Senate subcommittee's report, if adopted by

the General Assembly, marks a difference of wording between the two houses. In such a case, a conference committee, formed by

representatives of both houses, will come together to prepare a joint draft. If they cannot agree on one, then last year's draft would be accepted — a solution not at all unfavorable to Turkey.

"We are making contacts at all levels to tell the United States that the tying of aid to a third issue — particularly to our domestic security — is not acceptable," spokesman Ataman said in the same press conference.

"Turkey is a transparent democracy and any one can go wherever they want. For example, Western ambassadors visited the southeast last week... It is very difficult to understand the AI's insistence on sending a mission from Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE)," Ataman said.

He added that the "one sentence reference" made to the killing of civilians by the PKK, "to quell claims of AI bias," was not enough.

"It is time that the AI opened its eyes to the human rights violations of the PKK," Ataman said.

Lawyers urge Council of Europe to suspend Turkey

Reuters

STRASBOURG, France- Fourteen European lawyers, including two former French ministers, appealed to the European Commission on Human Rights on Wednesday to protect six Kurdish members of Parliament imprisoned in Turkey. The group, including former Socialist foreign minister Roland Dumas, also urged the 32-nation Council of Europe, the commission's parent organization, to suspend Turkey's membership until it changed "policy toward the Kurdish people." The Kurdish members of Parliament have been detained on treason charges that carry a maximum death penalty since last March, when the Turkish National Assembly lifted their immunity, a decision upheld by the country's Constitutional Court. The lawyers claimed their detention violated four articles

of the European Convention on Human Rights, protecting members of Parliament from politically-motivated arrest and imprisonment, upholding freedom of speech and barring discrimination on grounds of race or language.

The Commission must first decide whether the complaint is admissible before it can be heard by the European Court of Human Rights. Dumas told reporters the Council of Europe's parliamentary assembly, which passed a resolution on April 13 calling for the deputies' release, would examine a motion calling for Turkey's suspension next Monday. Five other Kurdish members of the since-dissolved Democracy Party (DEP) have fled to Belgium and another to Germany. The Turkish authorities accuse them of complicity with the Kurdistan Workers' Party (PKK) separatist movement.

turkish daily news

DEP lawyers take Demiral to court

Turkish Daily News

ANKARA- Lawyers for the banned Kurdish based Democracy Party (DEP) have announced that they will file a complaint against Nusret Demiral, chief prosecutor of Ankara State Security Court with the high commission of judges and prosecutors. According to the lawyers the chief prosecutor leaked the DEP indictment to the press before sending it to the constitutional court. In a statement to the Anatolia news agency, the DEP lawyers Mehmet Cengiz, Aydın Erdoğan and Dursun Ermiş said, "It is Mr. Demiral's fault that the indictment was

leaked to the press before the lawyers saw it. This is not acceptable in any part of the world. We will file our complaint as soon as possible."

In another development on Wednesday the Social Democrat People's Party's (SHP) Adiyaman deputy Celal Kürkoğlu made a request to the high commission for an administrative and judicial investigation.

The SHP deputy said "Demiral has violated individuals' rights and has made a habit of committing crimes against the office he occupies. He has been appointed to that office but has exceeded his authority

and I, therefore, request an investigation." Meanwhile, arguments continue over the two former DEP deputies, Selim Sadak and Sedat Yurttas, who still hold parliamentary status despite the Constitutional Court decision ruling their eviction from the National Assembly.

Acting Parliament Speaker Kamer Genç stated that they respected the Constitutional court decision and said "it will be applied fully when it comes into effect. The effective date for the decision to be implemented is the day of publication in the Official Gazette."

LUTTE OUVRIÈRE - 24 JUIN 1994

À L'HEURE DE LA GUERRE CONTRE LE PEUPLE KURDE

Tous les jours, la presse turque annonce des dizaines de morts, de soldats mais surtout ceux de membres de la guérilla nationaliste kurde menée par le PKK, le "Parti des Travailleurs du Kurdistan de Turquie". Les généraux turcs ont beau annoncer périodiquement, à peu près tous les trois mois, l'écrasement total des "bandits, terroristes, séparatistes" et leur victoire totale, ils n'arrivent pas à bout de la lutte armée. Aujourd'hui, toute la situation politique turque s'en ressent.

Les généraux d'Ankara voudraient écraser totalement le PKK d'ici à la fin de l'été, pour pouvoir ensuite chercher une solution négociée avec un parti kurde voulant bien se mettre à leur service. C'est pour cet objectif que les généraux turcs intensifient la répression. Ainsi, entre les mois de janvier et de mai, l'armée a fait évacuer 400 villages ; on parle de 40 000 paysans chassés de chez eux, dont une grande partie s'est réfugiée au Kurdistan irakien. L'armée utilise les méthodes habituelles de ce type de guerre, tuant les personnes osant résister, obligeant d'autres à devenir ses auxiliaires, et espérant priver ainsi le PKK de son soutien logistique.

Par ailleurs, l'armée turque continue les bombardements massifs des camps du PKK et ne se gêne pas pour poursuivre les groupes de guérilla en traversant les frontières irakienne et iranienne. Dans certaines villes, des

escadrons de la mort sont à l'œuvre. On parle alors d'"assassins dont on ne connaît pas les auteurs"...

Enfin, récemment, plusieurs petits ou moyens patrons Kurdes ont été enlevés, torturés et assassinés. Le Premier ministre Çiller avait parlé il y a quelques semaines, d'une liste de 1250 d'entre eux qui soutiendraient le PKK, et il s'agit à l'évidence de les impressionner pour empêcher le PKK de bénéficier de leur soutien, fût-il forcé.

De même, plusieurs intellectuels et un syndicaliste connu ont été emprisonnés pour avoir fait des déclarations contre la guerre et souhaité la fraternité entre les peuples kurde et turc. Mais, plus s'ajoutent les éléments montrant le durcissement du régime, plus l'impasse politique est évidente. L'intensification de la guerre ne peut rien résoudre au Kurdistan. Elle ne fait qu'accroître le divorce entre les populations turque et kurde, et même avec la mince couche de notables kurdes avec lesquels le régime d'Ankara pourrait espérer gouverner.

Les autorités turques viennent ainsi d'interdire le DEP (Parti démocratique du Kurdistan), parti kurde fondé par des députés kurdes ayant quitté le Parti Social-Démocrate turc SHP. Depuis sa fondation le 7 mai 1993, vingt dirigeants du DEP ont été assassinés et plusieurs centaines de ses militants emprisonnés. En mars dernier, l'immunité

parlementaire de ses élus a été levée, cinq d'entre eux ont été emprisonnés dont quatre se trouvent toujours en prison.

Pourtant, le gouvernement et l'armée devront bien, à un moment ou à un autre, trouver une issue. La lassitude commence à se faire sentir en Turquie même, où de plus en plus de jeunes refusent de faire leur service militaire qui est de dix-huit mois ; on parle de deux cent mille jeunes qui seraient aujourd'hui en situation illégale de ce point de vue.

Mais surtout, l'aggravation de la situation économique du pays rend de moins en moins tenable le niveau des dépenses militaires. La sale guerre du Kurdistan absorbe une part de plus en plus grande du budget gouvernemental, au point que, même dans les milieux industriels turcs, des voix s'élèvent pour réclamer une solution négociée.

Rien ne dit pourtant que cette fraction de la bourgeoisie turque qui voudrait voir cesser la guerre - non par souci humanitaire mais parce qu'elle la trouve préjudiciable à ses affaires - pourra se faire entendre de son propre appareil d'État et de l'armée. Et même si c'est ce qui finit par se produire, on peut se demander au prix de combien de morts, de combien de destructions, de quel fossé de haine creusé entre deux populations.

J. S.

Fredag 24. juni 1994 **Aftenposten**

Tyrkia bekymrer

De totalitære tendenser i Tyrkia gir grunn til alvorlig bekymring. Et land i vår del av verden som beveger seg i antidemokratisk retning, bør i det minste få utvetydig beskjed fra de vestlige demokratier om at man ikke lenger rolig kan finne seg i en grov tilsidesettelse av selvfølgerlige menneskelige rettigheter i et NATO-land. Det finnes etterhvert så mange troverdige rapporter om hårreisende overgrep mot den sivile befolkning fra tyrkiske myndigheters side at det ikke lenger er mulig å feste lit til bortforklaringene fra de samme myndigheter.

Krigen mellom tyrkiske myndigheter representert ved hæren og politiet og PKK-geriljaen har pågått i 10 år. Over 10 000 mennesker er drept, mange tusen er drept på flukt fra kurdiske områder som er lagt øde i en konflikt som koster mer enn 50 milliarder kroner hvert år. Ikke bare myndighetene, men også PKK begår overgrep mot sivilbefolkningen. Onsdagens serie av bombeattentater på tyrkiske feriesteder er trolig et resultat av PKKs forsøk på å skremme turister fra å besøke landet. I alle samfunn hvor myndighetene tar totalitære metoder i bruk, vil det også være mulig å finne forståelse – om ikke forsvar – for at de undertrykte går til motaksjoner. PKKs metoder er forkastelige, men geriljaorganisasjonens overgrep kan ikke benyttes som unnskyldning for at myndighetene griper til ren undertrykkelse av enhver som har mot til å tale menneskerettighetenes sak i Tyrkia.

I en kronikk i Aftenposten forleden påpekte advokat Jon Rud at tyrkisk politi har gått så langt som til å skifte ut trafikkløyens grønne med blått fordi kurderne anser gult, grønt og rødt som deres farver. Det oppfattes bl.a. som «separatisme»

å benytte seg av denne farvekombinasjonen. Parlamentsmedlem Leyla Zana hadde en hodebekledning i disse fargene ved parlamentsåpningen. For dette – og for å ha talt kurdernes sak – risikerer hun sammen med fire andre parlamentsmedlemmer dødsstraff. Deres parti – Det demokratiske parti (DEP) – er nylig forbudt under henvisning til partiets prokurdiske program. Jon Rud, som nylig deltok som observatør under en politisk rettssak i Tyrkia, påpeker i forbindelse med «separatisme»-beskyldningene mot de fem parlamentsmedlemmene at dette minner om nisseluene under nazi-regimet. «En viktig forskjell er likevel at i Tyrkia er det dødsstraff for den slags forbrytelser. I Norge ble det stort sett bare bøter.»

Fra norsk og nordisk side er det gjort fremstøt for å få Tyrkia til å akseptere at man benytter regelverket i Konferansen for sikkerhet og samarbeide i Europa (KSSE) til å sende en delegasjon til Tyrkia for å studere menneskerettighetssituasjonen. Tyrkiske myndigheter synes ikke dette er noen god idé. Og beklagelig nok ser det ut til å være relativt liten interesse i andre vestlige land for å sette de tyrkiske myndigheter under press. Riktignok er det fra EUs side gitt uttrykk for bekymring over utviklingen i Tyrkia, men inntil videre har det ikke vært mulig å samle bred nok støtte for en internasjonal aksjon som har tilstrekkelig tyngde når det gjelder å påvirke myndighetene i Tyrkia. Landets ansøking om EU-medlemskap og Tyrkias medlemskap i NATO burde kunne danne utgangspunkt for et press som har tyngde nok til at de tyrkiske myndigheter begynner å korrigere kursen.

Friday, June 24, 1994

Demirel: System in Turkey will always remain secular

Turkish president tells Bulgarian press that there are 10 million citizens of Kurdish origin in Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- President Süleyman Demirel has said that Islamic fundamentalism in Turkey will never receive more than 19 percent of the vote in any election.

Demirel, whose words were quoted by Anatolia News agency on Thursday from an interview he gave to the Bulgarian daily Trud, added that the system in Turkey would always remain in the hands of parties that believed in secularism.

Pointing out that fundamentalism has been enjoying a worldwide revival over the past 20 years, Demirel indicated that politics based on fundamentalism had also increased in the west. "As a secular state Turkey respects the religious beliefs of its citizens. Turkey's tradition of secularism comes from the religious harmony maintained for centuries by the Ottoman Empire," Demirel said.

"Because of this we are very sensitive to all political tendencies that obstruct the proper functioning of the democratic regime," he added.

Answering questions about the Southeast, President Demirel said that Turkey was faced with the problem of Kurdish terrorism.

Indicating that there were around 10 million people of Kurdish origin in Turkey, Demirel said Turkey was a "melting-pot" in which many cultures have come together at different periods and lived together in harmony.

"The problem is the PKK, which has been conducting a bloody campaign of terror since 1984 and has been guilty of

massacres without differentiating about women or children. Our security forces have taken measures to prevent the terrorist activities of this organization," the president said.

He added that "great strides" had been made to this end. "No one can be stronger than the state. The terrorist organization will learn this," he added.

Demirel went on to say that economics measures were also being taken concerning southeast Anatolia and added that the Southeast Anatolia project, otherwise known by its Turkish acronym of GAP, was being implemented stage by stage.

Adding that with the completion of the early stages of GAP opportunities for modern production projects will be available in the region, he declared: "I believe that you will not recognize the southeast Anatolian region in the year 2000." Referring to the state of the economy in Turkey, Demirel said that the biggest problem in this case was the chronic budget deficit.

"Because of this, the value of our money is constantly falling and inflation is constantly rising. But with the April 5 measures a turning point has been reached," Demirel said, referring to the austerity package recently adopted by the government.

He went on to say that Turkey is obliged to pursue the requirements of a market economy, and that there was therefore a need to reduce the role of the state in the economy. He also claimed that "the necessary measures have been taken to reduce the budget deficit."

"Of course, when radical economic measures are taken, some crises must be undergone.

But these are not developments that cannot be overcome," Demirel said.

On the subject of Turkish-Bulgarian relations, President Demirel said that apart from the 1984-1989 period ties between the two countries had always been good, adding that both countries "shared the same ideals."

Underlining the importance of the Black Sea Economic Cooperation project, Demirel said "the only thing dividing the two countries is a border."

"In the future when the free circulation of goods, labour, capital and information is secured, borders will cease to be obstructions among Black Sea countries," he concluded.

turkish daily news

US Trade and Development Agency grants for Turkey

Over the past 12 years, the TDA has provided Turkey with over \$12 million in grants

Turkish Daily News

ANKARA-Turkish Undersecretary of Treasury Osman Birsen and U.S. Trade and Development Agency (TDA) Director J. Joseph Grandmaison signed three agreements, totalling \$984,000, a press release from the United States Information Service (USIS) said.

"This visit and the signing of these grants demonstrate one of the Clinton administration's efforts to strengthen U.S.-Turkish economic relations in the post-Cold War era," said Grandmaison.

The grants come amid tensions between Washington and Ankara caused by the U.S. Congress' efforts to tie military aid with Turkey to

what Ankara calls third factors — human rights and the Cyprus issue.

Prime Minister Tansu Çiller signalled that she could reject military aid altogether if it is given "conditionally." Over the past 12 years, the TDA has provided Turkey with over \$12 million in grants for feasibility studies, technical assistance and training in support of the planning and development of major projects. Following the October meeting between Prime Minister Tansu Çiller and President Bill Clinton in Washington, special joint economic committee meetings were held in Ankara to outline a program to enhance economic ties between the

two countries. Since those meetings, TDA has provided \$2.43 million in grants to Turkey.

According to the agreement signed today, the TDA will provide \$375,000 worth of financial assistance to the Transportation and Communication Ministry for the development of a policy framework on privatization of Turkey's telecommunication sector.

The TDA will also provide \$377,000 for a geographic information system feasibility study for the GAP regional development administration and another \$232,000 for a similar study for the Bursa Water and Sewage Administration.

Özden urges caution in altering Article 84

Turkish Daily News

ANKARA- Yekta Güngör Özden, the presiding judge of the Constitutional Court, noting that the parliamentary membership of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies had ended following the court's closure of the DEP, told the TDN Thursday that much thought should be given to whether a change in constitutional Article 84 would be retroactive or not.

"Thought should also be given to whether a lost parliamentary membership can be regained, without having to hold an election, by adding a provisional article to the Constitution," Özden said.

Özden responded to criticisms that the Constitutional Court had acted hastily in the DEP case even though a parliamentary interparty commission was still continuing its work regarding the amendment of some constitutional articles, including constitutional Article 84, which calls for the removal of the parliamentary

membership of a deputy of a closed party.

He said: "In Turkey, it is regrettable to see opponents of the constitutional judiciary and furthermore to hear that this is a requirement of being a democrat. Our court is the guard of a state governed by the rule of law. A decision is not made upon an order, nor can it be the subject of a bargain. The court does not act with prejudice."

Pointing out that abiding by the existing rules was a prerequisite of being loyal to democracy and that the decisions of the Constitutional Court were binding, Özden said, "None of the criticisms directed against the Constitutional Court regarding the closure of the political parties are justified. It is the Constitution which causes one to lose his parliamentary membership. The Constitutional Court has fulfilled its duty."

The court never discusses or defends its own rulings. Once the decision is made, relevant officials assume the responsibility. Resistance to the judiciary is not praised but condemned. If the decisions of the judiciary are altered, obstructed or not fulfilled due to political decisions, then democracy becomes so-called democracy."

Noting that Parliament did not need to pass a decision for ending the memberships of the deputies whose memberships had automatically ended in accordance with the ruling of the Constitutional Court, Özden said:

"I hope that the changes which are necessary to be made in the Constitution are carried out within this perspective. If the mandatory changes are essential, those who have made that become possible will not be forgotten. The peculiarity and the characteristics of constitutional Article 84 regarding the closure of the political parties should be taken into consideration, as well as whether a possible change in that article will be retroactive or not and whether a lost parliamentary membership can be regained without having to hold an election by adding a provisional article in the Constitution."

turkish daily news

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P.

FRA0185 4 I 0215 RFA /AFP-XQ30

Allemagne-Kurdes

Manifestation de 15.000 Kurdes à Francfort contre la politique de la Turquie

FRANCFORT (Allemagne), 24 juin (AFP) - Environ 15.000 Kurdes, selon une estimation de la police, ont manifesté, samedi matin à Francfort, en faveur d'une solution politique pacifique à la question kurde en Turquie.

La police, qui a déployé plus de 2.000 hommes, a distribué des tracts en allemand et en turc demandant aux manifestants de ne pas brandir de symboles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), interdit en Allemagne.

Le PKK et plusieurs associations qui lui servaient de couverture ont été interdits en novembre 1993 par les autorités allemandes, après une série d'incidents violents provoqués par les Kurdes d'Allemagne.

Les manifestants, venus de toute l'Allemagne et de plusieurs pays européens, sont arrivés à bord de 80 cars et de 200 voitures particulières.

La manifestation, qui devait durer jusqu'en fin d'après midi, répond à un appel, lancé par une organisation humanitaire Medico international, par deux avocats et par un groupe d'amitié germano-kurde de Francfort.

Début avril, de spectaculaires et parfois violentes manifestations avaient été organisées dans plusieurs villes d'Allemagne à l'occasion de la fête du Newroz, le nouvel an kurde.

cpb/jmg

AFP /JO0245/251145

JUN 94

The stateless nation

ECONOMIST
25 JUNE 1994

Denied their own country, harried in Iraq and Iran, the Kurds should at least have full civil rights in Turkey

TURKEY likes to portray itself as an oasis of democracy and stability in a desert of dictatorships and strife. It is a claim that has been looking stronger in recent years, but is now being undermined. If Turkey wants to be taken seriously as a democracy, especially one eligible for membership of the European Union, it will have to pay greater respect to its citizens' rights.

Four charges can be levelled at the government. First, a military campaign against separatist Kurds in the south-east is being conducted with increasing severity, making life hell for thousands of innocent villagers caught in the middle. Second, some ugly clauses in the constitution are being invoked in order to lock up elected deputies who are deemed sympathetic to Kurdish separatism (a dozen have recently been arrested or chased abroad). Third, Turkish writers who have annoyed the government with their pen are still liable to arrest under laws that should have no place in a democracy. Fourth, Turkey's prisons and police stations still witness—in the words of Amnesty International—"systematic, widespread and routine" torture.

The Kurds seem fated to be history's losers. They number more than 20m. They have a language and an identity. By most yardsticks, they qualify for nation-statehood. When the West saw what a defeated Saddam Hussein was still doing to the Kurds in Iraq, they took a sudden step nearer to having a patch of their own: the western powers started providing protection for a Kurdish enclave in northern Iraq. Many Kurds wistfully see the enclave as the germ of an independent state.

They are doomed to disappointment. It is utterly unrealistic, in the foreseeable future, to expect any of the three main countries with large Kurdish populations—Turkey, Iran and Iraq—to agree to the idea of a Kurdish state. The Kurds are fractious. And none of the countries involved would voluntarily give up territory to an independent Kurdistan.

So the future, if it is to be peaceful, inevitably lies in the

Kurds' integration within existing states. That is not the view of the Kurdistan Workers' Party (PKK), the Stalinist faction against which the military campaign is aimed. The PKK is overtly secessionist and violent—and not very representative. The Turkish government, *sotto voce*, says it must use harsh methods to quash the PKK, after which it will give patriotic, law-abiding Kurds a kinder deal. In the process it is probably winning new recruits for extremism, and jeopardising any gains made in the past. Despite years of discrimination, the Kurds in Turkey are more successfully woven into the fabric of society than in neighbouring countries. Though Kurds probably make up a fifth of Turkey's 58m people, nearly a third of Turkey's members of parliament, including its foreign minister, are of Kurdish background. Nonetheless, official promises of better treatment for Turkey's Kurds usually come to nothing.

Fine abroad, poor at home

Abroad Turkey looks good. It is a valuable member of NATO. It is a restraining influence in two turbulent regions nearby, the Caucasus and the Balkans. Though bitter about the West's failure to help Bosnia's Muslims, it has set a good secular example to its Muslim neighbours. Its relations with Greece remain scratchy, but even on the question of Cyprus it has been sounding more flexible. Muslim fundamentalism in Turkey is rising, but the country still looks westwards for ideas and approval.

The West, though, will find it hard to respond favourably unless Turkey grows more tolerant, not just towards its Kurds but towards all its dissidents. The law which holds that any questioning of the unitary state is treason should be scrapped. Indeed, if the south-east wants more autonomy, it should have it. Everyone should have wider freedom of expression, and Kurdish should be allowed in schools and newspapers. Dreams of joining the EU will remain just dreams unless Turkey starts to look more convincingly like a western democracy.



Quotidien Arménien 24 JUIN 1994

Ankara rejette le rapport d'Amnesty International

Comme on pouvait s'y attendre, le dernier rapport d'Amnesty International faisant une description "apocalyptique" de la situation des droits de l'homme en Turquie (voir GAMK du 23 juin 1994) n'a pas été du goût d'Ankara. Le jour même de la publication du rapport les accusant de violations toujours plus graves des droits de l'homme, notamment dans le sud-est anatolien à majorité kurde, les autorités d'Ankara rejettent le texte en le désignant comme un tissu de mensonges. Le porte-parole de la diplomatie turque, Ferhat Ataman, déclarait ainsi que les accusations d'Amnesty International "n'avaient rien de vrai", ajoutant que l'organisation "se trompe complètement à propos de la Turquie.

M. Ataman a ajouté qu'en "Turquie démocratique, toutes les institutions fonctionnent dans le cadre des libertés". "Signataire d'accords internationaux sur les droits de l'homme, la Turquie est un pays transparent et elle dépend des mécanismes de contrôle comme les autres pays du Conseil de l'Europe".

La référence au Conseil de l'Europe était pourtant osée, alors qu'un comité de Défense des députés kurde du DEP emprisonnés en Turquie vient de déposer mercredi un recours contre la Turquie devant la Commission des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe pour violations graves des droits de l'homme. Et certaines voix européennes, loin de considérer la

Turquie comme un pays "comme les autres", n'ont pas hésité à comparer la répression des Kurdes dans l'est de la Turquie à un "cancer rongéant le Conseil de l'Europe".

Mais c'est la même antienne de la lutte anti-terroriste qui résonne en Turquie dès lors que l'on parle de violation des droits de l'homme. M. Ataman s'est ainsi empressé de souligner que le rapport d'Amnesty International "ne mentionnait nullement les attaques sanglantes du PKK contre des civils, des journalistes et des politiques". "Il est temps que cette organisation (Amnesty International) voie la vraie face du terrorisme du PKK et ses violations des droits de l'homme" a poursuivi le porte-parole de la diplomatie turque. Lui-même n'avait sans doute pas pris le temps de lire tout le rapport, qui dénonçait pourtant également les violations de droits de l'homme de la part des rebelles kurdes du PKK, responsables de meurtres de civils, de journalistes et de responsables politiques locaux. Pour autant l'existence d'un terrorisme kurde, dans lequel la Turquie prétend enfermer une question kurde dont elle s'obstine à ignorer le caractère politique, ne saurait justifier la longue liste d'exactions prêtées aux forces turques et relevées par Amnesty et d'autres organisations de défense des droits de l'homme. Et il convient de noter que la "situation empire d'heure en heure" en Turquie, comme le signalait le rapport d'Amnesty, alors que l'état-major turc se flatte

d'être sur le point d'avoir définitivement réglé son compte à un terrorisme qu'il a finalement encouragé, en fermant toutes les portes à une négociation avec les interlocuteurs politiques de la question kurde.

La semaine dernière encore, la Cour constitutionnelle turque a dissous le Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), dont cinq des 13 députés représentés au Parlement turc sont sous les verrous depuis mars. Dans le même temps, l'intensification des opérations militaires turques dans le sud-est Anatolien contre les rebelles du PKK a contribué à exporter vers les métropoles turques la spirale de la violence, avec l'annonce l'an dernier par le leader du PKK d'une nouvelle stratégie prenant pour cible les sites touristiques. Après une semaine rouge marquée par cinq attentats contre des lieux publics à Istanbul, non revendiqués mais attribués par la police au PKK, deux stations balnéaires des côtes méditerranéennes turques ont été la cible d'attentats mercredi, faisant des blessés notamment parmi les touristes étrangers. Sans doute la communauté internationale, prendra-t-elle acte de cette dérive "terroriste" d'un mouvement qui prétendait pourtant limiter son action à une guerre de libération nationale; mais pour atteindre ce but, la Turquie devra néanmoins justifier, au Conseil de l'Europe ou ailleurs, de son mépris manifeste des droits de l'homme.

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P.

FRA0379 4 I 0412 RFA /AFP-BK29

Allemagne-Kurdes 2èmelead

Plus de 50.000 Kurdes manifestent contre la Turquie à Francfort

FRANCFORT (Allemagne), 25 juin (AFP) - Plus de 50.000 personnes, selon la police -70.000 selon les organisateurs- en très grande majorité kurdes ont manifesté dans le calme samedi à Francfort contre la "guerre d'extermination menée contre le peuple kurde" par la Turquie.

En revanche, quatre policiers allemands et plusieurs Kurdes ont été légèrement blessés à la frontière franco-allemande, au cours d'incidents déclenchés par la tentative de Kurdes de passer sans visa, a indiqué la police.

La manifestation, qui a duré jusqu'en fin d'après-midi et s'est close par un rassemblement, était encadrée par plus de 3.000 policiers. Elle s'est déroulée sans autre incident que l'interpellation de six personnes qui refusaient de remettre aux forces de l'ordre des insignes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Allemagne, a indiqué un porte-parole de la police à Francfort.

Les organisateurs du défilé, l'organisation humanitaire Medico International, deux avocats et un groupe d'amitié germano-kurde de Francfort, reprochent au gouvernement turc de mener "une guerre intensive d'extermination contre le peuple kurde" et réclament un règlement politique pacifique du conflit.

Dans le Sud-est anatolien, à majorité kurde, la guerre fait rage entre les maquisards séparatistes du PKK et l'armée turque. Les combats ont fait plus de 13.000 morts en 10 ans.

Les manifestants ont réclamé l'arrêt des livraisons d'armes allemandes à la Turquie.

Les incidents qui se sont produits au poste frontière franco-allemand d'Ueberherrn, ont éclaté lorsque plusieurs centaines de Kurdes, qui venaient de France, ont tenté de pénétrer sur le territoire allemand bien qu'ils n'aient pas eu de visa.

Repoussés à coups de matraques, les Kurdes ont répliqué par des jets de pierres, a indiqué la police allemande. Au terme d'un sit-in qui a bloqué la frontière durant deux heures, les Kurdes ont pris la route du retour en milieu d'après-midi, a-t-elle précisé.

Au total quelque 2.050 personnes, venues des pays limitrophes de l'Allemagne ont été refoulées aux contrôles frontaliers renforcés, parce qu'elles n'avaient pas de visa, a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, a estimé à Bonn que le nombre de participants venus de l'étranger montrait "la forte capacité d'organisation des groupes kurdes".

vog/mb/mfo

AFP /JO0245/251953

JUN 94

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P.

VISA

Mille Kurdes bloqués à la frontière sarroise

Les Kurdes de Paris voulaient se rendre à Francfort pour une manifestation contre la politique turque. Ils ont été bloqués à la frontière sarroise par les policiers allemands.

CREUTZWALD.- Déjà en septembre 1993, un millier de Kurdes venant de France avaient été arrêtés à un poste-frontière sarrois, avant d'être finalement autorisés à railler Francfort pour une fête kurde internationale.

Hier, les choses se sont moins bien passées pour les Kurdes qui venaient principalement de la région parisienne et qui sont arrivés à la frontière entre la Lorraine et la Sarre vers 8 h 30.

Neuf cars, avec à leur bord environ 400 Kurdes, n'ont pas pu la traverser du tout et sont restés bloqués sur la RN 33, à la sortie de Creutzwald.

13 cars en revanche sont passés, mais les 600 Kurdes qui y avaient pris place ont été stoppés par plusieurs centaines de policiers allemands au poste-frontière d'Ueberherrn, à l'ouest de Sarrebrück.

Matraques contre cailloux

Les forces de l'ordre refusaient de laisser les Kurdes pénétrer sans visa sur le terri-

toire allemand, tandis que les Kurdes, eux, refusaient de montrer leurs papiers!

La tension est montée d'un cran quand les manifestants venus de France se sont avancés à pied vers les policiers. Ceux-ci ont alors fait usage de leurs matraques, blessant légèrement « une poignée » de Kurdes, selon les autorités d'Outre-Rhin.

En réponse, les Kurdes ont lancé des pierres sur les policiers, dont quatre ont été atteints sans gravité et soignés sur place.

En signe de protestation contre l'interdiction qui leur était faite de poursuivre leur route, les Kurdes ont entamé un sit-in, tant à Ueberherrn qu'à Kutzhof, à une vingtaine de kilomètres au nord de Sarrebrück, où la circulation sur l'autoroute a dû être interrompue pendant deux heures.

Politique et violence

S'il n'y a pas eu d'affrontements côté français, la RN33 à Creutzwald, où était bloqués 9 cars, a quand même été cou-

pée au trafic de 12 h 36 à 16 h 26. Une déviation a été mise en place par le poste-frontière de Merten.

En milieu d'après-midi, les Kurdes de l'agglomération parisienne ont compris, devant la détermination des autorités allemandes, qu'ils ne pourraient pas rejoindre les 30.000 Kurdes qui manifestaient à Francfort, pour obtenir un règlement pacifique de la question kurde en Turquie. Les cars français ont commencé alors à repasser la frontière, vers 15 h 30, et à 17 h, tous étaient en route pour la capitale.

Les incidents d'hier à la frontière Lorraine-Sarre prouvent au moins deux choses. D'abord que le problème kurde est loin d'être résolu au Proche-Orient, même si on ne l'évoque que sporadiquement quand la politique cède le pas à la violence. Ensuite que l'Allemagne est bien plus vigilante qu'auparavant sur l'immigration sauvage et resserre ses verrous aux frontières.

G.C.

Libération — 26 juin 1994

TURQUIE. Huit membres des forces de l'ordre ont été tués par erreur lors d'un accrochage armé entre soldats et « protecteurs de village » (miliciens progouvernementaux), dans la région de Van, qui avaient pris les militaires pour des rebelles kurdes.

Libération — 28 juin 1994

DANEMARK. Un réfugié kurde iranien, Osman Mohammad Amini, 32 ans, a été assassiné dans un appartement au sud de Copenhague. La victime, membre présumé du Parti démocratique irano-kurde, avait été découverte gisant dans une mare de sang. Selon les premiers éléments de l'enquête, il avait été étranglé et son corps portait des traces de lésions sévères.

Le Journal de Genève — 27 juin 1994

TURQUIE Violents combats dans le sud-est anatolien

Au moins 48 personnes ont été tuées depuis vendredi au cours d'accrochages ou d'attaques de rebelles kurdes contre des villages du sud-est anatolien, ont annoncé des sources officielles. Samedi, des dizaines de milliers de Kurdes ont manifesté à Francfort pour réclamer une solution pacifique au conflit entre Ankara et les séparatistes. (Agences)

Sunday, June 26, 1994

Human Rights 'minister' resigns

'Under these circumstances, there is no use in my staying'

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's State Minister in charge of human rights, Mehmet Kahraman, resigned on Saturday from his government post and the Social Democrat Peoples' Party (SHP) in protest of efforts to prevent the creation of a Human Rights Ministry. Kahraman said Saturday that he shown patience in trying to create the organization of a human rights ministry as planned by the True Path Party (DYP)-SHP coalition.

"Until today I had hope," he said, adding that the reason for his resignation was "the negative attitude the DYP group has taken on the issue of passing the law with regard to the founding of a human rights ministry." Kahraman said in his resignation that he believed that under these conditions, there was no value in him attempting to stay on as a minister and that it had become impossible to establish a human rights ministry.

Kahraman also sent a letter to the SHP, announcing his resignation from his position as deputy secretary general of the party.

PKK attacks İdil town before President Demirel's visit

Turkish Daily News

DIYARBAKIR- Militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) staged a night-long attack on the İdil town of Şırnak on Friday prior to President Süleyman Demirel's scheduled visit to the city center on Saturday.

Witnesses said over 100 militants armed with rocket launchers and machine guns opened fire on government buildings in the town at around 10 pm Friday night. A clash with local security forces continued until Saturday morning when officials declared a full curfew and banned all

entrance and exist from the town. Sources said security forces regained control over the settlement in the early hours of the morning.

Initial reports had it that at least six policemen were killed in the fighting while 15 others were wounded.

Many houses and shops were reportedly damaged. Local officials had previously announced a major success in the anti-terrorist operation on Mt. Gabar which has been continuing for two months. They had said the PKK was completely crushed on the mountain.

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P.

FRA0210 4 I 0265 IRA /AFP-OC18

Iran-Kurdes-Irak

Visite d'un émissaire de M. Barzani à Téhéran

TEHERAN, 28 juin (AFP) - Une délégation du parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) d'Irak se trouve à Téhéran pour des entretiens "sur une médiation de l'Iran en vue de mettre fin aux hostilités au Kurdistan irakien", a indiqué mardi l'agence officielle IRNA.

Cette délégation, dirigée par M. Nichridan Barzani, doit avoir des entretiens avec des responsables iraniens sur "les moyens de mettre fin aux différends entre le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan" (UPK, de Jalal Talabani), selon IRNA.

MM. Barzani et Talabani s'étaient rencontrés lundi à Erbil, dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde, pour examiner les moyens de consolider la trêve entre leurs formations respectives, selon un communiqué du Congrès national irakien (CNI), coalition d'opposants au régime de Bagdad.

Les combats entre ces deux formations dans les régions qui échappent à l'autorité de Bagdad depuis l'insurrection kurde qui avait suivi la guerre du Golfe (janvier-février 1991), ont fait plus d'une centaine de morts depuis le mois de mai dernier, selon des sources indépendantes dans le Kurdistan irakien.

Selon le CNI, ces combats auxquels des Kurdes pro-iraniens avaient également participé sporadiquement, ont fait six cents morts.

Le quotidien iranien Kayhan avait affirmé, fin mai, que l'UPK et le PDK avaient demandé aux dirigeants iraniens d'entreprendre une médiation pour mettre fin aux sanglants affrontements les mettant aux prises, ce que ces deux formations avaient démenti.

kd/fb/jmc

AFP /JO0245/281117

JUN 94

La Turquie dans le colimateur du Conseil de l'Europe

gank
29 JUN 1994

La Turquie, mise en cause pour la détention depuis mars de six députés d'origine kurde du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, dissous la semaine dernière), devrait être sur la sellette cette semaine devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui pourrait décider sa suspension. Le Bureau de l'Assemblée de l'organisation pan-européenne s'est prononcé lundi favorablement sur la demande de débat d'urgence déposée pour jeudi matin par le groupe socialiste dans le cadre de la session d'été de l'Assemblée. Le débat donnera lieu à un vote de l'Assemblée qui pourrait réitérer la suspension de la délégation parlementaire turque, intervenue de 1981 à 1984.

Les parlementaires des "32" avaient demandé en avril la libération et le retrait des accusations contre les six parlementaires, qui risquent la peine de mort en vertu du code pénal turc, pour "séparatisme et menace contre l'intégrité de l'Etat". En vain, ces appels n'ont pas été entendus. Pire, la situation des droits de l'homme n'a cessé de se dégrader depuis, avec la dissolution le 16 juin dernier, par la Cour constitutionnelle turque, du DEP, qui a privé les autorités d'Ankara du seul interlocuteur politique kurde avec lequel elles auraient pu espérer trouver un règlement négocié au problème. Dans le même temps, la répression s'est intensifiée dans le sud-est anatolien à majorité kurde, contraignant des milliers de villageois kurdes à se réfugier dans le Kurdistan d'Iran; en témoignent des rapports accablants d'organisation de défense des droits de l'homme, comme celui d'Amnesty International, qui a été rendu public à point nommé, la semaine dernière.

Un recours avait été introduit mercredi dernier devant la Commission européenne des Droits de l'Homme au nom des députés emprisonnés qui allèguent des violations des quatre règles de la Convention européenne des Droits de l'Homme, et notamment de son article 10, qui concerne le droit à la liberté d'expression.

Les 12 parlementaires turcs se trouveront dans une situation difficile face à leurs 222 collègues, d'autant que la question chypriote est également posée au Conseil de l'Europe avec une audition, aujourd'hui, sur la situation dans l'île par une Commission de l'Assemblée. Pour la première fois mercredi dernier en effet, la Cour européenne des Droits de l'Homme avait examiné un recours contre l'Etat turc, dans une affaire impliquant une Chypriote grecque demeurant à Nicosie qui, depuis 1974, ne peut accéder à ses propriétés dans la partie de l'île contrôlée par les forces turques. Un cas qui est emblématique des dizaines de milliers d'autres Chypriotes grecs expulsés par les soldats turcs lors de l'invasion du tiers nord de l'île il y a tout juste vingt ans.

Alors que le Conseil de l'Europe s'est enrichi de membres d'Europe centrale et orientale, cette organisation, pour rester crédible, se doit de faire preuve d'équité dans son approche de la situation turque, au risque sinon de susciter l'incompréhension chez ses nouveaux membres: les nouvelles démocraties, membres de fraîche date de l'organisation, sont en droit en effet de s'étonner des exigences du Conseil de l'Europe à leur endroit en matière de respect de la démocratie et des droits de l'homme et de sa mansuétude à l'égard d'Ankara, qui trahirait une politique du deux poids deux mesures.

Certains parlementaires du Conseil de l'Europe ne cachent pas en tout cas leur intention de demander une suspension de la participation de la délégation parlementaire turque. Seule une majorité simple de l'Assemblée parlementaire est requise pour la suspension d'une délégation parlementaire. La délégation turque avait été une première fois mise à l'écart de 1981 à 1984 après le coup d'Etat militaire du général Evren. Le Président de l'Assemblée parlementaire a émis le vœu que "l'on n'en arrive pas jusque là" et a exprimé son souci de "résoudre les problèmes et non de les empirer".

Mais sans doute est-ce surtout à la Turquie qu'il revient de ne pas les empirer.

Pas de ministère turc des droits de l'homme

Toujours dans le registre des droits de l'homme en Turquie, mais en relation indirecte seulement avec les menaces qui pèsent sur Ankara au Conseil de l'Europe, la démission samedi de Mehmet Kahraman, ministre d'Etat chargé des Droits de l'Homme, en raison de "l'attitude négative" sur la création d'un ministère des Droits de l'Homme du principal partenaire de la coalition gouvernementale, le Parti de la Juste Voie (DYP, droite), du Premier ministre Tansu Ciller. M.Kahraman a également démissionné de son poste de secrétaire général-adjoint du Parti Populiste Social Démocrate (SHP, second partenaire de la coalition), dirigé par le vice-Premier ministre Murat Karayalcin.

Dans sa lettre de démission présentée à M.Karayalcin, M.Kahraman a affirmé que la création d'un ministère des Droits de l'Homme a été rendue impossible en raison de l'obstruction du DYP lors des débats au parlement. "La création de ce ministère, qui est très importante pour l'avenir de la démocratie turque, était prévue dans le protocole conclu sur la formation d'un gouvernement de coalition avec le DYP. Dans ces conditions, je ne pourrai pas poursuivre mes fonctions de ministre d'Etat", a conclu M.Kahraman. Cette démission risque d'entraîner une crise entre les partenaires de la coalition gouvernementale, conduisant éventuellement à sa dislocation. Mais au-delà des aspects politiques, la mise entre parenthèses du projet de création d'un ministère des Droits de l'Homme traduit bien le malaise profond qui règne en ce domaine en Turquie, où la guerre totale déclarée par le gouvernement de Mme Ciller au PKK, avec les atteintes aux droits

IRAN

Un dirigeant kurde demande que le régime de Téhéran soit mis en quarantaine

Mostapha Hejri n'exclut pas d'être assassiné comme ses prédécesseurs, « ou comme tout *pesh-merga* » (combattants kurdes), parce que, dit-il, le gouvernement iranien est « plus dictatorial et terroriste que jamais ».

Lors d'un récent passage à Paris, au cours d'une tournée dans plusieurs capitales européennes, le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a pris des mesures de sécurité discrètes mais efficaces. Peu après sa visite à Copenhague, un membre du PDKI réfugié au Danemark, Osman Mohamed Amini, a été trouvé assassiné, vendredi 24 juin, dans son appartement et le mouvement peut difficilement oublier que les deux prédécesseurs de M. Hejri, Abdul Rahman Ghassemlou et Sadiq Cherefkendi ont été tués : le premier, en juillet 1989 à Vienne, et le second, en septembre 1992, à Berlin. L'enquête sur le meurtre de Ghassemlou a tourné court. M. Hejri espère que « le procès de l'affaire Cherefkendi ne sera pas

détourné comme le fut celui de Vienne ». « Le procureur général et les avocats de la partie civile m'ont affirmé, il y a un mois, qu'ils n'avaient pas subi de pressions politiques et qu'ils avaient bon espoir », ajoute M. Hejri.

L'un des objectifs de sa tournée est de demander aux dirigeants européens de mettre le régime iranien en quarantaine. Il faut, dit-il, que les Occidentaux, les Européens en particulier, cessent de lui accorder des crédits, ne succombent pas aux appels lancés aux investisseurs et réduisent leurs échanges commerciaux avec le régime de Téhéran. Il faut qu'ils lui refusent « la bouffée d'oxygène qui lui permet de se maintenir en place malgré les difficultés économiques et la crise ».

Intégrisme et nucléaire

M. Hejri a peu de chances d'être entendu. L'Italie vient d'accorder un prêt de 800 millions de dollars à l'Iran. La Belgique, la Pologne, le Danemark, des entreprises allemandes, la

Suisse, l'Autriche ont conclu des accords de rééchelonnement des dettes iraniennes. Même les Etats-Unis, qui voulaient convaincre leurs alliés occidentaux de la nécessité d'« isoler » l'Iran, en prenant des sanctions économiques notamment, sont redevenus depuis deux ans l'un des principaux partenaires commerciaux de ce pays.

Le Kurdistan iranien est, selon M. Hejri, transformé en gigantesque casernement : « Le régime y a dépêché, depuis la fin de l'année dernière, quelque cent cinquante mille soldats et forces paramilitaires pour assurer la sécurité ; les villages et les cultures ont été bombardés ; des sympathisants du PDK ont été licenciés. » « Cinq militants au moins du PDKI, arrêtés il y a deux ans, ont été fusillés et leurs corps ont été renvoyés en février dernier à leurs familles », poursuit notre interlocuteur qui est prêt à fournir une copie d'un document officiel du préfet de la ville de Sardacht, daté de février 1994, donnant l'ordre de détruire trois villages kurdes.

Le secrétaire général du PDKI rappelle que le régime iranien n'hésite pas à pourchasser les Kurdes jusque dans le Kurdistan irakien voisin. A l'intention des Occidentaux, il souligne plus particulièrement les intentions de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire et le soutien apporté aux intégristes musulmans. Si aujourd'hui l'opposition iranienne est faible, c'est notamment, de l'avis de M. Hejri, qu'elle n'a pas bénéficié de soutiens internationaux et que nombre de ses dirigeants ont été assassinés à l'étranger — pour lui il ne fait aucun doute que les commanditaires de ces assassinats sont des « agents » iraniens.

Sa défiance envers le régime est telle qu'il n'exclut pas que le récent attentat à la bombe au mausolée de l'imam Reza à Machad (vingt-cinq morts) ait été commandité par le régime, au pire, pour « détourner à son profit l'attention de la population de ses soucis quotidiens », au mieux, pour être l'expression de « la lutte entre les différentes factions du régime ». Les autorités, elles, ont accusé le mouvement d'opposition des Moudjahidins du peuple. Un quotidien de Téhéran, *Salam*, n'a pas écarté l'hypothèse selon laquelle le massacre serait le fait d'une secte sunnite. M. Hejri estime pour sa part que les sunnites, quels que soient leurs différends avec les chiites, respectent les lieux de prières et les sanctuaires.

MOUNA NAÏM

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P.

FRA0550 4 I 0245 DAN /AFP-RL10

Turquie-Kurdes

Appel à la communauté internationale contre la dissolution du parti DEP

COPENHAGUE, 28 juin (AFP) — Un parlementaire kurde de Turquie, Ali Yigit, a lancé mardi à Copenhague un appel à la communauté internationale en faveur de son parti, le Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), dissous par la Cour Constitutionnelle turque, ainsi que pour le retour des députés exilés.

Ali Yigit est l'un des six parlementaires du DEP dont l'immunité a été levée le 16 juin, et qui ont quitté la Turquie deux heures avant l'annonce de la dissolution de ce parti qui comptait 17 élus.

"Cinq de nos 17 députés élus légalement sont en prison pour un prétendu soutien au mouvement séparatiste illégal PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), six sont en Europe, deux sont encore dans l'enceinte du Parlement à Ankara, et quatre sont devenus sans étiquette avant la dissolution du DEP", a-t-il déclaré à l'AFP.

"Nous réclamons le droit légitime de revenir chez nous", a-t-il ajouté.

M. Yigit est à Copenhague pour rencontrer, mardi, le commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme, José Ayala Lasso, actuellement en visite au Danemark.

"Nous espérons que M. Lasso pourra, ainsi que les autres pays occidentaux, faire pression sur le régime turc pour qu'il renonce à cette décision (...) abandonne les chefs d'accusation fabriquées de toutes pièces contre nous et (qui nous rendent passibles de) la peine de mort", a-t-il ajouté.

QUEST-FRANCE - 27 juin 1994

La répression anti-kurde de la Turquie fait des vagues Droits de l'homme : Ankara sur la sellette

La volonté du pouvoir turc de réprimer le terrorisme kurde joue des tours à Tansu Ciller qui veut en même temps offrir un visage présentable, notamment aux Européens. Les menaces du Conseil de l'Europe et le début de crise au sein de son gouvernement illustrent les dangers d'une politique trop radicale.

La Turquie devrait être sur la sellette cette semaine devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La suspension de sa participation à ses travaux est même en question. La raison : ce pays, qui fait les yeux doux depuis des années à l'Union européenne, maintient en détention depuis mars six députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP). Les parlementaires des 32 pays de cette instance avaient déjà demandé leur libération au mois d'avril. Ils encourent la peine de mort. De plus, la Cour constitutionnelle turque a dissous le DEP en avril. Un recours a été



Tansu Ciller.

introduit mercredi devant la Commission européenne des droits de l'homme.

Un ministre démissionne

Les 12 parlementaires turcs se trouveront dans une situation d'autant plus délicate que la question chypriote (l'île est candidate à l'entrée dans l'Europe) est également d'actualité.

Au même moment et pour des raisons du même ordre, la crise couve à Ankara. Mehmet Kahraman, ministre chargé des Droits de l'homme, vient de démissionner. Le Premier ministre turc, Tansu Ciller, refuse en effet la création, prévue dans les accords de gouvernement, d'un ministère des Droits de l'homme. Cette affaire pourrait menacer la cohésion de la coalition au pouvoir.

Après l'ouverture amorcée par son prédécesseur, Tansu Ciller, soumise aux objectifs des militaires, mène depuis quelques mois une lutte acharnée contre les séparatistes kurdes du PKK et nie farouchement l'identité de ce peuple. Depuis vendredi, 48 personnes (30 rebelles et 13 membres des forces de l'ordre) ont été tuées dans le sud-est anatolien. Depuis 1984, cette guerre a fait environ 13 000 morts.

En protestation contre cette répression, 50 000 Kurdes ont manifesté samedi à Francfort. 2 000 personnes venues des pays limitrophes ont été refoulées à la frontière, dont un millier au poste de Creutzwald en Moselle.

La population kurde terrorisée

DIYARBAKIR (*Kurdistan turc*). — Depuis l'interdiction du parti socialiste (DEP) et de toute association culturelle kurde, le comité des droits de l'homme de Diyarbakir est devenu un véritable mur des lamentations. « Ils n'ont plus où aller, nous expliquait il y a quelques semaines Mera Danis, avocate et responsable du barreau depuis l'assassinat, en 1991, de Vedat Aydin, directeur. Mais nous, à part écouter, que faire ? On essaie de défendre les leurs lorsqu'on est prévenu d'une arrestation, mais les conditions de travail sont telles pour les avocats qu'il est très difficile d'obtenir un résultat ».

Elle-même arrêtée, torturée durant deux mois avec quatorze de ses collègues, suivie quotidiennement, son téléphone sur écoute et son courrier surveillé, elle a payé très cher son engagement.

Les observateurs étrangers étaient à peine partis après les

élections de mars que la police, gilet pare-balles et mitraillette au poing, reprenait ses opérations. « Si on est arrêté, dites que je suis votre traducteur, pas celui du comité », me demandait alors Akim, volontaire de l'association. Le pouvoir turc, craignant d'être publiquement désavoué, avait rendu le vote obligatoire. On a vu, à Diyarbakir, des femmes aller voter, nourrissons dans les bras et mitraillette dans le dos.

Tortures, exécutions

Selon des témoins, des femmes de Siirt ont été séparées des hommes et emmenées dans les champs avec les enfants pour forcer les hommes à voter. Dans un autre village, près de Tatvan, on a mis trois prisonniers torturés sur la place du village pour convaincre de « bien » voter.

« Nous étions conscients du risque qu'ils couraient, assure un observateur allemand. Jamais

nous ne leur posons de questions. Mais on a appris par la suite que tous ceux qui ont parlé ont été arrêtés, y compris les adolescents de 14 ans. »

Depuis, toutes les routes sont barrées. Les contrôles y sont nombreux, les fouilles aussi. Pour empêcher que ces villages deviennent des refuges pour le PKK, l'armée pose des mines et bombarde les ponts.

Depuis le mois d'octobre, où le Premier ministre Tansu Ciller a décidé d'en finir avec la question kurde, les arrestations et les exécutions sommaires se multiplient. A la terreur de l'armée répond celle du PKK. Au milieu, les quelques mille villages rayés de la carte, les 150 000 déportés jetés sur la route d'un camp de réfugiés ou d'un bidonville.

La Turquie, pourtant, est signataire de la Convention européenne des droits de l'homme.

Angélique KOUROUNIS.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

ECF0166 4 F 0341 /AFP-HU33

Energie

Pétrole/Turquie/Irak: Ankara et Bagdad d'accord sur la vidange de l'oléoduc

ANKARA, 27 juin (AFP) - Ankara et Bagdad se sont mis d'accord sur les conditions de la vidange du double oléoduc irako-turc -fermé depuis 1990 dans le cadre de l'embargo contre l'Irak- qui dépend d'une résolution technique de l'ONU, a-t-on appris lundi de source diplomatique turque.

"Il ne reste plus que quelques problèmes d'ordre technique à résoudre, mais aussi l'autorisation de l'ONU", a déclaré lundi à l'AFP le porte-parole de la diplomatie turque, M. Ferhat Ataman.

M. Ataman confirmait des propos du sous-secrétaire aux affaires étrangères turc Ozdem Sanberk qui, de retour de Bagdad, avait affirmé dimanche soir à des journaux que "les difficultés principales avaient été franchies".

Les deux parties sont en effet d'accord pour que pendant la durée autorisée par l'ONU (probablement six mois), l'oléoduc --qui contenait plus de 12 millions de barils au moment de sa fermeture le 7 août 1990 en application de l'embargo international imposé à l'Irak après l'invasion du Koweït-- soit vidangé deux fois. L'opération est présentée comme destinée uniquement à sauvegarder l'oléoduc, menacé de grave corrosion par le brut qu'il contient.

Ankara et Bagdad sont également convenus que le revenu de la vente en Turquie du brut qui sera raffiné dans les raffineries turques, soit bloqué dans une banque turque.

30% de cette somme seront réservés au fonds d'indemnisation de l'ONU, selon des sources diplomatiques. Une deuxième partie du revenu sera utilisée pour financer l'aide humanitaire (vivres, médicaments et vêtements) à l'Irak, y compris le nord sous administration kurde. Une troisième partie est considérée par Ankara comme le remboursement de la dette irakienne à son égard.

Le brut ne sera pas réexporté.

Le double oléoduc (dont les conduites mesurent respectivement 986 et 890 km de longueur) relie les champs pétrolifères de Kirkouk (Irak) au terminal pétrolier turc de Ceyhan-Yumurtalik, sur la Méditerranée.

YM/HC/dk

AFP /JO0245/271212 JUN 94



27 JUIN 1994

TURQUIE. Quarante-huit personnes ont été tuées depuis vendredi dans le Sud-Est anatolien dans des accrochages entre les forces de l'ordre et des rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Un policier a été tué en désamorçant une bombe à Istanbul alors que deux autres engins explosaient dans les villes d'Adana (Sud) et de Denizli (Sud-Ouest) sans faire de victime.

Monday, June 27,

turkish daily news

Demirel says 'savings circular' should be waived for Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- President Süleyman Demirel has called for the government "circular on savings" not to be implemented in the Southeast and has asked for government expenditures and investments in the region to be increased.

Speaking in Midyat on Saturday in the office of regional sub-governor Abdullah Kalkan, during a weekend tour of the troubled region, Demirel said that the time has arrived for a "development drive" for the region.

Arguing that terrorism in the region was being gradually overcome Demirel said that the government's circular concerning savings should not be implemented there.

This circular entails across the board public sector cutbacks with a view to reducing the deficit on public expenditures and closing the budget deficit.

"This (development) drive must not be stalled because of the savings circular. I will also tell this to the prime minister. The circular should not be implemented.

Going on to announce that a "development drive" of TL 250 trillion was on the way, Demirel said that the Minister of Defence, Mehmet Gölhan, and a delegation would visit the region shortly for this purpose.

Demirel said this delegation would study he investment possibilities in the region.

He called for the delegation to come to the region "with money in its pocket and not the savings circular."

Starting with his arrival in Batman on Saturday morning by private plane, Demirel's visit also took in Şırnak and Midyat, two cities in the region which have been the scene of violent clashes between Turkish security forces and separatists attached to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).



President Süleyman Demirel

Just before President Demirel arrived in the region militants of the PKK staged a night-long attack on Şırnak's Idil town. Witnesses said over 100 militants armed with rocket launchers and machine guns opened fire on government buildings in the town.

Unconfirmed reports put the number of dead soldiers at eight while 18 members of the PKK were said to have been killed. Analysts suggested it was not coincidence that the attack should have come just before Demirel's visit.

Arriving in Midyat from Batman Demirel first paid a visit to the Midyat Commando Brigade where he was greeted with a military

parade.

Demirel, who was accompanied by Chief of General Staff Gen. Doğan Güreş and Minister of Defence Mehmet Gölhan during his Southeast tour later received the leader of the local Christian population Samuel Aktas.

Following his meeting with Midyat's regional sub-governor Abdullah Kalkan Demirel and his entourage moved on to Şırnak. Addressing the crowd gathered in the city square Demirel recalled that this was his second visit to the city since October 1991 when the True Path Party (DYP), led by him at the time, came to power with the junior coalition party the Social Democratic Peoples Party (SHP).

Indicating his pleasure at addressing the people of Şırnak again, Demirel said the city was currently in the midst of efforts to free itself from the curse of terrorism. Demirel went on to quote the Prophet Mohammed's saying that "to kill one man is to kill all humans" and said that without preventing the murder of innocent women, children and old people, there could be no improvement in the standard of living in the region.

"To climb a mountain and to come down when the opportunity arises to shed blood; where do they expect to get with this. If this is not banditry what is it? What will this solve? Nothing. The state is the peoples' state...we love you. There is a shining clean Şırnak on the way" Demirel said in an apparent attempt to bolster the morale of the people of the region. Before concluding his speech Demirel said of PKK members, that "they too are our children" and called on them "to give themselves up and to take refuge in Turkish law."

"Let us live not in enmity but in peace, brotherhood, and love" Demirel said.

Security Court speeds up verdicts

Turkish Daily News

ANKARA- Prosecutors at the State Security Courts, in an effort to clear a backlog before the summer recess, have passed harsh sentences against a number of intellectuals, unionists, writers, publishers, scientists and politicians. Most of the cases come under the scope of the anti-terror law and have to do with statements made in speeches or writing which are seen by the courts as tending to promote separatism.

The offenders have been sentenced to prison terms of up to two years and massive fines totalling billions of TL, in spite of claims by their defense lawyers that they had been

guilty of no actual crimes. The trial of Hava-Is union Chairman Atılay Ayçin, lawyer Eşber Yağmurdereli and journalist Ragıp Duran ended on Thursday in Istanbul with two of the defendants being found guilty. Ayçin and Yağmurdereli were each sentenced to prison terms of one year and eight months and fined TL 41 million for violating article 8 of the anti-terror law in speeches they gave at the "Freedom and Rights" meeting in Istanbul on Sep. 8 1993.

The word "Kurdistan" had been used repeatedly in the speeches and this was defined as promoting separatism. Duran was acquitted. Defense lawyer Ercan Kanar had claimed that

Atatürk had used the word "Kurdistan" in his famous speech to the nation known as "Nutuk", and the Ottoman Emperor Süleyman the Magnificent had used it in his decrees, and it was therefore not a crime to use the word. The trials of the administrators of the banned Peoples' Labor Party (HEP) at Ankara State Security Court concluded with the former party chairman, Feridun Yazar, being sentenced to two years in jail and a TL 100 million fine, and with deputy Secretary-General Kemal Okutan receiving a six-year jail sentence and a TL 250 million fine.

HEP administrators Harun Çakmak, Abdülcabbar Gezici, Felemez Başboğa, Mustafa Kemal Öztürk, Mehmet Gensiz and Salih Şahin were each sentenced to two years jail and TL 50 million fines. The case against Muhsin Melik, not surprisingly, was dropped after his murder.

Ahmet Sağın, HEP Manisa provincial chairman, and former provincial secretary Naci

Aslan were each sentenced at Izmir State Security Court to 20 months in jail and fines of TL 208 million because of their speeches at the Manisa Provincial Congress. Another case involving Aysun Kıvanç, the presenter of the "Peace Festival" program organized by the Democracy Party (DEP), ended with him being sentenced to two years prison and a fine of TL 250 million by the Ankara State Security court. Aliye Pekediz, who gave a speech at the festival, received the same sentence.

In Kıvanç's defense his lawyer said: "In order for an action to be called separatist propa-

ganda, it has to be proved that there was intention to commit a crime. Reading messages at the festival has nothing to do with separatism."

The heaviest sentence handed down by the Ankara DGM was passed on the administrators of the "Pir Sultan Abdal" association.

Both Ibrahim Halit Elçi and Kemal Altunbaş were sentenced to two-year prison terms and fines of TL 250 million for having written a letter to the August 1993 issue of the association's magazine regarding the Sivas massacre. The court sentenced Murtaza Demir, chairman of the association to six months in jail and a TL 5

billion fine, the editor Metin Kuzugüdenoğlu to six months and a TL 2 billion fine, the owner of the "Kaya Matbaa" printing works Burhan Günel to 6 months and a TL 5 billion fine. Aydın Doğan, publisher of the book entitled, "A Discussion of the Works of Musa Anter", was sentenced to six months and a fine of TL 100 million at the Ankara DGM. Mustafa Pala, who prepared the book for printing, was sentenced to two years in jail and a fine of TL 250 million.

The State Security Courts are in recess from July 20 until Sep. 5. Thus the sudden rash of verdicts.

US State Dept declines wholesale condemnation of terror groups in Turkey

Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. State Department today declined the opportunity to condemn wholesale the terror groups in Turkey and instead implied that such situations will be evaluated by the administration on a case-by-case basis.

Answering a question on Algeria during the daily State Department press briefing, spokesman Mike McCurry said that "our problems are with extremism and terrorism, not with Islamic fundamentalism." In relation to Algeria, McCurry made it clear that "those who are committed to a course of violence and terrorism have no part in the political dialogue and in broadening that political dialogue."

Then a Turkish journalist asked if McCurry could say the same thing for those who are involved in terrorism in Turkey. He wanted to know if the U.S. State Department would also justify the exclusion of such terrorist groups — like the PKK — from political dialogue in Turkey.

McCurry replied by basically saying that the attitude of the U.S. would depend on who the individuals in question are. McCurry's exact reply to the question concerning the exclusion of terrorist groups from political dialogue in Turkey was as follows: "Well, I think in the case of whatever government we're dealing with when we have contacts with those who are in political life, the dialogue occurs on a case-by-case basis in many cases. It's individual people who we can talk to and reach out to and establish contact with, and individual people who can then participate in a broader political dialogue. And the important thing is what is the disposition of those individuals and are they part of activity that is terroristic or violent in its nature."

Turkish observers in Washington were puzzled by this circuitous answer where they expected a straight forward reply condemning all terrorist groups in Turkey. An observer who wished to remain anonymous found this reluctance on the part of the U.S. State Department to exclude any terror group in Turkey in principle from political dialogue rather curious at a time when Turkey is under a constant barrage of human rights violation accusations and when the PKK has stepped up its activities in Europe for political respectability and even diplomatic recognition.

The interesting reference to "activity that is terroristic" recalled the administration's recent denial of genocide in Rwanda. Although the administration admitted that there had been "genocidal acts" in Rwanda it surprisingly refrained from characterizing the sum total of such acts as a genocide. The observer mentioned above questioned if the State Department was similarly bringing a new interpretation to the terror" would be recognized as such and condemned without however condemning the organization that carries out such acts.

HADEP convention held in Ankara amid pro-PKK slogans

Turkish Daily News

ANKARA- The first convention of the Peoples' Democracy Party (HADEP) was held in Ankara on Sunday in a crowded sports hall. Slogans in support of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were heard for hours on end.

During the convention, speakers stressed that unless Turkey opened the way for a free debate on the Kurdish problem, there was no way to find a solution to it. In his speech on the Kurdish issue, HADEP chairman Murat Bozlak demanded radical amendment of the 1982 constitution, the lifting of the anti-terrorism decree, and the dissolution of Emergency Rule and the village guard system.

He also said that all "militarist organizations" had to be broken up and that a general amnesty should be

declared. As the convention opened, and despite earlier warnings, groups of HADEP supporters shouted slogans in support of the PKK which, observers said, would certainly lead to a legal investigation. Among the slogans heard widely were: "The guerrillas will strike and Kurdistan will be created" and "Freedom to Kurdistan — Long live Chairman Apo." Bozlak pointed out that the Kurdish problem was not being solved under the present circumstances and that every problem Turkey faced, including the country's economic problems, depended on a solution being found to the Kurdish issue. HADEP is a continuation of the Democracy Party (DEP) which was closed down recently by order of the Constitutional Court.

Exiled DEP deputy confesses involvement in bomb attacks

Aydar says in Frankfurt that the bombs were 'necessary'

Turkish Daily News

ANKARA- A member of the Turkish Parliament of Kurdish origin from the defunct Democracy Party (DEP) confessed this weekend his involvement in a spate of bomb attacks in western Turkey which wounded at least 21 people.

According to the semiofficial Anatolia news agency, Zübeyir Aydar told reporters in Frankfurt, Germany, on Saturday that three recent bomb attacks in the tourist towns of Fethiye and Marmaris

"were necessary." At least 10 Turks, eight Britons, an Austrian and two Germans were wounded in the attacks. "Single or collective attacks are being carried out. We do not want to inflict harm on civilians. But the conditions called for this," Aydar said when questioned about the bomb attacks. Aydar had gone to Europe along with five other DEP deputies after the Constitutional Court ordered the closure of his party and demanded the eviction of its 13 deputies from Parliament.

FROM THE COLUMNS

Turkey under pressure at European Council

From a June 26 article by HÜRRIYET's Sedat Ergin: With the Constitutional Court decision to close down the Democracy Party (DEP), the status of the deputies who were formerly members of DEP becomes crucial from the standpoint of Turkey's relations with the western world:

A significant number of the telegrams pouring into the Foreign Ministry from Turkish embassies in western capitals relay the reactions to the latest developments concerning the DEP.

At this stage French socialists seem to have taken the lead in the anti-Turkish movement which is taking shape in Europe. Former French Foreign Minister Roland Dumas has agreed to act as the defense attorney for the DEP deputies who have filed a complaint at the European Human Rights Commission.

In their complaint to the Commission the former DEP deputies maintain that the Constitutional Court decision to close down the party is not compatible with the European Human Rights Declaration provisions upholding freedom of thought and banning discrimination.

Earlier, when the People's Labour Party (HEP), the DEP's predecessor was closed down, a similar complaint had been made to the European Human Rights Commission. Currently the Commission is debating whether to take this complaint into consideration.

If the Commission concludes that the application is worth considering, the decisions concerning the HEP and the DEP will come only as a result of a legal battle which will go on for years.

Here, the important point is that the Commission is questioning for the first time whether the 1982 Constitution currently in force in Turkey and which was prepared under military rule is in line with the European Human Rights Declaration.

What is of more urgent concern to Turkey these days than the potential reaction of the Commission is the actual reaction taking shape in European parliaments. Strasbourg is the most important center in that respect because this issue will be main item on the agenda of the Council of Europe Parliamentary Assembly session which begins there on June 27.

According to the information reaching Ankara, the draft resolutions being prepared in Strasbourg include a motion which would suspend Turkey's membership in the Council of Europe. Though the Assembly may stop short of taking such a radical step, there is a strong possibility that a resolution severely condemning Turkey will be passed.

When one looks at these troublesome developments on the European front, one can not help but notice a bizarre aspect of all this. It is as if Turkey at the Council of Europe has returned to the painful years of the 1980 military coup when democracy and human rights were suspended. At that time, Turkey was being governed by a military council comprising five generals who did not account for their actions to anyone.

Though they were issuing strongly-worded statements criticizing the European Council attitude towards Turkey at that time, members of that military council did not want to sever Turkey's relations with the European Council.

Now Turkey has, instead of a military council, a coalition government, with a prime minister who appeared on the political scene with liberal tendencies and a social democrat deputy prime minister. Yet, no one knows what the coalition partners think about the dangerous course Turkey's relations with the West in general and with Europe in particular, are now taking. Turkey must immediately stop this dangerous escalation of the conflict with Europe before its relations with the West suffer a serious blow. Our Parliament is the body which must achieve that.

The only way to dispel negative judgments about Turkey which seem to be taking root in the western world, would be for Parliament to amend the Article 84 of the Constitution and restore the legislative immunity of the deputies of DEP origin. It is a pity that Parliament has gone into summer recess before agreement could be reached on the proposed constitutional amendments. So the only way out of this problem seems to be blocked. This summer we will all see how the failure to formulate solutions within the country makes Turkey face insoluble problems in its relations with the West.

Kurds demonstrate in Germany and demand political solution

Thirty-four killed in Turkey's southeastern provinces

TDN with wire dispatches

FRANKFURT, Germany-Some 50,000 Kurds from across Europe demonstrated peacefully this Saturday for an end to the Kurdish separatist war in southeastern Turkey, but hundreds were turned back at border crossings.

Four police were injured by thrown stones at a frontier crossing in Saarland with France after Kurds from the Paris area were turned away. And Kurds briefly blocked the road at the Dutch border near Aachen.

The Kurdish protestors were demanding a political solution, beginning with a cease-fire, to the 10-year-old war, which has claimed more than 20,000 lives.

The demonstration was organized by more than 100 political parties and organizations, including the Greens party, trade unions and the asylum assistance group Pro Asyl, a report by The Associated Press said.

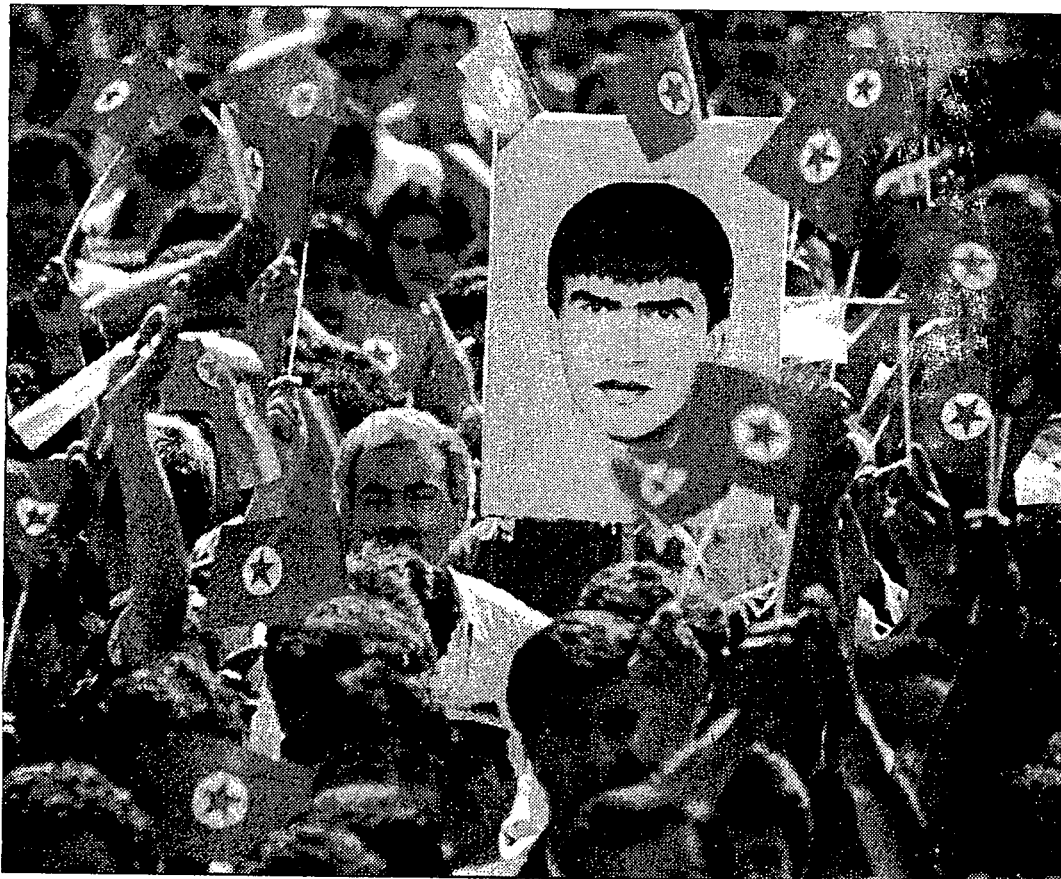
Four demonstrators were arrested for carrying the flag of the Kurdistan Worker's Party (PKK), which was banned in Germany after a coordinated series of attacks on Turkish banks and embassies across Europe last year.

German authorities said 2,000 people were denied entry at the Dutch, Belgian and French borders for lack of proper travel documents.

New Clashes

Meanwhile, a new round of clashes between Turkish troops and PKK militants in southeastern Turkey reportedly claimed 34 lives on Saturday.

The semiofficial Anatolia news agency said a total of 25 militants and nine soldiers died in various clashes in the southeastern provinces of Şırnak, Diyarbakır, Bingöl, Bitlis, Hakkari and Van.



FRANKFURT- Several tens of thousands of Kurds demonstrate in Frankfurt to protest against human rights violations in Turkey. Kurds from all over Europe came to Frankfurt to participate in the demonstration. Reuter Wirephoto

Le Courrier — 28 juin 1994

TÉMOIGNAGE

«Le Gouvernement turc combat jusqu'à l'identité même des Kurdes!»

De retour du Kurdistan turc, un médecin suisse a pu y constater le «dénî total» de l'identité kurde. Pour Jean Ziegler, la Suisse aurait son mot à dire vu la situation diplomatique.



La répression des Kurdes par le Gouvernement d'Ankara s'est intensifiée ces derniers mois. Keystone/AP

Le médecin Daniel Robert a profité d'une récente mission humanitaire au Kurdistan irakien pour se rendre en Turquie avec deux membres du Freundschaftkreis-Kurdistan, une association de soutien aux Kurdes. Ces derniers mois, le Gouvernement turc a renoncé à une solution politique de la question kurde en laissant l'armée «faire le ménage»¹. Par rapport à son précédent voyage, il y a deux ans, le docteur a constaté l'ampleur du climat de terreur qui s'abat sur la population. Nous reproduisons ici de larges extraits de l'exposé qu'il a donné le 16 juin à Genève.

VILLAGES DÉTRUITS

«La route qui va de Nusaybin à Djéziré longe la frontière syrienne sur environ 90 kilomètres. Là, on ne peut dire qu'il reste beaucoup de villages. Nous avons eu la chance d'avoir un chauffeur courageux qui nous a conduits par des petites routes en zigzaguant entre les villages de «Kou-

roudjous», les collaborateurs kurdes payés par l'Etat turc et les différents postes de contrôle de la police qui s'échelonnent tous les dix kilomètres. Nous avons compté 14 villages détruits, souvent très récemment. Celui de Kopa par exemple a été incendié il y a trois mois. Au-delà du constat, il faut encore s'imaginer comment les choses se passent: tôt le matin, les unités spéciales turques arrivent soudainement, font sortir les gens de leur maison et leur donnent une demi-journée pour quitter les lieux en leur annonçant qu'ils vont tout détruire».

OBJECTIFS TURCS

«Le but avoué est de «vider l'eau de l'aquarium», c'est-à-dire supprimer les foyers de guérilla. Mais en fait les autorités visent à détruire en profondeur la société kurde dans sa culture et dans son système de valeurs. Par rapport à mon précédent voyage, j'ai été terriblement frappé par l'ampleur de la peur qui s'est emparée de la population. On n'ose plus afficher sa kurdi-

té, alors qu'il y a deux ans encore, dès que je bredouillais quelques mots en kurde, mes interlocuteurs réagissaient au quart de tour: invitations, discussions, cadeaux,... A Djéziré, où 30 à 40% de la population a fui, la seule personne que j'ai retrouvée est le propriétaire d'une maison de thé. Il m'a spontanément offert un plantureux repas sans toutefois oser m'adresser la parole. Ecrasé par la peur d'être vu en conversation avec un étranger, d'être arrêté et torturé, cet homme s'est vu humilié en reniant l'une des valeurs les plus sacrées des Kurdes, l'hospitalité.

Les gens ont cependant besoin de communiquer leurs souffrances. Un exemple. Après avoir longuement insisté, j'ai réussi à obtenir l'autorisation de me rendre dans la petite ville d'Idil... accompagné par deux policiers en civil. Dans l'autobus, personne n'osait me parler. En arrivant, tout un quartier à l'entrée de la ville était abandonné avec des maisons criblées de balles et d'obus. Profitant

d'un instant de distraction de mes gardes, un petit vieux a mis son bras sur ma cuisse et m'a glissé en kurde: «Regarde, regarde!» Les gens lancent ainsi des bribes d'informations, tant ils ont peur d'être surpris en train de parler avec un étranger.»

«J'ai été notamment hébergé par une famille dont l'un des fils est réfugié en Suisse. Je ne pouvais pratiquement pas sortir de la maison. Si ma présence avait été repérée, la famille aurait été probablement arrêtée. La mère, qui m'a accueilli comme son propre enfant, m'a expliqué que plus personne n'avait confiance en qui que soit et que l'armée cherchait constamment à acheter des indicateurs. Deux de ses fils avaient de la sympathie pour la résistance du PKK. Ils ont été arrêtés et torturés. Une fois relâchés, ils se sont enfuis en Europe. Depuis deux

ans, la police revient sans cesse pour essayer de les surprendre. Le père a été emmené trois fois à la gendarmerie. Après la dernière séance de torture, celui-ci est mort d'une crise cardiaque dans la rue alors qu'il allait se faire soigner. Un autre fils de la même famille, qui vendait un journal pro-kurde, s'est fait torturer jusqu'à perdre définitivement l'usage de son bras droit».

DÉNI DE L'IDENTITÉ KURDE

«Nous nous sommes entretenus avec quatre jeunes maîtres d'école turcs. Bien qu'enseignant dans une région kurde, pour des raisons d'ailleurs ouvertement pécuniaires, il n'y a pour eux qu'une vraie langue: le turc. Quand nous leur avons fait remarquer que leurs élèves parlaient entre eux une autre langue, ils nous ont répondu

qu'ils étaient justement là pour «donner la chance» à ces jeunes d'apprendre le turc. Selon eux, la dénonciation de 900 villages kurdes détruits en 18 mois relève de la propagande liée à un complot international contre la Turquie. Quant aux ruines qu'on peut effectivement voir, ils ont d'abord affirmé qu'il s'agissait de villages arméniens détruits il y a longtemps, pour après les mettre sur le compte d'attaques syriennes et de terroristes arméniens dont nous avons dû arracher le nom: le PKK.... Cette absence de connaissances ajoutée au déni total du problème kurde et des massacres est très inquiétante. Ces enseignants étaient censés avoir suivi l'université et n'avaient pourtant pas le moindre sens critique».

M.R.Y.

¹Voir, par exemple, «Le Monde» du 17 juin 1994.

Le Monde — 29 juin 1994

TURQUIE

Démission du ministre d'Etat chargé des droits de l'homme

Ministre d'Etat chargé des droits de l'Homme, Mehmet Kahraman, l'un des dirigeants du Parti populaire social-démocrate (SHP) – membre minoritaire de la coalition gouvernementale turque – a démissionné samedi 25 juin, en raison de «l'attitude négative» du Parti de la juste voie (DYP, droite) du premier ministre, Tansu Ciller, sur la création d'un ministère des droits de l'homme

Le DYP est le partenaire principal de la coalition. «La création de ce ministère, qui est très importante pour l'avenir de la démocratie turque, était prévue dans le protocole conclu sur la formation d'un gouvernement de coalition avec le DYP [en 1991]», a fait valoir M. Kahraman, qui a également démissionné de son poste de secrétaire général adjoint du SHP, dirigé par le vice-premier ministre, Murat Karayalcin.

Une dizaine de députés de ce parti, sur cinquante-quatre, souhaitent renoncer à la coalition avec le DYP. Selon eux, le SHP ne parvient pas à infléchir dans un sens plus social la politique du gouvernement. Ils accusent le DYP d'«entraver le programme de démocratisation» promis par le SHP. Cette démission pourrait entraîner une crise et conduire à la dislocation de la coalition,

notent les observateurs. D'autre part, une touriste britannique de vingt-trois ans, blessée la semaine dernière lors d'un attentat dans la station balnéaire de Marmaris, sur la mer Egée, est morte dimanche.

Une série d'attentats – attribués aux séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – ont fait une vingtaine de blessés parmi les touristes étrangers. Deux policiers ont été également tués, dimanche, en tentant de désamorcer une bombe à Istanbul. Sur le terrain, dans le Sud-Est anatolien, à majorité kurde, les affrontements ont fait quarante-huit morts vendredi et samedi, selon des sources officielles. A Francfort en Allemagne, plus de cinquante mille Kurdes ont manifesté contre la Turquie.

Par ailleurs, le conseil municipal islamiste du quartier de Beyoglu, à Istanbul, a décidé la semaine dernière la construction d'une mosquée monumentale au cœur de la ville, sur la place Taksim, quartier de la rive européenne et symbole de la Turquie moderne. L'édification de cette mosquée était une promesse du Parti de la prospérité (RP, islamiste), formulée avant les élections municipales du 27 mars, remportées par ce parti, notamment à Istanbul et à Ankara. – (AFP, Reuter.)

La normalisation des relations avec la Turquie semble inévitable

M. Jean Ziegler, député socialiste genevois et membre de la commission des affaires étrangères du Conseil national, estime que le Gouvernement suisse normalisera bientôt ses relations avec la Turquie qui le sollicite en ce sens. Selon le professeur de sociologie, la Suisse devrait néanmoins profiter de la situation de demander des autorités turques pour imposer certaines mesures en faveur de la protection des Kurdes.

Où en sont les relations bilatérales entre la Suisse et la Turquie ?

— Suite à l'assassinat l'an dernier sur le territoire de l'ambassade de Turquie à Berne d'un manifestant kurde non armé par des gardes de sécurité turcs et le départ précipité de l'ambassadeur turc, le Gouvernement d'Ankara a refusé — avec une totale arrogance — de répondre aux questions du Département fédéral des affaires étrangères. Il a également refusé toute collaboration avec la justice suisse. Et ceci sur un ton et d'une manière volontairement blessants pour le Conseil fédéral. Le conseiller fédéral Flavio Cotti, en particulier, en a conçu une vive amertume. Les relations diplomatiques entre la Turquie et la Suisse ont été gelées. Or, je viens d'apprendre à la com-

mission des affaires étrangères que ce gel doit prendre fin. Les investissements importants de banques et d'entreprises suisses nécessitent — selon le Conseil fédéral — une rapide «normalisation» de ces relations. Elle doit intervenir dès la fin des vacances.

Mon avis (et celui d'autres conseillers nationaux proches des combattants kurdes) : nous ne pouvons empêcher sur le long terme la «normalisation» de ces relations, aussi choquant que soit la conduite du Gouvernement d'Ankara.

Mais il faut lier cette «normalisation» à des conditions précises. Par exemple : le libre accès de l'aide humanitaire suisse (corps en cas de catastrophes, experts suisses...) aux populations kurdes sinistrées, victimes de l'effroyable répression turque. Autre exemple : que la Suisse présente une liste de «disparus» et exige des explications ; qu'elle établisse une liste de prisonniers politiques et exige leur libération, préalable à la reprise des relations normales avec la Turquie.

C'est à la Coordination des organisations suisses, soutenant la lutte de libération des Kurdes (COSPEK), qu'il incombe de donner au Conseil fédéral (ou aux conseillers nationaux

concernés qui transmettront) une claire définition de ces conditions.

La Suisse peut-elle envisager une action conjointe avec d'autres pays en faveur de la protection des Kurdes ?

— La Suisse joue un rôle actif, dynamique et souvent courageux au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Or, six pays peuvent prendre l'initiative pour constituer une mission qui va sur le territoire d'un pays membre, la Turquie en l'occurrence, pour constater l'état de guerre. La Suisse pourrait réunir ce groupe de six, les cinq pays manquants se trouveraient aisément.

Cette procédure a un avantage énorme : elle fera automatiquement reconnaître les combattants kurdes comme une partie au conflit et démentirait le mensonge turc comme quoi l'armée turque au Kurdistan ne mène pas une opération de génocide, mais une simple opération de police interne. Pour ce qui est de l'horreur infligée dans le silence et l'indifférence quotidienne par l'armée turque au peuple kurde, il suffit de lire le rapport spécial sur la Turquie, publié par Amnesty International en juin 1994. Les conseillers nationaux proches

du peuple kurde pourraient — si la COSPEK se détermine dans ce sens — exiger du Conseil fédéral l'invocation de la procédure de la CSCE.

Qu'en est-il des exportations d'armes suisses vers la Turquie ?

— La Suisse arme — avec l'Allemagne (qui écoule en Turquie à des prix de faveur les stocks de l'ancienne RDA), entre autres — les forces de répression turques. Oerlikon-Buehrle entretient près d'Ankara, à Kirikkale, une importante usine d'armement. Le Département militaire fédéral prétend que la loi fédérale sur l'exportation d'armes ne s'applique pas puisque les armes ne sont pas exportées de Suisse. Or, la loi pourrait être appliquée juridiquement. Ce qui manque, c'est la volonté politique. Il suffirait de considérer que la fabrique en Turquie fait partie intégrante du trust Oerlikon-Buehrle, dont le siège central et les services essentiels communs à toutes les usines (marketing, financement, comptabilité centrale, direction centrale,...) se trouvent à Zurich. Le Conseil fédéral pourrait ainsi — s'il en avait la volonté — déclarer l'embargo, l'état de guerre interne étant manifeste.

Propos recueillis par
MICHAEL ROY

Wednesday, June 29, 1994

turkish daily news

France to help Turkey cultivate ties with EU

But Cyprus has the right to apply for membership like Turkey, says French undersecretary

Turkish Daily News

ANKARA. Arriving for extensive talks with Turkish officials, French Deputy Undersecretary Bernard Dufourcq declared that Paris would try to help Turkey with concrete measures for improving Turco-EU ties. He added, however, that Cyprus had the right to apply for membership "just like Turkey."

Dufourcq, who held talks with his Turkish counterpart Özdem Sanberk and Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin, said the focus was on Turkey's relations with the European Union. France takes over the term-presidency after Germany, and, as part of the EU troika — the past, present and future chairmen — for three terms as of July.

"We have to make use of those periods to find concrete modalities for reinforcing the ties between Turkey and the European Union. We are discussing that," Ambassador Dufourcq told reporters after his meeting with Çetin.

Asked about the Corfu summit, the French diplomat replied that he had no official information on the exact statements made at the Corfu summit, but added: "We think that Cyprus, like any other Mediterranean country and like Turkey, has the right to apply for full membership of the European Union."

But he also signalled that any enlargement should be considered after the 1996 intergovernmental conference, where the member states will hold extensive talks on enlargement prospects and review the EU institutions.

Dufourcq's statement on "Cyprus' right to apply" follows a reference to the membership of Cyprus and Malta in the European Council's presidency conclusions in Corfu.

In these conclusions, the European Council welcomed "the significant progress made regarding the application by Cyprus and Malta for accession to the EU."

"The European Council notes that in these conditions the next phase of enlargement of the Union will involve Cyprus and Malta," the statement said. "The European Council, recalling relevant decisions of the Council... reaffirms that any solution must

respect the sovereignty, independence, territorial integrity and unity of the country, in accordance with the relevant United Nations resolutions and high-level arrangements."

A statement concerning Turkey was also inserted, noting the convening of the EC-Turkey Association Council to deal in particular with the achievement of the customs union in the Association Agreement of 1964.

Turkish officials, meanwhile, told the French delegation that a EU decision to go forward with the membership of the Greek Cypriot administration would lead to "greater exploitation by the Greek government, which is already benefiting from the lack of a solution," a Turkish diplomat said after the talks. The Greek Cypriot administration, which is recognized internationally as the Republic of Cyprus, has been pushing for full membership despite protests from the Turkish Cypriot side. Rauf Denktas, the president of the Turkish Republic of Northern Cyprus, has said that his republic would consider annexation to Turkey if Greek Cyprus was given full membership of the European Union.

"The French side understands our concern," the Turkish diplomat said. "They have also expressed support for the efforts of the U.N. secretary-general for a solution to the Cyprus question."

The two sides have also discussed possible French participation in the tripartite talks between Turkey, Germany and Britain.

"We are interested in the tripartite talks... We were invited and look at (joining) favorably," Dufourcq said.

The Turkish side, on the other hand, said it had given France an explanation of the latest developments concerning human rights in Turkey. Turkish officials denied that the closure of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) was brought up in the talks as a separate subject, but was debated as part of the human rights situation. Sources, however, stressed that France had expressed concern at human rights developments in Turkey and noted that there was a group within the Council of Europe which wanted to freeze Turkey's membership.

EU expresses concern over DEP

By Semih Idiz

Turkish Daily News

BRUSSELS- The European Union on Tuesday expressed its concern at the highest level regarding the circumstances of the closure of the Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and gave an indirect message that this was out of keeping with Turkey's European aspirations.

This concern was expressed at a meeting between Jacques Delors, president of the European Commission and deputy prime minister and chairman of the Social Democratic People's Party (SHP) Murat Karayalçın.

Talking to reporters after the two-hour meeting, Karayalçın confirmed that the Kurdish issue had come up in the talks with Delors.

Karayalçın said he had explained the legal environment in which these developments had occurred and underlined his party's belief that the laws had to be changed in Turkey.

Sources close to the talks said later that nearly two thirds of the talks had been taken up with the question of human rights and democracy in Turkey.

They said that Karayalçın had given extensive information on his government's democratization package.

These sources added that the Turkish deputy prime minister's explanations about the need for devolution

of centralized power and the stipulations in the democratization package which aim to bring this about had attracted particular interest. Talking to journalists Karayalçın said, however, that he had underlined that any solution to the Kurdish problem, according to his party, had to be achieved within the context of "Turkey's unity" its "territorial integrity" and the single language of "Turkish" as the official language of the country.

Sources close to the talks said later that these were held in a "friendly and open manner" and indicated that "Mr. Karayalçın did most of the talking while Mr. Delors listened attentively." Karayalçın told reporters that Cyprus had also been discussed and he said he had got the impression during the talks that the true state of the Cyprus talks was not understood in Brussels. Karayalçın also indicated that he had explained to Delors that the results of the EU's recent Corfu summit "was not entirely pleasing" to Turkey.

Turkish diplomats said later that the Turkish deputy prime minister underscored the need for increasing and expanding further the relationship between Turkey and the Union. Sources close to the talks indicated that there was also extensive discussion about the customs union between Turkey and the EU that was planned to come into force in 1995. They said

that while the EU side expressed its desire to see legislation passed speedily in the Turkish Parliament to this end, the Turkish side underlined its continuing commitment to the customs union and gave in depth information about the government's April 5 economic package.

Karayalçın also met with Socialist Party Chairman Philippe Busquin and Belgian Interior Minister Louis Tobback on Monday. Karayalçın said that he had briefed Busquin on the views of the government and the Social Democrat People's Party (SHP), on the DEP issue. "I reminded him that these deputies had entered Parliament from the SHP. I also stressed that we do not approve of these deputies' stance. I told him that Leyla Zana had spoken under the terrorist organization's flag and of Hatip Dicle's words, which were, 'anybody who wears a uniform, is a target'. I pointed out that a distinction has to be made between the PKK and the Kurdish question," Karayalçın said.

Karayalçın said that he had talked with Tobback about the problems of Turkish citizens living in Belgium.

"We also discussed the PKK issue. He told me there were no legal reasons to ban the PKK in Belgium but assured me that they will investigate all illegal activities and will not tolerate violence," Karayalçın noted.

turkish daily news

Wednesday, June 29, 1994

Aydar denies bomb statement

'I never approved of the bombings'

Turkish Daily News

ANKARA- Zübeyir Aydar, one of the six members of the Turkish Parliament now exiled in Europe, denied press reports that he had expressed approval of the recent round of separatist bombings in Turkey as "necessary" action.

In a statement he made in Strasbourg, Aydar said his remarks were intentionally misinterpreted and presented

so as to distort their meaning. Anatolia news agency had reported earlier that he had described the bombings, in which one tourist was killed and 20 people were wounded, as "necessary."

"I never said this," he explained on Tuesday. "I do not approve of the bombings."

According to Aydar, formerly a deputy of the Democracy Party (DEP) before it was closed down, his interview with the German Sat-1 television was misquoted.

He said that what he had actually said had been as follows: "I do not know who carried out the bombings ... I am very sorry about them and I do not approve. Bombs should not be exploding in Turkey, nor people killed. Neither should the Turkish economy be damaged. I am extremely sorry about such incidents." Aydar's alleged statement had stirred strong reaction in Turkey after being reported by Anatolia.

Wednesday, June 29, 1994

turkish daily news

Members of Hezbollah on trial

The defendants are accused of carrying out 39 different attacks which resulted in the deaths of 25 people and in 32 others being wounded

Turkish Daily News

ANKARA- The trial of 35 members of the radical Islamic organization Hezbollah opened at the Diyarbakir State Security Court (DGM) on Tuesday. The organization has been linked with numerous mystery murders committed in the Diyarbakir and Batman regions.

The defendants are accused of carrying out 39 different attacks which resulted in the deaths of 25 people and in 32 others being wounded.

Only six of the defendants standing trial were in court for the opening session. The remaining 29 were unable to make an appearance, having been kept at the Adiyaman E-type prison suffering from diarrhea.

In his indictment, the prosecutor stated that the Hezbollah organization had been formed to counter the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) and other Marxist-Leninist organizations in eastern and southeastern Anatolia and aimed to establish a Kurdish state modelled on the Islamic Republic of Iran.

According to the DGM prosecutor, the

Hezbollah has two leaders, one political and the other religious, and is financed by foreign circles of influence and through money raised from Koran courses and student dormitories.

In the prosecutor's indictment, it was also stated that the radical Shia-based Hezbollah, which first appeared in Lebanon's Bekaa Valley, had aimed to free the Israeli-occupied Lebanese territory through armed resistance and to establish an Islamic Republic similar to the Iranian model based on the Shariah. The Hezbollah had also received financial and technical assistance from Syria, Iraq and Iran to accomplish these goals. Lately Iran had gained total control of the organization, guiding its actions.

According to Articles 40 and 125 of the Turkish Criminal Code, the DGM prosecutor is demanding the death penalty for 15 of the defendants, 15 years imprisonment for 19 of them and five years for one.

The continuation of the trial has been postponed to a future date to allow the completion of identification checks and interrogations.

Repression gegen Kurden verunsichert Türken

Gespannt blickt die türkische Öffentlichkeit diese Woche nach Strassburg, wo sich die parlamentarische Versammlung des Europarates mit den Menschenrechtsverletzungen in Anatolien befasst. In der Türkei selbst wächst die Verunsicherung

Donnerstag, 30. Juni 1994

Basler Zeitung

Istanbul. Rund 14 Tage nach der Schliessung der prokurdischen «Demokratie-Partei» (DEP) durch den türkischen Verfassungsrichter und eine Woche nach den Bombenanschlägen in zwei südtürkischen Touristenzentren als Antwort auf das Parteiverbot scheint die türkische Öffentlichkeit in der Kurden-Frage völlig verunsichert. Zum einen verurteilt sie die Attentate gegen zivile Objekte in aller Schärfe. Eines der Opfer der beiden Detonationen in der Südtürkei, eine 23jährige englische Touristin, ist zu Wochenbeginn ihren schweren Verletzungen erlegen. In Istanbul starben am Sonntag zwei Menschen bei einem Attentat auf eine Offiziersmesse. Weitere Bomben, ein Dutzend allein am Wochenende, richteten Sachschaden an.

Entsetzt herrschte in weiten Kreisen aber auch über ein Bild in der Tageszeitung «Hürriyet», das vier erschossene Kinder und ihre tote Mutter zeigte. Sie waren angeblich Frau und Kinder eines abtrünnigen kurdischen Autonomisten, der mehrere seiner Komplizen an die Polizei verraten haben soll. «Nach dem Gesetz der Sippenhaft», vermuten Beobachter, wurde für

die Tat seine Familie zur Rechenschaft gezogen. So wenig Verständnis diese Racheakte der extremistischen kurdischen «Arbeiterpartei» PKK finden, so fragt sich die türkische Bevölkerung andererseits, ob die Regierung durch ihre Dialogsverweigerung selbst gegenüber gemässigten Oppositionellen die Gewalt nicht «geradezu herausfordert». Mit dem Verbot der prokurdischen «Demokratie-Partei» Mitte Juni, argumentiert der bekannte türkische Kolumnist Mehmet Ali Birand, und angesichts des gnadenlosen Vorgehens der Armee in Südostanatolien gewinnen die Falken unter den Kurden-Autonomisten zusehens Oberhand. Was zu neuen Terrorakten und in der Folge zu einem verschärften Abwehrkampf durch die Sicherheitskräfte führt. «Ob Ministerpräsidentin Tansu Ciller und Armeechef Dogan Güres diesen Teufelskreis in Kauf nehmen?», fragt auch der Kurden-Experte Ismet Imset von der «Daily News».

Die zunehmende Zahl von Menschenrechtsverletzungen in der Türkei, die «Hinrichtungen» verdächtiger Kurden ohne Gerichtsurteil auf offener Szene und gleichzeitig die «Morde» an un-

schuldigen Zivilisten durch die kurdischen Separatisten, wurde vor Wochenfrist von der Gefangenenhilfsorganisation Amnesty International ausführlich dokumentiert. Ihr Bericht wird diese Tage auch der Parlamentarischen Versammlung des Europarates in Strassburg vorliegen, wo auf Antrag der Franzosen die Lage in der Türkei zur Debatte steht.

Anstoss nimmt der Vorstoss aus Paris im wesentlichen an der Unterbindung des letzten legalen Weges zur Lösung des Kurden-Problems: dem Verbot der «Demokratie-Partei» DEP. Der frühere französische Aussenminister Roland Dumas sieht in dem Parteiverbot einen Verstoß gegen das Recht auf freie Meinungsäusserung und damit eine Verletzung der Europäischen Menschenrechtskonvention. Sollte Ankara, wie angedroht, noch während der Strassburger Debatte die beiden in Ankara verbliebenen DEP-Abgeordneten – sechs befinden sich in Untersuchungshaft und weitere sechs haben sich ins Ausland abgesetzt – festnehmen, ist eine Suspendierung der türkischen Mitgliedschaft im Europarat nicht ausgeschlossen. *Martin Peter*

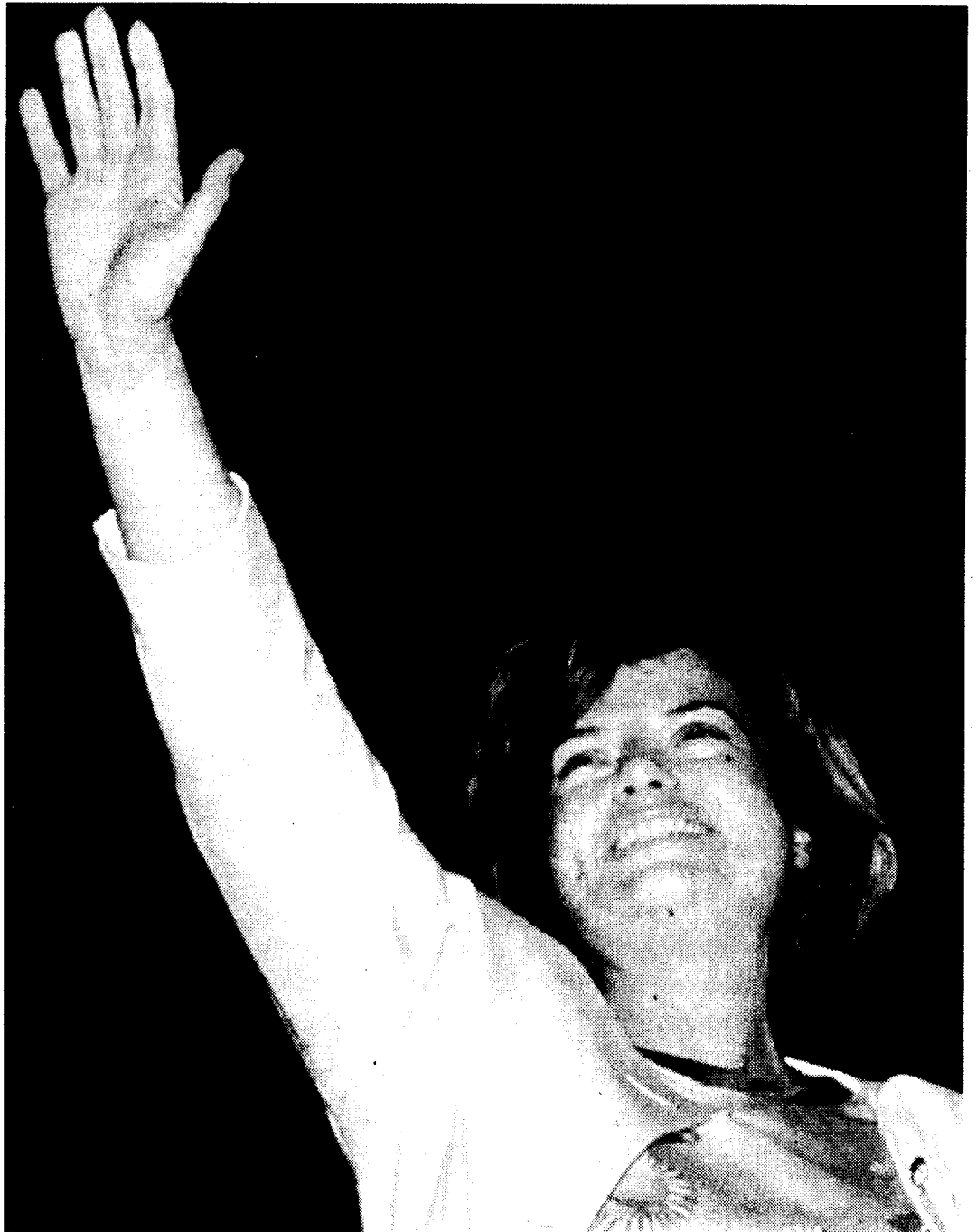
Die schöne Brünette ist die kranke Frau am Bosphorus

Frau Ciller verfolgt Kurden und verliert Wahlen: Die Macht der Fundamentalisten in der Türkei wächst bedrohlich

Von Birgit Corha

Wir sind nicht anders als irgendwelche andere Uno-Truppen hier.» General Isik Kosaner fühlte sich gleich bei seiner Ankunft in der kroatischen Hafenstadt Split gedrängt, Wellen der Empörung und des Misstrauens zu glätten. Der türkische Offizier kommandiert eine Einheit von 1450 Soldaten seines Landes, die sich nun den UN-Friedenstruppen in Bosnien anschließen. Sind die Türken wirklich in diesem explodierenden Pulverfass zum Friedensstiften befähigt? Nach fünf Jahrhunderten osmanischer Herrschaft über das einstige Jugoslawien betrachten viele serbische Nationalisten die Nachfahren der alten Osmanen auch heute noch als ihre Todfeinde. Und selbst unabhängige Beobachter können sich eines tiefen Unbehagens nicht erwehren: In Bosnien sollen die türkischen Streitkräfte Frieden bringen, während gleichzeitig rund 300 000 Angehörige derselben Armee in der Südosttürkei die eigene - kurdische - Bevölkerung in einem ungeheuer brutalen Krieg peinigen.

Es ist erst ein Jahr her, dass die schöne Brünette, Tansu Ciller, die Türken in einen Freudentaumel versetz-



Tansu Ciller: ...und die führende Clique schwelgt im Luxus

Foto: Sipa

te. «Wir haben die Geschichte verändert», jubilierte die einstige Ökonomieprofessorin, als sie ihre «Partei des rechten Weges» (DYP) zur Vorsitzenden und damit zur ersten Ministerpräsidentin der türkischen Republik erkor. Weite Kreise der Bevölkerung, vor allem die aufgeklärte Intelligenz und die Geschäftswelt, die Frauen und die Mittelschicht, setzten all ihre Hoffnung in diesen aufblitzenden Stern am politischen Himmel. Tansu Ciller, diese in den USA ausgebildete Karrierefrau, werde endlich für die Türken das Tor Europas weit aufstossen, das Image der Türkei als erkonservatives, rückständiges, armes, islamisches Land mit seiner verkücherten politischen Führung radikal verändern, Ängste der Europäer vor dem Virus des Fundamentalismus, den die Türken ins Herz ihres Kontinentes tragen würden, endgültig zerstreuen.

Ja, die Millionärin Tansu Ciller, die der damalige Regierungschef und heutige Präsident Suleyman Demirel erst 1990 in die Politik geholt hatte, verkörperte so viele Sehnsüchte so vieler Türken nach Modernität, nach Erfolg und Wohlstand und nach Europa. Und die Geschäftswelt am Bosphorus setzte enormes Vertrauen in die Ökonomin, die die wirtschaftliche Sanierung voll Energie voranzutreiben versprach. Das Land Atatürks – so schwelgte man am Bosphorus – werde sich den Turkvölkern Zentralasiens als Vorbild darbieten, sie führen und leiten und unaufhaltsam auf dem Weg zur Grossmacht voranschreiten.

So träumten die Türken. Zwölf Monate später lässt die Erinnerung an diese Träume das volle Ausmass des Scheiterns einer Regierungschefin erkennen, der es an Führungskraft und politischer Befähigung mangelt. Im Westen wachsen Kritik und Empörung über die immer brutaler werdende Misshandlung der kurdischen Minderheit. Zugleich präsentieren internationale Finanzinstitutionen die Türkei nicht mehr als Vorbild eines erfolgreichen Entwicklungslandes. Inflationsraten von mehr als hundert Prozent, fortgesetzte Defizitwirtschaft und das Vernachlässigen einer Auslandsschuld von 66 Mrd Dollar haben das Vertrauen der Finanzwelt erschüttert, potentielle Privatinvestoren abgeschreckt. Das Wirtschaftswachstum, im Vorjahr 7,3 Prozent, ist ins Minus abgesackt. Die türkische Lira verlor seit Jahresbeginn 60 Prozent ihres Wertes, und die Aktienkurse auf der Istanbuler Börse purzelten.

Wirtschaft und Sicherheit sind die beiden Kernprobleme, die die Türkei immer tiefer in die Krise treiben. Beide bekommt sie nicht in den Griff: Kein Zweifel, Ciller erbt eine überhitzte Wirtschaft mit Inflationsraten von an die 70 Prozent, eine staatliche Verwaltungsstruktur, die unter dem Gewicht einer aufgeblasenen Bürokratie ächzt, und schwer defizitäre Staatsbetriebe. Doch der wirtschaftliche Niedergang hat sich in ihrer einjährigen Amtszeit wesentlich beschleunigt. Wiewohl der Internationale Währungsfonds (IWF) Ciller im Mai mit einem einjährigen Beistandskredit von 450

Mio Dollar unter die Arme griff, während die Premierministerin versprach, sich streng an ihr im April verkündetes Austerity-Programm zu halten, schwindet ihre Überzeugungskraft. «Wir werden nicht gehen, wir werden laufen», hatte die 47jährige Ökonomin vor einem Jahr den Türken verheissen und so gut wie keines ihrer Versprechen gehalten. Oft freilich sah sie sich blockiert durch den Koalitionspartner, die Sozialdemokratische Volkspartei (SHP), und durch Widerstand sogar in den eigenen Reihen.

Zwar meinen unabhängige Ökonomen, die Wirtschaft sei grundsätzlich gesund. Doch die von Ciller verordnete radikale Reduzierung öffentlicher Ausgaben, staatlicher Subventionen für die Landwirtschaft, die versprochene Beschleunigung des Privatisierungsprozesses bergen enormen sozialen Sprengstoff. Die Masse der Armen sieht die Hoffnung auf ein besseres Leben dahinschwinden. Preiserhöhungen für lebenswichtige Güter von bis zu hundert Prozent bei gleichzeitigem Einfrieren der Löhne lassen den Lebensstandard weiter absacken, während eine führende Clique in Luxus schwelgt, Korruption und Vetternwirtschaft unvermindert reiche Blüten freiben.

Die Situation wird noch verschärft durch drohende Massenentlassungen. Bis zu 80000 Menschen – so wird befürchtet – würden in den kommenden Monaten ihre Stelle verlieren, weil Fabriken im Kohle-, Metall- und Stahlsektor sowie in der Ölindustrie zu sperren.

Cillers Unpopularität wird noch gesteigert durch böartige Berichte in den Medien, die ausgerechnet zu jenem Zeitpunkt, als sie den Türken ihr Austerity-Paket aufbürdete, ein Foto ihres Ehemannes Özer bei seiner Jacht veröffentlichten. Der Chef der konservativen Oppositionspartei ANAP, Mesut Yilmaz, versäumte nicht die Gelegenheit zu einem bissigen Kommentar: «Während die gesamte Nation jammert, vergnügen sich die Cillers bei Kreuzfahrten.» Stetes Bohren der Journalisten in den Machenschaften des erfolgreichen Geschäftsmannes und «Prinzgemahls», der zwar bei der Amtsübernahme seiner Ehegattin sein Unternehmen aufgegeben hatte, doch zum Privatier so gar nicht geeignet erscheint, die nicht abreisenden Vorwürfe, er mische in der Wirtschafts- und Personalpolitik seiner Frau mit, haben Özer Ciller in die USA getrieben. Und erstmals verlor die Ministerpräsidentin daraufhin vor den Medien ihre Fassung, beschwor die Journalisten mit tränenerstickter Stimme, man möge doch ihren Mann in Frieden lassen. Özer ist unterdessen wieder heimgekehrt.

Ende März hatten die Wähler bei Regionalwahlen Ciller die Rechnung präsentiert. Ihre DYP konnte trotz Stimmenverlusten mit Mühe und Not gerade noch als stärkste Partei (21,5 Prozent) hervorgehen. Doch die islamische «Wohlfahrtspartei» (Refah) verdoppelte ihren Stimmenanteil auf 19 Prozent, eroberte 24 grössere Städte und vor allem die Wirtschaftsmetropole Istanbul sowie Ankara, bisher Zentrum und Symbol

des laizistischen Kemalismus; auf dessen Grundfesten Republikgründer Kemal Atatürk vor sieben Jahrzehnten die neue Republik errichtete. Und schon träumt ihr alterfahrener Chef Necmettin Erbakan davon, bei den nächsten Parlamentswahlen (spätestens 1996) «unsere Verantwortung vor Gott und den Menschen» zu übernehmen. Diese Aussicht hat unter der nach Westen orientierten türkischen Elite und Mittelschicht tiefes Unbehagen ausgelöst. Es wird noch gesteigert durch wiederholte Kommentare in europäischen Medien, die eine «Algerisierung» befürchten, eine wie in Nordafrika rasant anschwellende und nicht mehr zu bremsende Welle islamischen Fundamentalismus.

Freunde vergraut

Tatsächlich meldet das Istanbuler Intellektuellenblatt «Cumhuriyet», die Zahl der Refah-Sympathisanten wachse rapide an. Fast die Hälfte der 1600 hohen Funktionäre im Innenministerium unterstütze heute Erbakan. Diese Entwicklung drängte 96 führende Staatsanwälte, gemeinsam all jenen den bedingungslosen Kampf anzusagen, die in «unverantwortlicher» Weise versuchten, die «säkulare Struktur» des Staates zugunsten von Prinzipien der Scharia [des islamischen Rechts] zu verändern».

Refah findet vor allem Zustrom in den Elendsvierteln Ankaras und Istanbuls, in die jährlich eine halbe Million Menschen aus Anatolien strömen. Viele von ihnen empört die «dekadente» westliche Lebensweise, mit der sie in diesen Grossstädten konfrontiert werden, und sie glauben Erbakans Versprechungen, den «moralischen Verfall» zu stoppen. Refah konnte auch deshalb hier ihre Hochburgen einrichten, weil die Masse der Armen mehr und mehr im Islam die einzige Alternative sieht. Denn die einst so starke türkische Linke ist zersplittert, die stärkste ihrer Parteien, die SHP, verschleisst sich in der Regierung und hat ihre Glaubwürdigkeit bei den Unterprivilegierten verloren. In ihren Führungskreisen herrscht nun eine heftige Debatte darüber, ob sie sich ihr politisches Überleben nicht einzig dadurch sichern könne, dass sie in die Opposition gehe.

Ein Auseinanderbrechen der Koalition würde der Premierministerin schwer zu schaffen machen. Ciller hat mit ihrem autoritären Führungsstil, durch ihre mangelnde Bereitschaft, Rat zu hören und anzunehmen, selbst viele Freunde vergraut. Sie verlor binnen weniger Monate zwei Zentralbank-Chefs, und die Zahl führender Bürokraten, die eine weitere Zusammenarbeit mit der Ministerpräsidentin scheuen, weil sie sich nicht mit höchst umstrittenen politischen Entscheidungen assoziieren lassen wollen, wächst rapide. Selbst die Istanbuler Geschäftswelt, die ihr einst so wesentlich zu ihrem kometenhaften Aufstieg verholfen hatte, glaubt nicht mehr an sie.

In den Armen der Militärs

Doch Ciller ist eine Kämpferin. Sie versucht ein wenig Vertrauen zurückzugewinnen, indem sie die seit Jahren von allen Parteien angestrebte, doch immer wieder aufgeschobene Demokratisierung der 1982 von den Militärs erarbeiteten Verfassung vorantreibt. Zugleich aber prasselt die Kritik aus dem Ausland an der eklatanten Missachtung der Grundfreiheiten, insbesondere gegenüber den Kurden, auf Ciller nieder. Stolz verkündete die Militärführung jüngst, sie hätte in ihrem bisher stärksten Einsatz gegen die Extremistenorganisation PKK seit Jahresbeginn tausend Guerillas getötet. Allein im Juni kamen mehr als 400 Menschen ums Leben. Doch die PKK ist nicht tot. Die Guerillas dürften mit der Verschärfung des Krieges vielmehr stetig an Zulauf gewinnen. Die Armee brennt Dörfer im Grenzgebiet zum Irak nieder. 955 sind laut türkischer Menschenrechtsföderation bereits zerstört. Rund 10 000 Kurden flüchteten in den vergangenen Wochen in den Nordirak. 24 Personen verschwanden laut Amnesty International seit Jahresbeginn unter Umständen, die auf staatliche Verwicklung schliessen lassen. In den meisten Fällen wurden später die Leichen gefunden, so jüngst auch jene

von drei reichen kurdischen Geschäftsleuten in Istanbul.

Zugleich raubt der Staat den Kurden auch jede Chance, auf demokratische Weise zu agieren. Er verbot die bisher im Parlament vertretene kurdische Demokratie-Partei (DEP). Sechs ihrer Abgeordneten droht wegen «Separatismus» sogar die Todesstrafe. 80 Intellektuelle sitzen gegenwärtig wegen ihrer Meinung im Gefängnis. Die Missachtung der Menschenrechte nimmt derartige Formen an, dass sich gar EU-Botschafter Michael Lake mit Kritik nicht mehr zurückhalten kann. Diese Politik der Türkei, warnte Lake kürzlich, könnte den für 1995 geplanten Anschluss Ankaras an die europäische Zollunion blockieren. Doch die Mahnungen aus Europa verfehlen ihre Wirkung, steigern noch den stetig stärker werdenden türkischen Nationalismus, der sich auch im Volk bedrohlich gegen die Kurden zu richten beginnt.

In Zeiten schwerer Krisen konzentriert sich das Interesse der Öffentlichkeit auf das Militär, den Hüter des atatürkischen Erbes. Werden die Offiziere wieder – wie schon dreimal – eingreifen? «Die Streitkräfte glauben an Demokratie», beschwichtigt ihr Oberkommandierender, General Dogan Güres. In Wahrheit freilich handeln sie oh-

nedies bereits voll nach ihrem Willen. Ciller, führungsschwach und von allen Seiten bedrängt, hat sich in ihre Arme geworfen und lässt ihnen – insbesondere in der Auseinandersetzung mit den Kurden – völlig freie Hand. Dafür stützt sie General Güres in einem Masse, dass die Regierungschefin heute seinen längst überfälligen Abgang in die Pension nach Kräften hinauszuzögern versucht. Sie provoziert damit einen schweren Konflikt mit Präsident Demirel, der in dieser «unheiligen Allianz» eine ernste Gefahr für die Demokratie erblickt. Ihr einstiger «politischer Vater» gab seine Zurückhaltung auf, spricht nun offen von «Missmanagement», das das Land einer gefährlichen Entwicklung zutreibt, soziale und schliesslich politische Turbulenzen heraufzubeschwören drohe. Und er stellt unmissverständlich klar: Jene, die es nicht schafften, das Land zu führen, sollten zurücktreten. Das Parlament und vor allem die DYP sollten eine Lösung finden. Doch das ist gar nicht so einfach. Innerhalb der DYP versucht sich die Opposition gegen Ciller zu formieren, doch sie ist schlecht organisiert und uneinig. Und sie hat vor allem keinen überzeugenden Führer zu bieten, keine überzeugende Alternative zu der «Lady mit dem eisernen Lächeln». Die Schwäche der anderen ist Cillers grösste – ja vielleicht ihre einzige – Stärke. □

turkish daily news

Thursday, June 30, 1994

Ankara raps Council of Europe for 'distortion'

Turkish Daily News

ANKARA- A day before the Council of Europe Parliamentary Assembly takes up the closure of the Democracy Party (DEP) as an "emergency item," Turkey accused "certain groups within the Council" of distorting facts to serve political desires. "Turkey is a state of law. Until any constitutional change, the articles of our Constitution should be adhered to meticulously. Some circles are trying to distort objective facts for political purposes," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said in his weekly briefing Wednesday.

Asked whether he thought Ankara sounded convincing in invoking constitutional articles for the closure of a political party and stripping deputies of political immunity, Ataman said: "We expect our European allies to understand our concerns and arguments."

He added that the draft prepared by a Council of Europe rapporteur contained no language for "freezing the membership of Turkey in the Council of Europe."

However, the draft, which is prepared by the Council's Law and Human Rights Committee, does endorse sending a delegation to Turkey to discuss with Turkish officials what it calls "a situation in conflict with the basic principles of the Council of Europe."

Turkish Deputy Prime Minister Murat Karayalçın said Turkey could not allow the exerting of pressure through

an envoy. "It is impossible for me, as the deputy prime minister, to accept any threat to Turkey. I strongly react to sending someone to Turkey to start a period of interrogation and blackmail," Karayalçın told reporters on his way from Brussels. But the Turkish deputies who are to participate in the General Assembly of the Council of Europe are expected to argue for a modification of the draft when it is discussed today. They have already prevented the legal committee proposal to grant a hearing to DEP deputies.

Hearing the intention of Turkey rapporteur Eric Jurgens to invite the former DEP deputies to the special session of the Legal Committee, the Turkish Commission headed by True Path Party (DYP) Deputy Sait Kemal Mimaroglu, Social Democrat People's Party (SHP) Honorary Chairman Erdal İnönü and Motherland Party (ANAP) Deputy Engin Güner visited Council of Europe Parliamentary Assembly Chairman Miguel Angel Martinez.

After the Spanish deputy promised to support the Turkish case, SHP Deputy Mümtaz Soysal said that holding a hearing for the former DEP deputies at the special session of the Legal Committee was unacceptable. A middle way was reached when they decided, upon Jurgens' urging, to hear the former DEP deputies in an unofficial session.

US senator urges Turks to hold Turkish-Kurdish conference

Offers an eight-step 'political program'

Turkish Daily News

WASHINGTON- U.S. Senator from Arizona Dennis DeConcini railed at Turkey's decision to close down the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). He said that his "concern and frustration reached new heights" after the Turkish Constitutional Court banned the DEP on June 16 "and kicked 13 DEP members out of Parliament because of the statements they made."

DeConcini mentioned the possibility of holding a by-election within three months "if the four Kurdish deputies who resigned from the DEP before legal action was taken should leave Parliament." If such by-elections do take place, DeConcini, who is also the co-chairman of the Conference for Security and Cooperation in Europe (CSCE), suggested that "(the U.S.) Government and the many nongovernmental election monitors, should be prepared to send observers to ensure that international standards are met." DeConcini has previously raised the possibility of sending CSCE observers to monitor human rights violations in the Southeast in an editorial he published back in April in *The Washington Times*.

He said that in the upcoming meetings of the CSCE he will "press for official CSCE missions to be sent to Turkey to monitor the deteriorating rights situation."

"What kind of a democracy finds its own legislators either in prison or fleeing arrest to seek political asylum?" he asked. The Arizona senator underlined the dangers involved in the arrest of DEP deputies. "By criminalizing even moderate expressions of Kurdish discontent, the government stifles legitimate discourse within a democratic framework and denies its citizenry an outlet through which to legally articulate their frustration ... In the interests of peace and stability, I appeal to Turkey's civilian and military leaders to reconsider increasingly intolerant and unproductive policies toward Turkey's Kurdish citizenry."

DeConcini warned that "despite a confluence of foreign policy interests with our government on numerous issues, Turkey's deteriorating human rights situation makes it increasingly difficult to support a leading role for Turkey in regional political undertakings."

DeConcini said that "a key element of any political approach must be official willingness to distinguish between PKK terrorism and nonviolent expression promoting rights for Turkey's Kurdish citizens."

Official conference on Turkish-Kurdish relations

Not content with a general critique of human rights violations, DeConcini said, "A bilateral cease-fire could be a first step toward establishing a political dialogue, not with the PKK, but with moderate Kurdish elements." Within such a climate of cease-fire, he urged the Turkish government to take the following eight steps:

1) Convene an official, high profile conference examining all aspects of Turkish-Kurdish relations

2) Allow all nonviolent political parties to participate in political life

3) Abolish all restrictions on free expression including those stated in the antiterrorism law

4) Repeal the state of emergency

5) Dismantle the village guard system

6) Remove all restrictions on Kurdish linguistic and cultural expression

7) Lift constraints on the dissemination of Kurdish language television and radio broadcasts, print, music, and other mediums

8) Develop a government-sponsored Institute of Kurdish Studies and allow schools to offer instruction in Kurdish.

"I sincerely hope Turkey's government will seek to protect free speech and pursue nonmilitary approaches to the Kurdish dilemma to avoid plunging the nation into further turmoil," he concluded.

Former DEP chairman sentenced to 4 years

Turkish Daily News

ANKARA- Yaşar Kaya, former chairman of the Democracy Party (DEP), has been sentenced to four years in prison and fined TL 500 million by the Ankara State Security Court (DGM) for his comments that resulted in the closure of his party. Moreover, the Ankara DGM passed a death sentence on Selmani Özcan, who was tried on charges of outlawed Revolutionary Left (DEV-SOL) organization membership and manslaughter.

Kaya was tried in his absence and was sentenced under Article 8/1 of the Anti-Terrorism Law.

There was criticism of the fact that the Constitutional Court had not waited for a judgement in the Kaya case before closing the DEP.

Legal experts underlined that the Constitutional Court had accepted Kaya's remarks as criminal and as a reason for closing the DEP without first waiting for the DGM's judgement on the criminality of Kaya's words. In both cases, the condemnation of thought and the closure of the party because of its thoughts are totally unlawful, some said.

Özcan was sentenced under Article 146/1 of the Turkish Criminal Code, having been charged with wounding a police officer, killing a taxi driver and being a member of DEV-SOL.

Kurdish migrants living in squalor near Ankara

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- Violent conditions that have dominated the eastern and southeastern regions of Anatolia for the past several years have led to the migration of villagers seeking safer ground in the western portion of the country.

One of the areas being settled is Beypazarı, a district located 105 kilometers outside of Ankara where approximately 50 families from the Mardin area are struggling to survive under harsh conditions in tents constructed from plastic and wood pieces.

Because of the poor living standards, the population in the district is constantly in flux. Since the first families arrived five years ago, the municipality has failed to provide the Kurdish immigrants with anything but electricity.

Together with a delegation consisting of representatives from the privately-run Turkish Human Rights Association (HRA) and the Tum Saglik Union, we visited the settlement that is identified as Camp Zeli by the local resident of Baypazarı.

First, we were invited to see the "best" dwelling in the camp. The hut, identified as the "village mansion," was considered to be the most luxurious shelter in the whole settlement. The settlers, consisting primarily of shoddily clothed women and children, seemed unaffected by the surrounding dirt and filth.

The Kurdish families living in Camp Zeli had migrated mainly from the villages of Yukariocak, Aşağıocak, Kuri, Karalan and Işıkya in Mardin's Mazıdağı district. A few families from Urfa were also living in the makeshift village.

Since the first group from Mardin arrived in 1989, the population of the camp has grown to about 350 people, but exact figures are not available. Each family is estimated to have an average of five children, with some having up to ten. After drinking tea on the terrace of the so-called luxurious mansion, the conversation turned to the living conditions in the village. Although our hosts were initially hesitant to discuss this subject, one elderly man, speaking in a loud voice, said quite bluntly in Kurdish: "The resources for subsistence do not exist in this village. Blood is being shed and I want to leave, but to where? ... I heard that three days ago they (village guards operating under government authority) burned down my village. There, we had land and vineyards; here, we have nothing but difficulties."

These remarks encouraged others to participate in the discussion, during which they mentioned that the police had visited them before our arrival, warning them to keep quiet. Following the conversation, the police arrived in order to inspect our identification cards. They left after being given a list of delegation members from HRA lawyer Göksel Arslan. During the conversations, it appeared evident that the young people preferred that the older villagers tell their stories. Apparently, the settlers opted to leave their villages in the Southeast rather than be forced to

support either side in the bloody conflict. According to the migrants, they would either be forced to become village guards by the Gendarmerie or PKK supporters by local guerrillas.

Today, it seems as though they have lost all hope of returning to their homes. Almost all of them prefer to suffer in their current conditions rather than go back. "We may be starving here, but at least we don't have to worry about our lives," said one camp resident.

Another elderly man, pointing to the decrepit huts around him, said angrily: "Did you ever see Turks living in tents like these? They say that there are many Kurds living in similar conditions. We want this to end so that we can return to our villages." Others sitting nearby voiced agreement with his remarks.

Referring to the way in which officials have responded to their problems, one man said that the local mayor used to visit the village, but does not anymore. "He brought us electricity and provided us with a water source, but that is not enough. We need housing as well, but the locals find our existence here threatening."

Because of the controversy that surrounds their presence in the area, the Beypazarı Kurds have been used as political tools. During the March 27 local elections, the Nationalist Movement Party (MHP) candidate tried to generate support by portraying the Kurdish migrants as PKK supporters and promising to evict them from the region.

However, the Motherland Party's (ANAP) candidate ended up winning the election by promising to provide the settlers with housing.

Deputy Mayor İbrahim Demir, on the other hand, claimed to have no information on the inhabitants of the camp and but added that the municipality sent clean water to the camp to protect the Beypazarı locals from the spread of diseases.

According to municipal police, the villagers "come and buy German marks, which they collect and send to the PKK. How could a person who is supposedly earning TL 80,000 a day collect enough money to buy marks?"

The Kurdish villagers respond by saying that they earn extra money by working on farms, although their wages are lower than those of Turkish farm workers. In fact, they claim that their camp has been tolerated by officials for the past five years only because of the cheap labor they provide.

Fifty-two-year-old Ramazan Abay, who looks more like 80 or 85, says, "Harsh condition have caused me to age quickly, but we still thank God that we are alive." Rahime, a 60-year-old woman, expresses more bitter sentiments saying: "Why do you need my name? We are hungry and sick. My husband died 15 years ago. It doesn't matter if one has a name or if one owns nothing." Meanwhile, the children complain of social isolation and verbal abuse by classmates who tell them, "You are Kurds." However, they add that they are protected by their teachers. The health representatives in the delegation stated that the living conditions did not appear to be hygienic, but added that they would first have to test the water. Apparently, the Kurdish villagers in need of medical care are unable to receive treatment from the nearby



A child of Kurdish migrants from Mardin who are living in poverty.

hospital due to their financial situations. Furthermore, no doctor had visited the camp until now, although a diarrhoea outbreak has been threatening the children of the village. In addition to medical care, the migrants stressed their need for housing to improve their standard of living. "The land we are living on, which belongs to the Treasury, should be given to us so that we can construct permanent housing."

The delegation also heard complaints concerning poor treatment by local government officials. "We should be treated as normal citizens. We have been living here for five years and still no government official has come to us to ask us if we need anything," one resident said.

"They should treat us like human beings. We want to live and work here."

However, we are also prepared to return to our villages if the problem in the region is solved and the pressure from the village guards is lifted," another frustrated Kurdish migrant added.

The settlers from the Southeast have not been completely disregarded by the government, as they have been conveniently placed in between three hills, permitting easy control of the village. Moreover, the military does not forget to recruit the young men of the camp for their military service when the time comes. "The only thing they have not been able to do is collect taxes."

But when the circumstances will be right, they will do that too," says one old man wryly.

A full report prepared by the delegation will be sent to the relevant government offices.

The Kurdish villagers respond by saying that they earn extra money by working on farms, although their wages are lower than those of Turkish farm workers. In fact, they claim that their camp has been tolerated by officials for the past five years only because of the cheap labor they provide.

مخيم لأكراد نزحوا من تركيا

بدء فصل القوات في كردستان العراق
واستمرار الجهود لتطبيع الأوضاع

□ لندن -

من كامران قره داغي:

■ واصلت هيئة مشتركة شكلها الحزبان الكردبان الرئيسيان، الاتحاد الوطني الكردستاني والديموقراطي الكردستاني، والمؤتمر الوطني العراقي الموحد، والجهة الكردستانية اعمالها في اطار «غرفة العمليات» في مقر المؤتمر لتطبيع الأوضاع في شمال العراق، بعدما توقف القتال يوم الجمعة الماضي.

وأكدت مصادر كردية لـ «الحياة» امس بدء عملية فصل القوات بين مقاتلي الحزبين، وانها استكملت عصر اول من امس في محور واحد، على طريق اربيل - كويسنجق، البلدة التي وقع قتال في محيطها الخميس الماضي.

في غضون ذلك أكدت الامم المتحدة ان اجراءات تتخذ لإقامة مخيم قرب زاخو في شمال العراق لا يواء أكثر من 4٦٠٠ كردي نزحوا من جنوب شرقي تركيا فرارا من العمليات العسكرية التي ينفذها الجيش التركي ضد مقاتلي حزب العمال الكردستاني.

ويصن اتفاق وقعه الاتحاد الوطني والديموقراطي الكردستاني والمؤتمر اثر اجتماع عقد ليل الجمعة - السبت على وقف النار وفصل القوات في محافظة اربيل، وانسحابها الى مواقعها السابقة وتشكيل غرفة عمليات تشرف على تنفيذ الاتفاق.

وباشرت غرفة العمليات اعمالها اول من امس، وتتألف من السادة مسعود بارزاني رئيس الحزب الديموقراطي الكردستاني واللواء حسن النقيب وكلاهما عضو في الهيئة الرئاسية للمؤتمر، وأحمد الحلبي رئيس المجلس التنفيذي للمؤتمر الذي أثمرت جهوده في تحقيق الاتفاق، وكوسرت رسول رئيس حكومة اقليم كردستان العراق عضو المكتب السياسي للاتحاد الوطني، وعبد الخالق زنكة عضو

القيادة السياسية للجهة الكردستانية، وأعضاء آخرين من المكتبين السياسيين للحزبين الرئيسيين حسب الحاجة اليهم.

وكان زعماء الحزبين اهربوا عن تقاؤل حذر بعد اجتماع استغرق ست ساعات في بلدة صلاح الدين. ونقلت وكالة «رويتر» عن بارزاني قوله اثر الاجتماع: «أمل بان ينجح (الاتفاق) لنرى». ويعتقد ان نحو ٣٠٠ شخص قتلوا منذ بدا الحزبان الكرديين اقتتالهما في الاول من الشهر الجاري. وعلمت «الحياة» ان غرفة العمليات عقدت اول اجتماع لها اول من امس بمشاركة جميع اعضائها، وقررت اجراءات لتطبيع الأوضاع، في مقدمها تشكيل لجنة قيادية لتهدئة محور شقلاوة شمال شرقي اربيل تمهيدا لفصل القوات وانسحابها، ولجنة اخرى محور ديكه له (كويسنجق جنوب شرقي اربيل). وتقرر ان يعيد مقاتلو الحزبين ١٣ نقطة سيطرة في محافظتي اربيل (عاصمة الاقليم) ودهوك (شمال غربي الاقليم) الى القوات التابعة للمؤتمر الوطني، كان المقاتلون استعدادها اثر تجدد القتال.

وقررت غرفة العمليات ازالة كل نقاط السيطرة التي اقامها الحزبان في كل المحاور.

اكراد تركيا

على صعيد اخر (رويتر) قال مسؤول في الامم المتحدة امس ان اكثر من 4٦٠٠ كردي تركي لجأوا الى شمال العراق هربا من الهجمات العسكرية التركية. وأوضح المسؤول، الذي يعمل في المفوضية العليا لشؤون اللاجئين التابعة للامم المتحدة في بلدة زاخو الحدودية، ان المفوضية تساعد 4٦٣٧ شخصاً بينهم ٢٦٣٨ طفلاً كانوا عبروا الجبال فرارا من الحرب التي تشنها تركيا على حزب العمال الكردستاني الذي يدعو الى اقامة دولة كردية مستقلة.

وفي بحري شمال زاخو كانت عائلات كردية وصلت في الفترة الاخيرة تسوي الارض لنصب خيم. وقال رمضان وهو من قرية أكدمان جنوب شرقي تركيا التي اصبحت مهجورة: «كان يفترض ان نستقبل العيد بالفرح لا بالدموع». ويقول اللاجئين ان قراهم ومعظمها قرب الحدود دمرت في

الهجمات الجوية التركية أو تعرضت لقصف مستمر. وعرض شاب اسمه هاشم صوراً لأحدى القرى المدمرة في غارة قال ان اربع طائرات حربية تركية شنتها في ٢٦ آذار (مارس) الماضي. وتنفى تركيا انها تدمر القرى الكردية أو تخليها من سكانها لمعاقبتهم على ابواء ثوار حزب العمال، أو رفض الانضمام الى ميليشيا كردية موالية للتركيا. وذكر احد اللاجئين واسمه أحمد (4٥ عاماً) انهم يريدون الحصول على حق اللجوء السياسي. وأضاف: «نريد العودة الى ديارنا لكننا لن نستطيع الا اذا ضمنت قوة سلام تابعة للامم المتحدة سلامتنا كما في الحال في شمال العراق».

وأكد المسؤول الذي طلب عدم نشر اسمه ان اللاجئين سينقلون قريباً الى مخيم على مسافة ٥٠ كيلومتراً من زاخو حيث يكونون في منأى عن الهجمات التركية. وتابع ان «بعضهم يحمل بنادق ولكن سينزع سلاحهم في المخيم الجديد حيث ستتولى السلطات المحلية (في كردستان العراق) حمايتهم».

تقرير لوكالة فرانس برس عن القتال بين حزبي بارزاني وطالباني

معارك أكراد العراق شطرت كردستان منطقتين

العراق.

والبندان الآخران في الاتفاق ينص احدهما على ان يشرف المؤتمر على اطلاق جميع الاسرى من الجانبين. وقال مكبة ان الحزب الديموقراطي فقط قدم لألثة تضم ٩٧ اسماً. ويدعو البند الأخير الجانبين الى احترام اتفاق ابرم في ١٤ ايار (مايو) وظل حبراً على ورق. وقضى خصوصاً بإعادة المقار التي استولى عليها كل جانب من الطرفين الأخر.

وأكد مسؤول في الحزب الديموقراطي الكردستاني لـ «فرانس برس» ان حزبه لم يهاجم مقر الاتحاد الوطني في محافظة دهوك «واكتفينا بمحاصرتها لإرغام من فيها على تسليم اسراهم من دون مواجهة».

وأشار الناطق باسم الاتحاد محمد توفيق الى ان رجال حزبه «اضطروا الى احتلال، مقر الحزب الديموقراطي في السليمانية بعدما تعرضت كل مكاتب الاتحاد لهجمات، من قبل مقاتلي الديموقراطي في دهوك.

الاتحاد الوطني على جنوب شرقي المنطقة خصوصاً محافظة السليمانية. اما المنطقة الوسطى محافظة اربيل فيتقاسمها الحزبان مع «المؤتمر الوطني» (مقره في مدينة صلاح الدين).

وينص احد بنود الاتفاق، وهو البند الوحيد المطبق حتى الآن، على تركز عناصر مسلحة تابعة مباشرة للمؤتمر على الحواجز العسكرية في المنطقة الوسطى، إضافة الى عدد متساو من العناصر غير المسلحة من الحزبين المتنازعين وعناصر مسلحة من «البشمركة» تابعة لتنظيمات كردية أخرى. وقال لوكالة «فرانس برس» مقاتل يحمل شارة المؤتمر على واحد من تلك الحواجز بين اربيل وصلاح الدين انه ليس كردياً بل عربي. وذكر كنعان مكبة المسؤول في المؤتمر انه تم اختيار المقاتلين المنتشرين على الحواجز من عناصر وحدة جندت خلال الستين الاخيرتين، تتألف خصوصاً من شيعة من جنوب

■ صلاح الدين (شمال العراق) - ا ف ب - أدت المعارك بين الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) والحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) في المناطق الكردية شمال العراق الى انقسام كردستان العراق منطقتين متنازعتين.

وتحدثت مصادر المتنازعين عن سقوط أكثر من مئة قتيل في المواجهات التي استمرت اياماً بين الحزب الديموقراطي والاتحاد الوطني الحزبين الكرديين الرئيسيين المتحالفين في مواجهة نظام الرئيس صدام حسين. وذكرت مصادر الاتحاد ان مشادة فردية كانت السبب المباشر في اندلاع المعارك. واثرت هذه المعارك التي توقفت بعد التوصل الى اتفاق يوم الاحد الماضي برعاية المؤتمر الوطني العراقي، بات الحزب الديموقراطي يسيطر على شمال غربي المنطقة الكردية وخصوصاً محافظة دهوك في حين يسيطر

بارزاني يدعو الى وقف النار والحوار بعد تجدد القتال في شمال العراق

وحذرت الامم المتحدة الحزبين
الكرديين الكبارين هذا الاسبوع من
مغبة الاقتتال، وشددت على انها قد
تعيد النظر في المساعدة الدولية التي
تقدم لكردستان العراق اذا استمر
النزاع.

ونقلت وكالة «رويتر» عن مسؤول
في الامم المتحدة في المنطقة ان ما بين
١٥ و ٢٠ من موظفيها موجودون داخل
بلدة شقلاوة ولكن لا خطر عليهم لان
القتال يجري في المرتفعات خارجها،
حيث تحاول قوات الحزب
الديموقراطي الكردستاني اخراج
قوات الاتحاد الوطني الكردستاني من
المواقع التي استعادتها الاخيرة من
المؤتمر الوطني. و اضاف ان الاتصال
معهم مستمر عبر اجهزة الراديو.

وقال مسؤولون في حزب بارزاني
لوكالة «رويتر» ان قواته تهاجم
عملياً قوات طالباني في محيط
شقلاوة. ووضح احداهم: «اننا لا
نقصف البلدة ولا ننوي ان ندخلها او
نعرض المدنيين للخطر او نريق
الدماء. نريد حلاً سلمياً».

وكانت قيادات الحزبين والمؤتمر
عقدت الاربعة اجتماعاً استغرق بضع
ساعات واتفقت على ان يوجه بارزاني
بعد ظهر الخميس نداء عبر
التلفزيون، ولكنه غير رايه بعدما
تجدد القتال في الساعة الخامسة
صباحاً واكتفى ببث نداء مكتوب.

كويسنج وخف كثيراً قرب شقلاوة
بحلول الصباح.

واتهم مسؤولون في المؤتمر
لوطني في صلاح الدين الاتحاد
الوطني الكردستاني بانتهاك وقف

اطلاق النار. وقال احد عناصر
المؤتمر، احمد محمد الناصري وهو
شيعي من الناصرية في جنوب
العراق، ان «مقاتلي الاتحاد الوطني
الكردستاني استولوا بالقوة في ساعة
مبكرة من صباح الخميس على مركز
المراقبة الذي اقامه المؤتمر قرب
صلاح الدين. و اضاف: «وعلى الاثر
سنت قوات الحزب الديموقراطي
الكردستاني هجوماً مضاداً
لاستعادته».

وينص الاتفاق بين الحزبين على
ان تتمركز عناصر تابعة للمؤتمر،
بينها مسلحون ينتمون الى احزاب
كردستانية صغيرة ليست ممثلة في
برلمان الاقليم، في مراكز للمراقبة على
الطرق في محافظة اربيل (وسط
كردستان العراق).

■ لندن، صلاح الدين، شقلاوة -
«الحياة»، ا ف ب - دعا زعيم الحزب
الديموقراطي الكردستاني السيد
مسعود بارزاني ليل الخميس -
الجمعة الى وقف النار في القتال الذي
كان تجدد بين حزبه والاتحاد الوطني
الكردستاني بزعامة السيد جلال
طالباني الموجود حالياً في دمشق.
وشدد بارزاني على ضرورة خلق جو
ملائم للحوار بين كافة الاطراف بهدف
التطبيع الشامل للاوضاع في المنطقة.
وجرت المعارك قرب بلدة
كويسنج الواقعة على بعد ٥٠ كلم
شرق اربيل على طريق السليمانية،
وفي منطقة تقع بين شقلاوة وصلاح
الدين التي تضم مقرري بارزاني
والمكتب السياسي لحزبه.

واكد مسؤولون اكراد ان معارك
عنيفة تجددت مساء الاربعة ويوم
الخميس في انتهاك لاتفاق وقف النار
الذي عقد في الثامن من الشهر الجاري
وقسمه الحزبان والمؤتمر الوطني
العراقي الذي كلف الاشراف على
تنفيذه. وعلم ان القتال توقف في

تحدد الاشتباكات في شمال العراق واتهامات متبادلة

طالباني لـ «الحياة»: «الحرس الثوري» يساند قوات بارزاني و«حزب الله»

□ لندن - من زهير قصبياطي:

الى ذلك اتهم طالباني حزب بارزاني بـ «منع نقل المواد
الغذائية والطبية من زاخو الى اربيل والسليمانية
وكركوك». وذكر انه وجه «نداء الى بارزاني لمنع خرق اتفاق»
وقف النار.

يذكر ان القتال بين الحزبين الكرديين اندلع في ١ ايار
(مايو) الجاري، وذكرت قيادات كردية ان شرارته الاولى
كانت «مزاعاً على قطعة ارض».

في السياق ذاته نفى ممثل الادارة الكردية في بريطانيا
عضو المكتب السياسي للحزب الديموقراطي السيد هوشيار
زيباري «ان يكون الحرس الثوري تغلغل في كردستان
العراق». وابلغ زيباري «الحياة» امس في اتصال هاتفني من
واشنطن ان «الهدف من ربط ايران والحركات الاسلامية
بالموضوع (القتال) هو ذر الرماد في العيون». وقال:
«نتحدى الاتحاد الوطني ان يظهر عناصر من الحرس
الثوري ذكر انهم وقعوا في الاسر». ووصف المخاوف من
اعتداء على طالباني بانها «اوهام لا تبرر تاخير عودته، الى
شمال العراق». واكد ان بارزاني «اتصل هاتفياً بطالباني
ويعتبر برسانل لاستعجال عودته واعطاء ضمانات بسلامة
العودة بأي طريق يريد، لكنه (طالباني) يغير رايه
باستمرار».

وفي لندن قال ناطق باسم الحزب الديموقراطي
لـ «الحياة» امس ان اتفاق وقف النار «قضى بانسحاب
قوات الحزب من مناطق سفين وهيران والمرتفعات المظلة
على شقلاوة، وازاد الاتحاد استرجاع هذه المواقع بالقوة
ليل الثلاثاء - الاربعة». واتهم حزب طالباني بخرق الاتفاق،
مشيراً الى «تطويق مناوشات وقعت جنوب اربيل على
طريق كركوك اول من امس». ورفض اتهامات بالتعاون مع
الحركة الاسلامية، لافتاً الى ان «الخلاف بين الاتحاد
والاسلاميين قديم، اما ان يستغلوا القتال فهذا لا علاقة لنا
به». واتهمت مصادر الاتحاد «منظرين في الحركة خارج
سيطرة مرشداه عثمان عبدالعزيز باستغلال الاقتتال».

واشار الى ان «التدخل الايراني» في القتال في المناطق
الحدودية العراقية - الايرانية «مات واضحاً». وطلبنا من
السلطات في طهران التوقف عن دفع جماعات الى داخل
مناطقنا، ولكن من دون جدوى».

وتحدث عن تصفية اسرى من مقاتلي الاتحاد الوطني
وقال: «قتل عضو في اللجنة القيادية للاتحاد مع ستة من
رفاقه وقعوا في الاسر في منطقة حاجي عمران». وقتل امام
مراى من الناس امر لواء قوات البيشمركة الموحدة في
منطقة عقرة بعد اسره. كما قطعوا اذان اسرى وجدهوا
التوفهم ولدينا اشربة تشتت ذلك». واعرب عن امله بان
«تغلب الحكمة على التعصب، وان ينفذ الاتفاق الذي
يشرف عليه المؤتمر الوطني العراقي بسرعة ليستتب
السلام وتعود الاخوة». واعرب عن ثقته بان بارزاني «يبدل
جهداً لانهاء الاقتتال الاخوي الذي نعتبره ضربة موجعة
للتجربة الديموقراطية الكردية، في شمال العراق».

واكد انه يريد العودة بسرعة الى المنطقة وسيستب
طريق يمكن ان يسلكه للمساهمة في الحل السياسي.
وكانت مصادر الاتحاد الوطني ابلغت «الحياة» ان طالباني
طلب من السلطات التركية تأمين طائرة هليكوبتر لنقله جواً
في طريق العودة، فيما عزا مصدر في المؤتمر الوطني
تاخير عودته الى مخاوف جديدة من احتمال تعرضه لاعتداء
«ما قد يتسبب في مجازر» في شمال العراق وسط الاجواء
المتوترة.

تجددت الاشتباكات في شمال العراق، وقال السيد
جلال طالباني الأمين العام للاتحاد الوطني الكردستاني
لـ «الحياة» ان «الحرس الثوري الإيراني يساند بالقصف
المدفعي والصاروخي الحزب الديموقراطي الكردستاني
والحركة الاسلامية وحزب الله الثوري الذي يقوده ادهم
بارزاني». واكد في اتصال هاتفني اجرتة معه «الحياة» في
مقر اقامته في دمشق ان تركيا فتحت الحدود بين زاخو
ونقطة فايدة والموصل وان كميات ضخمة من النفط
العراقي تُنقل الى تركيا خرقاً للقرارات الدولية، الخاصة
بالحظر على العراق.

ورفض ناطق باسم الحزب الديموقراطي الكردستاني
(بزعامة السيد مسعود بارزاني) اتهام الحزب بالتحالف
ضمناً مع الحركة الاسلامية، واتهم قوات حزب طالباني
بشن «ثلاث هجمات على مواقع الديموقراطي ليل الثلاثاء -
الاربعة وخرق اتفاق وقف النار» الموقع بين حزبي طالباني
وبارزاني.

وقال طالباني ان «الحزب الديموقراطي خرق الاتفاق،
وتعرضت منطقة هاشو في قلعة نزة (شمال العراق) لهجوم
من منطقة سيردشت الإيرانية الاربعة بمشاركة الحزب
والحركة الاسلامية وحزب الله الثوري» وقدم «الحرس
الثوري» الدعم المدفعي والصاروخي. و زاد ان قوات
الديموقراطي «سنت الاثنان الماضي هجوماً في منطقة
الجبل الأحمر وكلاو قاسم وبني هريس، ورد الهجوم».

AL HAYAT - 31 MAY 1994

قتال في أربيل واجتماع بلا نتائج بين حزبي بارزاني وطالباني قصف منازل وزراء أكراد والأمم المتحدة تلوح بسحب الحرس

□ لندن - من زهير قصبياكي؛

■ نخل القتال في شمال العراق بين حزبي جلال طالباني ومسعود بارزاني مرحلة جديدة، ولوحث الأمم المتحدة بسحب الحرس الدولي ووقف برامج الأعداء في مناطق الأكراد، في حين أكد الحزب الديموقراطي الكردستاني، الذي ينزعمه بارزاني، أن مقاتلين تابعين للاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه طالباني) قصفوا منازل وزراء في الحكومة الكردية في أربيل محسوسين على الحرب.

في الوقت ذاته أكد الاتحاد ان مقاتلي الديموقراطي قصفوا بقذائف منزل ووزارة اسباحة كافيًا فتاح، الموالية لحزب طالباني. ويعتقد ان الاشتباكات خلال الفترة الأخيرة اسفرت عن مقتل هيات، وأعلن منسق

نشطات الأمم المتحدة في العراق محمد زنجاري ان ٢٠ - ٢٥ ألف كردي نزحوا من محافظة السليمانية بسبب القتال.

وقالت مصادر الديموقراطي لـ «الصحافة» ان «منازل الوزراء في أربيل تعرضت في الساعة السادسة مساءً الأحد لقذائف آر. بي. جي واستمرت الاشتباكات حتى الساعة الواحدة بعد منتصف ليل الأحد - الإثنين». وحذرت من ان نقل القتال الى المدن هو بمثابة كارثة.

اجتماع عقد أمس في سيلوبي في تركيا، حضره ممثلون عن الحزبين الاثنا عشر للأنباء، التركية ان التوتير في شمال العراق حال دون وصول بارزاني الى سيلوبي. علماً ان طالباني ما زال في دمشق. وكان قطع

جولة اوروبية بسبب الاقتتال الكردي. ونقلت وكالة الاناضول عن الناطق باسم وزارة الخارجية التركية فرهاد انايمان ان «الطرفين استجابا دعوتنا لانهاء النزاع عبر محادثات». وذكر ان ضباطا تركا حضروا الاجتماع، فيما نقلت وكالة «رويتر» عن مصادر رسمية في سيلوبي ان المحادثات اسفرت عن اتفاق.

وبلغ ناطق باسم الحزب الديموقراطي الكردستاني «الحياة» في اتصال هاتفى من صلاح الدين ان الجانب التركي عرض وساطته لحل الأزمة باعتبار ان القتال لا يهدد التجربة الديموقراطية في كردستان العراق فحسب. بل كذلك يهدد السلام والأمن في المنطقة». وزاد ان «الاجتماع الذي استغرق ساعات سادته أجواء

(٤) التمه في الصفحة

اجابية، وركز على النزاع منطوقاً الى قضايا عديدة في المنطقة، واستدرك قائلاً انه لم يتم التوصل الى أي اتفاق على نقاط محددة.

واقامت مصادر الحزب الديموقراطي ان محسن نزه في وسامي عبد الرحمن وينشرون بارزاني ملكوا الحزب في لقاء سيلوبي الذي حضره كمال فؤاد وسريشيل قران وعمر فتاح ممثلين للاتحاد الوطني الكردستاني. واتهمت المصادر ذاتها الاتحاد بـ «الفعال التصعيد العسكري لبل الأحد نتيجة الهزائم التي مني بها خلال الأيام الأخيرة». وتابعت ان «لا مصلحة للحزب الديموقراطي في التصعيد والحسم العسكري، وعلى الاتحاد ان يبدي جدية في التزام اتفاقيات وقف النار». ولفتت الى ان أربيل مقر «حكومة إقليم كردستان العراق» ظلت بعيدة عن دائرة الاقتتال الكردي طوال شهر «ونقل المعارك الى المدن سيكون كارثة».

والتهمت مصادر الاتحاد الحساد الديموقراطي بـ «قصف منزل وزيرة السياحة في أربيل، وشن حملة اعلامية على حزب طالباني ونقلت ان تكون القوات الاضداد قصفت منازل «وزراء» الديموقراطي، مشيرة الى ان معظمهم موجود في صلاح الدين. وشددت على ضرورة اجراء «حلول جديرة للمشاكل» والاتفاق على اسس يرتبط بعضها بالمصالح الكردية، وبعضها الآخر يكوننا جزءاً من المجتمع العراقي، ويتعاملنا مع الاحزاب في المعارضة العراقية».

وكانت تظاهرة نسائية انطلقت من السليمانية الى أربيل السبت الماضي للاعتصام في مبنى البرلمان الكردي الى ان يتوقف القتال الذي اندلع بداية ايار (مايو) الجاري. وأكدت القيادات الكردية ان شراره كانت نزعاً على اراض.

ووجهت مصادر قريبة من المجلس الرئاسي المنبثق عن المؤتمر الوطني العراقي الموحد، ان يكون اجتماع سيلوبي ثلثي ٣ مواضع: «القتال في شمال العراق، وقضية حزب العمال الكردستاني (المحظور في تركيا) وقضية اللاجئين الذين نزحوا اخيراً من تركيا الى مناطق الأكراد العراقيين».

ونكرت المصادر ذاتها ان «اجتماعاً عقد في صلاح الدين يوم السبت ضم ممثلين عن الحركة الاسلامية وعن الاتحاد الوطني الكردستاني برعاية عضو المجلس الرئاسي اللواء حسن النقيب». وتابعت ان «المجمعين يخطون في مسودة اتفاق وقف القتال بين الحركة والاتحاد، منكرة بان الحركة كانت خارج الاتفاق الأخير لوقف النار الذي أبرمه حزباً طالباني وبارزاني والمؤتمر الوطني».

وزادت ان «المؤتمر ليست لديه الامكانيات لضبط الوضع الأمني في شمال العراق». وفي بغداد (رويتر) أكد منسق نشاطات الأمم المتحدة «استئناف القتال في أربيل» واعتبر ذلك مؤشراً الى ان «التسوية ليست قريبة». وتابعت ان الحرس المنظمة الدولية ستعيد النظر في وجودها في شمال العراق اذا لم يتوقف القتال بين الاجراء.

AL HAYAT - 5 JUNE 1994

شدد لـ «الحياة» على ضرورة الحوار السياسي

بارزاني: نريد انتخابات
والغاء المناصفة مع طالباني

□ لندن - من زهير قصبياطي:

■ نفى زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني السيد مسعود بارزاني أي مشاركة إيرانية في القتال بين حزبه وحزب السيد جلال طالباني (الاتحاد الوطني الكردستاني) الذي استمر نحو شهر. وشهدت المناطق الكردية شمال العراق أمس انفراجاً اثر «مبادرة» جديدة أطلقها طالباني الذي عاد إلى أربيل من أجل تخفيف وقف النار. (راجع ص ٦)

وقال بارزاني رداً على أسئلة وجهتها إليه «الحياة» عشية عودة طالباني: «لدينا مستمسكات لا نريد كشفها الآن تؤيد فكرة الانقلاب العسكري من قبل الاتحاد الوطني». وشدد على أن مبدأ المناصفة بين الحزبين في الإدارة الكردية «تسبب في مشاكل كبيرة»، وأكد أن الحزب الديمقراطي كان طرح فكرة انتخابات جديدة جويته بـ «حملة إعلامية وتظاهرات وصلت إلى اعتداءات». وشدد على أهمية الحوار السياسي والغاء مبدأ المناصفة «عن طريق العودة إلى الشعب، من أجل إزالة «أحد عناصر التوتر». وهنا نص الأسئلة والأجوبة:

● ما هي مستجدات الوضع الأمني؟ هل توقفت الاشتباكات والمناوشات؟

- الوضع الأمني يسير نحو الانفراج. الجهود مستمرة لفصل القوات في كل المحاور. الجميع وبمشاركة المؤتمر الوطني العراقي والجيبة الكردستانية يبذلون جهوداً مشكورة لتثبيت وقف إطلاق النار وفصل القوات وترجمت هذه الجهود على الأرض إلى حد كبير.

● في رأيكم ما هي الوسيلة أو الحل

لتثبيت الوضع الأمني؟

- في تقديري إن الحل لتثبيت الوضع الأمني يكمن في الإيمان بالتعددية وبالسبل الديمقراطية والعودة إلى الشعب والحوار السياسي لاحتواء المشاكل، ولا أرى حلاً آخر وهذا ما نراه في كل النظم الديمقراطية. ويمكن الحل في الالتزام بقرارات غرفة العمليات وتنفيذها بحدية ومسؤولية.

● هل ترون فعلاً أن نزاعاً على أراضٍ هو سبب كافٍ لاندلاع القتال الذي تتضرر منه المنطقة؟

- كلا، الموضوع ليس قطعة أرض. الموضوع متصل بكيفية معالجة المشاكل وحسم الأمور السياسية، ويتصل أيضاً بتعبئة وتثقيف الكوادر، وبالهيمنة. في بداية الأزمة أرسلت برقية إلى مسؤول الاتحاد والحزب الديمقراطي في منطقة رانية وطلبت منهما التحرك كجهة واحدة لاحتواء المشكلة في قلعة نزة وحملتهما المسؤولية عن ذلك. وعكس توقعاتي أرسل مسؤول الاتحاد في رانية قوة عسكرية إلى قلعة نزة، واثناء وجود وفد حكومي من الطرفين في رانية تعرضت قواتنا هناك للاحتلال والنهب.

خلال ثلاثة أيام شمل القتال كل مناطق السليمانية وكركوك، ثم حرك الاتحاد قواته إلى منطقة أربيل مباشرة. لهذا نستطيع أن نستنتج أنه كانت هناك خطة مبيتة. لدينا مستمسكات. لا نريد الكشف عنها الآن تؤيد فكرة الانقلاب العسكري من قبل الاتحاد الوطني. وعلى رغم الظلم الذي وقع على قواتنا عقد اجتماع يوم ٥/٤ وتم تشكيل لجان قيادية لتطبيع الوضع في كل المناطق، لكن هذه اللجان لم تتقدم في عملها. بعد يوم ٥/٤ اضطررنا إلى اتخاذ حال الدفاع الإيجابي لوقف تجاوزات قوات الاتحاد الوطني.

● السيد جلال طالباني صرح إلى «الحياة» بأن عناصر من «الحرس الثوري» الإيراني ساندت بالقصف المدفعي مقاتلي الحزب الديمقراطي الكردستاني وحزب الله الثوري، ما تليقكم على هذا القول؟

- سمعنا هذا كثيراً وسمعنا أيضاً بأنه تم أسر عناصر من «الحرس الثوري» الإيراني، وطالبنا الاتحاد في حينه بعرض هؤلاء الأسرى على شاشات التلفزيون كي يكون الشعب الكردي على بيئة من الأمر. قرأنا تصريحات (تفيد) أن الاتحاد يتعرض إلى مؤامرة شاملة تشارك فيها إيران وتركيا وحزبنا والحركة الإسلامية في العراق، ثم قرأنا أن السيد جلال طالباني طلب من إيران دعوة كل من الاتحاد وحزبنا والحركة الإسلامية إلى طهران والقيام بدور الوساطة. وتصريحات أخرى. على كل حال لم أسمع ولم أرى مشاركة إيرانية في هذا النزاع.

● بدأ من تصريحات طالباني، وتأكيدات مصادر في المعارضة العراقية أنه يتخوف من اعتداء على موكبه في طريق عودته (من دمشق) إلى كردستان، وأن ذلك آخر عودته. هل تعتقدون أن هذه المخاوف جديّة؟

- منذ ثلاثة أسابيع، ونحن ننتظر عودة السيد طالباني ولا أرى أي مبرر لهذا التأخير. إن وجوده معنا سيساهم بالتأكيد في تسهيل عملية وقف إطلاق النار وحل الكثير من الأمور. جرت محاولات عدة لعودة السيد طالباني وجرى تظمينه برسالة خطية من قبلي والدكتور أحمد الجلبي (رئيس المجلس التنفيذي للمؤتمر الوطني) في ٥/١٤ إلى أن كل الاحتياطات ستخذ لتأمين سلامة عودته عن طريق الحدود السورية - العراقية.

السيد طالباني يطلب أن أتوجه إلى زاخو لاستقباله. ليس لدي مانع في ذلك

لكنني لا أستطيع ترك مقر عملي بسبب الأوضاع ومن أجل تثبيت عملية وقف إطلاق النار، وأخبرته أنني سأرسل وفداً عالي المستوى من المكتبين السياسيين لحزبنا والمؤتمر الوطني العراقي لاستقباله. المخاوف من اعتداء على موكبه في منطقة دهوك لا تستند إلى أية أسس مادية، والغدر ليس من شيمنا.

● الاتحاد الوطني الكردستاني ينتقد مبدأ المناصفة مع حزبكم (في الوظائف) ويعتبره أحد العوامل التي أبقّت الوضع متوتراً وتبقى كذلك؟

- مبدأ المناصفة في الإدارة تسبب في مشاكل كبيرة وشكل أحد عناصر التوتر. أجريت انتخابات في حينه ومن وجهة نظرنا أن الغاء هذا المبدأ يجب أن يجري بأسلوب ديمقراطي عن طريق العودة إلى الشعب. طرحنا هذه الفكرة قبل أشهر ووجدنا باحترام النتيجة مهما كانت. إن طرح فكرة إجراء انتخابات جديدة من قبلنا في الاجتماعات المشتركة جوبه بحملة إعلامية واسعة واستعدادات أخرى وتظاهرات وصلت إلى اعتداءات مباشرة. ومع كل ما جرى في حينه لم أكن أتوقع أن تصل الأمور إلى هذا المنحى الخطير وأن تجري الاستعانة بالقوة العسكرية لقلب موازين القوى.

● تركيا أعلنت أنها ترتب للقاء بينكم وبين طالباني. هل ترون أن هناك حاجة إلى هذه الوساطة؟

- طلبت جهات صديقة عديدة التوسط وقوم حزبنا إيجابياً المبادرة التركية وعقد اجتماع في سيلويي بين وفدين قياديين من حزبنا والاتحاد. اللقاء كان إيجابياً، ونحن نهتم بكل المبادرات التي تنصب في إطار احتواء الأزمة.

انفراج في اربيل بعد انسحابات للقوات والحركة الاسلامية تنفي مشاركتها في القتال

□ لندن - «الحياة»

■ أكد ناطق باسم الحزب الديمقراطي الكردستاني في لندن لـ «الحياة»، أن مدينة أربيل شهدت انفراجاً بعدما «استكملت عملية تطبيع الأوضاع في المدينة بنسبة ٨٠ في المئة، وتم سحب القوات (الكردية) من ١٥ موقعاً». وتوقع أن يعقد اجتماع لفرقة العمليات التي شكلت في شمال العراق لاكمال سحب القوات في محور شقلاوة تحت إشراف «المؤتمر الوطني العراقي الموحد». وأضاف أن «حراسة بنك اقليم كردستان ستسند إلى الشرطة المحلية، وتبدأ اليوم (أمس) اللجنة الأمنية تطبيع الأوضاع في مجمع قوشته ته وبنيسلاوه في ضواحي أربيل». وشدد على أن الحزب الديمقراطي بزعامة السيد مسعود بارزاني «ما زال مع الحل السياسي والسلمي للزمة والكف عن الاقتتال وتلافي أراقة مزيد من الدماء».

وأعرب الناطق عن ارتياحه إلى الخطوات التي تحققت على صعيد احتواء أثار القتال بين حزب بارزاني وحزب السيد جلال طالباني (الاتحاد الوطني الكردستاني) في المناطق الكردية شمال العراق، وذلك اثر اجتماع ممثلين عن الحزبين برعاية الحكومة التركية في مدينة سيلوبي التركية. وتوقع أن ينتقل طالباني الموجود في دمشق إلى سيلوبي اليوم، ومنها إلى كردستان العراق.

دمشق

ونفت «الحركة الإسلامية في كردستان العراق» مشاركتها في النزاع العسكري القائم ووصفت الصراع بأنه «خيانة كبرى بحق شعبنا الكردي الصابرين». وقال بيان صدر عن الحركة وسلمت نسخة منه إلى «الحياة» في دمشق أن «مواقع ومقرات الحركة تعرضت لهجوم مسلح من قبل قوات الاتحاد الوطني بسبب لجوء أفراد من

الطرف الأخر إليها، ما دفع مقاتلينا للرد على هذه الاعتداءات دفاعاً عن مواقعهم ومقراتهم». وأضاف أن رد عناصر «الحركة الإسلامية» كان ذا طبيعة دفاعية صرفة، ونؤكد عدم مشاركة مجاهديننا في القتال إلى جانب قوات الحزب الديمقراطي». وأكدت الحركة التزامها الاتفاق الموقع مع الاتحاد الوطني قبل ثلاثة أشهر اثر مواجهات عسكرية عنيفة بين الجانبين «رغم أن قيادة الاتحاد حاولت التنصل من التزاماتها ازاء الاتفاق ولجأت إلى المراوغة والمماطلة من أجل عرقلة تنفيذه». وأكد «استقلال قرار الحركة عن أية جهة اقليمية»، وأن «لا وجود لأي مشاركة مسلحة إيرانية أو غير إيرانية في تشكيلاتنا، مثل «الحرس الثوري الإيراني». لكنه أشار إلى «اعتزاز الحركة بعلاقتها السياسية مع كل الأطراف الإقليمية والدولية التي تناصر قضية شعبنا العراقي العادلة وقضية شعبنا الكردي».

اعربت عن قلقها بعد اعتقال نواب اكراد واشنطن تدعو الى حل سياسي للمسألة الكردية في تركيا

□ أنقرة - من عصمت امست:

■ اعتبر مسؤول اميركي كبير ان تركيا في حاجة الى حل سياسي للمشكلة الكردية المتفاقمة. وأعرب عن قلق واشنطن من اعتقال ستة نواب اترك بعدما قرر البرلمان رفع الحصانة النيابية عنهم. ووصل المسؤول، وهو ستييفن اوكسمان مساعد وزير الخارجية الاميركي للشؤون الأوروبية، إلى أنقرة للمشاركة في اجتماع تركي - اميركي - فرنسي - بريطاني يعقد اليوم للبحث في وضع القوة الغربية المرابطة في قاعدة انجريك التركية لحماية اكراد العراق. ويعقد الاجتماع بناء على طلب من أنقرة. وقال اوكسمان قبل اجتماعه مع وزير الخارجية التركي حكمت تشيئين: «نحن نتفهم وجود مشكلة

ارهابية خطيرة، ولكن «في الوقت نفسه وكما أكدنا سابقاً من الضروري إيجاد حل سياسي للمشكلة». وسئل ما هو هذا الحل فأجاب ان هذه «بالتأكيد مسألة داخلية لتركيا». وأضاف انه أياً يكن هذا الحل، يجب ان «يحترم وحدة أراضي تركيا». ورداً على سؤال يتعلق برفع الحصانة البرلمانية عن النواب اكراد قال انه سيبحث «بالتأكيد في هذه المسألة».

التي تخبر قلقاً كبيراً في واشنطن، لدى الكونغرس والحكومة». من جهته قال تشيئين للصحافيين انه سيشرح للمسؤول الاميركي التطورات التي أدت إلى الاجراء الذي اتخذه البرلمان في حق النواب الستة. وقال: «ساوضح له (اوكسمان) وجهة النظر التركية».

وتخشى أنقرة ان تؤدي الأوضاع في تركيا إلى قرار اميركي بخفض المساعدات الاقتصادية خصوصاً بسبب حساسية ادارة كلينتون والكونغرس الاميركي تجاه انتهاكات حقوق الانسان. وقال مسؤول في وزارة الخارجية التركية في هذا الصدد: «هناك لوبيات كثيرة في الولايات المتحدة لديها مواقف معادية لتركيا بوضوح. ويمكن لهذه ان تستغل الوضع الناجم لمصلحتها. وقد يصل الأمر إلى مرحلة تضطر فيها ادارة كلينتون والكونغرس إلى قطع المساعدات خصوصاً أنها جاءت إلى السلطة على أساس احترام حقوق الانسان والتطورات الديمقراطية في سياستها الخارجية».

وتنظيمه الخاص.

● أحد عمال الإغاثة الإنسانية وهو الماني، أكد تعاونكم مع الحرس الثوري الإيراني وحزب الله، ماذا تقول؟

● كما قلنا، ننفي مطلقاً اشتراك الحرس الثوري الإيراني إلى جانبنا أو مجيئهم إلى كردستان، وثمة العشرات من عمال الإغاثة وموظفي الأمم المتحدة والصحافيين الأجانب وهم أحرار في التجوال في كردستان، فلماذا لم ير الحرس الثوري أحداً منهم، ثم أدرى من هو عامل الإغاثة هذا؟

● أما كيفية دخول حزب الله في الاصطدامات فقد أوضحت ذلك في جواب سابق.

● إذا كان حزبك قد سمح لقوات الحرس الثوري الإيراني بدخول أراضي كردستان العراقية، ألا تعتقد أن لهذه المساعدة شتاً سيئاً لك في المستقبل؟

● أي ثمن سادفعله الأمر لم يحصل.

● هل جرى أو يجري أي اتصال بينك وبين الطالباني؟

● نعم جرت اتصالات هاتفة واتصالات غير مباشرة عبر قنوات حزبية وغير القوى والأحزاب التي متوسط.

● هل سنتني الطالباني في إنقرة للاتفاق على وقف إطلاق النار؟

● لم يجر البحث في مثل هذه الأمور، ثم إن بقية الظروف وحساسيتها وتشابك القوى المسلحة وضرورة المعالجة الآمنة للمشاكل والاصطدامات التي تقع بين ساعة وأخرى أحياناً كل ذلك لن يسمح لي بترك كردستان العراق حتى أبعث ساعات، إن بقائي هنا ووجودي الدائم، ضروريان لتطبيق ما يمكن من الأحداث والحيلولة دون انتشارها.

● هل سنتنا انت الطالباني كردستان العراقية بيتنا؟

● إن فكرة التقسيم، بهذا المعنى وبأي معنى آخر، مرفوضة كلياً بالنسبة للبنا، ولن نقبلها أبداً، وإعلان ذلك منذ الأسبوع الأول للاصطدامات ونشرناها عبر كل وسائلنا الإعلامية وفي اللقاءات المباشرة مع المكتب السياسي للاتحاد الوطني والقوى والأحزاب الأخرى. وحسب علمي، فإن كافة الأحزاب والقوى السياسية الكردية والقطاعات الشعبية ترفض، بل تستنكر، فكرة تقسيم كردستان.

● نحن نؤمن بحرية العمل السياسي والاجتماعي والتنظيم الحزبي والمهني وحرية التعبير والرأي في كل مناطق كردستان، وإن تضمن هذه الحرية للجميع من دون استثناء، طالما تتوفر الشروط القانونية، حسب قانون الأحزاب وقانون المطبوعات، والقوانين الأخرى الديمقراطية التي سننها البرلمان الكردستاني بحرية.

● من هنا، فإنتي استعير، وهذه هي إحدى اعتراضاتنا الشديدة، إن يمارس الاتحاد الوطني في المناطق التي سيطر عليها، بفردية مؤقتة، نهجاً ديكتاتورياً يستنكره الجميع، يفرض حظر النشاط السياسي لحزبنا من مختلف الوجوه، بما في ذلك منع وصول صحافتنا إلى محافظتي السليمانية وكركوك، وإجماع انصار وأعضاء حزبنا ملء استمارات، البراعة، من حزبنا والتخلي عنه بالقوة، وإعلان الولاء للاتحاد الوطني، أما من يخالف فيتعرض للإبعاد والاضطهاد.

● هناك أخبار تتحدث عن خشود عسكرية عراقية على جبهة كركوك - أربيل، إذا حصل هجوم ما، أي مصير سينظر كردستان والأكراد، ومن يشمل مسؤولية أضعاف كردستان؟

● حصلت خشود عسكرية عراقية وتحركات وتصريحات لبعض المسؤولين العراقيين ومقالات في صحافتهم، وبالطبع إن مسؤولية أي هجوم ستقع أولاً على الحكومة العراقية التي من المفروض أن تحجب عن ذلك، وتقع المسؤولية الثانية على الاتحاد الوطني الذي باهر إلى اشتعال نار هذه الفتنة من نون إن يابه بالنتائج، وبالطبع، إذا ما حصل هجوم حكومي عراقي، من دون أن يبحر المجتمع الدولي ومن دون أن نستطيع بقواتنا الذاتية صد الهجوم ودفعه، فإن الخسارة الفادحة التي تلحق بشعب كردستان أكبر من أن نسمح للنقاش حول من هو المسؤول عن ذلك، رغم أننا - منذ الآن - ولو على سبيل الحقيقة التاريخية، نحمل الاتحاد الوطني مثل هذه المسؤولية.

● هل صحيح أنك جميعاً (الأحزاب الكردية المتصارعة)، طلبت من إيران أن تتدخل لإيقاف القتال في كردستان، كما ذكرت صحيفة «كيهان» في عدديا الصادر يوم 26 أيار (مايو) 1994؟

● لم نطلب الوساطة من إيران، إلا إن الاستاذ جلال، طلب من إيران استضافة قيادات الأطراف المتصارعة في طهران للقيام بدور الوساطة بينها، وإن جهات عراقية عديدة طرحت الوساطة بين الطرفين، وكذلك فلت جهات أجنبية عديدة وصديقة.

● تلهمت إيران القوات الغربية الموجودة في كردستان بانها رواد، تاجيح الصراع بينكم، هل هذا صحيح؟

● لا توجد قوات عسكرية غربية في كردستان، وإنما هناك مركز للتنسيق العسكري يعود إلى عملية «توفير الراحة» ولقد لزم الفرواد جانب الجهاد القائم، وهم غير مرتاحين إطلاقاً للأحداث المؤسفة الجارية في كردستان.

● ألا تشتم إن قتالكم الداخلي يهدد الديمقراطية في كردستان ويضعف منطلقكم ويجهلها عرضة لأي تدخل خارجي، بجدة أيقاف القتال؟

● بلى، إن هذا الاقتتال ينظري، أضعف الديمقراطية سواء شتمنا أم أينا، وإن استمرار الاقتتال يهدد التجربة الديمقراطية ويعرض المنطة، ربما للفخلات أو ما شئت تسميتها، مما يعرض مكاسب شعب كردستان إلى الزوال.

● الفتنال الداخلي على ما يبدو جعل الدول الغربية تبدأ في إعادة حساباتها بالنسبة لجدي حبايتها للمنطة، ماذا تقول؟

● أظن إن هذا الاقتتال لم يعزز موقعنا لدى الدول الغربية، بل ربما أخرج بعضها، ولكن في كل الأحوال لم تخرج الأمور من تحت السيطرة، والمساعد مستمرة لإنهاء النزاع، وتأمل أن يحقق ذلك قريباً، إذ عقد صباح الإثنين، أول أمس، في مدينة سلويي التركية اجتماع لوفدين من مستوى عال، يمثلان الحزب الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني، بحضور وفد عالمي المستوى من الحكومة التركية، حيث تركز البحث على وضع كردستان باعتبار أن هذا القتال لا يهدد منطقة كردستان فقط، بل يهدد السلام والأمن في المنطة، وكانت النتائج إيجابية.

● هناك من يقول إن عليك إيقاف الحرب بينكم وإعادة الاتصال بالنظام العراقي للاتفاق على وضع ما لكردستان إن الحماية الغربية إن تبقى لوقت طويل، ماذا تقول؟

● لا بد من إيقاف الاقتتال مهما كانت الأحوال، ولا أظن إن يعقدون النظام العراقي تقديم شيء ذي مغزى لشعب كردستان، ولا في مقدورنا تقديم شيء للتخفيف من عزلة النظام المستمر في خرق قرارات الأمم المتحدة.

● لماذا فشل البرلمان الكردي في أن يحل بالوساطة السلمية المشاكل بينكم؟

● احتلت قوات الاتحاد الوطني مبنى البرلمان مساء الثالث من أيار (مايو) 1994، أي منذ بداية الأزمة وذلك بأسلوب الانقلاب العسكري، ملطماً احتلت مبنى مجلس الوزراء والوزارات القريبة منه، وطربت حرس البرلمان من أمامهم، وأقامت مناريس على سطح المبنى وكذلك وضعت نقاط سيطرة ومناريس على الشوارع المؤدية إلى مبنى البرلمان ومجلس الوزراء، مما أدى إلى تعطيل البرلمان الذي لم يستطع تحت ظل هذه الأوضاع، من عقد اجتماع حتى لمناقشة هذه الأوضاع الخطيرة.

● لماذا لم توجد قواتكم المسلحة في جيش واحد حقيقي؟

● عملنا باخلاص لتطبيق قانون توحيد الميليشيات، حيث أوعزنا لانضمام قواتنا إلى قوات وزارة البشمركة، أما الأطراف الأخرى فقد استمر في بناء قواته الخاصة تحت أسماء معينة، ولم تكف بذلك، بل استغل وجوده على رأس وزارة البشمركة، لتقوية بناء قواته وتسخير موارد الوزارة لهذا الغرض.

● ومن ناحية أخرى نؤكد أنه، ومهما كانت الأحوال، لا بد أن تكون للاقليم قوات موحدة تكون مهمتها الدفاع عنه وليس اشتراكها في نزاعات داخلية.

● هل انتهت التجربة الديمقراطية في كردستان؟

● لا اعتقد ذلك، بالرغم من أنها أصبحت بهزة كبيرة، وسنقبل ملتزمين بالمثل الديمقراطية والصيغة الفيدرالية للعراق، ونعتقد أن الحل النهائي لهذه الأزمة يكمن في العودة إلى الشرعية الديمقراطية والبرلمان والمؤسسات الديمقراطية الأخرى.

● هل ستدعوا إلى إجراء انتخابات برلمانية جديدة؟

● مهمتنا الأنبية هي إنهاء القتال الإنحزاري، وتطبيع الأوضاع وإعادة الطمأنينة إلى نفوس أبناء شعبنا الذين يستحقونها بجدارة. أما مسألة الانتخابات فإنتي بعد ذلك من حدث الأولوية الزمنية، على أننا ندعونا إلى معالجة المشاكل السياسية التي تعقدت، عن طريق الانتخابات البرلمانية والعودة إلى رأي الشعب مرة أخرى.

● استقالة وزير احتجاجاً على أوضاع حقوق الإنسان وتظاهرات في ألمانيا تطالب بحل النزاع سلمياً

تركيا: مقتل 5 جنود في هجوم شنه المقاتلون الأكراد

■ أنقرة، أسطنبول، فرانكفورت، مونتسغلاباخ - رويتر، اف ب - أعلن وزير الدولة التركي محمد قهرمان استقالته أمس السبت من الحكومة الائتلافية ومنصب نائب السكرتير العام للحزب الاشتراكي الديمقراطي الشعبي احتجاجاً على التأخر في اقرار قانون إنشاء وزارة خاصة لحقوق الإنسان، وبدأ البرلمان عظلمته الصيفية أول من أمس دون أن تطرح الحكومة مشروع القانون للمناقشة كما كان مقرراً أن تفعل.

وحمل قهرمان حزب الطريق الصحيح، الشريك الأكبر الذي ترؤمعه رئيسة الوزراء تانسو تشيلير في

الحكومة الائتلافية، مسؤولية التأخير.

يذكر أن أنقرة تتعرض لانتقادات حادة من أوساط رسمية وغير رسمية في الدول الأوروبية والولايات المتحدة بسبب انتهاكات حقوق الإنسان في تركيا، خصوصاً في المناطق الكردية في جنوب شرقي البلاد.

في هذا السياق بثت وكالة «الاناضول» التركية للانباء إن مقاتلين ينتمون إلى حزب العمال الكردستاني فتحوا النار أول من أمس على مبان عامة في جي إيديل في بلدة شيرناخ في جنوب شرقي تركيا) الأضر الذي أدى إلى مقتل خمسة جنود أتراك.

تركيا: مقتل 5 جنود في هجوم شنه المقاتلون الأكراد

ألمانيا

وكانت السلطات الألمانية حظرت الحزب وجمعيات عدة تدعمه في تشرين الثاني (نوفمبر) 1993 بعد سلسلة من جواث العنف تسبب فيها الأكراد في ألمانيا.

ووصل المتظاهرون الذين قدموا من مختلف مناطق ألمانيا وعدة دول أوروبية، في 8٠ سيارة اجرة و 2٠٠ سيارة خاصة، وقاتي المتظاهرة، التي كان يتوقع أن تستمر ساعات عدة، تلبية لدعوة أطلقتها منظمة «مديكو» الإنسانية بالاشتراك مع محامين اثنين وجمعية الصداقة الألمانية - الكردية في فرانكفورت.

وبثت وكالة «الاناضول» التركية للانباء أن المسلحين ردوا على نيران الجنود ثم لانوا بالفرار.

تظاهرات فرانكفورت في ألمانيا تظاهر امس نحو 3٠ الف كردي، بحسب تقديرات الشرطة، من أجل حل سياسي سلمي للمسألة الكردية في تركيا.

ووزعت الشرطة الألمانية التي نشرت أكثر من ألف عنصر، بيانات بالألمانية والتركية تطالب من المتظاهرين عدم رفع أعلام حزب العمال الكردستاني المحظور في

الانقرة، أسطنبول، فرانكفورت، مونتسغلاباخ - رويتر، اف ب - أعلن وزير الدولة التركي محمد قهرمان استقالته أمس السبت من الحكومة الائتلافية ومنصب نائب السكرتير العام للحزب الاشتراكي الديمقراطي الشعبي احتجاجاً على التأخر في اقرار قانون إنشاء وزارة خاصة لحقوق الإنسان، وبدأ البرلمان عظلمته الصيفية أول من أمس دون أن تطرح الحكومة مشروع القانون للمناقشة كما كان مقرراً أن تفعل.

وحمل قهرمان حزب الطريق الصحيح، الشريك الأكبر الذي ترؤمعه رئيسة الوزراء تانسو تشيلير في

الحكومة الائتلافية، مسؤولية التأخير.

يذكر أن أنقرة تتعرض لانتقادات حادة من أوساط رسمية وغير رسمية في الدول الأوروبية والولايات المتحدة بسبب انتهاكات حقوق الإنسان في تركيا، خصوصاً في المناطق الكردية في جنوب شرقي البلاد.

في هذا السياق بثت وكالة «الاناضول» التركية للانباء إن مقاتلين ينتمون إلى حزب العمال الكردستاني فتحوا النار أول من أمس على مبان عامة في جي إيديل في بلدة شيرناخ في جنوب شرقي تركيا) الأضر الذي أدى إلى مقتل خمسة جنود أتراك.

في أول حديث منذ اندلاع القتال في كردستان

مسعود البارزاني؛ انخفضت شعبية الطالباني فلجأ إلى السلاح ولا حل إلا بالعودة إلى الشرعية

حوار هدى الحسيني

هذه الفصائل تعرضت ثانية إلى هجمات الاضداد الوطني هذه الاسابيع وهي تدافع عن نفسها وتقاوم الاضطهاد وروح الغرور العجيب الذي يتديه قوات الاتحاد الوطني.

وإذا كان مثل هذا الامر محسوبا لصالح حزبنا في الاضطرابات، فلا بد ان نذكر ان قوى واخرى وقطاعات شعبية مختلفة ابديت التعاطف مع انصار حزبنا الذين تعرضوا الى الملاحقات والقتل وانتزاع البراءة من الحزب، من قبل قوات الاتحاد الوطني لا سيما في محافظتي السليمانية وكركوك.

● لماذا تمنعون الطالباني من العودة الى كردستان؟ وهل صحيح ان قوات حزبك تنتظره لقتال كما يعتقدون؟

لم تمنع السيد الطالباني، وليس من حقنا منعه او منع اي مواطن من العودة الى الوطن، وبناء على طلبه، خصص مركز التنسيق العسكري للحلفاء (MCC) طائرة هليكوبتر لنقله الى كردستان، الا انه غير رايه واقترح المجيء عن طريق سورية، فابدينا استعدادنا لتشكيل وفد قيادي من المكتبين السياسيين لحزبنا ومن المؤتمر الوطني العراقي، لاستقباله في زاخو وتأمين الحماية الكافية له، الا انه لم يات حتى الآن في حين ان مسؤولياته الحزبية والسياسية تستوجب حضوره في الساحة.

من جهة اخرى، لم يسبق لقوات حزبنا ان حاولت التعرض لحياة اي من قادة اي حزب، ويمكن طرح سؤال على السيد الطالباني نفسه، كم مرة - ربما اكثر من عشرين مرة - سافر جيلة ونهايا، وبالسيارات عبر طريق (نهوك - زاخو) نحو الخارج، فهل تعرض له احد؟

● هل انت على استعداد لتوفير حماية كاملة للطالباني كي يعود؟

ليس من شيعتنا، طوال تاريخ عائلتنا وحزبنا، ان غدنا باحد، وللسيد الطالباني حزب وقوات مسلحة وتشكيلات حزبية قادرة على توفير الحماية له، واما اذا تطلب الامر حماية اضافية من عندنا فلن نبخل بذلك.

● يقول الطالباني انكم تقتلون الاسرى ولديهم اشرطة تثبت ذلك. فهل نعمت بمثل هذه الاعمال الفظيعة؟

العكس هو الصحيح، لدينا قوائم كاملة باسماء اكثر من خمسين شخصا، قتلهم قوات الاتحاد الوطني بعد الاسر او بعد الاعتقال، حيث ان بعضهم اعتقل فقط وكان مدينا ولم يساهم في اي قتال، ومع ذلك اعدمت قوات الاتحاد الوطني، المعتقلين المدنيين، رميا بالرصاص امام انظار الناس.

اما تاريخ حركتنا وحزبنا، منذ تاسيسه عام 1946 وابداء ثورة ابول (سبتمبر) بقيادة حزبنا ومصطفى البارزاني التي تعود الى ابول 1961، فيشهد على تقاليد ثابتة لنا باحترام حياة الاسرى من الجنود والضباط في الجيش العراقي، فكيف بالاسرى الكرد؟

نحن نستطيع ان نقدم اليكم قوائم بزهاء خمسين شهيدا ممن قتلهم قوات الاتحاد الوطني في المعارك الاخيرة مع ابق المعلومات حول ذلك، ولدينا شهداء آخرون من هذا النوع لدينا المعلومات حول مقتلهم، واننا نطلب من الاتحاد الوطني وباصرار ان يقدموا الالة حول ادعاءاتهم الباطلة.

● من هو ادم البارزاني الذي قال الطالباني انه يقود حزب الله الاسلامي؟

هو ابن المرجع الشيعي عثمان (ابن عمي)، والذي اعتمدته السلطات العراقية ضمن 39 شخصا من افراد عائلتي الالف البارزانيين الاخرين، بعد الفناء القبض عليهم في صيف عام 1983، وهو له رايه الخاص

منذ عدة اسابيع انطلقت شرارة محرقة في كردستان العراق هي مرارة الاقتتال الداخلي، الذي كنا اعتقدنا ان الوعي الكردي تجاوز عتق هذا الامر، خاصة بعد النتائج المؤلمة لمرحلة عامي 1969 و1970 ونتائج الهجوم المسلح الكردي عام 1983 في منطقة بشت اشكن، اعتقدنا ان الكرد لا يمكن ان يلجأوا الى اي اقتتال داخلي بعد برتهم عام 1991 وبعد تحقيق مكاسب مبدئية لشعبهم تضمن له الديمقراطية والعيش بسلام وان لم تضمن له العيش برخاء.

الاخبار الاخيرة تشير الى احتمال نجاح الوساطة التركية وذلك في لا تتعرض المنطقة كلها لازمة لا يمكن معرفة نتائجها التي لن كون، بكل الاحوال، لصلحة الشعب الكردي.

وبعد ان ملات تصريحات السيد جلال الطالباني خلال الاسابيع الماضية، الصحف بسبب وجوده في دمشق، كان لا بد من الاستماع لي وجهة النظر الكردية الموجودة في الميدان، في كردستان.

الرعي الكندي مسعود البارزاني، رئيس الحزب الديمقراطي لكردستاني، خص -الشرق الاوسط- في اول حديث له يدلي به منذ الاقتتال، وكان الحديث شاملا وتضمن الرد على كل النقاط التي ناقطها الصحف والاخبار في الاسابيع الماضية، ابتداء من السبب الذي اشعل المارك ومرورا باحتلال مبنى البرلمان من قبل قوات الطالباني ووصولها الى تعني البارزاني وعمله المستعيت من اجل وقف الاقتتال. وهنا نص الحوار:

● ما هو السبب الحقيقي وراء هذه المارك بين الحزب الديمقراطي كردستاني والاتحاد الوطني، هل السبب طلع ارض كما يقال ام تراكمات؟

السبب الاصلي تراكمات وخلافات في وجهات النظر مرهبا كيفية معالجة الامور وخاصة اسلوب ادارة الاقليم وحسم المواضيع السياسية.

رأيتا كان باللجوء الى الانتخابات البرلمانية بحرية ونزاهة الاحكام الى الناخبين لتقرير هذه المسائل، وهذا هو الاسلوب المتبع في النظم الديمقراطية، اما الاتحاد الوطني الكردستاني، فقد قرر حسم الامور بقوة السلاح، لتغيير موازين القوى عبر هذه الوسيلة، ربما شعوره بانخفاض القايد الشعبي.

● ما هي الرسالة التي ستؤلف هذا الاقتتال بينكم، وهل ستنتج وساطة زتمر الوطني العراقي؟

نسعى جدا لانجاح وساطة المؤتمر الوطني العراقي، لما لذلك ايضا من مغزى سياسي وصحوي، من اجل تطبيق نهجنا الثابت في حل ضبابنا الكردية ضمن الاطار الوطني العراقي، ونرحب بتعزيز دور المؤتمر الوطني العراقي في هذه التجربة، لكن نجاح الوساطة مرهون ايضا بادارة ومدى استجابة الطرف الاخر، كذلك نرحب بتعزيز دور لجهة الكردستانية، اما الوسيلة الفضلى في رأينا، فهي العودة الى لشرعية، الى البرلمان (راي الشعب) رغم علمنا انه كلما مر الزمن ازادت صعوبات مثل هذا الحل وبرزت امامه عراقيل جديدة.

● في كل الاحوال، كنا منذ البداية، وما زلنا، رغم ما سببته الاحداث المؤسسة من شروخ وتعديدات، ما زلنا نامل ان ينوقف القتال عند هذا الحد على الاقل، ليتمسكي للجميع للتفكير بهدوء ومنطق وباعصاب اردة، للبحث عن سبل عبر الحوار، فالمشاكل ليست مستحسنة على لحد، في ما لو توفرت لدى الطرف الاخر الزيادة والرغبة في العودة الى لشرعية.

● اما بداية الحل، فهي، في رأينا، الالتزام بالقرارات المتخذة، في غرفة لعمليات، بمشاركة المؤتمر الوطني العراقي والجهة الكردستانية، ومن م تطبيق القرارات المتخذة في الاجتماعات المشتركة للطرفين.

● ماذا يجري في حلقة حتى مذب سكانها، وهل صحيح ان قوات الحرس ثوري الايراني وقوات حزب الله الاسلامي تخاربي الى جانب الحزب الديمقراطي لـ قوات الطالباني؟

سكان حلقة المظلومون هربوا تحت ضغط الهجمات التي شنتها قوات الاتحاد الوطني (الطالباني) على المدينة خلال الاسبوع الاول من لاحداث المؤسسة.

● لم ليس صحيحا على الاطلاق ما يتردد حول مشاركة قوات الحرس الثوري الايراني (الباسداران) في هذه الاصطدامات، ورغم الادعاءات لشكورة والمناوئة، فقد عجزوا عن تقديم برهان واحد على ذلك.

● اما حزب الله وغيره من الفصائل الاسلامية، فلها مشكلتها هي لآخري مع الاتحاد الوطني، وذلك قبل حدوث هذه الاصطدامات ايضا، قد تعرضت الفصائل الكردية، لا سيما الحركة الاسلامية الى ضغوط ملاحقات وتصفيات من قبل الاتحاد الوطني، منذ الاصطدامات الكبيرة عها خلال شهر كانون الاول (ديسمبر) الماضي.

اجتماع في تركيا لطالباني وبارزاني رافقه قتلى في السليمانية

□ لندن - «الحياة»:

■ اسفر حادث خطير وقع بين انصار الزعيمين الكرديين مسعود بارزاني وجمال طالباني امس في كردستان العراق عن سقوط ١٢ قتيلاً و٤٦ جريحاً. ووقع الحادث في وقت كان الزعيمان يبحثان في سبل اعادة السلام الى المنطقة الكردية في اجتماع استغرق بضع ساعات في بلدة سيلوبي التركية القريبة من الحدود مع العراق. وصرح طالباني اثر عودته الى اربيل بان الاجتماع كان «جيداً» وتبادل الحزبان الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني

الكردستاني الاتهامات في شأن حادث السليمانية. ووقع الحادث في اثناء تشييع عثمان قادر منور وهو قائد عسكري من ابناء المدينة ينتمي الى الحزب الديمقراطي كان قتل قبل ايام في معركة في بنجوين قرب الحدود مع ايران. وقال مسؤول الاتحاد الوطني في السليمانية السيد عمر عبدالله، وهو عضو في غرفة العمليات المشرفة على تطبيع الاوضاع في المدينة، في برقية وجهها الى قيادتي الحزبين والمؤتمر الوطني العراقي الموحد، ان الحادث وقع نتيجة برنامج مخطط، نفذه الحزب الديمقراطي. واوضح ان مسؤولي الاتحاد طلبوا من ذوي القتل تاجيل التشييع ساعتين لكنهم رفضوا. وأضاف ان مفارز مسلحة تابعة للديموقراطي «جلبت الى المدينة تحت غطاء غرفة العمليات» استغلت التشييع وقام اعضاؤه «باطلاق النار ومهاجمة مقرات الاتحاد داخل المحافظة الامر الذي ادى الى سقوط عدد من البشيمركة والمواطنين وهذا العمل تسبب في خلق وضع غير طبيعي داخل السليمانية». لكن ناطقاً باسم الحزب الديمقراطي الكردستاني اوضح لـ «الحياة» ان مسؤولي الاتحاد الوطني، الذي سيطر على المدينة بعدما نشب القتال في الاول من الشهر الماضي، طلبوا تاجيل الدفن الى اليوم ولكن اقرباء منور واصدقاءه الذين تجمعوا في منزله اصرروا على تشييعه امس. وأضاف الناطق ان التشييع، الذي بدأ في الساعة السابعة صباحاً، تحول تظاهرة سلمية «ضمت بضعة آلاف» اطلقوا شعارات مؤيدة لبارزاني وحزبه. وأضاف ان القتلى والجرحى سقطوا عندما فتحت قوات تابعة للاتحاد النار على المتظاهرين.

لقاء طالباني - بارزاني

وفي انقرة اعلن الناطق باسم وزارة الخارجية التركية فرهاد اتامان ان انقرة بادرت الى دعوة الزعيمين الكرديين الى الاجتماع الذي قال ان وفداً تركيا شارك فيه «لتأكيد ان القتال (في شمال العراق) لا يخدم مصالح اي من الحزبين»، الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني. وأضاف: «لكننا لا نتوسط بينهما».

شدد على مشكلة التمويل محذراً من «انفجار الوضع»

قائد الحرس الدولي يلوح بالانسحاب من شمال العراق

■ بغداد، نيقوسيا - رويتر، أ ف ب - لوح بول دال قائد الحرس الدولي التابع للأمم المتحدة في شمال العراق بسحب الحرس في غضون ايام قليلة بسبب مشكلة التمويل. وقال في حديث الى وكالة «رويترز» في بغداد امس: «ربما سيكون علينا سحب جميع الحرس اذا لم نلتق تمويلياً ملموساً في الايام القليلة المقبلة». وأعلن ان «الادارة الكردية لا تملك القوة او القدرة على فرض الامن والنظام».

واعتبر ان سحب الحرس سيكون «ضربة قوية لإمدادات الإغاثة للأكراد». وأضاف: «قد نفقد كل شيء انجزناه حتى الآن». وأشار الى ان بقاء الحرس ضروري جداً «للتحكم هناك بالوضع القابل للانفجار (...) ومن دون وجودنا سيكون هناك آلاف الضحايا ومئات الآلاف من النازحين». وذكر ان الاطراف الكردية التي خاضت قتالاً ضارياً في شمال العراق الشهر الماضي «استخدمت كل انواع الأسلحة بما فيها قاذفات قنابل ذاتية

الدفع ومدافع عيار ١٠٦ و١٢٠ ملميمتراً ورشاشات خفيفة وثقيلة». واوضح دال (بنمركي) ان سحب الحرس من مناطق الاكراد العراقيين «سيزيد تعقيد الوضع المتأزم» في هذه المناطق.

وشدد على ان تمويل نشاطات الحرس لمدة سنة يتطلب ١٦ مليون دولار، مؤكداً ان الأمم المتحدة لم تلتق اي وعود بالمساهمة في التمويل. يذكر ان الحرس يرافق قوافل الإغاثة للأكراد.

وأعلن دال ان القتال بين حزبي السيدين جلال طالباني ومسعود بارزاني اسفر عن مقتل ٣٠٠ كردي وتهجير أكثر من ٣٠ ألف شخص في

محافظة السليمانية. على سعيد آخر افادات وكالة الأنباء العراقية امس ان نائب وزير الخارجية التركي اوزدم سانبيرك التقى وزير الخارجية العراقي السيد محمد سعيد الصحاف في بغداد مساء الخميس وناقشا سبل تفريغ انبوب النفط العراقي الممتد من كركوك الى ساحل البحر المتوسط عبر الأراضي التركية. وتابعت ان المحادثات شملت «الدور الذي يمكن ان تلعبه تركيا لرفع الحصار الدولي المفروض على العراق منذ غزوه الكويت في آب (اغسطس) ١٩٩٠» وسنبل تعزيز

العلاقات، بين انقرة وبغداد. وأشارت الى ان المناقشات «جرت في جو ايجابي» (راجع صفحة ٦). وأعلن في طهران ان زيارة وفد من وزارة الخارجية الإيرانية لبغداد كانت مقررة اليوم، تاجلت للمرة الثانية الى موعد غير محدد، اثر الانفجار الذي وقع في صريح الامام الرضا في مشهد. معروف ان السلطات الإيرانية اتهمت منظمة «مجاهدين خلق» بتدبير الانفجار. وللمنظمة قواعد عسكرية في العراق.

أكدت حقهم في اختيار حل لشكلتهم بالاتفاق مع بغداد انقرة تحذرا كراد العراق من الكردستاني والاسلاميين

□ لندن - من كامران قره داغي
وزهير قصبيناتي:

■ قالت مصادر كردية وتركية مطلعة لـ «الحياة» أمس ان انقرة حضرت الزعيمين الكرديين السيدين مسعود بارزاني وجمال طالباني على المصالحة وانهاء الخلافات بينهما، واتخاذ موقف موحد من نشاطات حزب العمال الكردستاني والاسلاميين المتطرفين المواليين لايران. وأكدت ان هذا «يخدم مصلحة الأكراد وتركيا»، وجددت التزامها حمايتهم.

وطلبت انقرة من الزعيمين العمل على «اقناع» نحو عشرة آلاف كردي (١٤٠٠ عائلة) نزحوا الى شمال العراق بالعودة الى تركيا، وعدم اعتبارهم لاجئين معترفه بانهم عموماً دخلوا العراق هرباً من القتال الدائر بين حزب العمال والحيش التركي في جنوب شرقي البلاد. لكن تركيا حذرت من ان عدداً كبيراً من نشطاء حزب العمال «اندسوا» في صفوف النازحين لاقامة «قاعدة» للحزب «قرب زاخو».

وقال مصدر تركي مطلع ان وقفاً تركيا سياسياً - امنياً - عسكرياً كبيراً ابلغ الزعيمين في اجتماع عقد بين الجانبين اول من امس في سيلوي قرب الحدود مع العراق ان حزب العمال يحاول تثبيت وجوده في المناطق الحدودية بواسطة هؤلاء اللاجئين «بعدما فشل في تحقيق ذلك عبر حزب تحريير كردستان» وهو حزب صغير لا يحظى باي شعبية لدى اكراد العراق.

وأوضحت المصادر ان طالباني وبارزاني جددا التزام القيادة الكردية منع حزب العمال من استخدام المناطق التي تسيطر عليها القيادة في شمال العراق قاعدة لشن هجمات على تركيا. وازداد ان هذه القيادة لا يمكنها اجبار النازحين من تركيا على العودة الى بلادهم، لكنهما ابديا الاستعداد لتوزيعهم على المدن والبلدات الكردية بعيداً عن المناطق الحدودية، على ان تساعد في ذلك المنظمات المعنية التابعة للأمم المتحدة. ويشكل هذا الاقتراح مازقاً بالنسبة الى انقرة نظراً الى ان الأمم المتحدة لا يمكنها تبني قضية النازحين من دون اعتبارهم لاجئين، بينما تصر تركيا على عدم منحهم هذه الصفة.

الى ذلك اعتبر الجانب التركي ان من حق الأكراد العراقيين اختيار الحل المناسب لقصبتهم، سواء كان حكماً ذاتياً او فيدرالية، لكنه شدد على ان هذا الحل يجب ان يتم في اطار العراق بالاتفاق مع سلطة مركزية في بغداد. وأكد طالباني وبارزاني ان القيادة الكردية في العراق لم ترفض ابداً مبدأ الحوار، ورايا ان الحل الكردي يجب ان يرتبط بالقرار ٦٨٨ والوضع الدولي المحيط بالعراق.

وفي هذا السياق ناقش البرلمان

التركي أمس تمديد بقاء قوة التحالف الغربي في الأراضي التركية لحماية اكراد العراق، وكان متوقفاً ان يوافق على التمديد ستة اشهر اخرى.

في غضون ذلك اعلن الحزب الديمقراطي الكردستاني امس ان الحصيلة الأخيرة لضحايا حادث اطلاق النار على موكب تشييع جنازة احد القادة العسكريين للحزب في السليمانية اول من امس بلغت ٥١ قتيلاً واكثر من ٤٠ جريحاً. لكن ناطقاً باسم الامم المتحدة في المدينة أكد لوكالة «رويترز» ان ١٤٠ شخصاً فقط قتلوا ونحو ٤٢ آخرين جرحوا.

واضاف ان الحياة في المدينة «عادت الى طبيعتها» امس. وصرح ستافورد كلاري رئيس موظفي الاغاثة التابعين للمنظمة الدولية في اربيل بان الحادث لم يعطل عمل منظمات الاغاثة. وجاء في بيان للحزب الديمقراطي ان القتلى والجرحى سقطوا نتيجة اطلاق مقاتلين تابعين للاتحاد الوطني الكردستاني، كانوا مرابطين فوق السطوح، النار على موكب المشيعين. لكن السيد لطيف رشيد الناطق باسم الاتحاد في لندن نفى ذلك واعتبره «تلفيقاً». وقال السيد فؤاد معصوم عضو المكتب السياسي للاتحاد ان النار اطلقت بعدما «لقى شخص قنبلة يدوية على المقر السابق للحزب الديمقراطي» الذي استولى عليه مقاتلو الاتحاد الشهر الماضي.

واقادت مصادر قريبة من الاتحاد ان بعض المناطق في كردستان ما زال يشهد توتراً أمنياً خصوصاً منطقة شقلاوة ومناطق على الحدود مع ايران.

وعزت اسباب التوتر الى «عدم التزام الحزب الديمقراطي رفع الحصار عن مناطق نفوذ الاتحاد في اربيل والسليمانية واطراف كركوك». واوضحت المصادر ان عناصر تابعة للديموقراطي «ما زالت تقطع الطريق المستد من زاخو الى اربيل، وكان يفترض رفع هذا الحصار حسب اتفاق وقف القتال». وتابعت ان «مجموعات من مقاتلي الديمقراطي لم تلتزم اتفاق الفصل بين القوات وقض الاشتباك في مناطق من بينها حير، على رغم تدخل المؤتمر الوطني العراقي». وأكدت ان هذه المجموعات «ما زالت ترفض تسليم هذه المواقع الى قوات المؤتمر».

لكن الناطق باسم الحزب الديمقراطي الكردستاني في لندن السيد دلشاد ميران نفى هذه الاتهامات وقال ان الديمقراطي ملتزم كل الاتفاقات لوقف القتال. ونفى فرض حصار على السليمانية واربيل وقال ان الديمقراطي «يعتبرهما جزءاً من المنطقة الكردية ولا يتعامل معهما على اساس انهما مناطق نفوذ للاتحاد». ووضح ان القتال في هذه المناطق ادى الى عرقلة نشاط منظمات الاغاثة.

حزب بارزاني ينفي التفاوض مع بغداد

□ لندن - «الحياة»:

واحتواء الازمة الدمرة.

وتوضيحاً للحقيقة أيضاً نقول ان اعضاء وفد الحزب الديمقراطي الكردستاني المزعوم الذي ادعى انه ضم السيد يونس روزه ياني وعزت سليمان بك وقد زارا بغداد لاجراء محادثات يومي ١١ و١٢ حزيران، لم يغادرا المنطقة الكردية خلال هذه الفترة اطلاقاً. فالسيد روزه ياني بالإضافة الى كونه عضواً في اللجنة المركزية يشغل ايضاً منصب وزير داخلية حكومة الاقليم وكان يداوم في مكتبه في اربيل، وبشهادة عشرات الموظفين خلال الفترة المذكورة. أما السيد عزت سليمان فقد فجع بمقتل ابنه ارام خلال حوادث القتال الأخيرة وهو أيضاً لم يغادر منطقتة طوال هذه الفترة بسبب الفاجعة ومراسيم العزاء، كما لم يذهب أي مسؤول آخر الى بغداد. ان الحزب الديمقراطي الكردستاني الموحد لا ينوي اجراء مفاوضات مع بغداد في شكل سري، وهو اذا توصل الى قناعة بان المفاوضات ستحقق مصالح واهداف شعبنا فانه سيجريها علناً كما فعل في المفاوضات مع الحكومات العراقية المتعاقبة. الا ان الحزب لا يرى جدوى من المفاوضات مع النظام، وهو ملتزم سياسة واهداف المؤتمر الوطني العراقي الموحد في سبيل الاتيان ببديل ديموقراطي وتحقيق اماني الشعب الكردي في الفيدرالية ضمن عراق ديموقراطي موحد ومسالم.

■ أكد الحزب الديمقراطي الكردستاني الموحد بزعامة السيد مسعود بارزاني انه «لا ينوي اجراء مفاوضات مع بغداد في شكل سري، وهو اذا توصل الى قناعة بان المفاوضات ستحقق مصالح واهداف شعبنا فانه سيجريها علناً كما فعل في المفاوضات مع الحكومات العراقية المتعاقبة». وشدد على انه «لا يرى جدوى من المفاوضات مع النظام». وجاء في بيان لناطق باسم الحزب تلقته «الحياة» امس ان «لا اساس» للخبر الذي نشرته «الحياة» الثلاثاء تحت عنوان «بارزاني استأنف المفاوضات مع بغداد»، وان الخبر «سرب لأغراض حزبية وسياسية ذاتية من قبل طرف في النزاع الأخير» في كردستان العراق «بغية التشكيك في صدقية مواقف الحزب في المعارضة العراقية».

وتابع البيان: «تأكيداً على ذلك حصل الحزب على نشرة داخلية سرية للاتحاد الوطني الكردستاني برقم ٢٤ في ١٩/٦/١٩٩٤ تحتوي المعلومات ذاتها المنشورة في خبر «الحياة»، وهذا المصدر هو المصدر الوحيد الذي أشير اليه على انه مصادر كردية عراقية موثوق بها. ولا نعتقد ان هذه الممارسات ستخدم مسيرة السلام والمصالحة الجارية حالياً في كردستان العراق بعدما تم تطويق

AL HAYAT - 29 JUNE 1994

الأكراد وصدقائهم الأجانب يظهرون استياء متزايداً من حزبيهما بارزاني وطالباني يتعهدان جلسة قريبة للبرلمان

□ لندن -

من كامران قره داغي:

■ تعهد الزعيمان الكرديان السيدان مسعود بارزاني وجمال طالباني العمل على احياء نشاط الحكومة والبرلمان الكرديين المعطلين نتيجة الاقتتال بين حزبيهما الشهر الماضي، وذلك خلال الأيام القليلة المقبلة. وقرأ تشكيل لجنة مشتركة تضم اعضاء في المكتبين السياسيين للحزبين وقيادة المؤتمر الوطني العراقي، على أن تبدأ اعمالها اليوم «لدرس الأوضاع في كردستان ووضع حلول لها».

واتفق طالباني وبارزاني على استمرار الحكومة الحالية لحين تشكيل حكومة جديدة واسعة على اساس الكفاءات وليس الانتماء الحزبي. وبحسب ما تكلف الجبهة الكردستانية عقد مؤتمر وطني كردستاني يشارك فيه المؤتمر الوطني العراقي أيضا على الا يكون بديلا من البرلمان.

واكدا في رسالة الى الامين العام للاشتراكية الدولية لويس ابالا عزمهما على تطبيع الأوضاع في كردستان العراق، وناشدا الدول الأوروبية المساعدة في هذا المجال، خصوصا عبر دعم اقتصادي للمنطقة الكردية.

يذكر ان البرلمان تعطل فور اندلاع القتال بين الحزبين اللذين يتقاسمان مناصفة عدد المقاعد، والتحق معظم النواب بميليشيات حزبية. وقال سياسيون ومراقبون اكراد لـ «الحياة» ان المشكلة ستستمر طالما يتقاسم الحزبان البرلمان. وأضافوا ان هناك اقتراحات مطروحة لإيجاد مخرج من هذا المأزق، منها على سبيل المثال اتفاق الحزبين على ان يفوض البرلمان جزءا من سلطاته لحكومة تكنوقراطية

تحكم بالمراسيم الى حين إجراء انتخابات جديدة. وطرح آخرون اقتراحاً بأن يقرر البرلمان زيادة عدد اعضاءه وانتخاب نواب ينتمون الى احزاب اخرى لتغيير ميزان القوى في البرلمان.

وكان طالباني وبارزاني اجتمعا اول من أمس في أربيل مع وفد من الاشتراكية الدولية رأسه كوني فريديكسن (الحزب الاشتراكي السويدي) المسؤول عن الشرق الأوسط في المنظمة، وضم عضوين عن الحزبين الاشتراكيين الفرنسي والنمساوي. وعقد الاجتماع تلبية لدعوة من السيد كوسرت رسول رئيس حكومة إقليم كردستان العراق، وحضره أيضاً السيدان حسن النقيب عضو الهيئة الرئاسية للمؤتمر الوطني العراقي الموحد، واحمد الجلي رئيس مجلسه التنفيذي.

وفي هذا السياق نشرت صحيفة «نيويورك تايمز» أمس تقريراً لمدنوبها الى أربيل كريس هيدجز اشار فيه الى ان لقاءاته الكثيرة بممثلي الشرائح الاجتماعية عكست الاستياء المتزايد الذي يظهره الرأي العام الكردي من قيادات الحزبين.

ونقلت الصحيفة تصريحات للزعيمين الكرديين تبادل فيها الاتهامات مجدداً. واعتبر بارزاني ان الأسلوب السابق للعلاقات بين الحزبين فشل ولا بد من «إيجاد طريق آخر لتعايش معا». وأضاف: «الطريق القديم لم يكن ناجحاً، وكما حدث في السابق حاول طالباني تنظيم انقلاب لفرض سيطرته، وفشل في ذلك، ويريد الآن ان يعود الى الترتيبات السابقة لكن هذا مستحيل».

وتابعت الصحيفة ان طالباني تحدث عن «تحالفات مظلمة» بين بارزاني والرئيس صدام حسين. ونقلت عنه وصفه النداءات التي

بثتها اثناء القتال اجهزة الاذاعة والتلفزيون التابعة لحزبه ودعت الى «السيطرة واعتقال بارزاني، بانها «كلام فارغ».

ونسبت الصحيفة إلى مسؤول في المؤتمر الوطني العراقي اقامت قواته ٤٠ نقطة سيطرة للفصل بين قوات الحزبين: «ربما يمكننا وقف الحرب ولكن يبدو أننا غير قادرين على تحقيق السلام» بين حزبي طالباني وبارزاني.

وفي ما يتعلق بنية منظمات انسانية اثناء اعمالها ومغادرة كردستان العراق نقلت الصحيفة عن السيد نجاد عزيز اغا نائب رئيس البرلمان الكردي قوله: «ولماذا ينبغي على حلفائنا (الأجانب) تقديم التوضيحات من اجل كيانات تريد تحويل شمال العراق افغانستان اخرى؟».

وتحدثت عن انتهاكات حقوق الانسان خلال الاقتتال، وذكرت ان منظمة العفو الدولية اتهمت الاطراف المتحاربة بقتل الاسرى وخطف المدنيين وتعذيبهم. وكتبت بسخرية ان المنظمة كانت معنية بجمع المعلومات عن انتهاكات حقوق الانسان التي ارتكبتها نظام بغداد في شمال العراق، والآن عليها ان توجه اهتماماتها الى الانتهاكات الكردية.

وعرضت الصحيفة الأميركية صورة قاتمة للمزاج الشعبي لدى الاكراد العراقيين عبر عنه الطالب الجامعي طلعت طاهر الذي يعمل منذ عامين موظفاً في البرلمان قائلاً: «انتظرنا هذا (الكيان الكردي) ٢٠٠ عام والآن يدمره زعمائنا». وأضاف طاهر، الذي أكد انه سيرك عمله قريباً: «السياسة، بما فيها السياسة الكردية، كذب والسياسيون كذابون. انهم استخدمونا، اولاً من قبل بغداد والآن من قبل مسؤولينا انفسهم».

AL HAYAT - 6 JUNE 1994

للمرة الأولى بعد الاقتتال بين حزبيهما

طالباني يلتقي بارزاني لتثبيت مصالحة والاسلاميون يتهمونه بالتفاوض مع بغداد

□ لندن - من زهير قصبياتي:

قريبة مشيرة الى أهمية «احتواء التوتر وانعكاسات القتال، كاولوية. وعلم ان طالباني وجه ليل السبت كلمة عبر وسائل الاعلام في اربيل (مقر الادارة الكردية) شدد فيها على ما تحقق لوقف الاقتتال بين الاكراد، وشكر للنقسيب الذي يشارك في اجتماعات «غرفة العمليات، المكلفة تطبيع الأوضاع، حياده وبوره في حقن الدماء». وقالت مصادر الاتحاد الوطني ان لقاء شقلاوة «سيفتح الباب امام محادثات طويلة، بين المكتبين السياسيين لحزبي بارزاني وطالباني اللذين اتفقا في ١ حزيران (يونيو) الجاري على وقف كل انواع الحملات الاعلامية. وزادت ان اللقاء سيركز على «انهاء حال الاقتتال وذيولها وتفعيل دور البرلمان والحكومة في اقليم كردستان العراق وكذلك دور الجبهة الكردستانية، واعادة النظر في مبدأ المناصفة، لتقاسم وظائف الادارة بين الحزبين، المعتمد منذ الانتخابات الكردية قبل نحو سنتين.

الى ذلك نفت مصادر الاتحاد ان يكون طالباني ارسل موقداً الى بغداد للتفاوض مع الحكومة العراقية. وكانت الحركة الاسلامية في كردستان ذكرت ان الزعيم الكردي اوفد الشيخ عبداللطيف البرزنجي الى بغداد في ٢٢ ايار (مايو) الماضي وان مساعي الأخير التي تزامنت مع الاقتتال الكردي لم تحرز تقدماً. ووضحت المصادر ان «البرزنجي أحد تجار اربيل لا تربطه أي علاقة بالاتحاد»، واعتبرت ان ما ورد في بيان للحركة في هذا الصدد «يصب في اطار التشكيك في مواقف الاتحاد الوطني ويهدف الى احسياء الحساسيات بين الاطراف الكردية ووضع عقبات امام اتفاق السلام

جددت الحركة الاسلامية حملة التصعيد مع الاتحاد الوطني الكردستاني بزعامة السيد جلال طالباني واتهمت الأخير بارسال موفد الى بغداد لاستئناف التفاوض مع الحكومة العراقية. وكان متوقفاً أمس ان يلتقي طالباني شريكه في رئاسة الجبهة الكردستانية والادارة الكردية زعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني السيد مسعود بارزاني في فندق «شبيرين بالاس» في شقلاوة وذلك للمرة الأولى بعد القتال بين حزبيهما الذي استمر نحو شهر ويعتقد انه أوقع مئات القتلى والجرحى في شمال العراق. وهدف اللقاء هو تثبيت مصالحة بين الحزبين.

وابلغت مصادر كردية «الحياة» ان الوضع الأمني في مناطق الاكراد خصوصاً مدينة اربيل شهد مزيداً من الانفراج فيما تنفذ الخطوات التي اتفق عليها الحزبان لجهة الفصل بين قواتهما. وأوضحت ان لقاء شقلاوة يعقد برعاية عضو المجلس الرئاسي الثلاثي المنبثق عن المؤتمر الوطني العراقي الموحد، اللواء حسن النقيب ورئيس المجلس التنفيذي للمؤتمر السيد احمد الجليبي.

وذكرت مصادر قريبة من المجلس الرئاسي ان «بارزاني زار النقيب في مقره في صلاح الدين اول من أمس ثم انتقل الأخير للقاء طالباني في اربيل في اطار الوساطة بين الطرفين والتخصير للقاءهما». وتوقعت ان تسفر اللقاءات والاتصالات عن «مصالحة قريبة بين الحزبين خصوصاً لأدراكهما ان الظروف الاقليمية والدولية ليست في مصلحتهما». واستبعدت اجراء انتخابات برلمانية كردية في مرحلة

الجديدة.

وذكرت بان اتفاقاً جديداً وقع في صلاح الدين الاسبوع الماضي بين حزب طالباني والحركة الاسلامية ممثلة بشخصيات محسوبة على مرشد الحركة الملا عثمان عبدالعزيز الذي «بارك الاتفاق ونعهد ان يامر قواته على الحدود العراقية - الإيرانية بوقف القتال (مع قوات طالباني)، والتزم الجانبان اطلاق الأسرى. وتضمن البيان الذي صدر عن دائرة الاعلام الخارجي في الحركة مساء السبت حملة عنيفة على طالباني متهما إياه بأنه «عاد الى كردستان ليمرر خطة تكتيكية أخرى على سبيل من الدماء وأكوام من الأشلاء». وتابع ان مبادرة طالباني باعلان سحب قواته من اربيل وشقلاوة وكويسنجق تزامنت مع توجيه قواته مرة أخرى الى خطوط التماس مع قوات الحركة الاسلامية في مدن بينجوين وقلعة نزة وسيد صادق في محافظة السليمانية (...). ان طالباني اقتنع كلياً بأنه لا يستطيع الاستمرار في القتال على جبهتين فبادر الى تهدئة الوضع مع الحزب الديموقراطي الكردستاني على أمل كسب مزيد من الوقت لتهيأ مجدداً لضرب الحركة الاسلامية ومن ثم العودة للنار من الحزب الديموقراطي.

يذكر ان الحركة وحزب طالباني خاضا معارك ضارية قبيل نهاية العام الماضي، واتهم الحزب الحركة أخيراً باستغلال قتاله مع قوات بارزاني، وتجديد

الاشتباكات بينهما الشهر الماضي خصوصاً في مناطق متاخمة للحدود مع ايران. واعلنت منظمة العفو الدولية مطلع الشهر الجاري ان «صنوف انتهاكات حقوق الانسان» خلال القتال الأخير «تشبه تلك التي وقعت في كانون الأول (ديسمبر) ١٩٩٣ حين اندلع قتال ضار بين قوات الاتحاد الوطني والحركة الاسلامية». وأكدت المنظمة ان وفدها الذي زار كردستان العراق في شباط (فبراير) الماضي لتقصي الحقائق «انتهى الى ان قوات الاتحاد والحركة تعمدت قتل بعض من لديها من الأسرى في كانون الأول، وهناك أدلة فوتوغرافية على تعذيب الطرفين الأسرى والتمثيل في جثثهم.

ونبهت منظمة العفو الى ان «استفحال الأزمة السياسية في كردستان العراق، التي نجمت في المقام الأول عن خلافات على ترتيبات المشاركة في السلطة بين الحزبين الديموقراطي والاتحاد الوطني، أدى الى تدهور أوضاع حقوق الانسان بصورة مضطربة، وتزايدت أعمال القتل بدوافع سياسية على ايدي الاحزاب الكردية بما فيها الديموقراطي والاتحاد والحركة الاسلامية».

النقيب يرفض اقتراح بارزاني 'محمية دولية'

معارك ضارية في شمال العراق
تنذر بانتهاء المصالحة بين الأكراد

المخلصة للتخلص من الأوضاع الشاذة التي يعاني منها عراقنا شمالاً ووسطاً وجنوباً.

تجدد المعارك

على صعيد المعارك التي تجددت أمس قال مصدر قريب من الاتحاد الوطني الكردستاني إن الهجوم المشترك الذي يشهده الديمقراطي والحركة الإسلامية وقوات من الحرس الثوري الإيراني تسانده من منطقة سردشت الإيرانية بطائرات مدفعية وراجمات صواريخ، ونجحت قوات الاتحاد في استعادة مدينة قلعة دزة (٥ كيلومترات عن الحدود العراقية - الإيرانية) التي نزع اهاليها نتيجة القصف المركز. وذكر أن القوى الثلاث هاجمت الاثنى مدينة سيد صادق وبنجوين شرق السليمانية، وجرتها قوات الاتحاد. وأقر بان «المعارك الضارية» تهدد بانتهاء اتفاق المصالحة بين بارزاني وطالباني تم التوصل اليه اثر الاقتتال بين حزبيهما الشهر الماضي.

مع الوطنيين العراقيين المخلصين.

ورأى النقيب ان «الحل الحقيقي للقضية الكردية يتم في اطار وطني عراقي موحد، مقبول من الشعب العراقي بعربه واقلبياته، وفي الوقت نفسه يحظى بدعم اقليمي ودولي». وزاد ان «اية وصاية دولية لأي جزء من العراق لن تحل المشاكل الداخلية ان لم تزدها تعقيداً وامامنا تجارب كثيرة منها تجربة الأمم المتحدة في الصومال ويوغوسلافيا. ان حماية العراق تستوجب تطبيق القرار ٦٨٨ وكفالة احترام حقوق الانسان، وبالتالي قيام نظام يرضيه الشعب وبارادته الحرة بعد اطاحة النظام القائم». واضاف ان «الاخوة الأكراد يملكون الشجاعة والقدرة على استيعاب دروس الماضي القريب واتخاذ قرارات ايجابية وجذرية لراب الصدع عن طريق الحوار السياسي والمفاوضات المباشرة بين الزعيمين بارزاني وطالباني، وكذلك لتعزيز التعاون مع المعارضة الوطنية

طريقاً لحل الخلافات بين القوى الوطنية الكردية وغير الكردية من قوى المعارضة. ودعا الأكراد الى «التحلي بالحكمة وبعد النظر وتغليب العقل والمنطق والصراع الاساسي مع النظام الديكتاتوري على الصراعات الثانوية». وناشدهم «تطويق الأثار الضارة التي نجمت عن اندلاع القتال اخيراً وراح ضحيتها مئات من ابناء شعبنا الكردي، اضافة الى ما لحقته من خسائر مادية ومعنوية، خصوصاً محاولات التشكك بالتجربة الفتنة من اجل طمسها والغاءها». وشدد على تعاون كل قوى المعارضة العراقية ومن اجل اطاحة النظام واقامة نظام ديموقراطي يمكن في اطاره حل المسألة الكردية، بتأمين حقوق الشعب الكردي العادلة والمشروعة، والغاء كل انواع الاضطهاد والتمييز وتحقيق المساواة.

وطالب الأكراد العراقيين بـ «التعاون لحل كل المشاكل العالقة وتوسيع دائرة المشاركة وتعزيز الوحدة الوطنية، وتعزيز التعاون

□ لندن - من زهير قصيباتي:

اندلعت امس معارك ضارية في شمال العراق بدا انها تهدد بانتهاء اتفاق المصالحة بين الزعيمين الكرديين السيدين مسعود بارزاني وجمال طالباني. وأبلغ مصدر قريب من الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه طالباني) «الحياة» ان «قوات تابعة للحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه بارزاني) واخرى تابعة للحركة الإسلامية وقوات ايرانية شنت فجراً هجوماً واسعاً على مدينة قلعة دزة، الخاضعة لفرزق قوات الاتحاد. في غضون ذلك رفض عضو المجلس الرئاسي المنبثق عن «المؤتمر الوطني العراقي» اللواء حسن النقيب اقتراح عضو المجلس بارزاني اعلان كردستان العراق «محمية تابعة للأمم المتحدة، منزوعة السلاح». وقال النقيب لـ «الحياة» في تصريحات ادلى بها في مقره في صلاح الدين ان «اية وصاية دولية لأي جزء من العراق لن تحل المشاكل الداخلية ان لم تزدها تعقيداً». وشدد على ان «الحل الحقيقي للقضية الكردية يتم في اطار وطني عراقي موحد».

وكانت وكالة «فرانس برس» نقلت عن بارزاني ليل الاثنى ان اقتراحه شخصي يهدف الى «نزع السلاح» في مناطق الأكراد العراقيين و«اقرار السلام فيها»، واعترف بفشل تجربة المناصفة مع حزب طالباني، ووصف القتال بين الحزبين بأنه «اسوأ تجربة» في حياته مشدداً على «اجساد حلول بانتظار الانتخابات (الكردية) في ايار (مايو) ١٩٩٥».

وقال النقيب ان «الاحداث المؤسفة بين الاخوة الأكراد اخيراً اثبتت ان لا سبيل لتسوية المشكلات سوى الحوار والجلوس الى طاولة المفاوضات، وهو احد الدروس التي ينبغي استنتاجها

أنقرة: مجلس الأمن القومي يوصي بتمديد الحماية لأكراد العراق

الى ذلك ناشد مسؤول تركي مجلس الأمن باتخاذ قرار بالموافقة على تفريغ خط انابيب النفط العراقي الذي يمر عبر الأراضي التركية في أقرب وقت. وقال خيرالدين أوزن المدير العام لمؤسسة «بوتاس» لنقل النفط والغاز في مؤتمر صحافي عقده أمس ان «التاكل (في الأنابيب) بلغ حداً خطيراً وتطلب من المجلس ان يتخذ قراراً في أقرب وقت ممكن». وكرر ان تفريغ الخط «عملية تقنية» تهدف الى «الحفاظ عليه ولا علاقة لها بالخطر» الدولي على العراق. وقدر الخسائر التي تكبدتها المؤسسة حتى الآن بسبب الخط بحوالي ١,٥ بليون دولار. وأشار الى ان «بوتاس» باشرت ترميم اجزاء من خط الأنابيب تعرضت لعمليات «تخريبية» نفذها حزب العمال الكردستاني.

■ اسطنبول، أنقرة - رويتر، أ ف ب - أوصى مجلس الأمن القومي في تركيا حكومة تانسو تشيلر بتمديد مهمة قوات التحالف الغربية الرابطة في هذا البلد لحماية أكراد العراق (عملية بروفانيد كومفورت). وأذيع بيان صدر بعد اجتماع طارئ للمجلس مساء أول من أمس، تضمن التوصية بتمديد المهمة «لفترة مناسبة»، علماً ان التفويض للقوات الأميركية والبريطانية والفرنسية ينتهي آخر الشهر الجاري. وأوصى المجلس بخفض المدة من ستة شهور الى أربعة. وأعلنت تشيلر أمس انها تؤيد بقاء هذه القوات الى ان تتمكن بغداد والأكراد من تسوية المشاكل بالحوار. وأضافت: «هدف بروفانيد كومفورت بالنسبة الى تركيا هو تفادي تطورات في شمال العراق يمكن ان تؤدي الى استخدام القوة مجدداً (...). عبر الحفاظ على وحدة أراضي العراق».

AL HAYAT - 10 JUNE 1994

أكد لـ «الحياة» احتواء القتال واستمرار المصالحة بارزاني وطالباني يشددان على حل في إطار «عراق ديمقراطي موحد»

□ لندن - من كامران قره داغي ورشمر قصيباتي:

وسالت «الحياة»، طالباني كيف يقوم اقتراح بارزاني جعل كردستان العراق «محمية دولية، وهل يعتبره عملياً بعد اصرار بارزاني على فشل التجربة الكردية خصوصاً في ما يتعلق بالمنافسة بين حزبيهما، فأجاب: «التجربة الكردية لم تفشل كلياً بل أصيبت بنكسة كبيرة. المنافسة فاشلة أساساً إذ تخالف مبدأ الإجماع الوطني والأنتلاف الوطني أولاً وحق الناس في المساواة أمام القانون وفي الوظائف والمسؤوليات ثانياً. دعونا يوماً إلى تشكيل مجلس الخدمة والحكومة الإنتلافية، وحتى في البرلمان كان الحزبان الرئيسيان المذان حصل كل منهما على ٤٤ في المئة من الأصوات مستعدين لإلغاء شرط ٧ في المئة (نسبة أصوات) لدخول البرلمان بغية افساح المجال لحوالي ١٢ نائباً من الأحزاب الأخرى لدخول البرلمان. لكن ممثلي هذه الأحزاب - عدا الحركة الإسلامية -

رفضوا اقتراح الحزبين الرئيسيين». وأضاف: «نحن لا نفضل جعل كردستان محمية دولية لاعتقادنا ان الشعب الكردي يستطيع ممارسة حقه في تقرير المصير ضمن العراق الديمقراطي الموحد، ويستطيع ممارسة حكمه الآن اذا تم اصلاح الأخطاء والنواقص الموجودة وتطبيق الديمقراطية في شكل صحيح. ان النكسة الأخيرة لا تلغي المبادئ والمسلمات الوطنية والديموقراطية. نحن نعلم ان التدخل الخارجي الذي لا يروق له وجود تجربة ديموقراطية وحكومة اقليمية كردستانية ضمن العراق».

وسئل طالباني أيضاً هل هناك بدائل سياسية لانهاء ما يبدو انه تصدع كبير في الإدارة الكردية، فأجاب: «هناك بدائل حقيقية يمكن صوغها في شكل نهائي نتيجة اجراء حوار وطني شامل لجميع الأحزاب والفئات والمنظمات والشخصيات الوطنية. مثلاً يمكن تشكيل حكومة ائتلافية حقيقية تتنازل لها الأحزاب عن صلاحياتها في ممارسة الإدارة والحكم، واصلاح الإدارة بطريقة ديموقراطية، كاجراء الانتخابات البلدية والإدارية (انتخاب رؤساء الوحدات الإدارية) وتشكيل مجلس خدمة وتأسيس وحدات الشرطة والأمن والبشمركة الموحدة على اساس التجنيد والاختيار وفق شروط معلنة وكذلك الغاء الميليشيات ونزع الأسلحة في المدن خاصة الكبيرة مثل السليمانية وأربيل وبهوك، ومن ثم اتخاذ الإجراءات الكفيلة بمنع التدخل الخارجي خصوصاً العراقي والایراني في شؤوننا، وكذلك تثبيت مبداء الديمقراطية الشاملة والوطنية واعتبارهما من المقدسات على ان يقر الجميع بها».

ورداً على سؤال يتعلق بكيفية تثبيت المصالحة بين حزب بارزاني، قال طالباني: «لا يمكن تثبيت المصالحة الوطنية ما لم يتوقف التدخل الإيراني أو ما لم يتوقف التعاون مع الحكومة الإيرانية من قبل القوى التي تتفاوض معها الآن جهاراً نهاراً. انا لا اتهم أحداً بل هناك تقرير لقائد قوات الأمم المتحدة الموجودة في كردستان يمكن الجميع استخلاص النتائج منه. فإذا انتهى التدخل الإيراني المفضوح يتم وقف القتال في كل أنحاء كردستان ثم نبدأ تثبيت السلام والأمن والاستقرار تمهيداً لإيجاد حل سياسي حقيقي على الأسس الآتية: ١ - الديمقراطية الشاملة وفرض احترام حقوق الإنسان. ٢ - الوطنية بمعنى القرار الكردي المستقل وشجب التعاون مع الدول المعادية لتجربتنا وشعبنا. ٣ - اصلاح اداري وسياسي وحكومي شامل وجذري. ٤ - انتهاء الميليشيات وفرض سيادة القانون. ٥ - تشكيل قوات البوليس والأمن والبشمركة الموحدة على اساس عصرية وغير حزبية (وطنية). ٦ - تأسيس مجلس الخدمة ليقوى التعميمات والتطهيرات. ٧ - تشكيل حكومة ائتلافية واسعة قادرة على القيام بمهامات الحكومة، وتفعيل البرلمان الكردستاني. ٨ - الاستماع والاهتمام بأراء وملاحظات الهيئات والمنظمات الشعبية والديموقراطية والشخصيات الوطنية والعلمية».

الوضع الميداني

على صعيد الوضع الميداني أكد رئيس المجلس التنفيذي للمؤتمر الوطني السيد أحمد الجبلي لـ «الحياة» ان الهدوء ساد مناطق الحدود مع إيران منذ ليل الأربعاء - الخميس وعلمية فصل القوات انجزت في كل منطقة حلجية. وكان المرشد العام للحركة الإسلامية في كردستان العراق الشيخ عثمان عبدالعزيز محمد اصدر، الثلاثاء الماضي، بياناً من مقره في صلاح الدين أكد فيه استجابة نداءات السلام ولا سيما من المؤتمر العراقي الموحد».

■ شدد الزعيمان الكرديان السيدان مسعود بارزاني وجلال طالباني على حل للمسألة الكردية ضمن عراق موحد وأكدوا استمرار عملية الحوار والمصالحة بين حزبيهما وضرورة إيجاد صياغات جديدة للإدارة الكردية.

وقال بارزاني رئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني، ان الأكراد ملتزمون وحدة العراق «ارضا وشعباً» وشدد على ان سياسة حزبه الديمقراطي الكردستاني «نابتة في هذا المجال لم تتغير». واعتبر ان المشكلة الكردية «يجب ان تحل في إطار القضية العراقية الأشمل». وأوضح ان تصريحته، التي نشرت الاثنين الماضي وطالب فيها بوضع كردستان العراق تحت وصاية الأمم المتحدة، يجب الا تفسر بانها دعوة الى تجزئة العراق. وقال في بيان خاطب فيه - الشعب العراقي وقوى المعارضة الوطنية والحكومات المعنية - ان هذا التفسير «امر نفيته جملة وتفصيلاً».

واقصر طالباني، الأمين العام للاتحاد الوطني الكردستاني، بان تجربة المنافسة بين الحزبين «فاشلة اساساً». وقال رداً على أسئلة لـ «الحياة»: «لا نفضل جعل كردستان محمية دولية لاعتقادنا ان الشعب الكردي

يستطيع ممارسة حقه في تقرير المصير ضمن العراق ديموقراطي موحد». وفي حوار وطني شامل - والعاء الميليشيات ونزع اسلحة المدن الكردية الكبيرة وتشكيل حكومة ائتلافية واسعة» تتنازل لها الأحزاب عن سلطاتها مشدداً على ضرورة «وقف التدخل الإيراني» واعتبر تثبيت المصالحة الوطنية «غير ممكن اذا لم يتوقف هذا التدخل. وطرح ثمانية نقاط لحل سياسي في كردستان العراق».

بارزاني

وأعلن بارزاني في بيان له ان القيادة الكردية استطاعت «بنفسها وبمساعدة المؤتمر الوطني العراقي الموحد، احتواء أزمة القتال بين حزبه والاتحاد الوطني الكردستاني. وقال ان «عملية نطيم الأوضاع قائمة وعملية الحوار والمصالحة (بين الحزبين) جارية على قدم وساق لتحقيق سلام شامل ولإيجاد صياغات عملية للتعاون المشترك بين الطرفين».

وقال: «اننا نعمل في إطار المعارضة العراقية المتمثلة في المؤتمر الوطني العراقي الموحد وتلتزم برنامجه».

وأهدافه للاثني عشر يوماً ديموقراطي تعدي يحقق الفيدرالية ضمن إطار العراق الموحد. ونعتقد جازمين ان المشكلة الكردية يجب ان تحل ضمن القضية العراقية الأشمل». وتابع ان ما طرحه في شأن تحويل كردستان العراق «محمية» في ظل قوات دولية لحفظ السلام هو «فكرة لإيجاد تعريف للحال الشاذة للإقليم كردستان العراق. فعلى رغم الحماية التي توفرها دول التحالف الغربي ووجود إدارة محلية، الا ان هذه الإدارة تعاني قلة التعاون المطلوب معها من جانب المنظمات الإنسانية الأجنبية والدول المانحة للمساعدات لكي تكون أكثر قدرة على مواجهة التحديات الاقتصادية والأمنية».

وشكر بارزاني في هذا الصدد دول التحالف التي توفر الحماية للأكراد في إطار عملية «بروفايدي كومفورت»، وكالات الأمم المتحدة والمنظمات الأجنبية غير الحكومية العاملة في كردستان «ولولا هذه الحماية والمساعدات لاحت كارثة إنسانية أخرى بالشعب الكردي المحاصر والمعزول».

محاكمة ١٣ كاتباً بتهمة التعاطف مع الحركة الانفصالية الكردية

تركيا وايران تلتزمان حظر النشاطات المعادية للبلدين

صحيفة «اوزغور غيوندم»، واحتجزت اخبر من ١٠٠ شخص. واستصدرت السلطات التركية في ما بعد امراً من القضاء بإغلاق الصحيفة واتهمتها «بالترويج للانفصال».

وطعن المتهمون امام المحكمة في اعترافاتهم للشرطة وذكروا انهم تعرضوا للضغط وعذبوا اثناء فترة احتجازهم. وقال علي رضا خالص مدير عام الصحيفة امام القضاء: «كانت عيناى معصوبتين حين احضرت لي الشرطة محضر اقوالى لوقعه فلم اعرف اذا كانت صحيحة ام لا».

ومثل امام القضاء عشرة فقط من بين المتهمين بينما تغيب اثنان كانا علي ما يبدو خارج المدينة. اما يشار كايا الناشر السابق للصحيفة، وهو زعيم سابق أيضاً لحزب الديمقراطي الموالي للاكراد ففر الى اوربوا قبل بضعة اشهر.

محاكمة ١٣ كاتباً وصحافياً عملوا في صحيفة موالية للاكراد محتجة الان بتهم ذات صلة بالحركة الانفصالية الكردية.

الصحافيين

واتهم خمسة من الصحافيين بالانتماء الى حزب العمال الكردستاني الذي يشن حملة من اجل اقامة دولة مستقلة في جنوب شرقي تركيا، بينما اتهم الآخرون بمساعدة الثوار الاكراد.

وطالب الادعاء في محكمة امن الدولة في اسطنبول بالسجن مدداً تراوح بين ٢٠ عاماً وعامين وستة اشهر لأعضاء الحزب والسجن مدداً تراوح بين اربعة اعوام وستة اشهر للمتهمين الآخرين.

وكانت السلطات التركية اعتقلت الصحافيين في كانون الاول (ديسمبر) الماضي بعدما داهمت الشرطة مكاتب

لدعوة من نظيره التركي. وسلم بشارتي الرئيس التركي رسالة من الرئيس الايراني علي اكبر هاشمي رفسنجاني.

كذلك التقى بشارتي رئيسة الوزراء تانسو تشيلير. ووقع مع ميتهيشه مجموعة وثائق تتعلق بالامن الحدودي ومكافحة الارهاب.

وكانت وزارة الداخلية التركية رفضت اخيراً طلب لجوء تقدم به ١٦ ايرانياً من اعضاء مفترضين في منظمة «مجاهدين خلق» المعارضة للنظام الايراني واقناعاتهم الى الحدود مع العراق لطردهم. وفي بيان صدر الاحد الماضي اكدت المنظمة ان هؤلاء الايرانيين لا ينتمون اليها.

يذكر ان انقرة وطهران وقعتا في نهاية ١٩٩٣ بروتوكولات للتعاون في المجال الامني. على صعيد آخر بدأت امس

انقرة، اسطنبول - ا ف ب، رويتر - اكد وزيراً الداخلية التركي ناهد ميتهيشه والايراني علي محمد بشارتي مجدداً في انقرة التزام حكومتيهما عدم السماح بنشاطات معادية لأي منهما على اراضي بلديهما.

ورأى ميتهيشه في لقاء مع بشارتي ان زيارة نظيره الايراني الى انقرة التي انتهت امس الاربعاء، «عززت» العلاقات الثنائية. واكد ان تركيا لن تسمح بنشاطات معادية لايران على اراضيها.

وقال وزير الداخلية الايراني انه لا يوجد على الاراضي الايرانية اعضاء في حزب العمال الكردستاني الانفصالي. واذاف ان «حدودنا مغلقة امام اعداء تركيا».

واستقبل الرئيس التركي سليمان ديميريل في ازمير الوزير الايراني الذي كان وصل الاثني الى انقرة تلبية

سنة نواب اكراد في البرلمان التركي يلجأون الى اوربوا بعد حل حزبهم

□ انقرة، بروكسيل - «الحياة»:

■ اعلن ستة من اعضاء البرلمان التركي من اصل كردي في بروكسيل امس انهم لن يعودوا الى بلادهم خوفاً من تعرضهم للاضطهاد على ايدي السلطات. وذكر انهم سيواصلون النشاط السياسي في الخارج وجاء موقف النواب الاكراد بعد يوم من قرار المحكمة الدستورية التركية، حل حزب الديمقراطية الكردي ومصادرة ممتلكاته. واتخذ القرار بالاجماع في المحكمة العليا بعد مناقشة استمرت عشر ساعات.

واعتر محامي الحزب حسين كيلان رئيس رابطة حقوق الانسان التركية اكين بيردال امس ان قرار الحكم ذو طبيعة سياسية، وان «حق الشعب الكردي في التعبير عن نفسه في البرلمان التركي سلب منه».

وسيفقد ١٣ من النواب الذين ينتمون الى الحزب المحظور حصانتهم حالما ينشر نص القرار في الصحيفة الرسمية. ويمهد القرار

لشروع محكمة امن الدولة باجراءات ملاحقة قانونية ضد ثمانية نواب لا يوجد سوى اثنين منهم في انقرة.

وكان ستة من النواب الـ ١٣ انتقلوا الى بروكسيل قبل بضع ساعات من اعلان قرار المحكمة. ولا يزال خمسة آخرون في السجن منذ بداية آذار (مارس) الماضي وهم ينتظرون محاكمتهم بعدما رفع البرلمان الحصانة عنهم.

ويقضي الدستور التركي اجراء انتخابات فرعية اذا اصبح لا يوجد من مقاعد البرلمان شاغراً. ويوجد حالياً ثمانية مقاعد شاغرة، إلا ان هذا العدد سيرتفع الى ٢١ في خلال نشر قرار المحكمة في الصحيفة الرسمية. وذكر كيلان وناثان اهران، هما سليم صادق (من شيرناخ) وسادات يورتاس (من ديار بكر) امس ان هذا هو السبب في ان المحكمة لم تشمل

واثار قرار المحكمة ردود فعل سريعة من مدافعين عن حقوق الانسان في انحاء العالم، خصوصاً ان قرار حل الحزب اتخذ لمجرد القاء خطابين وصدر بيان باسمه. وفي وقت متقدم ليل اول من امس ابلغ مسؤول في المحكمة الى الصحافيين ان قرار الحكم استند الى خطابات القاها الرئيس السابق لحزب الديمقراطية يسار كايا في بون والمانيا واريل في شمال العراق. والسبب الرئيسي وراء حل الحزب هو بيان يحمل عنوان «نداء من اجل السلام» كان صدره العام الماضي.

وقال كيلان لـ «الحياة»: «على رغم ان القرار استند الى خطابين كان كايا القاها فان الزعيم السابق للحزب الكردي لا يزال قيد المحاكمة للاقائه الخطابين نفسيهما ولم يصدر بعد قرار بادانته».

بقررها اربعة نواب سابقين من حزب الديمقراطية. وقال كيلان ان الاربعة كانوا اعضاء في الحزب عندما بدأت الدعوى، لكن السلطات الآن تخفي ذلك. والسبب هو انها تريد تجنب انتخابات فرعية، ما يبين ان الدعوى ذات طبيعة سياسية.

ولا يزال نواب حزب الديمقراطية: خطيب دجلة (ديار بكر) واورهان دوغان (شيرناخ) وسيري سكيك (موس) واحمد ترك (ماردين) وليلى زانا (ديار بكر) في السجن في انتظار تقديمهم الى المحاكمة. وسيطلب الادعاء اصدار حكم الاعدام بحقهم بسبب آراء عبروا عنها في صورة خطبة او شفوية.

وسيبدأ نواب حزب الديمقراطية الذين طلبوا اللجوء الى الغرب بتقديم التماسات الى مؤسسات دولية في الاسبوع المقبل لتحدي قرار المحكمة الدستورية التركية. وذكر محامو الحزب المحظور انهم سيقدمون اعتراضهم الى محكمة حقوق الانسان في ستراسبورغ.

gamk — 1^{er} juillet 1994

L'exode des Kurdes de Turquie vers le Kurdistan irakien

Il y a quatre ans, la communauté internationale s'était émue de l'exode des Kurdes irakiens fuyant les troupes de Saddam Hussein pour chercher refuge dans les camps de fortune installés de l'autre côté de la frontière turco-irakienne, par les autorités d'Ankara. Sera-t-elle sensible au sort similaire que connaissent aujourd'hui les Kurdes de Turquie, obligés, certes pour l'instant en moins grand nombre, à franchir dans l'autre sens la frontière avec l'Irak?

Des dizaines de milliers de Kurdes irakiens avaient profité de la "marsuétude" de la Turquie qui, dans la foulée de la guerre du Golfe, entrouvrait, fait sans précédent, ses frontières à des Kurdes. Ankara, qui pouvait compter déjà sur la reconnaissance des Occidentaux pour le soutien qu'il leur avait apporté durant leur campagne militaire contre Bagdad, se rachatait du même coup en conduite en matière de droits de l'homme: en accueillant des dizaines de milliers de Kurdes d'Irak, la Turquie pouvait espérer que la communauté internationale ferme les yeux sur les mauvais traitements qu'elle faisait subir à ses propres citoyens d'origine kurde. La "générosité" turque à l'égard des Kurdes d'Irak, aussi ostentatoire fût-elle, devait d'ailleurs montrer très vite ses limites; entassés dans des camps aux conditions précaires, installés à la lisière de la frontière de l'Irak, où la Turquie entendait les renvoyer le plus vite possible, ils étaient tenus à l'écart de leurs "cousins" de Turquie, majoritaires dans la région. Pour Ankara en effet, l'urgence commandait impérativement d'empêcher une contagion nationaliste kurde dans ce sud-est anatolien en rébellion contre le pouvoir turc. La création par l'ONU d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak, protégeant les Kurdes des bombardements des avions de Bagdad, répondra aux attentes turques en permettant le retour des réfugiés kurdes dans un Kurdistan d'Irak faisant la périlleuse expérience de l'autonomie. Une autonomie encouragée du bout des lèvres dans un premier temps par les autorités turques, qui en souligneront pourtant très vite les "dangers" à

mesure que se confirme l'état de guerre entre rebelles kurdes et soldats turcs dans le sud-est anatolien; désigné par Ankara comme un "sanctuaire" pour les rebelles kurdes du PKK, le Kurdistan d'Irak, malgré les accords conclus par ses dirigeants avec les Turcs, sera régulièrement depuis bombardé par une aviation turque traquant les maquisards du PKK. Les Kurdes d'Irak, si généreusement accueillis par Ankara dans la tourmente de la guerre, seront les premières victimes de ces raids, qui ne font que fragiliser une autonomie kurde aux portes de la Turquie, insupportable pour des dirigeants turcs craignant l'effet de contamination nationaliste.

La frontière turco-irakienne en sens inverse

Aujourd'hui, la frontière turco-irakienne est franchie en sens inverse par les Kurdes de Turquie cette fois; non pas ces "terroristes" du PKK pourchassés par l'aviation turque, mais de simples villageois bien souvent qui fuient en Irak du Nord les exactions d'une armée turque qui a déployé dans le sud-est anatolien près de la moitié de ses effectifs, sans compter les éléments supplétifs de la gendarmerie et autres chefs de village au service du pouvoir central. La guerre totale déclenchée par l'armée turque dans le Kurdistan depuis l'arrivée de Mme Ciller à la tête du gouvernement l'an dernier s'accompagne d'un exode de la population kurde qui prend les allures d'une déportation, tant elle semble obéir à un scénario préparé par les autorités d'Ankara pour vider la région de sa population autochtone; l'idée n'est pas nouvelle en effet et s'inscrit dans cette quête obsessionnelle d'homogénéité ethnique qui hante la Turquie "moderne". Mais elle semble prendre aujourd'hui au nom de la "lutte anti-terroriste", des proportions telles qu'elle devrait inciter la communauté internationale à réagir. Les forces de l'ONU basées en territoire turc pour prévenir une éventuelle répétition des massacres anti-Kurdes par le régime de Bagdad et dont le mandat est régulièrement reconduit par Ankara

depuis la guerre du Golfe, assistent pourtant impuissantes, à une répression qui n'a rien à envier aux méthodes de Saddam Hussein.

Alors que la Turquie fait actuellement l'objet d'un recours au Conseil de l'Europe, qui pourrait décider de la suspension de ses parlementaires, l'Association turque des Droits de l'Homme (ATDH) a appelé mardi les instances internationales à aider les milliers de Kurdes qui ont fui la répression turque pour se réfugier dans le nord de l'Irak. L'Association évalue à 12 000 le nombre de ces réfugiés dont les autorités turques, tout en sous-évaluant l'importance de l'exode, prétendent qu'ils ont fui sous la pression des rebelles du PKK. Rendant compte, lors d'une conférence de presse à Ankara, d'une visite dans les zones où s'abritent ces 12 000 personnes, le président de l'ATDH, Me Akin Birdal, a affirmé qu'il était "impossible" pour ces réfugiés, dont "la quasi-totalité sont des vieillards, des femmes et des enfants", de passer l'hiver dans les conditions actuelles. "Plus de la moitié de ces gens vivent sous des tentes ou abris qu'ils ont fabriqués avec des branches et des feuilles d'arbres", indique Me Birdal qui poursuit: "ils ont été obligés de tout abandonner et de quitter leurs foyers, fuyant la pression des autorités turques parce qu'ils refusaient de s'armer contre les rebelles du PKK. En revanche, le président de l'ATDH "n'a pas constaté" de cas de familles "forcées par le PKK à l'exode", comme l'affirme le gouvernement turc. D'ores et déjà, selon Me Birdal, ce sont quelque 1053 villages qui ont été évacués par ces personnes, des chiffres témoignant de l'ampleur d'un phénomène commencé l'an dernier et qui atteint son paroxysme en avril et mai derniers avec des passages de la frontière "au rythme de 25 à 30 familles par jour".

La communauté internationale impuissante

Et si les forces de l'ordre turques, en accord avec les autorités kurdes d'Irak, tenteraient actuellement, selon Me Birdal, d'empêcher l'exode,

c'est quand même bien à une déportation orchestrée par Ankara que s'apparente ce flux migratoire. On y décèle en tout cas la "logique" des gouvernements turcs successifs, qui ont déployé ruse, ingéniosité et cruauté au cours des dernières décennies pour se débarrasser d'un problème kurde dont ils nient jusqu'à l'existence; les massacres et déportations des années 20 et 30, dans la foulée du génocide arménien, les pressions économiques, sociales et culturelles visant à attirer dans les métropoles de l'ouest pour les y perdre des paysans kurdes réduits à la misère et au sous-développement dans leurs régions, la négation systématique de l'identité kurde théoriquement soluble dans l'alchimie nationaliste kémaliste, puis, dans les années 80, l'option contraire du développement économique et de l'ambitieuse mise en valeur du sud-est anatolien où c'est dans les eaux du fleuve Euphra-

te, domptées par le grandiose barrage Atatürk, que les autorités turques pensaient cette fois pouvoir dissoudre l'identité kurde, la noyant dans l'opulence plutôt que dans la misère. Ce dernier programme, à long terme, nécessitait une patience qui n'est pas vraiment la vertu principale du gouvernement de Mme Ciller, qui s'est promis de régler leur compte aux terroristes kurdes, c'est-à-dire, en termes moins elliptiques, au problème kurde. C'est donc une fois encore à la manière forte qu'a recours la Turquie, qui n'a décidément pas chassé les démons du génocide qui la hantent.

Il serait temps que la communauté internationale réagisse aux "Halabjas" en préparation, voire déjà en cours, dans le sud-est de la Turquie. Le chassé-croisé de réfugiés kurdes, à quatre ans d'intervalle et toutes proportions gardées, de part

d'autre de la frontière turco-irakienne, est sans doute un autre épisode emblématique du drame du peuple kurde, écartelé entre des pays qui lui refusent ses droits, les plus légitimes, ballotté au gré des vents trop souvent mauvais et contraire soufflant sur la région. Mais il trahit surtout l'impuissance et le manque de détermination de la communauté internationale, et singulièrement des pays européens, lorsqu'il s'agit de protéger le peuple kurde et en même temps, de condamner la Turquie. L'Occident, qui avait applaudi à "l'hospitalité" turque à l'égard des Kurdes d'Irak, aura-t-il le courage de rappeler à la Turquie que les lois de l'hospitalité sont aussi valables pour ses citoyens d'origine kurde, qui ont au moins autant de droit à l'existence que les Bosniaques, dont Ankara s'est fait fort généreusement l'avocat sur la scène internationale...

G.

A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A. F. P. — A.

FRA0251 3 I 0174 RFA /AFP-LY33

Allemagne-Kurdes

Un jeune Kurde de 15 ans tué par un policier alors qu'il collait des affiches

HANOVRE (Allemagne), 1er juil (AFP) - Un Kurde de 15 ans a été tué jeudi soir par un policier à Hanovre alors qu'il collait des affiches pour une organisation kurde interdite, a annoncé vendredi la police.

Selon la police, l'adolescent, un demandeur d'asile, collait des affiches du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK) avec des camarades dans un quartier animé de la ville, quand il a été interpellé par deux policiers en civil.

D'après les premières indications de la police, le jeune homme s'est opposé à la vérification de son identité et, au cours de l'altercation qui a suivi, le pistolet d'un policier de 26 ans est tombé par terre. Le policier a voulu le ramasser, mais à ce moment-là un coup est parti, atteignant l'adolescent à la poitrine et le tuant.

Le policier a été présenté au parquet.

L'ERNK est considéré comme une émanation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Allemagne.

jlp/dfg/jmc

AFP /JO0245/011157

JUL 94

gank
1^{er} JUILLET 1994

Les services secrets turcs font peau neuve, avec l'aide du Mossad

La voie diplomatique et les pressions politiques ont accordé quelques succès à la Turquie dans sa lutte contre le "terrorisme kurde": Ankara a ainsi pu obtenir de l'Allemagne l'an dernier qu'elle interdise les activités du PKK sur son territoire, tandis qu'un processus similaire était engagé en France où les forces de police lançaient une vaste opération-coup de filet contre les milieux activistes kurdes. Cette coopération des chancelleries occidentales avec la Turquie, engagée pour sa part dans une guerre sans merci avec les rebelles du PKK dans le sud-est anatolien, n'est pourtant pas suffisante aux yeux d'un gouvernement turc bien décidé à en finir une fois pour toute avec la rébellion kurde et au-delà, la question kurde: Ankara a échoué dans ses efforts pour présenter sous le seul angle du terrorisme une question kurde qui suscite sympathie ou en tout compréhension dans les pays européens; le rassemblement d'au moins 50 000 Kurdes venus de différents pays européens à Francfort la semaine dernière a également démontré la capacité de mobilisation des Kurdes, en dépit des mesures prises contre leurs structures militantes les plus radicales par des gouvernements européens qu'Ankara ne peut de toute manière pas contraindre à réduire les communautés Kurdes au silence. Enfin, les ondes de choc de la répression exercée contre les Kurdes dans le sud-est anatolien ont atteint le Conseil de l'Europe, où la Turquie est mise en accusation cette semaine pour violations des droits de l'homme.

Devant ces maigres résultats, les services de renseignements turcs (MIT), ont décidé de passer à l'attaque; ils vont être prochainement autorisés à mener des opérations et à procéder à des arrestations à l'étranger, avec comme cibles prioritaires, les leaders indépendantistes kurdes, mais il est à prévoir que ce genre d'activités soit

étendu à d'autres dossiers brûlants. Une unité spéciale a déjà été formée à cette fin au sein de l'organisation, selon le journal "Hurriyet" qui citait des sources dans les milieux du renseignement turc. Et pour passer à la vitesse supérieure, le MIT prend comme modèle les services de renseignement israéliens, réputés pour une "efficacité" qui ne s'embarrasse guère de scrupules dans les opérations menées à l'étranger.

La lutte sans merci menée par le Mossad contre les leaders palestiniens partout dans le monde devrait donc inspirer les agents du MIT, qui ont d'ores et déjà inscrit le chef du PKK, Abdullah Öcalan, dit "Apo", résidant généralement entre Syrie et Liban, en tête de liste de leurs cibles. D'autres figures notables du PKK en Europe sont également visées par cette offensive annoncée du MIT.

Mais selon Hurriyet, le Mossad ne se contenterait pas de jouer les modèles: alors que l'on observe un resserrement des liens entre Israël et la Turquie, sur fonds d'une même croisade contre le terrorisme, le Mossad et le MIT sont amenés à coopérer. Les services israéliens auraient déjà commencé, en transmettant à leurs collègues et désormais partenaires turcs d'importantes informations sur les membres du PKK actifs au Proche-Orient. L'axe politique et diplomatique Ankara-Jérusalem qui s'est constitué depuis la mise en place du processus de négociations israélo-palestinien, accorde décidément une place centrale à cette coopération dans la lutte contre le terrorisme, un accord en ce sens ayant d'ailleurs été conclu entre responsables turc et israélien à Jérusalem l'an dernier.

Signe des temps et de son évolution, le MIT exige désormais de ses recrues la connaissance de langues étrangères: fait sans précédent aussi, il recrute par voie de publicité dans les journaux...

DIPLOMATIE

L'assemblée du Conseil de l'Europe examine des sanctions contre Ankara

Un avertissement à la Turquie pour sa politique vis-à-vis des Kurdes

A la demande du groupe socialiste, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe devait examiner, jeudi 30 juin, une demande d'exclusion temporaire de la Turquie, à la suite de l'incarcération et de la mise en accusation, en mars dernier, de six députés kurdes (*le Monde* du 24 juin).

Même si le Conseil de l'Europe décidait de ne pas sanctionner la Turquie, cet épisode sera un avertissement pour le gouvernement d'Ankara, objet des critiques en raison de sa politique vis-à-vis des Kurdes du Sud-Est, fondée sur le « tout-répressif » d'une logique exclusivement militaire.

La justification des autorités turques tient en deux points : d'une part, en dehors des difficultés économiques propres à la région, il n'existe pas de « problème kurde », les Kurdes sont des citoyens turcs comme les autres, ni plus ni moins ; d'autre part, les forces de sécurité turques ne font que lutter par les moyens les plus adéquats contre le terrorisme du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Au-delà même de la seule Turquie, les Kurdes, même s'ils s'entre-déchirent, forment bel et bien un peuple, réparti sur plusieurs pays, dont l'existence constitue précisément l'une des sources d'instabilité permanente de la région. En Turquie les quelques 12 millions de Kurdes forment une communauté – avec sa langue, sa culture, ses problèmes propres – qui demande que ses droits soient

reconnus. Les Kurdes ne font ainsi que s'inscrire dans un mouvement général qui voit partout les minorités revendiquer leurs droits de plus en plus vivement. Cette revendication ne saurait être assimilée aux visées indépendantistes qui semblent rester celles du PKK, en dépit des dénégations officielles de ce mouvement.

Quant au second argument d'Ankara, il n'est guère plus défendable. Nul ne songerait à soutenir le PKK, qui ne se contente pas de mener une guérilla contre les soldats d'Ankara, mais pratique un terrorisme (attentats aveugles, exécutions, enlèvements de civils) dont la population est aussi la victime. Cela ne suffit pas à justifier que l'armée brûle les villages et même une répression sans pitié contre toute une population accusée de servir de vivier au PKK. Surtout quand le pouvoir s'emploie à étouffer toute expression des revendications kurdes dans un cadre légal et démocratique, jetant ainsi une partie de la jeunesse dans les bras de cette organisation. Sans même parler des actions menées par des mystérieux « escadrons de la mort », dont tout laisse à penser que certains entretiennent, au moins, des liens avec les forces de sécurité. L'honneur d'une démocratie consiste, précisément, à refuser de répondre au terrorisme avec les mêmes armes.

Or les témoignages sont si nombreux et si concordants qu'il semble difficile de conserver le moindre doute sur la gravité des atteintes aux droits de l'homme imputables au pouvoir : le dernier rapport en date est celui d'Amnesty international, qui est allé jusqu'à affirmer que la situation des droits de l'homme empire « d'heure en heure », notamment au Sud-Est, mais pas uniquement (*le Monde* du 23 juin). Les Kurdes et ceux

qui sympathisent avec leur cause ne sont pas les seuls à faire l'objet de la sollicitude du gouvernement, qui pourchasse les auteurs de délits d'opinion « classiques », c'est-à-dire tout simplement ceux qui critiquent un peu trop vivement les atteintes à la démocratie portées par le régime. Dans ces conditions, il devenait de plus en plus difficile pour les pays européens de ne pas adresser un coup de semonce à Ankara.

Vis-à-vis de l'Union européenne, la Turquie nourrit une sorte de « complexe musulman ». On a tôt fait, dans les cercles dirigeants du pays, de mettre au compte d'une réaction de défense de l'Occident chrétien les critiques qui sont adressées au pays, officiellement candidat à l'entrée dans l'Union. Nier toute réalité à cet argument serait hypocrite : il est clair que, même si là n'est pas le principal obstacle au rapprochement avec l'Union, tout le monde n'a pas envie de voir une nation de soixante millions d'habitants, musulmans à 99 %, rejoindre les rangs de l'UE. L'attitude des Occidentaux face aux conflits en Azerbadjjan et en Bosnie a renforcé ces dernières années ce « complexe » des Turcs. Mais les rigidités d'Ankara, renforcées à l'inverse cette défiance latente des Européens et aboutissent à dilapider un capital de sympathie réel lui aussi, à gâcher les chances offertes par le dynamisme impressionnant de ce pays jeune.

Le blocage chypriote

D'où le problème auquel se heurte, par exemple, la diplomatie française, soucieuse de ménager la Turquie, à cause de son importance à la fois géopolitique et commerciale, notamment en matière d'exportation d'équipements militaires. En

visite à Ankara cette semaine, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq a indiqué : « nous cherchons à rassurer les Turcs [sur leurs relations avec l'Union européenne] », tout en ajoutant que la question des droits de l'homme demeure un problème « pour un pays comme la France qui souhaite être l'avocat de la Turquie dans l'Union européenne ». « Nous avons des difficultés avec notre propre opinion », a-t-il admis.

Le blocage de la Turquie dans le conflit chypriote fournit un autre exemple de ces difficultés : après des mois et des années de patience, les Douze ont fini, semble-t-il, par se convaincre que, sauf miracle, Ankara, occupant sans droit ni titre du nord de l'île, ne bougera pas d'un pouce, empêchant tout progrès vers une solution politique pour mettre fin à une partition qui dure depuis vingt ans. Résultat : au 1^{er} janvier 1995, l'Europe pourrait engager avec la seule partie grecque de l'île des négociations d'adhésion. Celles-ci ne déboucheraient certes pas tout de suite – afin de rassurer les Turcs après les décisions du sommet de Corfou, Bertrand Dufourcq, secrétaire général du Quai d'Orsay a souligné qu'un nouvel élargissement ne pourrait pas avoir lieu « avant le début du XXI^e siècle » (1) – mais elles aggraveraient la fracture entre les deux communautés chypriotes, jetteraient un peu plus la « République turque de Chypre du Nord » (*« RTCN »*, auto-proclamée, reconnue seulement par Ankara) dans les bras de la Turquie, rendraient encore plus amère l'attente de cette dernière aux portes de l'Europe.

JEAN-LOUIS ANDREANI

(1) Dans les conclusions du récent sommet de Corfou, les Douze indiquent que « la prochaine phase de l'élargissement de l'Union inclura Chypre et Malte ».

LE MONDE

1^{er} juillet 1994

CSIS panel discusses Operation Provide Comfort

Çandar: In Turkey, civilians have no national security policy. That's why they follow the military's lead
Wilkins on human rights: The US Congress is getting more skeptical of Turkey's justification for fighting terrorism

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- In a panel organized by the Center for Strategic and International Studies (CSIS) in Washington on June 30, the panelists Cengiz Çandar (columnist for daily Sabah), Ellen Laipson (U.S. National Security Council), and Katherine Wilkins (U.S. House Foreign Affairs Committee) discussed the implications of Operation Provide Comfort for Turkey, the United States and northern Iraq.

The panel was moderated by Bülent Alınza, senior associate and the director of CSIS's newly inaugurated Turkish Studies section. Foreign Ministry Undersecretary Ambassador Özdemir Sanberk was once a guest of the Turkish Studies program.

The panel that focused on Çandar's expert testimony emphasized the problematic nature of the contentious support Turkey has given to Operation Provide Comfort (OPC).

Wilkins' testimony reflected another view, that of the U.S. Congress. She made it clear that the United States was not as equivocal in its support for OPC, but that Congress de-linked the importance of OPC from U.S. policy vis-a-vis Turkey's human rights records, i.e. the Congress did not feel like keeping silent in the face of certain recent developments in Turkey just because it also wanted to solicit Turkish support to keep OPC going.

Laipson similarly voiced the administration's strong and unproblematic support for the OPC and said it continued to be a strong deterrent against Saddam Hussein.

The panel was attended by an invited group of journalists, public relations specialists, scholars, representatives of the Kurdish Democratic Party, the Patriotic Union of Kurdistan, the U.S. State Department, the National Intelligence Council and various defense firms. Also among the select audience were representatives of two Japanese banks: Bank of Tokyo, and Sumitomo.

In his informative presentation, Çandar outlined the history of OPC. As a previous consultant to the late Turkish President Turgut Özal, Çandar said that what had started back in the spring of 1991 as a temporary ad hoc measure to help the Iraqi refugees escaping from Saddam Hussein's

onslaught had been transformed into a permanent fixture of the local geopolitical scene.

His overall message was that today in Turkey there were many people, including many industrialists and the speaker of the Turkish Parliament himself, who recognized the need to change the approach to the region and the Kurdish problem, and to create a truly multicultural democratic society. But there was such a popular psychosis about the assumed plots directed at Turkey's territorial integrity that such solutions still could not be brought out and discussed freely.

Particularly in relation to Operation Provide Comfort, Çandar explained that the US-British-French umbrella spread over the Kurds rekindled in the Turkish psyche memories of the Sevres Treaty of 1920 which meant to carve an independent Kurdistan out of Turkish territory.

Due to such a paranoia Turks fail to notice the important fact that today the PKK (Kurdistan Workers' Party) does not want OPC, he said. Thus implying the question: why should the PKK try to get rid of OPC if it fostered Kurdish autonomy in northern Iraq?

Çandar's characterization of Turkey's military's role with respect to OPC was one of the highlights of the panel. After spotlighting the Turkish military's unique historical mission as the "protectors of the nation and Turkish territorial integrity," Çandar stressed the fact that, in many cases, the Turkish National Security Council (NSC) was the real power holder in Turkey.

The NSC decided which policies to follow concerning national security. Although civilians comprised one half of the council, in practice soldiers dictated the outcome almost every time, he said.

To illustrate the Turkish military's dominance he mentioned that the top five civilians in Turkey did not know that OPC did not keep any ground troops in northern Iraq. "How can the civilians run the security policy when they are not aware of even such elementary military facts?" he asked.

"When Özal was alive, he managed to manipulate the NSC for his own ends and Turkey benefited from this. But those who followed him cannot do the same and the

military dominates the decision making process," Çandar said. As another illustration of his point, he related how Prime Minister Tansu Çiller reneged on her promise to discuss the Spanish Basque model in Turkey as a possible solution to the Kurdish problem, following her consultation with soldiers at a NSC meeting.

"Part of the paradox is that in Turkey civilians do not have a national security policy of their own. So they have to follow the lead of the only group that does have such a policy, i.e. the military."

NSC ambivalence toward OPC

Çandar made two more interesting observations concerning the situation in Turkey. The first one concerned the ambivalent approach of the NSC to Operation Provide Comfort (OPC).

Çandar said that the soldiers did not actually like OPC because they believed that what started as a humanitarian assistance program was fast becoming an umbrella for the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq.

But, on the other hand, OPC had become such an integral part of U.S.-Turkish relations in particular and Turkish-Western relations in general that not renewing it would certainly send the wrong signals to the West.

So every six months, the NSC grudgingly pushes for the extension of the operation while fighting the reasons for its existence the rest of the time, Çandar observed.

The second interesting point Çandar raised was the current lack of a consensus in Turkey on many fundamental issues. "And that is good," he added. "Because that shows that we are thinking about these matters for the first time in the last 70 years. It means we are making progress toward a multicultural democratic society."

The columnist for the daily Sabah raised some eyebrows in the room when he suggested that Turkey should have "a close, open-border relationship with an autonomous (Kurdish) regime in northern Iraq while sovereignty still rests totally with Baghdad. In that fashion the territorial integrity of Iraq would also be preserved."

But for that to happen "a restructuring of the Turkish state and a restructuring of

Turkish minds on the Kurdish (issue) is required," he said. "That's necessary for durability in Turkish-U.S. ties as well," he said. Otherwise, if the United States continues its "policy of non-policy toward Iraq" it may have a destabilizing effect both on Turkey and the region because such a non-policy cannot be sustained forever, he said. Both countries need to rethink their mutual national interests, he said.

Candar added that OPC — due to its perceived link to Kurdish autonomy in northern Iraq, remained a tense issue for Turks — an operation that creates more discomfort than comfort for the Turks. "If we continue to think of Turkey as a non-multiethnic society, then OPC will have a destabilizing effect," Candar said.

As to the long-term prospects, "in a country where policies change twice a day it is impossible to guess what will happen six months down the line. Six months in Turkey is like a century," he concluded.

A more skeptical U.S. House

Katherine Wilkens of the powerful U.S. House Foreign Affairs Committee emphasized that the U.S. Congress had lately become less willing to turn its head the other way on human rights issues just to support the OPC. She said that, as a main tool of pressure against Saddam, the Congress still supported OPC totally — a view which was seconded by Ellen Laipson of NSC as well.

Yet Wilkens also made it clear that, cer-

tain developments like the arrest of the pro-Kurdish DEP deputies caused the House to de-link support of OPC in particular from support of Turkish policies in the Southeast and the region in general. She cited the continuing sensitivity of Senator DeConcini and Representatives Hoyer and Hamilton to the human rights issues. "The Turkish government's explanation that it is just fighting terrorism sounds more shallow now," than it did last year, she said. She made it clear that the U.S. Congress would continue to make the use of excess U.S. military hardware and helicopters in the Southeast an issue while at the same continuing to support OPC.

The next CSIS panel on Turkey will take place in August, on the subject of the Turkish economy.

Cindoruk attacks Council of Europe decision

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk said Friday that the people of Turkey were strongly inclined to return to full democracy and never to abandon it even though the democratic process had sometimes been interrupted.

Cindoruk said he would back the efforts for the democratization of the Constitution and that he expected progress on the issue to be made shortly. It had been because of the delays in making amendments, he said, that Turkey had attracted the censure of the Council of Europe.

The Council of Europe has resolved to send a mission to Turkey and has urged the country to accept representatives from the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), but stopped short of freezing Turkey's membership of the Council, which is what the members of the now defunct Democracy Party (DEP) had demanded.

Cindoruk's comment on the Council's verdict was that he found it "extreme and wrong" but "not completely unjustified." The present government, he said, could not be held entirely responsible for the failure to amend the 1982 Constitution, now twelve years old. He pointed out that Turkey always managed a return to democratic processes, in spite of the repeated coups. It was important, he said, that the constitutional arrangements made by military regimes be democratized.

Cindoruk said that the definition of democracy did not vary from country to country, but that an international standard existed. But his own primary function, he continued, did not consist of making definitions but of applying democratic principles. Definitions

could be left to academics, according to him.

"In democracies, you cannot decide on what people should say," he said. "It is the electorate that decides. Legal obstacles that prevent the electorate from reaching its own decision should be removed.

However, both the indivisible integrity of the country and the principles of Atatürk must be observed." The Parliament speaker pointed to the banning of Fascism and Communism in European countries. Ideological debate was allowed, but organized threats to the state were not.

The establishment of genuine democracy in Turkey was important because it was what the people of Turkey wanted, not because of the wishes of the Council of Europe, he went on. Yet constitutional change was not an easy matter for any country and required a broad consensus among all groups.

"For this reason, I think that the findings of the Council of Europe were mistaken. They did not take such action when people were being imprisoned by the military regime. Of course, there are some points in their verdict that I find justified. But as Parliament Speaker, I don't accept the sending of observers by the Council," Cindoruk said.

He pointed out that he knew Martinez, the head of the Council of Europe, personally, and that he appreciated Martinez's struggle for democracy against the Franco regime in Spain. "As Parliament Speaker," he said, "I can invite Mr. Martinez and any delegation he wants. They can meet whomever they wish. However they can come only if I invite them. They cannot send a delegation."

Cindoruk then enlarged on what he did agree with in the Council's find-

ings. "It is undemocratic that deputies should lose their parliamentary memberships when their party is closed down by the Constitutional Court. Such a provision does not exist in the constitution of any other country. If the membership of an elected deputy is removed by the Constitutional Court — instead of by the Parliament to whom he is elected — then it means that the Constitutional Court is given the power to dissolve Parliament. Because if this court decides to close down the DYP, the ANAP and the SHP, which together provide the bulk of parliamentary deputies, it amounts to a dissolution of Parliament. And there would be no quorum remaining to call for new elections and the formation of a new parliament." Decisions of the Constitution must carry conviction, Cindoruk insisted, and if the head of a court felt obliged to defend the court's ruling, it was a sign that the decision was questionable. This was a clear, though indirect, criticism of the presiding judge of the Constitutional Court, Yekta Güngör Özden.

He also implied criticism of Nusret Demiral, the chief prosecutor of the Ankara State Security Court.

He said that the preparation of indictments by prosecutors were not supposed to stir people up but to launch investigations.

Replying to a question, the Parliament speaker said he had turned down the request of former DEP deputies, Sadat Yurttaş and Selim Sadak that they be allowed to attend the first convention of the People's Democracy Party (HADEP). The convention had been marked by the continual shouting of slogans in support of the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK).

turkish daily news — saturday, July 2, 1994

Democracy Party deputies surrender to police

Sadak and Yurttaş were accompanied by their lawyers as they went to the office of the prosecutor

Turkish Daily News

ANKARA- Former deputies of the now defunct pro-Kurdish Democracy Party (DEP), Selim Sadak and Sedat Yurttaş, accompanied by their attorneys, surrendered Friday to the Ankara State Security Court (DGM), which handed them over to the police.

With the publication of the Constitutional Court ruling giving its justification for the closure of the DEP in the special edition of the Official Gazette, there was no legal obstacle left to taking Sadak and Yurttaş into custody.

Feridun Yazar, one of their attorneys, said he and his colleagues had contacted Prosecutor Talat Salk, who then talked to Chief Prosecutor Nusret Demiral. Yazar said: "We said that there is no need for the police to take our colleagues from their home.

We, as their lawyers, offered to bring Sadak and Yurttaş to them. Nusret Demiral deemed our proposal appropriate. In line with their earlier statements, our colleagues will not refrain from giving statements at the office of the prosecutor and the courts if

legal formalities are fulfilled."

Yurttaş said he and Sadak had come to the DGM to make a statement and that they would not refrain from testifying.

After staying around 15 minutes at the prosecutor's office of the DGM, Yurttaş and Sadak were taken to the Ankara Security Directorate, where they will reportedly be questioned.

Six Kurdish deputies (five DEP deputies and one independent deputy) are already behind bars waiting trial on treason charges. Six others fled to Europe last month.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0169 4 I 0158 TUR /AFP-VU34

Turquie-Kurdes

2.090 rebelles kurdes tués en six mois, selon un haut responsable turc

ANKARA, 3 juil (AFP) - 2.090 kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués depuis le début de 1994 par les forces de l'ordre dans l'est et le sud-est anatolien, a rapporté dimanche l'agence turque Anatolie citant un communiqué du ministre turc de l'Intérieur M. Nahit Mentese.

7.195 "terroristes" (terme officiel désignant les rebelles kurdes) ont été arrêtés et 226 autres se sont rendus aux forces de l'ordre pendant cette même période, selon le ministre turc de l'Intérieur.

L'armée turque effectue depuis le début du printemps des opérations d'envergures dans le sud-est anatolien à majorité kurde, dans le but d'anéantir le PKK d'ici la fin de l'année.

La rébellion du PKK, déclenchée en 1984 contre le pouvoir central d'Ankara a fait au moins 12.000 morts parmi les forces de l'ordre, rebelles et civils.

KG/bd

AFP /JO0245/031431

JUL 94

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

MONDAY, JULY 4, 1994

In Iraq, the Opposition Plot Bogs Down

By Chris Hedges
New York Times Service

SALAH AD DIN, Iraq — In a small, nondescript house, with armed guards out front and the windows bricked shut, the men and women who would seize power from President Saddam Hussein plot their way to Baghdad.

In cramped, dimly lighted rooms they stuff miniature copies of their opposition newspaper into matchboxes to smuggle past Iraqi lines into the capital. They record blistering attacks against the government to be broadcast on their radio and television stations.

They pound new information into computers in an effort to flesh out profiles of officers who might be willing to stand with them against the Iraqi leader. And in a camp just outside town, 500 militiamen train with former Iraqi officers.

But three years after the Gulf War, the Iraqi National Congress, the umbrella organization for Kurdish, Shiite Muslim and Sunni Muslim opposition groups, has little to show for its efforts.

Mr. Saddam not only remains in power, but with Iraq increasingly in compliance with the United Nations cease-fire resolution, it seems only a matter of time before sanctions are lifted.

The few coup attempts, only one of which, in June 1992, seriously threatened the Iraqi leader, were all swiftly crushed. Last year, the Clinton administration scaled down a covert \$40 million program run by the Central Intelligence Agency to overthrow him.

Administration officials said much of the aid was distributed to groups and offi-

cers with no real following. Too much money, they said, went into the production of leaflets and propaganda that had little impact.

"The Americans always held out this hope that some mysterious officer would come along and rid the world of Saddam Hussein," said a senior Iraqi National Congress official. "This hasn't happened, and isn't likely to happen."

Several million dollars are still given to Iraqi opposition groups by the CIA to finance broadcasts and other propaganda efforts.

Iraqi National Congress officials declined to say whether they were included in the covert financing effort.

The group set up its operations a year ago in the northern "security zone" controlled by Kurdish rebels and protected by the United States and its allies, but much of its recent efforts have been devoted to separating warring Kurdish guerrilla factions.

"This is not our job," said a senior leader of the Iraqi National Congress. "We don't really like it, but we have no alternative. We have wasted

about a month and a half of our time."

In a sweltering television studio, Sermat Ilias, a political commentator, glanced at his script as the strains of Vivaldi's "Four Seasons" faded away. His recorded commentary would be broadcast on the group's television channel in the north that night after the evening news.

The news program, filled with scenes pirated from various satellite broadcasts, including those of CNN and the BBC, is beamed south each evening to Iraqis living below the Kurdish-held security zone.

The television and radio stations, frequently attacked by the government-run press in Baghdad for spreading foreign propaganda, are often jammed. Still, the dissidents insist that their efforts are slowly eroding Mr. Saddam's authority.

"We do not put our faith in a magical coup," said Ahmed Chalabi, effectively the head of the Iraqi National Congress. "We are trying to mobilize support inside Iraq and spread the word to let people know we are here and offer an alternative."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 4, 1994

Kurds Stage Attacks On German Police

Reuters

HAMBURG — Militant Kurds attacked police stations across Germany in apparent retaliation for the killing of a 16-year-old Turkish Kurd by a policeman last week, the authorities said Sunday.

Separately, unknown attackers threw firebombs at a Turkish cultural center in Hamburg on Sunday morning, wounding four people, the police said.

They said that incident, together with the smashing of a Turkish mosque's windows in Hannover on Sunday, appeared to be connected to feuding between Turks and ethnic Kurds.

At least seven Turkish citizens, many of them ethnic Kurds, were arrested on Saturday after attacks with firebombs and stones on police sta-

tions in at least seven cities, including Hamburg, Hannover, Saarbrücken and Mainz. About a dozen police cars were damaged.

The police in Hamburg said they believed the attacks were in retaliation for the death last Thursday of Ayhan Eser, who was shot by a policeman as he struggled to resist being questioned. Most attacks took place at roughly the same time on Saturday afternoon.

Militant Kurds in Germany have several times launched attacks against Turkish property to press their claim for an end to human rights abuses and for independence for their homeland in southeastern Turkey.

On Saturday about 500 Kurds in Hannover and 200 in Hamburg held largely peaceful marches to protest the killing.

2,090 Rebels Slain in '94, Turks Say

ANKARA (AFP) — Government forces killed 2,090 rebels from the separatist Kurdish Workers Party in the first half of 1994, the Anatolian News Agency reported Sunday, quoting an Interior Ministry report.

The rebels were killed in mainly Kurdish areas in eastern and southeastern Turkey. The report said 7,195 rebels had been arrested and 226 surrendered in the same period.

The Turkish Army has been carrying out extensive operations since the spring, aiming to eradicate the separatist group by the end of the year. More than 12,000 people have been killed in the Kurdish rebellion since 1984.



Herbert Spies/The Associated Press
A member of the Turkish cultural center in Hamburg checking the damage on Sunday.

Monday, July 4, 1994

Western firms vying for deals with Baghdad

Reuters

BAGHDAD- Western firms, eager for a future slice of Iraq's lucrative markets, are falling over one another in the rush to set up deals ahead of any lifting of the U.N. Gulf crisis trade blockade, diplomats say.

With or without agreement from their own governments, they are arriving in Baghdad in droves, initiating deals that can quickly be activated once embargoed Iraqi crude oil flows to international markets again.

"Their aim is to win favor with (President) Saddam Hussein's government," one diplomat said. "They believe the trend to remove sanctions is gathering momentum and they do not want to miss the train."

Iraq, a booming market for Western business before its 1990 invasion of Kuwait, has the world's second largest oil reserves after Saudi Arabia.

Gulf crisis sanctions, imposed shortly after the invasion, remain in force but with Iraq showing willingness to comply with Gulf War cease-fire demands on scrapping of its weapons of mass destruction an easing of the blockade may finally be in sight. With that in mind, businessmen are flocking to Baghdad. In the forefront come the French and German businessmen. In the past, they did not publicize their visits to Baghdad but recently they have changed tactics.

Top French businessmen, on a recent visit to Baghdad, beamed with satisfaction as they walked over a mosaic of former U.S. President George Bush on the way to limousines waiting for them outside Baghdad's smart al-Rasheed hotel.

"The French (businessmen) have never severed contracts, nor have the Germans," said the diplomat.

Both Germany and France, Baghdad's traditional trade partners, were major suppliers of civilian and military hardware to Iraq. Baghdad has already initialled an oil contract with France's Total SA to develop the giant Nahr Umar field, which could produce 500,000 barrels per day (bpd).

"Sanctions or no sanctions, any Western firm would salivate over such a prospect," one Western diplomat said. On June 12, Saddam received Hans Stergen, head of the foreign relations committee at the German Parliament. Stergen said his visit to Baghdad was a personal initiative.

But diplomats said the trip, the first by a ranking German official to Baghdad since the end of the 1991

Gulf war, was to ensure that German firms had their share of Iraq's markets when sanctions are eased.

They said both German and French governments were under pressure from their powerful business conglomerates to do something about Iraq sanctions.

The Chinese are also coming. Last month, Saddam received Wang Changyi, China's Foreign Ministry under-secretary. Wang headed a large delegation that spent two days conversing with Iraq's Ministers of industry, agriculture and Oil.

China, France and Russia — all permanent members of the U.N. Security Council — are seeking a way to recognize Iraq's efforts to comply with arms-related U.N. Security Council conditions imposed as part of the 1991 Gulf war cease-fire. A clean bill of health will start Iraq's oil flowing again. The lifting of other sanctions depends on compliance with other conditions such as war reparations.

Representatives of Spanish firms have also been in Baghdad exploring the possibility of Spain building Iraq railroads, highways, communications systems and super-tankers.

Iraq's official media are taking the visits as a harbinger of a quick end to the embargo.

Iraq has opened all doors to Western firms. "Anyone is welcome. They (Iraqis) are anxious to have as many trade options as possible and when time is ripe they want to choose what suits them best," another diplomat said.

He noted a lack of British businessmen but added: "Sooner or later they will have to come back."

The diplomat said a lot of promises were being made but no one knew for sure how much money Baghdad would have to lure Western businesses back when sanctions are eased or lifted. "They have to service or reschedule huge debts and pay huge amounts of money for reparations. But their magic stick is in their huge oil reserves," he said.

Senator blasts the assaults on Turkish press

Pell likens Turkey to Rwanda and Indonesia. Suggests cutting World Bank money to violators

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Claiborne Pell (Democrat, Rhode Island), a senior liberal member of the U.S. Senate, in a statement he delivered on the floor of the Senate today, denounced the pressure under which Turkish journalists work. Pell is the chairman of the Senate Foreign Relations Committee.

Referring to the figures provided by the Committee to Protect Journalists (CPJ), Pell said that 124 journalists were imprisoned and 56 killed in the line of duty in 1993. Some of these assaults happened in authoritarian regimes like China, he said.

turkish daily news

"Other violator countries, such as Turkey, are multiparty, constitutional governments," he added. "What the 27 violator countries have in common, as described by the CPJ, is that their governments openly assert their right to control the content of reporting on politics, economics, national security, cultural and religious tensions and myriad other topics," the senator said.

He cited Turkey, Bangladesh, Somalia, Indonesia and Rwanda as the worst violators of the rights of journalists.

Three murders and the closure of the pro-Kurdish daily

"In Turkey, newly enacted laws give the government sweeping authorities to restrict the media.

After a series of aggressive court actions, the alleged torture and beatings of news staff, the disappearance of a reporter while on assignment and the murder of three others, the government and police have finally forced the closure of a major newspaper representing a pro-Kurdish viewpoint," Pell said.

Putting Turkey in the same category as Rwanda and Indonesia, Senator Pell said that "those who kill journalists must be brought to justice, whether in Indonesia, Turkey, Rwanda or elsewhere, as well as here in the United States."

He was alluding to the murder of three Haitian journalists in the United States by anti-Aristide forces since 1991.

Pell referred to the 8-step proposal put forward by Sen. Dennis DeConcini in a speech delivered in Turkey on June 23.

He said such steps as the lifting of "constraints on the dissemination of Kurdish language television and radio broadcasts, print, music and other mediums" should be adopted by all governments.

Hit them where it hurts

Sen. Pell also suggested a concrete way to punish the governments that violate the rights of journalists. Referring to the Indonesian case, he said:

"We can begin at the World Bank's Consultative Group meeting of bilateral donors in July, by calling for an end to International Financial Institution (IFI) funding for Indonesia unless action is taken to rescind the banning orders issued by Indonesia's Information Ministry."

LE JOURNAL DE GENÈVE — 4 juillet 1994

MOYEN-ORIENT Un peuple kurde écartelé entre quatre pays

La situation des populations kurdes empire

Victime d'une exclusion systématique en Turquie, des déchirements internes des peshmergas en Irak et des assassinats systématiques de ses dirigeants en Iran, le peuple kurde s'enfoncé toujours plus dans la tragédie.

J'eu dernier, le groupe socialiste de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a demandé l'exclusion temporaire de la Turquie à la suite de l'incarcération et de la mise en accusation de six députés kurdes du Parti démocratique (DEP) en mars dernier. La semaine précédente, ce même parti avait été dissous, coupant ainsi le dernier lien entre les autorités turques et la seule représentation légale des douze millions de Kurdes de Turquie. Un recours a d'ailleurs été déposé contre le Gouvernement turc par un collectif de quatorze avocats auprès de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg.

De passage à Paris le 23 juin, Ramiz Kartal, vice-président du DEP, déclara: «Ces actions du Gouvernement turc contre notre parti sont avant tout politiques. Elles veulent faire taire la voix des députés kurdes, seul moyen légal de faire entendre en Europe le drame de notre peuple.»

Le durcissement des autorités turques, pour qui la logique militaire reste la seule réponse au problème kurde, a créé des tensions à l'intérieur de la coalition gouvernementale. Mehmet Kahraman, ministre d'Etat chargé des Droits de l'homme a démissionné le 25 juin dernier. Membre du Parti populiste social-démocrate (SHP), il re-

proche au Premier ministre conservateur, Tansu Ciller, son «attitude négative» sur la création du Ministère des Droits de l'homme. Prisonnière de l'état-major, elle laisse les militaires agir à leur aise dans le Sud-Est anatolien. Les populations soupçonnées d'aider les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) voient leurs villages systématiquement détruits et leurs dirigeants assassinés.

Refuge en Irak

Alors que le PKK recommence à poser des bombes dans les sites touristiques d'Anatolie occidentale, des milliers de paysans kurdes tentent de se réfugier au Kurdistan d'Irak. Mais là aussi la situation se détériore. Depuis le 1er mai, les deux partis qui dirigent le Kurdistan irakien, sous protection de l'ONU, sont en conflit ouvert. Les combats entre les peshmergas de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ont déjà fait près de 600 morts.

L'UPK de Jalal Talabani est plus proche des démocraties occidentales. Elle joue un rôle d'intermédiaire entre le PKK et Ankara et refuse tout accord avec le dictateur de Bagdad. En revanche le PDK de Massoud Barzani,

véritable chef de tribus, s'est allié à la Ligue islamique du Kurdistan. Cette dernière est une émanation de Téhéran qui la finance et l'arme. Une délégation du PDK s'est d'ailleurs rendue récemment à Téhéran, demandant aux Iraniens de jouer les négociateurs.

Autant faire entrer le loup dans la bergerie, sachant que les gardiens de la révolution iraniens font souvent des incursions au Kurdistan irakien pour attaquer les camps de réfugiés kurdes iraniens du Parti démocratique kurde d'Irak (PDKI). Bref, le régime irakien assiste en spectateur ravi à ces déchirements internes qui risquent de remettre en question l'aide et la protection internationales au Kurdistan irakien.

Le nouveau secrétaire général du PDKI, Moustapha Hejri, vient de terminer une tournée en Europe occidentale pour demander que le régime irakien soit mis en quarantaine pour ses incursions au Kurdistan irakien et l'assassinat systématique de ses opposants. La Suisse, l'Allemagne, l'Autriche et la France en ont déjà tristement fait les frais. Malgré certaines arrestations, les Services secrets iraniens (Vevak) continuent leur sombre besogne. Le 24 juin dernier, c'est un cadre du PDKI du Danemark qui était assassiné. Les deux prédateurs de Moustapha Hejri ont

été tués à Vienne en 1989 et à Berlin en 1992. Ce dernier a aussi affirmé que depuis le début de l'année 150 000 soldats de Téhéran quadrillent le Kurdistan irakien et qu'ils ont détruit ce printemps trois villages kurdes.

Bref, destructions systématiques et assassinats au Kurdistan turc et irakien et guerre civile au Kurdistan irakien. Ce peuple sans pays de près de 20 millions de personnes s'enfoncé toujours plus dans le drame et la tragédie.

Christophe Chiclet

Incidents en Allemagne

Des véhicules de police ont été endommagés et des fenêtres de commissariats brisées dans plusieurs villes d'Allemagne, principalement en Basse-Saxe (nord), samedi soir, après la mort d'un jeune Kurde, tué jeudi par un policier à Hanovre, a-t-on appris dimanche de source policière. Samedi matin, un millier de personnes, selon la police, avaient défilé à Hanovre dans le calme pour protester contre la mort de jeune Kurde.

D'autre part quelque 800 Kurdes ont manifesté samedi à Zurich et Bâle contre la persécution dont sont victimes leurs compatriotes en Turquie. (AFP)

A Bad War in Turkey

The earth is scorched and the jails are full after Turkey's massive spring offensive against Kurdish guerrillas in south-eastern Turkey and northern Iraq. The offensive involved 300,000 troops and militiamen. According to Amnesty International U.S.A., 600 Kurdish villages have now been evacuated, with four settlements bombed on a single March day. Other human rights groups detail unpunished killings of journalists, the criminalizing of parliamentary speech and the jailing of Turkish Kurds for espousing "separatist propaganda."

To all protests, Turkey offers a reflexive reply. The Kurdish rebels are "terrorists." True, leftist guerrillas known as PKK are responsible for hundreds of killings, including (in the words of Amnesty International) "children, teachers, local politicians and other civilians."

But whatever its offenses, the PKK, or Kurdish Workers Party, is not armed by the United States. Turkey is. Economic assistance for the current fiscal year is \$100 million, military loans total \$453 million and direct training is \$1 million. Add to that direct arms sales of \$1.3 billion for 40 single-engine F-16s. Turkey is a NATO ally and seeks entry into the European Union. So it is a matter of valid Western concern when Turkey's war against Kurds escalates, when free speech is throttled and the political track forgotten as soldiers focus relentlessly on a military "solution" to a nine-year rebellion.

Before his death early last year, President Turgut Ozal was seeking a political opening to Kurds; and the insurgents, for their part, instituted a unilateral ceasefire. Now the soldiers appear to dominate President Suleyman Demirel and Prime Minister Tansu Ciller, the first woman to lead a Turkish government.

Ankara makes much of the fact that the National Assembly every six months renews its agreement — as it did this June, for the sixth time — to let U.S. warplanes use Turkish bases to protect Kurds in northern Iraq. Americans are reminded that Mr. Ozal gave full support to Operation Desert Storm. It also needs to be said that Iraqi Kurds themselves are engaging in a violent vendetta between rival factions.

Still, none of this fairly immunizes Turkey from criticism and scrutiny, especially since Turkish warplanes and troops routinely cross the Iraqi frontier in hot pursuit of Kurdish rebels.

Bridling at criticism, Mrs. Ciller threatens to end U.S. arms purchases if Congress persists in demanding a 25 percent cut on human rights grounds. But concern over an escalating conflict fought with U.S. weapons is scarcely a hostile act. Americans have learned at tragic cost that scorching villages spreads the very nationalism that governments wish to contain. And jailing Kurdish members of the National Assembly for speaking their minds seems a peculiar way of promoting a political settlement of a bad war.

— THE NEW YORK TIMES.

Le Monde • Mardi 5 juillet 1994 •

EUROPE

TURQUIE

2 090 rebelles kurdes ont été tués en six mois selon un bilan officiel

Deux mille quatre-vingt-dix Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués depuis le début de 1994 par les forces de l'ordre dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, a rapporté dimanche 3 juillet l'agence turque semi-officielle Anatolie, citant un communiqué du ministre de l'intérieur, Nahit Mentese. Selon les mêmes sources, 7 195 rebelles ont été arrêtés et 226 autres se sont rendus pendant cette même période. Depuis le début du printemps, l'armée turque effectue des opérations d'envergure dans le Sud-Est anatolien.

Tansu Ciller, premier ministre turc, devrait évoquer cette question avec Edouard Balladur du 21 au 23 juillet, lors d'une visite officielle à Paris, annoncée vendredi à Ankara. Outre les dossiers bilatéraux et les questions internationales d'intérêt commun, le « problème du terrorisme [appellation officielle pour la rébellion du PKK] et sa perception en France » sont au menu des entretiens de Mme Ciller avec les responsables français.

A ce propos, lors d'un débat réclamé par le groupe socialiste après la dissolution du Parti démocratique (DEP, prokurde), l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté le 30 juin une résolution très modérée, demandant

la libération des six députés d'origine kurde qui encourent la peine de mort et le retrait des accusations qui pèsent sur eux (*le Monde* du 1^{er} juillet). Le Conseil de l'Europe a « souhaité » que la Turquie modifie rapidement les articles de sa Constitution qui ont permis la dissolution du DEP et a décidé d'envoyer une délégation à Ankara « pour évoquer une situation qui, par son urgence même, est extrêmement pénible ». Seuls deux parlementaires, l'un grec, l'autre chypriote, ont évoqué l'idée que l'Assemblée puisse prononcer la suspension, voire l'exclusion, de la délégation turque. Aucun député français, britannique ou allemand n'a pris la parole au cours du débat. Le ministre turc des affaires étrangères, Hikmet Cetin, a jugé vendredi cette résolution « injuste ».

En Turquie, deux nouveaux députés kurdes, Selim Sadak et Sedat Yurttas, se sont rendus, portant à huit le nombre de députés kurdes détenus pour « séparatisme ». Dans plusieurs villes d'Allemagne, des incidents ont eu lieu à la fin de la semaine, après la mort d'un Kurde, tué jeudi par un policier. Quatre personnes ont été blessées, dont une sérieusement, lors d'un attentat au cocktail Molotov contre un centre culturel turc à Hambourg, dans la nuit de samedi à dimanche. — (AFP.)

Libération - 5 juillet 1994

TURQUIE La sale guerre d'Ankara contre les Kurdes

L'interdiction du seul parti kurde et la guerre totale contre le PKK dans le Sud-Est anatolien n'ont pas réussi à venir à bout du problème kurde. En dix ans, l'option militaire à mené à l'impasse mais elle reste le seul choix d'Ankara.

Istanbul, correspondance
« **D**ict à la fin de l'été, la rébellion kurde sera anéantie: cette promesse, Tansu Ciller, première femme Premier ministre de l'histoire turque à la tête d'une coalition droite-gauche du DYP (Parti de la juste voie et SHP, Parti social-démocrate du peuple) la martèle depuis plusieurs mois. A son arrivée au pouvoir il y a un an, elle évoquait du bout des lèvres « une solution à la basque » accordant aux Kurdes une certaine autonomie. Elle prêche désormais « la guerre totale » contre le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène la guérilla depuis dix ans dans les départements du sud-est. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, 2 090 « rebelles » ont été tués depuis le début de l'année et 7 195 autres arrêtés. Un conflit qui, en une décennie, a fait plus de 13 000 morts. La multiplication des attentats attribués au PKK contre des cibles touristiques a encore renforcé la détermination du gouvernement à en finir par tous les moyens.

« L'option militaire ne peut pas se limiter à la lutte contre les militants armés kurdes. Elle implique un silence total et donc l'interdiction du seul parti kurde. C'est aussi pourquoi autant de



Accrochage entre l'armée turque et le PKK, à Ciszre.

journalistes, d'universitaires et de syndicalistes sont mis en prison ces derniers mois », souligne Hasip Kaplan, avocat du DEP (Parti de la démocratie), dissous le 16 juin pour « séparatisme ». Les deux derniers députés en liberté se sont constitués prisonniers la semaine dernière. Le président Hatip Dicle et cinq parlementaires étaient déjà en prison depuis mars. Les organisations des droits de l'homme dénoncent toujours

du quotidien *Hürriyet*. Pour la majorité de la classe politique, comme de l'opinion publique, la « question kurde » est exclusivement une affaire d'ordre public. « C'est aussi un problème fondamental de sécurité dans une région frontalière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran », tenebrent Necmettin Cevhen, ministre d'Etat et numéro deux du gouvernement, d'origine kurde. Le chef de l'état-major, le général Dogan Güres, s'oppose « à toute solution qui peut mettre en danger l'intégrité territoriale et l'indivisibilité de l'Etat et de la nation turque ». La « sale guerre » dans le Sud-Est anatolien permet aux militaires de prendre de plus en plus de pouvoirs. « Le quart du budget national est réservé à l'armée et sert pour l'essentiel à lutter contre le PKK », souligne Sürdür Savran, professeur d'économie à l'université d'Istanbul.

Depuis le début de l'année, Washington, Paris ou Londres insistent sur la nécessité de respecter les droits de l'homme et de trouver rapidement une « solution politique » à la question kurde. « Nous ne pouvons tout miser sur le militaire, sinon nous serons toujours plus en position d'accusés face au monde », lançait la semaine dernière Murat Karayalcin, secrétaire du SHP. Quelques jours plus tôt, le ministre des

Droits de l'homme, avait démissionné, prenant acte de son impuissance. En avril, Halis Komili, président de la toute-puissante Tusiad (Association des industriels de Turquie) rappelait: « Il faut trouver une solution non militaire au problème du Sud-Est. » Mais ces voix restent isolées. Même si elles ont beau jeu de montrer que l'option militaire a mené à l'impasse.

Le PKK avait à peine 200 militants armés en août 1984, quand il lança ses premières attaques dans le Sud-Est. Cette organisation alignerait aujourd'hui 20 000 combattants et 70 000 miliciens, selon les statistiques de la police turque. Les quelques succès de ces derniers mois, la mort du numéro deux de l'organisation tué par les forces de l'ordre en mars, les incursions en Irak du Nord et les bombardements de camps d'entraînement du PKK ne paraissent pourtant pas en mesure d'apporter des avantages décisifs. Cengiz Candar, éditeur du journal populaire quotidien *Sabah* constate: « En septembre ou à la fin de l'année, quand les militaires verront bien que le PKK existe et résiste encore, ils perdront encore plus de prestige et de crédibilité. L'impossibilité de l'option militaire implique de trouver au plus vite une alternative. »

Musa AKDEMIR

Le Monde

• Mercredi 6 juillet 1994 •

L'armée turque à la reconquête du Sud-Est anatolien

Les militaires sont parvenus à contenir la guérilla des séparatistes kurdes. Mais, s'il n'est pas prolongé par des ouvertures politiques, ce succès sera de courte durée

DIYARBAKIR

de notre envoyée spéciale

Les cafés sont animés, le soir, lorsque les habitants de Diyarbakir, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde de la Turquie, échappent à la chaleur qui les écrase durant le jour. Dans les rues du centre-ville, où les costumes traditionnellement colorés des paysannes kurdes côtoient les tchadors des islamistes et les vêtements à la mode des jeunes filles, les patrouilles de l'armée ne sont plus visibles. Cet air de normalité surprend dans la capitale d'une région à majorité kurde, où plus de 12 000 personnes ont trouvé la mort depuis dix ans.

Mais quelques heures suffisent pour percevoir la tension sous-jacente. Les soldats en uniforme ont été remplacés par des policiers en civils, tout aussi efficaces pour inspirer la crainte de l'Etat turc à la population et assurer un certain degré de sécurité. Et tous les habitants semblent admettre qu'après des mois d'offensives militaires intenses, le pouvoir est parvenu, dans une large mesure, à reprendre le contrôle de Diyarbakir, comme de plusieurs villes de la région. Il peut s'agir d'un simple retrait tactique des combattants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) : dans les campagnes, ils poursuivent leurs attaques, même si leur nombre a décliné considérablement.

Les autorités locales ne cachent pas leur satisfaction. « *Le PKK n'a plus de pouvoir* », affirme Ahmet Ertürk, l'adjoint du préfet de la région placée sous état d'urgence, qui souligne la difficulté de maîtriser une zone comptant 12 000 agglomérations. « *Bien sûr, on ne peut pas mettre fin aux attaques complètement, ils peuvent lancer une grenade ou poser des mines. Mais nous voulons marginaliser l'organisation.* »

Pour l'Etat turc, la fin - la destruction du PKK et l'obtention d'un niveau acceptable de sécurité - justifie les moyens. Les dégâts matériels, et surtout la souffrance humaine, sont considérables. Les

régions montagneuses sont passées au peigne fin, à la recherche de combattants, pour empêcher les militants de réorganiser les réseaux.

Les groupes de droits de l'homme parlent de plus de mille villages détruits ou brûlés ces dernières années. Dans la seule province de Diyarbakir, plus de 160 villages ont été évacués en 1994 et la population de la capitale régionale est passée de 400 000 à près de 1,5 million d'habitants... « *Certains quittent la région volontairement, d'autres sont forcés par le PKK ou veulent échapper aux combats* », déclare M. Ertürk. Il affirme que le préfet n'a pas fait usage de son pouvoir qui lui permet, légalement, de « *déplacer* » des villages. Mais les diplomates occidentaux parlent de « *regroupements des villages* » en cours dans certaines régions, même s'ils expliquent que l'Etat n'est pas le seul responsable de l'exode, mentionnant aussi les facteurs économiques et plusieurs cas où le PKK a volé des troupeaux, privant les villageois de leur gagne-pain.

« Cette terre est à nous »

Les associations internationales de droits de l'homme, les diplomates et les habitants s'accordent cependant pour affirmer que la répression s'est élargie pour toucher non plus seulement les militants du PKK eux-mêmes, mais tous ceux qui, de près ou de loin, sympathisent avec leur cause. Un procès est en cours actuellement à Diyarbakir contre 16 de leurs avocats. Plus inquietant encore, 70 personnes ont été tuées et 65 blessées en 1994 dans cette même province, victimes d'« *attaques mystérieuses* ».

La population, qui autrefois s'exprimait haut et fort, garde aujourd'hui le silence. Mais le militantisme kurde n'est pas mort pour autant et resurgira forcément, peut-être dans les agglomérations

urbaines, alimenté par le ressentiment des villageois forcés de quitter leurs terres.

« *Nous avons déjà dix enfants, nous en ferons d'autres pour le PKK* », dit une mère de famille kurde installée dans une maison de boue séchée à Diyarbakir. Deux de ses frères, membres du PKK, sont tombés au combat. Les Turcs « *ne viendront jamais à bout des Kurdes. Cette terre est à nous* », soutient-elle.

Malgré quelques victoires militaires, la politique du gouvernement est soumise à « *la loi des rendements décroissants* », estime un diplomate européen. Si elle n'est pas suivie immédiatement par des ouvertures politiques, ce succès sera de courte durée. De plus, même si les forces armées parvenaient à paralyser le PKK dans le Sud-Est anatolien, la Turquie resterait confrontée au problème des attaques contre les sites touristiques, faciles à organiser et qui ont un effet dévastateur sur ce secteur vital de l'économie.

Dans les cercles gouvernementaux, l'idée d'une solution politique au problème kurde n'est pas envisagée. En revanche, il est de plus en plus question d'une révision de la Constitution répressive promulguée en 1982 par le gouvernement militaire, et d'une démocratisation à l'échelle nationale qui pourrait avoir des retombées positives pour les Kurdes. C'est probablement à l'automne, à la fin de la saison des campagnes militaires, que se dessinera la politique du gouvernement.

Saura-t-il consolider politiquement ses succès militaires? Certains facteurs, comme le coût financier de ces opérations et la pression des Occidentaux, pourraient contribuer à faire pencher la balance en faveur d'une plus grande tolérance. Mais pour l'instant, il n'y a pas lieu d'être trop optimiste. Trop d'occasions ont été manquées au cours des dernières années.

NICOLE POPE

NY Times blasts 'Kurdish Killing Fields' in Turkey

Letter to Washington Post jabs at 'Turkish propaganda'

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- In a leading editorial published on July 4, "Kurdish Killing Fields," The New York Times (NYT) blasted Turkey's militaristic approach to the terrorism problem in the Southeast. A reliable U.S. congressional source has told TDN that the powerful editorial was already making the rounds in the congressional offices.

The title "Killing fields" alludes to the communist Pol Pot regime in Cambodia after the movie "The Killing Fields" which depicted the genocide perpetrated by Pol Pot on the Cambodian people. The movie received the 1984 Oscar for "Best Supporting Actor," given to Haing S. Ngor for playing his own life as a Cambodian escaping from Pol Pot's terrorism.

The NYT noted the crimes committed by Kurdish Workers' Party (PKK) but said their crimes did not absolve Turkey from responsibility in the anti-democratic measures adopted to fight the PKK. "True, leftist guerillas known as P.K.K. are responsible for hundreds of killings, including (in the words of Amnesty International) 'children, teachers, local politicians, and other civilians.' But whatever its offense, the P.K.K. is not armed by the United States. Turkey is."

The NYT referred to Amnesty International and said 300,000 Turkish troops and militiamen evacuated "600 Kurdish villages ... with four settlements bombed on a single March day. Other human rights groups detail unpunished killings of journalists, the criminalizing of parliamentary speech, and the jailing of Turkish Kurds for espousing 'separatist propaganda.'" Answering Turkey's complaints of Western criticism, the NYT noted that what is going on in Turkey was "a peculiar way of promoting a political settlement of a bad war."

"Prime Minister Tansu Çiller threatens to end U.S. arms purchase if Congress persists in demanding a 25 percent cut on human rights grounds. But concern over an escalating conflict fought with U.S. weapons is scarcely a hostile act," the editorial said. "Americans have learned at tragic cost that scorching villages spreads the very nationalism governments wish to contain. And jailing Kurdish members of Parliament for speaking their minds seems a peculiar way of promoting a political settlement of a bad war."

Letter on 'Turkish Propaganda'
A letter printed prominently on July 5 in The Washington Post, accompanied by the photo of armed Turkish troops making a search at what seems to be a Turkish

village, was a response to a letter dated June 18 by Turkish Embassy's Press Counselor Bulent Erdemgil. In his letter, Erdemgil was responding to a severe article by Colman McCarthy in which McCarthy talked about Tansu Çiller's "brutal regime." Erdemgil said McCarthy's article was full of errors and amounted to little than "propaganda put forth by longtime opponents of Turkey."

The Washington Post letter written by a Nicholas Komminos, claimed that Erdemgil's argument does not hold because "Turkey's anti-Kurdish policies were in place long before the PKK even existed... Human Rights Watch, in one of its recent yearbooks, documented a case in which Kurds were arrested at a wedding just for singing traditional Kurdish folk songs and dances. Do these steps taken by the Turkish government, as Mr. Erdemgil and other representatives of Turkey claim, sound like steps to quell terrorists? Or are they instead attempts to forcibly assimilate the Kurdish population?" the letter ended.

Şerif Avcı case started in Diyarbakır

Turkish Daily News

DIYARBAKIR- The trial of six people accused of the kidnapping and killing of Mehmet Şerif Avcı, brother of the banned "Özgür Gündem" distributor in Europe, Behçet Avcı, started on Tuesday in Diyarbakır.

The six defendants, five village guards and one government informer, signed confessions during their interrogation. The state prosecutor requested the death sentence for Ömer Güngör, Fevzi Gökçen, Yaşar Günbattı, Aziz Erbey, Zeyat Aksın, the village guards, and the informant Mesut Mehmetoğlu claiming that the incident had been carefully planned and carried out. During police questioning the guards reportedly admitted kidnapping and later killing Avcı following orders given to them by Gendarmerie commander Ertan Altınoluk.

In court the guards claimed that their confessions had been extracted under pressure and they said that Avcı had been brought to the Police Department for interrogation. One of the guards, Ömer Güngör, said "the informer (Mesut Mehmetoğlu) and another guy who was wearing glasses and had identified himself as a police officer started the interrogation. Later on Mesut called me in and told me to kill Avcı. I followed the order since I was scared. I shot the victim twice in the head."

Another of the accused, Fevzi Gökçen stated that the group had carried out similar killings in the past under the orders of various commanders.

Repeatedly emphasizing that he had been following orders in the case, Gökçen said "I am not able to talk right now, during our custody a sergeant, whose name I don't know, ordered us to give our confessions according to what we had been told." One of the other guards, Yaşar Günbattı, claimed that they had been blindfolded while in custody at Gendarmerie headquarters and said "we cannot talk very much about the incident. The government authorizes us to take some people and we do it. We are blamed for it. If we had not obeyed orders we would have been fired."

Village guard Aziz Erbey said that they had confessed to save a seventh person, so far unidentified, in the incident. The government informer Mesut Mehmetoğlu denied any involvement in the kidnapping and killing of Avcı. The court decided to adjourn the trial to a later date. The six suspects will remain in custody.

Thursday, July 7, 1994

turkish daily news

Germany jails Kurds for seizing Turkish mission

Reuter

MUNICH- A German court convicted 12 Kurds and a stateless Lebanese man on Wednesday of seizing a Turkish consulate last year and threatening to blow up hostages. The court handed down sentences between two and a half and four and a half years for the Munich siege, part of a day of coordinated Kurdish assaults on Turkish offices across Europe in June 1993.

Prosecutors had demanded terms up to six and a half years for the crimes of hostage-taking and trying to coerce the government, which carry maximum penalties of 15 years.

Defence lawyers had asked the panel of judges for suspended sentences. Three of the defendants were under 21 and were handed three-year terms in juvenile detention rather than regular jail.

The separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), which is fighting a war against Ankara for an independent Kurdish homeland in southeastern Turkey, took responsibility for the attacks across Western Europe.

During the 14-hour siege in Munich, the militants threatened to blow up themselves and 23 consulate staff unless German Chancellor Helmut Kohl urged Ankara to "stop all combat action against the Kurdish population". The attackers were armed with two gas pistols and a knife. They also managed to seize a hand gun from a security officer. Kohl's chancellery minister Bernd Schmidbauer finally persuaded the Kurds to surrender to police. All the hostages were released unharmed.

The PKK assaults in June left one demonstrator dead in a clash outside the Turkish embassy in the Swiss capital of Berne. A second wave of assaults in November, which left one Turk dead, prompted Bonn and Paris to ban the PKK and affiliated groups.

24 Heures— 7 juillet 1994

Le rapport d'Amnesty est dur pour l'Europe

Le Vieux-Continent se laisse fâcheusement aller.

Le rapport annuel d'Amnesty International, publié aujourd'hui, est certes d'abord l'occasion de se ressouvenir des drames qui endeuillent le monde par-delà les quelques cas qui tiennent provisoirement la une de l'actualité. Mais il devrait aussi servir à insuffler un tantinet de modestie à celles que l'on nomme les anciennes démocraties.

Il y a aujourd'hui quelque 200 Etats de par le monde, membres ou non de l'ONU, géants ou minuscules et 151 d'entre eux violent les droits de l'homme! Ces violations sont recensées sous plusieurs chapitres, à savoir les exécutions extrajudiciaires, la peine de mort, les disparitions, la torture et les mauvais traitements, les emprisonnements pour délit d'opinion, les procès inéquitables et les exactions commises par les groupes armés d'opposition. Ce qui signifie aussi que 63 Etats ont détenu des prisonniers d'opinion; que plus de 10 000 prisonniers politiques connus ont été incarcérés sans inculpation ni jugement dans 58 pays; que des tortures ou des mauvais traitements ont été infligés aux détenus dans plus de 112 pays; que 61 Etats ont eu recours à l'assassinat politique; qu'environ 2000 condamnés à mort, dans 32 pays, ont été exécutés.

Qu'en est-il plus précisément en ce qui concerne l'Europe? En Bosnie, on s'en doute, des centaines «d'homicides délibérés et arbitraires» imputables à toutes les parties au conflit ont été signalés, alors qu'au moins 15 000 personnes se trouvaient dans des camps de détention. Mais on réalisera mieux

le drame absurde qui endeuille l'Ulster en ayant l'occasion de se souvenir que les groupes armés, républicains et loyalistes, y ont tué 63 civils.

Vingt-six pays d'Europe

Pire peut-être, parce qu'il s'agit de défaillances qui ne mobiliseront jamais les foules, on apprend que dans 26 autres pays du Vieux-Continent sont signalés des cas de torture et de mauvais traitements dans les prisons, les postes de police ou d'autres centres de détention, notamment en Espagne, en France, en Italie, au Portugal et dans les pays de l'ex-URSS. Quant à la Turquie, membre du Conseil de l'Europe, on y déplore, sans parler de la guerre du Kurdistan, 24 morts en détention, apparemment des suites de tortures, une pratique à laquelle aurait «fréquemment» recours la police.

Enfin la Suisse est également montrée du doigt, Amnesty rappelant les cas de mauvais traitements en garde à vue — déjà signalés en avril — et dénonçant encore l'incarcération de certains objecteurs de conscience, malgré le moratoire instauré par certains cantons jusqu'à l'introduction de la loi sur le service civil, alors que les plaintes contre les mauvais traitements infligés par des policiers, déposées la plupart du temps par des ressortissants non européens, ont rarement abouti à des condamnations.

Ce qui constitue, tout bien pesé, un sévère rappel à l'ordre pour tout le monde et probablement d'abord pour les nantis.

Guido Olivieri □

ROUGE

7 JUILLET 1994

TOULOUSE

● Répression anti-Kurde

Une dizaine de Kurdes ont été emenés, dans la plus grande discrétion, par la police, le mercredi 29 *malgré plusieurs demandes, les organisations démocratiques mobilisées n'avaient pu obtenir d'informations précises sur leur nombre et leur sort. Le vendredi premier juillet, ces organisations réaffirmaient leur inquiétude, craignant notamment des expulsions expéditives vers la Turquie, avec tous les risques que cela impliquerait pour les Kurdes concernés.*

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué initial publié par les

organisations démocratiques toulousaines mobilisées.

« En effet, voici près de quinze jours, le Parti démocrate du travail (DEP, émanation politique de la population kurde) a été autortairement fermé. Ses députés sont en exil, en prison, ou dans une grande incertitude quant à leur sort. Début mars, après la levée de leur immunité parlementaire, les députés du DEP ont été arrêtés et accusés de trahison (pour incitation au séparatisme) par le Tribunal de la sécurité d'Etat, héritage du coup d'Etat de septembre 1980. Sous ce motif d'inculpation, ils risquent la peine de mort.

« Par ailleurs, on assiste à une intensification de la guerre menée par l'armée turque au Kurdistan. Au cours des deux dernières années, plus d'un millier de villages et hameaux ont été détruits. La politique de pression et de terre brûlée systématiquement pratiquée a entraîné des mouvements d'exode importants vers les grandes villes de l'Ouest turc ou vers le Kurdistan iranien. Enfin, certaines sources (Société turque des droits de l'homme, Amnesty...) évaluent à vingt-quatre mille le nombre de pri-

sonniers politiques kurdes et à treize mille cinq cents le nombre de morts, en majorité civils, depuis le début de la guerre en cours. Sans compter le nombre de disparitions et d'exécutions sans procès, œuvre de la contre-guérilla.

« Nos associations réclament que l'Etat français cesse de soutenir la dictature turque (vente d'armes, collaboration des polices) et de poursuivre les Kurdes en France sous des motifs souvent fallacieux, et que cesse la suspicion systématique dont sont victimes les ressortissants kurdes en France, visant à discréditer la cause pour laquelle ils luttent pacifiquement sur notre territoire.

« Elles protestent contre la fermeture arbitraire du DEP et réclament l'instauration de tous les droits démocratiques pour le peuple kurde, chez lui au Kurdistan comme ici en France.

« Elles exigent la libération immédiate des militants kurdes arrêtés à Toulouse. »

Toulouse, jeudi 20 juin 1994

CIMADE, Comité de vigilance Toulouse-Kurdistan. LDH, MRAP, SOS Racisme, UNEF, UNEF-ID.

Novembre 1993, les kurdes manifestent contre les rafles.



PM Çiller: Kurdish schools and TV possible

TDN with Wire Dispatches

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller, who has intensified the military campaign against the Kurdistan Workers' Party (PKK), was quoted on Thursday as saying Turkey might ease its stringent cultural laws and allow Kurdish-language schools and television. The major dailies, *Sabah*, *Hürriyet* and *Milliyet*, headlined remarks she made to journalists while in Paris to attend a ceremony at the U.N. cultural agency UNESCO.

The Marxist-Leninist PKK, which is outlawed in Turkey and other European countries, has been waging a bloody separatist war in Southeast Anatolia since 1984.

All three dailies described her remarks as signalling an accommodation on cultural rights sought by Turkish Kurds but banned or denied under Turkey's stringent laws.

"The principle is this...In the institutions, the schools and the television of the state, the official language is Turkish. But beyond this, everything should be free," Çiller said. Her comments indicated that private schools and television networks which abound in Turkey, could expand services aimed at Turkey's estimated 10 million Kurdish-speakers.

"This is on our agenda. It will be discussed in stages in the coming days. If we need to amend laws or the constitution, we shall consider it," Çiller said.

But she also made clear separatism would not be tolerated. "I will not side with any action which would divide and separate Turkey."

"For me the first phase of the problem was fighting terrorism...Now we are close to the point where we can keep it under check," Çiller added.

Many Kurdish and Turkish liberals who disapprove of the PKK's violent methods, say

Turkey must allow free and peaceful expression of ethnic Kurdish identity and culture to defuse the nationalist tension in the mainly-Kurdish southeast. Turkey relaxed its ban on the use of Kurdish in unofficial settings three years ago. But it remains outlawed in education, political propaganda, publishing and broadcasting.

Çiller's remarks come at a time when Turkey feels increasingly under pressure from western countries and international institutions for human rights violations during its military campaign to crack down on the PKK.

Çiller, who took over the office a year ago, gave the army a free hand to take any steps to end PKK violence.

"The fighting will either come to an end or come to an end," became her daily motto.

The Kurdish fighting has claimed more than 12,000 lives since 1984.

More than 100 Kurds were arrested Wednesday in Paris while protesting the presence of Çiller at a peace-prize ceremony for Yasser Arafat and Israeli leaders.

The demonstration outside UNESCO headquarters was organized by the Kurdistan Information Front.

"The Israelis and Palestinians, through a mutual recognition of the other's fundamental rights, have shown their attachment to universal human values," the front's communique said. "Turkey and its leadership, based for 70 years on racist principles, continue to pursue a policy of extermination toward the Kurds."

Çiller, who says her government is obliged to use force to counter terrorism by Kurdish militants, was one of several guests of honor at the ceremony at UNESCO headquarters. She gave a brief speech before Arafat, Israeli Prime Minister Yitzhak Rabin and Israeli Foreign Minister Shimon Peres received the Felix Houphouët-Boigny peace prize.

Çiller met separately with PLO leader Yasser Arafat and Israeli Prime Minister Yitzhak Rabin on Thursday and pledged to cooperate with both sides.

"I talked with Mr. Rabin and Mr. Peres...We feel that we can come up together with specific projects with Israel in terms of trade, in terms of agriculture," she told reporters. "We have also decided to cooperate in the countries that have separated from the Soviet Union," she said.

Çiller earlier congratulated Arafat on his triumphant return to Gaza and Jericho and said her country gave full support to the Palestinian people.

"I told him we supported his rightful mission to bring about peace in the Middle East. We always support dialogue and coming up with solutions via dialogue," she said.

Arafat reiterated an invitation to Çiller to visit Gaza and Jericho, which she accepted. (Reuter, AP, AA)

Avşar murder case poses disturbing questions

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- The trial of the six suspects involved in the kidnapping and killing of Serif Avşar continues at Diyarbakır Criminal Court No. 3.

The death sentence for Ömer Güngör, the actual killer, and 20 years each for government informer Mesut Mehmetoğlu and village guards Fevzi Gökçek, Yaşar Günbatı, Aziz Erbey and Zevat Akçil has been requested by the chief prosecutor.

A court case against the seventh person, claimed to be a high level security officer has not been filed. The mysterious "seventh man" was claimed to be a member of the Gendarmerie Intelligence and Anti-Terrorism (JITEM) organization by close relatives of the victim. This is why his identity has remained a secret, they say. They claim that it was he supervised the operation.

Ömer Güngör, the head of the team of village guards, who shot the victim twice in the head, gave the following version in his defence: "We arrived in Diyarbakır one day prior to the incident. After spending the night at the guest house of the Gendarmerie, we went to the Police department. There I met a man called Ferit Akçay.

I knew him from before and he informed me where Avşar was to be found. We went to the so-called shop to pick up Avşar but he resisted and wanted us to call the police. Fevzi Gökçek and Aziz Erbey went outside and called the police. Mesut Mehmetoğlu and another person came in, showed their official ID and took Avşar away."

First Mehmet Şerif Avşar was taken to the Gendarmerie Provincial headquarters, Güngör said. "Later we took him to a shabby building located 19 km outside the city on the Lice highway, and here the 'seventh man', who wore glasses,

talked with him. Then Mesut called me in and wanted me to shoot Avşar and I obeyed orders."

The head of the village guards did not mention anything more about the "seventh man".

The chairman of the Contemporary Jurists' Association, Şenal Saruhan, who has taken up the case on behalf of the Avşar family, requested the transfer of the case to Ankara in a written statement sent to the Justice Ministry.

Saruhan claimed that both witnesses and defendants had been subjected to pressure and threats.

The Şerif Avşar case has brought some of the sinister aspects of mystery murders into the light of day, and the testimony of Ömer Güngör has raised many question marks, and not only in the minds of the relatives of the murdered man.

In a previous statement the Avşar family had given to the TDN, they spoke of the contradictory statements on where exactly Avşar had been taken and, especially, of the identity of the crucial "seventh man".

Şerif Avşar had been taken away by this unidentified person and also by a former member of the PKK turned informer.

This raises the question as to whether ex-PKK members are being employed in covert government operations. Other questions include: Where did the special ID cards come from? What is the real role of Mesut Mehmetoğlu in all this? Can Village Guards be used to make arrests for the security forces? Why did the Village Guards accompany the group when it left the Gendarmerie HQ?

All of these questions need answers. The trial continues.

AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP —

FRA0212 4 I 0146 TUR /AFP-JY45

Turquie-Kurdes

58 morts dans le sud-est anatolien en 48 heures

ANKARA, 9 juil (AFP) - 58 personnes ont été tuées depuis jeudi dans le sud-est anatolien dans des accrochages avec des séparatistes kurdes ou des attaques de rebelles kurdes contre des villages, a-t-on appris samedi de sources officielles.

Il s'agit de 45 membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), de huit membres des forces de l'ordre et de 5 civils. Les incidents meurtriers ont eu lieu dans les régions de Diyarbakir, Bitlis, Hakkari, Siirt et Mardin, selon la super-préfecture de Diyarbakir (sud-est), responsable de la lutte contre le PKK.

Au total 103 personnes - 86 rebelles, 9 civils et 8 membres des forces de l'ordre - ont été tuées depuis le début du mois dans cette région à majorité kurde, selon une compilation de l'AFP depuis des chiffres officiels.

YM/sp

AFP /JO0245/091346

JUL 94

July 9, 1994

turkish daily news

Amnesty International report slams Turkey

Summary of 1993 human rights violations focuses on torture cases and extrajudicial executions

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Amnesty International's "Report 1994" details many of the human rights violation cases monitored in Turkey by the international human rights organization during the January-December 1993 period.

The 352-page report also contains similar violations in 150 other countries. In this global survey, Amnesty International says: "Prisoners of conscience were held in 63 countries; more than 100,000 known political prisoners were locked up in detention without charge or trial in 53 countries; more than 112 governments tortured or ill-treated prisoners; and political killings by the state took place in 61 countries."

Record on Turkey: list of horrors

The report's three-and-a-half page section on Turkey reads like a catalog of horrors. "Torture by police or gendarmes (soldiers carrying out police duties in rural areas) continued to be reported from all parts of Turkey, particularly the major cities and the Southeast.

Detainees suspected of links with illegal armed organizations were held for up to 30 days in incommunicado detention, unprotected by even the most basic safeguards against torture."

Graphic details of tortures endured by different individuals

involved in separatist activities or defending pro-PKK and/or pro-Kurdish views make very painful reading:

"He said he was hung by the arms, given electric shock to his fingers, tongue and penis, and had a truncheon repeatedly forced into his anus.

As a result his arms became partially paralyzed... [She was] given electric shocks to her fingers and nipples; dragged around by hair; forced to stand on one leg; sexually assaulted; and suspended in a crucifix position..."

The report also relates several cases of suspicious disappearances where the body of the victim is found a few days later, sometimes with marks of torture.

Concerning the pressures brought upon the pro-Kurdish daily *Ozgur Gundem*, Amnesty International said: "Since mid-1992, 11 journalists and distributors of the newspaper have been killed in circumstances giving rise to allegations of security force involvement." Attacks on DEP deputies also received a prominent treatment in the report, including murders of such DEP politicians as Mehmet Sincar, Metin Özdemir and Habib Kılıç.

In probably the most damaging testimony against the Turkish security forces, Amnesty International reports that the following case of official overkill in the Southeast; "In October, 12 hours

after an operation in which one guerilla and a gendarmerie officer were killed in Altınova, Mus province, a larger body of gendarmes returned to the town and allegedly burned 30 houses, apparently selecting in particular families whose sons and daughters had left to join the PKK.

Animals were killed and burned together with foodstuffs and fodder. Inflammable material was thrown into the house of Nasir Ögüt — who died in the flames together with his wife and six children."

In two paragraphs devoted to PKK murders, Amnesty International says: "PKK guerillas were responsible for over 200 deliberate and arbitrary killings. The victims included children, teachers, local politicians and other civilians... Amnesty International condemned these grave abuses and in June (1993) and publicly urged the PKK to cease executions and other abuses."

Conscientious objector in TRNC

The Amnesty International report also includes the case of a conscientious objector, Salih Askerogul, who refused to go military service in the Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC).

"Salih Askerogul was arrested in September and in November was sentenced to three months' imprisonment for failing to enlist for military service and a further three years for "making propaganda against the armed forces" after he made a public statement on his reasons for refusing to perform military service." Two foreign nationals who visited TRNC to monitor Askerogul's trial were arrested as well.

Amnesty International demands the immediate release of Askerogul and the foreign nationals involved.

July 9, 1994

Demirel meets former DEP MPs

Turkish Daily News

ANKARA- President Süleyman Demirel on Friday met with Mehmet Emin Sever, Muzaffer Demir and Mahmut Uyanık, former deputies of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) which was banned by the Constitutional Court.

The parliamentary memberships of Sever, Demir and Uyanık have not been cancelled on the grounds that they were not members of the now defunct DEP when the case regarding the DEP's closure was filed.

Mus deputies Mehmet Emin Sever and Muzaffer Demir and Diyarbakır Deputy Mahmut Uyanık said they had told Demirel that they had some democratic demands and that they would consider resigning if no efforts were forthcoming in meeting those demands.

They noted that Demirel had told them that he was favorable to such efforts but if they resigned, their resignations might not be accepted by Parliament.

Talking about their meeting with Demirel, Sever said they had mentioned the problems which Turkey faced today and that a peace atmosphere

should be encouraged.

He said they had talked to Demirel about the arrest of the deputies, the situation which emerged with the DEP's closure and the fact that the deputies had not yet faced any charges in court, all problematic issues.

Sever said they had also told the president that they were ready to do whatever was necessary to improve the prospects for peace in the country.

He quoted Demirel as saying that he, too was against some articles in the Constitution and that consensus was necessary for the alteration of those articles.

In an earlier statement Sever and his two colleagues said that they had some demands such as the change of the law introduced after the September 12, 1980 coup and the establishment of social tranquility.

He said they had announced that they would resign if their demands were not met.

Sever added that they would meet with other organizations and would decide on the resignation after these meetings.

Iraq bans wine and dancing in public

Reuters

BAGHDAD- The Iraqi authorities have ordered all bars, nightclubs and discotheques to close in 15 days time, newspapers reported on Friday.

A decree by the ruling Revolution Command Council (RCC), carried by the newspaper, withdrew licenses of bars and restaurant owners selling alcohol and ordered discos, cabarets and nightclubs to close by the deadline.

"The RCC has decided to close cabarets, discos and nightclubs and withdraw licenses of shops where all kinds of alcoholic drinks are offered for," the state-owned newspapers said. "Drinking and selling of all kinds of alcohol shall be forbidden in...clubs...restaurants and hotels..." they said quoting the RCC decree.

The RCC gave owners of bars, restaurants, hotels and clubs 15 days to clear their stocks of alcohol. Violators would be sentenced to prison terms of up to one year.

Offenders will face prison terms of at least three years for a repeat offense and risk confiscation of the contents of their shops.

The decree is the latest in a series of measures taken by President Saddam Hussein since he took personal charge

of the Cabinet early last month to combat what the ruling Baath party newspaper al-Thawra described as deviant behavior." Though the measure does not amount to a blanket ban on alcohol, the official press welcomed the decision and said it was in line with our "Arab and Islamic values."

Iraqis can still drink at home and get alcohol from shops licensed to sell liqueur.

But it is the first time that Iraq has imposed a total ban on drinking alcohol in public.

The nightlife of Baghdad, where the Arabian Nights was set, was famous throughout the Middle East. The new measure reflects top level discontent with what is viewed as licentious behavior in a country where stringent U.N. trade sanctions imposed after Iraq's invasion of Kuwait in 1990 have meant that many Iraqis live below the poverty line.

The government also hopes the ban will allay public anger at the sight of rich Iraqis openly consuming bottles of whisky and wine at a time the poor have to struggle for a daily meal. Alcohol is not yet included in the government's growing list of banned foreign goods.

LIBÉRATION

8 juillet 1994

IRAN. Un «important» responsable du Parti démocratique du Kurdistan iranien a été tué mardi par les forces de l'ordre dans la région de Marivan. Son identité n'a pas été révélée, et le quotidien *Kar-o-Kargar*, citant le gouverneur de cette région, affirme qu'un autre responsable du PDKI (interdit) avait été tué près de la frontière avec l'Irak au début de la semaine dernière.

Former deputies Sadak and Yurttas will stand trial on July 16

By Sinan Yilmaz
Turkish Daily News

ANKARA- The Ankara State Security Court (DGM) has decided to keep the former deputies of the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) in custody until July 15.

Selim Sadak and Sedat Yurttas will come before the DGM on the following day. Their lawyers predict that the two will then be formally arrested. They also think it likely that Sadak and Yurttas will stand trial together with their six colleagues who were arrested previously.

The two deputies have not been permitted to speak to their lawyers since their detention on July 1. Under the anti-terror law, "people taken into custody are not entitled to speak to their lawyers or to their relatives."

The DEP deputies previously detained — Hatip Dicle, Orhan Doğan, Sırrı Sakık, Ahmet Türk, Mahmut Alınak and Leyla Zana — had exceptionally been permitted to speak to their lawyers and

had also been allowed receive food from outside.

Normally this is not permitted, police officials say, because of the danger of deliberate poisoning. In other words, the regulation is designed for the protection of detainees. Sadak and Yurttas are being interrogated in normal rooms, unlike their colleagues whose statements had been taken in "special" rooms.

The deputies arrested previously will appear before the DGM on August 4. They have claimed that the accusations in chief prosecutor Nusret Demiral's 452-page indictment are based on false evidence and on fictitious confessions of ex-Kurdistan Workers' Party (PKK) members.

The DEP lawyers are requesting that all the cases be heard together, in one court. Since the speeches which gave rise to the charges were made in various places, separate cases have been filed, many of them in Diyarbakır. But the defense lawyers say that all the charges are similar and that there should be a single trial. Their request will be considered

when the court convenes on Aug. 4.

A case has also been brought against the chief prosecutor of the Ankara DGM himself, Nusret Demiral, with the permission of the Justice Ministry.

This follows a complaint filed by Celal Kürkoğlu, the Social Democrat People's Party (SHP) deputy for Adıyaman. The Justice Ministry has called a meeting of the Supreme Council of Judges and Prosecutors.

Kürkoğlu claimed that Demiral acted illegally in arresting the DEP deputies. He added that the chief prosecutor had said the fate of the deputies was of less concern to him than that of his own dog, who was recently poisoned.

Kürkoğlu requested that immediate attention be given to this matter. It was not the only time, he said, that Demiral had sanctioned illegal procedures.

The outcomes of this case is awaited by lawyers with considerable interest.

Tansu Ciller hat sich ins Abseits manövriert



Ein Jahr im Amt - heute isoliert: die türkische Ministerpräsidentin Tansu Ciller. Foto Sven Simon

Istanbul. Falls es noch irgendwelcher Beweise bedarf, dass Türkinnen und

Türken ihre politische Heimat nicht mehr im Kemalismus, dem westlich-laizistischen Gedankengut, suchen, sondern zusehends zum islamischen Traditionalismus zurückfinden, so wird sie der morgige Sonntag liefern. Bei Nachwahlen in mehrere Gemeinderäte wird die fundamentalistische «Wohlfahrtspartei» (Refah) ihren Vormarsch fortsetzen.

Bereits am letzten Wochenende verlor Tansu Cillers regierende «Partei des rechten Weges» (DYP) bei einer Wiederholungswahl ihre frühere Hochburg Nevsehir in Zentralanatolien an die Islamisten. «Damit ist der Premierministerin ihr letztes Stimmenpotential, das Kleingewerbe und ländliche Bürgertum, abhanden gekommen», so analysierte Ankaras Wochenzeitschrift «Briefing» das Wahlergebnis. Auch in den drei Istanbulischen Amtsbezirken, in denen am Sonntag gewählt wird, wohnt ein traditionalistisch gesinntes Wahlvolk, das seine Wurzeln weit entfernt im anatolischen Dorf hat. Wirtschaftliche Not hat die Menschen in die Metropole am Bosphorus getrieben.

Und doch ist es erstaunlich, dass der «Schock», den der Erdbebensieg der islamischen Fundamentalisten im März bewirkte – statt fünf Gemeinwesen wie nach den Kommunalwahlen 1989 regiert die Refah-Partei heute deren 28 inklusive die Grossstädte Ankara und Istanbul –, nicht einen Umkehrtrend auslösen konnte. Im Gegenteil: Um den Islamisten das Wasser abzugra-

ben, erinnern sich nun auch die Mitte-Rechts-Parteien des religiösen Charakters der Türkei und lassen den Laizismus links liegen.

Schuld am landesweiten Rechtsruck ist laut Meinung vieler Medienanalysen die «völlige Ratlosigkeit» der «hohen Politik» gegenüber den brennenden Problemen Wirtschaft und Kurden-Autonomie. Seit dem 4. April versucht die Regierungschefin Tansu Ciller mit einem rigorosen Sparprogramm den Staatshaushalt ins Lot zu bringen. Doch die Haushaltssanierung, zitiert die Zeitung «Daily News» den Durchschnittsbürger Osman, «findet voll und ganz auf dem Buckel der Millionen Klein- und Mittelverdiener statt, die bei unverändertem Einkommen für die Grundnahrungsmittel zwei- bis dreimal mehr bezahlen müssen.»

Da ist es nicht erstaunlich, dass eine Enthüllungsgeschichte der liberalen Tageszeitung «Milliyet» über das private Finanzgebahren der Premierministerin zusätzlich Entrüstung hervorrief. Dem Blatt zufolge soll das Ehepaar Ciller «den grösseren Teil seiner Ersparnisse dem Zugriff des Steuervogts entzogen, in die USA transferiert und dort in Immobilien angelegt haben». Kommende Woche wird das eiligst aus den Ferien zusammengetrommelte Parlament entscheiden, ob der Fall den Untersuchungsbehörden übergeben werden soll. Stimmt die Nationalversammlung einem entsprechenden Antrag von 90 der insgesamt 450 Parlamentarier zu, könnte die Affäre für die Regierungschefin zum Stolperstein werden.

Auch in der Kurden-Frage kann sich Frau Ciller nicht von der Verantwortung drücken. Kaum hatte die «Partei des rechten Weges» sie an die Spitze

der Regierung gewählt, machte Ciller dem türkischen Generalstabschef Dogan Güres ihre Aufwartung. Seither hat das Militär im Südosten freie Hand, «die Menschenrechte werden mit Füßen getreten», wie die humanitären Organisationen vor Ort bilanzieren. Allein im Juni starben 27 Menschen an Folterverletzungen und «durch aussergerichtliche Hinrichtungen».

Doch der militärische «Abwehrkampf gegen die kurdischen Terroristen» beschränkt sich nicht auf Süd-

ostanatolien. Auf Drängen der Generäle bewirkte die türkische Regierung Mitte Mai das Verbot der einzigen politischen Stimme der kurdischen Autonomisten, der Demokratie-Partei (DEP). Damit hat Ankara die letzte Chance, das Kurden-Problem politisch zu lösen, vergeben. Das Ausland, namentlich der Europarat, reagierte verärgert. Und unter den amerikanischen Abgeordneten kursieren seither Presseartikel, die von den «Killing Fields» im türkischen Anatolien sprechen und. Vergleiche mit Kam-

bodscha zu den Zeiten Pol Pots anstellen.

Noch Anfang letzten Jahres wollte der inzwischen verstorbene türkische Präsident Turgut Özal die Türkei zum Brückenkopf zwischen der christlichen und der islamischen Welt machen. Auch die Regierungschefin gelobte vor einem Jahr, die Militärherrschaft der achtziger Jahre vergessen zu machen und «dem Land neue Freiheiten zu geben». Es blieb bei dem Versprechen.

Martin Peter

Flucht türkischer Kurden in den Nordirak

Der eskalierende Konflikt im türkischen Südostanatolien hat in diesem Jahr Tausende von türkischen Kurden zur Flucht in den Nordirak veranlasst. Rund 5500 Flüchtlinge aus der Türkei sind bisher vom Uno-Hochkommissariat für Flüchtlinge (UNHCR) offiziell registriert worden. Weitere 10 000 sollen im Grenzgebiet von der türkischen Armee eingekesselt sein. Die Regierung in Ankara weist jede Verantwortung für die jüngste Fluchtwelle von sich.

it. Bahery, Mitte Juni

Der Weg zu den neuen Lagern für kurdische Flüchtlinge im Nordirak führt rund zwanzig Kilometer ausserhalb der Stadt *Zakho* in Richtung Norden durch eine sanfte Hügellandschaft, bevor er das felsige Grenzgebiet zur Türkei erreicht. Diesen Weg hatten nach dem letzten Golfkrieg Tausende von irakischen Kurden genommen, als sie in Panik vor den Schergen Saddam Husseins flohen. Die Route wird nun in umgekehrter Richtung von kurdischen Flüchtlingen aus dem türkischen Südostanatolien benützt.

Höhepunkt im letzten Frühjahr

Die ersten Flüchtlinge aus der Türkei sind laut dem für Nordirak zuständigen Funktionär des

UNHCR erstmals zu Beginn dieses Jahres in dieses Gebiet vorgestossen. Die Fluchtwelle hat ihren bisherigen Höhepunkt aber während des kurdischen Neujahrsfestes *Newroz* Ende März erreicht. Damals sind bis zu 50 Familien täglich über die Grenzen gekommen. Das UNHCR hat die Kurden Südostanatoriens als «Personen in einer Notlage» kategorisiert und für sie zwei Lager entlang der irakisch-türkischen Grenze errichtet. Bis Anfang Juni wurden insgesamt 5322 Flüchtlinge registriert. Davon lebten knapp 3000 Personen in Lagern, die übrigen waren in kleineren Dörfern verteilt. Jene türkischen Kurden, die beidseits der Grenze familiär verwurzelt sind, sowie die Wohlhabenden unter den Flüchtlingen liessen sich laut Uno-Angaben oft gar nicht registrieren. Generell misstrauten türkische Kurden



Ein kurdisches Kind in den Trümmern eines Hauses in der Stadt Lice im Südosten der Türkei. Die Aufnahme entstand im letzten Oktober nach heftigen Kämpfen zwischen der PKK und der türkischen Armee. (Bild dpa)

der lokalen Administration im Nordirak und fürchteten sich vor einer Rückschaffung.

Insgesamt 10 000 Personen dürften nach Schätzungen ausländischer Hilfsorganisationen seit letztem Januar im Nordirak Zuflucht gesucht haben. Nochmals so viele Personen sollen nach Angaben des UNHCR und der Flüchtlinge auf der türkischen Seite der Grenze auf eine Möglichkeit warten, in den Nordirak zu fliehen. In den ersten Junitagen gelang niemandem die Flucht. In den Lagern ging das Gerücht um, dass die türkischen Soldaten alle passierbaren Grenzwege dichtgemacht hätten. Der Fluchtversuch einer achtköpfigen Gruppe wenige Tage zuvor hatte tödlich geendet. Laut Angaben der kurdischen Verwaltung im Nordirak sind die acht Flüchtlinge auf der Grenzlinie von türkischen Soldaten erschossen worden.

Blutige Säuberungen

Das Flüchtlingslager Bahery liegt am gleichnamigen Flüsschen und wirkt auf den ersten Blick idyllisch. Insgesamt 2560 Personen sind in Zelten des UNHCR untergebracht. Unter den Kindern sind Malaria und Darmkrankheiten verbreitet. Die Geschichten der Flüchtlinge sind geprägt von Szenen der Verfolgung. Die türkischen Soldaten seien in ihr Dorf im Bezirk Uludere gekommen und hätten alle Einwohner in der Schule eingeschlossen, erzählte eine Frau. Vom Fenster aus hätten sie zusehen können, wie ihre Häuser, ihre Felder und Tiere in Flammen aufgingen. Ein anderer Mann erzählte, die Armee habe einen Haufen bärtiger Männer, die sich als Hizbullah bezeichnet hätten, in sein Dorf geführt. Die Bärtigen hätten alle Einwohner in die Moschee gerufen und ihnen erklärt, dass alle Ungläubigen das Dorf sofort verlassen müssten. Nach dieser Drohung habe eine Serie von Mordanschlägen eingesetzt.

Die politisch motivierten Säuberungen südostanatolischer Dörfer durch Angehörige der türkischen Sicherheitskräfte wurden laut Informationen glaubwürdiger Quellen in diesem Jahr intensiver betrieben als je zuvor. Einer der Gründe dafür dürfte die auf August angekündigte Pensionierung des Generalstabschefs Güres sein. Vor einiger Zeit bereits hatte Güres «die endgültige Ausrottung der PKK» angekündigt. Im Frühling verordnete er verstärkte Einsatzbereitschaft der Armee im Südosten. Derzeit sollen 300 000 Mitglieder des Heeres im Gebiet Dienst tun. Laut Angaben des jüngsten Berichts des türkischen Menschenrechtsvereins wurde in den vergangenen Monaten in jeweils rund fünfzig Dörfern die gesamte Bevölkerung zwangsweise evakuiert. Von den insgesamt 1150 evakuierten Dörfern Südostanatoliens sind laut diesem Bericht 296 in diesem Jahr zerstört worden.

Im türkischen Aussenministerium wird eine völlig gegenteilige Sicht der Dinge vertreten. Ein Sprecher erklärte, die PKK zwingt diese Menschen zur Flucht in den Nordirak, zum einen um die Türkei im Ausland zu diskreditieren und zum zweiten um Hilfe internationaler Organisationen für ihre Anhänger zu finden. Die Flüchtlinge im Lager Bahery lachten bitter ob dieser Argumente. Sie beschuldigten die Türkei des Völkermordes und forderten die Uno auf, nach dem Beispiel im Nordirak auch für die Kurden in der Türkei Schutzzonen zu errichten. Die Tatsache, dass die jungen Männer sich eines betont politischen Jargons bedienen, sowie ihre beharrliche Weigerung, türkisch zu sprechen, zeigte aber deutlich

genug, dass zumindest ein Teil der Insassen heute unter dem Einfluss der PKK steht.

Dilemma der kurdischen Administration

Die regionale kurdische Administration im nordirakischen Dohuk plant mittlerweile, den Grossteil dieser Flüchtlinge aus der Grenzregion ins Landesinnere zu verlegen. Im persönlichen Gespräch verheimlichen die nordirakischen Kurdenführer aber nicht, dass die Flucht ihrer kurdischen Brüder und Schwestern sie in eine schwierige Situation versetzt hat. Die Aufnahme der Flüchtlinge im Nordirak hat in Ankara zu einiger Irritation geführt. Der einzige Kontakt des kurdischen Nordiraks mit den westlichen Ländern wickelt sich via die Türkei ab. Die schmale, bei Habur über die Grenze führende Strasse ist faktisch die Lebensader der irakischen Kurden. Andererseits können sie den aus Südostanatolien vertriebenen Kurden eine Hilfe nicht verweigern. Die Bevölkerung im Nordirak identifiziert sich mit den Kurden in der Türkei und kann auf Grund der eigenen Erfahrung die Leiden der Flüchtlinge nachvollziehen. Bei einem Treffen zwischen der nordirakischen Kurdenführung und einer türkischen Regierungsdelegation Mitte Juni im türkischen Grenzstädtchen Silopi hat Ankara laut Presseberichten gefordert, keine Flüchtlinge aus Südostanatolien mehr im Nordirak aufzunehmen. Die beiden anwesenden Kurdenführer Talabani und Barzani sollen diese Forderung der Türkei aber vorerst entschlossen abgelehnt haben

EL FINANCIERO

JUEVES 9 DE JUNIO

La Cuestión Curda en Turquía

Hernán G. H. Taboada

Turquía alberga casi a la mitad de los curdos en el mundo, una cantidad mayor que Irán, Iraq, Siria, Armenia y Georgia. El gobierno de Ankara, en una maniobra típica, trata de minimizar su número, aunque es posible hablar de unos 15 a 18 millones de curdos, sobre una población de 60 millones.

Tal importante sector fue sistemáticamente ignorado por los gobiernos de Ankara, que establecieron un régimen militar en las provincias curdas. La aparición de movimientos políticos curdos suscitó el temor de grupos políticos y militares que veían en el fenómeno una maniobra soviética. Con regularidad, en tres ocasiones (1960, 1971, 1980) el ejército tomó el poder para reprimir los movimientos de izquierda y restablecer el pleno control sobre los curdos.

Paralela a esta periódica interrupción de toda posibilidad de diálogo, se dieron fenómenos sociales que explicaban la emergencia de un movimiento armado curdo.

A partir de los años sesenta el desarrollo industrial del oeste de Turquía atrajo en cantidades crecientes a curdos de la zona oriental. A su vez, muchos de estos curdos seguían hacia el oeste, hacia Francia, Bélgica, Holanda y

sobre todo Alemania. Se concentraron en barrios marginados y discriminados. Al mismo tiempo empezó un descubrimiento de la propia identidad frente a los turcos, y una valorización de su acervo cultural que era despreciado desde el oficialismo. Estos fenómenos acompañaron la aparición, en 1984, del Partido de los Trabajadores de Curdistán (PKK), organizada por Abdullah Ocalan, llamado Apo (El Tío), hombre hábil y despiadado, que inició acciones armadas contando con el apoyo de Siria, que lo utilizaba como una baza contra Turquía.

Algunos cambios sobrevinieron a partir de la desaparición de la URSS y de la Guerra del Golfo. Siria se acercó a Turquía y a cambio de un arreglo sobre la utilización de las aguas del Eufrates (que nace en Turquía) disminuyó su apoyo a Apo. Por otro lado, Ankara logró también la alianza de los grupos curdos de Iraq, prácticamente independientes a partir del establecimiento de la zona de exclusión al norte de Iraq; estos curdos, lejos de cualquier solidaridad étnica, reciben ayuda de Turquía a cambio de su acción contra Apo.

Ante estos hechos, el PKK declaró un cese al fuego y anunció su disposición al diálogo, pero la

tregua duró poco y la guerra reanudó en 1993. Apo inauguró una nueva estrategia, basada en la acción de los curdos emigrados en Europa y en el ataque a los centros turísticos. Los inmigrantes, numerosos y con fuentes de ingresos organizaron manifestaciones y ataques a embajadas u oficinas turcas. En Turquía, se decidió minar uno de los pilares de la economía turca, el turismo, con ataques a hoteles y secuestro de turistas que se aventuraban sin permiso del PKK a las zonas orientales.

Las posibilidades de diálogo, que la primera ministra Tansu Ciller dejó entrever a su llegada al poder en 1993, se ven cada vez más limitadas por la actitud intransigente del todopoderoso ejército. Planes de desarrollo del este (un complejo hidráulico que permitirá ampliar las zonas irrigadas) tardará años en dar sus frutos. Algunas conquistas (como la posibilidad de editar periódicos en curdo) son neutralizadas por la escalada de violencia que atenaza a la población civil en las represalias de uno u otro grupo y hace del Curdistán turco una de las regiones más miserables y sangrientas del mundo, dentro de un Estado que pregona haberse incorporado a las naciones desarrolladas.

CSCE asks for monitors to be sent to Turkey

Decision is protested angrily by Turkish deputies in Vienna

Turkish Daily News

ANKARA- The Assembly of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) has recommended that two delegations be sent to Turkey to study the case of pro-Kurdish deputies who have been put in prison after their parliamentary immunity was lifted, and to monitor the human rights situation in Southeast Turkey.

The Assembly has underlined however that Turkey is justified in

combatting terrorism and defending its territorial integrity.

The advisory decision to send delegations to Turkey was taken by the Assembly at the close of its meeting in Vienna on Friday.

This decision by the assembly was protested angrily by attending Turkish deputies who said Turkey would refuse to accept these delegations or any sent by the CSCE.

The 9 man Turkish delegation at the Vienna gathering of 312 deputies from 52 countries said in a statement issued later that the reasons that the CSCE assembly had decided to ask for delegations to be sent to Turkey did not reflect the truth.

The statement of the Turkish deputies, lead by True Path Party (DYP) deputy MÜNİF İSLAMOĞLU, expressed "intense opposition" to the assembly's decision.

Claiming that the democratic process in Turkey was akin to that of the most advanced democracies in the West, the statement said: "To try and expose Turkey is such an organization is a laughable effort."



FRA0143 4 I 0152 TUR /AFP-NM11

Turquie-Kurdes

15 rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 10 juin (AFP) - 15 rebelles kurdes ont été tués dimanche lors d'opérations militaires dans le sud-est anatolien, a annoncé la super-préfecture de Diyarbakir, responsable de la lutte contre la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Ce bilan porte à 73 le nombre de morts --60 rebelles du PKK, 8 membres des forces de l'ordre turques et 5 civils-- depuis jeudi dans la région lors d'opérations militaires ou combats entre armée turque et maquisards kurdes.

Au total 118 personnes --101 rebelles, 9 civils et 8 membres des forces l'ordre-- ont été tuées depuis le 1er juillet dans cette région à majorité kurde, selon un décompte de l'AFP effectuée à partir de bilans officiels.

Le bilan des accrochages depuis le début de la rébellion du PKK en août 1984 s'élève à au moins 13.278 morts.

ce/sp

AFP /JO0245/101308

JUL 94

PKK-Chef Abdullah Öcalan: «Eine politische Lösung entspricht der Vernunft»

Die Regierung wird abdanken müssen

WoZ Nr. 23, 10. Juni 1994

Seit zehn Jahren herrscht zwischen der Türkei und der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) ein Krieg, dem bisher über zehntausend Menschen zum Opfer fielen. Während die türkische Generalität jetzt auf die «Endlösung» der kurdischen Frage setzt, hält die PKK ihr Angebot eines Waffenstillstands aufrecht. Wie sie sich ein Ende der Kämpfe vorstellt, welche politischen Veränderungen notwendig wären, was für eine Rolle der Westen spielt und wer die islamischen Fundamentalisten stützt, erläuterte PKK-Generalsekretär Abdullah Öcalan drei Mitarbeitern der vor kurzem verbotenen Tageszeitung «Özgür Gündem»*

Sie haben in Ihrer Botschaft an den Internationalen Kongress zu Nordwestkurdistan (Türkisch-Kurdistan) Mitte März in Brüssel zum zweiten Mal einen Waffenstillstand vorgeschlagen und sich verpflichtet, alle an der Konferenz getroffenen Beschlüsse zu akzeptieren. Warum?

Abdullah Öcalan: Die Hauptadressatin war dieses Mal die westliche Öffentlichkeit. Der Westen ist – so beschränkt auch immer – an einer demokratischen Lösung interessiert. Die Frage ist doch, ob irgendwelche neuen Wege beschritten werden können. In der westlichen Öffentlichkeit hat das denn auch zu wichtigen Resultaten geführt. Alle diplomatischen Kanäle sind nun offen, und das gilt selbst für die grössten Staaten.

Im letzten Winter haben aber besonders Deutschland und Frankreich Ihre Partei als illegale, terroristische Organisation bezeichnet und entsprechende Schritte unternommen.

Wie wurden diese Entscheide gefällt? Sie sprachen einem Plan der USA. Frankreichs Beschluss wurde einen Tag vor dem Parteikongress der DYP [die Partei des rechten Weges von Ministerpräsidentin Tansu Ciller und Staatspräsident Süleyman Demirel, d. Red.] gefällt. Mitterrand sagte zu Ciller: «Wir werden deinen Stern wieder zum Leuchten bringen, du musst nur ein paar Schritte unternehmen.» Ciller brauchte für ihren Kongress unbedingt ein paar wichtige Er-

folge. Diese stellte ihr, wie es scheint, der Westen sicher. So gewann sie ihren «Sternenkrieg» [sie wurde am Parteikongress gegen zum Teil heftigen parteiinternen Widerspruch bestätigt, d. Red.]. Danach ergriff auch Deutschland weitere Massnahmen. Die Zugeständnisse des Westens waren allerdings an Bedingungen geknüpft. Wir wussten das, weshalb wir nichts weiter unternehmen wollten. Der Westen begann, auf Ciller Druck auszuüben; deren Popularität war zwar wieder gestiegen, aber sie trug nichts zu einer Konfliktlösung bei. Ciller steht völlig im Dienst der Armee und von deren Generalstabschef Dogan Güres. Der Westen zieht deshalb die Unterstützung zurück – ich meine die Regierungen, nicht die Nato. Unser Waffenstillstandsvorschlag wird vor allem auf internationaler Ebene die Türkei ziemlich in die Zwickmühle bringen.

Was für einen Weg wird Ihre Partei auf diplomatischer Ebene nun einschlagen?

Jetzt sind befreundete Abgeordnete, Leute mit bekannten Namen, Professoren, Wissenschaftler, ja sogar Minister aktiv geworden. Es kann zu Treffen mit allen BotschafterInnen kommen. Das ist eine neue Phase. Das bedeutet keineswegs, dass sich die PKK westlicher Führung unterstellt hätte. Wir halten an unserer Identität fest, in dieser Sache machen wir keine Konzessionen. Aber wir sind uns auch bewusst, wie sinnlos es ist, uns den Westen unnötigerweise zum Feind zu machen.

Aus den Erklärungen der Konferenz geht hervor, welche Verantwortung der Westen trägt; er bekämpfte uns erbarmungslos. Die kriegstreibende Rolle übernahmen die USA – von der Anleitung der Folterer in Diyarbakir bis zur Bombardierung des Zele-Camp [Anfang des Jahres griff die türkische Luftwaffe ein Nachschublager der PKK im Nordirak an – unter Aufsicht der USA, die die kurdische «Sicherheitszone» mit AWACS überwachen, d. Red.]. All das ist klar. Jetzt aber wollen sie von dieser Politik abkehren. Wir sind offen für Schritte, die in Richtung einer politischen Lösung des Problems zielen. Das ist weder eine Kapitulation

*Teile des Interviews (es basiert auf einem siebzehnstündigen Gespräch, das Ertugrul Kürkçü, Ragıp Duran und Behçet Avsar im April mit Öcalan führten) erschienen in den letzten drei Ausgaben von «Özgür Gündem»; der Abdruck wurde aus rechtlichen Gründen von der Nachfolgezeitung «Özgür Ülke» nicht fortgesetzt. Bearbeitung und Übersetzung von Jörg Dietziker.



Foto: R. Maro/Umbruch

PKK-Generalsekretär Abdullah Öcalan



Foto: Andreas Herza/Signum

Türkische Soldaten vertreiben die Bevölkerung eines kurdischen Dorfes in der Region von Batman, Kurdistan: Explodiert Diyarbakir?

noch eine Aussöhnung, sondern entspricht der Vernunft.

In Ihrem Waffenstillstandsvorschlag heisst es, die PKK bestehe nicht auf einer Teilung der Türkei.

Ja. Dieser Vorschlag ist, anders als in der Öffentlichkeit moniert, nicht taktisch gemeint. Ich will die kurdische Unabhängigkeit nicht mit einer Abspaltung von der Türkei gleichsetzen, selbst wenn wir die dazu nötige militärische Stärke

erreichen sollten. Wir wollen diese Frage mit jenen diskutieren, die die Probleme der Türkei tatsächlich lösen wollen. Die kurdische Frage kann nicht ohne die Türkei gelöst werden. Eben-
sowenig wird in der Türkei ein Fortschritt ohne Lösung der kurdischen Frage möglich sein. Das Kriegsregime, welches noch weiter ausgebaut werden soll, hat in der Türkei die Entwicklung zum Stillstand gebracht. Diese Situation wird sich noch zuspitzen, bis die Türkei endgültig im Schlamassel zugrunde geht.

Es ist der Punkt gekommen, wo jene, welche wirklich etwas für die Türkei tun wollen, hervorkommen müssen. Einer von denen, die das begriffen haben, war Turgut Özal, aber er wurde Opfer eines nicht geklärten Verbrechens [Öcalan vertritt seit Özals Tod die These, dass dieser wegen seiner angekündigten liberaleren Kurdistanpolitik umgebracht wurde, d. Red.]. Doch die Regierung setzt auf das Motto: «Führen wir noch ein Jahr Krieg, und die Sache ist erledigt!» Aber auch wir haben Vorbereitungen getroffen und können diesen Krieg ein Jahr weiterführen. Wir haben im Moment rund 20 000 bewaffnete Kräfte, dieses Kontingent könnten wir sofort und ohne Probleme auf 30 000 erhöhen.

Es gibt noch sehr viele in der Türkei, die sagen, es gebe keine Lösung ohne die Vernichtung der PKK.

Denen muss klargemacht werden, dass eine solche Haltung den Zusammenbruch der Türkei bedeutet. Einer, der die Türkei dem Niedergang näherbringen will, ist Alparslan Türkeş [Führer der faschistischen Partei MHP, d. Red.] mit seiner Parole: «Vernichten wir die PKK!» Aber auch wir verstehen eine Sprache zu sprechen, die Türkeş begreift. Falls sie die Eskalation vorantreiben, werden wir das auch tun. Diejenigen der türkischen Bevölkerung, die ihre Verbindungen zu diesem faschistischen Führer nicht abbrechen, werden dann zum Angriffsziel. Für uns gehören sie nicht zum türkischen Volk; sie sind Faschisten. Nichtfaschistischen Türken werden wir kein Haar krümmen. Eine solche Eskalation wünschen wir uns nicht.

Die Internationale Konferenz in Brüssel rief Sie dazu auf, die Genfer Konventionen einzuhalten.

Wir beharren schon lange auf der Einhaltung der Genfer Konventionen. Aber die Türkei erklärt immer, sie sei der falsche Adressat. Die Türkei akzeptiert und behandelt uns nicht als kriegführende Partei. Es gibt einen Krieg, sie geben das zu. Aber von offizieller Stelle wird das permanent abgestritten. Unsere Seite wird alle Kriegsregeln Buchstabe für Buchstabe einhalten. Aber die Gegenseite unterhält eine Konterguerilla. Morde, die unaufgedeckt bleiben, sind an der Tagesordnung. In welchem Artikel steht, dass solche Praktiken erlaubt sind? Das ist ein schmutziger Krieg. Die Gegenseite hält sich nicht an die Genfer Konventionen.

Erwarten Sie, dass Ihr Waffenstillstandsvorschlag positiv beantwortet wird? Immerhin bewertet der Generalstab die jetzigen Monate aus militärischer Sicht als vorteilhaft für die Armee.

Wir sitzen nicht billigen Illusionen auf. Aber es war wichtig, zu Frühlingsbeginn der Gegenseite den Gesprächspartner in dieser Frage in Erinnerung zu rufen. Wir wollen Frieden und eine demokratische Lösung, ein Ende des Blutvergießens. Ob der Generalstab das ernst nimmt? Für wen diese Monate einen Vorteil bringen, sollte gut überlegt werden. Wollten sie die Angelegenheit – wie sie es auszudrücken pflegen – nicht schon im Winter erledigt haben? Unsere Kräfte waren noch nie so überzeugt und hartnäckig wie

Die Brüsseler Konferenz

Mitte März fand in Brüssel eine Internationale Konferenz zu Nordwestkurdistan (Südosttürkei) statt. Schon im Vorfeld dieser Konferenz, die von der deutschen Hilfsorganisation medico international und dem Londoner Kurdistan Human Rights Project organisiert worden war, hatte die PKK ihr Angebot eines bilateralen Waffenstillstandes erneuert und erklärt, alle Beschlüsse der Konferenz zu akzeptieren. In ihrer Schlussresolution forderten die VersammlungsteilnehmerInnen (WissenschaftlerInnen, ProfessorInnen, PolitikerInnen aus Ländern wie den USA, Frankreich, Britannien, der BRD, darunter auch Mitglieder des Deutschen Orientinstituts, das als scharfer Kritiker der PKK bekannt ist) vom Westen unter anderem einen sofortigen Stopp der Waffenlieferungen, eine Einstellung jeder Hilfe an die Türkei und eine Aufhebung aller

Verbote und Restriktionen gegen kurdische Organisationen in Frankreich und Deutschland. Die internationale Gemeinschaft habe eine rechtliche Verantwortung, die Anerkennung der Menschenrechte zu sichern, heisst es in der Resolution; ausserdem müssten alle Staaten sicherstellen, dass die Genfer Konventionen respektiert werden. Von der Türkei verlangten die TeilnehmerInnen unter anderem eine verbindliche Anerkennung der KurdInnen als eigenes Volk, eine demokratische Erneuerung, Aufhebung der Anti-Terrorgesetze, Wiederherstellung der Meinungs- und Pressefreiheit und eine «positive Antwort auf das Angebot eines bilateralen Waffenstillstandes».

Die türkische Regierung hat sich zu dem Waffenstillstandsangebot bisher nicht geäussert. Sie will derzeit von einer politischen Lösung nichts wissen.

heute. Wir werden Verluste erleiden, aber die Armee wird, obwohl das Töten wirklich nicht das ist, was wir uns wünschen, mindestens 10 000 Soldaten verlieren.

Das wäre für die Türkei ein harter Schlag.

Bestimmt. Ich denke, die jetzige Regierung wird abdanken müssen. Diejenigen, welche die Regierung auf diese Linie gebracht haben, werden sich verantworten müssen. Trifft dieser Fall ein, wird eine demokratische Lösung vielleicht möglich werden.

Kann es nicht auch ganz anders kommen, zum Beispiel wie in Bosnien, mit der Türkei in der Rolle von Serbien?

Das ist sowieso schon der Fall. Die Türkei geht noch viel rücksichtsloser vor als die Serben in Bosnien.

Wird es auch bei uns Milosevics geben?

Die gibt es schon lange, nur viel schlimmer. Der Generalstab hegt Vernichtungspläne: die komplette Zerstörung der Dörfer. Es wurden schon über eintausend Dörfer zerstört, ein paar tausend sind noch übriggeblieben. Auch diese werden sie zerstören. Das ist auch der Grund, weshalb es mittlerweile so viele Grossstädte gibt, allen voran Diyarbakir. In der Zeitschrift «Time» erschien kürzlich ein Artikel. Ein Amerikaner schreibt darin, dass ihn Diyarbakir an das Ende der USA in Saigon erinnert habe. Diyarbakir kann jederzeit explodieren. Die Dörfer wurden entvölkert, an ihre Stelle sind Städte mit Dorfcharakter getreten. Sie haben mit dieser Politik auch Istanbul zum Überlaufen gebracht [Istanbul hat mittlerweile über zehn Millionen EinwohnerInnen, es werden jährlich etwa 500 000 mehr, d. Red.] und «verdörflicht». Wenn das so weitergeht, wird diese Stadt untergehen. Sind das etwa Lösungswege?

Wie sehen Sie angesichts dieser Tatsache das Zusammenleben mit den nichtkurdischen Völkern?

Wir wollen jede einzelne kulturelle Gruppe wie unterschiedliche Blumen betrachten. Das geht bis zu politischer Autonomie; alle sollen ihre eigene Identität, ihre Kultur so ausdrücken können, wie sie es wünschen. Ich stelle mir das in Form eines föderativen oder konföderativen Systems vor; dazu braucht es eine umfassende Demokratisierung und Dezentralisierung. Der Zentralismus soll nur so umfassend sein, wie die verschiedenen Volksgruppen es wünschen. Auf jeden Fall sind wir gegen einen Zentralismus, der nur ein paar Paschas und Bürokraten Vorteile verspricht; diese und die politischen Eliten, die immer von nationaler Einheit reden, vertreten das türkische Volk nicht. Momentan sind auch die Soldaten in Unruhe geraten. Warum? Sie stehen unter starkem Druck der Paschas. Wenn diese den Krieg verlieren, dann verlieren diese Kreise alles. Sie führen den Krieg, nicht das türkische Volk.

Sie reden wie ein türkischer Revolutionär ...

Wir verstehen uns nicht nur als kurdische Revolutionäre. Unsere Aufgabe ist auch die Revolution in der Türkei. Das erscheint paradox, aber so wie früher gesagt wurde, dass eine türkische Partei gleichzeitig eine kurdische sei, so kann heute gesagt werden, dass eine kurdische Partei auch eine Partei der Türkei ist. In unseren Reihen gibt es eine ganze Anzahl türkischer Kämpfer und Kämpferinnen. Wir leben tagtäglich zusammen und sind eng miteinander verbunden. Bei uns gibt es keine Türkenfeindlichkeit, keine Geringschätzung.

Nochmals, wie sieht eine Lösung aus?

Es braucht ein gewaltfreies, demokratisches Umfeld mit Meinungsfreiheit und der Möglich-

keit, eigene politische Vorstellungen entwickeln zu dürfen. Sollte in der Türkei unsere Sicherheit garantiert werden, stellen wir ab sofort keine Bedingungen mehr. Als Demokrat glaube ich selbstverständlich an eine kurdische Identität, also muss es einen Platz geben für kurdische Parteien, kurdische Sozialeinrichtungen, kurdische Institutionen. Es gibt eine ganze Anzahl lokaler Probleme zu lösen, aber selbstverständlich Aufgaben, die es mit der türkischen Bevölkerung zusammen zu lösen gilt. Das sind Aufgaben einer gemeinsamen Regierung, eines gemeinsamen Parlaments.

Wir wollen: 1. eine Anerkennung der türkisch-kurdischen Beziehungen; 2. das Ende der gegen die Kurden gerichteten Repressions- und Assimilationspolitik; 3. föderative Parlamente entsprechend der nationalen Zugehörigkeit, ein gemeinsames Bundesparlament und eine Bundesregierung.

Sie haben jetzt viel von Gewaltverzicht geredet und vom Ende der Repression. Aber auch Ihrer Partei wirft man solche Praktiken vor. Gibt es da keinen Widerspruch?

Wer praktiziert denn hier den Terror? Die Presse behauptet, wir würden Kind und Kegel umbringen. Man muss schon ein bisschen aufrichtig bleiben. Wie viele Kinder und Frauen sind von uns umgebracht worden? Ihr könnt nicht behaupten, die Bomben, die von ein paar wütenden jungen Leuten gelegt worden sind, die ausserhalb unserer Kontrolle stehen, seien eine Taktik der PKK. Wir versuchen, solche Aktionen zu verhindern. Wenn uns dies nämlich nicht gelingt, werden sich die Strassen zur Hölle verwandeln. Ich hege keine Leidenschaft für bewaffnete Politik. Falls die Möglichkeiten geschaffen werden, werde ich als demokratischer Politiker die Angelegenheit in Ordnung bringen.

Vor den Lokalwahlen haben Sie zu einem Boykott aufgerufen und die Kandidaten, die trotzdem teilnahmen, zum Angriffsziel erklärt. Jetzt wurden in verschiedenen Orten Kurdistans die teilweise islamisch-fundamentalistische Refah-Partei und die MHP mit sehr kleinen Stimmanteilen gewählt. Andere, nichtgewählte Kandidaten sind im nachhinein in Gemeindeverwaltungen gehievt worden. Wie werden Sie sich jetzt denen gegenüber verhalten?

Diese Leute wurden alle von Experten für spezielle Kriegführung ausgewählt und aufgestellt. Dennoch haben sie durchschnittlich nur gerade fünf bis zehn Prozent der Stimmen bekommen. Man muss sich das vorstellen. Die Wahlen fanden unter Androhung von Waffengewalt statt; wählen war obligatorisch, und im Falle von Wahlabstinz drohte die Armee mit brutaler Repression. Trotzdem lag die Stimmbeteiligung bei nur etwa vierzig Prozent; etwa die Hälfte dieser Wählenden legte leer oder ungültig ein. Diese Wahlen waren keinesfalls legitim. Wir werden gegen die Gewählten vorgehen. Sie können sich zurückziehen. Tun sie das nicht, gibt es kein Pardon. Warum? Einer der wichtigsten Stützpunkte in diesem besonderen Krieg sind die Gemeindeverwaltungen.

Lasst mich hier noch etwas zur SHP (Sozialdemokratische Volkspartei, d. Red.) sagen. Sie fiel ja in der gesamten Türkei auf zirka zwölf Pro-

zent aller Stimmen. In den Wahlen 1991 konnte sie an verschiedenen Orten noch von dem Bündnis mit der HEP profitieren [Vorgängerin der DEP, welche sich von den Wahlen zurückzog, da ihre KandidatInnen verhaftet oder umgebracht worden waren, d. Red.]. Diesmal zog es die SHP vor, die DEP zu isolieren, und griff diese frontal an. Sie versuchten, die DEP zur Kapitulation zu zwingen. Wir haben uns immer gewünscht, die SHP zusammen mit den kurdischen Volksvertretern in demokratischer Art und Weise im Parlament vorzufinden. Doch der SHP wurde eine Regierungsbeteiligung zugesichert, und sie entschied sich anders. Die kurdischen Massen reagierten empört. Für sie war diese Haltung eine Kapitulation gegenüber dem Kemalismus. Deshalb wandten sie sich von der SHP ab. Auch in den türkischen Metropolen, wo Hunderttausende von Kurden leben, ist die Basis für die SHP geschmolzen; vor allem in Istanbul, Ankara, Izmir und Adana wandten sie sich von der SHP ab. Die Tatsache, dass die SHP auch in Grossstädten verloren hat, hängt also direkt damit zusammen, dass wir ihnen unsere Unterstützung entzogen. Erstmals in der Geschichte der Türkischen Republik sind Parteien, die in der Tradition der Gründungsparteien stehen, so bedeutungslos geworden. Unsere revolutionäre Taktik ist dafür mitverantwortlich.

Womit wir wieder bei der Refah-Partei wären.

Für uns kommt es, was den Krieg in Kurdistan anbetrifft, nicht darauf an, wer an der Macht ist. In die Refah traten vor den Wahlen viele pensionierte Generäle, Experten des schmutzigen Krieges, ein. Die Refah wird einen Platz rechts von der Mitte einnehmen und den Krieg vorantreiben. Wie wir uns ihnen gegenüber verhalten werden, habe ich gesagt.

Die Refah hat aber auch in Istanbul die Wahlen gewonnen. Wird dadurch die kurdische Frage nicht in den Hintergrund gedrängt?

Der Westen ist über den rasanten Aufstieg der Refah in den Metropolen sehr besorgt. Doch die Islamismus-Laizismus-Auseinandersetzung wurde künstlich geschaffen. Der Westen hat uns oft vorgeworfen, wir würden ein politisches Vakuum schaffen, das die Refah füllen könne, was ihnen Kummer bereite. Es gibt also für den Westen nur zwei Möglichkeiten: Entweder treibt er in der Kurdistanfrage eine politische Lösung voran, oder er versucht, die Refah unter strikte Kontrolle zu nehmen. Die Refah spielt folglich eine zentrale Rolle. Die Tatsache, dass wir keine legale Politik betreiben können, hat dazu geführt, dass der Kemalismus jeglichen Einfluss auf die Kurden verlor, als Alternative blieb der Islamismus. Und jetzt wird eine angebliche islamische Gefahr heraufbeschworen. Doch der Staat hat selber dieses Potential mitaufgebaut. In der Öffentlichkeit tritt er jedoch als Wächter des Laizismus in Erscheinung. Das ist eine äusserst intelligente Provokation. Das Sivas-Massaker [im Juli 1993 wurde nach heftiger Refah-scher Agitation ein Hotel in Brand gesetzt, in dem sich linke Intellektuelle befanden; 37 Menschen kamen dabei um, d. Red.] gehört zu dieser Logik. Der Aufstieg der Refah ist also ein provokativer Schachzug der Laizisten. Auf der Strecke bleibt das Volk.

turkish daily news

Monday, July 11, 1994

Pressure mounts from international forums

Foreign Minister Hikmet Çetin called the CSCE decision an 'unfair and misguided one'

Turkish Daily News

ANKARA- International pressures on Turkey on the issue of human rights, manifested in the decisions of the Council of Europe and the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) last week, promise to make July a "hot" month for Turkish diplomacy.

A resolution accepted Friday by the CSCE Parliamentarians' Assembly, which calls for the sending of a mission to Turkey, has generated reaction in Ankara. Foreign Minister Hikmet Çetin called the decision an "unfair and misguided one."

"Turkey is a free country, where everyone can go wherever they like ... we have taken ambassadors to see the situation (in the Southeast). But we do not think a mission is necessary," he said. Çetin implied that taking such a decision would be interpreted as encouraging terrorism — a point made by the Turkish deputies in the CSCE parliamentarians meeting last week. In the resolution adopted Friday, the CSCE said it supported the territorial integrity of Turkey but called on governments to employ a "Moscow mechanism," which will eliminate the usual red tape in such

matters and expedite the sending of a mission to Turkey.

However, it appears beyond doubt that the decision reflects the overall sentiment of the CSCE parliamentarians. Only 27 votes, as opposed to 135, were against the sending of the mission to Turkey. These were cast by the eight-member Turkish delegation, some Turkic republics and three unknown countries.

The Council of Europe's parliamentary assembly has also declared that it would send a mission to Turkey and reassess the situation in light of the mission's report. However, Ankara, aware of the option that the council could freeze Turkey's membership — a point lobbied for fervently by the now defunct pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies who are currently in Brussels — felt relieved that this was not done.

In the wake of the two decisions, there was also speculation that the European Parliament was considering freezing its links with Turkey by not establishing a joint commission during its new term, which begins July 19.

Daily Milliyet quoted Coates Kenneth, the chairman of the European Parliament's

Human Rights Sub-commission, as saying that the joint parliamentary commission — one of the most tangible links between the EU and Turkey — would not be created during the new term. Even if it would be created, it would not work, he said.

Kenneth's statement appears to stem from the imprisonment of Mehdi Zana, the former mayor of Diyarbakir and husband of former DEP Deputy Leyla Zana, due to a speech he made in the commission. Kenneth has called Mehdi's four-year sentence "unacceptable and an insult to the commission."

The European Parliament, which holds its first meeting of the new term on July 19 in Strasbourg, will also keep close tabs on the situation in Turkey, its former Chairman Baron Crespo said. Turkish officials also appear on the defensive by the close watch on nongovernmental organizations. Seeming weary of the reports by Amnesty International (AI), Turkish Ambassador to Bonn Onur Oymen has accused the London-based group of "carrying out an anti-Turkish policy."

"AI's reports use the same terminology as the PKK's (outlawed Kurdistan Workers' Party) propaganda material. I have to say that AI is losing its credibility," Oymen said.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0195 4 I 0164 TUR /AFP-SA68

Turquie-Kurdes

21 rebelles kurdes tués lundi dans le sud-est anatolien

ANKARA, 11 juil (AFP) - Vingt-et-un rebelles kurdes ont été tués lundi lors d'opérations militaires dans le sud-est anatolien, a annoncé la super-préfecture de Diyarbakir, responsable de la lutte contre la rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Ce bilan porte à 94 le nombre de morts --81 rebelles du PKK, huit membres des forces de l'ordre turques et cinq civils-- depuis jeudi dans cette région, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, lors d'opérations militaires ou combats entre armée turque et maquisards kurdes.

Au total 139 personnes --122 rebelles, neuf civils et huit membres des forces l'ordre-- ont été tuées depuis le 1er juillet dans cette région à majorité kurde, selon un décompte de l'AFP établi à partir de bilans officiels.

Le bilan des accrochages depuis le début de la rébellion du PKK en août 1984 s'élève à au moins 13.299 morts.

CE/hc/br

AFP /JO0245/111255

JUL 94

Leaders oppose lifting sanctions against Iraq

Reuters

NAPLES, Italy- The Group of Seven leading industrial nations and Russia agreed on Sunday not to ease United Nations sanctions on Iraq, including an oil embargo, arising from the 1991 Gulf War.

"We reiterate our resolve to enforce full implementation of each and every relevant U.N. Security Council resolution concerning Iraq and Libya until they are complied with, and recall that such implementation would entail the reassessment of sanctions," leaders of the eight countries said after a morning of talks.

Russian Foreign Minister Andrei Kozyrev had called on Saturday for an easing of sanctions in recognition of the progress Baghdad had made toward meeting the U.N. demands. Kozyrev discreetly met Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz, a close aide to President Saddam Hussein, in the Russian city of St. Petersburg last week.

Kozyrev criticized some of Moscow's partners for holding back from easing a U.N. oil embargo despite Iraq's progress in complying with Security Council resolutions arising from the 1991 Gulf War.

French Foreign Minister Alain Juppe

acknowledged earlier that Iraq had made progress in destroying biological and chemical weapons but said there were still important resolutions concerning the recognition of Kuwait which remained to be fulfilled.

Juppe told reporters: "There was no debate among the seven. We all agree. As long as Iraq, and indeed Libya, have not fully carried out all U.N. resolutions, there are no grounds for changing position."

Kozyrev had told Reuters before leaving Moscow: "There is a problem. Some of our partners try to see the sanctions issue from a much wider perspective — do they like or not like the Iraqi regime? But this is not the issue.

"You may or may not like a regime. Provided there is evidence of progress, which seems to be the case right now, we want the Security Council to stick to its own decisions," he said. "Iraq seems to have made considerable progress in complying with U.N. Security Council resolutions."

He said Moscow favored a conditional easing of the U.N.'s economic embargo against Iraq, particularly on oil. "If the U.N.'s requirements are met, the sanctions against Iraq should be lifted. We have to encourage those states under embargo such as Iraq to meet certain requirements."

The United States wants to make sure sanctions stay in place against Iraq and there have been no indications that the Security Council is likely to make any dramatic changes.

Iraq, a close ally and arms client of Moscow in Soviet times, has been isolated in the world community since its 1990 invasion of Kuwait.

Saudi Arabia's ambassador to the United States, Prince Bandar bin Sultan, lobbied G7 ministers in Naples against easing the embargo on Iraq as well as pressing for moves to prevent Yemen's civil war spreading instability in the Arabia peninsula, diplomats said.

How we sabotage our own tourism



İlnur Çevik

EDITORIAL

We do not need the Kurdish separatist terrorists or any foreign powers to sabotage and ruin our tourism industry as long as we have certain greedy people in Turkey who are already doing a great job in scaring off tourists.

We witnessed an incredible and extremely regrettable incident in the Mediterranean resort city of Alanya over the weekend. A hotel owner was telling his foreign clients that there was a security risk involved in them roaming around the streets of this township and that he would not be held responsible if anything happened to them away from his hotel.

So he was making sure that he kept everyone in his hotel... But that is not all. He had opened shops inside his hotel to sell leather goods and souvenirs to the tourists. Thus he was making sure that

while keeping them tucked away on his premises that they would also do all their shopping there.

So by creating an imaginary terrorist threat the hotel owner was making extra profit. Is this how we boost our tourism? The hotel owner did not realize that his actions would only bring short-term profits but that in the long run none of these tourists would ever come back to Turkey.

As all this was going on, President Süleyman Demirel, inaugurating a tourism facility in the Belen district of Antalya, called on tourists to visit Turkey and enjoy its vast touristic attractions...

We agree that Turkey is a great place for any tourist, especially because of the incredibly low prices being asked these days. The devaluation of the lira against all major currencies has added to the appeal of hotel prices. But if we have such hotel owners we do not believe we can make much headway...

First we have to stop sabotaging our own industry by greed and dishonesty. Then we have to make sure we do not allow others, like Kurdish separatists and foreign countries, to exploit the security situation.

Our actions invited CSCE monitoring

The fact that the parliamentary assembly of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) decided to send human rights monitors to Turkey at a meeting last week despite objections from Turkish parliamentarians, is only normal for a country which boasts of being part of Europe but does very little to really be a part of it in its heart and in its soul. We agree that democracy, human rights and superior values are things which the Turkish people deserve and we should have them not because the Europeans want us to have them but because these are the rights which any civilized nation should have. Yet, if we claim to be a part of the European community of civilized nations then we have to play the game according to the rules. For several years we have been warning our authorities that we are being run by a sub-standard democracy and there are too many human rights viola-

tions in Turkey, which is unacceptable for a country which boasts to be a parliamentary democracy. That is why today the Tansu Çiller government is coming under growing pressure both in the United States and in Europe. People tolerated our sub-standard democracy in the hub of democratic nations firstly because Turkey was a strategic country in the Cold War era and secondly to allow time for the country to undertake democratic reforms.

Turkey misunderstood all this and still Turkish authorities do not comprehend that they had been given extra time to put their house in order, and they have failed to do so.

We agree that the CSCE should not be sending monitoring teams to southeastern Turkey because this is a special case and, as with every democratic country, Turkey has a right to use special means to cope with separatist terrorism. We cannot condemn Britain for using extra-

ordinary measures to combat sectarian fighting and IRA terrorism in Northern Ireland because we are well aware that throughout Britain democratic rules and regulations are sovereign. This is where we feel we differ. In Turkey we feel that, unlike Britain, we have a sub-standard democracy and human rights violations occur in other parts of the country, not just in the southeast.

It is understandable that some of our deputies who have never understood democratic values and norms that exist in Europe may fail to comprehend why Turkey is coming under growing pressure in Europe and U.S., but it is hard to understand why people like Çiller do not understand the urgency of the problem... If you fail to put your house in order and still want to remain a part of the community of civilized nations of Europe, others will do it for you. That is what the CSCE is doing...

turkish daily news

Tuesday, July 12, 1994

Turkey assesses mounting pressure from the West

Turkish Daily News

ANKARA- Mounting pressures from Western institutions and governments — manifested in the decisions of the Council of Europe and the Conference for Security and Cooperation in Europe (CSCE) to send a mission to Turkey — has prompted Ankara to make an assessment of recent developments.

As a first step, Turkish President Süleyman Demirel held a hastily convened meeting on Sunday at the presidential palace. The meeting was attended by Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk; Deputy Prime Minister Murat Karayalçın; Foreign Minister Hikmet Çetin and his undersecretary Özdem Sanberk; Parliament Foreign Affairs Committee Chairman Erdal İnönü; and the Council of Europe Parliamentary Assembly's Turkish delegation chairman, Sait Kemal Mimaroglu. Prime Minister Tansu Çiller, who was in Istanbul, did not participate in the meeting. "The meeting took up the decisions of European institutions regarding Turkey," a brief statement from the president's press office said.

Karayalçın, who responded to journalists' questions after the talks, said that

this had been "a meeting of assessment, not one where decision-making took place.

"The relevant forum where decisions (to improve human rights conditions) can be made is Parliament and the government," Karayalçın said. "We know what measures can be taken. We know which adjustments are necessary and we recognized the need to improve (human rights) long before the European institutions did. The important thing now is to implement what is necessary. That is our wish, but we reached no decisions during the meeting."

Karayalçın said that Mimaroglu had expressed his views regarding the Council of Europe meeting.

Foreign Minister Hikmet Çetin also expressed his views in detail, sources said. "We all had opinions and suggestions to make, but it would be wrong to say that these were new or not previously known," Karayalçın said.

The former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies, who are in Brussels, were not discussed specifically, he added. Prime Minister Tansu Çiller said she was told by the president that she did not have to travel to Ankara for the meeting. "He told me that he will repeat the meeting," she was quoted as saying.

Foreign Minister Hikmet Çetin, who left for a three-country visit to the Baltic republics, also signalled over the weekend that the ministry would make assessments and diplomatic efforts regarding the Western institutions' decisions to send missions to Turkey.

However, Foreign Ministry sources pointed out that because the two decisions were made at the "parliamentarian level," they should be responded to by Turkish parliamentarians rather than through official contacts.

A third move on the human rights situation in Turkey came from the United States, whose Senate recently passed a draft saying that U.S. military aid to Turkey "should be used in accordance with international law."

The Senate's draft is seen by Turks as an improvement over the House of Representative's decision linking one-fourth of Turkish aid to "improvement of human rights and progress on the Cyprus question."

Amid the controversy, John Shattuck, the assistant secretary of state for democracy, human rights and labor, arrived in Ankara to take up the human rights issue with Turkish officials, academics, politicians and journalists.

Shattuck's first stop was Cindoruk's office where he held a one-and-a-half hour meeting with

the Parliament speaker mainly on the situation of the former DEP deputies, the Turkish Daily News' Parliament Bureau reported.

No explanation followed Shattuck's meeting with Cindoruk, who told the TDN that the contents of the meeting would remain "secret."

"He brought me greetings from Clinton," Cindoruk told the TDN.

Le Monde — 12 juillet 1994

TURQUIE : nouveaux accrochages dans le Sud-Est anatolien. - Soixante-treize personnes ont été tuées depuis le jeudi 7 juillet au cours d'affrontements entre les forces de l'ordre turques et les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Parmi les victimes, on dénombre 60 membres du PKK, 8 représentants des forces de l'ordre et 5 civils. Ces accrochages, qui ont eu lieu près de Diyarbakir (sud-est du pays), porteraient à 118 le nombre de personnes tuées dans la région depuis le début du mois de juillet. - (AFP.)

Le Nouveau Quotidien
12 juillet 1994

**TURQUIE
FORCING**

L'armée turque a suspendu pour quatre mois la démobilisation d'une partie de ses recrues actuellement sous les drapeaux. Objectif: concentrer un maximum de forces contre les rebelles kurdes du PKK.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0236 4 I 0245 TUR /AFP-AI55

Turquie-Kurdes

Incarcération de deux ex-députés d'origine kurde pour "séparatisme"

ANKARA, 12 juil (AFP) - La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara (CSEA) a ordonné mardi l'incarcération pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat" de deux ex-députés du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissous), a indiqué leur avocat Feridun Yazar.

Les deux ex-parlementaires d'origine kurde, Selim Sadak et Sedat Yurtdas, avaient été déférés devant la Cour pour interrogatoire après une garde à vue de 12 jours.

Le DEP a été dissous le 16 juin pour "activités séparatistes" par la Cour constitutionnelle, tous ses élus perdant du même coup leur mandat.

MM. Sadak et Yurtdas, qui s'étaient livrés à la justice le 1er juillet, ont été écroués à la prison centrale d'Ankara, où sont emprisonnés depuis mars six autres ex-députés du DEP, dont un démissionnaire, a-t-on indiqué de même source.

Le parquet devra élaborer un acte d'accusation supplémentaire pour MM. Sadak et Yurtdas, a précisé M. Yazar à l'AFP. Ils devront comparaître devant la justice à Ankara le 3 août avec les six autres inculpés. Tous sont passibles de la peine capitale d'après l'article 125 du code pénal turc, a-t-il ajouté.

Les six ex-députés kurdes, dont le président du DEP Hatip Dicle, ont été inculpés le 1er juillet de "séparatisme" et d'"appartenance" au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

CE/hc/mt/br

AFP /JO0245/121306

JUL 94

AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP —

FRA0236 4 I 0245 TUR /AFP-AI55

Turquie-Kurdes

Incarcération de deux ex-députés d'origine kurde pour "séparatisme"

ANKARA, 12 juil (AFP) - La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara (CSEA) a ordonné mardi l'incarcération pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat" de deux ex-députés du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissous), a indiqué leur avocat Feridun Yazar.

Les deux ex-parlementaires d'origine kurde, Selim Sadak et Sedat Yurtdas, avaient été déférés devant la Cour pour interrogatoire après une garde à vue de 12 jours.

Le DEP a été dissous le 16 juin pour "activités séparatistes" par la Cour constitutionnelle, tous ses élus perdant du même coup leur mandat.

MM. Sadak et Yurtdas, qui s'étaient livrés à la justice le 1er juillet, ont été écroués à la prison centrale d'Ankara, où sont emprisonnés depuis mars six autres ex-députés du DEP, dont un démissionnaire, a-t-on indiqué de même source.

Le parquet devra élaborer un acte d'accusation supplémentaire pour MM. Sadak et Yurtdas, a précisé M. Yazar à l'AFP. Ils devront comparaître devant la justice à Ankara le 3 août avec les six autres inculpés. Tous sont passibles de la peine capitale d'après l'article 125 du code pénal turc, a-t-il ajouté.

Les six ex-députés kurdes, dont le président du DEP Hatip Dicle, ont été inculpés le 1er juillet de "séparatisme" et d'"appartenance" au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

CE/hc/mt/br

AFP /JO0245/121306

JUL 94

AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP — AFP —

Irak-Kurdes-France

MM. Barzani et Talabani à Paris pour une nouvelle réunion de réconciliation

ERBIL (Irak), 12 juil (AFP) - Les deux principaux chefs kurdes irakiens, Massoud Barzani et Jalal Talabani, sont partis mardi à destination de Paris pour une nouvelle réunion de réconciliation inter-kurde sous l'égide de l'épouse du président, Mme Danielle Mitterrand.

Selon des responsables kurdes à Erbil, "capitale" du Kurdistan irakien (nord) qui échappe au contrôle de Bagdad, MM. Barzani et Talabani, respectivement chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), devront élaborer un "contrat de paix" mettant définitivement fin aux hostilités entre leurs deux formations.

"Nous allons à Paris parce que Danielle Mitterrand a toujours été une amie des Kurdes", a affirmé à l'AFP le porte-parole du PDK, M. Sami Abdel Rahman. Présidente de l'association France-libertés, l'épouse de François Mitterrand a visité le Kurdistan d'Irak après la rébellion des peshmergas (combattants kurdes) contre le régime du président irakien Saddam Hussein en 1991.

Des combats généralisés ont opposé, en mai dernier, le PDK et l'UPK, faisant plus de cent morts. Après plusieurs accords de cessez-le-feu et rencontres entre les deux chefs, le calme a été rétabli mais le pays reste divisé et de nombreuses clauses, prévoyant notamment la rétrocession des positions et des quartiers-généraux occupés, n'ont pas reçu d'application.

Les deux parties se disent confiantes dans les possibilités de succès de la réunion de Paris, dont la durée n'a pas été précisée. "Nous pensons qu'avec cette initiative, nous pourrions démontrer au monde notre volonté de coopérer et de mettre un terme à notre guerre", a estimé un responsable de l'UPK, M. Omar Fattah.

ta-elf/mfo

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 13, 1994

U.S. Urges Ankara to End Abuse Of Kurds

The Associated Press

ANKARA — Citing allegations of torture and abuses in the military campaign against Kurdish rebels, a U.S. State Department official on Tuesday urged Turkey to move quickly to improve human rights. John Shattuck, an assistant secretary of state, said: "The reports have grown more serious

recently, particularly in the areas of alleged restrictions on freedom of expression, allegations on the use of torture against pretrial detainees and alleged abuses against civilians in the military operations against terrorists in the southeast."

Mr. Shattuck, who deals with questions of democracy, human rights and labor, arrived here Sunday to discuss the allegations with Turkish officials and civilian groups.

Turkey has come under increasing criticism from the United States, Western Europe and various international institutions for abuses during its military campaign to crack down on the Kurdish guerrillas, who have been fighting for autonomy Turkey's Kurds for the past 10 years.

Turkey denies human rights violations.

"We recognize that some of these problems are in the context of Turkey's legitimate struggle against terrorist acts," Mr. Shattuck said. But he stressed that basic human rights should not be abandoned in the fight against terrorism.

The House of Representatives has attempted to link U.S. aid to improvement in Turkey's human rights status. The Council of Europe's parliamentary assembly voted to send a delegation to Turkey to investigate the Kurdish problem. The Conference on Security and Cooperation in Europe also decided on a fact-finding mission.

Turkey's image was further damaged abroad after the Parliament voted to lift the immunity of six Kurdish deputies on

charges of propagating Kurdish separatism, paving the way for their imprisonment in March.

A state security court on Tuesday arrested two more former Kurdish deputies who lost their parliamentary membership following the shutdown of their pro-Kurdish Democracy Party last month on similar charges.

Mr. Shattuck said he visited some of the jailed former deputies in Ankara.

"There is widespread concern in the United States, especially in our Congress, about their freedom of speech, their freedom of expression and the possibility that they have been jailed for speeches that they made in the United States when they were visiting our Congress," he said.

turkish daily news

Wednesday, July 13, 1994

As we run out of explanations...



İlnur Çevik

EDITORIAL

President Süleyman Demirel met with political leaders on Tuesday to discuss the mounting Western pressures on Turkey to meet the norms of civilized parliamentary democracies ... Earlier, the president held a similar meeting with high-ranking state officials on the same issue in the absence of Prime Minister Tansu Çiller ...

At last, Turkish state officials have come to terms with the realities of the world: Turkey can no longer pretend to be a full fledged parliamentary democracy while it is actually a substandard democracy where people are imprisoned in an arbitrary manner for expressing their views ...

The arrogant behavior of many people in Turkey have contributed to this sorrowful outcome. Now the very same people have been put in a position to seek solutions to the impasse. We had warned too many times in the past through this column and through many others in the Turkish Daily News that if Turkey insisted on its negative attitude toward democracy and human rights it would sooner or later face isolation. Foreign friends visit-

ing Turkey are issuing the same warnings that Turkey is heading with great speed toward isolation among the civilized nations of the world because of its attitude.

The problem of course lies with the fact that the hearts and minds of officials, and especially a majority of the parliamentarians, are not democratic. For many of them, human rights is a luxury while in Western countries it is simply a way of life.

Now we have to face the bitter truth. Either we play the game according to the rules that prevail in all contemporary democracies or we face isolation.

We and our friends in the West have to iron out some of the misunderstandings.

We have to agree to the fact that the problem in Turkey is not really the Kurdish issue but it is a more general issue concerning the lack of democratic norms and values that have to be instituted in our country. So the West has to talk in general terms about Turkey and should not use the Kurdish issue as a trump card because that will only antagonize Turkish public opinion, causing people to say, "The West wants to divide us and thus we do not need their democracy or their norms and values." The West has to tell Turkey it has a right to fight separatist Kurdish terrorism with every possible means, but also stress that Turkey has to

honor its word that every citizen of the Turkish Republic is a first class citizen which includes people of Kurdish ethnic origin.

Turks have to be told bluntly that they had been treated too softly over the decades with the expectation that they would sooner or later make the necessary reforms on democratization and human rights. This treatment has been misunderstood by certain circles here as meaning that Turkish administrations can get away with anything and that the West will tolerate this. So, military coups, interventions, repressive civilian regimes and authoritarian rule of any kind will no longer be tolerated and Turkey will either put its house in order or face moral and financial isolation in the West ...

The Turkish Foreign Ministry and Turkish parliamentarians, who have recently visited Europe, have had a very bad time because of the lack of democracy and human rights in Turkey. They have simply run out of explanations ...

Demirel, Deputy Prime Minister Murat Karayalçın, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk, Foreign Minister Hikmet Çetin and Parliament Foreign Relations Committee Chairman Erdal İnönü seem to have realized the urgency and seriousness of the situation. Now it is the turn of the hawkish parliamentarians and Prime Minister Çiller to come to terms with the bitter facts.

Wednesday, July 13, 1994

turkish daily news

Western officials say increasing isolation possible for Turkey

Reports of human rights abuses in Turkey have seriously increased according to visiting State Department official

By **Senih D. Idiz**
Turkish daily News

ANKARA- Senior Western officials are predicting increasing isolation for Turkey if Ankara's inability to institute reforms in the human rights area — especially on Kurdish rights — is not speedily overcome.

Aware of the multidimensional onslaught against Turkey from Western fora on this score Ankara seems to be preparing a "preemptive strategy" aimed at reinforcing its image as a country attempting to overcome its human rights shortcomings. Diplomats and analysts are, however, questioning whether the contradictory positions of government members and politicians, as well as extraneous factors such as a growing isolationism among the Turkish public vis à vis the West, may not make this search for a new strategy "too little, too late."

The United States, a key ally of Turkey's in military matters, now appears to be taking the lead in giving Ankara a clear message concerning democracy and human rights, with special emphasis on the questions of the ill treatment of prisoners in detention and the freedom of speech and conscience. John Shattuck, U.S.

assistant secretary of state for democracy, human rights and labour, who arrived in Ankara on Sunday for two days of official talks, was reported by sources to have given prominence to these points during his talks: Meeting a small group of journalists

over breakfast on Tuesday Shattuck — who while in Ankara also met with pro-Kurdish deputies who have been stripped of their parliamentary immunity and thrown into prison — said they considered Turkey's combatting terrorism by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) as legitimate.

He also conceded that the implementation of human rights could run into difficulties in the midst of such an effort. But Shattuck nevertheless made his government's point clear and said, in categorical terms, that the fight against terrorism could not be accepted as a reason for the suspension of human rights.

Shattuck added that during his talks he had expressed the U.S. administration's "deep concern" about increasing reports of human rights abuses in Turkey.

"The reports have grown more serious recently, particularly in the areas of alleged restrictions on freedom of expression, allegations on the use of torture against pretrial detainees and alleged abuses against civilians in the military operations against terrorists in the southeast," he said.

Referring to the suggestion put forward recently by Prime Minister Tansu Çiller concerning Kurdish language education and TV broadcasts, Shattuck indicated that they welcomed these proposals as they did the fact that these issues were being debated in Turkey today.

"I learned that Turkey is considering a number of measures to address these problems and I urged the government to implement these measures as quickly as possible," he said.

But he made no secret of the fact that Washington's attention would be increasingly focussed on human rights and democracy issue in Turkey for a number of reasons, not the least of which is the growing interest in these issues by the U.S. Congress. Sources on the U.S. side say that the pending trials of deputies from the Pro-Kurdish Democracy Party (DEP), which was recently banned by the Constitutional court, is a cause for anger among U.S. Congressmen because included in the charges brought against these deputies are addresses they delivered to the U.S. legislature. Shattuck also mentioned this when talking to reporters on Tuesday morning.

"There is widespread concern in the United States, especially in our Congress, about their freedom of speech, their freedom of expression and the possibility that they have been jailed for speeches that they made in the United States when they were visiting our Congress," he said referring to the DEP deputies. This attention by the United States follows developments to Turkey's disadvantage on the same subjects in the parliamentary assemblies of the Council of Europe and the Conference on Security and Cooperation.

There is also said to be widespread anger in the European Parliament against the Turkish government for the same reasons as the anger in the Congress.

Reports from Brussels in recent days have suggested that Euro-parliamentarians are livid that statements by pro-Kurdish deputies to the European Parliament could be used against these deputies as reasons for convicting them for treason. Western diplomatic sources indicate that there is a growing feeling in the European Parliament to suspend the activities of the Joint Parliamentary Commission with Turkey indefinitely, "until human rights abuses in Turkey are halted."

All of this is said to be prompting the government and the highest echelons of the State to try and work out a strategy that will halt the rapid erosion of Ankara's image and credibility in the West from which Turkey appears to be drifting away.

Diplomats and analysts are assessing the summit held by President Demirel on Sunday with high level government officials and members of Parliament, as well as the meetings with party leaders that he started on Monday, in this context. President Demirel, who has himself been accused of blocking the path to reform on the Kurdish issue — for blocking Kurdish TV and Kurdish language education, for example — is said to have become increasingly concerned by Turkey's growing isolation from the West.

One highly placed Turkish official, who wished to remain anonymous, told the Turkish Daily News that even this interest by the President was a sign that the growing pressures for human rights is hitting the mark in Ankara and forcing political leaders to take note and seek means of addressing the problem. "What the West is saying is no longer falling on deaf ears in Ankara. It is becoming more and more apparent to many that everything can not be expected to go on as usual and that Turkey may be drifting away from Europe" he said.

The search for a new strategy to counter this trend may be underway at the highest levels currently but diplomats and analysts question whether this is not "too little to late." The fact that President Demirel has expressed his opposition to Prime Minister Çiller's latest proposal for Kurdish TV and other cultural rights; the angry rejection by Foreign Minister Hikmet Cetin of the call by the

CSCE assembly for monitors to be sent to Turkey to investigate human rights abuses and the Kurdish issue; and the similar response recently by Deputy Prime Minister Murat Karayalçın to the decision by the Assembly of the Council of Europe to send a delegation to Turkey, are seen as "debilitating" in terms of any genuine progress by Ankara in these areas.

Officials indicate that Turkey is not opposed in principle to the arrival of such monitors and point to the fact that a delegation from the Council of Europe is expected in Turkey at the beginning of September. As for the monitors the CSCE wants to send, what Ankara appears to be objecting to is that the organization, of which Turkey is also a member, wants to send two delegations to Turkey, one to investigate the case of the pro-Kurdish deputies, and the other to investigate human rights allegations in the Southeast.

Officials say Turkey would probably not oppose the sending of one delegation although it refuses to be turned into a "human rights circus," which the sending of two delegations would do. There are also a number of officials who believe Turkey is "shooting itself in the foot" by its defensive reflexes against the West concerning the human rights issue.

They feel that outright denials of charges, seemingly binding rejection of proposals such as the ones concerning monitors, and "counter arguments that befitted the former communist bloc countries" are not enhancing the chances of Turkey's improving its image and record but to the contrary worsening these and probably expediting the drift away from the Western fold.

Court orders arrest of two DEP deputies

Sadak and Yurttas are imprisoned in Ankara

Turkish Daily News

ANKARA- Selim Sadak and Sedat Yurttas, former deputies of the now defunct pro-Kurdish Democracy Party (DEP), were arrested by the Ankara State Security Court and sent to prison on Tuesday. Sadak and Yurttas, under tight security, were brought to the prison where a crowded group of journalists followed them as they were taken inside the jail.

The Constitutional Court rul-

ing in favor of the DEP's closure was published in the special edition of the Official Gazette, leaving no legal obstacle to the arrest of the two former DEP deputies. Sadak and Yurttas, accompanied by their attorneys, surrendered to the prosecutor's office of the Ankara State Security Court before being taken into custody by police. Sadak and Yurttas are expected to appear in court on Aug. 3 along with six other Kurdish deputies (five former DEP deputies and one independent deputy) if the office of the prosecutor completes the indictment against Sadak and Yurttas. Six Kurdish deputies are already behind bars awaiting trial on charges of treason and supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Six others fled to Europe last month. The Constitutional Court decided on June 16 to dissolve the DEP for promoting separatism. All 13 members of Parliament lost their seats.

La Croix - 13 juillet 1994

TURQUIE Combats en Anatolie

● Vingt-et-un rebelles kurdes ont été tués lundi lors d'opérations militaires dans le sud-est anatolien. Ce bilan porte à quatre-vingt-quatorze le nombre de morts - quatre-vingt-un rebelles du PKK, huit membres des forces de l'ordre et cinq civils - depuis jeudi dans cette région, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Libération - 13 juillet 1994

TURQUIE. La Cour de sûreté a ordonné l'incarcération de deux ex-députés kurdes, hier, pour «*séparatisme*» et «*atteinte à l'intégrité de l'Etat*». Selim Sadak et Sedat Yurttas, du Parti de la démocratie (DEP, dissous), ont été écroués à la prison centrale d'Ankara, où sont emprisonnés depuis mars six autres ex-députés du DEP. Tous sont passibles de la peine capitale.

Çiller's fortune \$60 million

Britannica Yearbook: Çiller and her husband acquired this wealth through real estate speculation

By Sirma Evcan
Turkish Daily News

ANKARA—As the Turkish Grand National Assembly prepares to debate today an investigation motion concerning the total amount and the source of Prime Minister Tansu Çiller's assets at home and in the United States, Çiller's biography published in Britannica Yearbook 1994 discloses that she had "amassed a fortune of some sixty million dollars through real estate speculations."

The yearbook doesn't elaborate as to whether this is the prime minister's total wealth or only the part that she accumulated in the United States. The author of the biography, Jerold L. Kellman, mentions that Çiller's success in real estate speculations was the result of a joint effort with her husband, "the owner of a chain of convenience stores and a former banker."

Prime Minister Çiller's fortune as calculated by Turkish journalists who researched the subject amounts to TL 615 billion, whereas the Britannica figures convert to TL 1.8 trillion.

Journalists Nursun Erel and Ali Bilge, who worked as consultants to Çiller while she was economy minister, in their book "Tansu Çiller'in Siyaset Romanı" (novel on Tansu Çiller's political career), give details of her assets and how much they amounted to in February 1994, before the April 5 austerity package and the rise of the U.S. dollar.

What actually upsets Turkish society is that Çiller and her husband added considerable sums to their fortune during the last three years after her entry to politics. In

that period she entered the Turkish Grand National Assembly as a True Path Party (DYP) deputy, was immediately appointed a state minister and within a year-and-a-half became the country's prime minister.

Erel and Bilge say Çiller's husband Özer Çiller stopped making speculations in Turkey and speculated in real estate only in the United States after his wife became prime minister. The main opposition Motherland Party (ANAP) disclosed on Wednesday that the prime minister and her husband had also invested in finance companies in Europe and Africa.

In a press conference on Tuesday, Çiller stated that she is confident enough to give detailed account of her fortune. Her party's deputies are, however, planning to resist the motion for the investigation, accusing the opposition of mudslinging. It is reported that Republican People's Party (CHP) Chairman Deniz Baykal may refer to the Britannica Yearbook information on Çiller's fortune during the parliamentary debate today. Meanwhile the daily Cumhuriyet claims that Çiller has been evading or paying the minimum possible tax over the last seven years despite her increasing wealth. The paper reports that, taking advantage of exemptions on "circulation premiums," Çiller was able to report a capital increase of TL 7 billion in her Marsan Company as TL 1 billion.

...worthy, the first female without a family political connection to head an Islamic country.

Çiller was born in 1946 to an affluent family in Istanbul, where she later graduated from the University of Bosporus with a degree in economics. She continued her studies in the United States, earning graduate degrees from the Universities of New Hampshire and Connecticut and attending Yale University. Çiller then returned to Turkey to teach and, at the age of 36, she became the nation's youngest full professor. Moreover, at the age of 37 she had married a man whom the perception to take her surname (a departure from custom almost without precedent in Turkey). Together with her husband, the owner of a chain of convenience stores and a former banker, she amassed a fortune of some \$60 million through real estate speculation.

Though she was wealthy, attractive, intellectually accomplished, and professionally prominent (she was fluent in English and German and the author of nine works on economics), Çiller harbored political aspirations. She joined the ruling True Path Party (DYP) in 1991, was elected to Parliament the following year (one of eight women in the 450-seat legislative assembly), and was named economics minister in Demirel's coalition government. Although she advocated greater privatization of state-owned firms and a balanced budget, it was during her tenure as economics minister that government debt soared, inflation climbed to 65%, and the country suffered a downgrading of its international credit rating.

Despite these woes, the DYP selected Çiller as its leader at a special party conference on June 13, 1993. The office of prime minister had been vacant since Demirel's election as president in May following the death of Pres. Turgut Özal (see CHARTUAGES) in April. When Çiller presented her Cabinet, more than half the ministers were new, and many longtime Demirel supporters were out of policy-making positions.

As she assumed power in Turkey, Çiller's greatest challenges included dealing both with the rising tide of violence among Kurds in southeastern Turkey and with the pressing need to reduce government spending. Though Çiller faced difficult choices, she appeared ready to make tough choices.

(JEROLD L. KELLMAN)

Çiller, Kenneth Harry
In May 1992, with his government in trouble and the U.K.'s economy still struggling to escape recession, Prime Minister John Major (left) turned to one of the most formidable members of his Cabinet to restore his fortunes. He appointed Kenneth Çiller as chancellor of the Exchequer. In so doing, Major took the risk of promoting the man most likely to replace him as Conservative Party leader if his premiership foundered.

Çiller was born in Nottingham on July 2, 1940. Twenty years later he was one of a group of nine students at Cambridge who graduated, including Michael Howard (left), who became close friends and rose to positions of prominence. Çiller's

... job became prime name job until Çiller at home survive oppose the job. Follow May 1993. Çiller the Exchequer. 1993, Çiller the party's 1992 etc. His measures were main concern of MPs. And they he robust and welcome his fir

... James Hillery during the 1980s. Hillery stayed at home rather than pursue for which as leader of the Conservative Party. Hillery's lady proved to be an expert.

... HILLERY

... Hillery during the 20s. 1947, an husband. An 5 church with no debt to wealthy back-ground and meet) civil rights

... Hillery studies the top 5% of like to succeed Çiller's motion in head of the 1 public. Her p

The record in the Britannica yearbook 1994 which puts Çiller's wealth at \$60 million.

Reports and claims on Çiller's wealth have steadily increased after starting with Milliyet's publication on Özer Çiller's investments in the United States. The prime minister has been trying to tone down the issue saying everything she and her husband did had been open and legal.

In their book Erel and Bilge draw attention to the fact that the Çillers' investment in a large plot of land in Istanbul's Sarıyer sub-province on the Bosphorus was carried out with the help of a law passed during the ANAP administration. The transaction was also helped by an influential DYP family and had the approval of Sarıyer municipality which was in the hands of the Social Democrat People's Party (SHP) in 1992 when Çiller was a state minister. When Çiller bought the plot construction was not permitted but the regulations were soon changed to allow building.

An investigation into Çiller's assets may be difficult to initiate since other influential individuals may also be linked to the process.

Parliament's decision today is therefore seen as a crucial test for the future of Turkey and its leaders.

L'ambassade turque protégée par des gardes-fortifications

Ces militaires seront de piquet durant l'été pour décharger la police municipale bernoise.

Des gardes-fortifications de l'armée apporteront dès lundi prochain leur aide à la protection de l'ambassade turque à Berne. A la demande de la police municipale bernoise — qui connaît quelques problèmes d'effectifs pendant les vacances — ils seront engagés pour une durée limitée à dix semaines. Leur mission consiste exclusivement à observer et à annoncer.

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre

Une vingtaine de ces gardes se relayeront chaque semaine. La police peut les placer aux endroits qu'elle juge judicieux. Pour l'équipe qui débute lundi, il s'agit exclusivement de l'ambassade turque. Lors d'une manifestation devant ce bâtiment, le 24 juin de l'an dernier, un Kurde avait été tué par des coups de feu tirés par des

agents de l'ambassade. Plusieurs autres personnes, dont un policier, avaient été blessées.

Les gardes-fortifications ne rempliront toutefois aucune tâche policière à proprement parler et se limiteront exclusivement à observer et à alerter la police si besoin. Ils se relayeront vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. Ils seront armés d'un pistolet pour leur propre protection. Des chiens seront engagés accessoirement le cas échéant.

Le 22 juin dernier, le Conseil fédéral avait pris une décision de principe autorisant le recours à des gardes-fortifications pour assurer la protection de représentations diplomatiques étrangères. Un tel engagement doit toutefois être subsidiaire, d'une durée limitée et tenir compte de la disponibilité des gardes-fortifications. — (ap)



L'ambassade de Turquie est normalement protégée par des policiers bernois.

Keystone-a

12

24 HEURES

VENDREDI
15 JUILLET 1994

BEZ

SUISSE

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0128 4 I 0196 TUR /AFP-WM10

Turquie-Kurdes

Un ancien dirigeant d'un parti pro-kurde dissous tué par des soldats

ANKARA, 16 juil (AFP) - L'ancien vice-président du Parti pro-kurde du travail du peuple (HEP), dissous en 1993 pour "séparatisme", Ibrahim Incedursun, a été tué dans un affrontement entre forces de sécurité turques et un groupe de rebelles kurdes qu'il dirigeait, dans la nuit de 10 à 11 juillet, rapportent samedi deux quotidiens turcs.

Un groupe de 18 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dirigé par Ibrahim Incedursun, ont été encerclés par l'armée dans la région de Kulp dans la province de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, selon les quotidiens Cumhuriyet (centre-gauche) et Hurriyet (populaire).

Les maquisards kurdes et Ibrahim Incedursun ont été abattus lors du combat qui a duré jusqu'à la matinée du 11 juillet, selon les mêmes sources.

Par ailleurs, un groupe de 200 maquisards du PKK, dont l'un des principaux chefs de l'aile militaire du PKK, Semdin Sakik, sont encerclés par l'armée dans la région de Kagizman, près de Kars (est), à la frontière de l'Arménie), toujours selon les mêmes sources.

CE/jlb/br

AFP /JO0245/161118

JUL 94

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 18, 1994

No Reprieve for Saddam

Again the United Nations is considering whether to maintain economic sanctions on Iraq. Again the answer should be that it must. The full range of good purposes that the sanctions serve has still to be completed. Saddam Hussein has not yet won an international reprieve.

There is a particular reason why each new sanctions review at the United Nations is a little tighter than the last. The UN arms inspectors are near to completing their assignment to seek and destroy Iraq's special weapons and to install a monitoring system that will keep work on banned weapons and missiles from being renewed. Continuing surveillance and an improved system of policing industrial imports should help contain the military value of whatever arms programs Iraq may have hidden from the inspectors. Saddam runs a brutal regime at home, but he does not pose a regional or strategic threat to his neighbors anymore.

It was, of course, to win relief from sanctions that Saddam Hussein opened up to the arms inspectors in the first place. His defanging is now also being cited by legions of international businessmen, champing at the bit, as reason why

it is now safe to allow Iraq to resume the oil exports that will permit it to resume buying their goods and services (and paying its huge debts to them).

Nonetheless, Saddam remains the cruel persecutor of two groups of Iraqis, Kurds in the north and Shiites in the south, which are under international protection. Nor has he met UN demands to abandon Iraq's claim to Kuwait and to recognize the border the United Nations drew between them. Nor has he accounted for Kuwaitis still missing from the war. Nor for that matter has he chosen to use the reasonable option the United Nations has written for him to sell designated amounts of oil for the sake of humanitarian relief. He continues to sponsor provocative assaults on UN personnel.

The United States and its Gulf War allies have so far been frustrated in their hopes that the embargo would help squeeze the dictator out of power. But the embargo has enabled them to head off a revival of Iraqi bullying and expansion. This is more than enough of a policy benefit to justify keeping the pressure on Saddam Hussein.

— THE WASHINGTON POST.

La Marseillaise - 17 juillet 1994

Kurdes : embarquement pour la torture ?

Deux Kurdes de Turquie ont refusé d'embarquer pour Ankara. Résultat ils sont déferés ce matin devant le juge délégué. Si le préfet les expulse, c'est une quasi condamnation à mort.

AU Tribunal 61, rue Grignan, à Marseille, se joue peut-être ce matin la vie de deux hommes.

Abdulharik Celim et Cetim Yildirim pourraient être victimes d'un arrêté d'expulsion vers la Turquie. Tout dépendra du juge délégué devant lequel il comparaitront dès 9 heures. Il peut ordonner une mise en résidence surveillée. Alors le préfet pourra très bien ordonner leur expulsion.

Kurde de Turquie, ces deux mois sentent la torture, la mise au secret, parfois la mort. Sans compter les familles martyrisées des victimes. Cela ne doit pas être écarté.

Etrange histoire, puisque rien dans l'attitude des deux prévenus ne justifie de poursuites. Rien sinon leur nationalisme kurde, affiché en France, en des temps où le gouvernement et les entreprises françaises cher-

chent à obtenir des contrats en Turquie.

Refus d'entrer dans Pavlon d'Ankara

Le 6 juillet dernier, au tribunal correctionnel d'Aix, les juges n'ont d'ailleurs pas pu établir de véritable culpabilité. Les deux personnages étaient là parce qu'ils avaient refusé de se soumettre à un précédent arrêté d'expulsion.

Il faut préciser que cette expulsion là consistait à les mettre dans un avion à destination de la Turquie. Une sorte "d'ascenseur pour l'échafaud".

L'un de leurs avocats, maître Christian Bruschi, le sait particulièrement. Il a effectué l'an dernier un voyage en Kurdistan de Turquie. A son retour il nous avait informé des nombreux cas avérés de droits de l'homme bafoués sur place.

supposer que ces deux hommes en posent un au regard des lois.

En tout cas, sitôt le jugement prononcé, les deux Kurdes ont été emprisonnés. Hier leurs avocats, maîtres Patia Cluzon, Claude Hubert, Christian Bruschi, ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme, lui demandant de ne pas exécuter l'arrêté d'expulsion, en attendant un examen de ces cas par l'Ofpra, l'office chargé des réfugiés.

Le problème réside dans le fait que le Kurdistan est supposé être en Turquie une région en paix, dans un état démocratique, ne pouvant pas conduire des gens à l'exil. Un véritable mensonge que seule la raison d'Etat justifie en France.

Des associations ont manifesté leur soutien aux deux Kurdes menacés, dont Aix Solidarité, la CIMADE et la Ligue des droits de l'homme.

Michel-NEUMULLER

Louis Minetti : "des raisons humanitaires évidentes"

Le sénateur communiste s'est adressé par lettre à Pierre Méhaignerie, le Ministre de la Justice, en lui demandant d'éviter cette expulsion.

Monseigneur le Ministre,

Je viens d'être informé que Messieurs Celik Abdulharik et Yildirim Celim, ressortissants Kurdes, doivent comparaître demain dimanche 17 juillet devant le tribunal.

Ces deux personnes qui avaient demandé le statut de réfugiés politiques ont fait l'objet d'une demande d'expulsion de notre territoire.

Ils se sont opposés à cette mesure.

Vous n'êtes pas sans connaître les risques encourus par ces deux hommes si notre pays les expulse vers la Turquie. Leur propre vie risque d'être en danger.

Comparaissant devant le tribunal correctionnel d'Aix en Provence, le 6 juillet dernier, celui-ci les a condamnés à une faible peine de prison et ne s'est pas prononcé sur leur expulsion.

Par ailleurs, je crois savoir que leur avocat vient de saisir la cours Européenne de Justice, pour que celle-ci demande à la France de surseoir à cette expulsion.

Aussi, compte tenu des événements et de la précipitation de la procédure engagée à l'encontre de ces deux ressortissants kurdes, pour des raisons humanitaires évidentes, et dans le souci que notre pays soit toujours la terre d'accueil qui fait sa grandeur, je vous demande, Monsieur le Ministre, de bien vouloir prendre les mesures qui seront nécessaires pour éviter cette expulsion".

Le sénateur a adressé au préfet de police des BDR, une copie de cette lettre.

Senate passes the Foreign Aid Bill

Next stop for H.R. 4426 is the Conference Committee

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON— The U.S. Senate passed on Friday, 84-9, the Foreign Aid Bill H.R. 4426 which allocates \$364,500,000 of direct loans to Turkey. The bill will provide a total of \$13.7 billion in aid to foreign countries — an amount \$632 million less than what's proposed in the 1994 U.S. budget. Turkey's share represents 2.7 percent of this year's total U.S. foreign aid and is about 25 percent less than what Turkey received last year.

The Senate draft of the bill has eliminated a sentence that required a 7-to-10 ratio in aid to Greece and Turkey. But Greece is nevertheless given \$255,150,000— which is exactly 70 percent of the aid earmarked for Turkey.

Senators also toned down the language introduced by the House concerning the restrictions placed on 25 percent of the aid earmarked for Turkey: The House asked that 25 percent be withheld until the State Department and the Pentagon were convinced that progress was being made on the Cyprus and human rights issues. The Senate deleted that wording but later on stipulated that the U.S. arms could not be used by Turkey "for internal security purposes," i.e. against the PKK in the Southeast. The final Senate version reads that the U.S. military equipment can not be used "in violation of international law"— a much less demanding requirement. Prime Minister Tansu Çiller went on record as saying Turkey will not accept U.S. aid if it comes with any conditions attached. Turkish Ambassador to Washington Nüzhet Kandemir joined Çiller and told TDN that Turkey might indeed reject such an aid. The bill also provides \$3 billion for

Israel, \$2.1 billion for Egypt, \$802 million for Sub-Saharan Africa, \$539 million for East Europe, \$450 million for international family planning programs, \$75 million for Armenia, \$50 million for Georgia, \$80 million for Palestinians, \$5 million for the Transcaucasus Fund and \$839 million for the former Soviet states.

Russia will be denied U.S. aid if by August 31 it does not withdraw its troops from the Baltic countries or reach an agreement to do so.

Since the House and Senate versions of the bill are different, it will soon be forwarded to the Conference Committee which will give the bill its final shape. The bill can become law only after it has been discussed and accepted at the Conference Committee.

Monday, July 18, 1994

turkish daily news

Le Figaro - 16 juillet 1994

TURQUIE

**65 morts
en deux jours**

□ Soixante-cinq personnes (cinquante-deux rebelles kurdes et treize soldats) ont été tuées depuis mercredi dans l'est et le sud-est anatoliens lors d'accrochages entre forces de l'ordre et militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a-t-on appris de sources officielles.

France-Soir

16 juillet 1994

TURQUIE

**Accrochages
sanglants**

Soixante-cinq personnes ont été tuées depuis mercredi dans l'est et le sud-est de la Turquie, lors d'accrochages entre forces de l'ordre et militants du Parti des travailleurs du Kurdistan. 37 rebelles kurdes et 13 soldats ont été tués à Kagizman, près de Kars (est). Quinze autres rebelles ont été tués lors d'opérations sur la frontière turco-irakienne au sud des villes de Hakkari et Sirmak.

L'Humanité-16 juillet 1994

TURQUIE. Soixante-cinq personnes, dont 13 soldats, ont été tuées depuis mercredi dans le sud-est de la Turquie, lors d'accrochages entre les forces armées et les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0301 4 IA 0228 TUR /AFP-HT42

Turquie-presse-Suisse

La police turque empêche une télévision suisse d'enquêter sur le terrorisme anti-tourisme

ISTANBUL, 18 juil (AFP) - Une équipe de la télévision suisse "DRS" a été empêchée dimanche à Antalya (sud) de faire un reportage sur le tourisme pris pour cible par la rébellion kurde en Turquie, a-t-on appris lundi auprès du représentant de DRS à Istanbul, Werner van Gent.

L'équipe interrogeait des Kurdes vivant dans cette ville quand la police spéciale de lutte contre le terrorisme est intervenue et a conduit le groupe au commissariat pour l'interroger, selon le journaliste suisse.

Antalya est l'une des villes touristiques où ont eu lieu des attentats du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) depuis que celui-ci avait menacé l'an dernier de s'attaquer aux intérêts économiques du pays.

L'équipe de DRS a été relâchée après avoir passé trois heures dans les locaux de la police, à la suite d'échanges téléphoniques entre les ministres des Affaires étrangères suisse et turc, dimanche soir, a ajouté M. van Gent.

Ce dernier a indiqué qu'une de leurs cassettes vidéo a été saisie par la police qui a affirmé dans le procès-verbal que "tout reportage de la presse étrangère dans le domaine social nécessite une autorisation des responsables turcs".

L'équipe de DRS exige la restitution de la cassette.

YM/HC/sp

AFP /JO0245/181531

JUL 94

Montag, 18. Juli 1994

Neue Zürcher Zeitung

Einvernahme von Schweizer Korrespondenten in der Türkei

Behinderung der journalistischen Tätigkeit durch die Behörden in Antalya

* Auf einer Reportagereise in türkischen Badeorten am Mittelmeer sind die Korrespondentin der «Neuen Zürcher Zeitung», *Amalia van Gent*, und der Korrespondent des «Tages-Anzeigers» und des Schweizer Fernsehens, *Werner van Gent*, in Antalya vorübergehend festgenommen und während vier Stunden von Beamten in Zivil verhört worden. Zusammen mit ihnen wurden auch ein türkisches Kamerateam, ein Übersetzer und ein Chauffeur angehalten. Bei dem Verhör, das auf der Polizeipräfektur von Antalya stattfand, wurden vier Filmkassetten des Fernseheteams beschlagnahmt. Den ausländischen Korrespondenten wurde mitgeteilt, sie befänden sich in ihrem Hotelzimmer unter Hausarrest. Das beschlagnahmte Material werde untersucht. Sollten sich darin Hinweise auf illegale Handlungen finden, drohe den Journalisten eine Verhaftung. Später wurde ihnen jedoch die Weiterreise erlaubt; drei Filmkassetten wurden zurückerstattet.

Die Journalisten hatten am Freitag und Samstag Hotelbesitzer und Personal der Tourismusbranche über die Auswirkungen der jüngsten Welle von Bombenanschlägen in türkischen Ferienorten interviewt, bei denen auch ausländische Touristen verletzt worden waren. Ausserdem besuchten sie Vertreter der prokurdischen, legalen Volkspartei der Demokratie (Hadep). Einer von ihnen soll versichert haben, die verbotene Kurdi-

sche Arbeiterpartei (PKK) stehe nicht hinter den Attentaten. Die Behörden ihrerseits hatten die PKK beschuldigt, sie sei für die Bombenexplosionen verantwortlich und wolle damit den türkischen Tourismus schädigen. Als Begründung für das polizeiliche Vorgehen gegen die Korrespondenten wurde angegeben, es sei Ausländern nicht gestattet, wissenschaftliche Untersuchungen durchzuführen; dafür brauche es eine Sondergenehmigung des Aussenministeriums.

* * *

Dass Extremisten aller Schattierungen nicht davor zurückschrecken, mit Bombenanschlägen friedliche Touristen zu gefährden, ist unter allen Umständen inakzeptabel. Im Interesse einer Bewahrung des guten Rufes der Türkei als Fremdenverkehrsland sind die Behörden gut beraten, die Terrorakte genau zu untersuchen und energisch gegen die Täter vorzugehen, wenn sie ihnen bekannt sind. Doch ebenso wenig annehmbar ist, dass sich amtliche Schikanen zum Zweck der Einschüchterung gegen die Presse richten. Die Journalisten sind nicht die Bombenleger und sind nicht dafür verantwortlich, wenn der Tourismus Schaden nimmt. Auch das Ferienland Türkei ist künftig auf eine sachgerechte Berichterstattung angewiesen, wenn es weiterhin Besucher aus der zivilisierten Welt empfangen will. Die NZZ protestiert in aller Form gegen die offenkundig ungerechtfertigte Behandlung ihrer Korrespondenten und anderer Journalisten durch die Behörden und verlangt, dass sie ihre Berufstätigkeit unbehindert ausüben können.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0114 3 I 0487 /AFP-MA22

Irak-Kurdes prév

Les Kurdes irakiens sont de plus en plus nombreux à vouloir s'exiler par Tolle ARAM

ERBIL (Irak), 19 juil (AFP) — Les Kurdes irakiens sont de plus en plus nombreux à vouloir partir pour s'installer en Europe, en raison des combats inter-kurdes et de l'avenir incertain du Kurdistan d'Irak, indiquent des responsables kurdes et étrangers dans la région.

Cette pression s'est accrue depuis les affrontements en mai dernier, qui ont fait plus de cent morts, entre les deux principales formations kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

"Depuis les combats, tous ceux qui n'appartiennent pas à un parti se heurtent à une multitude de problèmes", raconte Peshrew Hussein, un architecte indépendant de Souleïmanieh. "Ma femme et moi avons décidé de partir dès que possible. Nous ne pouvons plus supporter ces pressions", ajoute-t-il.

Les combats ont laissé le nord de l'Irak divisé en deux zones, l'une contrôlée par le PDK et l'autre par l'UPK, et quasi-paralysé le "gouvernement" autonome kurde. Cette administration, non reconnue internationalement, avait été mise en place par les deux partis après le soulèvement kurde contre le régime de Bagdad qui avait suivi la guerre du Golfe, en 1991.

Aucun chiffre n'est disponible sur le nombre exact de personnes qui réussissent à émigrer, en général via la Russie ou la Turquie. Au total, quelque 3,5 millions de personnes habitent dans le nord de l'Irak.

La volonté de partir est manifeste notamment chez les Kurdes jeunes et éduqués, qui reprochent aux deux grandes formations leur incapacité à gérer ensemble le Kurdistan irakien.

Bruska Shaways, responsable de la jeunesse au PDK, reconnaît la responsabilité des partis. "Il y avait déjà des personnes qui émigraient en raison de la situation économique qui se détériore quotidiennement. Mais les gens pouvaient compter sur leurs hommes politiques. Aujourd'hui, l'échec des partis kurdes a ruiné les derniers espoirs de la population, ce qui a conduit à une énorme frustration", explique-t-il.

Un dirigeant de l'UPK, Kamal Fouad, confie qu'il reçoit de plus en plus de demandes de Kurdes qui cherchent son soutien pour émigrer. "Je peux les comprendre, la sécurité n'est plus garantie", dit-il. "Mais je n'encourage pas ce mouvement car nous risquons de perdre les meilleurs d'entre nous".

Le coordinateur-adjoint de l'ONU en Irak, Steven Allen, basé à Erbil, affirme qu'il a entendu dire que 50.000 Kurdes irakiens ont participé récemment à une loterie pour des visas américains organisée dans le New Hampshire, aux Etats-Unis.

"Tous les gens ont complètement perdu leurs illusions et sont en colère contre les deux partis", déclare M. Allen. "Le +gouvernement+ kurde devra réagir rapidement et de façon efficace s'il veut rétablir sa base populaire", observe-t-il.

ta/lba/jmc

AFP /JO0245/190950

JUL 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. —

FRA0284 4 I 0212 TUR /AFP-OD27

Turquie-Kurdes

37 rebelles kurdes et 7 soldats turcs tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 19 juil (AFP) - Trente-sept maquisards kurdes de Turquie et 7 soldats turcs ont été tués lors d'accrochages dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a annoncé mardi la super-préfecture de Diyarbakir (chef-lieu de la région).

Vingt-deux maquisards kurdes, qui ont tenté d'attaquer un poste de l'armée turque près de Cukurca (province de Hakkari, près de la frontière turco-irako-iranienne), ont été abattus par des soldats, selon la même source.

Lors de cet accrochage, les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont tué sept soldats et en ont blessé quatre autres.

La super-préfecture, qui coordonne la lutte contre le PKK, précise que les rebelles se sont infiltrés en Turquie depuis le nord de l'Irak.

Par ailleurs, 15 autres maquisards du PKK ont été tués lors d'opérations des forces de l'ordre dans les régions de Diyarbakir, Mus, Sirnak et de Tunceli, indique-t-on de même source.

Au moins 13.500 personnes --militaires, policiers, civils et rebelles-- ont été tués en dix ans de rébellion armée du PKK dans le sud-est et l'est anatoliens, selon une compilation de l'AFP à partir des chiffres officiels.

KG/YM/sp

AFP /JO0245/191558

JUL 94

AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. —

FRA0542 4 G 0140 FRA /AFP-QP74

Turquie-France-Manif

Manifestation jeudi à Paris contre la visite du Premier ministre turc

PARIS, 19 juil (AFP) - Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), ainsi que la Cimade, les Verts et plusieurs organisations turques et kurdes en France, appellent à manifester jeudi à 17H00, place du Trocadéro à Paris, pour protester contre la visite officielle du Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller.

"Cette initiative a pour objet de témoigner notre solidarité avec le peuple kurde et d'exprimer notre très vive protestation contre la présence sur le sol de France du Premier ministre turc responsable de la sanglante répression des Kurdes en Turquie", indique un communiqué publié mardi.

Mme Ciller sera à Paris de jeudi à samedi, à l'invitation de son homologue français Edouard Balladur.

nou/mst

AFP /JO0245/192211

JUL 94

AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. —

La Croix — 19 juillet 1994

PERSPECTIVES

Ankara, les Kurdes et l'Europe

■ Le rejet par le Parlement turc des députés d'origine kurde risque d'annihiler des années d'efforts de ce pays pour se rapprocher de l'Union européenne (UE). Après un avertissement le 30 juin, la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a porté un coup sévère en décidant d'envoyer trois de ses délégués enquêter sur les violations des droits de l'homme dans la région troublée du sud-est anatolien. Le 19 juillet, le Parlement européen devrait décider d'une éventuelle suspension de ses relations avec la Turquie, après que l'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, eut été condamné à quatre ans de prison pour un discours sur les droits de l'homme tenu en 1992 dans son hémicycle. Une série de décisions qui pourraient remettre en cause l'unification des frontières douanières avec l'UE, prévue pour 1996.

Cet orage n'est pas une surprise, après les dégradations des conditions de représentation de la minorité kurde. La majorité de l'Assemblée a voté le

2 mars dernier la levée de l'immunité parlementaire de quatre députés du Parti de la démocratie (DEP, gauche pro-kurde) qui furent immédiatement emprisonnés. Le 17 juin, la Cour constitutionnelle a dissous ce parti, l'accusant de propagande séparatiste. Suite à cette décision, six députés ont fui en Europe où ils tentent de mobiliser les capitales européennes contre la politique kurde de la Turquie. Deux députés du DEP ayant choisi de rester en Turquie ont été emprisonnés sur décision du tribunal de sécurité de l'État.

Les propos parisiens du premier ministre, M^{me} Tansu Ciller, proposant que soit mise à l'étude la possibilité d'autoriser les enseignements et des radios et télévisions privés kurdes, ont été immédiatement contrôlés par le président de la République, Suleyman Demirel, qui a peur de voir la guérilla interpréter ce mouvement comme une concession de l'État face au terrorisme.

Claude ORTACQ
(A Istanbul)

Ministers try to improve Turkey's rights image

Turkish Daily News

ANKARA- The government is trying to respond to continuing pressure from the West, aimed at forcing Turkey to focus on its negative human rights record, and clear its name on this score. The latest evidence of this is provided by reports of a recent exchange of letters between the Ministers of Foreign Affairs, Justice and the Interior.

Acting on reports from Turkey's Permanent Representation at the Council of Europe in Strasbourg, Foreign Minister Hikmet Çetin is said to have written letters to Minister of Justice Seyfi Oktay and Minister of Interior Nahit Menteşe on the subject.

Çetin is reported to have dwelled on the negative effect of the growing number of cases filed against Turkey in the European Court of Human Rights, especially in relation to conditions in the Southeast.

In his letter he is said to have concentrated on the fact that the many cases filed against Turkey from the Southeast underline the poor quality of justice in the region.

The effect here, according to Çetin, is to establish a situation where local courts are overridden on the grounds of ineffectiveness and incompetence and to open the route for grievances to go straight to the European Court of Human Rights.

"The meaning of this is that the European Court of Human Rights will take the place of Turkish judicial organs in relations to events that take place in the Southeast and thus become an organ with direct monitoring powers" Çetin reportedly said in his letter.

Çetin is said to have underlined the need for showing the European Court of Human Rights, by providing hard evidence, that "the situation is not as it is being presented by certain quarters"

These particular words were taken by analysts as "indirect" and "diplomatic" references to the fact that unless improvements are made to human rights in the Southeast then not just Turkey's image can be expected to be eroded further.

Following the leaking of Çetin's letter to the press on Sunday, Justice Minister Seyfi Oktay sent a letter to Hürriyet columnist Oktay Ekşi, in which he acknowledged the gravity of the situation.

"Presently there are over 300 cases against Turkey at the European Court of

Tuesday, July 19, 1994

turkish daily news

Le Nouveau Quotidien — 19 juillet 1994

TURQUIE

SUISSES INTERPELLÉS

Un couple de journalistes allemands, Werner et Amalia Van Gent, a été retenu pendant quatre heures dans un commissariat d'Antalya (sud), pour avoir réalisé des interviews jugées «antiturques» par les autorités.

Human Rights. This figure is expected to increase... Because of the billions of liras in compensation these cases foresee it is likely that a bill of trillions of liras will be presented to Turkey" Oktay said in his letter published in Monday's *Hürriyet*.

"Material considerations aside, the good reputation of the country incurs untold damage with every case...The problems of the country can not be overcome with palliative approaches and empty words" Oktay added.

He went on to say it was imperative that Parliament pass the bills proposed by him for corrections in the field of human rights.

Officials sources have say that the figure of "300 cases" against Turkey is an exaggeration and conjecture that what Oktay is referring to is the number of applications to the European Court.

They say that there are "countless" applications many of which have to be processed before being accepted by the European Human Rights Commission as bone fide

cases before being sent to the Court, or rejected as not genuine.

These officials concede, however that there are at least 30 cases against Turkey in the European Court, mostly to do with the Southeast and the Kurdish issue, and say this is "bad enough as it is."

"The PKK have learned how to use the human rights issue against Turkey to good effect" one official, who wished to remain anonymous told the Turkish Daily News.

He pointed out that it appeared to be getting more and more difficult for Europe to differentiate between the PKK and the human rights issue.

"The basic problem is, however, that with the human rights situation in Turkey the PKK is being handed a golden opportunity to use this subject to its advantage in European organizations," this official conceded.

In response to Foreign Minister Çetin, the Minister for the Interior, Nahit Menteşe,

reportedly sent a copy of the letter, with a secret circular dated July 14 to all provincial governors.

Menteşe in his circular said that "behaviour which might give the impression of torture and ill treatment should be avoided." Recalling that most of the cases against Turkey at the European Court of Human rights, were brought by "PKK sympathizers," Menteşe is reported to have said in his circular that avoiding such behaviour was necessary "to disprove allegations by these people against Turkey."

Menteşe is also reported to have repeated Oktay's expectation that the number of applications against Turkey at the European Human Rights Commission could be expected to increase in the near future.

He is said to have warned provincial governors and other relevant officials that behaviour which would provide justification to those circles which are working against Turkey should be avoided and that the security forces should carry out their duties "carefully" and "meticulously."

Iraqi leader Saddam makes peace gesture to Arab foes

Reuters

BAGHDAD- Iraqi leader Saddam Hussein said on Sunday he was ready to strike peace and security deals with Arab foes if they ceased hostility towards his government.

In a speech marking the 26th anniversary of the revolution that brought his ruling Baath party to power, Saddam also said he was prepared to forget past wounds for the sake of peace and stability in the region.

"We stress the offering of peace and security to the one who needs them, including rulers who misbehaved towards us," Saddam said in the nationally televised address.

"To he who would to heal the disease of his soul and has firmly determined to mend what has been spoiled...Iraq is ready to react positively," he said.

Saddam did not mention any country by name, but the offer was clearly directed towards Kuwait, which Iraq invaded in 1990, precipitating the Gulf War.

It also appeared aimed at conser-

vative Saudi Arabia and at Syria, whose President Hafez al-Assad's branch of the Baath Party is a rival of Saddam's party.

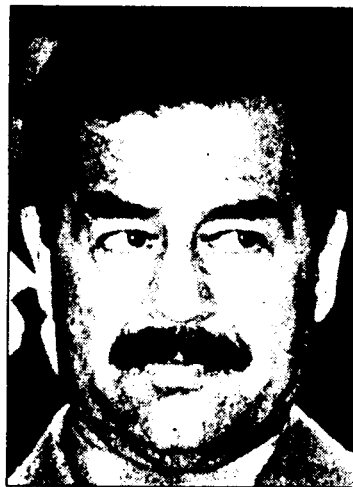
Saddam warned that his offer should not be viewed as a sign of weakness as his battered nation reels under United Nations sanctions imposed after the Kuwait invasion.

"It has become known to everybody — and I do not imagine that they (Arab rulers) do not realize — that we fear no one but the Almighty," he said.

He said the past few years had shown that all efforts to undermine his government were in vain.

"The years that have passed between 1990 and the present are enough to guide those for whom God wishes wisdom...to desist from reverting to ill will...for their overt wishes shall not be fulfilled," he said.

No conditions were set by Saddam and he did not say whether his government would abide by a Security Council resolution asking Baghdad to recognize Kuwait with-



Iraqi leader Saddam Hussein in newly demarcated borders.

Iraq says it recognizes Kuwait's old borders, but senior Iraqi officials have hinted the issue could be resolved.

Baghdad invaded Kuwait in 1990 but was ejected by a U.S.-led multinational force seven months later. The Security Council clamped stringent trade sanctions and has said they would not be lifted until Baghdad meets cease-fire terms.

Iraqi TV and radio broadcast national songs along with the speech while a banner headline in newspapers said: "Saddam Hussein...the greatest leader of the greatest revolution."

Trying to defend human rights violations

Tuesday, July 19, 1994



İlnur Çevik

EDITORIAL

We are listening to the same old story over and over again in Turkey that "as long as terrorism exists" in our country "we have to violate human rights."

This is completely wrong and we have to make fundamental changes in our explanations if we are to be convincing. It is true that we have a terrorism problem in Southeastern Turkey and thus the extraordinary situation in this part of the country calls for extraordinary measures just like those that are being taken in Northern Ireland. But this does not give us the pretext for widening the scope of the extraordinary measures to the whole of the country and preparing the ground for widespread human rights violations.

Elected people are being taken away from the gates of Parliament to be thrown into prison. Is this what happens in a democratic country? Deputies are being taken into custody for expressing their views or even for their speeches made in the Parliament and are being put in the same basket as some deputies who are charged with directly aiding terrorists. Is this what happens in a democratic country?

People are still being tortured or mistreated in Turkish detention centers. Writers, journalists and thinkers are being sentenced to long prison terms for merely expressing their views simply because the anti-terrorism law regards them as terrorists. Do such measures exist in civilized parliamentary democracies?

Such things do not happen in contemporary Western democracies and thus should not exist in Turkey. But they do and our Western friends are complaining about it.

We said last week that the Turkish authorities had run out of explanations on why we have to violate human rights and fail to improve our substandard democracy... Just to prove our point Foreign Minister Hikmet Çetin sent letters to Interior Minister Nahit Mentese and Justice Minister Seyfi Oktay voicing his reservations on the lack of human rights

and the anti-democratic measures taken by the police and the prosecutors and saying that it is the Foreign Ministry which is put in the very difficult position of having to do the "explaining" to the West. Mentese, instead of taking proper measures to prevent mistreatment of detainees, apparently issued a "secret" memorandum to the police force urging them not to mistreat their prisoners... Just the simplistic mentality that has plunged us into the current mess. Last week main opposition leader Mesut Yılmaz had lunch with the ambassadors of the European Union and once again explained to them that Turkey could not compromise on its fight against terrorism and that we could live with the current substandard democratic conditions...

It seems that while there are people in Turkey who feel the urge to implement democratic reforms and clean up our human rights image there are still a large number of people ranging from the president to the main opposition leader who have to change their mentality.

Turks have to understand that the reason why our friends are so particular about Turkey's substandard democracy and human rights violations is because they want to see us as a part of the club of nations with civilized parliamentary democratic systems. They do not regard us a mere third world country or a banana republic which they can disregard but a member of the club of the elite. So they say we have to obey the rules of the club.

Yet, while saying this, our Western friends are giving so much emphasis to Kurdish rights that at times their messages to Turkey become distorted and are misunderstood both by the Turkish public and in official circles.

Freedom of expression, a democratic mentality and all the other basic rights of the individual have been a problem in Turkey for the past two decades. Laws have changed but instead of securing the rights of the individual they have introduced further veiled or unveiled restrictions.

Now there is a dialogue of the deaf between Turkey and the West. We have to carry on this dialogue in a more meaningful and constructive manner and so secure a viable place for Turkey in the Western system instead of pushing it into isolation.

turkish daily news

24 Heures - 20 juillet 1994

Vives protestations après l'arrestation de journalistes suisses en Turquie

Une cassette vidéo de deux correspondants de la presse et TV allemandes a été confisquée. Les autorités invoquent un décret qui permet d'interdire toute information.

Suite à l'arrestation de deux journalistes suisses, dimanche à Antalya, dans le sud de la Turquie (lire nos éditions de lundi), l'organisation Reporters sans frontières (RSF) a envoyé une lettre de protestation au premier ministre turc Tansu Ciller. RSF, dénonce cette «tentative d'intimidation à l'encontre de la presse étrangère» et s'élève contre «la saisie injustifiable d'une cassette TV».

«Enquête scientifique»

Pour la première fois, les autorités invoquent un décret de 1988 qui interdit aux étrangers de mener des «enquêtes scientifiques». Appliqué ainsi, il permet à l'Etat d'interdire toute diffusion de reportage. De son côté, Berne déplorant cet incident a convoqué hier le chargé d'affaires de l'ambassade turque. «Nous avons tenu à faire savoir l'importance que nous accordons au libre accès à l'information des journalistes», commente un porte-parole aux Affaires étrangères. Une dé-

marche peu fréquente alors que les relations diplomatiques entre la Suisse et la Turquie ne sont toujours pas normalisées.

Werner van Gent, correspondant de la TV allemande et du *Tages Anzeiger* et son épouse Amalia van Gent, correspondante de la *Neue Zürcher Zeitung* ont été arrêtés alors qu'ils effectuaient un reportage sur l'état du tourisme dans le sud du pays, après les attentats commis en ce début d'année. «Nous avons été braqués par des hommes de la brigade antiterroriste, armés de kalachnikov. Puis ils nous ont emmenés au quartier général de la police à Antalya où nous avons été interrogés, ainsi que les quatre membres turcs de notre équipe TV qui ont été entendus séparément, explique Amalia et Werner van Gent. Ils étaient très menaçants et très nerveux.» Lorsque Werner van Gent a voulu faire valoir ses droits, un policier lui a ordonné de se taire sous peine de l'enfermer pendant trois semaines sans contact avec l'ex-

térieur, se fondant ainsi sur la loi antiterroriste récemment durcie.

Représailles possibles

Quatre heures après leur arrestation, ils ont été libérés, suite notamment à l'intervention du Département fédéral des affaires étrangères. La police a confisqué une des quatre cassettes vidéo rapportant entre autre des témoignages de Kurdes qui se sont installés dans cette région touristique. Werner et Amalia van Gent s'inquiètent du sort des gens qu'ils ont rencontrés. Ils pourraient subir des représailles.

Tout aussi inquiétant est le motif invoqué par la police pour confisquer la cassette. «Elle a estimé que cette bande ne concernait pas le sujet que nous traitions», déclare Werner van Gent. «Si notre reportage est considéré comme une étude scientifique, ils pourront désormais tout interdire», constatent les deux journalistes accrédités et établis à Istanbul depuis quatre ans.

Le ton à l'égard de la presse autochtone, mais aussi étrangère, s'est raffermi ces derniers mois. Accusée de désinformation par les autorités, celle-ci est jugée responsable de la chute d'environ 60% du tourisme depuis que des bombes ont éclaté à Istanbul et dans le sud du pays. En trois ans, quelque 200 000 Kurdes fuyant la répression militaire à l'est du pays se sont installés à Antalya, qui compte 600 000 habitants. Les sections antiterroristes ont suivi. Le climat d'insécurité qui règne en Anatolie de l'Est se déplace vers l'ouest, relèvent les journalistes. Ils confirment le constat de Reporters sans frontières qui, dans son rapport de 1993, déplore l'aggravation des formes d'intimidation de la presse sous couvert de combattre le terrorisme.

Le *Tages Anzeiger*, la *NZZ* ainsi que la *SSR* se sont joints aux protestations de RSF, exigeant que les journalistes puissent faire librement leur travail d'information.

Pierre Ruetschi □

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0207 4 G 0501 FRA /AFP-ML01
Irak-Kurdes-France lead

Les Kurdes irakiens parviennent à un "large accord" à Paris

PARIS, 23 juil (AFP) - Les deux mouvements kurdes irakiens rivaux, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, sont parvenus vendredi soir près de Paris à un "large accord" devant mettre fin à leur conflit, ont annoncé samedi les deux mouvements.

Le PDK et l'UPK ont décidé d'organiser des élections générales en mai 1995, à l'expiration du mandat de l'actuel parlement élu en 1992, et sont tombés d'accord pour "réorganiser et restructurer les forces armées (kurdes) dans la région", ont indiqué les deux mouvements dans un communiqué commun.

Cet accord, conclu par deux délégations de haut niveau à l'issue d'une semaine de négociations, doit encore être paraphé par MM. Talabani et Barzani qui n'étaient pas présents à Paris.

Les deux dirigeants kurdes pourraient venir à Paris le mois prochain, a-t-on indiqué à la délégation du PDK.

Les discussions entre les délégations de l'UPK et du PDK, qui ont débuté le 16 juillet, se sont déroulées dans la plus grande discrétion en région parisienne, en un lieu non précisé.

Elles ont eu lieu dans "une atmosphère constructive et amicale" et les deux partis ont décidé de résoudre leurs conflits par "des moyens pacifiques et démocratiques".

Selon le communiqué commun, des diplomates et des hommes politiques français et des universitaires européens ont participé aux discussions comme "modérateurs".

Des combats généralisés ont opposé, en mai dernier, le PDK et l'UPK, faisant plus de cent morts. Après plusieurs accords de cessez-le-feu et rencontres entre les deux chefs, le calme a été rétabli mais le pays reste divisé et plusieurs points de leurs précédents accords n'ont pas été appliqués.

Ces combats ont de facto divisé le nord de l'Irak (au nord du 36ème parallèle) où habitent quelque 3,5 millions de personnes en deux zones, l'une contrôlée par le PDK et l'autre par l'UPK, et quasi-paralysé le "gouvernement" autonome kurde. Cette administration, non reconnue internationalement, a été mise en place par les deux partis après le soulèvement kurde contre le régime de Bagdad qui avait suivi la guerre du Golfe, en 1991.

L'UPK et le PDK sont également tombés d'accord sur des mesures visant à "accroître l'autorité du gouvernement (kurde) et mettre fin aux interventions des partis dans les affaires gouvernementales".

L'accord porte également sur une "vaste réforme de l'administration et de la gestion financière de la région", ainsi que sur "une politique étrangère commune".

Les deux mouvements ont enfin lancé un appel à la communauté internationale pour "adoucir les sanctions de l'ONU contre la région assiégée du Kurdistan irakien et pour prolonger l'opération Provide Comfort (la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak) jusqu'à ce qu'une solution démocratique à la question des Kurdes d'Irak soit trouvée".

ml/hm

AFP /JO0245/231618

JUL 94

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

Le Nouveau Quotidien - 25 juillet 1994

Les Kurdes d'Irak s'entendent

Diplomatie secrète près de Paris.

Les deux mouvements kurdes irakiens rivaux, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, sont parvenus à un accord, vendredi soir près de Paris.

Le PDK et l'UPK ont décidé d'organiser des élections générales en mai 1995, à l'expiration du mandat de l'actuel parlement élu en 1992, et se sont entendus pour «réorganiser et restructurer les forces armées (kurdes) dans la région», ont indiqué les parties dans un communiqué commun.

Des combats généralisés ont opposé en mai dernier les deux formations. Si le calme est revenu, le Kurdistan d'Irak est toujours divisé de facto et le «gouvernement» autonome de la région demeure paralysé. **AFP**

Le Figaro - 25 juillet 1994

IRAK

Kurdes : accord à Paris

□ Les deux mouvements kurdes irakiens rivaux, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), sont parvenus

vendredi soir près de Paris à un « large accord » devant mettre fin à leur conflit, ont annoncé samedi les deux mouvements.

turkish daily news

Wednesday, July 20, 1994

PKK leader calls for a united front against Turkey in the name of Islam

Öcalan: The Kemalist ideology is a 'Dadjdajl' regime," insinuating that modern Turkish ideology is a betrayal of Islam, and those that support it are "infidels"

Turkish Daily News

ANKARA-The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan called for "holy war" in a taped message he sent to a meeting held in Berlin to discuss "the Kurdistan problem and the Islamic solution."

The meeting was organized by the Kurdistan Islamic Movement, a branch organization of the PKK in Germany. In his recorded speech, Öcalan said, "The Kemalist ideology is a 'Dadjdajl' regime," insinuating that modern Turkish ideology is a betrayal of Islam, and those that support it are "infidels." He also praised the Muslim community and called upon the "real believers" to engage in a joint war, and urged, if not support, at least impartiality.

The terrorist leader identified his banned organization as an Islamic movement and said the only difference between his movement and that of Islamic Mujaheddin fighters is in how they describe themselves, that "the core is the same".

"Today, our struggle resembles the first days of Islam. At the end of our fight, we could achieve a situation similar to that of the Prophet Mohammed and his four Caliphs.

A solution of the Kurdish problem might mean Kurdistan could become the cradle of international Islam." He further associated his movement with religion by saying, "The Kurdish problem is an Islamic issue, and we are the closest movement to Islam. We are determined to support its spread, and believe its salvation is only possible

through us."

Referring to the victory of the Welfare party in Southeastern cities, the PKK leader said that victory was achieved because of the demise of Kemalist thought. The PKK leaders' taped speech was applauded by the audience, which was made up primarily of bearded middle-aged men.

Representatives from the "Kurdistan Alewi Union," the "Kurdistan Patriotic Intellectuals Union," and observers from the "European National View Organization," were present at the meeting, reported Milliyet. The Erzurum deputy of the banned Democracy Party (DEP) Nizamettin Toguc, and the Kurdish linguist Abdurrahman Durre, who has been living abroad, also gave speeches.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0379 3 IF 0377 FRA /AFP-DO44

France-Turquie lead

Arrivée à Paris du Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller

PARIS, 21 juil (AFP) - Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, est arrivée jeudi en fin d'après-midi à Paris pour une visite officielle de trois jours qui sera largement dominée par les questions économiques et la préparation de l'union douanière entre son pays et l'Union européenne, prévue dans deux ans.

Cette visite, à l'invitation du Premier ministre Edouard Balladur, "s'inscrit dans le cadre des excellentes relations qui se sont nouées entre la France et la Turquie au fil des dix dernières années", a affirmé le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Catherine Colonna.

Mme Ciller, qui est accompagnée de 75 hommes d'affaires turcs, s'entretiendra jeudi soir avec le président du CNPF-International François-Xavier Ortoli et des chefs d'entreprises français.

La France est le premier investisseur étranger en Turquie et son quatrième fournisseur sur le plan commercial.

L'achat d'entreprises turques, devant être privatisées, et la coopération économique et industrielle franco-turque sera évoqué au cours de cette visite. 160 entreprises françaises sont actuellement implantées en Turquie (contre 10 seulement en 1986).

Le Premier ministre turc aura vendredi des entretiens M. Balladur et le chef de la diplomatie Alain Juppé.

La question de la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) sera évoquée. Paris est en faveur d'un règlement pacifique tenant compte des droits culturels des minorités.

Onze organisations humanitaires - dont France Libertés, la Cimade et Médecins du Monde - ont, dans une lettre ouverte à Mme Ciller, exprimé leur "indignation devant l'extrême gravité de la situation des droits de l'Homme en Turquie".

"Depuis que vous avez donné votre caution à l'armée turque pour qu'elle résolve par ses propres moyens la question kurde, la situation des populations kurdes est devenue un enfer", écrivent les signataires.

Pour sa part, le Comité national de solidarité avec le peuple kurde affirme, dans un communiqué à l'occasion de cette visite, que "la Turquie n'est pas une démocratie assiégée qui se défend", mais "un régime militaire derrière le masque d'une autorité civile".

hm/eb

AFP /J00245/211838

JUL 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0464 4 IF 0311 FRA /AFP-EF62

France-Turquie-Patronat

Mme Tansu Ciller demande à l'UE de respecter l'accord d'union douanière

PARIS, 21 juil (AFP) - Le Premier ministre turc Tansu Ciller a demandé jeudi aux Européens de respecter l'accord qu'ils ont signé avec la Turquie pour mettre en place une union douanière d'ici la fin 1995.

"Nous nous sommes engagés à appliquer l'accord signé. La question est: est-ce que les Européens le respecteront", a demandé Mme Ciller qui entamait devant un parterre d'hommes d'affaires réunis par le CNPF une visite officielle de trois jours en France.

L'union douanière suscite des inquiétudes dans certains pays européens qui redoutent une invasion de produits de contrefaçon.

Mme Ciller a insisté sur la nécessité d'intégrer la Turquie dans le club des pays européens en soulignant qu'elle pouvait représenter un pont entre pays chrétiens et musulmans. La Turquie est candidate à l'intégration dans l'Union européenne depuis 1987.

Un dispositif de sécurité important avait été déployé autour de l'hôtel où se déroulait la réunion. Plusieurs organisations proches des Kurdes avaient exprimé leur opposition à cette visite.

Le Premier ministre turc a par ailleurs encouragé les entreprises françaises à participer au programme de privatisation turc qui portera cette année sur un montant total de 2,5 milliards de dollars (environ 13 milliards de F).

La France était déjà le premier investisseur étranger en Turquie à la fin mai 1994 avec 19% du capital total investi. Elle a enregistré en 1993 un excédent commercial de 1 milliard de dollars (5,3 milliards de F environ) avec ce pays dont elle est le troisième client, avec 5,2% de ses exportations et le quatrième fournisseur avec 6% de ses importations.

Mme Ciller rencontrera vendredi le Premier ministre Edouard Balladur et le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé.

cb/ih/ms

AFP /JO0245/212025

JUL 94

La Tribune - 21 juillet 1994

TURQUIE

Tansu Çiller vient chercher le soutien de la France

■ Ankara a besoin du soutien politique de Paris contre le terrorisme et l'intégrisme ■ Et pour l'intégration européenne de la Turquie ■ Tansu Çiller mise beaucoup sur la France, devenue premier investisseur.

MADAME TANSU ÇILLER, Premier ministre turc, arrive aujourd'hui à Paris pour une visite de deux jours avec une double mission. D'abord, elle souhaite le renforcement des relations économiques franco-turques, quelque peu refroidies ces derniers temps. Ensuite, tâche plus délicate, elle cherchera le soutien politique de la France dans le combat qu'elle mène contre le terrorisme et l'intégrisme, qui ravagent la Turquie. Et, partant, l'appui de Paris pour l'intégration européenne de son pays.

Absents du pays pendant de longues années, les Français ont fini par mettre les bouchées doubles, investissant massivement entre 1989 et 1992 en Turquie. A tel point que, sur cette courte période, les implantations françaises ont été multipliées par dix, la France devenant du coup le premier investisseur étranger, avec près de 15 % du total des engagements.

L'an dernier, la France a enregistré un excédent commercial de quelque 6 milliards de francs ; elle

est le troisième client de la Turquie avec 5,2 % de ses exportations et son quatrième fournisseur avec 6 % de ses importations. Cette période d'engouement français pour la Turquie marquait aussi, avec la chute du mur de Berlin en 1989, le début de l'éclatement de l'URSS. La France, experte du « grand jeu » russe du XIX^e siècle en Asie centrale, ressentait peut-être l'importance que pourrait avoir la Turquie dans cette région, comme au temps de l'Empire ottoman. « Nous travaillons à créer les conditions d'in-

vestissements conjoints dans les pays qui nous entourent, où vivent 200 millions de turcophones », expliquait Tansu Çiller, en décembre 1991, lors d'un passage à Paris - alors comme ministre de l'Economie - à l'occasion d'un séminaire du Centre français du commerce extérieur sous le titre : « Turquie, partenaire de la France ».

Investisseurs étrangers réticents

Mais cet engouement s'est essouffé net l'an dernier. Le retard que prenait, pour des raisons de période électorale, le gouvernement de coalition libérale-sociale démocrate de Tansu Çiller dans les nécessaires réformes économiques qui s'imposaient enfonçait de jour en jour le pays dans une crise plus aiguë. Début avril, dès le lendemain des municipales, les mesures vigoureuses prises ont eu un effet d'électrochoc. Aujourd'hui, de

l'avis du FMI et de l'OCDE, la Turquie a repris « un bon départ ».

Reste le double danger qui fait hésiter les investisseurs étrangers : le terrorisme des séparatistes kurdes et l'intégrisme des islamistes, les deux se nourrissant d'ailleurs mutuellement. Tansu

Çiller, qui vise une démocratisation pour l'ensemble de la Turquie et consolider le fondement laïc de la République, est peut-être une dernière chance pour ce pays, dont on imagine facilement le désastre s'il basculait dans une guerre civile ou dans l'islamisme. La France, égale-

ment experte de l'Etat unitaire et de la République laïque, pourrait effectivement apporter son concours à la Turquie. Par exemple en appuyant son intégration européenne, seul véritable rempart contre tous les soutiens extérieurs de ce double danger.

MARC DEGER

YUUP
gsmk

21 JUILLET 1994

Le tourisme turc, un sujet très sensible pour la presse étrangère

Le tourisme pourrait bien être classé secret-défense en Turquie, si l'on en juge à la mésaventure survenue à une équipe de la télévision suisse "DRS"; les journalistes ont en effet été empêchés par la force dimanche à Antalya de faire un reportage sur le tourisme pris pour cible par les rebelles kurdes du PKK. L'équipe interrogeait des Kurdes vivant dans cette ville balnéaire de la côte méditerranéenne de Turquie qui a été la cible d'attentats attribués au PKK, quand la police spéciale de lutte contre le terrorisme est intervenue et a conduit le groupe au commissariat pour l'interroger.

L'équipe de la DRS a été relâchée après avoir subi trois heures d'interrogatoire dans les locaux de la police, à la suite d'échanges téléphoniques entre les ministres des Affaires étrangères suisse et turc dimanche soir. La police a saisi une des cassettes vidéo malgré les protestations des journalistes qui en exigent aujourd'hui la restitution. Mais dans le procès-verbal, les policiers invoquent le fait que "tout reportage de la presse étrangère dans le domaine social nécessite une autorisation des responsables turcs".

Un argument pour le moins spécieux et qui dissimule mal le malaise des autorités turques face aux menaces qui pèsent sur le tourisme, principale source d'entrée en devises, alors que la saison touristique, déjà bien entamée, s'annonce peu reluisante. Ville phare du tourisme turc, Antalya a été la cible de plusieurs attentats touchant notamment des touristes étrangers depuis que le PKK a menacé l'an dernier de s'attaquer aux intérêts économiques du pays. Les attentats qui s'étaient produits l'été dernier avaient suscité une tension dans la ville, où la population

turque s'en était pris aux Kurdes, multipliant les actes d'intimidation singulièrement à l'encontre de ceux d'entre eux qui travaillent dans le secteur touristique. Une série d'attentats au cours des dernières semaines à Istanbul comme dans des villes balnéaires de la côte méditerranéenne de Turquie a relancé une certaine psychose qui se traduit par une baisse sensible du nombre des visiteurs étrangers, en dépit des déclarations rassurantes des responsables turcs soucieux de ne pas effrayer les touristes étrangers. Alors que les autorités d'Ankara multiplient les communiqués triomphalistes annonçant la fin imminente du PKK, elles cherchent tout naturellement à étouffer une contre publicité sur le tourisme turc qui serait du plus mauvais effet: et dans ce contexte, les journalistes sont forcément indésirables. C'est dire que le tourisme est devenu un domaine d'investigation particulièrement sensible qui vient grossir la liste déjà longue des sujets que les journalistes étrangers et aussi turcs sont invités à ignorer, dans un pays qui figure par ailleurs, et ce n'est pas une coïncidence, parmi les plus dangereux pour les professionnels de la presse.

Thursday, July 21, 1994

turkish daily news

Prime Minister Çiller visits France in 'image-making' tour

Çiller aims to 'correct misunderstandings' in French public opinion regarding the human rights and democratic process in Turkey

By Nazlan Ertan

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller leaves for Paris today on a three-day official visit aimed at "correcting misconceptions" in French public opinion and some official circles on Turkey's human rights record and democratic process and to boost economic cooperation.

Aware that the accelerating negative sentiment seen in Europe in general and France in particular may hamper Turkey's desire for "long-term partnership" with Europe, Çiller will seek, to counterbalance this negative image through official talks and interviews with French media.

The visit, originally planned to take place before the local elections, now coincides with increasing criticism of Turkish human rights in Europe. In the last three weeks, the Council of Europe decided to send a delegation to Turkey to invest the human rights situation. The Parliamentary Assembly of the Conference on Security and Cooperation also passed a recommendation to send two missions to Turkey to scrutinize the human rights and democratization process.

Euro-MP Claudia Roth of the German Greens has called on European Parliament to freeze its ties with the Turkish Parliament by not allowing the meeting of Joint Parliamentary Committee between Turkey

and the European Parliament.

Çiller's visit to France takes place against a background of increased speculations of growing Turkish isolationism in European institutions. Taken from that point of view, Çiller is expected to concentrate her efforts in swinging back French public opinion in favor of Turkey by explaining the difficulties Turkey has encountered in combatting terrorism.

Çiller will seek to explain to French public opinion that Ankara is "determined to take the legal steps in democratization and human rights."

However, the feeling in French official circles — as well as in Europe overall — is

that Ankara "should take a concrete step to demonstrate its will for democratic reform." Within this framework, Çiller's statement last week that Kurdish broadcasts or Kurdish-language lessons could be allowed was carefully noted, although it was also observed that Çiller has made several statements before.

Another step, European diplomats say in private conversation, would be changing article 84 of the constitution, which was invoked in stripping the parliamentary status of the Democracy Party deputies.

Turkish diplomats have told the Turkish Daily News that while Ankara was "not dissatisfied" with the French government's stance in its approach to the human rights, some French interest groups and some parliamentarians have made "a very biased and unwelcome" interference to Turkey's domestic affairs.

Ironically, Çiller's visit to France is made at a time when the French government is also criticized for putting civil liberties behind interests of public security, and, also, being involved in a "French-style Watergate."

Last month, the French police was criticized for hauling Bernard Tapie, a center-left deputy accused of fraud, out of his bed early in morning and taken away in handcuffs. The fact that Tapie's telephone had been tapped at a judge's order gave way to more criticism, and prompted the French National Assembly to pass a bill the next day that the president of the both houses of

the parliament should be informed about plans to tap a deputy's telephone.

Çiller's agenda

Çiller's visit marks the upward trend in ties which started with the visit of President Mitterrand to Turkey in 1992, Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said.

While in Paris, Çiller is scheduled to meet İzmir-born French Prime Minister Edouard Balladur and French Foreign Minister Alain Juppe. She will, however, will not be able to meet Francois Mitterrand, who is recovering from his second prostate operation in two years. A letter wishing a speedy recovery was conveyed to Mitterrand by President Süleyman Demirel on Tuesday.

Çiller, whose accompanying delegation includes businessmen, will also meet with French business circles and members of the French press.

Given the fact that France takes over the European Union term-presidency after Germany, Paris becomes an important capital for Turkey.

Çiller, acutely aware of Turkey's economic difficulties in establishing a customs union with the EU by the end of 1995, will stress once more that the European Eleven should display sufficient political will to overcome Greek objections to establishment of ties between Turkey and Greece.

She is also expected to reiterate Turkish objection to the membership of Cyprus in the European Union.

Ankara is eager to include France in the

tripartite mechanism of consultation which was launched last year between Turkey, Britain and Germany. France has signalled that it could join in during the next meeting, whose date is yet to be set.

Other international issues on the agenda appear to the situation in Iraq, the flushing of the Turco-Iraqi pipeline, the situation in Bosnia-Herzegovina with particular stress on the new peace plan and the conflict in the Caucasus.

Ankara has recently rejected the request of France on behalf of a nongovernmental organization to transport humanitarian aid to Armenia.

On Bosnia, Foreign Minister Hikmet Çetin earlier this week criticized a decision by France and Britain to withdraw their peacekeepers from Bosnia, saying this would give the wrong message to Serbs.

Three days before Çiller's visit to Paris, Demirel has written a letter to Mitterrand — along with the leaders of G-7 and Russia — urging them to put pressure on the Serbs to accept the new peace plan. Demirel said that the Bosnians should be given the right to defend themselves, thus calling for the lifting of the embargo.

On the economic front, the two prime ministers will discuss ways to boost economic ties, which Foreign Ministry spokesman Ataman said had improved over the recent years.

France has the highest foreign investment in Turkey, Ataman said, adding that 137 French firms were active in Ankara.

Turks seem complacent as the outlawed DEP tightens legalistic noose

Former Democracy Party deputies maintain that Turkish security forces have established a number of 'concentration camps' in Southeastern Anatolia

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Washington is still scorched by an unrelenting, humid and sticky heat wave. Close your eyes for a moment, and you might swear you're in Adana. But politics never comes to a standstill in this city even when the thermometers melt. Capitol Hill continues to hum with one frenetic committee meeting after another before the Congress adjourns for the August break.

The Turkish offices are quieter. The office of the Turkish military attache is enjoying relative calm following the whirlwind visit of Land Forces Commander Gen. Karadayı.

The embassy is also idling in lower gear. Ambassador Kandemir left town a while ago for his 45-day summer vacation in Turkey. Most of the counselors are also out

of town on their yearly leaves. Only the visiting DEP (the pro-Kurdish Democracy Party which was banned by the Turkish Constitutional Court on June 16) delegation — comprised of former Van Deputy Remzi Kartal, former Mardin Deputy Ali Yiğit, Kerim Nevşehir from the Kurdish Human Rights Project (KHRP of London), and the American Kurdish Information Network's Kani Xulam — seems to be as busy as a bee.

DEP is busy in Washington

The DEP ex-deputies, who can receive the death penalty if they go back to Turkey, seem to be everywhere in Washington these days, having one meeting after another with human rights groups, NGOs, journalists (mostly non-Turkish) and selected members of the U.S. Congress. The International Human Rights Law Group (IHLRG) and the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) provide all the logistic support the DEP delegation needs to spread their word around town. And the word is "we need to end the mili-

French human rights organizations mobilized before PM Çiller's visit

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

PARIS- As Prime Minister Tansu Çiller started her "image-building" tour in France on Thursday, a coalition of human rights groups published a joint letter, urging Turkey to "end its military offensive against Kurds."

The open letter addressed to "Madame Tansu Çiller" said her "approval to the Turkish army to resolve the Kurdish question by its own means" made the situation of the Kurdish population "hellish."

"Under the pretext of saving democracy in Turkey, justified by the battle against terrorism ... you have turned over a newborn democracy to a couple of generals who have already participated in several military coups d'etat," the eleven human rights organizations said in their joint letter.

The rights coalition included France Liberte, a foundation set up by Danielle Mitterrand, the wife of the French president. Çiller's diplomatic feelers to get to see President



Prime Minister Tansu Çiller

Francois Mitterrand had been rejected on the grounds that the president was recovering from prostate surgery.

The two-page letter accused

Turkey of holding more than 20,000 political prisoners, and cited, as examples, Ismail Besikci, Mehdi Zana, Murat Belge and Haluk Gerger.

"These people are not the members of a terrorist organization, as you would want us to believe, Mrs. Çiller!" the letter said, adding that those people were persecuted because they supported the establishment of "a link between the democrats and the PKK." "History has taught us that those who are regarded as terrorists in other parts of the world are called to negotiation," the letter said.

Criticism of the French government

The letter also criticized the French government for turning a blind eye to Turkish policies, saying the Turkish army used French helicopters against the Kurds and the French ignored the situation.

"After the genocide of the Armenians and the Greeks, are you going to put an end to the Kurds?" the letter asked in the final paragraph.

"Then where will you apply the fine ideas you have spoken of in Paris and Sarajevo?"

Çiller, leaving Ankara for Paris, has said that she intended to "correct certain misunderstandings" in France regarding Turkey's human rights situation.

Reaffirming Turkey's "European vocation," she aims to present Turkey as a "long-term partner" for France, the next term-president of the European Union, in her official talks which start today.

Arriving in Paris, the Prime Minister held talks with French business circles. Today, she meets with French Prime Minister Edouard Balladur and Foreign Minister Alain Juppe.

Iran says Iraqi diplomats expelled

Reuters

TEHRAN- An Iranian newspaper said on Thursday two Iraqi diplomats had been expelled because of Iraqi support for an opposition group accused of bombing a mosque.

The Iraqi embassy did not seem to be aware of the expulsion order.

The Jomhuri Eslami newspaper said the expulsions were ordered after the June 20 bombing of a mosque in Mashhad which killed 26 people. The authorities have repeatedly blamed the Iraq-based Mujahideen Khalq.

The Mujahideen denies responsibility and blames the Iranian government. "Due to the Iraqi regime's support for the hypocrite group's massacre at the holy shrine of Imam Reza, the Islamic Republic of Iran has ordered two Iraqi diplomats to leave Iran," the paper quoted an informed source as saying.

It said Iraq's charge d'affaires was summoned to the Foreign Ministry to hear Iran's official protest against Iraqi support for the Mujahideen as well as what it said was Iraq's participation in the explosion at Mashhad.

"The two diplomats who were named persona non grata were ordered to leave Iran immediately," it said.

Friday, July 22, 1994

turkish daily news

Rafsanjani: Iran will go as far as Turkey is prepared to go in security cooperation

It is very, very difficult and improbable to visualize an independent Kurdish state among countries such as Turkey, Iran, Syria and Iraq

By Ilnur Çevik

Turkish Daily News

TEHRAN- Iran's President Hashemi Rafsanjani says his country is prepared to go as far as Turkey is prepared to go in security cooperation but stresses "if there is anything that jeopardizes the security of the region the two countries should cooperate to destroy it."

The Iranian leader, in an exclusive interview with the Turkish Daily News just before President Süleyman Demirel's state visit to the Iranian capital next week, emphasized that while he was satisfied with security cooperation with Turkey he felt there was still room for Ankara to move against the Iranian dissidents present on Turkish soil.

He said Turkey was doing well in moving against the dissidents but added "of course it is not at the optimum level." Recently Turkey detained Iranian dissidents who had entered illegally from Iraq via Jordan and were reportedly on their way to Iran. Ankara expelled the dissidents to Iraq.

Rafsanjani said in practical terms a Kurdish state could not be set up among countries like Turkey, Iran, Iraq and Syria but added that Iraq should also give privileges to its Kurds and allow them to live in peace and security without being discriminated against.

The Iranian leader said for its part Iran did have a Kurdish problem but "it is nothing that cannot be solved." While he admitted that in the past the Iranian administration had used "force" in 1980 to overcome the Kurds after the revolution, he stressed Iran was now using "justice and kindness" and the "Islamic spirit."

He said a "majority" of the Kurds in Iran were with the government, hinting that there were also some who were not with the administration.

Rafsanjani praised his dialogue with President Demirel as warm and said when he discussed issues with the Turkish leader "we feel we share feelings of brotherhood and friendship." He said now there was a feeling of mutual trust in relations between Turkey and Iran, but warned "there are some secret forces that try to create impediments" when the two sides try to implement joint decisions.

Asked to comment on the election success of the pro-Islamic Welfare Party in Turkey, he said he did not want to comment on the internal affairs of a country. But when pressed to give his personal view he said "whenever Muslims are successful we will be happy."

The Iranian leader stressed Turkey and Iran were competing in the ex-Soviet republics of Central Asia, but stressed this should be for a positive cause to provide benefits to the people of the region as well as for Turkey and Iran.

INTERVIEW WITH PRESIDENT RAFSANJANI

QUESTION- Mr. President, Turkey and Iran have had some political problems in the past but today these problems have been solved and you are now heading for a summit with Turkish President Süleyman Demirel next week. What concrete results do you expect from this visit? What should happen so you can regard yourself as successful?

ANSWER- Our discussions will center around decisions made in the past and we are going to strengthen our relationship once again. We will review the issues which we already covered in past discussions. I do not have any specific issues in my mind beforehand. We will of course discuss the Economic Cooperation Organization (ECO), Iraq, regional security and economic issues. We have many topics to discuss.

QUESTION- Mr. President, what does Turkey represent for you? How do you view Turkey from Tehran? Do you still feel the lack of trust which once existed between the two countries? How will we overcome this?

ANSWER- We believe that there is no feeling of mistrust between Iran and Turkey and that the two countries share a feeling of trust. But what I can say is that always after making joint decisions between the two countries there are some secret forces that try to create impediments in the application of these decisions.

QUESTION- Do you mean to say that the period of mistrust is over and that we are starting a new era?

ANSWER- During the past few years while we have increased our mutual understanding we have made good progress. When we discuss things with His Excellency Süleyman Demirel we feel we share feelings of brotherhood and friendship. We feel warmth when His Excellency Demirel is talking to us. It is very easy for Iran and Turkey to distinguish what is best for the good of the two countries. But it seems there are some who are worrying about the execution of the decisions adopted between the two countries. There is still some feeling of uneasiness about the implementation of some of the decisions which have been adopted.

QUESTION- Which decisions?

ANSWER- If you look at decisions we have made in the past in many cases you will see we have not achieved the objectives while some of them have been implemented completely.

QUESTION- Mr. President we know that there is a high level of understanding between Turkey and Iran on security issues. We are also aware that there have been very positive steps very recently on both sides. But despite this a few days ago there were claims that PKK separatist terrorists moved from Iranian territory inside Turkey and killed some Turkish soldiers. There are claims that while at the higher level there is a good understanding on security issues, at the lower level there are still some misunderstandings and mistrust. Do you agree with this and what can be done to eliminate it?

ANSWER- I am not aware of the case that you have mentioned but these incidents can happen on both sides. In some cases we have been attacked from the outside. Other territories have been used to attack our forces. What I believe we can do is that we should ask the persons who are in charge of maintaining security to observe all the policies and decisions we have made with Turkish leaders and they should be responsible for the implementation of the policies we make.

QUESTION- Could you tell us concretely that Iran is cooperating and will be cooperating with Turkey as far as Kurdish terrorism is concerned? Can you say this cooperation has a solid base and Iran is going to do whatever it can to assist Turkey?

ANSWER- It is for the good of both countries to preserve security in the region. It is important for us to see that security is established in Turkey and it is something mutual. We are ready to go as far as Turkey is ready to go and cooperate with the Islamic Republic of Iran in the field of security.

QUESTION- Is Turkey fulfilling its obligations on security matters?

ANSWER- Of course it is not at the optimum level.

QUESTION- What do you expect from Turkey in this field?

ANSWER- We believe that Turkey and Iran should not allow the antagonistic elements to use the territory of one country to attack the territory of the other. If there is anything that jeopardizes the security of the region the two countries should cooperate to destroy it.

QUESTION- But, are you happy with what Turkey is doing now on security?

ANSWER- As I mentioned, it is improving and has reached a good level.

QUESTION- Are you 100 percent on Turkey's side in combatting Turkish terrorism? Are you prepared to go as far as Turkey wants you to do?

ANSWER- As far as Turkey is prepared to go with us we are prepared to go that far with Turkey.

QUESTION- Mr. President, do you think the establishment of a Kurdish state is possible in our region? What kind of a security formula would Iran foresee to establish more permanent security for the Kurds in northern Iraq?

ANSWER- We share a common position with Turkey that the territorial integrity of Iraq should be preserved. Of course the Iraqi government should give some advantages to the Kurdish population so that those people can live there in peace and enjoy security. The Iraqi Kurds should not feel any kind of discrimination.

QUESTION- But, do you think an independent Kurdish state is feasible in the region and what would be Iran's reaction to that?

ANSWER- It is very, very difficult and improbable to visualize an independent Kurdish state among countries such as Turkey, Iran, Syria and Iraq. When the Kurdish population enjoy the feeling of security and feel they are being treated in a just manner and that they are not being discriminated against by the government then there is no need for the establishment of a separate Kurdish state.

QUESTION- But you are not saying no. Are you leaving some room for maneuver?

ANSWER- Of course we do not agree with the establishment of a Kurdish state but it is a matter related to Iraq. We cannot interfere in the internal affairs of Iraq. We disagree with the disintegration of Iraq.

QUESTION- Could you tell us about your collaboration or cooperation or even your confrontation in the Caucasus and the former Soviet republics in Central Asia? At the start there seemed to be rivalry to influence these republics. But now we see competition is being replaced with cooperation. Is this because you did not succeed or the Turks could not succeed?

ANSWER- Of course competition exists and we believe that the competition should be a positive competition and not a negative one. It should benefit the Iranian side, the Turkish side and whoever will be the end receivers in these republics. Competition should be more like cooperation.

QUESTION- Do you think Iran was successful in the former republics of the Soviet Union?

ANSWER- Of course the potential for cooperation in the ex-Soviet republics is much more than what we have now. We can do much more than what we have done so far.

QUESTION- There is a movement in the West to isolate Iran. The late President Turgut Özal was always against this and he was telling our friends in the West that this was a wrong policy. Do you still feel the current administration in Turkey is continuing to tell its friends in the West that this is a wrong policy?

ANSWER- We are satisfied with the behavior of the Turkish government and we regard them as rather good partners.

QUESTION- What was your reaction when Refah, which is led by Necmettin Erbakan, obtained a good result in the local elections in Turkey in March?

ANSWER- We are not willing to interfere in the internal affairs of Turkey. It is natural whenever Muslims are successful we will be happy. It is an internal matter of your country and anything that your people decide on we will cooperate with.

QUESTION- Would you like to see Turkey run by Refah, or the Motherland Party or the True Path Party?

ANSWER- I cannot talk about your internal affairs.

QUESTION- But, what is your personal opinion?

ANSWER- My personal opinion is, whenever Muslims are successful, we will be happy.

QUESTION- Don't you think if Turkey was run by Refah it would have much closer relations with Iran?

ANSWER- We should wait and see. Presently we are enjoying very good relations with Turkey.

QUESTION- Is there a Kurdish problem in Iran?

ANSWER- We cannot say that we do not have any Kurdish problem at all but it is not something that cannot be solved. In the Kurdistan province just as in other provinces the government has much influence. The majority of the Kurdish population are with the government and as you see whenever there is a problem in northern Iraq the Kurdish population living

there take refuge in Iran. Once the Iranian government gave refuge to more than 1.2 million Iraqi Kurds. Even today we have Iraqi Kurdish refugee camps inside Iran.

QUESTION- How did you solve your Kurdish problem? I am sure you have quite a lesson to give other parties.

ANSWER- We did this through justice and kindness. To a large extent the Islamic spirit helped us because the Kurds are Muslims and say Islam exists in Iran. We are also helped by the Islamic Revolutionary Guards and the People's Mobilization Force.

QUESTION- So actually you used quite a strong force in order to control the Kurdish problem?

ANSWER- We cannot say a strong force but an adequate and sufficient force necessary to prevent

them from facing any mischief in that area. But we are concentrating more on providing people with services and treating them with justice and keeping them happy. They enjoy freedom, they have their own representatives in Parliament and their own religious people are active in the mosques.

QUESTION- But there was a confrontation at the start of the revolution between the Kurds and Iran wasn't there?

ANSWER- Yes, at the time the confrontations were serious but we overcame them by force. But, during the eight years of the imposed war with Iraq the Kurds cooperated with us.

QUESTION- As a last question Mr. President do you feel yourself politically strong today in Iran?

ANSWER- I believe so and I do not have any problems in this regard.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0242 4 I 0300 FRA /AFP-HX49
France-Turquie-Kurdes

M. Juppé: pas de solution "uniquement sécuritaire" à propos du problème de la guérilla kurde en Turquie

PARIS, 22 juil (AFP) - Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé à propos du problème turco-kurde qu'il n'y avait pas de "solution qui soit uniquement sécuritaire", tout en exprimant sa "confiance dans l'Etat de droit qu'est la Turquie", lors d'un entretien vendredi avec le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller.

"Nous condamnons les actes de terrorisme ainsi que le séparatisme. Nous sommes attachés à l'intégrité territoriale de la Turquie", a indiqué M. Juppé, cité par le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Catherine Colonna.

Mais, a souligné Alain Juppé, la France a "aussi la conviction qu'il n'y a pas une solution qui soit uniquement sécuritaire et que seule une approche politique peut trouver une solution durable à ces problèmes".

"Nous faisons confiance à l'Etat de droit qu'est la Turquie", a affirmé M. Juppé, selon le porte-parole des Affaires étrangères.

La Turquie est confrontée depuis plusieurs années à une rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) sur son territoire.

Evoquant les relations franco-turques dans les domaines politique et économique, M. Juppé les a qualifiées d'"aussi bonnes que possible".

Mme Ciller est arrivée jeudi à Paris pour une visite officielle de trois jours.

Sur le plan européen, Mme Ciller a réaffirmé l'objectif de réaliser la pleine union douanière d'ici 1996 et a fait état des efforts de son pays pour atteindre cet objectif, a ajouté le porte-parole.

Après son entretien avec M. Juppé, Mme Ciller devait être l'hôte à déjeuner du Premier ministre Edouard Balladur et s'entretenir avec lui des questions économiques et financières.

hm/sp

AFP /J00245/221609

JUL 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0082 4 I 0456 CHY /AFP-FV31

Irak-Kurdes

Typhoïde et diarrhée chez les enfants dans le Kurdistan irakien
par Tolle ARAM

ZAKHO (Irak), 22 juil (AFP) - Les pénuries d'eau et d'électricité dans des zones du Kurdistan irakien contrôlé par les rebelles kurdes ont causé une multiplication ces dernières semaines des cas de typhoïde et de diarrhée, notamment parmi les enfants.

Un médecin de l'hôpital de Zakho, dans la province de Dohouk (nord de l'Irak), le Dr Heïnad Cheralla, affirme à l'AFP qu'il traite une centaine de cas de typhoïde et de diarrhées par semaine, contre une vingtaine seulement avant le 20 juin, date depuis laquelle le courant est coupé dans toute la province.

"La plupart des patients affectés par ces maladies sont des enfants", indique le médecin.

La province de Dohouk est la seule du Kurdistan irakien dont l'alimentation en courant électrique dépend du reste de l'Irak, sous contrôle de Bagdad. Ayant souffert de pénuries dans le passé, les responsables régionaux ont décidé, début 1994, de s'entendre avec la Turquie. Un contrat de six mois a été signé, mais Ankara n'a fourni du courant que durant six semaines, selon le gouverneur de la province Abdel Aziz Tahib.

Une fois tous les trois jours

"Quand les Turcs ont coupé le courant, ils nous ont dit qu'ils en avaient besoin pour leur agriculture", affirme M. Tahib.

La pénurie d'électricité s'est répercutée sur la distribution de l'eau, les pompes des puits artésiens ne pouvant plus être actionnées que par des générateurs.

"A Zakho, nous disposons d'eau propre une fois seulement tous les trois jours", a indiqué un responsable kurde d'une organisation humanitaire suédoise, qui a requis l'anonymat.

"En tant qu'organisation étrangère, nous pouvons nous permettre d'acheter des citernes d'eau pour remplir nos réservoirs, mais les gens pauvres ne le peuvent pas. C'est pourquoi ils tirent leur eau de la rivière polluée", a-t-il expliqué.

L'UNICEF et une organisation humanitaire américaine avaient distribué dans la province de Dohouk, lors de pénuries similaires à la fin de l'année dernière, 60 générateurs, et en avril dernier, la région a reçu de l'Union européenne 7,5 millions de litres de diesel.

"Cette quantité devrait être suffisante pour couvrir les besoins durant six mois", a estimé le coordinateur-adjoint de l'ONU en Irak, Steven Allen, basé à Erbil, "capitale" du Kurdistan irakien.

Toutefois, selon le gouverneur, M. Tahib, plusieurs générateurs sont tombés en panne et ne peuvent être réparés en raison du manque de pièces de rechange. "Certains quartiers de la ville de Dohouk, chef-lieu de la province, n'ont pas reçu d'eau depuis dix jours. Nous ne pouvons rien faire", a-t-il assuré.

ta-elf/lba/jmc

AFP /JO0245/220938

JUL 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Le premier ministre turc au « Figaro »

« Isoler Ankara, c'est faire le lit des islamistes »

A la veille de son arrivée, aujourd'hui, en visite officielle à Paris, Tansu Ciller met en garde contre le danger intégriste dans son pays.

**PROPOS RECUEILLIS
A ANKARA PAR
CLAUDE LORIEUX**

Premier ministre depuis tout juste un an, Tansu Ciller n'a rien perdu de son élégance, de sa combativité ni de sa superbe. Mais une double cohabitation – avec le président Suleyman Demirel, qui flatta son ambition, et avec les sociaux-démocrates, partenaires d'une coalition droite-gauche paradoxale – ainsi que la contestation incessante au sein de sa propre formation ont amputé sa liberté de manœuvre. 12 000 personnes au moins ont été tuées dans le sud-est de l'Anatolie depuis qu'en août 1984 le PKK (Parti séparatiste kurde) a rouvert les hostilités. L'armée, qui maintient des classes de conscrits sous les drapeaux, annonce l'enterrement sans fanfare du PKK pour la fin de l'année... L'état-major utilise des méthodes « payantes », sur lesquelles le premier ministre ferme les yeux, mais qui choquent les Européens et, ce qui est nouveau, les Américains. Pour arrêter l'inflation (138 % de juin 1993 à mai 1994), Tansu Ciller administre à ses concitoyens un remède de cheval qui commence à provoquer des remous sociaux. Trois mois de coupes claires ont permis de supprimer le déficit budgétaire. En juin, les prix ont progressé de moins de 1 %. En revanche, le taux de croissance, qui était de 7,3 % en 1993, sera cette année négatif. Les difficultés sociales sont pain béni pour les islamistes. Grand vainqueur des municipales du 27 mars, le Parti de la prospérité a confirmé son dynamisme aux partielles du 12 juillet à Istanbul. Après avoir accumulé les maladroites, Tansu Ciller, un ancien professeur d'économie, apprend son métier. Avec une grande habileté manœuvrière, elle vient d'obtenir du Parlement le rejet d'une demande d'enquête sur sa fortune personnelle.

LE FIGARO – En devenant premier ministre de Turquie, estimiez-vous qu'être une femme était un atout ou un handicap ?

Tansu CILLER. – Je n'ai jamais pensé jouer de mon charme ou de quoi que ce soit. En politique, être une femme comporte certains avantages et beaucoup de handicaps. Mais je ne conçois pas la politique sous cet angle-là.

– Qu'avez-vous entrepris pour aider les femmes à progresser dans la société turque ?

– Je ne suis premier ministre que depuis un an. Mes priorités ont été la lutte contre le terrorisme (du PKK, Parti séparatiste du Kurdistan, ndr) et l'économie. J'ai procédé aux

dernières réformes avant l'intégration de la Turquie au monde et à l'économie occidentale. Je suis accaparée par ce travail énorme. Je dois le mener à son terme avant de m'occuper activement du niveau de vie des masses, et notamment des femmes.

– Et alors, que ferez-vous ?

– Mon métier, c'est l'éducation. Je veux faciliter l'éducation des femmes et leur permettre de choisir le métier qui leur convient. Leur statut légal ne pose pas de problème. Pratiquement, on est loin du compte parce que les femmes ne sont pas vraiment engagées dans la vie économique. Je voudrais qu'elles choisissent

d'autres voies que la fonction publique, qui est effectivement une chance pour elles. Elles doivent passer à l'étape suivante : devenir chef d'entreprise. Je demanderai aux banques de leur faire des facilités. J'ai commencé le travail. J'ai besoin de crédits. Ce n'est pas facile en période d'austérité. Mais je tiens à ce programme. Il est essentiel pour contrer certaines forces liées à l'islamisme.

– Parlons-en ! Aux municipales du 27 mars, les islamistes ont conquis beaucoup de grosses mairies, celles d'Ankara, Istanbul et Izmir notamment. Ils ont confirmé leur force aux municipales partielles du 12 juillet à Istanbul...

– Lors de ces élections, aucun parti n'a davantage aug-



Tansu Ciller : « Je me donne cinq ans pour redresser l'économie » (Photo Gamma)

LE FIGARO

22 juillet 1994

menté sa part du vote national que le mien, le Parti de la juste voie. Sauf à Istanbul, qui est un cas très spécial. Je connais ses problèmes. Il faudra du temps pour les résoudre. Cette immense métropole ne votera pas pour moi tant que je n'aurai pas assaini et relancé l'économie.

- Pourquoi ?

- L'agglomération est pleine de gens qui ont quitté l'Anatolie dans l'espoir de vivre mieux. Beaucoup se retrouvent sans travail. Ils vivent donc très mal. Ce sont eux qui votent pour le Parti islamiste de la prospérité. Leurs motivations sont avant tout économiques. Mon programme de redressement n'a que trois mois. Il démarre bien. Mais il n'est qu'à son début.

- Vous vous donnez combien de temps ?

- Cinq ans. Mais la première année est la plus dure. C'est celle des plus grands sacrifices : les tarifs des entreprises publiques augmentent et les riches paient plus d'impôts. C'est l'austérité. Je n'ai pas les moyens d'aider les migrants d'Anatolie qui « galèrent » à Istanbul. Mais ça viendra.

- Vos compatriotes vous reprochent parfois de courtoiser les islamistes en déclarant que vous aimez le chant du muezzin appelant à la prière ou que vous êtes aussi bonne musulmane que les « barbus ».

- Je ne cherche pas à plaire aux islamistes. Ils tentent de couper le pays en deux. Ils imposent un choix aux Turcs : ou bien vous êtes musulmans ou bien vous êtes des laïcs fidèles à Mustafa Kemal Atatürk ? Ma démarche est inverse ! Je dis à mes compatriotes : je suis kémaliste et attachée à la laïcité, mais je suis aussi musulmane. Je refuse de choisir. Tout Turc peut être un bon musulman pratiquant tout en croyant à un régime politique laïc et aux réformes d'Atatürk. Voilà mon projet politique. Et voilà pourquoi le Parti de la juste voie, que je dirige, l'emportera largement aux élections législatives de 1996.

- Pourrez-vous contrôler la poussée islamiste sans changer le mode de scrutin ? Souhaitez-vous l'abandon du scrutin majoritaire à un tour, qui accentua la victoire des islamistes aux municipales de mars, et l'adoption du scrutin majoritaire à deux tours, que nous pratiquons en France ?

- Nous y réfléchissons. Mais ce n'est pas le vrai problème. Les islamistes utilisent

un argument de poids : « Depuis Mustafa Kemal, disent-ils, ceux qui vous gouvernent veulent l'occidentalisation de la Turquie. Leurs alliés sont en Occident. Ils se sont ligués contre les Irakiens qui sont des musulmans comme nous. Ils n'arrêteront pas de faire acte de candidature à la CEE, puis à l'Union européenne. Ils ne savent pas quoi faire pour plaire au monde occidental. Et les Occidentaux les rejettent, encore, encore et encore ! La CEE n'est pas même capable de respecter le protocole financier qu'elle a signé avec la Turquie. » C'est un argument qui tue !

- Un geste de l'Europe aurait plus d'effet contre les islamistes qu'une réforme du mode de scrutin ?

- Les islamistes exploitent la crise économique et l'attitude négative de l'Occident. Je me charge de redresser l'économie. Mais les Turcs sont des gens fiers. En les repoussant ainsi sans cesse, l'Europe va provoquer une réaction. Les islamistes vont l'exploiter. C'est ici que nos amis occidentaux ont un rôle à jouer.

- Est-ce que votre visite à Paris est importante ?

- Tout à fait. Mes interlocuteurs doivent comprendre que cette mission est, d'une certaine manière, historique. Je ne viens pas tant pour parler de dossiers ponctuels, mais pour présenter un enjeu : si les Occidentaux ne font pas le nécessaire, les régimes isla-

- L'armée n'interviendrait pas pour contrer un choix effectué par les voies démocratiques.

- Même si le jeu démocratique amenait les islamistes au pouvoir, comme cela faillit être le cas en Algérie ?

- L'armée n'interviendrait pas. Je pense que nous sommes arrivés à cette étape de notre évolution politique.

- Si c'est le cas, il s'agit d'un tournant capital dans l'histoire du pays.

- L'armée n'a plus en tête d'interférer dans la marche de la démocratie.

- Votre plan d'austérité qui tue !

« Les Kurdes désinforment l'Occident »

donne peut être des résultats, mais il passe mal. Des centaines de mécontents ont fait à pied les 450 km séparant Adana d'Ankara pour vous le dire. Pour la première fois depuis le coup d'Etat de 1980, Turki's, une confédération syndicale modérée, a lancé une grève générale d'avertissement.

- La population souffre. C'est indéniable. Mais les ouvriers syndiqués - que Turki's appelait à la grève - sont mieux lotis que les autres, sans parler des chômeurs. Si le gouvernement veut aider les

Le PKK tue des citoyens d'origine kurde dans le sud-est de l'Anatolie. En luttant contre le PKK, je les protège. Quant aux députés, ils collaboraient avec le PKK. Ils se rendaient complices d'assassinats. Ils ont été chassés du Parlement.

- Avez-vous convaincu le Conseil de l'Europe et le gouvernement des Etats-Unis ?

- Les séparatistes ont changé de stratégie. Bannis d'Allemagne, ils ont démenagé en Grèce. Ils y sont bien organisés. Et ils vont vendre leurs idées dans le monde, aux Etats-Unis et en Europe. Les

ex-députés kurdes y rencontrent des parlementaires. Ils se présentent comme députés, pas comme membres du PKK !

- Voulez-vous dire qu'ils ont « lavé le cerveau » du Conseil de l'Europe et du gouvernement américain ?

- Oui. C'est bien cela.

- Vos difficultés économiques n'empêcheront-elles pas la Turquie d'entrer pleinement en 1995 dans l'Union douanière européenne ?

- Non. Nous le pourrons. C'est l'objectif du programme d'austérité que j'ai lancé en avril. Nous tenons nos engagements. La Communauté européenne tiendra-t-elle les siens ?

- Par exemple, en empêchant que le rapprochement entre les Douze et les ex-démocrates populaires d'Europe orientale n'accroisse la marginalisation de la Turquie ?

- A Paris, je dirai aux Français ce qu'il en coûterait à l'Europe de nous garder dehors. Elle prendrait le risque de voir l'islamisme s'installer à ses frontières.

- Avec Benazir Bhutto, une autre femme premier ministre d'un pays musulman, vous étiez allées à Sarajevo pour témoigner. Pourquoi ne pas rejoindre à nouveau vos forces, cette fois pour sauver un autre femme, une autre musulmane, l'écrivain Talisma Nasreen du Bangladesh, condamnée à mort par la « fatwa » d'un groupe intégriste ?

- Nous devrions le faire. Je vais en parler à Benazir.

« L'armée ne s'opposera pas à l'arrivée des islamistes au pouvoir par des voies démocratiques »

mistes s'installeront aux marches de l'Europe. Ils représenteront une menace pour la paix.

- A moins que l'armée turque ne mette le holà à une telle évolution, en intervenant dans la vie politique comme elle l'a déjà fait trois fois depuis la Seconde Guerre mondiale ?

- Non. Je ne le crois pas, car les forces démocratiques n'ont jamais été aussi actives en Turquie.

- Vous pensez que leur résistance suffira à barrer la route du pouvoir aux islamistes et donc à vous épargner un nouveau coup d'Etat ?

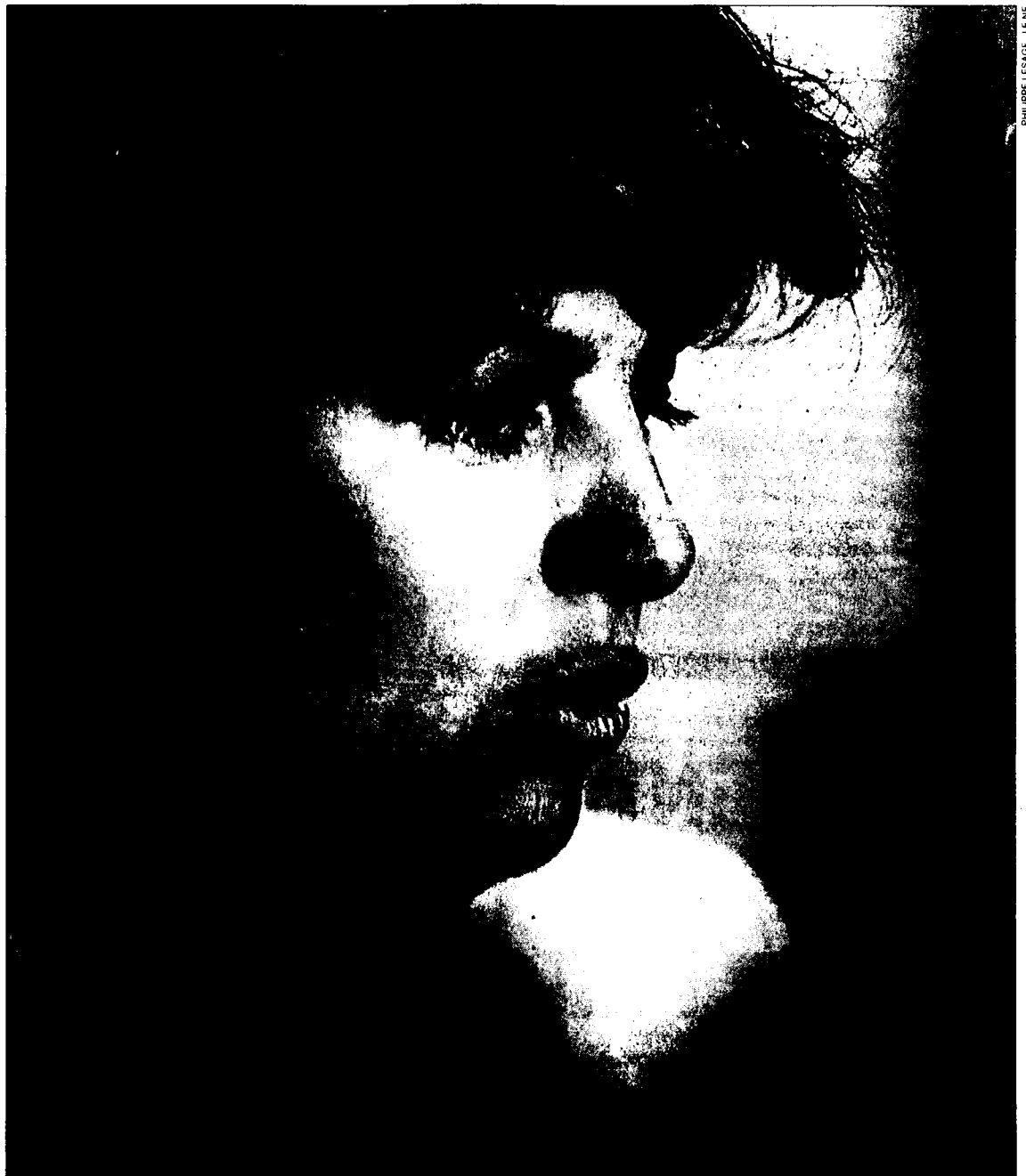
pauvres, il ne commencera pas par les ouvriers syndiqués.

- Les Turcs étaient « vaccinés » contre les critiques d'Amnesty International et de l'Assemblée du Conseil de l'Europe. Pour la première fois, les Etats-Unis se sont eux aussi émus publiquement de la situation des droits de l'homme. Le secrétaire d'Etat adjoint John Shattuck a affirmé que « les droits élémentaires de l'homme ne doivent pas être sacrifiés à la lutte contre le terrorisme ». Washington s'inquiète aussi du sort des six députés kurdes emprisonnés.

- Gare à la désinformation !

Biographie

En juillet 1993, à 47 ans, Tansu Ciller devient la première femme Premier ministre de la République turque. Blonde, ronde au sourire d'acier, incarnant la modernité, l'ancien professeur d'économie, un moment conseiller de la Banque mondiale, a étudié et enseigné aux États-Unis et en Turquie. Elle préside un gouvernement de coalition, qui s'appuie sur son parti, celui de la Juste voie (DYP, droite modérée) et sur le SHP, Parti populaire social-démocrate. Cette native d'Istanbul fille de fonctionnaires a épousé un fils d'épicier devenu son conseiller.



PHILIPPE LESAGE - LE NE

Tansu Ciller, Premier ministre turc

"Nous possédons de bien meilleures infrastructures que le Portugal, l'Espagne ou la Grèce."

étapes vers l'Union douanière, qui sera atteinte en 1995."

A quel prix ? Souvent, Tansu Ciller est perçue comme une Thatcher orientale, une comparaison que l'intéressée ne réfute pas tout à fait : "Certains de nos problèmes sont comparables. Nous avons mis en place une politique similaire : les taux d'intérêt ont chuté de 1 000 % à 30 %, l'inflation a chuté de 30 % à pratiquement 0 %, les déficits publics ont été largement comblés." Pourtant, ces derniers mois, la fermeture de trois banques, la chute brutale de la valeur de la devise, la multiplication des dévaluations ont révélé une économie turque plus fragile qu'il n'y paraissait : "C'est vrai, admet-elle, nous avons encore

beaucoup d'efforts à faire, le chemin sera long." Les sacrifices seront encore nombreux : "Les trois derniers mois, explique-t-elle, j'ai encore augmenté les impôts." La classe politique de son pays va-t-elle lui accorder encore un délai de grâce ? On dit d'elle qu'elle est maintenue au pouvoir par défaut. Faute de successeurs plausibles et au nom d'une alliance avec l'armée, qui fait régner l'ordre brutalement au Kurdistan. D'un revers de main, Tansu Ciller balaie le procès fait à la Turquie en matière de droits

de l'homme : "Les indépendantistes kurdes du PKK tuent mes concitoyens kurdes, qui, eux, veulent se débarrasser de leurs menaces. La protection de l'armée va d'abord à eux plus qu'aux populations turques." Revenant à la charge sur les réformes économiques, la dame de fer insiste sur sa volonté de travailler dans la durée. "Laissez-moi encore un an", plaide-t-elle.

Les trente minutes d'entretien prévues sont passées. Le sourire se fige, madame le Premier ministre prend congé. En trois mots. "That's it." ("C'est bon", "C'est fini"). Les nationalistes kurdes, on le sent, n'ont qu'à bien se tenir.

Nicolas Beau
et Arnaud Leparmentier

L'entretien**Tansu Ciller****“LE REJET DES DOUZE ACCROIT L'INTEGRISME EN TURQUIE”****L'Union ne veut pas entendre sa demande d'adhésion ? Le Premier ministre turc passe aux menaces. “Si je ne convaincs pas, ce sera la défaite de l'Europe” et “mes compatriotes vont se tourner vers l'opposition intégriste”. La croisade continue.**

A deux pas des Champs-Élysées, ce jeudi 7 juillet dans la matinée, l'hôtel George-V était gardé comme une forteresse. En visite privée à Paris, le Premier ministre turc, Tansu Ciller, recevait dans sa suite le Premier ministre israélien, Itzhak Rabin, accompagné du ministre des Affaires étrangères Shimon Peres, tous deux succédant au chef de l'OLP Yasser Arafat. “It's a hot day”, murmurent les gardes du corps en poste dans le couloir qui mène à la suite de Tansu Ciller. Pour un jour, Paris était devenue une capitale méditerranéenne. “Le Premier ministre se rendra en Israël en septembre, mais attendra la tenue d'élections libres pour aller en Palestine ; les Israéliens viennent très nombreux en Turquie, explique déjà, avant l'entretien, son directeur de cabinet ; il faut dire que les menaces terroristes leur font moins peur qu'à d'autres.”

De nouveau à Paris depuis le jeudi 21 juillet, cette fois-ci invitée officielle du gouvernement d'Edouard Balladur, Tansu Ciller plaide encore et toujours pour l'entrée de son pays dans le cercle européen. Depuis sept ans, la Turquie frappe à la petite porte, sans succès. Il s'agit cette fois-ci de faire monter les enchères : “Si, aujourd'hui, je ne convaincs pas, ce n'est pas seulement moi qui échouerais, c'est l'Europe entière qui sera perdante, ce sera la défaite de l'Europe”, tranche le Premier ministre turc dans un excellent anglais appris à l'université Yale.

Blonde, vêtue d'un très élégant tailleur blanc, sa couleur préférée, cette nouvelle croisée a bien étudié l'argumentaire : “Le défi de la prochaine décennie sera la montée de l'intégrisme musulman et sa confrontation avec l'intégrisme chrétien”, affirme Tansu Ciller qui, cet hiver à Sarajevo, dénonçait l'indifférence occidentale face aux Musulmans de Bosnie. Aujourd'hui, seule cette héritière d'Ataturk, le président fondateur, en 1923, d'une république turque laïque et moderne

dont elle revendique l'enseignement, représenterait la voie de la conciliation : “Vous, les Européens, vous ne pouvez pas rejeter indéfiniment notre candidature alors que nous sommes laïcs, démocratiques, anti-intégristes, économiquement ouverts, libéraux.” Et d'enfoncer le clou : “Je vois bien qu'il y a un rejet de la part de nos amis occidentaux, qui se cristallise sur le sujet des droits de l'homme. Tout cela accroît l'intégrisme en Turquie. Mes compatriotes se retournent vers moi et ils me disent : vous vous battez pour vous intégrer à l'Europe et pour instaurer la démocratie, et ils continuent de vous rejeter, alors autant se tourner vers l'opposition intégriste.”

Les atteintes aux droits de l'homme au Kurdistan? Cette dame de fer balaie la question d'un revers de main.

Pour elle, rejeter hors de l'Europe la Turquie serait aussi rejeter les anciennes républiques musulmanes qui émergent de l'ex-Union soviétique. Les liens tissés par ces pays avec Istanbul sont solides : “Nous sommes très proches d'eux en termes d'économie et de ressources naturelles, nous parlons souvent les mêmes langues.” La Turquie serait le meilleur des cicérons pour arrimer à l'Occident ces pays en gestation : “L'alternative de ces Etats, c'est la Turquie ou l'Iran. Or nous voulons coopérer avec nos amis sur des projets concrets et les amener vers la communauté européenne.” Preuve de sa bonne volonté pro-occidentale, cette bonne ambassadrice des républiques musulmanes ajoute :

“Leurs étudiants viennent à Ankara et nous leur faisons apprendre l'alphabet latin.”

La France serait devenue aujourd'hui “le meilleur soutien du gouvernement turc”, dans une bonne langue de bois diplomatique. En raison peut-être des origines ottomanes d'Edouard Balladur, citoyen d'honneur de la ville d'Izmir, berceau de sa famille ? Prudente, le Premier ministre turc sourit, sans acquiescer, et enchaîne : “Les investisseurs français sont venus en précurseurs, ils sont très bien placés dans le secteur des télécommunications.” Et d'ajouter, moins convaincante : “Nous avons aussi beaucoup de sites touristiques qui sont très intéressants...”

Dans sa croisade pro-européenne, Tansu Ciller fait feu de tout bois. Candidats eux aussi à l'entrée dans l'Union, les pays de l'Est agacent prodigieusement notre Premier ministre : “L'économie turque est beaucoup plus compétitive que celle des pays du bloc de l'Est, nous sommes entrés bien avant eux – il y a plus de dix ans – dans l'économie de marché. Nous sommes en train de privatiser nos télécommunications et beaucoup de nos sources d'énergie.”

L'Europe du Sud n'est pas plus épargnée par cette battante, dont les arguments sont aussi carrés que les gardes qui veillent sur elle : “Nous possédons de bien meilleures infrastructures que le Portugal, l'Espagne, ou la Grèce.” Ah, la Grèce ! Voilà bien où le bât blesse. A l'évocation de l'ennemi héréditaire, le visage aimable de Tansu Ciller se durcit, le débit s'accélère. Sur le contentieux autour de Chypre : “Nous avons tout accepté, rien rejeté ; cela a dû être un choc du côté grec.” Sur le tourisme : “Les Grecs propagent une vraie désinformation à propos de l'insécurité en Turquie, ce sont des concurrents déloyaux.” Sur la situation respective des deux pays : “Les Grecs ont obtenu des milliards et des milliards de dollars d'aides, sans parler des protocoles financiers. Nous, nous avons franchi, sans aide aucune, toutes les

ÇILLER: Calls on French support for the economy

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

PARIS- Prime Minister Tansu Çiller, who arrived in Paris on Thursday for two days of official and unofficial talks aimed at boosting Turkey's investment prospects and salvaging Ankara's ailing political image in Europe, has called on France to support her economic program as well as to "respect" Turkey's political system and "appreciate" that her government "is doing its utmost" to overcome human rights violations.

During her meetings Çiller also reiterated Turkey's continuing European vocation and Ankara's continuing respect for its political and economic commitments in this context. Prime Minister Çiller was greeted at the airport in Paris with an official ceremony on Thursday evening. She was welcomed by Minister for State Douste-Blazy and, following the playing of the Turkish and French national anthems, departed for the Crillon hotel where she is staying during her visit. Çiller's contacts in France shortly after she arrived in Paris began with a meeting with French businessmen over a dinner organized jointly by the Turkish-French Business Council, the Turkish Council for Foreign Economic Relations and the French Organization of Employers. Expecting angry protests, French police were out in force at the building of the French employers' organization where the dinner was held.

Çiller started her official contacts on Friday Morning by receiving French foreign minister Alain Juppe at her hotel. Addressing reporters

after the meeting, Juppe described the talks as "constructive" and referred to the state of economic and commercial relations between the two countries as "excellent."

Juppe listed Turkish-European Union relations, the situation in Bosnia and the work underway concerning the French language Galatasaray University in Istanbul as among the subjects that had been discussed. The French foreign minister also said he planned to visit Turkey before his country assumed the term presidency of the European Union.

Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin, who also attended the Çiller-Juppe talks, also told reporters that the state of relations between the two countries were "excellent." He said that the decision to set up a Joint Committee would further improve relations.

Çetin listen the situation in the Caucasus as another of the topics that had been taken up during the talks and said that both France and Turkey, because of their special positions concerning the Azeri-Armenian conflict, were ready to play a positive role in settling this dispute.

Referring to the U.N.-imposed embargo on Iraq, Çetin said that Prime Minister Çiller had underlined that need for the Turkish-Iraqi oil pipeline to be kept outside of the scope of this embargo. Çetin said Çiller had also expressed Turkey's desire to see a continuation of the understanding that France had shown on this score at the United Nations.

Çiller met with French Prime Minister Edouard Balladur over a lunch that was also

attended by Juppe and Çetin as well as by other French cabinet ministers.

Sources close to the talks with Balladur and Juppe indicate that the question of human rights in Turkey had also come up with both sides touching on this subject in "diplomatic language."

Çiller is reported to have given the message that her coalition government was doing its utmost in this context but that there was the need for the Turkish constitution to be amended for significance improvements. She herself supported such a change to the constitution, she said, but changes did not come about just because she wanted them.

"If that was the case, then we would not have had any problems concerning the subject of privatization," she said, referring indirectly to the recent Constitutional Court decision to cancel the government's privatization bills and related decrees. A coalition of human rights groups led by France Liberte, founded by President Mitterrand's wife Danielle, has criticised Çiller's handling of Turkey's 10-year-old Kurdish separatist insurgency, saying military operations made life "hellish" for Kurds.

Çiller was not expected to meet either Mitterrand or his wife during her stay in Paris. The president is in hospital recovering from prostate surgery and his wife is in a separate hospital after heart surgery.

Çiller said before her departure for Paris: "There are recent efforts to create a false image of Turkey in France." "The terror group (PKK) which wants to divide Turkey is primarily against Turkish democracy and human rights. This truth must be made clearly understood,"

Saturday, July 23, 1994

turkish daily news

US Secretary of Defense Perry leaves Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- U.S. Secretary of Defence William Perry left Ankara for Zagreb, after completing his one day official visit to Turkey on Friday.

Perry met President Süleyman Demirel, Defence Minister Mehmet Gölhan, Chief of Staff Gen. Doğan Güreş and Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk during his visit.

Perry was originally scheduled to travel to Sarajevo from Ankara, but this plan was cancelled after shots were fired at aircraft using the city's airport. Reuters reported that a spokesman for the U.S. Embassy in Sarajevo said, "The visit is definitely off." Asked whether Perry's cancellation of Friday's visit had anything to do with the shutting down of Sarajevo's airport, the spokesman said: "You can draw your own conclusions."

Perry had been scheduled to meet with the U.N. commander in Bosnia, Lt. Gen. Sir Michael Rose. During Perry's visit, talks with Turkish officials were focused on the Bosnia question. After the Bosnian Serbs' unsatisfac-

tory response to the peace plan proposed by the United States, Russia, Britain, Germany and France, Perry said tighter sanctions against Serbia, and the lifting of the arms embargo on Bosnia may result.

Meanwhile, during the Perry-Golhan meeting, the two reviewed bilateral relations. Gölhan criticized the conditions imposed by the U.S. Congress, which connect aid to the human rights and Cyprus questions. "Turks are upset about these conditions," said Gölhan. "Nearly 8,000 soldiers and civilians have been killed by this separatist terrorist organization. If we are discussing human rights, do not forget that all those victims had rights." He stressed that there was no ethnic discrimination in Turkey, citing deputies and Cabinet members of Kurdish origin. Gölhan also noted that Turkey and Turkish Cypriots accepted the U.N. Secretary General's plan for Cyprus, and that it was Greek Cypriot leader Glafkos Clerides who had rejected it. Gölhan thanked Perry for his assistance on the issue of purchasing aircraft from the United States.

West alarmed over reports of internment in Southeast

*Amnesty International fears
children exposed to ill-treatment*

By Ismet G. Imset
Turkish Daily News

LONDON- Human rights organizations and officials in Europe and in the United States are alarmed over new reports from Turkey that security forces have started to set up internment camps in the troubled Southeast region to hold and interrogate villagers en masse, a congressional source in Washington said on Friday. According to the source, United States officials are also looking into the claims which have been heard since early July after the launching of a major Turkish military offensive against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) near the province of Diyarbakir.

The TDN has been told that at least two such camps were set up, in Diyarbakir and Hakkari, but that one of them has already been emptied with all civilians released.

"The reports are truly worrying," said Jonathan Sugden of the international human rights watchdog group Amnesty International in London. "They are worrying for they suggest the beginning of a new pattern of abuses in the area," he told the

TDN on Friday. Amnesty is geared up to launch a campaign on the issue and to highlight what Sugden refers to as a situation in which "a large number of people are held in ad hoc camps and, inevitably, are more exposed to torture and ill-treatment."

The organization, through its own sources in Turkey, has confirmed that at least two such camps were set up in the same week of early July and that one based in Hakkari reportedly holds over 1,000 civilians including women and children. Reports coming in from the region imply that some of the villagers were evacuated from their settlements and detained only after refusing to join the paramilitary village guards. More than 1,000 villages and hamlets in the Turkish Southeast have been evacuated for security reasons over the past years and most have been torched, a recent Turkish Human Rights Association report had claimed.

"The fact that both of the camps were set up the same week suggests there may have been an order sent out. We are now particularly concerned that children are also involved and they are being detained illegally and are subject to torture," Sugden said.

"We have been working publicly for many months appealing to the CSCE (Commission on Security and Cooperation in Europe) to send a mission to Turkey. This shows that now there is an urgent need for this."

According to information reaching London, the first of the two camps was set up near a gendarmerie station in Damlatepe in the Hani district of Diyarbakir. At least four villages and two hamlets were evacuated by troops and the population was moved to this camp. "We have been told by witnesses that Damlatepe camp is now empty. Some of the villagers have gone back to build new houses and others have moved to (the southern province of) Adana," Sugden said on Friday. Damlatepe was set up on July 6. Kurdish sources in Koln, Germany, say there has been no news of the villagers detained by troops in the three weeks since their settlements were evacuated and allegedly burned down. They fear that the victims may be subject to torture. The PKK, which has imposed a self-styled ban on the Turkish press, has refused to comment on the development.

According to reports reaching London from local Kurdish sources, the internment camps appear to be part of Turkish efforts to contain terrorist activities in the region and to cut off local militia support for the PKK. Previously Turkey's policy of evacuation was criticised by human rights activists on the grounds that villagers were not being compensated for their losses or shown where to resettle. Observers believe this new pattern could also be a military filtering process for displaced Kurds, questioning them before they are allowed to migrate to other parts of Turkey. Regional Kurdish sources claim that at least three such camps have been set up, although the presence of only two could be independently confirmed.

Amnesty fears that whatever the reason, this new pattern in village evacuations could lead to further disappearances of Kurdish civilians. Such disappearances have increased steadily in the region since 1993.

According to a TDN source in Diyarbakir, the Damlatepe camp was initially set up when commando and gendarmerie forces cracked down on the PKK in the first week of July in the Hani-Lice-Genc triangle, declaring the area off-limits to all outsiders.

Kurdish sources say there was no news from the villagers who were taken to the camp until they were released. The women and children were the first to be let out of the Damlatepe camp. One of the villages evacuated and destroyed during the said operation has been identified as Seleheydan.

Since then, all telephone lines to the area have been cut and even Kurdish activists agree that information coming out of the region may not be reliable.

There are local claims, however, that a second camp was set up in Topcular, also close to a gendarmerie post. Kurdish activists in Europe say the people from villages in the Selvi (Sivan), Shelmenzin and Caxit districts of Genç have also been detained and taken to the camps.

There have also been allegations from Kurdish circles that on July 8, troops accompanied by village guards raided the Kerwas village of Diyarbakir along with the Mexle hamlet of the same village and torched more than 30 houses on the grounds that the civilians had refused to join the paramilitary village guard forces. Over 200 people fled to Diyarbakir city center following this raid. According to Amnesty, the second major internment camp has been set up in Beytussebab, Hakkari and currently holds some 1,400 civilians including children. The population of the camp consists of villagers evacuated from their settlements. They have been stripped of their ID cards, an essential requirement for travel in the war zone, and told by troops that they cannot enter the town. But some have managed to escape and to tell their story. Sources in Hakkari say that troops, especially in the Mezra district of Beytussebab, have besieged several villages and banned the civilian population from leaving the area — imposing at the same time a major food embargo, explained locally as a method to prevent supplies from reaching the PKK. The issue is expected to lead to further international pressure on Turkey related to the country's unsatisfactory human rights record.

KURDES ÉCRASÉS**Implacable, le pouvoir turc piétine son Kurdistan à mort****L'Association Suisse-Kurdistan publie un rapport accablant. Villes et villages sont détruits. Des populations sont déplacées. La torture griffe.**

Villages détruits! Villes fantômes! Populations déplacées! Torture à grande échelle! Enseignement de la langue kurde méprisé! L'oppression du Kurdistan turc par le pouvoir central d'Ankara – loin de s'adoucir – mord de plus belle. Un récent rapport de l'Association Suisse-Kurdistan fait froid dans le dos («Observations au Kurdistan sous domination turque»). C'est à une petite équipe composée de Rosa Moesch (une enseignante), Daniel Robert (un médecin) et Waltraud Weber (une infirmière) qu'on le doit. Un document accablant!

COMMENT ON DÉTRUIT

Premier choc: les voyageurs comptent 14 villages récemment détruits sur la route qui va de Nusaybin à Djeziré. Que l'armée turque soit l'auteur de ces destructions ne fait guère de doute. Selon un scénario classique, les soldats arrivent le matin, laissent quelques heures aux habitants pour rassembler des effets et incendient les maisons. Le travail est complété au bulldozer. Mais, si les villages sont détruits, l'armée, la police et les miliciens en civil –

qui doivent faire face à une résistance armée kurde plutôt coriace – sont omniprésents.

La ville de Djeziré, en deux ans, a complètement changé. Certains quartiers sont vidés de la moitié de leurs habitants. Des maisons de familles connues sont cadennassées et désaffectées. Beaucoup de personnes osent à peine parler. Outre l'armée et la police, on remarque la présence de Kurdes collaborant avec l'occupant turc. Cela fait très régime de Vichy! Le soir venu, des parachutistes turcs se livrent à des fusillades et à des canonnades visiblement destinées à intimider la population kurde.

CONTACTS EMPÊCHÉS

Mais les Kurdes sont très sensibles aux visites d'amis étrangers venus les voir de loin. Les rencontres avec la population, toutefois, ne sont pas faciles. Les agents du régime – comme ces Kurdes collaborateurs – s'ingénient à les empêcher chaque fois qu'ils le peuvent. Mais ils ne le peuvent pas toujours. Et les témoignages de cas d'ar-

restations et de tortures sont assez nombreux pour ne laisser aucun doute, ici non plus, sur la brutalité de l'occupation turque.

LE MÉPRIS DE LA CULTURE

La culture kurde, elle aussi, continue d'être piétinée. Une conversation tenue avec quatre enseignants turcs révèle – de la part d'Ankara – un mépris qui confine à l'aveuglement. Pour ces enseignants, qui sont pourtant de formation universitaire, imposer le turc à des enfants kurdes est la chose la plus naturelle du monde («Il n'y a qu'une vraie langue en Turquie: le turc!»). Pire, ces enseignants semblent largement ignorer les destructions de villages kurdes à grande échelle (des institutions comme Amnesty International articulent le chiffre de 900 villages détruits, on parle de 9000 morts). Et puis, la Turquie de Mme Tensu Ciller – protégée par sa formidable position géostratégique – peut encore compter sur une très large complaisance internationale. Jusqu'à quand?

GEORGES PLOMB

Des organisations humanitaires françaises dénoncent la répression contre les Kurdes. – Onze organisations humanitaires françaises, parmi lesquelles la Fédération internationale des droits de l'homme, la CIMADE et la Fondation France Libertés, ont adressé une lettre ouverte au premier ministre turc, Tansu Ciller, dans laquelle elles s'élèvent contre sa politique à l'égard de la question kurde. «Vous avez donné votre caution à l'armée turque pour qu'elle résolve par ses propres moyens la question kurde», déclarent ces organisations, qui protestent contre les exactions dans l'est du pays, et contre la répression qui s'abat sur ceux qui, parce qu'ils les dénoncent, sont assimilés à des terroristes.

TURQUIE**Cinquante rebelles kurdes tués**

□ Cinquante maquisards kurdes de Turquie ont été tués lors d'opérations de l'armée turque dans l'Est et le Sud-Est anatolien depuis jeudi, a-t-on appris de source officielle hier. Les forces de l'ordre ont intensifié leur lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à l'approche du 10^e anniversaire du début de la rébellion kurde contre le pouvoir central.

DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE - 23 juillet 1994

Un Collectif de solidarité avec le peuple kurde

●●● Une lettre aux eurodéputés, l'accueil de députés kurdes: tels sont les premières initiatives du tout nouveau Collectif du Bas-Rhin de soutien à la cause kurde.

La conférence internationale sur le nord-ouest du Kurdistan (sud-est de la Turquie), qui a réuni 35 pays, les 12 et 13 mars dernier, à Bruxelles, est à l'origine de la création du Collectif du Bas-Rhin de solidarité avec le peuple kurde. «*Constatant un manque d'informations, surtout du côté français, nous avons élaboré une plate-forme de référence et décidé d'assurer une présence permanente sur le terrain*», explique Armand Jaco, président du Mouvement de la Paix du Bas-Rhin.

Ainsi est né ce Collectif auquel se sont associés des membres du Mouvement de la paix, de la CGT, de la Maison des Kurdes d'Alsace, des «*Amis du peuple kurde de France*», du PCF et de la MJC, tous signataires de la résolution finale: un texte qui revendique la cause kurde et

lutte contre l'oppression des autorités turques.

Le collectif du Bas-Rhin de soutien à la cause kurde a choisi de consacrer l'essentiel de son action à la diffusion d'informations, pour mieux faire connaître la réalité et la complexité des problèmes rencontrés par le peuple kurde. A l'occasion de l'ouverture de la session du Parlement européen, il y a quelques jours, à Strasbourg, plusieurs députés kurdes du DEP (Parti de la démocratie) ont rencontré des eurodéputés socialistes, verts et radicaux.

L'un des parlementaires kurdes a expliqué, jeudi, au cours de la première conférence de presse du Collectif du Bas-Rhin, que la répression turque allait jusqu'à «*la destruction des ressources naturelles comme la forêt ou les récoltes, et même les animaux, chassés*».

Par ailleurs, le Collectif bas-rhinois se propose aussi de faire connaître aux partis et instances politiques, sa volonté d'aboutir à un règlement définitif du conflit kurde. Un objectif qui s'est déjà concrétisé par l'envoi d'une lettre ouverte à tous les parlementaires européens. C'est une première étape.

■ **KURDISTAN. Typhoïde et affrontements.** Les cas de typhoïde et de diarrhée se multiplient dans certaines zones du Kurdistan irakien, et affectent surtout les enfants, selon un médecin travaillant sur place. Cette dégradation sanitaire est causée par des coupures d'électricité qui se répercutent sur la distribution d'eau potable en provoquant des pénuries pouvant durer plusieurs jours. La province de Dohouk, qui est principalement touchée, a signé un accord d'alimentation en électricité avec la Turquie pour éviter de dépendre de Bagdad, mais le gouverneur de la province explique que les Turcs coupent régulièrement le courant car ils en ont besoin «*pour leur agriculture*».

Par ailleurs, 50 maquisards du PKK ont été tués par les forces armées turques dans l'est et le sud-est anatolien. Les forces de l'ordre intensifient leur lutte contre le PKK à l'approche du dixième anniversaire du début des affrontements qui ont déjà coûté la vie à plus de 13.600 personnes. (AFP)

LA LIBRE BELGIQUE - 23 juillet 1994

L'EST RÉPUBLICAIN

23 juillet 1994

La typhoïde au Kurdistan

Les pénuries d'eau et d'électricité dans des zones du Kurdistan irakien contrôlé par les rebelles kurdes ont causé une multiplication ces dernières semaines des cas de typhoïde et de diarrhée, notamment parmi les enfants. Un médecin de l'hôpital de Zakho, dans la province de Dohouk (nord de l'Irak), le Dr Heïnad Cheralla, a affirmé qu'il traite une centaine de cas de typhoïde et de diarrhées par semaine, contre une vingtaine seulement avant le 20 juin, date depuis laquelle le courant est coupé dans toute la province.

LIBÉRATION - 23 juillet 1994

TURQUIE

Tansu Ciller, la « Dame de Fer » n'a plus la cote

Après un an au gouvernement, l'étoile d'Ankara n'est plus à son firmament. En visite en France, le Premier ministre turc est très critiquée sur sa politique économique et la gestion du conflit kurde.

Blonde enveloppée, madame le Premier ministre affectionne les tailleurs blancs et les écharpes flottantes qui peuvent se transformer en foulards dans les quartiers populaires des grandes villes. Istanbul ou Ankara, gagnés par la vague islamiste. Là elle commence désormais ses discours par un claironnant « Dieu merci, nous sommes musulmans ». Dans ses interviews à la presse étrangère, elle répète que « l'intégration à l'Europe est la meilleure garantie pour éviter que l'islamisme ne s'installe aux portes de l'Occident ». Tansu Ciller sait s'adapter à son public. Elle a un charme réel, et cette mère de deux enfants porte allègrement ses 51 printemps. Parfaitement anglophone au point d'irriter certains de ses concitoyens par l'abondance des américanimes dans ses discours, elle séduit aisément ses interlocuteurs occidentaux.

Première femme chef de gouvernement de l'histoire de la Turquie, où les femmes, avec la république de Kemal Atatürk, obtinrent dix ans avant la France le droit de vote, elle voudrait incarner l'image édifiancée d'un pays musulman à 90%, mais laïque et moderne. Un pays qui, selon elle, devrait tout naturellement avoir sa place dans l'Union européenne. Les autorités turques comptent beaucoup sur l'appui de la France, désormais premier investisseur étranger en Turquie avec 19,2% du capital total investi.

Dans sa visite de quarante-huit heures à Paris à l'invitation d'Edouard Balladur, Tansu Ciller souhaiterait en premier lieu obtenir l'aide des autorités françaises à son programme de redressement économique. Mais elle espère surtout un certain soutien politique sur le « problème du terrorisme », ce qui dans la phraséologie officielle d'Ankara signifie la rébellion du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). A cause de cette « sale guerre » (13 000 morts en dix ans dont 2 700 depuis le début de l'année) et de la répression menée notamment dans les treize départements du sud-est à majorité kurde, les autorités turques se retrouvent aujourd'hui au banc des accusés, dans le Conseil de l'Europe comme dans la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe). Les gouvernements occidentaux, dont la France, appellent Ankara au respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme et soulignent leur attachement à l'intégrité territoriale de la Turquie.

Tansu Ciller veut ainsi restaurer la cré-



Istanbul, 1994. Tansu, la self made woman, est aussi attaquée sur l'origine de sa fortune.

dibilité de la Turquie. A l'étranger, le Premier ministre garde une bonne image. C'était la raison même de sa nomination.

« Vous êtes jeune, présentable et ambitieuse: je vous ferai briller comme une étoile », lui assurait en 1991 Suleyman Demirel, l'insaisissable vieux renard de la politique turque devenu l'an dernier chef de l'Etat, quand il la lança en politique. Elle devint un an plus tard ministre de l'Economie. En mai 1993, Demirel l'imposa pour lui succéder à la tête du DYP (Parti de la juste voie, droite) et du gouvernement malgré l'opposition des vieux caciques. Tansu Ciller, la self made woman d'Istanbul, la fille d'un obscur petit fonctionnaire devenue à la force du poignet professeur d'économie dans la prestigieuse université du Bosphore, caracolait en tête de tous les sondages de popularité. Elle incarnait parfaitement le rêve des classes moyennes enrichies par le grand boom des années précédentes.

Après un an et un mois de gouvernement, les espoirs suscités par son arrivée se sont évanouis. L'économie est en crise avec une inflation qui a dépassé 130% pour l'année. La monnaie nationale, deux fois dévaluée depuis janvier, a perdu 60% sur le dollar. La cure d'austérité, « la potion amère » imposée par le Premier ministre avec des coupes

claires dans le budget et un blocage des salaires, commence à donner quelques résultats. L'inflation était à 1% le mois dernier. Mais la situation sociale est de plus en plus explosive. Le réveil a été encore plus douloureux sur le problème kurde.

A peine installée au pouvoir à la tête d'une coalition droite/gauche regroupant le DYP et le SHP (Parti social-démocrate du peuple), elle évoquait une « solution à la basque » garantissant une certaine autonomie et surtout les droits culturels pour les 13 millions de Kurdes turcs. Rapidement elle changea de ton, promettant « l'anéantissement des terroristes d'ici la fin de l'été » et prêchant « la guerre totale » contre le PKK. Isolée au sein de son parti, contestée par ses alliés socialistes de la coalition, elle s'appuie de plus en plus sur l'armée et le chef de l'état-major, le général Dogan Gures, qu'elle appelle volontiers en public « mon grand frère ». Depuis le début de l'année se sont multipliés les déplacements forcés de population, les destructions de villages, les exécutions sommaires. Les poursuites d'intellectuels pour simples délits d'opinion sont devenues de plus en plus fréquentes. Le DEP (Parti de la démocratie, extrême gauche), seul parti représenté au parlement à se revendiquer ouvertement comme kurde, a été interdit, accusé de

separatisme et de ne représenter qu'un paravent politique du PKK. Son président et sept autres députés sont en prison. Les cinq autres parlementaires sont en fuite à l'étranger. « L'option militaire » du gouvernement sur le problème kurde ne se limite pas à la lutte contre les combattants du PKK dans les montagnes. Elle implique d'écraser également tous leurs relais, même indirects, dans la société. Une stratégie qui s'avère inefficace malgré les quelques succès remportés sur le terrain. La répression sans discrimination renforce la rébellion, et le pays s'enlise dans la guerre.

Mais cette intransigeance plaît à une grande partie de l'opinion exaspérée par la multiplication des attentats attribués au PKK dans l'ouest du pays et violemment hostile à toute concession aux revendications kurdes. Pour beaucoup, l'autonomie serait un premier pas vers la désintégration du pays. Tansu Ciller se pose volontiers en Margaret Thatcher, la Dame de Fer impitoyable face à l'IRA. Elle n'hésite pas non plus à l'occasion à verser une larme devant les caméras, jouant les faibles femmes pour émouvoir les téléspectateurs: « Je n'ai qu'un seul but, servir ma patrie, empêcher la division de la nation, du drapeau et du Coran. »

Avec les élites le courant ne passe plus.

La presse, au début très bienveillante, critique avec virulence ses multiples gaffes, sa méconnaissance des dossiers et des réalités du pays. « Elle est certes riche, blonde, ambitieuse, mais aussi ignorante, maladroite et menteuse », écrit Yavuz Gokmen, éditorialiste de *Hurriyet*. Tansu Ciller est notamment attaquée sur l'ampleur du patrimoine accumulé avec son mari, de façon pour le moins peu claire, en trente ans d'activité professionnelle. Lors de son arrivée au pouvoir, elle reconnaissait posséder quelque 100 millions de francs en titres et obligations ainsi qu'une dizaine de villas, d'appartements et de terrains à bâtir à Istanbul autour du Bosphore. Des quotidiens réputés sérieux, comme

Milliyet et *Cumhuriyet*, l'accusent, documents à l'appui, d'avoir dissimulé au fisc l'étendue réelle de ses biens, notamment aux Etats-Unis où le couple possède un hôtel et un centre commercial à Salem près de Boston. Son mari se justifie en affirmant qu'il doit penser à l'avenir de leurs deux enfants. « Cela signifierait-il que le couple n'a pas confiance dans l'avenir du pays ? », s'interroge la presse. La mise au point a été peu appréciée dans l'opinion publique comme au sein de la classe politique. D'autant que madame le Premier ministre appelle les émigrés à rapatrier leurs avoirs...

Marc SEMO
et Musa AKDEMIR à Istanbul

Paris tire Ankara vers l'Europe

Le Premier ministre turc Tansu Ciller se déclare satisfaite de sa première visite officielle en France. L'un des objectifs prioritaires de son pays est de réaliser la pleine union douanière avec l'Union européenne d'ici la fin de l'année prochaine. Lors de sa rencontre avec Edouard Balladur, elle a reçu le soutien des autorités françaises qui présideront l'UE pendant le premier semestre 1995. Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé s'est, pour sa part, déclaré convaincu de la « vocation européenne » de la Turquie.

Le ministre français des Affaires étrangères a néanmoins tenu à rappeler à propos du problème turco-kurde qu'il n'y avait pas de « solution qui soit uniquement sécuritaire ». Interrogée sur les violations des droits de l'homme et notamment les poursuites pour délits d'opinion, Tansu Ciller a répondu que « la Turquie est un Etat de droit » tout en reconnaissant qu'il fallait changer certains articles de la Constitution. « Cela mon gouvernement ne peut le faire seul: nous avons besoin du soutien de l'opposition ». M.S.

LE FIGARO - 23 juillet 1994

Tansu Ciller en visite officielle à Paris



Le chef du gouvernement d'Ankara a déjeuné hier avec le Premier ministre, Edouard Balladur.
(Photo P. Wojazer/Reuter.)

Coopération turco-européenne à l'ordre du jour

Condamnant le séparatisme kurde, Alain Juppé a affirmé : « Nous sommes attachés à l'intégrité territoriale de la Turquie. »

Le premier ministre turc, Tansu Ciller, a entamé hier à Paris une visite officielle de trois jours en France, à l'invitation du premier ministre Edouard Balladur.

Le chef du gouvernement d'Ankara a été reçu hier matin par le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, avant d'être l'hôte à déjeuner du premier ministre, Edouard Balladur. Au menu, les questions économiques et financières.

Les discussions tant au Quai d'Orsay qu'à Matignon ont porté sur la mise en place de l'Union douanière entre les Douze et la Turquie. Alain Juppé a assuré que « la présidence française de l'Union européenne (1^{er} semestre 1995) fera en sorte que l'Union douanière puisse se mettre en place. Il faut également trouver les moyens de débloquent les protocoles financiers dont la Turquie n'a pas pu bénéficier depuis plusieurs années », a-t-il souligné.

Evocant les relations franco-turques dans les domaines politiques et économiques, M. Juppé les a qualifiées d'« aussi bonnes que possibles ». Le problème du Kurdistan turc a également été évoqué. Réagissant à la lutte menée par l'armée régulière turque contre le parti séparatiste kurde (PKK), Alain Juppé a affirmé « nous condamnons les actes de terrorisme ainsi que le séparatisme. Nous sommes attachés à l'intégrité territoriale de la Turquie », ajoutant qu'il n'y avait pas de « solution qui soit uniquement sécuritaire ». « Nous faisons confiance dans l'Etat de droit qu'est la Turquie », a déclaré le ministre. (AFP.)

Le premier ministre turc à Paris**M^{me} Ciller cherche l'appui de la France à sa politique économique**

Le premier ministre turc, Tansu Ciller, a entamé, jeudi 21 juillet au soir, une visite de deux jours à Paris à l'invitation d'Edouard Balladur. M^{me} Ciller devrait chercher le soutien de la France à son programme de redressement de l'économie turque et à sa volonté de rapprochement avec l'Union européenne.

ISTANBUL

de notre correspondante

Derrière le sourire permanent de M^{me} Ciller, que la presse turque dit d'acier, se cache une politicienne habile et déterminée, qui dément jusqu'ici les sombres pronostics de ses détracteurs quant à sa longévité aux affaires.

Son maintien comme chef du gouvernement, à l'issue d'une année mouvementée à la tête de la fragile coalition formée par son Parti de la juste voie (DYP) et le Parti populaire social-démocrate (SHP), est cependant l'un de ses rares succès incontestés. Au cours de cette période, l'économie de la Turquie a connu une crise grave, les rapports sur les violations des droits de l'homme se sont multipliés et les islamistes du Parti de la prospérité (RP) ont marqué une avance spectaculaire lors des élections municipales en mars. Le parti de M^{me} Ciller, avec seulement 21 % des voix, maintient de justesse sa première place.

Au fil des mois, les illusions de ceux qui avaient cru élire une vraie réformatrice se sont évaporées. Sans base solide au sein

de son propre parti, M^{me} Ciller a choisi la voie du populisme et le soutien de l'armée pour asseoir son pouvoir. Elle a fait de la lutte contre les combattants du PKK, populaire auprès de la droite conservatrice, son cheval de bataille, se prévalant des bilans sanglants des opérations des forces de sécurité contre le terrorisme et rejetant les accusations de violations des droits de l'homme portées par de nombreuses organisations et gouvernements occidentaux. M^{me} Ciller a récemment laissé entrevoir la possibilité de droits culturels pour les Kurdes - éducation, radio et télévision - mais aucune mesure concrète n'a pour l'instant été prise.

L'union douanière avec l'Europe

L'économie, son domaine, s'est révélée son plus grand handicap. La devise nationale a perdu plus de 50 % de sa valeur depuis janvier. Toutefois, le programme d'austérité annoncé le 5 avril a reçu l'approbation du Fonds monétaire international, qui versera à la Turquie 742 millions de dollars sur une période de quatorze mois. Trois mois après l'entrée en vigueur de son plan de redressement, M^{me} Ciller a pu annoncer quelques résultats positifs - notamment la réduction du déficit budgétaire, la stabilisation de la livre turque et une diminution de l'inflation mensuelle - qui ont cependant été reçus avec scepticisme par de nombreux industriels et plusieurs centaines de milliers de récents chômeurs.

Les révélations récentes faites par la presse sur la fortune de M^{me} Ciller, qui a acquis plusieurs propriétés aux Etats-Unis, dont un hôtel et un centre commercial, n'ont pas contribué à sa popularité, surtout à un moment où le premier ministre exhortait ses concitoyens, notamment les travailleurs en Europe, à placer leur confiance dans la monnaie nationale. Mais, une fois de plus, le premier ministre s'est tiré de ce mauvais pas en évitant l'ouverture d'une enquête parlementaire sur sa fortune personnelle et en imposant à tous les partis et à leurs dirigeants d'ouvrir leurs comptes pour inspection.

A Paris, M^{me} Ciller, qui est accompagnée du ministre en charge de l'économie, Aykon Dogan, ainsi que du ministre des transports et de responsables du trésor et du commerce extérieur, doit rencontrer notamment MM. Balladur et Juppé. A l'ordre du jour de leurs discussions devait figurer l'union douanière avec l'Europe, prévue en principe pour la fin 1995, ainsi que l'échéance plus lointaine d'une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Les responsables turcs espèrent obtenir l'appui de la France pour surmonter leurs difficultés économiques. Il sera donc question des investissements français en Turquie, notamment dans le domaine de l'automobile. La question kurde et celle des droits de l'homme figureront également à l'agenda.

NICOLE POPE

Brüchige Einheit im autonomen Kurdistan**Die Islamisten als Machtfaktor im Nordirak**

Einen Monat nach dem Abflauen der blutigen kurdischen Bruderkämpfe im Nordirak haben die Volksvertreter und die international nicht anerkannte Regierung der Kurden ihre Tätigkeit wieder aufgenommen. Die kurdische Führung ist darum bemüht, eine von mehreren Parteien getragene Verwaltung zu bilden. Eine Schlüsselstellung in den Verhandlungen nimmt die religiöse Islamische Bewegung Irakisch-Kurdistan ein.

it. Nach dem Ausbruch des jüngsten kurdischen Bruderkriegs im Mai haben erstmals die Kurdische Demokratische Partei (KDP) von Masud Barzani und die Islamische Bewegung Irakisch-Kurdistan (IBIK) eine Allianz gebildet. Zahlreiche der von der Patriotischen Union Kurdistan (PUK) einige Monate zuvor nach Iran vertriebenen IBIK-Kämpfer kamen, ausgerüstet mit iranischen Waffen, zurück und vertrieben die Kämpfer der PUK. Das militärische Gleichgewicht zwischen den beiden wichtigsten kurdischen Parteien im Nordirak hatte sich damit zugunsten der KDP verändert.

Aufsplitterung in regionale Machtsphären

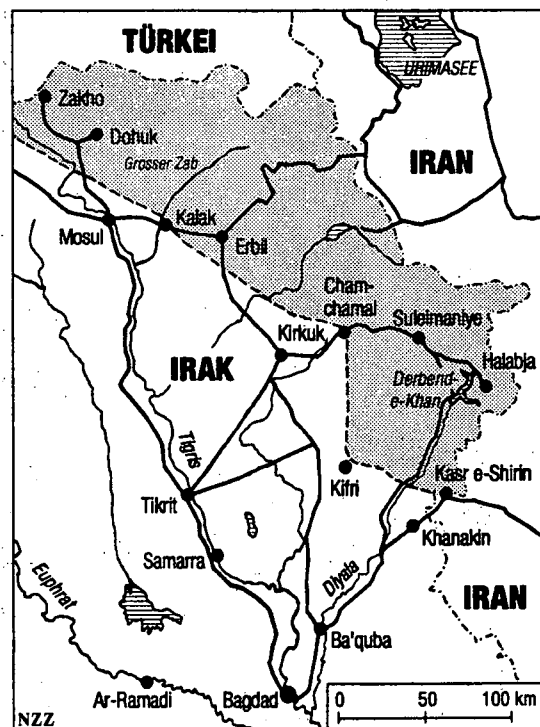
Von einer Beteiligung der IBIK in der kurdischen Lokalregierung im Nordirak war erstmals Anfang dieses Jahres die Rede. Damals traf sich die gesamte kurdische Führung des Nordiraks mit Vertretern der irakischen Opposition, des Irakischen Nationalen Kongress (INC), zu Beratungen über diese Frage in der auf einem hohen Hügel gelegenen Kleinstadt *Salaheddin*. Am 17. Januar wurde vereinbart, dass die IBIK künftig an allen Entscheidungen der kurdischen Führung beteiligt werden müsse. Sie sollte in der kurdischen Lokalregierung einen Kabinettsitz erhalten und ihre Kämpfer in die gemeinsame Armee eingliedern. Dieses Abkommen, das die kurdischen Muslime damals als Sieg feierten, wurde allerdings nie verwirklicht.

Die blutigen Kämpfe zwischen den kurdischen Parteien im Monat Mai hatten sämtliche Vereinbarungen ausser Kraft gesetzt und das nordirakische Gebiet unter kurdischer Verwaltung in drei Regionen geteilt. Die Provinz *Dohuk* im Norden steht unter der Kontrolle der grössten kurdischen Partei des Nordiraks, der KDP. Kaum ernsthaft angefochten ist in der südlichen Provinz *Suleimaniya* die Herrschaft der zweitgrössten politischen Kraft, der PUK. Die Herrschaft über das verbleibende, rund zehn Kilometer breite Gebiet entlang der iranischen Grenze wird sowohl von der PUK als auch von der KDP im Verbund mit der IBIK beansprucht. Nach heftigen Kämpfen in diesem Gebiet hat sich seit dem Waffenstillstand im Juni die Lage wieder normalisiert. Am 29. Juni hat nach einer zweimonatigen Unterbrechung das kurdische Parlament wieder getagt. Kurz danach trat auch das Kabinett zusammen. Die kurdische Führung versprach der Bevölkerung, in einer neuen Koalition mehr Parteien zu integrieren und die bisher weitgehende Abhängigkeit der Verwaltung von den beiden grossen Parteien zu vermindern. Voraussichtlich wird die IBIK in der künftigen Regierung eine Schlüsselposition einnehmen.

Die Beteiligung der Islamisten an der Regierung empfindet *Ibrahim Tahir*, der starke Mann innerhalb der IBIK, als selbstverständlich. Schliesslich sei seine Partei die drittgrösste Kraft in Irakisch-Kurdistan, sagt er selbstsicher. Dabei verheimlicht er aber, dass auf die IBIK bei den ersten freien Wahlen in der Region 1992 lediglich 4,7 Prozent der Stimmen entfielen.

Die irakischen Kurden haben ein für Aussenstehende oft zwiespältiges Verhältnis zum Islam. Obwohl in ihrer überwältigenden Mehrheit Muslime, suchen ihre Gelehrten in Gesprächen dennoch zu beweisen, dass die Kurden mit den muslimischen benachbarten Völkern wenig gemeinsam haben. Bezeichnend für ihr Verhältnis zum Islam war etwa, dass nach der Bildung der kurdischen Verwaltung in Erbil viele Intellektuelle sich auf die alte, angeblich wirkliche kurdische Religion besannen. Sie betonten, dass die Kurden ehemals Yeziden waren und erst relativ spät zum Islam bekehrt wurden. Die Kurden verbinden mit dem politischen Islam unangenehme Erinnerungen; angefangen bei den Feldzügen der Araber, den Überfällen der Perser, der Besetzung durch die Osmanen bis hin zum teilweise auch religiös begründeten Terrorregime Saddams.

Nach der Rückkehr der kurdischen Flüchtlinge aus Iran und der Türkei 1991 hat die IBIK ihren



Einfluss vor allem in den östlichen, entlang der iranischen Grenze gelegenen Gebieten um *Halabja* und *Raniya* gefestigt. In Irakisch-Kurdistan brauche sich niemand vor dem radikalen Islamismus zu fürchten, betont Tahir. Die Kurden des Iraks seien, von einer kleinen schiitischen Minderheit abgesehen, ausnahmslos sunnitischer Glaubensrichtung und daher eher auf die Erhaltung von Traditionen bedacht. Vorrangiges Ziel der IBIK sei die Verteidigung des kurdischen Staats im Nordirak und der Jihad gegen den Bagdader Tyrannen Saddam Hussein. Seit ihrer Gründung 1978 lehnt die IBIK jedes Gespräch mit dem Bagdader Regime ab.

Zankapfel zwischen den Parteien

Was die PUK im vergangenen Dezember dazu getrieben hat, gegen die IBIK mit Waffen vorzugehen, ist umstritten. Sicher ist, dass die Gefechte im traditionellen Einflussgebiet der IBIK besonders blutig waren. Aus den Grenzgebieten flohen immer mehr IBIK-Mitglieder nach Iran, die Parteiführung sprach von Massakern. Barzani schaltete sich in den Konflikt ein und erklärte öffentlich, die Islamisten stünden künftig unter dem Schutz der KDP. Die IBIK hat damals ihr Hauptquartier aus der östlichen Stadt Raniya nach Salaheddin verlegt. Damals zog auch der

achtzigjährige Parteivorsitzende, *Scheich Osman*, von Halabja nach Salaheddin um. Talabani, der Parteiführer der PUK, war der Meinung, die IBIK sei ein Instrument in den Händen der Iraner und stelle daher eine grosse Gefahr für die kurdische Region dar. Iranische Truppen beschiessen das Grenzgebiet seit einem Jahr in regelmässigen Abständen. Anfänglich wurden diese Angriffe damit begründet, dass sich das Hauptquartier von iranischen Oppositionellen in dieser Region befinde. Indirekt leisteten sie damit der IBIK Schützenhilfe. Der PUK-Führung war deshalb jedes Mittel gegen die IBIK recht. Barzani war diesbezüglich gemässigter.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 25, 1994

Saudi Says Riyadh Aided Iraqi Atom Plan

Reuters

LONDON — A former Saudi Arabian diplomat has told The Sunday Times of London that his country helped pay for Saddam Hussein's nuclear program in Iraq as part of a secret 20-year campaign by Riyadh to acquire its own nuclear weapons.

The newspaper carried a lengthy report under a front-page banner headline: "Britain's Gulf War Ally Helped

Saddam Build Nuclear Bomb."

A spokesman for the Saudi Arabian Embassy in London said he could not comment on the matter, and British Foreign Office officials said they were not aware of the report.

The paper said Mohammed Khilewi, second in command at the Saudi mission to the United Nations in New York until he defected in May and sought po-

litical asylum in the United States, had shown it some of the 13,000 official Saudi documents he took with him when he left.

One of them, the paper said, was a transcript of a secret desert meeting he attended between Saudi and Iraqi military teams in 1989, a year before Iraq's invasion of Kuwait, which led to the Gulf War.

At the meeting, the Saudis

pledged funding for President Saddam's nuclear program and handed over specialized equipment that Iraq could obtain nowhere else, the paper said.

The Sunday Times said the documents showed the Saudi rulers had given Mr. Saddam up to \$5 billion for the nuclear program. In return, the Iraqis were to share the technology they acquired with Riyadh.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0190 4 I 0213 IRK /AFP-TJ05

Irak-kurdes

20 personnes tuées dans des combats inter-kurdes dans le Kurdistan irakien

ERBIL (Irak), 25 juil (AFP) - Vingt personnes ont été tuées et plusieurs blessées dans des affrontements qui ont opposé la semaine dernière les deux principales formations kurdes dans le nord de l'Irak, a indiqué lundi le "ministre de l'Intérieur" kurde, Yunis Roshbeanyi.

Seize personnes ont été tuées le 19 juillet lorsque des membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) se sont affrontés dans le village de Beharka, près de la ville d'Erbil, dans le centre du Kurdistan, selon lui.

Quatre autres personnes ont été tuées à Erbil même, lorsqu'une dispute sur l'eau a pris une tournure politique, a-t-il ajouté.

Des affrontements sporadiques ont également été signalés à Qalat Diza, un village proche de la frontière iranienne, mais les deux formations n'ont pas fait état de victime.

Le PDK et l'UPK se sont rejettés la responsabilité des combats.

Le PDK et l'UPK ont annoncé samedi à Paris être parvenus à un accord pour mettre un terme à leurs affrontements, prévoyant notamment de nouvelles élections législatives pour mai 1995, et la réorganisation de l'armée kurde.

ta/mch/sp

AFP /J00245/251518

JUL 94

Turkish Probe June 24, 1994

5

A Country of Mystery Murders

Ismet G. Imset

"T urkey has come face to face with an expanding movement of terrorism which has turned into a militia movement. We know the names of the businessmen and artists from whom money is being extorted by the PKK. We will make them pay."

When Prime Minister Tansu Çiller first made this statement in Istanbul on Nov. 4, 1993, it was not clear what this senior state official was referring to.

But exactly two months after this statement, Kurdish businessman and suspected drug trafficker Behçet Cantürk was kidnapped along with his driver, while heading home in Istanbul. The two were tortured and killed. Their bodies were found later on the Sapanca road.

On the night of Jan. 24, Cantürk's attorney Yusuf Ekinci never returned to his house at Oran, Ankara, either. Two days later his body was found on the Konya road.

Sitting in a coffee shop in the Sehremini district of Istanbul on March 26, Kurdish-origin Fevzi Arslan and his cousin Şahin were "picked up" by four people who identified themselves as police officers.

A day later, their bodies were found in Hendek district. On May 8, Kurdish-origin bureaucrat Namik Erdoğan also went "missing." Three days later, his family was informed that his body had been found on the Ankara-Kırıkkale road.

Savaş Buldan, Adnan Yıldırım and Hacı Karay, all of Kurdish origin and suspected supporters of the Democracy Party (DEP), were leaving an Istanbul gambling house at around dawn last month.

Seven people, dressed in plain clothes and identifying themselves as policemen, put them into cars at the exit. Days later, the bodies of the three were found near the western city of Bolu. All had been tortured and later killed.

According to the popular weekly Aktuel magazine, in each killing the assailants had used Israeli-made Uzi guns. A report filed by Ayşegül Işcan and Şenol Konukçu said last week that Buldan's brother Necdet claimed the three had first been driven to the Prime Ministry firing range in Sapanca forest and tortured.

Later, they were all shot in the back of the head. Indeed, people have been paying in Turkey and paying very heavily.

All of those who have "paid" are of Kurdish origin and, where officials are concerned, people heavily suspected by the police of providing financial assis-

tance to Kurdish activists. Kurds and Kurdish businessmen are more and more turning into the target of anger.

Mehmet Sincar was a DEP deputy and as he toured Batman province to investigate "mystery killings" last year, he was approached by an unidentified gunman and killed.

About a week later, a bomb came flying into a house where Leyla Zana, another MP from the same party, was staying. She was spared certain death, having decided to go upstairs just before the explosion.

According to Amnesty International, perhaps the most respectable rights watchdog group which many governments love to hate, "death-squad-type killings are reported almost daily" in Prime Minister Tansu Çiller's Turkey.

The right to live, for Turkish and Kurdish dissidents, is almost non-existent.

The Kurds are especially paying.

In New York, which she recently visited along with a large entourage of officials on a "personal" trip, Çiller was to boast to a group of Turkish journalists that her government "has done in 10 months what other governments have failed to do in 10 years."

Indeed this is true.

If one forgets that more than 350 people have fallen victim to mystery murders, if one forgets that some 70 DEP activists have been slain, if one forgets that Turkey has turned into a country where, in Amnesty's words, "the situation gets graver by the hour."

One can even forget that at least 24 people have "disappeared" without trace this year or that many more have been abducted and their bodies found later. Or that 900 villages have been forcefully evacuated or that 12,000 or so Kurds have run off to Iraq.

But it seems impossible to forget the overall damage inflicted on Turkish democracy with what is going on.

With the recent persecution of Kurdish businessmen and politicians, with the closure of DEP and the consequences of the case and with the killings, which no one seems to investigate or care about any longer, Turkey risks becoming a country of fear -- a country of mystery deaths and abuses...

Something no one, not a single citizen of this republic, can accept. ■

Turkish Probe June 24, 1994

9

Sanberk Back in Iraq for Difficult Mission

Just a little over two months since he was last in Baghdad, Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk traveled back to the Iraqi capital on Wednesday for talks aimed at resolving the question of flushing the Kirkuk-Yumurtalık pipeline between the two countries.

This pipeline has been out of service since the United Nations imposed sanctions on Iraq immediately after the latter invaded Kuwait in 1990.

Turkey is concerned in the first instance about the corrosive effect of 12 million barrels of oil caught in the pipeline, in which it has a strong economic stake.

But neither is Ankara overlooking any financial and economic advantages that will accrue from the flushing of the pipeline, given that Turkey puts its total financial losses to date from the U.N. sanctions on Iraq at around \$20 billion.

Especially when Ankara says Iraq owes it 3.8 million barrels of oil and argues that the flushing procedure may also be a legal means of getting hold of this.

Sanberk's mission this time however is more difficult than was the case during his first visit in mid-April when he was welcomed warmly in Baghdad for being the representative of a country apparently trying to break ranks on the sanctions issue with its allies in the international coalition against Iraq. But it has become apparent since that visit, which was followed by Sanberk's visit to Washington and New York early this month, that Turkey is not in a position to break ranks with the coalition in any way and that the flushing procedure can only be carried out under U.N. auspices and according to stiff U.S. demands.

In addition to this the Security Council still has to approve a resolution permitting Ankara to carry out the flushing procedures -- which basically means cleaning out the rusting 616-mile (985 km) pipeline.

The United States, for its part, has been willing in principle to let Turkey flush the line of corrosive oil but fears the consequences of the easing of the sanctions regime against Iraq. Washington's concern is heightened by the awareness that two Security Council members, Russia and France, are waiting on the sidelines to see how this debate ends.

Both countries have given signals in the recent past that they too are interested in an easing of the sanctions on Baghdad. Seeing Ankara acting in this way with the United Nations and Washington has clearly angered the Iraqi leadership.

This anger increased further when the mandate for the allied operation based in Turkey and known as Provide Comfort was renewed. This operation aims to protect the northern Iraqi Kurds and other

minorities in the region against the wrath of forces loyal to Saddam Hussein and has been continuing since a little after the end of the Gulf War in 1991.

Iraqi anger was almost immediately apparent when Baghdad denounced the Turkish Parliament's decision to renew the Provide Comfort mandate.

This anger also extended to a recent statement by Turkey's Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman when he pointed out Ankara's belief in the necessity of dialogue between the Kurds in northern Iraq and the Baghdad government.

"...such talk is unwanted interference in Iraq's internal affairs," the official newspaper al-Qadissiyah said in a front-page editorial referring to this statement.

Qadissiyah also blasted Turkey for allowing U.S., British and French planes to use its bases to enforce the so-called safe-haven and a no-fly zone in northern Iraq.

In a separate editorial last week, Qadissiyah said Turkey would lose out financially if it adhered to the U.N. sanctions on Iraq.

Qadissiyah newspaper said Turkey's compliance with Western allies in keeping the embargo on Iraq unchanged would backfire, threatening Ankara's national security.

"Turkey lost... and will continue losing a great deal," the paper said in a front-page editorial.

This is the backdrop against which Sanberk's visit to the Iraqi capital is taking place this time.

Among the points which Turkey has to convince the Iraqi leadership to accept this time are:

- Putting 30 percent of the oil revenues resulting from the flushing into a U.N. escrow fund for Gulf War victims and other expenses.

- Putting all the revenues from the oil into the U.N. escrow account first, including those that Turkey will use to purchase food, medicine and other goods for Iraq.

- Making up a list of humanitarian goods to be purchased with the oil revenues before the resolution on the flushing is adopted, and taking some other undisclosed measures to make sure the supplies are distributed equitably.

So far Iraq has rejected all conditions, saying these represent an interference in its sovereign rights and that the revenue is desperately needed for supplies.

Turkey wants to begin the flushing process in July, and complete it sometime in October.

But Baghdad's consent is necessary to pump out about 12 million barrels of oil trapped in the pipeline and then conduct further flushing using more than an additional 12 million barrels of fresh oil.

In this respect it is anybody's guess what kind of results Sanberk will secure in Baghdad this time. ■

DEP: Turkey is using chemical weapons against Kurds

Kartal and Yiğit claim at CSCE briefing that Turkey is determined to 'extinguish the Kurdish race' by 'a form of genocide'

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- During the last day of their two-week stay in Washington, former DEP deputies Remzi Kartal (Van) and Ali Yiğit (Mardin) have delivered their most serious accusations yet against the Turkish government during a congressional briefing sponsored by the Commission on Security and Cooperation in Europe (CSCE).

Concentration camps

Kartal and Yiğit, in a joint statement, claimed that Turkish soldiers have set up concentration camps for Kurds in the Southeast. An article titled "Turkey: From Human Rights Violations to Setting Up Internment Camps" written by TDN's International Division director, İsmet G. İmset, was reprinted, distributed at the CSCE briefing and used by the two former deputies as reference material for their claims. "No outsiders are allowed to see these (concentration camps)," Kartal and Yiğit said, "but according to Turkish journalist and editor İsmet İmset, there are now at least three camps. Two camps are in the Diyarbakır province — one in the village of Damlatepe and the other in Topçular near Hani. The other camp is in the Şırnak province in the Mezra region near Beytüşşebab."

Chemical weapons

The two former DEP deputies went on to suggest that Turks have even used chemical weapons. "Starting on July 6, Turkish troops have been destroying villages in Hani, Genç and Lice. There are reports that even chemical weapons have been used against the Kurds." The deputies did not specify what the "chemical weapons" in question might be. A confidential source told TDN that what the deputies refer to as "chemical weapons" might be napalm bombs allegedly dropped by the Turkish Air Force on PKK's mountain strongholds.

Although napalm has devastating chemical effects it is not classified as a "chemical weapon" as such by international authorities, the source said. At the time of writing it was not possible to confirm one way or the other if genuine chemical weapons — like nerve gas — have been used by the Turkish security forces against the PKK guerrillas or Kurdish civilians.

Strong accusations

The deputies went further and accused the Turkish government of genocide: "Turkey's determination to culturally and politically extinguish the Kurdish race, if not by forced assimilation then through forced detainment and death, constitutes a form of genocide." The deputies called on the CSCE: 1) To use the Vienna Human Dimension Mechanism to request information from Turkey concerning its human rights record and the closing of the DEP. "The need to call for such a bilateral meeting is urgent." 2) That a mission of three

rapporteurs from the resource list established by the Moscow Human Dimension Mechanism be sent to investigate the plight of the Kurds in "Turkish Kurdistan" immediately. 3) That a mission of long duration be established in Diyarbakır to monitor and report "the abuses visiting the Kurds." 4) That the governments of CSCE member states "recognize us as the duly elected representatives of the Kurdish people."

Alternative: Civil War

"If the CSCE enforces its charter and holds the Turkish government accountable, it will pave the way for peace, help resolve the Kurdish question and lay the foundations for a lasting democracy," the former DEP deputies said. And they warned: "The alternative is a civil war in which both the Kurds and the Turks will be real sufferers."

DEP's host country: Belgium

Kartal and Yiğit said that they were sup-

ported by the "International Bureau for Solidarity with DEP" in Brussels, Belgium. "This bureau was opened by Belgian Senators in April of 1994. Our parliamentary colleagues in our host country wanted us to have a voice abroad to keep the democratic aspirations of the Kurdish people alive. We are grateful to them," they said. The press kits distributed at the briefing had labels that showed International Bureau for Solidarity with DEP, Avenue Louise 129 A-1050, Bruxelles, Belgique. During the question and answer session, when confronted by a American Turkish Council member concerning the source of their financing, Kartal said they depended on DEP properties and their own finances, as well as the support of "Kurdish patriots." A confident Kartal emphasized that the DEP was being backed by Kurds in Europe and the U.S. "You should have no doubts on this," he said.

A CSCE briefing with pro-Turks?

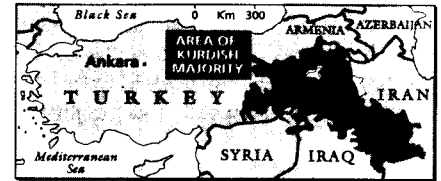
Remarks made at the briefing referred to the fact that the CSCE during the last year always invited pro-Kurdish speakers to brief Washington's decision makers. One CSCE meeting, intended to bring together in Washington such Turkish politicians as Erdal İnönü with Kurdish representatives on May 15, did not take place when the Turkish parliamentary delegation scrapped the whole affair over their objection to the identity of the Kurdish representative in question, i.e. Kendal Nezan of the Kurdish Institute of Paris.

After today's briefing, a source close to the CSCE told TDN that the CSCE also probably agreed that it was time to invite Turkish politicians and decision makers to a similar briefing in Washington, to let them tell their side of the story and defend themselves against the numerous charges made during the previous CSCE briefings. Such a briefing might take place as early as this fall, TDN was told. Former DEP deputies Kartal and Yiğit left Washington for Belgium this evening.

THE ECONOMIST— JUNE 25TH 1994

The stateless nation

Denied their own country, harried in Iraq and Iran, the Kurds should at least have full civil rights in Turkey



TURKEY likes to portray itself as an oasis of democracy and stability in a desert of dictatorships and strife. It is a claim that has been looking stronger in recent years, but is now being undermined. If Turkey wants to be taken seriously as a democracy, especially one eligible for membership of the European Union, it will have to pay greater respect to its citizens' rights.

Four charges can be levelled at the government. First, a military campaign against separatist Kurds in the south-east is being conducted with increasing severity, making life hell for thousands of innocent villagers caught in the middle. Second, some ugly clauses in the constitution are being invoked in order to lock up elected deputies who are deemed sympathetic to Kurdish separatism (a dozen have recently been arrested or chased abroad). Third, Turkish writers who have annoyed the government with their pen are still liable to arrest under laws that should have no place in a democracy. Fourth, Turkey's prisons and police stations still witness—in the words of Amnesty International—"systematic, widespread and routine" torture.

The Kurds seem fated to be history's losers. They number more than 20m. They have a language and an identity. By most yardsticks, they qualify for nation-statehood. When the West saw what a defeated Saddam Hussein was still doing to the Kurds in Iraq, they took a sudden step nearer to having a patch of their own: the western powers started providing protection for a Kurdish enclave in northern Iraq. Many Kurds wistfully see the enclave as the germ of an independent state.

They are doomed to disappointment. It is utterly unrealistic, in the foreseeable future, to expect any of the three main countries with large Kurdish populations—Turkey, Iran and Iraq—to agree to the idea of a Kurdish state. The Kurds are fractious. And none of the countries involved would voluntarily give up territory to an independent Kurdistan.

So the future, if it is to be peaceful, inevitably lies in the

Kurds' integration within existing states. That is not the view of the Kurdistan Workers' Party (PKK), the Stalinist faction against which the military campaign is aimed. The PKK is overtly secessionist and violent—and not very representative. The Turkish government, *sotto voce*, says it must use harsh methods to quash the PKK, after which it will give patriotic, law-abiding Kurds a kinder deal. In the process it is probably winning new recruits for extremism, and jeopardising any gains made in the past. Despite years of discrimination, the Kurds in Turkey are more successfully woven into the fabric of society than in neighbouring countries. Though Kurds probably make up a fifth of Turkey's 58m people, nearly a third of Turkey's members of parliament, including its foreign minister, are of Kurdish background. Nonetheless, official promises of better treatment for Turkey's Kurds usually come to nothing.

Fine abroad, poor at home

Abroad Turkey looks good. It is a valuable member of NATO. It is a restraining influence in two turbulent regions nearby, the Caucasus and the Balkans. Though bitter about the West's failure to help Bosnia's Muslims, it has set a good secular example to its Muslim neighbours. Its relations with Greece remain scratchy, but even on the question of Cyprus it has been sounding more flexible. Muslim fundamentalism in Turkey is rising, but the country still looks westwards for ideas and approval.

The West, though, will find it hard to respond favourably unless Turkey grows more tolerant, not just towards its Kurds but towards all its dissidents. The law which holds that any questioning of the unitary state is treason should be scrapped. Indeed, if the south-east wants more autonomy, it should have it. Everyone should have wider freedom of expression, and Kurdish should be allowed in schools and newspapers. Dreams of joining the EU will remain just dreams unless Turkey starts to look more convincingly like a western democracy.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0350 4 I 0148 TUR /AFP-CB72

Turquie-Kurdes

51 rebelles kurdes et 11 soldats turcs tués en 48 heures

ANKARA, 26 juil (AFP) - Cinquante-et-un maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et onze soldats turcs ont été tués depuis dimanche lors d'accrochages et d'opérations des forces de l'ordre dans le sud-est anatolien, a-t-on appris mardi de source officielle.

Les heurts ont eu lieu dans les régions de Hakkari, Sîrnak, Bitlis et de Diyarbakir (chef-lieu de la région), selon la super-préfecture de cette ville responsable de la lutte contre le PKK.

Plus de 400 personnes --militaires, policiers, civils et rebelles-- ont été tuées depuis le début du mois dans cette région, à majorité kurde, selon une compilation établie par l'AFP à partir des chiffres officiels. Plus de 13.650 personnes ont perdu la vie depuis le déclenchement de la rébellion du PKK en août 1984.

YM/bw

AFP /J00245/261739

JUL 94

Çiller in France: Success abroad, chaos at home

Prime Minister's ability to convey important messages to French officials and public opinion was shadowed by the domestic problems which accompanied her on her 'image-building tour'

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

PARIS/ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller was justified in calling her visit to France a success, had domestic problems — her personal wealth and the cabinet reshuffle — not accompanied her on the trip. Çiller's ability to convey important messages on Turkish human rights and Turkey's European vocation to French official circles and, more crucially, to French public opinion, was shadowed by an urgent need for clearer explanations on those two domestic issues.

While Çiller was able to give clear messages to the French, the same clarity was not seen on two key questions being asked by the Turkish journalists accompanying her on the visit: "Will she, or won't she bring her wealth to Turkey?" or "Will she, or won't she keep Hikmet Çetin as the foreign minister?" Admittedly, Çiller is not the sole object of either question. With reference to the question on her wealth, it is no secret that she and her businessman husband Özer Çiller have a disagreement.

Özer Çiller, speaking to a journalist and a businessman on his way to Paris, admitted that he was unwilling to bring their property to Turkey from the United States. "She will be the prime minister for a few years, and then what?" he reportedly said. "Is there any guarantee that I can buy the same property there in five years time? Is it right to ask a private citizen — which is what I am — to suffer financial bereavement?"

But when he was quoted in a front page story as saying he would not allow "a single item of his property to be brought to Turkey," Özer Çiller, something of a media personality, made retractions.

"This is a political decision, and I am not a political personality. The decision is hers and I will carry out what she decides to do," he said, somewhat ruefully.

Sources close to the Çiller couple hint that the prime minister and her husband disagree on the issue. A cartoonist has called the conflicting remarks — another daily quoted both Çillers as saying that they would bring their wealth to Turkey — as "The Last Tango in Paris", in which the couple have been locked in a two-steps-forward-one-step-back dance on whether to bring back their wealth or not.

Neither is the second question, relating to the future of Çetin, up to Çiller. In fact, many of the talks between Karayalçın and his new choice for foreign minister, Mümtaz Soysal, transpired without Çiller's knowledge. It was reported by bureaucrats that Çiller learned about Soysal's demands from secondary sources and from the papers. She made her irritation known when asked about the change in the cabinet:

"I do not intend to reply to speculations, which is all I am faced with at the moment. I have no information other than that." Pressed further on whether she knew about the offer to Soysal in particular, and cabinet changes in general, she replied, with guarded restraint, that they "had discussed cabinet change but had talked of principles rather than going through names." "I was planning to talk to Karayalçın but I could not," she said before she arrived in Istanbul, where Karayalçın was also to be found.

But questions on whether Soysal had "special requests" have met with Çiller's "no-nonsense" voice:

"We have signed a protocol which we have no intention of changing," Çiller said. "Foreign policy is part of the government program ... I do not see why the Foreign Ministry is taken as a different entity."

But aware of the graveness of the debate, Çiller cut short her trip to Paris and returned to Istanbul half a day early. This meant the cancellation of her interviews with leading media representatives, but Çiller's aides said that, despite the lack of individual interviews, her trip had been successful "PR-wise."

It would not be far off the mark to conclude that "PR-wise" Çiller's "image-making" visit to Paris was one of the most successful of her tours. Due to tight security taken by the French police and the fact that the French government has banned the Kurdistan Workers' Party (PKK) and its affiliates, the visit was not overshadowed by Kurdish demonstrations, as was the case in her visit to Germany.

Another point of satisfaction to Çiller was that unlike in the United States, the French media showed considerable interest in the first visit of Turkey's first female foreign minister. This was in part due to Çiller's clear messages. In an interview with *Le Figaro*, Çiller said: "Isolate Turkey and fundamentalism infiltrates to the only secular democracy of the Moslem world" — playing to the fundamentalism worries of France in the wake of the troubles in Algeria.

On human rights and terrorism

Çiller and her aides had said at the beginning of the visit that she aimed to correct "misconceptions in France" regarding the Kurdish situation and human rights. On this issue, it appeared that both sides had learned their lesson well. Foreign Minister Alain Juppe, according to his spokeswoman, told Mrs. Çiller that France supported Turkey's determination to maintain its territorial integrity.

"But France also believes that there cannot be a solution based simply on security measures and that only a political approach can find a durable solution," Juppe said, according to spokeswoman Catherine Colonna.

It appeared that the French foreign minister had substi-

Monday, July 25, 1994

turkish daily news

tuted the words "political and democratic approach" for his earlier use of "dialogue" (a term he had employed during a trip to Turkey earlier this year) which had made Turkey, categorically refusing to talk to the PKK, uneasy.

Çiller, on the other hand, appeared aware of the symbolic importance Paris had attached to the change of constitutional article 84, which describes the conditions in which a deputy can be stripped of his or her status,

"I have signalled that my government is ready to proceed with constitutional amendments — without which we cannot change much. But our consent is not enough. Had it been enough, then we would have been able to push ahead with privatization, which is our top priority," Çiller told Turkish reporters on her way back.

Çiller also assured French businessmen — and journalists — that her government will push for privatization despite the decision of the constitutional court to annul five key government decrees issued earlier to speed up the privatization of state firms. "We will be a model to the whole of Europe in terms of the rapidity of privatization," she said. "But an economy cannot be corrected in three months." "Our target is sustainable economic growth and we will carry out the necessary fiscal and institutional reform," she had told French businessmen on her first day in Paris. She also urged France, the next term-president of the European Union, to help Turkey achieve a customs union with the EU. Çiller said French Prime Minister Edouard Balladur would support Ankara in agreeing to financial assistance for the pending 1995 customs union between Turkey and the European Union. "The veto of Greece cannot go on forever," Çiller said.

Greece and terrorism: new information or gaffe?

Although Çiller promoted an image of being "pro-democratization" in terms of human rights and constitutional reform, she maintained her "Iron Lady" approach in terms of terrorism.

"We will continue to combat terrorism that threatens our territorial integrity," Çiller said. "France sees, and agrees to, the need for international cooperation against terrorism." She told the Turkish and foreign media that the PKK, successfully countered in Turkish territory and driven out of Germany, had to a large extent moved to Greece. "They have changed their tactics and location. The terrorists are using Greece as a base to prepare attacks on Turkish diplomats abroad," Çiller told a news conference in Paris. "Recently, a Turkish diplomat was killed in Greece in one such attack."

Çiller's words created an air of surprise among the Turkish journalists and her own bureaucrats, as the November 17 terrorist organization had claimed responsibility for the murder of Turkish diplomat Haluk Sipahioğlu. "I have no information that the murder of Haluk Sipahioğlu was carried out by the PKK," Çetin said. Çiller herself made retractions when she was questioned further by the press on her way back. "I was not referring to a particular case. I only said that all the information I had indicated that the PKK was setting up its base in Greece." The earlier remarks also drew the attention of Greece. Greek government spokesman Evangelos Venizelos accused Çiller of "creating an atmosphere of tension through baseless accusations aimed at Greece."

"This is an attempt to divert attention away from domestic issues," he was quoted as saying.

Ironically, Çiller said just the opposite in her press conference in Paris. "I have never used anti-Greek rhetoric in my campaign or as a tool of foreign policy. Unfortunately, this has not been the Greek attitude," she said.

But, she added in a more placatory tone, Turkey would remain friendly towards Athens. Ankara hoped that "legality and friendship would overcome animosity between the two countries," she added.

President Demirel heads for a two-day state visit to Tehran

Iranians unhappy that Ankara inclined to limit cooperation only to security matters

By Ilnur Çevik
Turkish Daily News

ANKARA/TEHRAN- President Süleyman Demirel starts a two-day state visit to Iran amid concerns in the Iranian capital that Turkey is simply interested in security cooperation but does not show any willingness to boost ties in other fields. When the president flies into Tehran today he will be accompanied by a high powered delegation of bureaucrats as well as businessmen who hope to be paid about \$100 million of outstanding debts by Tehran.

Demirel arrives in the Iranian capital amid a political struggle between the extremists and the moderates of the Islamic revolution.

The moderates led by President Hashemi Rafsanjani say Iran has suffered much from its international political isolation and that the time has come and even gone for the country to open up to the outside world and try to integrate with the global economic system.

Rafsanjani's "perestroika" got off to a good start in 1992 with the markets being flooded with consumer goods and the lifting of some social restrictions. When Demirel visited Tehran in 1993 as prime minister the Iranians signaled that they were more than prepared to open up their economy to the outside world.

But when oil prices fell and the administration could not finance "perestroika," Iran suffered serious payment problems. It had to ask for the rescheduling of its debts which angered the extremists of the Islamic revolution.

Observers in Tehran now say "perestroika" is dead and gone. The failures will no doubt shake Rafsanjani, but observers believe the president will survive the storm and hang on to power. They say his policies and some of his supporters will be sacrificed.

So the relative spring-like atmosphere that is being experienced in Tehran may once again fall back to a more repressive environment.

The West has been not at all helpful to Rafsanjani, say observers. They have turned down requests for official visits and thus have failed to help the moderates in Tehran. Some western observers, however, feel Rafsanjani and Iran's all powerful spiritual leader Ali Khamenei have made a deal and that they are faking their antagonism. While one is playing the moderate card, the other one is pretending to be a hard-liner and thus they are keeping everyone happy.

What is clear, however, is that the problems with imports and shortages of consumer goods have caused public dissatisfaction and an opposition to liberal economic policies.

The economic woes have left the Iranian government with the task of rescheduling its debts.

The growing economic problems have not been good for the already jittery foreign business community. Many companies have left Tehran and do not intend to come back. Turkish companies are also concerned and there is hope that Demirel's visit may sort out some of the problems and convince Turkish companies to stay in Iran.

Iran has rescheduled debts worth \$8 billion in recent months. The debt issue with Turkey is a sticking point. Iran's commercial debts to Turkish companies and banks may be as high as \$250 million with \$100 million owed to private companies. Iran says if it repays its debts to Turkish companies with hard cash then it will set a bad example to its other creditors. But, if it doesn't Turkish companies may not be convinced to do any future business with Iran, say diplomatic sources. Turkish officials hope a middle of the road solution can be found, with Iran paying some debts to the Turks in hard cash and the Turkish Eximbank providing guarantees to Turkish companies for Iran's remaining debts.

Turkish diplomatic sources explain that while the West can turn its back on Iran, Turkey has to maintain good relations with Tehran at every level and in every possible field. Turkey should give the impression that while others may desert Iran, Turkey will stand by its neighbor in a time of need, a leading official said.

Iranians feel Turkey is attaching too much emphasis to security cooperation between the two countries while there is a lack of will to show the same enthusiasm on cooperation in the political, social and economic fields.

They say a good example has been set in road transportation. Iran has singled out Turkey and allowed passage of Turkish lorries through its territory, officials explain. Since the start of the year 5,000 Turkish lorries have traveled from Turkey to Central Asia through Iran, which shows good will on the Iranian side. Such cooperation can be expanded to several areas to the benefit of both countries, sources said. On security, while it is clear the two sides are determined to cooperate to the full there are still some serious misunderstandings at the lower levels among officials on both sides of the Turkish-Iranian border, the Turkish Daily News was told.

Turkish security officials still feel Iranian local officials are not doing enough to curb the movements of Kurdish separatist terrorists on their side of the border. Only recently the separatists slipped into Turkish territory from Iran and killed 14 soldiers.

Iranians in return say despite several recent positive moves Turkey is not handing Iranian dissidents to Tehran but is deporting them to Iraq. There is reportedly a 15-kilometer border area inside Iran where the Kurdish separatists are moving freely.

Independent observers say Iran, just like Syria, will never want to give up the Kurdish separatist card against Turkey and despite general cooperation the "orders" of Tehran may not be "reaching" the local officials in the border regions. Some Iranians see western pressures on Turkey on human rights as artificial and say the West is trying to punish Turkey for its more independent attitude in its policies regarding Iran, Iraq and the Kurds.

Turkish officials who have dealt with Iran in the past say Turkey can well present the Iranian case effectively in the West, just as the late President Turgut Özal used to do. Now it is up to Demirel to shoulder this task and also give Iranians assurances that he will push for diversifying cooperation in all fields and not only in security matters.

A tale of two men: Mümtaz Soysal vs. Hikmet Çetin

Soysal: outspoken and opinionated, hardliner on Cyprus and Greece, against the presence of Poised Hammer, his appointment seen as a sure-fire way to break the coalition

Çetin: a man of reconciliation, flexible and soft-toned but with quiet determination, popular with the president, FM bureaucracy, True Path and media

Turkish Daily News

ANKARA- While the attention of political and diplomatic circles was riveted on the future — or lack of it — of Foreign Minister Hikmet Çetin, the Foreign Ministry question appeared to come to a standstill Sunday.

The feeling in Ankara was that the change of guard in the Foreign Ministry was locked for the time being. Dead quiet reigned regarding the change, which looked inevitable twenty-four hours ago but now looks as if it might fall through altogether.

The reason for the quiet is the stance of Prime Minister Tansu Çiller, who is believed to have had second thoughts on Çetin's successor-designate Mümtaz Soysal, a high-principled hardliner who might be more of difficult bedfellow than any she dealt with in the past. Demirel's visit to Edirne, where he cannot be reached by any of the

political leaders, also postpones the final decision.

Speculations on Çetin's removal from his post of Foreign Minister is considered something of a shock, but the fact that the Foreign Minister-designate is none other than Prof. Mümtaz Soysal is even more controversial.

Soysal is no stranger to international circles, nor is it the first time that his name has been considered for the foreign ministry. In 1991, the True Path and Social Democrat People's Party (DYP/SHP) coalition, then chaired by Süleyman Demirel and Erdal İnönü, briefly considered Soysal for the post. Despite Soysal's international relations expertise, Çetin was picked out, mainly because of his good relations with İnönü and Demirel.

Çetin, who has served for two and a half years

and claims to be the third most senior Foreign Minister in NATO, has indisputable advantages compared to the three ministers before him. Unlike ANAP's Ahmet Kurtcebe Alptemoçin, he was extremely respectful of the ways of the Turkish Foreign Ministry, which considers itself

different to other ministries. Unlike Alptemoçin, he shared his victories by his explicit appreciation of his diplomats. Unlike Ali Bozer — the Motherland's second FM — he was attentive and energetic. Unlike Safa Giray, he paid attention to detail and made few mistakes in conveying foreign policy messages.

Even Çetin's origin — Diyarbakır — was an asset. When foreign leaders talked about "Kurdish oppression," Çetin demonstrated, by his very existence, that a Kurdish-origin Turk could be the foreign minister.

Çetin is known more as a man of reconciliation rather than conflict, but aides signal that his seeming flexibility and soft-spoken attitude hides a will of iron — which can only be rivaled by the hard-liner attitude and, bluntly, obstinacy. Apart from being a well-known international scholar and author on international relations and constitutional issues, Soysal has been active in international forums. He is held in high regard by Amnesty International and his appointment may be interpreted as a signal that the government is ready for serious reform in terms of human rights.

Mümtaz Soysal, whose name once came up in relation to the presidency, is known for his rather hawkish views which he expresses very eloquently in his column in mass circulation daily *Hürriyet*.

As the constitutional adviser of Turkish Cypriot President Rauf Denktaş, he takes a hard line on Cyprus and believes in a "confederation" with a loose link between two almost independent states. This goes beyond the present idea of federation.

He advocates a tougher line on Greece and a more individual, rather than pro-Western, policy on Iraq.

He is guarded on Turkey's European vocation — saying Ankara should make sure that it can pick up tangible advantages rather than unilateral sacrifices. He is the mastermind behind Turkey's threat of voting down in Parliament Turkey's accession agreement with the Western European Union (WEU) if Turkish deputies are not given full rights of participation in the WEU Parliamentary Assembly.

An advocate of human rights and constitutional reform, Soysal is more liable to rely on his judgement than on the files prepared by his bureaucrats — most of whom were his students in the faculty of political science at Ankara University.

The problem of style

The question asked by Turks and foreigners alike is how much Soysal will be able to practice what he preaches. Returning from Paris, Prime

Minister Çiller signalled that the Foreign Minister had no more right to pursue an individualistic policy than a health minister.

"I do not see why the Foreign Ministry is taken as a separate entity," Çiller said. "The foreign policy is also a policy of the government. The government is headed by the Prime Minister. Names have got nothing to do with it."

News of bargaining between Soysal and SHP Chairman and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın indicate that Soysal will not be content with dealing with foreign policy issues alone. He will also aim to see that the Social Democrat People's Party will maintain its identity rather than play second fiddle to the senior partner, DYP. Soysal has asked Karayalçın for assurance whether he would back him up and if necessary "withdraw from the coalition" if his decisions are challenged.

What Çetin finds most offensive, apparently, is that the negotiations took place while he was in Paris, reducing him to "a lame duck" foreign minister in this important capital. Çetin's resentment (rather than outrage) hangs in the air like a "talk bubble", but he refused to say anything during the flight from Paris. He was already resentful about a front page story in one of the dailies which quoted him as saying, half in jest, that while he was establishing the Social Democrat Populist Party, Karayalçın was playing "a game of sticks" as the chairman of a mass funding project.

Çetin let on that he would not go to Iran with the President Süeyman Demirel, but would send his undersecretary Özdem Sanberk instead. Sanberk's term of three-years is also up and if he is given an appointment abroad this year (along with most high level diplomats, including the third man in the FM, deputy undersecretary Bilgin Unan) it means a completely new team heading the Foreign Ministry.

Some believe that Çiller's reason for favoring the removal of Çetin is due to her desire to bring Volkan Vural, her adviser and Turkey's longest serving Moscow ambassador, as the Foreign Ministry undersecretary. Given the initial reaction of Çetin to Vural, it seems logical that the minister would need to go before Vural can be installed.

Another scenario current in the corridors of power is that giving Soysal the Foreign Ministry, which he has clearly been seeking, is a way to contain both him and his opposition to the government decisions. "We'll just wait till he leaves on a visit abroad and pass the law on privatization," a cartoon depicted Karayalçın as whispering to Çiller.

The third question: Having been through so much talk about his future, can Çetin remain in his post? Will he not give the impression of a lame-duck foreign minister who has survived one attempt but may be subjected to another? Will he not be regarded by foreign leaders as a "here now, gone tomorrow" minister? Sources close to the minister say this is exactly what he is thinking.

"I have enough experience in politics to know you cannot hold a post forever," Çetin is quoted as saying. "But this way of going about things has done harm to the post of the foreign minister."

turkish daily news

Tuesday, July 26, 1994

Report on Turkish social environment published

This report follows the publication of "Highlights of the Turkish Economic Environment" which was produced in line with the group's membership of the "Young Entrepreneurs for Europe"

Turkish Daily News

ISTANBUL- The Young Businessmen's Association of Turkey (TUGIAD) has issued a report in English, "Highlights of the Turkish Social Environment," in acknowledgement of the close relationship between a nation's economic structure and development and its social structure and the nature of its social issues.

This report follows the publication of "Highlights of the Turkish Economic Environment" which was produced in line with the group's membership of the "Young Entrepreneurs for Europe."

The newly issued report, which was prepared for TUGIAD by RGA Management Consultants Ltd., concentrates on population issues, the health sector, and educational and environmental problems.

It examines the present situation both in Turkey and in other selected countries and makes some suggestions for the future.

Each topic is discussed in turn and certain solutions and directions are suggested. TUGIAD presumably adopted this approach in preference to an overall set of recommendations which might have catapulted the organization into the political arena and laid it open to the charge of political bias.

UN Sanctions Pushing Iraq To the Edge

By Caryle Murphy

Washington Post Service

BAGHDAD — In the lobby of the Sheraton Ishtar Hotel, three clocks marked as showing the time in Tokyo, London and Washington have stopped, the last one at precisely "0:00." And under a sign reading "Baghdad," an outline of black dust is the only trace of the timepiece.

These clocks are symbols of present-day Iraq — a land frozen in time. Saddled with a repressive police rule, antiquated by a tide of global change and enduring wrenching isolation imposed by United Nations sanctions, this Arab nation of 18 million is withering.

"Who says we are working to live?" snapped an office manager when asked how his family of five manages on a monthly salary equivalent to \$7. "We are working only to die."

Mohammed Jawad, a hospital director in the Karbala region, said: "Every day is worse than the day before. And today is better than tomorrow."

When the Gulf War ended more than three years ago, a UN report declared that Iraq had been thrust into a "pre-industrial age" by U.S.-led bombing. But under President Saddam Hussein, a rapid reconstruction effort using goods accumulated before the war, hidden cash reserves and materials stolen from Kuwait soon made that seem exaggerated.

But the postwar improvement is faltering, and the UN embargo imposed four years ago appears to be accomplishing what the bombing did not.

With sanctions unlikely to be eased before next year, the government appears unable to halt the national tailspin. The Iraqi dinar — once valued on currency

exchanges at \$3.10 — plunged to a postwar low of 510 to the dollar in May and is now hovering around 450.

Like the clocks, Iraq's infrastructure is breaking down. Telephone service is worse than a year ago. Electricity brown-outs are more frequent. The quality of drinking water is deteriorating.

Iraqi traders managed for a long time after the 1990 UN embargo to keep shops full of imported goods — from disposable diapers to cigarettes to jams. Today most imports are forbidden, and dwindling inventories consist mainly of Iraqi-made goods, such as tomato paste and sugarless soda.

Government employees are resigning en masse rather than work for salaries equivalent to \$1 or \$2 a month that do not even cover the cost of transportation to work.

The intellectual isolation is stifling. "Did you bring some newspapers?" a professor asked a visitor. University staffs have not seen journals in their fields for four years.

Foreign newspapers, magazines and books are nonexistent. No one goes to the movies because there are no new films. Locally made TV satellite dishes are confiscated by the police.

And while their Arab neighbors watched the World Cup live, Iraqi soccer fans had to wait a day until the state-run television pirated a tape from satellite transmissions and ran it past the censors.

The U.S. soccer team was shown — both winning and los-

ing — but games involving the team of Saudi Arabia were not aired.

Crime is soaring. The ambassador from Djibouti was shot and wounded on a Baghdad street by thieves who took his car. He recovered, but several travelers on the main highway from Baghdad to Amman, the Jordanian capital, have been killed in recent holdups, residents said. There also have been robberies on the main highway to the southern city of Basra.

The state health-care system, once one of the best in the Middle East, has broken down. In 1989, government facilities performed an average of 15,125 major operations a month. In 1993, the average was 5,205. In May 1993, 1,500 cases of typhoid were reported. Last May, there were 2,670.

According to a recent U.S. Agriculture Department report, food imports have dropped to about one-third of the prewar level, and the UN Food and Agriculture Organization estimates the average Iraqi diet contains a third fewer calories than in 1990.

What saves people from starvation, and the government from food riots, is a rationing system that provides citizens with about 70 percent of their minimum requirements.

Iraqis must buy the rest of what they need on the market.

The government has banned the sale of alcohol, closed down discos and bars and decreed that the punishment for car thieves, currency-exchange violators and farmers who refuse to sell produce to the state would be amputation of a hand.

Rival Iraqi Kurds agree in Paris

TDN with Wire Dispatches

ANKARA— As Prime Minister Tansu Çiller paid a visit to Paris, the French capital hosted a second meeting between Iraqi Kurdish factions, who announced Saturday that they had resolved their dispute.

A joint communique from the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said that "a comprehensive settlement" of their differences had been arrived at during talks in Paris.

The deal, which includes the holding of general elections in May, 1995, when the term of the present Kurdish Parliament

ends, followed six days of "serious, candid and substantive" talks. Tensions between the two parties erupted on May 1 into clashes in which hundreds of people were killed. Both sides say the fighting has now died down.

The KDP and PUK have shared power equally in the government, but their feud shook the aspirations of Kurds to rule themselves in a democratic, orderly fashion.

The KDP accused PUK forces of occupying the Parliament building early in May. The PUK says scuffles occurred but Kurdish police and guards never left the building.

Officials from France, the United States and Britain attended the talks in Paris as observers, the statement said. "The two sides also agreed on measures to enhance the authority of the Kurdistan regional government and eliminate party intervention in governmental affairs," it said. They also agreed on administrative reforms and

a restructuring of armed forces in the region. They appealed for an easing of U.N. sanctions on northern Iraq.

The agreement now awaits formal signing by the party leaders, Jalal Talabani of the PUK and Massoud Barzani of the KDP, who are both apparently at their respective headquarters in the enclave, according to the statement.

Apart from deciding to hold new general elections next May, the two sides agreed to enhance the authority of the Kurdish government established following the first parliamentary elections in the enclave in 1992. They also agreed to pursue a common foreign policy.

The primarily tribal-based conservative KDP and the left-leaning urban-based PUK have clashed frequently in the past. They agreed to bury their differences and share power in the enclave after emerging roughly equal in the 1992 elections.

(Reuters, AP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 25, 1994

turkish daily news
Monday, July 25, 1994

Amnesty blasts Turkey for Kurdish 'containment areas'

Says nearly 1,500 villagers held under 'appalling conditions.' Organization launches appeal for urgent action, claiming civilians tortured

Turkish Daily News

LONDON- The London-based international human rights watchdog group, Amnesty International, this weekend blasted Turkey for setting up special "containment areas" in the terror-ridden Southeast region and placing over a thousand villagers in "arbitrary detention."

Amnesty said there was concern that the detention of an estimated 1,500 villagers in the Southeast, where government troops have been fighting the forces of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) for ten years, had led to new accounts of torture and ill-treatment as well.

In an urgent appeal for action issued at the weekend, Amnesty identified Cemil Timur, Zeydin Timur and Şevket Timur from the village of Evrek in Beytussebab, Hakkari, as being among the detained.

It also named Hasan Aykut, Fehim Yalçın, Saadi Özlü and Osman Özlü among the 1,500 villagers, including women and children, who were taken by troops to a specific containment area in the province.

The statement said at least two "containment areas" had been set up by military troops in the region and that one close to Evrek still held villagers.

"These detentions," said Amnesty, referring to the containment process, "occurred in the course of the burning and brutal evacuation of Kurdish villages during military operations against guerrillas of the Kurdish Workers' Party (PKK), and the setting up of containment areas in which displaced villagers are being held in appalling conditions."

Amnesty claimed a number of villages around Evrek had been forcibly evacuated and many houses and crops had been burned by security forces because of the villagers' refusal to join the system of village guards (villagers paid and armed by the government to combat PKK militants).

"The villagers' identity cards have been confiscated, effectively detaining them as anyone moving about in the area without proper identification faces the risk of interrogation for illegal activities or even extrajudicial execution," Amnesty said.

The statement added that villagers trying to flee were being turned back. "They have not been charged with any offence and Amnesty International is appealing that they be allowed to leave. There have been reports that villagers have been beaten in Evrek.

The lack of proper registration also exposes them to the risk of disappearance," it said. In its statement, Amnesty quoted four local villagers who reported on the conditions in another containment camp set up in the village of Damlatepe in Hani, Diyarbakır.

The villagers claimed that after a clash

with the PKK, security forces on July 7 began the forcible evacuation of Akçayurt (Kurdish name: DERNAN), Akçayurt (Derno), Kaladibi (Horsel), Sarıbudak (Melekan) villages and their outlying districts of Saklıca (Hursik) and Yayladere (Seleheydan), situated between Genç and Hani in Diyarbakır province.

"They burned many houses, barns and livestock and destroyed irrigation pumps and crops. On July 8 Hacı Sait Mete (67) of Sarıbudak village was shot dead while taking his sheep to pasture. His body was buried by soldiers under rocks," the villagers said.

Amnesty alleged that "an estimated 2,000 evacuated villagers, including women and children, were herded into a containment area set up by the security forces adjacent to the Topçular Gendarmerie Post near Damlatepe and held for a week in cruel and inhuman conditions. Many were reported to have been severely tortured there by members of the Special Team (heavily armed security force members trained for close combat with guerrillas and acting under the authority of the Interior Ministry).

While some were permitted to shelter in a schoolhouse and health centre, others were forced to lie in the fierce sun. Much of the time they were left hungry and thirsty."

"Four women wearing clothes of red, yellow and green, the colours of Kurdish nationalism, were taken away and subjected to torture.

They were later set free. Emine Çeliksöz of Yayladere village, who was pregnant, was left in labour for several hours in the burning sun while the security forces prevented other women from helping her. Children were beaten and kicked."

The statement added that Mehmet Bıçakçı, Ahmet Bıçakçı and Hasan Bıçakçı, together with the daughters of the village imam (prayer leader) were kept for three days in the health centre where, it alleged, soldiers humiliated and sexually assaulted the women.

Continuing with claims of ill-treatment, the Amnesty urgent action appeal further alleged that sisters Suzan Atsan (32) and Zeliha Atsan (35) were taken by Special Team members to the Cemsel stream just outside the containment area, and repeatedly held under water over a period of approximately two hours, after which they had extreme difficulty in breathing, suffering violent coughing fits and fever.

Amnesty said that as of July 15 the Damlatepe containment area, where the abuses were recorded, began to be emptied. It added that since then, all of the families detained had moved to the provinces of Bingöl and Adana.

Le Monde

25 juillet 1994

IRAK

Accord entre les deux principales formations kurdes

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani sont parvenus à un accord pour mettre fin aux combats qui les déchirent depuis le début de mai et organiser sur des bases plus démocratiques la vie dans le Kurdistan irakien, a annoncé un communiqué publié dimanche 24 juillet à Paris.

Cet accord, qui, pour entrer en vigueur, doit encore être signé par M. Talabani et M. Barzani, pré-

voit notamment l'organisation d'élections générales en mai 1995. Réunis dans la banlieue de Paris, dans la plus grande discrétion, pendant une semaine, des représentants des deux formations ont également décidé « des mesures pour renforcer l'autorité du gouvernement régional du Kurdistan et empêcher toute ingérence [partisane] dans les affaires gouvernementales ». Des réformes de la gestion administrative et financière de la région et la réorganisation

des forces armées ont également été décidées.

Selon l'un des représentants du « gouvernement » kurde en France, Mohamad Ismaïl, le contenu exact de l'accord ne sera divulgué qu'une fois qu'il aura été approuvé par les chefs des deux formations. M. Ismaïl estime néanmoins qu'à la différence de ceux qui l'ont précédé cet accord a de bonnes chances de succès car les négociateurs ont posé les problèmes de fond « avec franchise et clarté ».

Les deux questions les plus fondamentales, nous a-t-il expliqué, ont toujours été celles concernant les milices et la répartition des sièges à égalité entre le PDK et l'UPK, au sein des différentes institutions, qui paralysaient souvent les décisions. Des observateurs de l'Elysée et du Quai d'Orsay, ainsi que des ambassadeurs des États-Unis et de Grande-Bretagne, ont assisté à une partie des pourparlers, indique le communiqué.

M. Na

TURQUIE

La proposition de nommer Mümtaz Soysal ministre des affaires étrangères suscite un tollé

La proposition faite par le parti populaire social-démocrate (SHP), partenaire minoritaire de la coalition gouvernementale, de remplacer, dans le cadre d'un remaniement gouvernemental, l'actuel ministre des affaires étrangères, Hikmet Cetin, par le professeur Mümtaz Soysal, une personnalité controversée, a provoqué un tollé dans les milieux politiques et la presse. Beaucoup y voient le risque d'un retour à la politique isolationniste qui avait caractérisé la Turquie pendant plusieurs décennies.

Professeur de droit constitutionnel, Mümtaz Soysal est une personnalité respectée en Turquie pour sa défense des droits de l'homme. Toutefois, il s'est surtout distingué ces derniers temps en obtenant de la Cour constitutionnelle l'annulation de décrets gouvernementaux qui permettaient la privatisation rapide de plusieurs entreprises publiques, un des éléments-clés du programme de redressement économique lancé par M^{me} Tansu Ciller et approuvé par le FMI.

D'autre part, de tendance tiers-mondiste, M. Soysal est connu pour son opposition à l'OTAN, à la présence sur le sol turc des avions alliés qui protègent les Kurdes irakiens dans le cadre de l'opération « Provide Comfort », ainsi que pour sa froideur à l'égard de l'Union européenne. Partisan d'un rapprochement avec l'Irak, il avait également exprimé son soutien aux anciens communistes russes lors de la tentative de coup d'Etat contre Boris Eltsine. Conseiller du président Rauf Denktash, M. Soysal défend farouchement la position nationaliste turque dans le conflit chypriote. « Si nous voulons couper les liens entre la Turquie et l'Occident pour poursuivre une politique à l'irakienne, le professeur Mümtaz Soysal est la personne idéale au poste de ministre des affaires étrangères », protestait l'éditorialiste Sedat Sertoglu dans le quotidien *Sabah*.

L'actuel chef de la diplomatie, Hikmet Cetin, arrivé au pouvoir en

même temps que la coalition du Parti de la juste voie (DYP) et du SHP en 1991, est considéré comme l'un des meilleurs ministres des affaires étrangères qu'ait connus la Turquie. De caractère affable, très ouvert, il a forgé, avec ses homologues étrangers, des liens personnels particulièrement importants alors que les relations de la Turquie avec l'Europe sont tendues en raison du conflit kurde et des violations des droits de l'homme.

La presse turque a notamment critiqué la façon, pour le moins cavalière, dont le nom de M. Soysal avait été proposé alors que M. Cetin non seulement n'a pas été informé, mais se trouvait à Paris en visite officielle avec le premier ministre Tansu Ciller. Le chef du gouvernement et le président Suleyman Demirel ont la possibilité de mettre un veto à la décision du SHP. Afin de calmer les esprits, M^{me} Ciller a rappelé que le contrôle de la politique extérieure du pays resterait entre ses mains.

NICOLE POPE

PERSPECTIVES

La Croix - 26 juillet 1994

Le Monde
26 juillet 1994

Turquie : « réalisme » français

■ Le proverbial sourire de Mme Tançu Ciller, premier ministre turc, avait des raisons d'être radieux au terme de sa visite de deux jours en France. Il a beaucoup été question d'Europe... et peu des Kurdes. Ses hôtes l'ont assurée d'être soutenue sans faille de la présidence française de l'Union européenne pendant le premier semestre 1995 pour réaliser l'union douanière entre la Turquie et l'UE.

Coincidence fâcheuse, c'est aussi début 1995 que devrait commencer la livraison de 20 hélicoptères de transport de troupes Super-Puma par la France à la Turquie. Ce contrat signé en octobre 1993 pour un montant de 1,4 milliard de francs devait à l'origine concer-

ner des Cougar coproduits par la France et l'Allemagne, mais celle-ci a exigé que soit appliquée une clause de non-utilisation contre les populations civiles...

Moins sujette que l'Allemagne à la pression d'une forte communauté kurde sur son territoire, la France se montre donc moins vigilante en matière de défense des droits de l'homme. Dans une lettre adressée à Tançu Ciller, des organisations humanitaires (Agir ici, Médecins du monde, France Libertés, la Cimade et SIDH) refusent l'amalgame entre la lutte contre le terrorisme du PKK (Parti des travailleurs kurdes) et les représailles contre la population civile : « 500 000 soldats déployés dans la région

kurde, plus de 1 000 villages ou villes détruits... »

La France a bien des raisons de fermer les yeux. Ses entreprises visent le plus gros marché du sud-est de l'Europe, elle était en 1993 le premier investisseur étranger de la péninsule anatolienne et a dégagé un excédent commercial de plus de 6 milliards de francs.

Surtout, intégrer la Turquie à l'Europe, c'est confirmer sa vocation de vitrine d'un État laïc à population musulmane face à la menace du modèle intégriste, dans une région à la croisée des Balkans, des anciennes Républiques soviétiques à population musulmane et du Moyen-Orient. Alors, que des hélicoptères français puissent être utilisés contre des civils kurdes... Antoine BUSSY

Aucune divergence entre Paris et Ankara sur la question kurde. - Le premier ministre turc Tansu Ciller a déclaré au cours d'une conférence de presse, samedi 23 juillet, à Istanbul, qu'il n'existait aucune divergence entre Paris et Ankara concernant la lutte des autorités turques contre les séparatistes kurdes et le respect des droits de l'homme. La France, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères Alain Juppé, a fait savoir son attachement à l'intégrité territoriale de la Turquie tout en la mettant en garde contre une solution qui ne serait que sécuritaire face au séparatisme kurde. - (Reuter.)

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0168 4 I 0223 TUR /AFP-FY10

Turquie-Kurdes

Opération de l'aviation turque contre le PKK en Irak du nord

ANKARA, 27 juil (AFP) - L'aviation turque a effectué mardi une opération contre un groupe du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) dans la région de Mezi (nord de l'Irak), a rapporté mercredi l'agence turque Anatolie.

Plus de 70 rebelles kurdes ont été tués et un dépôt de munition du PKK a été détruit par des chasseurs-bombardiers turcs lors de cette opération effectuée contre un groupe de 100 maquisards rassemblés dans la région de Mezi (20 km à la frontière irako-turque), selon l'agence, qui cite le porte-parole du chef de l'état-major turc à Ankara.

L'armée turque a intensifié ses opérations depuis le début du printemps dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde, pour en finir avec la rébellion du PKK d'ici à la fin de l'année. Elle frappe également par des opérations aéro-terrestres des cibles du PKK en Irak du nord, utilisé comme base arrière par l'organisation, selon Ankara.

28 militants du PKK ont été tués par ailleurs lors d'opérations de l'armée turque dans les régions de Sirnak, Hakkari et Bingol, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, où quelque 500 personnes (civils, soldats, ou rebelles) ont péri lors de heurts depuis le début juillet, selon Anatolie.

kg/nev/sh

AFP /JO0245/271231

JUL 94

UN Monitoring Stops Iraqi A-Weapons, but Saddam Survives

By Paul Lewis

New York Times Service

BAGHDAD — The video image flickering in a United Nations office here indicates that the monitoring system imposed on Iraq's industry is achieving its aim of preventing President Saddam Hussein from building weapons of mass destruction.

But it also means that the oil embargo and other sanctions placed on Iraq after its invasion of Kuwait are closer to being lifted without having achieved their unstated aim — in the eyes of the United States and some other countries — of removing Mr. Saddam from power as well.

A little green line, constantly expanding and contracting at the bottom of the screen in the UN office, means that the picture is being relayed live from a camera trained on equipment on a factory floor somewhere in Iraq.

The camera is part of a sophisticated system, requiring 20 tons of sensors and other electronic equipment, which the United Nations is installing in 30 key plants and which is designed to guarantee that Iraq does not develop nuclear, chemical or biological weapons or long-range rockets.

Meanwhile, the second floor of the UN office is being ripped apart as a high-security control center is built for an 80-person team that expects to be monitoring Iraqi industry for years to come.

A 90-meter (300-foot), red and white tower has just been completed to receive signals from all the remote-control cameras and sensors installed in factories around the country. The same tower will transmit radio signals from the control center to inspectors in the field.

"This is the most sophisticated and intrusive industrial monitoring system ever devised," said Guy Martelle, an American engineer working on the project, which he said he expects to be fully operational by September.

All this equipment, together with the regular checks that UN inspectors will make on some 150 industrial sites that could be used to develop prohibited weapons, represents a political turning point in Iraq's troubled relations with the UN Security Council.

As part of the terms for ending the Gulf War in 1991, the council created the UN Special Commission and ordered it to eliminate Iraq's weapons of mass destruction and ensure that Baghdad never acquired them again. When this has been done to its satisfaction, the council said, the embargo on Iraqi oil sales will have "no further force or effect."

After first trying to hide his secret military programs and then obstructing the arms inspectors sent to ferret them out, Mr. Saddam now appears to be cooperating fully with the special commission in the hope that the council will lift the oil embargo early next year.

Earlier this month, when the council last reviewed the embargo, Rolf Ekeus, the Swedish head of the special commission, said the first part of his task was almost complete.

Some documents relating to weapons programs are still missing. But Mr. Ekeus said he hoped to report "shortly that the full accounting of Iraq's programs which the council required has been completed."

The council must still adopt a resolution requiring companies selling equipment with military potential to Iraq to report such sales in the future so the UN monitors can ensure that it is not used in arms development.

But after a probationary period to make sure the monitoring system works — Mr. Ekeus suggested six months — the special commission now believes that it will be in a position next March to report that Iraq has complied with the Security Council's disarmament terms, indicating that the embargo should be lifted.

All the evidence now suggests that Iraq is determined to ensure that the monitoring system works well.

Last November, Mr. Saddam formally agreed to it. In December, Iraq decreed that tampering with the monitoring system was "a major crime." And Mr. Ekeus said in a recent interview that he believed that Mr. Saddam had personally ordered full cooperation with the UN commission in May.

"Cooperation is excellent," said Jaako Ylitalo, the Finnish head of the UN team. "The Iraqis have created a special authority to work with us, and we have hundreds of them helping install the system."

But two major difficulties may still make the Security Council reluctant to lift economic sanctions when the commission finds that Iraq has complied.

The first is Iraq's continuing attitude toward Kuwait, the Gulf emirate that Iraq annexed and invaded in 1990. While Iraq's rubber-stamp Parliament officially annulled the annexation after the Gulf War, the following year, the government-controlled news media in Baghdad continue to refer to Kuwait as part of Iraq.

The second difficulty is the attitude of the Clinton administration, which appears to be following in the footsteps of its predecessor, arguing that Iraq cannot be trusted to behave so long as Mr. Saddam remains in power.

Referring to the UN commission by its diplomatic shorthand, W. Anthony Lake, President Bill Clinton's national security adviser, wrote in *Foreign Affairs* magazine in April: "There is plenty of evidence to suggest the only reason the Iraqi regime is beginning to cooperate with UNSCOM is to secure the lifting of oil sanctions. Once the oil starts flowing again, Washington must assume Saddam will renege on long-term monitoring and begin rebuilding his weapons of mass destruction program."

Neuer türkischer Aussenminister ernannt

Ein strammer Nationalist auf antiwestlichem Kurs

Am Sonntag ist in Ankara eine Kabinettsumbildung angekündigt worden. Die wichtigste Veränderung betrifft das Aussenministerium, wo Hikmet Cetin durch den strammen Nationalisten Mümtaz Soysal ersetzt wird. Es wird allgemein erwartet, dass er die Beziehungen zum Irak normalisieren, die Türkei aber dem Westen weiter entfremden wird.

it. Istanbul, 25. Juli

Nach wochenlangen Gerüchten und wilden Szenarien um eine bevorstehende Regierungs-umbildung hat der türkische Stellvertretende Ministerpräsident, *Murat Karayalcin*, am Sonntag dem Staatspräsidenten Demirel seine neue Kabinettsliste vorgelegt. Seitdem die Koalitionsregierung zwischen den ideologisch eher fremden Partnern der konservativen Partei des Rechten Weges (DYP) und der Sozialdemokratischen populistischen Partei (SHP) vor zweieinhalb Jahren gebildet wurde, verfügen die Sozialdemokraten über ein Drittel der Kabinettsitze. Der augenfälligste Wechsel in der vom SHP-Vorsitzenden Karayalcin vollzogenen Umbildung ist ohne Zweifel die Entfernung *Hikmet Cetins* aus dem Aussenministerium.

Kompromisslosigkeit als Markenzeichen

In seitenlangen Kommentaren hat sich am Montag die Presse mit der Frage auseinandergesetzt, warum Hikmet Cetin wohl gehen musste. Nach einstimmigem Urteil war der grauhaarige Kurde aus der südostanatolischen Provinz Diyarbakir einer der erfolgreichsten Aussenminister der Türkei überhaupt. Seine Kompromissbereitschaft und sein mildes Gehabe haben ihm unter seinen Amtskollegen viel Sympathie eingebracht, und sein eiserner Wille hat ihm in internationalen Foren den Namen des unnachgiebigen Unterhändlers beschert. Hikmet Cetin gelang es an der Seite des verstorbenen Präsidenten Turgut Özal, der Aussenpolitik der Türkei einen globalen Charakter zu verleihen.

Cetin wird als Aussenminister durch den Rechtsprofessor *Mümtaz Soysal* ersetzt, der als das absolute Gegenteil seines Amtsvorgängers gilt. Soysal ist für seinen strammen Nationalismus und seine Abneigung gegenüber Kompromissen bekannt. «Absolute Unabhängigkeit» lautet sein Credo, wobei er damit die Unabhängigkeit der Türkei vom Einfluss westlicher Staaten meint. Es wird deshalb in erster Linie eine Verhärtung in Ankaras Zypernpolitik erwartet. Soysal will die Anerkennung zweier unabhängiger Staaten auf der Mittelmeerinsel forcieren, in klarem Kontrast zum Kurs der Vereinten Nationen, die sich für

eine Föderationslösung einsetzen. Eine Eskalation im Konflikt mit Griechenland kann nicht ausgeschlossen werden, da laut Soysal «Griechenland seine Grenzen gezeigt werden müssen».

Einen Wechsel erwartet man auch in den Beziehungen zu Bagdad. Soysal möchte die Beziehungen zum Irak so schnell wie möglich normalisieren und hat bereits angekündigt, das Mandat für die Aktion «Provide Comfort» nicht mehr zu verlängern. Diese wurde 1991 von den Vereinten Nationen lanciert; ihr Ziel ist der Schutz der Kurden im Nordirak. Verstimmungen mit Washington und London sind laut einem Kommentator der Tageszeitung «Hürriyet» bereits vorprogrammiert, und laut der Tageszeitung «Sabah» ist der neue Aussenminister der beste Mann, um die Türkei vom Westen zu isolieren.

Der «letzte Tango» der Koalition?

Die Pressekommentatoren stimmen darin überein, dass die Umbildung aus rein parteiinternen Überlegungen vorgenommen wurde. Soysal war bis vor kurzem der Wortführer der Opposition innerhalb der SHP. Der Parteivorsitzende Karayalcin hofft offensichtlich, mit dem Wechsel im Aussenministerium diese Opposition besänftigen zu können. Soysal ist aber für den Kommentator Mehmet Barlas eine «Bombe in den Fundamenten der Koalition». Nicht nur lasse er in der Aussenpolitik einen neuen Kurs erwarten, sondern er sei auch der schärfste Gegner der Privatisierung von maroden Staatsbetrieben. Damit stehe er im Gegensatz zu allen Prinzipien, die überhaupt zur Bildung der Koalitionsregierung geführt hätten.

Der Kommentator Ahmet Tan bezeichnete die jüngste Umbildung des Kabinetts als den «letzten Tango» dieser Koalitionsregierung. Diese Regierung hat laut ihm kaum mehr Überlebenschancen. Die Unruhe und Besorgnis der politischen Welt und der Presse wird offensichtlich auch von Präsident Demirel geteilt. Am Montag hat er eine offizielle Reise nach Teheran angetreten, ohne die Umbildung des Kabinetts gebilligt zu haben und ohne vom Aussenminister begleitet zu sein.

Internierungslager im türkischen Südosten?

Teil I

Dienstag, 26. Juli 1994
Nr. 172

Basler Zeitung

Istanbul. Zum zweiten Mal innert weniger Wochen ist die türkische Armee am Wochenende beschuldigt worden, im Südosten des Landes Hunderte von Zivilpersonen, darunter Frauen und Kinder, in «Internierungslagern» festzuhalten. Anfang Juli bereits berichteten westliche Medien über «türkische Konzentrationslager», in denen kurdische Zivilisten unter Gewaltandrohung gehindert würden, den Angriffen der Armee gegen Kurdenseparatisten zu entfliehen. Die Information wurde damals von zwei ehemaligen Abgeordneten der verbotenen prokurdischen «Demokratie-Partei» (DEP) verbreitet, die vor der Verfolgung durch die türkischen Behörden nach Europa und anschliessend in die USA geflüchtet sind. Die Anschuldigungen der Kurden-Politiker, denen wegen «aktiver Unterstützung der Terroristen der Arbeiterpartei Kurdistans» (PKK) die Todesstrafe droht, blieben von der türkischen Regierung unbeantwortet.

Am Wochenende nun wurde auch die Londoner Zentrale der Gefangenenhilfsorganisation Amnesty International (AI) von ihren türkischen Informanten über «mindestens zwei Internierungslager im Südosten des Landes» benachrichtigt. «Die Meldungen sind alarmierend», kommentierte Amnesty die Informationen gegenüber der türkischen Tageszeitung «Daily News», «denn sie bedeuten eine gefährliche Verschärfung der Menschenrechtssituation in der Kurdenregion.» London befürchtet namentlich, dass die Lagerinsassen Misshandlungen türkischer

Militärs ausgeliefert seien. Um die Anwendung von «Folter oder sonstiger Brutalitäten an der wehrlosen Zivilbevölkerung» zu verhindern, forderte der Amnesty-Sprecher am Freitag die Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE) auf, unverzüglich Beobachter in die Türkei zu entsenden.

Laut den Informationen der «Daily News» soll Amnesty der Zeitung gegenüber bestätigt haben, dass in der ersten Juli-Woche türkische Armeetruppen im Bezirk Hani nordöstlich der Provinzhauptstadt Diyarbakir auf der Suche nach «Terroristen» der PKK mindestens vier kurdische Dörfer zerstört und deren Bewohner in einem Lager in unmittelbarer Nähe eines Armeepolizeireviere versammelt hätten. Dadurch sollte verhindert werden, dass sich potentielle Kurden-Separatisten den PKK-Kämpfern anschliessen. Während der darauffolgenden vierzehn Tage verhängten die Behörden eine Nachrichtensperre über die Region, wie der türkische Menschenrechtsverband (IHD) nach London meldete.

Beobachter vor Ort fürchten, dass die festgenommenen Zivilisten während dieser Zeit unter Gewaltandrohung gezwungen wurden, sich den «Dorfwächtern», einer staatlich organisierten Antiterror-Gruppierung, anzuschliessen. Auch nach der Freilassung eines Teils der Lagerinsassen, meist Frauen und Kinder, blieb die Kommunikation mit dem Bezirk Hani unterbunden. Inzwischen soll das Lager aufgehoben worden sein. *Martin Peter*

Libération - 27 juillet 1994

TURQUIE-KURDES. 51 maquisards kurdes et 11 soldats turcs ont été tués depuis dimanche lors d'accrochages et d'opérations menées par les forces de l'ordre dans le Sud-Est anatolien, à majorité kurde, selon des sources officielles.

La Tribune - 27 juillet 1994

TURQUIE. Cinquante et un maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et onze soldats turcs ont été tués depuis dimanche lors d'accrochages et d'opérations des forces de l'ordre dans le sud-est anatolien. Les heurts ont eu lieu dans les régions de Hakkari, Sirnak, Bitlis et de Diyarbakir (chef-lieu de la région). Plus de 400 personnes – militaires, policiers, civils et rebelles – ont été tuées depuis le début du mois dans cette région, à majorité kurde. Plus de 13.650 personnes ont perdu la vie depuis le déclenchement de la rébellion du PKK en août 1984.

Greuel in Internierungslagern in der Türkei

Berichte über Misshandlungen und Folter

it. Istanbul, 25. Juli

Amnesty International hat einen dringenden Appell an die türkische Regierung gerichtet, in dem sie die sofortige Schliessung von Internierungslagern in Südostanatolien fordert. In den Lagern halten türkische Sicherheitskräfte laut einem Bericht der Menschenrechtsorganisation mehrere hundert Personen «willkürlich und unter entsetzlichen Umständen» fest; die Insassen seien Folterungen und Misshandlungen ausgesetzt. Die Tatsache, dass die Internierten nicht richtig registriert seien, erhöhe für viele das Risiko, «vermisst zu werden». Alarmierende Artikel über Internierungslager im Unruhegebiet erschienen erstmals in der kleinen, prokurdischen Tageszeitung «Özgür Ülke» zu Beginn dieses Monats, wurden allerdings von der Öffentlichkeit kaum beachtet.

Quälen, Aushungern, Brandstiftung

Laut Amnesty wurde das erste und grösste Lager am 6. Juli nahe dem Polizeistützpunkt Damlatepe bei Hani in der Provinz Diyarbakir errichtet. Nach Gefechten zwischen türkischen Sicherheitskräften und der Guerilla der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) in der Region einige Tage zuvor hätten die Sicherheitskräfte insgesamt vier Dörfer und zwei Weiler zwangsevakuiert. Nach Angaben von Bauern hätten die Soldaten viele Häuser und Scheunen mit Tieren und Getreide in Brand gesetzt und Bewässerungspumpen

zerstört. Daraufhin seien die Einwohner der zerstörten Dörfer, insgesamt rund 2000 Personen, allesamt in das Lager bei Hani getrieben worden. Viele seien dort gefoltert worden. Die meisten Internierten hätten tagelang kein Wasser und kein Essen erhalten, Frauen seien sexuell misshandelt und Kinder geschlagen worden. Am 15. Juli habe die Armee dann angefangen, zuerst die Frauen und die Kinder, später auch die Männer zu entlassen. Die Vertriebenen flögen nun in die westliche Mittelmeerstadt Adana oder in die zentrale kurdische Region Bingöl. Das Internierungslager bei Hani soll inzwischen geschlossen worden sein.

Hunderte von Gefangenen

Das zweitgrösste Internierungslager wurde laut Amnesty bei der anatolischen Stadt Beytüssebab in der Provinz Hakkari errichtet. Dort sollen noch immer bis zu 1400 Zivilisten festgehalten werden, unter ihnen auch viele Kinder. Bei den Internierten handle es sich um Bauern, deren Dörfer oder Weiler die Armee zuvor ebenfalls evakuiert habe. Die Armee soll den Internierten mittlerweile die Identitätskarte entzogen haben, was bedeutet, dass diese auch künftig nicht reisen dürfen – Reisen in dieser Kriegsregion ohne Ausweis ist nämlich faktisch unmöglich.

Kürzlich hat die englischsprachige Tageszeitung «Daily News» berichtet, dass die Sicherheitskräfte mehrere Dörfer in der Region Beytüssebab besetzt und den Einwohnern verboten haben, die Region zu verlassen. Gleichzeitig sei aber über die Dörfer ein Nahrungsmittelembargo verhängt worden.

turkish daily news

Thursday, July 28, 1994

Cabinet reshuffle fiasco ends with resignations

While immediate crisis has ended, acrimonious debate is expected to continue within SHP

Turkish Daily News

ANKARA- The Social Democrat People's Party's (SHP) Cabinet reshuffle fiasco came to an abrupt close on Wednesday with the resignations of Foreign Minister Hikmet Çetin and Minister for Justice Seyfi Oktay.

The move by Çetin paved the way for Professor Mümtaz Soysal to take on the job of foreign minister, one of the key Cabinet posts in the SHP-True Path Party (DYP) coalition government and for the other new ministers to assume their jobs.

President Süleyman endorsed the Cabinet reshuffle within hours of the announcement that Çetin and Oktay had resigned. However the debacle surrounding the manner in which SHP leader Murat Karayalçın handled the Cabinet reshuffle issue is

expected to reflect badly on him within his party and to be used by the maverick SHP elements.

Commenting on these developments, Karayalçın told the press, after the resignations of Çetin and Oktay, that he considered it normal that there should have been some ill feelings due to the Cabinet reshuffle.

Asking what the country had gained from all this, Karayalçın claimed he had also been misunderstood on the question of the dismissal of ministers should they refuse to resign. Analysts predict a continuation of the acrimonious debate within the party in the coming days and say the SHP could come to the verge of being split because of this debate. In a written statement on Wednesday one of the maverick SHP leaders, Aydın Güven Gürkan, the party's parliamentary group chairman, characterized the events that had

occurred over the past days as "unpleasant."

Gürkan said these had occurred due to the "personal incompetence of one leader and those surrounding him." "Our very valuable minister friends have given a very meaningful response to attempts at degenerating the system and as imbuing it with gratuitous and irregular behavior," Gürkan said in his statement.

He added that from now on every leader would behave more appropriately by showing the due respect to regulations, acting less selfishly and showing the necessary political respect. These words were taken as a direct affront to Karayalçın and considered as some of the strongest remarks about the SHP leader from within his party to date.

Foreign Minister Hikmet Çetin ended the three-day Cabinet crisis by presenting his resignation to Prime Minister Çiller and to Karayalçın.

Talking to the press after resigning, Çetin said he had decided not to take such a step while President Süleyman Demirel was abroad in Iran because this did not tally with his understanding of state administration. Çetin, who has hinged his position on his resignation on a procedural point — which also appeared to have the support of President Süleyman Demirel — told reporters earlier at the airport, while greeting the president on his return from Iran, that he had not been consulted in anyway concerning his replacement by Professor Soysal.

He indicated that one of the reasons for his refusal to resign immediately was based on this fact.

Çetin also recalled that Article 109 of the Constitution said he had to be dismissed in the event of a Cabinet reshuffle if he did not resign himself and appeared to hint that this is what may have had to be done in his case.

Demirel while in Iran had told reporters he would refuse to endorse Çetin's resignation and only endorse the Cabinet reshuffle if this was done according to relevant procedures. According to these procedures the list presented to the president for endorsement concerning a Cabinet reshuffle has to be accompanied by the resignations of the ministers to be changed.

This appears to have been overlooked by both Prime Minister Tansu Çiller and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın, an oversight that prompted the three-day Cabinet crisis. During his remarks at the airport Çetin gave no indication he was on the verge of resigning.

He did however appear bitter about the manner in which he had learned that he was being replaced through the press while he was on a foreign visit accompanying Prime Minister Çiller to Paris last week.

Indicating that he had not been consulted in any way about the change even though he had personally asked Karayalçın before he left for France whether he should resign to facilitate the Cabinet change and received a negative answer, Çetin said: "No where in the world is a foreign minister changed while he is on a foreign assignment."

Asked if he was not putting his party in a difficult situation by not resigning, Çetin said this was not his problem but the problem of those who had brought matters to this point. Çetin also underlined that no one had asked him to resign until then.

Analysts indicate however that Çetin must have seen the "writing on the wall" at this stage and must have decided to resign.

Commenting on this turn of events, one senior Foreign Ministry official said that Hikmet Çetin must have realized that if he continued in his initial position the winds would start blowing against him and that he would start losing the popular support he has been enjoying from the beginning of this crisis. Before Çetin left his job on Wednesday, he distributed a letter of farewell to members of the ministry saying whatever success he had as foreign minister was directly due to his staff.

In the letter distributed to all members of the ministry — from the office of the undersecretary to young candidate diplomats — Çetin said he had tried in his two-and-a-half years in office to pursue "an active foreign policy that served Turkey's national interests." "I believe that for the most part we were able to achieve that," he said.

He also noted that what he had been able to do concerning the problems of his diplomats was "a small part" of what he wanted to do for them.

"I am proud to work with you and feel the pride and ease of conscience at leaving the next foreign minister with a ministry which never turns off its lights at night..." Çetin said. "I congratulate Professor Mümtaz Soysal on his appointment and wish him success," he concluded.

Minister for Justice Seyfi Oktay for his part announced his resignation at a press conference in his office. He said he was not offended by the recent developments. Asked why he had delayed his resignation, Oktay said he had not been asked to resign earlier. Oktay continued, "This is not an individual issue. I am obliged to protect the dignity of the judiciary as

II. I have not been asked to resign. If dismissal of a justice minister is made the subject of discussion, this will lead to the public inquiring if something has hap-

pened. For this reason I said that the necessary procedures for my dismissal should be resolved. "I vacated my office at the ministry 13 or 14 days ago. I even reserved a room in Parliament. However no one asked me to quit. This is why the announcement of my resignation has taken time." Meanwhile, Onur Kumbaracıbaşı, who resigned from his post as minister of public works a day earlier to facilitate the Cabinet change after appearing initially to join Çetin in resisting the manner in which this change had taken place, opted for a softer tone on Wednesday.

This appeared to signal that Kumbaracıbaşı was disassociating himself from the anti-Karayalçın wing of the SHP.

"I am not hurt as I leave my post, on the contrary, I leave content," he said, adding that he had never resisted giving his resignation, as claimed by the press. "I personally handed in my resignation when they asked for it. I would have resigned verbally if necessary," he said. Kumbaracıbaşı also said he thought the attitudes of Çetin and Oktay were justified. "We have experienced a style which did not befit the traditions of the state. It is only natural that some were offended," he said, clearly eager not to offend Çetin, an old political ally.

He confirmed that the post of the foreign minister was offered him "a month-and-a-half ago."

"This post is a very honorable one, but I did not accept it because no reason was given as to why I was offered that post. But it is my decision not to take part in the new Cabinet," he said. Although he admitted that the recent crisis harmed the SHP, he refrained from blaming Karayalçın: "Let us just say that certain mistakes were made inadvertently," he said.

Air Force hits PKK in northern Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- In continuing operations against the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) jet fighters of the 2nd Tactical Air Command on Tuesday morning launched an air strike against a terrorist camp in the Mezi region of Northern Iraq. All of the planes returned safely to base.

More than 70 PKK terrorists were killed and ammunition dumps were destroyed in the raid, which took place 20 kilometers inside Iraqi territory, according to general staff spokesman, Colonel Doğu Silahcioğlu. He said that the terrorists were part of a 100-man group which was preparing for a cross-border assault on Turkey.

Military sources said a similar raid had been conducted in May. The PKK base and training camp is located in a well-watered valley between the Mezi and Sive mountains which provides an ideal base for operations against Turkey, 20 kilometers away. The mountain ranges are used by the terrorists travelling between Northern Iraq and Iran. The sources added that operations of this type are more common than in the past and can be mounted quickly once information has been received about the location of terrorist bases. The camp in the Mezi region was used by the terrorists as a rendezvous point where they gathered before launching their attacks on Turkey. In other operations in the Şırnak, Hakkari and Bingöl areas 20 terrorists were killed, according to a statement issued by the office of the Emergency rule region governor.

The total number of terrorists killed in operations in the Cudi Mountain has reached 55. The operations started on July 20 1994.

turkish daily news

Thursday, July 28, 1994

Amnesty says villagers moved from Hakkari internment camp

Turkish Daily News

LONDON- An urgent appeal for action issued by Amnesty International on Wednesday said that approximately 1,500 villagers held under arbitrary detention in the province of Hakkari by Turkish troops had been moved from a temporary containment camp to another region.

Amnesty officials said the villagers, including women and children, were all moved from the camp in Evrek in Beytussebab region where they were being held until the organization identified the area in a weekend statement. The issue was raised on international platforms last week after the Turkish Daily News covered allegations that at least two internment camps were set up.

It was also discussed extensively in a meeting organized with Kurdish representatives last Friday in Washington by the U.S. Commission on Security and Cooperation in Europe. The organization said that the villagers were forced to move to the Mezra village which was "a couple of hours walk away from Evrek."

It claimed, meanwhile, that three more

Kurdish villages identified as Aksu (Biloh), Binlersan (Çiçekli) and Derzengin, near Geçitli were evacuated by force on July 22 and some of the houses had been destroyed.

"The villagers tried to move to Van and Hakkari, but were prevented by the security forces who reportedly are holding them by the road near Geçitli," Amnesty said.

It added that these villagers, like those living around Evrek, belonged also to the Mamhuran tribe.

There were reports that the local representative of the Turkish Human Rights Association has repeatedly asked for a meeting with the governor of Hakkari province, but his requests have been denied.

In an urgent appeal for action issued at the weekend, Amnesty had identified Cemil Timur, Zeydin Timur and Şevket Timur of the Evrek village in Beytussebab, Hakkari, as being among those recently detained. It named Hasan Aykut, Fehim Yalçın, Saadi Özlü and Osman Özlü among the 1,500 villagers, including women and children, who were taken by troops to a specific containment area

in the province.

The statement said at least two "containment areas" had been set up by military troops in the region and that one of these was based in Evrek and still held villagers.

"These detentions," said Amnesty referring to the containment process, "occurred in the course of the burning and brutal evacuation of Kurdish villages during military operations against guerrillas of the Kurdish Workers Party (PKK), and the setting up of containment areas in which displaced villagers are being held in appalling conditions."

Amnesty claimed a number of villages surrounding Evrek had been forcibly evacuated and many houses and crops had been burned by security forces because of the villagers' refusal to join the system of village guards (villagers paid and armed by the government to combat PKK militants).

"The villagers' identity cards have been confiscated, effectively detaining them as anyone moving about in the area without proper identification faces the risk of interrogation for illegal activities or even extrajudicial execu-

tion," Amnesty said.

It added that villagers trying to flee were being turned back. "They have not been charged with any offence and Amnesty International is appealing that they be allowed to leave.

There have been reports that villagers have been beaten in Evrek. The lack of proper registration also exposes them to the risk of disappearance."

It is understood that the villagers were moved from Evrek after Amnesty's report which was published in length on Monday in the TDN.

In other development, Amnesty on Tuesday called off its previous urgent action related to Mehmet Tabak (40), his daughter Nebile Tabak, (18), Hatun Temiz (18), Esmer Çırak (16) and Güllistan Büyükdere (16), who were detained by Turkish security forces from a village in Iğdır earlier.

Amnesty International said it had received information that the above-named people had all been released.

İSMET G. İMSET / LONDON LETTERS

Internment, a la Turca: For how long and for what?

*'Armoured cars and tanks and guns
Came to take away our sons
But every man will stand behind
The men behind the wire.'*

— A classic rebel song sung in Ireland against internment in 1971

Exactly five days after Operation Demetrius went into action at 4 a.m. on Aug. 10, some 23 years ago, the army held a press conference in Belfast claiming that a major defeat had been inflicted on the IRA. The decision to revive "internment" had been made a week before in London after a lengthy discussion and with the then Prime Minister Edward Heath agreeing. Internment, or the legislation to detain without trial, already existed in the shape of the Special Powers Act. According to the army, a major success had been achieved and in a matter of several days, troops had killed between 20 and 30 men with as many wounded. It is today, as Britain sits at the table to solve the Irish problem through dialogue, that everyone realizes not only that the figures of some two decades ago were vastly exaggerated but that the whole exercise was a failure.

In their 490-page fascinating history of "The Provisional IRA," Patrick Bishop and Eamonn Mallie now point out how satisfied with the outcome the IRA was of the 1971 internment campaign which was carried out in the same spirit as in the 1950s.

"The militancy of the young men of Derry, Belfast and an increasing number of rural areas was deepened by the experience, to the point where some of the provisional leaders believed that a full-scale encounter with British forces was feasible. More significantly, they had been handed an endless productive mine of propaganda."

Internment then not only succeeded in uniting the IRA's fiercest enemies inside the Catholic community behind them but also lent some credence to their claims of legitimacy. According to Tim Pat Coogan, author of the 749-page masterpiece "The IRA," the Catholics who were locked up for the most part had little or nothing to do with the IRA, "a fact which, magnified by the ill-treatment the internees received, did however considerably boost the IRA's support."

Coogan notes that the way in which the police and military assessed the situation was a key element "one which affected not only the decision to opt for internment... but other vital happenings in the province."

Their assessment, on the other hand, was influenced by a number of circumstances including their morale. Adds the same writer: "Another circumstance affecting the troops' morale and behavior was the fact that they were left to find a military solution, in a society divided by hate, to a problem which was essentially political."

The responses of troops to the IRA provocations, says Coogan, "were military ones, invariably involving and alienating anti-IRA members of the Catholic community... Instead of being reined in while the politicians got down to sorting out the mess, the troops were left to blunder forward.

The result was a morass of brutality, and propaganda fodder — kicked down doors, ripped up floorboards, beaten up young men and, worse, occasional bursts of ill-directed rifle fire that claimed civilian life."

As a result, the experience not only eventually landed Britain before the European Court of Human Rights but also served to build up the IRA's strength.

One still wonders how any country, run by politicians and with organized Armed Forces and joint chiefs of staff, various intelligence and security bodies, could end up in such a mess and blunder in such a way.

Internment is no new concept for the world and one which will certainly not disappear as long as ethnic, racial and national disputes continue.

Did not, for instance, American troops along with their local collaborators try the same in Vietnam with devastating results? How innocent were the French in Algeria? What about what happened to the Armenians?

The principle concept of internment on the broader scale is failure. One of the warring sides, almost always the oppressive side, moves to intern suspects en masse when left with no alternative in failure of delivering direct blows to its enemy. On the greater and most vicious scale, the internment of Jews during World War II led first to the setting up of special internment centers known widely as the Jewish ghettos and moved all the way to concentration camps, genocide and the systematic annihilation of a whole population.

At times, internment has worked, such as in several cases in the earlier half of the 20th century when the media was not so widespread across borders and when mankind thought less of human rights and principles.

But even the concept of a "working solution," needs much debate.

In Peru, where the — unfortunately — popular dictator Fujimoro is delivering one blow after another to the guerrillas of the Shining Path, internment on a smaller scale has aimed to force people to side with government troops rather than the rebels.

In northern Iraq, a region the Kurds prefer to refer to as Southern Kurdistan, the situation was similar only after things started to get out of hand.

Even today, there are villages near the liberated Suleimanieh where there are no men. One morning, over a decade ago, doors were broken down as Iraqi troops marched in. Men and boys of all ages were taken to special internment camps, having been accused of cooperating with the Peshmerge fighters. They were never heard of again.

Internment is indeed the result of frustration when the Armed Forces of a certain country reach the level of awareness that their military campaign is reaching no aim. It is the result of low morale and the imminent loss of a battle.

Today, Britain looks to the table to solve the Irish problem. The French and the Americans are out of Algeria and Vietnam, respectively. Perhaps the world will never forget the Holocaust. And, despite what is being said, many would still bet on Fujimoro surviving the next elections.

Iraq, on the other hand, has lost on every scale and is a very close case example for countries bordering it with Kurdish populations.

First there were the terrorists, supported from the outside and fighting the regime. Then there was autonomy and the terrorists were commonly referred to as Peshmerges. But Baghdad had no intention of equalling rights and moved in.

Especially as of the end of the 1970s, crops were burned down, hundreds of villages were evacuated and torched. Local Kurds were either paid to join the paramilitary village guards or forced to do so. Those who refused were attacked en masse, exiled to special containment settlements and/or forced to go up to the mountains.

But none of the measures worked as Baghdad, perhaps for reasons similar to London in the past two decades, failed to see that it had opted only to solve a problem political in origin with a military solution.

Thus Baghdad turned to containment on the most massive scale. Camps were set up and Kurds, either suspected of dealing with the Peshmerges or directly assisting them, were gathered up for arbitrary detention.

Even the Turkomans were forced into exile. But even then, the repression did not work. As the mountains smoked with burnt down crop and forests, planes and land troops moved in and attacked a whole people for each had relatives "on the mountains." Relatives who, to be exact, were "terrorists" for the regime. Saddam Hussein was, quite openly, a turning point in Iraq's treatment of its Kurds and remains to be remembered with fear and hatred, both which have thrust the Kurds into unity with other oppressed Iraqis.

In 1987, despite all the repressive measures introduced, the situation had become so bad that in perhaps one of the worst massacres of the past decade, Saddam finally ordered the use of poison gas on a whole population.

"The results," says Barham Salih, an Iraqi Kurdish representative in Washington, "were clear: Iraqi poison gas attacks on Kurdish towns and villages in 1987 and 1988 are conservatively estimated to have taken some 10,000 lives."

During this infamous campaign, still remembered as the starting point of the division of Iraq, troops set up special camps and the army erased some 118,000 people who were either killed or "disappeared." In the same period, the army erased 4,000 Kurdish villages from the map and over half a million Kurds were expelled into the so-called "new towns" which were, in reality, enabling the regime to keep a close watch on the population.

In later years, some 300,000 Kurds and Turkomans in Kirkuk were expelled from their homes and prevented from returning and, finally in February 1991, some 2 million Kurds fled in panic to the mountains of Turkey and Iran when the Gulf-war defeated Saddam troops turned completely against this population. Any substantial result? Yes. Iraq is divided and despite all attempts to maintain its

sovereignty, the division seems to be for real. Britain was taken before the European Court of Human Rights for its internment policy. America lost in Vietnam. France lost in Algeria. Iraq has lost internationally for it

is agreed upon by a majority of states that it is the most-ruthless dictatorship — also involved in terrorism — in the world.

Last week, putting his views to a crucial briefing organized by the U.S. Helsinki Commission, former Democracy Party (DEP) deputy Remzi Kartal broke the news — quoting a report in the TDN — that troops had now started to set up internment camps in the Turkish Southeast.

For 10 years now, with an anniversary to be marked on Aug. 15, Turkey has been fighting its own Kurdish terrorists and at least 12,000 people from both sides, as well as from among the civilians, have been killed.

Kartal's statement and the statistics he gave were quite explicit and could be summarized:

"Since 1991, more than 1,360 Kurdish villages (in Turkey) have been destroyed." A figure also confirmed by the Turkish Human Rights Association.

"A state of emergency exists in the region. Therefore the Kurds are administered by the military."

"Over 1,550 civilian Kurds have been murdered, and none of their assailants have been caught."

"More than 2 million Kurds have been rendered homeless." "Villages, crops and forests are being destroyed..." These are allegations heard during most of Turkey's campaign against the Kurdish separatists, but there are others which Kartal made:

"Kurdish villages are still being destroyed. Now, Turkish soldiers have set up concentration camps for the Kurds... There are reports that even chemical weapons have been used against the Kurds. In many other areas, the amount of food purchased by Kurds is limited, Kurdish villagers who want to go to the cities now have to get a permit from the local military officers" and so on...

According to Amnesty International officials in Washington and London, most of Kartal's claims can be confirmed although there is no evidence that chemical weapons have — yet — been used.

But Amnesty also has an addition to make to Kartal's explanation, backed by Ali Yiğit, a former deputy for Mardin, who has also been "kicked out of his seat," as well put by Prime Minister Tansu Çiller.

This is that as a change to the pattern of what has now become a customary military campaign, Turkey has also started to set up special camps for the "internment" of villagers.

And in these camps, says the organization, there is torture and ill-treatment. Currently, at least 1,500 villagers, including women and children are held at one camp in Hakkari, stripped of their essential ID cards and not allowed to travel. Several hundred others were released from a camp in Diyarbakır the previous week but although the "compound" is empty, it is still reportedly there.

The obvious question is thus to ask what is happening and how Turkey could have come to the point of using internment when, according to officials, it has already "broken the backbone of the terrorists?"

According to a June 22 report by Amnesty on Turkey, the situation in Turkey is getting graver by the hour with more arrests, death-squad killings and an "alarming" increase in disappearances. The prisons are filling up at the same time, while State Security Courts, the heritage of military tribunals, are arresting lawyers, human rights activists, workers, journalists, publishers and trade unionists. Others, spared of legal or extrajudicial action, are seeking safety abroad. Perhaps, Turkey has launched the greatest campaign of its history and the internment "a la Turca" is one part of this running parallel to the major offensive launched on the PKK — as well as

Turkish/Kurdish intellectuals. Whatever the reasons, news getting out is worrisome.

Amnesty, for instance, has claimed on the international platform — without any known response from Turkey — that villagers are living in “appalling conditions” in the newly set up containment areas. What country scoring success against terrorism and pursuing correct policies would require internment anyway?

Amnesty also claims there have been several severe cases of torture and ill-treatment, i.e. sexual harassment, murder, kicking etc. in these camps. Could this be true?

Our own TDN sources confirm the stories and actually outline an even worse picture.

Says one on the telephone from an eastern province: “Only seven out of some 40 villages remain intact. The others have been evacuated and destroyed.”

Says another: “The villagers refused to join the village guards and were sent away. Their houses were torched.”

And yet another: “We moved out of the region fearing terrorism but have been told that our houses were burned down. We have also lost our crops.”

Just how much of this is related to “fighting terrorism,” is the most likely question any individual of sound mind would ask. The PKK, a separatist organization which has long resorted to terrorist tactics, is indeed quite active. But none of what is being heard in the West has anything to do directly with the PKK.

What is being heard is quite clear: 1,550 civilians killed, 2 million Kurds displaced, at least 10,000 Kurds who have run away from Turkey to Iraq, about 1,300 villages destroyed, some 300 Kurdish activists including 78 members of a defunct legal Kurdish-based party killed, torture, ill-treatment, mass migration, children under detention and so on.

In the words of Turkey's younger generation politician Cem Boyner, “We have been bombing our own mountains and villages for 10 years. What have we achieved in return?”

Turkish tourism is crippled. And the country is spending as much as \$7 billion per annum on the Southeast military campaign. The lira has been devaluated dramatically and inflation has hit the ceiling with attempts made to adjust the whole country to this picture.

Worse, observers expect a complete social, economic and political crash as early as the end of next September. And now, amid all of these problems, up pop the internment camps.

But what is internment in the first place? Internment is the arbitrary detention of individuals against their will and without any judicial action taken or to be taken. Internment is the detention of men as well as women as well as their children. Internment is a method which has

backfired in every way and throughout the world for many years. Internment is a last resort, resulting from frustration, which has in the past led to further frustration and worse results.

Internment is thus a dangerous “instrument,” one certainly bound to burn the hand of its “holder.”

From Britain to Iraq, Algeria to Vietnam, things seem hardly ever to change, despite all of the lessons that history brings. And now we have to tackle internment a la Turca.

How come, we should ask again?

Were we not all told that terrorism had already been crushed? How far does the world need to go to understand there is always the other side of the coin.

As Tom Marks explained in David Scott Palmer's “Shining Path of Peru,” the answer to terror with terror or what officials prefer to describe as “to guns with guns,” is never the true answer in social conflicts.

“The use of terror by the security forces,” says Marks, summing up the situation in Peru and Vietnam, “has generally been ineffective or has had disastrous consequences for them because they claim to represent a higher standard of conduct and morality.”

Where does internment stand in terms of that standard of conduct and morality? How can any administration — and/or force — legitimize the mass detention of civilians, restrictions on their freedom of travel and forceful migration to other areas? Is it possible, on the verge of the 21st century, to explain to that world the necessity for arbitrary detention of women and children?

It seems hard to do so.

In one part of the world, great rebel songs were written some 20 years ago about armoured cars, tanks and cars as well as never returning sons.

In another and closer part, only three years ago, a different poem of a similar nature was written, based on experience, by a close and reliable Iraqi Kurdish friend of mine. A poem which I somehow now recall and find fit to put into print in part:

“Oh how they came so early one morning
 ...their boots trampling on our prayer mats
 How they looked down at us with despicement
 ...fearfully calling us the ‘mountain rats’
 We gathered in the yards to listen to their chanting
 ...never once given a chance to look at the flames
 Farewell, we said, forced onto trucks while still crying,
 ...no land, no home, no forest, no crop.
 Oh, it is such a great shame.
 Farewell we said to what we had to abandon
 ...lost is everything behind us in the agonizing flames
 But as we wail now for our lost ones in pain,
 ...we have all learnt the rules of this new game.”
 If internment worked, it would have worked before...

Tollé en Allemagne autour d'un avis d'expulsion contre un bébé

La demande d'asile a été refusée (...) Le demandeur est sommé de quitter l'Allemagne dans un délai d'un mois»: l'un des derniers destinataires de cette lettre de l'Office fédéral allemand de reconnaissance des réfugiés, datée de Zimndorf (Bavière) le 6 juillet, est un... bébé de 5 mois, né en Basse-Saxe. Ses parents, Turcs kurdes, sont arrivés il y a deux ans en Allemagne, où ils attendent encore la réponse à leur demande d'asile et tremblent aujourd'hui de voir leur bébé victime de la nouvelle sévérité des autorités allemandes. La mobilisation d'une association locale a fait du bébé Berivan Yavuz un cas «scandale», remonté jusque

dans les colonnes de la presse internationale.

Le risque d'expulsion du bébé n'est pourtant que théorique: «Il est couvert par l'article 6 de la Loi fondamentale allemande qui protège les familles d'une telle séparation», dédramatise le directeur de l'Office de Zimndorf, Klaus Blumentritt. De plus, plusieurs Länder, dont la Basse-Saxe, ont actuellement gelé les expulsions de réfugiés kurdes. «Le scandale vient plutôt de l'insensibilité totale avec laquelle l'administration envoie ces avis d'expulsion, même lorsqu'ils ne sont pas applicables, s'insurge la militante de l'Initiative droits de l'homme de Basse-Saxe, Bärbel Stechel. Après avoir reçu une telle lettre, les réfugiés redoutent de voir la police surgir à chaque instant. Aujourd'hui encore, nous devons dénoncer l'inhumanité de l'administration allemande.» L.M.

LIBÉRATION
 28 JUILLET 1994

L'Iran et la Turquie s'entraident pour mater leurs opposants

Oubliant leur rivalité à propos de l'Asie centrale, Téhéran et Ankara resserrent leurs liens.

La visite de quarante-huit heures du président turc Suleyman Demirel à Téhéran, qui a pris fin hier, est un nouveau pas dans le rapprochement entre les deux pays. Avant son accession au poste du président de la République, en mai 1993, Suleyman Demirel s'était déjà rendu en Iran une première fois lorsqu'il occupait le poste de premier ministre. A l'époque, en octobre 1992, les relations entre les deux pays étaient marquées par une forte rivalité à propos des nouveaux pays indépendants d'Asie centrale ainsi que par des tensions concernant les activités des opposants respectifs de chacun des deux pays sur le sol de l'autre.

En réalité, l'amélioration des relations entre les deux capitales a commencé lorsque les deux pays se sont mis d'accord pour adopter une attitude de fermeté à l'égard de leurs opposants respectifs. Ainsi, l'Iran s'est engagé à ne pas laisser les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mènent une lutte armée féroce contre Ankara, utiliser la région frontalière entre les deux pays comme base arrière. Il y a encore quelques mois, pour montrer sa bonne volonté, Téhéran a même livré quatorze combattants du PKK, qui avaient franchi la frontière, à Ankara. De leur côté, les autorités turques ont accepté de restreindre les activités des opposants iraniens sur leur sol. C'est sans doute la raison pour laquelle le président turc, Suleyman Demirel, a affirmé hier à Téhéran que «l'Iran et la Turquie ont la responsabilité d'assurer la sécurité et la stabilité de la région, c'est pourquoi ils doivent coopérer pour vivre à l'intérieur des frontières sûres. Notre coopération en matière de sécurité est une nécessité.»

Crainte de contagion

Autre sujet de rapprochement, l'attitude à l'égard des Kurdes d'Irak. Les deux pays ont à plusieurs reprises affirmé au cours des derniers mois leur hostilité à la création d'une «entité kurde» dans le nord de l'Irak. Ankara et Téhéran craignent en effet une contagion de leurs propres régions kurdes. Dans le même temps, la position des deux pays s'est rapprochée à propos des nouveaux pays musulmans d'Asie centrale et du Caucase. En réalité, les deux pays ont compris qu'ils n'avaient pas les moyens de leurs ambitions dans cette région, où la Russie a fait un retour en force au cours des derniers mois. Néanmoins, Téhéran et Ankara ont décidé d'élargir leur «coopération bilatérale et multilatérale dans le cadre de l'Organisation de la coopération économique (ECO), qui regroupe également les pays d'Asie centrale. «Nous avons d'excellentes possi-

bilités de coopération dans cette région», affirmait le président Rafsandjani.

Sortir de l'isolement

Reste que, malgré les déclarations optimistes des présidents Demirel et Rafsandjani à propos du développement des relations économiques, la mauvaise situation financière de la République islamique d'Iran ne devrait pas permettre une amélioration substantielle de ces relations. Néanmoins, les deux chefs d'Etat ont décidé de porter le volume de leurs échanges commerciaux à 2 milliards de dollars contre 800 millions aujourd'hui. Par ailleurs, la Turquie et l'Iran sont tom-

bés d'accord pour accélérer la construction d'un gazoduc reliant l'Asie centrale à l'Europe en passant par les territoires iranien et turc. Ce qui devrait permettre à l'Iran de livrer du gaz naturel à son voisin.

Mais c'est surtout dans le domaine politique que cette visite revêt un caractère important. La Turquie espère ainsi resserrer encore un peu plus l'étau contre les séparatistes kurdes du PKK. De son côté, la République islamique d'Iran, montrée du doigt après les attentats de Buenos Aires et de Londres, peut se prévaloir de ne pas être trop isolée sur la scène internationale.

Siavosh Ghazi □

TURQUIE

La coalition gouvernementale est menacée d'éclatement

ISTANBUL

de notre correspondante

Le remaniement gouvernemental qui avait été annoncé comme imminent, lundi 25 juillet, par le vice-premier ministre Murat Karayalçin, dirigeant du Parti populaire social-démocrate (SHP), a été reporté en raison des controverses qu'il suscite au sein de la coalition au pouvoir à Ankara. Le gouvernement turc offre ces jours-ci un bien curieux spectacle, de moins en moins compréhensible par la population : la liste des nouveaux ministres membres du SHP (parti minoritaire dans la coalition que dirige M^{me} Tansu Ciller) a été publiée lundi par M. Karayalçin, mais plusieurs titulaires des postes concernés refusent de démissionner.

Au premier rang de ces derniers, Hikmet Cetin, le ministre des affaires étrangères, qui refuse le traitement indigne que veut lui infliger le dirigeant de son parti. La désignation à sa place de Mümtaz Soysal, une personnalité dont les vues sont souvent en contradiction avec la politique du gouvernement, a soulevé de nombreuses protestations, d'autant qu'elle semblait avoir pour seul but d'apaiser l'opposition interne au sein du parti social-démocrate. Hikmet Cetin, qui jouit d'une excellente réputation après trente

mois à la tête de la diplomatie turque, a été particulièrement irrité d'apprendre, alors même qu'il se trouvait en visite officielle en France avec le premier ministre, qu'un successeur lui avait été désigné.

Le ministre s'en est remis à la décision du président Demirel, qui aurait le pouvoir constitutionnel de le limoger s'il le jugeait nécessaire. De Téhéran, où il se trouve en ce moment, le chef de l'Etat a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de faire usage de ce droit pour renvoyer des ministres qui ont servi l'Etat avec succès. La démission du ministre de la justice, Seyfi Oktay, est également en suspens.

Cet épisode illustre la dégradation d'une scène politique dominée par des querelles personnelles et des conflits d'intérêts, au détriment de l'intérêt national, et met en question la survie de la coalition formée en 1991. Le commentateur Güngör Mengi rappelait dans le quotidien *Sabah* que le nouveau ministre choisi par M. Karayalçin pour diriger la diplomatie, Mümtaz Soysal, s'était lui-même exprimé sur ce sujet avant sa nomination. « Cette coalition est morte depuis longtemps, aurait déclaré M. Soysal. La question est de savoir si elle aura une fin honorable ou mourra sans dignité. »

NICOLE POPE

Rücktritt Cetins: Türkei schottet sich vom Westen noch stärker ab

Der türkische Aussenminister Hikmet Cetin ist am Mittwoch erwartungsgemäss zurückgetreten. Die Umgestaltung der Spitze von Ankaras Aussenpolitik signalisiert einen Trendwechsel hin zu einer stärkeren Abschottung Anatoliens von der westlichen Welt.

Istanbul. Das Bedauern über die Absetzung des bisherigen Aussenministers Hikmet Cetin geht quer durch die türkische Presselandschaft. Selbst rechtskonservative Zeitungen würdigen das abtretende Kabinettsmitglied als Garant einer «globalen» Aussenpolitik – ganz im Sinne seines verstorbenen Lehrmeisters Staatspräsident Turgut Özal, der die Türkei nach dem Zusammenbruch des Ostblocks als Tor zu den neuen islamischen Republiken Mittelasiens anpries. Auch gegenüber dem orthodoxen Nachbarn Griechenland zeigte Cetin stets Entgegenkommen – im Gegensatz zu seiner Premierministerin, die hinter allem Übel des türkischen Staates, Wirtschaftskrise und Terrorbomben am Mittelmeer inklusive, den westlichen Nachbarn vermutet.

Cetins designierter Nachfolger Mümtaz Soysal hingegen ist, obwohl Professor für Internationales Recht, alles andere als ein Diplomat. Medienkommentatoren, ob regierungsnah oder regierungskritisch, fürchten, dass er in Europa und den USA gleichermassen anecken wird.

Laut seinen regelmässigen Kolumnen in der konservativen Tageszeitung «Hürriyet» folgt Soysal einem rechtsnationalistischen Kurs: Die Türkei ist seines Erachtens nicht «irgendwelcher Vasalle» im Dienste Brüssels oder Washingtons, sondern im Gegenteil deren «unverzichtbares Bollwerk» gegen Osten hin. Der Preis, den Soysal vom Westen abverlangt, ist eine «absolute Unabhängigkeit» der Türkei nach innen und aussen. Doch ganz so einfach wird es dem Ausland dem neuen Aussenpolitiker nicht machen. Ankaras Wochenmagazin «Briefing» zitierte diese Woche Mittelost-Experten im Europarat und innerhalb der Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE), die sich ernsthaft fragen, ob

die Türkei angesichts ihrer verheerenden Menschenrechtsbilanz überhaupt noch zum Klub der «good boys» der internationalen Politik gehört, oder mit «Haitis Junta, Somalias Kriegstreibern und dem Diktator Saddam Hussein» zum Lager der «bad guys» gezählt werden muss. Mit ihrer provokativen Fragestellung mokiert sich die Zeitschrift einerseits über die westlichen Werturteile. Andererseits wittert sie in den Sympathieäusserungen gegenüber den «freiheitsliebenden Kurden» die Gefahr, dass sich die Türkei von der Neuen Welt distanziert und «nach Osten abdriftet».

Die jüngsten Äusserungen der Politspitzen zum internationalen Rollenverhalten der Türkei sind vorerst widersprüchlich. Staatspräsident Süleyman Demirel gab vor einem militärischen Auditorium zu verstehen, er «schere sich einen Deut» um die ausländische Kritik und werde in der Kurden-Frage nie und nimmer Kompromisse eingehen. Gleichzeitig jedoch wurde publik,

Angriffe gegen PKK-Lager im Irak

Ankara. AP. Die türkische Luftwaffe hat nach eigener Darstellung ein Lager kurdischer Separatisten im Irak beschossen und dabei 70 Menschen getötet. Ein Militärsprecher, Oberst Dogu Silahcioglu, sagte am Mittwoch in Ankara, die Aktion am Dienstag habe sich gegen das Lager Mesi etwa 20 Kilometer weit entfernt von der türkisch-irakischen Grenze gerichtet. Die Türkei hat wiederholt Angriffe gegen Lager in Nordirak geflogen, von denen aus nach Angaben der Regierung in Ankara Separatisten der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) operieren.

dass der Staatschef dem Parlament Beine machte, endlich das «Demokratisierungspaket», das sozialen und ethnischen Minderheiten mehr Eigenrechte garantiert, zu verabschieden. Ähnlich kontrovers denkt und handelt die türkische Premierministerin Tansu Ciller. So vergass sie schon kurz nach ihrem Amtsantritt im Sommer 1993 ihre anfänglichen Liberalisierungsversprechen und überliess die Lösung des Kurden-Problems dem Generalstabschef. Doch auch während des Kriegstreibens in Südostanatolien blieb Ciller auf ein progressives Image im westlichen Ausland bedacht. Erst kürzlich versuchte sie in Paris, die «kulturelle Eigenständigkeit der türkischen Minderheiten-völker» als Selbstverständlichkeit darzustellen.

Auch diesen mutigen Worten an die Adresse des Westens folgten keine Taten. Im Gegenteil: Neue Berichte von Amnesty International, wonach kurdische Zivilisten in «Internierungslagern gefoltert und hingerichtet» würden, sprechen eine völlig andere Sprache. Die Anschuldigungen werden zur Folge haben, dass der westliche Druck auf Ankaras Innenpolitik weiter zunimmt. Damit «schliesst sich» laut Feststellung des einstigen Kabinettsmitglieds und heutigen Vorsitzenden der aussenpolitischen Kommission im Parlament, dem Sozialdemokraten Erdal İnönü, «der Teufelskreis». «Je lauter die Kritik, je mehr zieht sich der Türke ins Schneckenhaus zurück.» Zusammen mit İnönü ist auch der «Briefing»-Kolumnist der Ansicht, dass der Westen die Türkei nur davon abhalten kann, sich zu isolieren oder ins «islamische Lager» hinüberzuwechseln, wenn er versucht, «mit Takt und Fingerspitzengefühl» statt mit erhobenem Mahnfinger auf die «türkische Psyche einzugehen».

Martin Peter

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0327 4 GT 0320 FRA /AFP-TW02
Justice-Kurdes

Le tribunal administratif de Strasbourg annule une mesure de reconduction à la frontière d'une famille kurde

STRASBOURG, 29 juil (AFP) - Le tribunal administratif de Strasbourg a annulé vendredi une mesure de reconduction à la frontière prise par le préfet du Bas-Rhin à l'encontre d'une famille turque d'origine kurde, a-t-on appris auprès de l'avocat de la famille.

Hassan Temur et sa femme Gulisar, ainsi que leur fille Fatma, âgée de 19 ans, avaient réussi à s'enfuir de Turquie en janvier 1993 après la condamnation de M. Temur à quatre ans de prison dans le cadre de la loi antiterroriste.

L'arrêté de reconduite à la frontière, pris le 22 juillet par le préfet, a été annulé pour "erreur manifeste d'appréciation", a indiqué l'avocat de la famille Temur, Me Eric Amiet. Les attendus du jugement n'étaient pas connus vendredi soir.

"Nous sommes très contents de la décision du tribunal qui est extrêmement rare", a affirmé Me Amiet, en soulignant que "le juge a pris en considération les dangers encourus" par ses clients s'ils devaient revenir en Turquie.

Lors de l'audience, Me Amiet avait mis en exergue les risques que représentait le retour en Turquie pour cette famille, dont "tous les membres ont subi des sévices". "Le simple fait d'être Kurdes en Turquie met votre vie en danger", a-t-il déclaré, en affirmant qu'au Kurdistan "aucun droit, en particulier celui de l'Homme, n'est respecté et l'armée turque fait ce qu'elle veut".

"J'ai, comme ma fille Fatma, été battue à plusieurs reprises à coups de matraque et à coups de pied", a expliqué, de son côté, Mme Gulisar Temur devant le juge.

Après la décision du tribunal, la famille Temur va pouvoir formuler une nouvelle demande en vue d'obtenir le statut de réfugié politique, a précisé Me Amiet. Leur première demande à l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) avait été rejetée.

rz-pre/lh/eb
AFP /JO0245/291805 JUL 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Staatswillkür gegen gewählte Volksvertreter

Von «PKK-Terroristen» und «Staatsverrätern» war die Rede, und das Volk klatschte Beifall. Ankaras Generalstab hatte die «Demokratie-Partei» (DEP) so lange als rechten Arm der PKK gebrandmarkt, bis auch viele Türken sie für den Terror im Land verantwortlich machten. Am 3. August werden acht DEP-Politiker, unter Ausschluss der Öffentlichkeit, dem Staatssicherheitsgericht vorgeführt.

Mitte Juni hat das türkische Verfassungsgericht die prokurdische «Demokratie-Partei» DEP wegen ihrer Charta, die offenen Individualrechte für das Minoritätenvolk in Südostanatolien proklamiert, offiziell verboten. Damit gab es der Anklagebehörde grünes Licht, die sechs DEP-Abgeordneten, die im März ihrer parlamentarischen Immunität enthoben wurden und seither in Untersuchungshaft sitzen, und ihre zwei im Juni festgenommenen Kollegen vor das Staatssicherheitsgericht zu stellen, wo ihnen gemäss Paragraph 125 des türkischen Strafrechts die Todesstrafe droht.

Von Martin Peter, Istanbul

Artikel 125, der «Landesverrat» als Kapitalverbrechen verurteilt, ist ein Relikt der Ausnahmegesetzgebung von 1982, die noch klar die Handschrift der letzten Militärjunta trägt. Das für politische Delikte zuständige Staatssicherheitsgericht wiederum ist Nachfolger der damaligen Militärgerichte und noch heute mit ehemaligen Offizieren besetzt. Damit ist im Fall der DEP-Abgeordneten die türkische Justiz, protegiert von den politischen Behörden, zum Gehilfen des Generalstabs geworden.

Niemand bestreitet, dass die türkische «Demokrasi Partisi» vom Wunsch der Mehrheit der Kurden im Osten und Südosten Anatoliens nach mehr regionaler Mitbestimmung und kultureller Freiheit getragen wird. Der Zusammenbruch des Osmanischen Reiches am Ende des Ersten Weltkrieges schien den kurdischsprachigen Völkern diesen Weg in die Unabhängigkeit zu öffnen, doch schon im Friedensvertrag von

Lausanne 1923 existierte das Wort «Kurde» nicht mehr. 25 Millionen Menschen wurden das Opfer des türkischen, persischen und syrisch-irakischen Nationalismus. Die türkischen Kurden gerieten unter das Zephr des Kemalismus: Nach den bis heute unantastbaren Grundsätzen des Staatsgründers Mustafa Kemal Atatürk darf es in der modernen Türkei nur Türken geben. Die letzte und 29. Revolte gegen den türkischen Staat hat vor exakt zehn Jahren, am 15. August 1985, begonnen, lanciert vom Linksideologen Abdullah Öcalan. Doch Öcalans «Arbeiterpartei Kurdistans» PKK wurde nicht nur zum Schrecken der Militärs, sondern auch kurdischer Zivilisten, die Gewalt als politisches Mittel ablehnen.

DEP: Friedliebende Kurden

Um ihre Friedensinitiative gegen den Krieg im Südosten zu untermauern, gründeten eine Handvoll Kurdenpolitiker 1990 die «Arbeiterpartei des Volkes» (HEP). Bei den nationalen Wahlen im Herbst 1991 wurden mehrere von ihnen ins Parlament gewählt. Das türkische Regime erklärte die Abgeordneten 1993 zum «verlängerten Arm der PKK» und verbot die Partei. Um ihren Parlamentsausschluss zu verhindern, riefen die HEP-Politiker kurzfristig die Nachfolgeorganisation «Demokratie-Partei» (DEP) ins Leben.

Spätestens zum Beginn der militärischen Grossoffensive in der Südost-Türkei im Sommer 1993 wurde auch die neue Kurden-Partei Ziel der Militärs und der staatlichen Kontingente. Dutzende Parteifunktionäre, im Herbst 1993 auch ein Parlamentsmitglied, wurden von Todesschwadronen ermordet.

Schliesslich nahm die türkische Armee die DEP zum Vorwand, um ganze Dörfer zu zerstören. Unmittelbar vor den lokalen Erneuerungswahlen vom vergangenen März musste sich die Parteileitung angesichts der Todesdrohungen gegen ihre Kandidaten vom Umgang zurückziehen. Mitte Juni wurde die «Demokratie-Partei» verboten. Doch nicht anders als bei der Schliessung der HEP hatte sich kurz zuvor eine Folgepartei, die «Volkspartei der Demokratie» (Hadep) gebildet.

Dem wachsenden Vertrauen, das das kurdische Volk der DEP entgegenbrachte, stand eine radikale Abkehr der türkischen Bevölkerung von den kurdischen Volksvertretern entgegen. «Der türkische Staat verhandelt nicht mit einer Mörderbande», lautete der Tenor aus Ankara. Und mit zunehmenden Anschlägen der PKK gegen zivile Objekte im Westen des Landes begrüssten viele Türken die harte Haltung ihrer Premierministerin Tansu Ciller – obwohl sie kein Hehl daraus macht, dass sie dem Militär im Kampf gegen die «Terroristen» freie Hand lässt. Dem türkischen Generalstabschef Dogan Güres fiel es leicht, die «Entfernung» der Kurden-Abgeordneten aus der Nationalversammlung zu fordern.

Politiker verhaftet

Anfang März wurden, unter Missachtung der verfassungsrechtlichen Vorschriften, sechs der kurdischen Abgeordneten wegen «Verbrechen gegen die unteilbare Einheit von Staat und Nation» ihrer Immunität enthoben. Noch vor dem Parlamenteingang nahm die Staatssicherheitspolizei die entmündigten Politiker in Haft, obwohl keine offi-

zielle Anklage gegen sie vorlag. Angeblich sollen sie durch Wort oder Schrift «separatistische Propaganda» verbreitet und damit ihre «Meinungsfreiheit missbraucht» haben. Inzwischen hat das Staatssicherheitsgericht eine 450seitige Anklageschrift vorbereitet, die am kommenden Mittwoch vom Staatsanwalt verlesen wird.

Verstoss gegen das Recht auf freie Meinungsäusserung

Das willkürliche Vorgehen gegen die gewählten Vertreter der Kurdenbevölkerung hat im Ausland, mehr als in der Türkei, zu lauten Protesten geführt. Sechs der einst 17 Abgeordneten konnten sich nur Stunden vor der offiziellen Schliessung der DEP Mitte Juni ins westliche Ausland absetzen und machen dort die europäische und amerikanische Öffentlichkeit auf die Menschenrechtsverletzungen zu Hause aufmerksam. Humanitäre Organisationen, aber auch der Europarat und die KSZE, gelangen auf ihre Initiative hin an den türkischen Staat, das Kurden-Problem politisch statt militärisch zu lösen. Gleichzeitig sehen internationale Anwaltsvereinigungen im türkischen Vorgehen gegen die DEP einen klaren Verstoss gegen das Recht auf freie Meinungsäusserung, wie es auch in der Europäischen Menschenrechtskonvention deklariert ist. Ismet Imset, türkischer Journalist, erinnert Ankara an seine Unterschrift unter den Verträgen: «Falls wir unseren Verpflichtungen, wie sie in der Pariser Charta und den Schlussakten von Helsinki festgelegt sind, nicht mehr nachkommen können, sollten wir auch offen zugeben, dass wir kein Rechtsstaat mehr sind.»

Nouveau raid aérien turc dans le Kurdistan irakien

Tandis que se multiplient les affrontements meurtriers entre les forces armées turques et rebelles du PKK dans le sud-est anatolien, l'aviation turque a effectué mardi une nouvelle opération contre un groupe présumé du Parti des Travailleurs du Kurdistan dans la région de Mezi, au nord de l'Irak, où il se serait retranché selon une information de l'Agence turque Anatolie diffusée mercredi. Plus de 70 rebelles kurdes auraient été tués et un dépôt de munitions du PKK aurait été détruit par des chasseurs bombardiers turcs lors de ce raid effectué contre un groupe de quelque 100 maquisards rassemblés dans la région de Mezi, à une vingtaine de kilomètres de la frontière

turco-irakienne, a précisé Anatolie, citant un bilan communiqué par le porte-parole du chef de l'état-major turc à Ankara; 28 militants kurdes du PKK ont été tués par ailleurs lors d'opérations de l'armée turque dans les régions de Sirmak, Hakkari et Bingol, dans le sud-est anatolien, où quelque 500 personnes (civils, soldats ou rebelles) auraient péri lors de heurts depuis le début du mois de juillet.

L'armée turque a intensifié ses opérations depuis le début du printemps dans l'est et le sud-est anatoliens, en affichant sa volonté d'en finir une fois pour toute avec la rébellion armée kurde du PKK d'ici à la fin de l'année. Outre l'impressionnant dispositif militaire déployé dans l'est de la Turquie, où quelque 500 000 hommes sont impliqués dans la lutte contre les Kurdes, l'armée turque frappe par des opérations aéro-terrestres des cibles présumées du PKK en Irak du nord, utilisé comme base arrière par les militants kurdes selon Ankara.

Le chef d'état major turc, le général Dogan Gures, met les bouchées doubles avant son départ à la

retraite le 1er septembre prochain, même s'il ne peut espérer remplir d'ici là tout à fait le "contrat" passé avec le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, qui lui avait donné son feu vert pour "éradiquer le PKK de Turquie"; il avait prolongé d'une année ses fonctions à la tête d'une armée entièrement mobilisée par la lutte contre les rebelles kurdes, dans le but justement de les anéantir, et avait songé repousser d'une année encore son départ à la retraite, n'étant pas parvenu à son objectif malgré des communiqués triomphalistes. Il avait dû toutefois y renoncer, en raison de fuites dans la presse turque concernant un éventuel arrangement à ce sujet avec Mme Ciller.

Il devra donc passer le flambeau de la sacrosainte "lutte anti-terroriste" à son successeur, sans doute déçu de ne pas terminer sa carrière sur la note glorieuse de la neutralisation du PKK, qui aurait coïncidé avec le dixième anniversaire, en août prochain, de la reprise de la lutte armée par l'organisation séparatiste kurde.

G.U.

Commentaire

Par Marc OPSOMER

Barre à gauche à Ankara

Le gouvernement turc vient d'être remanié, « pour moitié » pourrait-on dire puisque les changements ne concernent que les ministres du Parti populaire social-démocrate (SHP), leurs collègues issus du Parti de la Juste Voie (Dyp, le parti de la droite traditionnelle du Premier ministre Tansu Ciller), restant tous aux mêmes postes. Ce remaniement avait été annoncé depuis plus d'un mois et il était généralement présenté comme une opération « psychologique » : on expliquait, en effet, à Ankara, le sourire en coin, que le SHP devait programmer une « tournée » parce que tous ses députés souhaïtaient un maroquin ministériel. Il fallait satisfaire tout le monde... Même M. Murat Karayalçin, vice-Premier ministre et chef du SHP, ne contredisait pas cette version des choses.

Le remaniement risque cependant d'avoir une portée beaucoup plus importante. Si M. Karayalçin conserve ses attributions, ce qui relève de la normale, et si deux ministres sociaux-démocrates sont promus (M. Sagar passe de la Culture à un ministère d'Etat tandis que l'ancien ministre des Travaux publics Mogultay se retrouve à la Justice), toutes les autres excellences SHP ont été remerciées sans autre forme de procès. Y compris le ministre (bien méritant pourtant) des Affaires étrangères, M. Hikmet Cetin, qui n'a pas pu cacher sa fureur lorsque, étant à l'étranger, il a appris son éviction par des voies détournées.

La mise à l'écart de M. Cetin est lourde de conséquences car il a été remplacé par le très contesté Mümtaz Soy-sal, un homme qui ne veut

pas d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, nourrit des soupçons contre l'Union soviétique qui devrait être instaurée dès le 1^{er} janvier, ne cache pas son hostilité envers l'Otan (il voudrait le retrait de la force internationale qui, depuis le sud de la Turquie, protège les Kurdes du nord irakien) et semble nettement préférer pour son pays un ancrage asiatique et tiers-mondiste plutôt qu'un rapprochement avec l'Occident. Voilà qui promet, du moins si M. Soy-sal entend pratiquer ce qu'il prêche.

Ce remaniement indique également que M. Karayalçin a dû donner des gages à l'aile gauche de son parti (son « opposition », disent certains), qui entre en force au gouvernement. L'image du SHP s'est, fatalement, érodée depuis que les sociaux-démocrates ont accepté d'entrer dans une coalition avec le Dyp conservateur, ce qui remonte à novembre 91. La gauche de la social-démocratie entend donc adopter une ligne plus dure. Mais, du coup, la cohabitation avec l'allié de droite risque de connaître des hauts et des bas.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0090 4 I 0383 /AFP-WF79

Irak-chrétiens

Des chrétiens du nord de l'Irak accusent les Kurdes d'occuper leurs villages
par Tolle ARAM

ERBIL (Irak), 30 juil (AFP) - Des chrétiens du nord de l'Irak accusent les Kurdes "d'occuper" leurs habitations dans les villages détruits par le régime du président irakien Saddam Hussein, les empêchant ainsi d'y retourner.

Kani-Masi, une bourgade près de la frontière turque, était avant sa destruction en 1987 un village entièrement chrétien, alors qu'actuellement, ses ruines abritent des familles kurdes.

"C'est le fond du problème, les Kurdes occupent nos villages et empêchent notre peuple de retourner sur ses terres", affirme Peter Petrus, un prêtre de la ville de Zakho, dans le nord-ouest du Kurdistan irakien qui échappe au contrôle du gouvernement central.

Entre 50.000 et 100.000 chrétiens vivent dans le nord de l'Irak contrôlé par les formations kurdes depuis 1991 à la suite d'une insurrection contre le régime de Bagdad consécutive à la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

Au total, le nombre des chrétiens en Irak est estimé à un million.

Les Kurdes se défendent en affirmant qu'ils n'ont pas d'autre choix. "Notre village est tout en haut de la montagne, il est détruit, et personne ne nous aide à le reconstruire", affirme Arsalan Ahmad, chef de l'une des trente familles qui ont squatté les ruines de Kani-Masi.

"Nous attendrons ici jusqu'à ce que l'aide arrive", ajoute-t-il.

Cela ne suffit pas cependant pour lever les suspicions de certains habitants chrétiens du village. "Je suis certain qu'ils vont rester ici pour toujours, parce que leur terre n'est pas aussi bonne que la nôtre", affirme l'un d'eux sous couvert de l'anonymat.

Le "ministre du Travail et de l'Habitat" kurde, M. Yonnakam Kanna, estime à une centaine le nombre de villages chrétiens dans ce cas, expliquant que les expropriations effectuées avant 1991 par le régime irakien ont accentué le problème.

Dans le village de Sersik, 125 familles kurdes appartenant au clan du chef kurde Massoud Barzani se sont installées sur des terres communales qui, selon des familles chrétiennes, leur ont été expropriées.

M. Kanna, lui-même chrétien, affirme cependant que les familles chrétiennes ont été à l'époque indemnisées par le gouvernement.

ta/mch/jmc

AFP /J00245/300909 JUL 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

DEP meeting calls for arms embargo on Turkey

Lord Avebury says Kurdistan Workers' Party is justified in taking up arms against oppressive state

By Ismet G. Imset
Turkish Daily News

LONDON- Participants at a meeting organized in London Thursday night for solidarity with Turkey's defunct Democracy Party (DEP) have called for an full arms embargo to be imposed on Ankara by the West to end the ten-year-old war between government troops and Kurdish separatists in Southeast Turkey.

Lord Eric Avebury, chairman of the Parliamentary Human Rights Group and the Friends of Democracy Party movement, criticised the British government for naming the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) as a terrorist organization and said this movement was "just taking up arms against an oppressive state." Other participants in the meeting stressed that the closure of the DEP and subsequent arrest of eight MPs as well as the "forceful exile of six Kurdish parliamentarians legitimized an armed movement in Turkey."

In referring to PKK activities against Turkey and Kurdish civilians, Lord Avebury said in his opening speech, that he believed that PKK violence had to be condemned. He claimed, however, that compared to the violence of this organization, the Turkish Armed Forces were "carrying out an onslaught on the Kurdish people."

Lord Avebury, known for his close relations with the Turkish-Kurdish movement, recalled that the democratic rights of the American people today were also won only after they fought against the invading British.

The meeting was held at the University of London Union building and over 100 people, mostly British activists, participated. The speakers addressed their audience in front of large posters which read "Sun, sea and genocide, don't go to Turkey for the sake of humanity," in English and Greek. "Oxi Diakopei Eth Toykia" or "Don't Holiday in Turkey" read several of them showing pictures of Turkish troops, dead children and destroyed towns.

"The only language Ankara now understands is armed action," Lord Avebury said after describing the situation in Turkey. He added that the PKK and many Kurds believed independence (for the Kurds) was not necessary but that Turkey had to end the crisis. In a separate speech, Frances D'Souza who is the director of the London-based Article 19 International Centre Against Censorship, compared the situation in Turkey today to that previously in South Africa. She recalled that "during the dark years," the African National Congress (ANC) was forced into armed struggle.

Noting that with the banning of the DEP and prosecution of its deputies the crisis in Turkey had got worse, D'Souza said the PKK had thus

won legitimacy.

"The government has caused it to become violent because no other option has been left," she said, claiming that the escalation of the conflict was "the fault of the (Turkish) government."

D'Souza appealed for more pressure to be put on Turkey and for a systematic campaign to be launched during the hearing of the DEP deputies which will begin on Aug. 3 at a State Security Court in Ankara.

She warned, however, that the full isolation of Turkey could be dangerous. The Article 19 director said that action could be taken against Turkey in the Council of Europe but if Turkey was "thrown out," such action would never be viable. "The Turkish government is pushing for this," she said, voicing suspicion that Ankara may actually want to sever its ties with Europe to go ahead with the policy it has been put into effect in the Southeast.

"NATO has given 1200 shining new tanks to Turkey. This is outrageous. Who can believe Turkey will use these against Russia?" she asked.

Of those speaking at the meeting, barrister Mark Muller who looks into individual cases in Turkey, said the systematic nature of the human rights abuses committed in this country, showed that only a political process could solve the problem. Muller stressed that although there were two previous incidents, the killing of Kurdish activist Vedat Aydin and the murder of MP Mehmet Sincar, the DEP case was a turning point in the conflict. He added that the destruction of parliamentary representation was a new policy pursued by Ankara and referred to the situation as "a bankrupt government and a bankrupt policy going headlong towards war."

"If the West is not careful," he said, "it will create another monster like Saddam Hussein."

He too argued that without any alternative, Turkey had justified an armed movement against it. "When the DEP and lawyers are destroyed," he said, "the only possible avenue is all-out war." He said Turkey was paranoid about the PKK and that there was much polarization.

"Under the current circumstances," he claimed, "there is little else to do but to support the PKK."

Jeremy Corbyn, an MP also known for his activities on behalf of Irish independence, referred to his past experiences in "Turkish Kurdistan" and compared Turkish justice to a "fair trial by hooded generals in a judges-uniform."

He said the DEP deputies were fighting for only their basic rights. "Their right to travel, to go to other countries and to describe what is

happening in their region. They are fighting for their right to argue for a self-governed state in Kurdistan," he said.

"It is wrong to prosecute them and wrong to arrest them," he said.

Aydar speaks

Zübeyir Aydar, DEP's Siirt deputy who along with his colleagues was "kicked out of parliament" according to Turkish Prime Minister Tansu Çiller, was the main guest at Thursday night's meeting.

Aydar explained the levels the conflict in Southeast Turkey had reached and noted that "there are very big operations going on in Kurdistan. The biggest operation is that against civilians."

The former MP said villages were being bombed and torched by Turkish troops and that the number of settlements completely evacuated and destroyed had exceeded 1,500.

Aydar warned that crops and forests were also being burned down and there were serious environmental hazards in the region. He argued that Turkey's aim was to force all Kurds to migrate from the region and said this was a continuation of Ottoman policies. "They did this to the Greeks and then to the Armenians. Now, it must be the turn of the Kurds," he said. Aydar also claimed that in ten days, a total of 24 villages had been torched and that 6 villages had been given a ten day deadline by troops to move out before their settlements were burned to the ground. "In the same period" he said, "troops have opened fire on one provincial center and five towns. The bodies of seven people have been found. Five women and children have been killed and eleven others have been wounded."

In the last ten days, Aydar claimed, a total of 400 people from both sides had died in the war in the Turkish Southeast. "Our only crime is to express our opinions," the deputy told the audience.

But in Turkey to speak of the Kurdish cause or of the Kurds is a crime. Currently there are over 100 intellectuals and journalists in Turkish prisons. Now, for expressing my opinions, I am being threatened with a death sentence. I do not believe I have committed a crime but I do not want to surrender and go into prison."

Aydar also said that had he and his colleagues not escaped to the West, the only place they could have gone to in Turkey was the mountains.

"We would have gone up on these mountains to defend ourselves. We would have armed ourselves against wilderness. And against all of this, when on the mountains if they attack and I have to defend myself, can I

European HR Commission seeks information on pro-Kurdish deputies

Turkish Daily News

ANKARA- The European Human Rights Commission has decided to ask for information from Turkey about the six deputies — five Democracy Party (DEP) and one independent — who have been detained pending their trial.

A group of European lawyers, led by former French Foreign Minister Roland Dumas, applied to the commission last month claiming that the lifting of the deputies' immunity

and their detention were human rights violations.

Meanwhile, diplomatic sources characterized the commission's quick decision as being meaningful, saying every month it receives hundreds of files from European Council member countries.

The commission also decided to review the complaint of a Turkish first lieutenant who was dismissed from the Army due to his fundamentalist activities.

be called a terrorist?"

Aydar claimed that in today's Turkey no one openly expressing his identity as a Kurd had the chance of opening the doors of the state. "The only doors of the state open to the Kurds are those of courts and prisons," he said.

He argued that they did not want anyone to die but that a dialogue and debate was necessary for a peaceful solution to the dispute.

He added, however, that "as long as Turkey feels itself powerful and as long as the West gives it weapons," a peaceful solution was impossible.

Aydar called for a full arms embargo to be imposed in Turkey and was hailed by Lord Avebury who said this was a priority issue in order to bring peace to the conflict.

More attacks

DEP's Aydar also claimed that as of August and September, Turkey would increase its attacks on civilian Kurds owing to the reshuffle which will take in the top hierarchy of the Turkish Armed Forces. He recalled that the current Chief of Staff had promised to end the problem before his retirement but had failed to do so. "The commanders who come to power at the end of August," he said, "will see it as their first task to prove themselves."

The deputy claimed that unless the situation could be prevented, there would be full-fledged genocide in the Southeast and said he feared that soon the world could come face to face with a "Rwanda-style massacre" in the region.

Aydar said the Kurdish people were in a difficult situation and required the help of a friendly hand. "I want the British people to show the same support that they did to the ANC previously," he said. "We should demand a complete arms embargo on Turkey until the conflict is over."

Other participants in the high-toned meeting in support of DEP included Brenda Nixon, of the Women Against Pit Closures, who gave a detailed account of what she said was her own "horrible experience" in Turkey.

Famous Turkish writer Vedat Turkali was also among the speakers and stressed that he supported the Kurdish people and believed that "the Turkish people will be freed only when the Kurdish people are freed."

He said it was a shame for the Turkish government to ban the DEP and arrest its deputies.

The meeting was organized as part of an overall international campaign the DEP has launched prior to next week's trial of its deputies in Ankara. A State Security Court prosecutor is demanding the death sentence for all the accused deputies on grounds that they made subversive speeches.

Çiller's fight for privatization proves fruitless

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller's hopes of rapid progress on the privatization issue have been dashed again.

The Constitutional Court has annulled two privatization laws in the past year and Çiller has been trying to get the program through for the third time but due to the lack of a quorum Parliament on Friday failed to vote on the draft bill. Many DYP deputies oppose privatization and support the alliance, formed by the main opposition Motherland Party (ANAP) and the pro-Islamic Welfare Party (RP), to obstruct the passage of the privatization draft bill by not attending parliamentary sessions. Çiller is now faced with another disappointment. Last year, Çiller's coalition government passed an authorization law in Parliament to privatize some State Enterprises (SEE). Based on this law the government issued decrees to start the privatization procedures. However, the Constitutional Court, at the request of Mümtaz Soysal, now foreign minister, annulled both the authorization bill and the subsequent decrees. Last April, the government tried again but with the same result, the annulment of the law and the decrees, this time at ANAP's request. The court ruled that Parliament must first establish a legal framework for the proposed legislation.

Çiller placed a lot of emphasis on changes in the tax legislation which constitute the core of the April 5 economic austerity package. When she faced problems in passing the changes in tax laws, she sought Soysal's views on the preparation of a new authoriza-

tion law proposal. Following the adoption of this proposal by the Parliamentary Plan and Budget Commission, it was sent to Parliament for debate. The opposition parties, particularly ANAP, initiated political maneuvers in order to prevent the bill's passage. In order to stifle the opposition, Çiller sought reconciliation with the ANAP but also sought to discredit ANAP in the eyes of the public opinion by using the recent resignations from the party and also by spreading the view that ANAP is blocking the privatization legislation.

However contrary to Çiller's expectations, the main obstacle has come from the DYP deputies who have failed to show up in Parliament for the debates on the draft bill.

Finally on Friday, Parliament was unable to convene due to the lack of the necessary quorum before a vote could be taken. None of the ANAP deputies were present during Friday's plenary session and there were only 92 deputies from the DYP, RP and SHP. The attendance of at least 150 deputies is required to form a quorum. Deputy Speaker Kamer Genç announced that Parliament would resume its recess, interrupted by ANAP's request for an inquiry into Çiller's assets, and would reconvene on September 1. This means that there will be no further progress on the privatization legislation until the next Parliamentary session. Government Spokesman and State Minister Yıldırım Aktuna on Thursday accused ANAP of sending only five of its 96 deputies to Parliament in order to obstruct the passage of the privatization bill.

Christopher complains about human rights violations in Turkey

Says Kurds must be included in the governmental process

Turkish Daily News

WASHINGTON- U.S. Secretary of State Warren Christopher said Friday that the violations of human rights in Turkey did not help the domestic security situation in the least bit. Christopher made his remarks during a House Foreign Affairs Committee meeting on Capitol Hill. Chairman Lee H. Hamilton had asked to hear the secretary of state's evaluation of the situation in Turkey.

"I have been very concerned about the escalation of the war in the Southeast between the Turkish army and Kurdish population," Hamilton said. "And I would like to know what the administration is doing to urge the Turkish government to stop pursuing a military policy on the problems of the Southeast and to work on a political approach, as well, with the elected political representatives of the Kurdish population."

Secretary Christopher said that President Clinton, "Has raised the issue with Prime Minister Çiller, and I frequently raised it with my colleague, Foreign Minister Çetin, who I was sorry... has left the government."

When TDN contacted the State Department Friday to get a reaction to the appointment of Professor Mümtaz Soysal as the new foreign minister, U.S. officials politely declined to comment on Soysal's appointment.

Christopher seemed not to have been informed yet about Çetin's replacement. "I hope, the person who has replaced (Çetin) will have a deep concern for the human rights of the citizens of southeast Turkey," he said.

A very serious internal security problem

The U.S. secretary of state said it was not an exclusively military problem that Turkey was facing today. "It is one that needs to be handled by reaching out to the Kurds and finding ways to include them in the governmental process. And we are going to continue to make that point at every opportunity. The response, as I am sure you know, from the Turks is that they have a very serious

internal security problem. But I have never felt that the solution to those internal security problems was advanced by violations of human rights. It is a matter on which I am not satisfied that we have a fully adequate approach." Commenting on Assistant Secretary John Shattuck's recent visit to Turkey, Christopher said: "I think (Shattuck) is somewhat encouraged by the intentions of the Turkish government to try to address it on a more inclusive basis, rather than on a purely military basis. But it is something that's a matter of concern to me. But I would want to say, also, that Turkey is an extremely important country to us. They are in a key location; they are in a situation where it is very important for us to maintain a secular Turkey that is not intimidated by the extremism of the Islamic movement."

Nations that help Iran

Christopher also accused those nations that continue to deal with Iran of making it easier for Iran to sponsor terrorism throughout the world.

"Iran is an international outlaw," Christopher said. "Yet some nations still conduct preferential commercial relations with Iran or take other steps to appease that outlaw nation. They must understand that, by doing so, they make it easier for Iran to use its resources to sponsor terrorism throughout the world." President Demirel, who has just concluded an official visit to Iran as the guest of President Hashemi Rafsanjani, said that he believed in the benefits of increasing the volume of business between Turkey and Iran. A transportation agreement was also signed recently by the two countries.

Tom Lantos, commenting on the recent bombing incidents that are said to have been staged by Iran, said, "the response of civilized society to terror has been totally inadequate. Four years after the PAN AM 103 bombing, where over 200 Americans died, much rhetoric has been employed but nothing

has been done. It is a terrorist international movement supported by Iran, condoned by Syria, and not resisted forcefully by the international community."

Then, Lantos presented the following challenge for Christopher: "I wish Mr. Secretary you would name the nations that conduct preferential trade with Iran. I wish you would name the nations that appease them (Iranians). That is the only way to focus negative publicity on people who support terrorism."

Distressed with 'some of our allies'

Christopher replied: "I feel very strongly that we must take some new action with respect to international terrorist incidents. I am very distressed that some of our allies are among those — at least in my judgment — who do not recognize the full responsibility of Iran for the Hezbollah attacks around the world."

They know who they are

"I feel that Iran is the principal culprit in this situation and they need to be identified and they need to be both contained and restrained in what they are doing. Those allies who are engaged in such activities know who they are and we are going to be further sharing our intelligence about Iran with them to see if we cannot draw them back from this conduct which I think unnecessarily encourages Iran, and it is very destructive for the international coordination that we should have. I am just absolutely mystified why these countries are unwilling to put their commercial interests aside and recognize that this kind of terrorism must be dealt with, and dealt with very harshly." Lantos and Newt Gingrich, who will soon replace Lantos as chairman of the House Subcommittee on International Terror & Human Rights, will submit to Congress next Monday a resolution to convene an "international conference on international terrorism."